

CORRESPONDANCE

DE

NAPOLÉON Iᴱᴿ

PUBLIÉE

PAR ORDRE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON III.

TOME XXX.

ŒUVRES DE NAPOLÉON Iᴱᴿ

À SAINTE-HÉLÈNE.



PARIS

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

[illegible]



CORRESPONDANCE

DE

NAPOLÉON Ier

CORRESPONDANCE

DE

NAPOLÉON IER

PUBLIÉE

PAR ORDRE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON III

TOME XXX

ŒUVRES DE NAPOLÉON IER

À SAINTE-HÉLÈNE



PARIS

IMPRIMERIE IMPÉRIALE

M DCCC LXIX

ŒUVRES

DE

NAPOLÉON PREMIER

À SAINTE-HÉLÈNE.

CAMPAGNES D'ÉGYPTE ET DE SYRIE[1].

CHAPITRE VIII.

SYRIE.

I. Description de la Syrie. — II. Syrie ancienne. — III. Syrie moderne. — IV. Déserts.

I. L'Arabie est une presqu'île comprise entre la mer Méditerranée, la mer Rouge, la mer des Indes et l'Euphrate. Cette presqu'île se lie à l'Asie Mineure par l'isthme du mont Taurus, et à l'Afrique par l'isthme de Suez. Elle a la forme d'un pentagone irrégulier. Le côté de l'ouest a cent cinquante lieues de long; il est borné par la Méditerranée depuis Alexandrette jusqu'à Reyfah. Le côté du sud a sept cent vingt lieues depuis l'isthme de Suez jusqu'au détroit de Bab el-Mandeb. La mer des Indes, depuis ce détroit jusqu'au cap El-Had, forme le troisième côté, qui a plus de quatre cent cinquante lieues de long. Le golfe Persique, l'Euphrate, la bornent à l'est et la séparent de la Perse et de l'Arménie sur une étendue de six cents lieues. Enfin est l'isthme d'Alexandrette,

[1] Cette partie des *Œuvres de Napoléon Ier* est reproduite d'après le manuscrit original donné en 1841 par le général Bertrand à la ville de Châteauroux.

qui sépare la Méditerranée de l'Euphrate; il a trente-cinq lieues de longueur; il est fermé par le mont Taurus.

La Syrie est la partie de cette grande presqu'île située le long des côtes de la Méditerranée. Elle a environ cinquante lieues de large. Les Arabes de la Mecque appellent la Syrie *le pays de la gauche*, comme ils appellent l'Yemen *le pays de la droite*. Elle est comprise entre les 32e et 37e degrés de longitude est de Paris et les 31e et 38e de latitude nord; elle a neuf mille lieues carrées de surface, dont cinq mille de terres cultivées.

L'Égypte serait un désert sans le Nil; les sables de l'Arabie couvriraient la Syrie sans la chaîne de montagnes qui la partage et qui court parallèlement aux côtes de la Méditerranée, se tenant à une distance de dix à quinze lieues de la mer. Cette chaîne arrête les nuages, conserve les eaux des pluies; elle s'appelle Liban au nord, Anti-Liban au centre, Monts des Cheiks au midi. Le Liban se détache du mont Taurus, il va en s'élevant pendant cinquante lieues jusque vis-à-vis de Tripoli; c'est la plus grande hauteur; il a 1,800 toises au-dessus de la mer; de là, ces montagnes vont en s'abaissant jusqu'au delà d'Hébron, près de la mer Morte. Les eaux qui tombent sur le revers ouest de cette chaîne forment vingt-six vallées par où elles s'écoulent dans la Méditerranée. Elles ont dix à douze lieues de longueur. Ces petits ruisseaux sont rarement à sec; ils entretiennent la fertilité et la végétation dans toute la contrée. La Qasmyeh, qui prend sa source au sommet du mont Liban près de Ba'albek et qui se jette dans la mer près de Tyr, sépare le Liban de l'Anti-Liban: c'est la plus considérable de toutes ces petites rivières; elle serpente sur une étendue de trente lieues.

Les pluies qui tombent sur les revers est de cette chaîne de montagnes sont recueillies par l'Oronte et le Jourdain[1], qui coulent à son pied et parallèlement avec elle. L'Oronte coule du sud au nord, le Jourdain du nord au sud. Ces rivières ont chacune soixante lieues de cours. L'Oronte se jette dans la Méditerranée, à six lieues d'Antioche, s'étant creusé un lit à travers le Liban pour se faire un passage jusqu'à la mer par un crochet

[1] El-Azy. Nahr-Ordan.

perpendiculaire à son cours. Il a 20 toises de largeur à son embouchure; il serait guéable et souvent à sec sans le grand nombre de barrages qui arrêtent son cours. Le Jourdain, après avoir formé deux lacs, celui de Helou et celui de Tabaryeh[1], se perd dans la mer Morte. Cette rivière a 8 à 12 toises de large; elle n'est pas guéable; elle est assez profonde. Si la configuration du pays eût permis à l'Oronte et au Jourdain de couler quinze ou vingt lieues plus à l'est, la Syrie en eût été agrandie d'autant.

La petite rivière de Barader, qui coule du mont Liban, arrose Damas et se perd dans le petit lac d'El-Margi. Un grand nombre de sources fertilisent les environs de cette grande ville. Les plaines d'Alep sont arrosées par les ruisseaux descendant du mont Taurus. L'Euphrate, qui coule à l'est, à quatre ou cinq marches d'Alep, est un fleuve large, rapide et profond.

La Syrie étant composée de plaines, de collines, de montagnes et de déserts, a des températures et des climats divers. L'hiver, les hautes montagnes sont couvertes de neiges, qui disparaissent au mois de mars; dans les plaines, le thermomètre ne descend jamais plus bas que 5 ou 6 degrés Réaumur au-dessus de zéro; il monte jusqu'à 28 degrés l'été, et seulement à 19 et 20 sur les hautes collines. Les sites de la Syrie sont variés, agréables et pittoresques. Les montagnes sont couvertes de pins et de cèdres; les collines et les plaines le sont de chênes verts, de bois blancs, d'arbres fruitiers, d'oliviers, de mûriers. On y trouve à la fois les fruits des climats tempérés et ceux des climats chauds : le blé, le dourah, les lentilles, l'huile, la vigne, le sésame, l'indigo, le coton, la canne à sucre, les tabacs, les pâturages, y sont abondants; les bestiaux sont très-nombreux. Le commerce se fait avec la Mecque et l'Euphrate par des caravanes; avec le Caire par des caravanes et par mer. Alep, Damas, du côté de la terre, Jaffa, Acre, Beyrout, Ladikieh, du côté de la mer, reçoivent et exportent ce qui est nécessaire et ce qui est superflu à la consommation du pays.

Sur cent cinquante lieues de côte, la Syrie n'a aucun port, aucune rade

[1] Tibériade.

sûre, si ce n'est celle d'Alexandrette. C'est la seule où les ancres tiennent et ne chassent pas. Les rades de Jaffa, d'Acre, de Tripoli, de Ladikieh, sont mauvaises et dangereuses l'hiver.

Les monts Taurus séparent la Syrie de l'Asie Mineure. Ces hautes montagnes, qu'il faut trois grandes journées pour traverser, offrent partout des cols très-élevés, des défilés et un pays difficile.

Il pleut en Syrie autant qu'en Europe. Cette contrée adopte les plantes étrangères, de sa température et de sa latitude; contraire en cela, comme en tant d'autres choses, à l'Égypte sa voisine.

II. La Syrie ancienne se divisait en trois parties : 1° la Syrie proprement dite; 2° la Célé-Syrie ou Syrie-Creuse; 3° la Syrie-Palestine. La Syrie proprement dite se divisait en trois : 1° première Syrie, dont la capitale était Antioche; 2° seconde Syrie, capitale Alep; 3° Syrie-Euphratensis, capitale Samosate, sur l'Euphrate. La Syrie-Creuse se divisait en deux : 1° la Phénicie proprement dite, capitale Tyr; 2° la Phénicie du Liban, capitale Damas. La Palestine se divisait en trois : 1° la Judée, capitale Jérusalem; 2° la Samarie, capitale Sébaste; 3° la Galilée, capitale Acre. La population de l'ancienne Syrie était de 10 à 12 millions d'âmes; ce qui faisait 2,000 par lieue carrée.

Le commerce des Indes a porté Tyr au plus haut degré de prospérité. Les Phéniciens étaient réputés les premiers navigateurs du monde. Tyr était la métropole d'Utique, de Carthage et de Cadix; elle faisait le commerce des Indes par le golfe Persique et la mer Rouge, sur lesquels elle avait des établissements. Palmyre était une des échelles de son commerce avec Babylone.

La Palestine, cette terre sainte, a été conquise et habitée par les Juifs, ou le peuple de Dieu. Les douze tribus descendant des douze enfants de Jacob se la partagèrent, savoir : Ruben, Gad, Manassé, le territoire situé sur la rive gauche du Jourdain, depuis la mer Morte jusqu'à la source de cette rivière; Siméon, Dan, le territoire de la Palestine actuelle, de Gaza à la rivière de Jaffa; Juda et Benjamin, la rive droite du Jourdain, depuis la mer Morte jusqu'à la Galilée; Éphraïm, le pays de

Naplouse, de la mer au Jourdain; Issachar, Zabulon, Azer et Nephtali, toute la Galilée jusqu'aux portes de Tyr. La population des trois Palestines, du temps des Romains, était de 4 à 5 millions d'âmes sur une étendue de quinze cents lieues carrées, dans un pays montagneux, pauvre et environné de déserts; c'est, par lieue carrée, 3,000 habitants; ce qui est supérieur à la population de la Flandre et de la Lombardie. Cela paraît exagéré.

Les villes d'Antioche, d'Émèse, de Tyr, de Jérusalem, ont été très-grandes, très-peuplées; la première a été la métropole de l'Orient. Les rois de Babylone, de Ninive, de Perse, les califes de Bagdad et de Bassora, ont souvent fait la guerre à la Syrie et l'ont administrée. Cyrus, méditant la conquête de l'Égypte, protégea les Juifs et fit rebâtir leur temple. Jérusalem a été la métropole religieuse du monde chrétien. Elle est aujourd'hui révérée par les Juifs, les Chrétiens et les Musulmans, c'est-à-dire par les trois religions qui ont transmis aux hommes la connaissance d'un seul Dieu créateur et rémunérateur, et dont le culte s'étend sur presque tout l'univers. C'est la ville sainte, très-noble, très-religieuse. Qu'est-ce que Rome auprès de Jérusalem, de la Judée, aux yeux de la religion? Là ont vécu et sont enterrés Abraham, Isaac, Jacob, les patriarches; là naquit et mourut Jésus-Christ; là vécurent les Évangélistes; c'est là que Mahomet puisa la connaissance du vrai Dieu.

III. La Syrie était divisée, en 1799, en quatre pachaliks : ceux d'Alep, de Tripoli, d'Acre et de Damas. La Palestine, cette langue de terre sur le bord de la mer, entre Khân-Younès et Césarée, était gouvernée par trois aghas qui demeuraient à Gaza, Ramleh et Jaffa, chefs-lieux des trois apanages. Le premier de ces apanages appartenait à la sultane mère et lui rendait 150 bourses; les deux autres, au capitan-pacha, qui en tirait 200 bourses. La douane de Jaffa était un revenu important : les riz de Damiette, les pèlerins chrétiens pour Jérusalem y débarquaient. La rade est foraine. Le port pouvait jadis contenir trente bâtiments de 300 tonneaux, mais aujourd'hui il est presque comblé. La population de la Palestine était de 100,000 âmes (1799). Il y a de Gaza

à Jaffa seize lieues; de Jaffa à Acre, vingt-deux lieues; de Jaffa à Jérusalem, seize lieues.

Le pachalik de Damas s'étendait de Marrah à Hébron; il comprenait une partie de l'ancienne Palestine de Juda, de celle de Samarie, et toute la Phénicie du Liban. Jérusalem, capitale de la Judée, était gouvernée par un moultezim. La ville a 20.000 habitants, les trois quarts chrétiens. Naplouse et Sébaste, ancienne capitale de la Samarie, sont habitées par une population guerrière, fanatique et remuante. Au sud de Damas est la plaine de Hauran, qui a neuf journées de longueur; elle a été riche, mais aujourd'hui elle n'est habitée que par quelques tribus d'Arabes. Au nord est la plaine d'Émèse et de Famieh; plus à l'est, on trouve les belles ruines de Palmyre, distantes de sept journées de Damas et de cinq de l'Euphrate. Tyr était autrefois le port de Damas. La population de ce pachalik est de 1,400,000 âmes. La ville a 90,000 habitants. Le pacha entretient 3,000 hommes sous les armes, dont un tiers à cheval, dits *libaches*. Les janissaires ne sont pas compris dans la maison du pacha, qui est émir-hadji. La caravane de la Mecque lui coûte 7 millions, mais elle lui rend davantage. Elle est quarante jours en route; elle est composée de 20 à 40,000 pèlerins. Il meurt 9 à 12,000 chameaux à chaque voyage.

Le pachalik d'Acre s'étendait de Césarée, au sud, à Nahr el-Kelb (*rivière du chien*), au nord. Sa population est de 400,000 âmes, dont les Druses forment une partie considérable. Le packa entretient 3,000 hommes sous les armes, dont 900 Arnautes à cheval. Acre, Sour ou l'ancienne Tyr, Séideh (ou Saïda[1]), Beyrout, sont les quatre ports. Safed, Tabaryeh, Ba'albek, sont les principaux lieux de l'intérieur. Ce pachalik comprend une partie de la Galilée et la partie de Célé-Syrie ou Syrie-Creuse appelée *Phénicie propre*. Son produit est de 1,500 bourses. Ce pachalik contient beaucoup de Chrétiens; on y trouve le couvent de Nazareth, où Notre-Seigneur Jésus-Christ a pris naissance. Ce couvent est beau.

[1] Sidon.

Le pachalik de Tripoli s'étendait de la Rivière-du-Chien à Ladikieh au nord. Sa population est de 300,000 âmes. Dans ce pachalik sont les Ansaryeh, les Maronites, beaucoup de Grecs. Il rend 1,500 bourses. Le pacha entretient 900 hommes. Tripoli et Ladikieh sont de petites villes de 5 à 6,000 âmes, qui font un grand commerce en tabac avec l'Égypte Ce pachalik formait une partie de la Syrie première.

Le pachalik d'Alep est compris entre l'Euphrate, la Méditerranée et le mont Taurus; c'est l'ancienne Syrie première et seconde. Il a 400,000 âmes de population. Alexandrette est le port d'Alep sur la Méditerranée. Byrehdjik son port sur l'Euphrate. La plaine d'Antioche et celle d'Alep sont célèbres. Alep a 100,000 habitants; il rend 800 bourses. La maison du pacha se compose de 2,000 hommes, partie à cheval, appelés *delites*, et partie à pied, appelés *moghrebins*.

La population actuelle (1799) de la Syrie est de 2,400,000 âmes. dont un cinquième Chrétiens, Druses, Maronites, Grecs, Catholiques. Syriens ou Arméniens; un dixième Turcomans, Kurdes, Bédouins. Antioche n'est plus qu'une misérable bourgade habitée par quelques centaines de malheureux. Sur les ruines de Tyr sont quelques cabanes habitées par 8 ou 900 Motouâly. La Syrie rend 36,000 bourses, savoir : au trésor de Constantinople, 3,145 bourses; pour les frais de la caravane de la Mecque, 6,000 bourses; le reste est le profit des pachas. Les villes tombent en ruines, les ports se comblent, les chaussées sont détruites, les marais rendent les plaines malsaines : partout Typhon l'emporte sur Osiris. Toutefois ce pays conserve encore sa physionomie : « L'Égypte est une ferme, dit un littérateur arabe, mais la Syrie est un jardin. »

La presqu'île d'Arabie, l'Irak et l'Égypte forment, proprement, la nation arabe, qui parle une langue différente, a d'autres mœurs, d'autres préjugés que le reste de l'empire ottoman.

Il y a en Syrie quatre nations qui sont tributaires, soumises aux pachas, mais qui se gouvernent elles-mêmes : les Ansaryeh, les Maronites, les Druses et les Motouâly; ces derniers sont sectateurs d'Ali. La population de ces quatre peuples est de 565,000 habitants, savoir : les Druses, 120,000 ; les Motouâly, 5,000 ; les Maronites, 120,000 ; les

Ansaryeh, 120,000; les Chrétiens répandus dans les cinq pachaliks se montent à 200,000; total, 565,000, nombre des habitants qui ne sont ni musulmans ni ottomans. Il y a trois nations errantes : les Turcomans, qui sont à Antioche et qui fréquentent alternativement les plaines d'Antioche et les montagnes de la Caramanie; ils sont nombreux et ont de grands troupeaux; les Kurdes, qui fréquentent les bords de l'Euphrate et des déserts de l'Irak; les Bédouins, qui habitent sur les lisières dans la direction de l'Égypte, de la Mecque et de Bassora.

La population maritime de la Syrie se monte, sur l'étendue de cent cinquante lieues, à 45,000 habitants. D'Alexandrie à Alexandrette il y a, par mer, deux cent quinze lieues. Alexandrette est la seule ville de la Syrie où une escadre puisse mouiller; mais la difficulté de la sortie, l'insalubrité de l'air, portent les marins à l'éviter. Les côtes de la Natolie et de l'Asie Mineure offrent plusieurs bonnes rades.

IV. La Syrie est environnée de déserts à l'est et au sud. Ceux de l'est la séparent de l'Euphrate et de l'Irak ou Mésopotamie; ceux du sud, de l'Arabie Pétrée, de la mer Rouge et de l'Égypte. Des caravanes d'Alep et de Damas traversent le désert, vont à Bagdad et à Bassora, faisant le commerce de la Perse et de l'Inde. De Damas il part des caravanes de pèlerins qui vont à la Mecque et à Médine; d'autres échangent des marchandises et vont au Caire; celles-ci trouvent le désert à Gaza. Les caravanes de Jérusalem vont à la mer Rouge; le commerce de cette mer se fait par Qa'alat el-Aqabah. Ces caravanes passaient par Hébron, six lieues, ville célèbre; on y voit encore le tombeau d'Abraham; elle est appelée *la Bien-Aimée;* d'Hébron à Zoar, à l'extrémité de la mer Morte, vingt lieues; de Zoar à Karak, quinze lieues; Karak est encore habitée, et les ruines indiquent que cette ville a été prospère; de Karak à Qa'alat el-Aqabah, sur la mer Rouge, trente-cinq lieues; Qa'alat el-Aqabah a quelque population, elle a de l'eau. Les caravanes du Caire à la Mecque y séjournent. De là les flottes de Salomon suivaient la mer Rouge jusqu'aux Indes. Le port de Qa'alat el-Aqabah est à quarante-cinq lieues est-sud-est de Suez. Entre le golfe de Qa'alat el-Aqabah et celui de Suez sont

les déserts de l'Égarement, du mont Sinaï, la vallée de Faran, le mont Horeb; Thor est le port du mont Sinaï. C'est dans ces contrées que le peuple de Dieu, sortant d'Égypte, a erré pendant quarante ans. On y trouve fréquemment d'abondantes sources d'eau, de belles vallées entremêlées de déserts. Le port de Thor est à quinze lieues du mont Horeb, à quatre-vingt-dix lieues de Reyfah, sur la Méditerranée. Du mont Sinaï à Suez il y a cinquante lieues.

Le désert qui sépare la Syrie de l'Égypte s'étend de Gaza à Sâlheyeh; il est de soixante et dix lieues. Les caravanes marchent quatre-vingts heures pour le traverser. Gaza est à cent lieues du Caire. Ce désert se divise en trois parties. 1° De Sâlheyeh à Qatyeh il y a seize lieues d'un sable aride; on ne trouve ni ombre, ni eau, ni aucun vestige de végétation; les caravanes marchent vingt heures. Les troupes françaises faisaient ce trajet en deux jours; mais il en faut trois pour les chameaux, les voitures et l'artillerie. Près de Qatyeh sont des sables mouvants, très-fatigants pour les charrois. Qatyeh est une oasis; il y avait deux puits d'eau un peu amère, mais cependant potable; il y avait un millier de palmiers qui pouvaient mettre 4 ou 5,000 hommes à l'ombre. Qatyeh est supposé être le camp d'Alexandre. Il y a cinq lieues de là aux ruines de Peluse et au fort de Tyneh, quatre lieues jusqu'au bord de la mer. Ainsi les établissements de Qatyeh peuvent être approvisionnés par des bateaux partant de Damiette et suivant le lac Menzaleh jusqu'à Tyneh, ou bien sortant du boghâz de Damiette, suivant les côtes de la Méditerranée et débarquant sur la plage vis-à-vis de Qatyeh.

La seconde partie s'étend de l'oasis de Qatyeh jusqu'à celle d'El-A'rych; il y a vingt-cinq lieues. Les caravanes sont trente-deux heures en marche; l'armée française mettait trois jours et demi à faire le trajet. On rencontrait sur cette route trois puits qui marquaient les stations, mais ces puits n'offraient de ressources que pour un ou deux bataillons; le premier est celui de Byr el-A'bd (six lieues et demie), le second de Birket-A'ych (sept lieues et demie), le troisième de Mesoudyah (huit lieues), situé à trois lieues d'El-A'rych. En suivant cette direction on se trouve à deux ou trois lieues de la mer Méditerranée jusqu'à Mesoudyah, où l'on chemine sur l'estran. A trois

lieues au nord de Byr el-A'bd est le mont Casius. Si l'on faisait des établissements à toutes ces couchées, il serait possible de les approvisionner d'eau, de vivres et de fourrage par mer. Les djermes, parties de Damiette ou de Jaffa, débarqueraient sur la plage, à trois lieues des puits. Mais il serait préférable de marquer les couchées sur le bord de la mer même, en marchant sur l'emplacement des lacs du roi Baudouin. Ces magasins retranchés formeraient une protection pour la navigation. El-A'rych est une oasis beaucoup plus étendue, beaucoup plus productive que celle de Qatyeh. Il y a six puits, qui peuvent suffire aux besoins d'une armée de 15 à 20,000 hommes, plusieurs milliers de palmiers, qui peuvent la mettre à l'ombre. Il y avait un gros village en pierre, contenant 5 ou 600 habitants, et un fort en maçonnerie; ce fort et ce village sont à une demi-lieue de la mer, ce qui rend facile l'approvisionnement de ce magasin. Au bord de la mer on voit des ruines de l'ancienne ville de Rhinocorura. Elle était sur l'emplacement d'El-A'rych, et avait des môles et un port pour favoriser la navigation.

La troisième partie de ce désert s'étend d'El-A'rych à Gaza; il y a dix-neuf lieues. Les caravanes sont vingt-trois ou vingt-quatre heures en chemin. Les troupes françaises mettaient trois jours à le traverser. A quatre lieues d'El-A'rych, on trouve le santon de Kharoub; à quatre lieues plus loin, le puits de Zâouy; à quatre lieues de Zâouy, le puits de Reyfah; à deux lieues, le château de Khân-Younès; là commence la Syrie. De Khân-Younès à Gaza il y a sept lieues; ce n'est plus le désert, c'est un état intermédiaire entre le désert et le pays cultivé. Pendant toute cette route on longe les bords de la mer à une lieue ou une demi-lieue. Reyfah a été une grosse ville; on y voit encore des ruines. Il faut donc à une grande armée douze jours pour traverser le grand désert et l'isthme de Suez, comptant un jour de séjour à Qatyeh et un à El-A'rych.

A toutes les époques de l'histoire on voit que les généraux marchant d'Égypte en Syrie ou de Syrie en Égypte ont considéré ce désert comme un obstacle d'autant plus grand que leurs armées avaient plus de chevaux. Lorsque Cambyse, disent les anciens historiens, voulut pénétrer en Égypte, il fit alliance avec un roi arabe, qui fit couler un canal d'eau dans le

désert; ce qui évidemment veut dire qu'il couvrit ce désert de chameaux portant de l'eau. Alexandre chercha à plaire aux Juifs pour qu'ils le servissent au passage du désert. Cependant cet obstacle dans les temps anciens n'a pas été aussi considérable qu'aujourd'hui, puisqu'il existait des villes, des villages, et que l'industrie de l'homme avait lutté avec avantage contre les difficultés. Aujourd'hui il ne reste presque rien depuis Sâlheyeh jusqu'à Gaza. Une armée doit donc le franchir successivement en formant des établissements et des magasins à Sâlheyeh, à Qatyeh, à El-A'rych. Si cette armée part de Syrie, elle doit d'abord se former un gros magasin à El-A'rych, et puis le transporter à Qatyeh. Mais ces opérations, étant fort lentes, donnent le temps à l'ennemi de faire ses préparatifs de défense.

C'est une opération bien fatigante et bien délicate que de traverser le désert en été : 1° la chaleur du sable, 2° le manque d'eau, 3° le manque d'ombre, sont capables de faire périr une armée ou de l'affaiblir et de la décourager au delà de ce qu'il est possible d'imaginer. L'hiver, cet obstacle est bien moindre. On n'a plus l'inconvénient de la chaleur du sable, ni de l'ardeur insupportable du soleil; on a besoin d'une moindre quantité d'eau. Il est donc facile de comprendre qu'une place forte à El-A'rych, qui empêcherait l'ennemi de se servir des puits et de camper sous l'ombre des palmiers, serait bien précieuse. L'armée qui la voudrait assiéger devrait camper exposée à l'ardeur du soleil, recevoir ses vivres, ses fourrages, ses bois, ses fascines et son eau, de Gaza. El-A'rych pris, il faudrait passer bien des semaines pour approvisionner ce magasin, de manière qu'il pût suffire à tous les besoins de l'armée pendant le siége de Qatyeh. Pour le siége de Qatyeh, il faudrait tirer ses vivres, ses fascines, son eau, du magasin d'El-A'rych. Avant de se hasarder à quitter Qatyeh, il faudrait y avoir fait de gros magasins qui pussent suffire aux besoins de l'armée dans sa traversée jusqu'à Sâlheyeh. Cette armée, exténuée par le passage du désert de Qatyeh à Sâlheyeh, pourrait être défaite par une armée moindre. Si elle est battue avant d'arriver au Caire, elle n'a qu'une seule ligne de retraite, elle est embarrassée d'une quantité immense de chameaux portant de l'eau. Une armée battue et rejetée dans le désert ne

peut plus prendre position; elle ne peut s'arrêter qu'à Gaza. L'armée qui défend l'Égypte peut, ou se réunir à El-A'rych, pour s'opposer à l'investissement de cette place, ou se réunir à Qatyeh, pour faire lever le siége d'El-A'rych, ou attendre l'ennemi à Qatyeh, ou l'attendre à Sâlheyeh; tous ces partis lui offrent des avantages.

De tous les obstacles qui peuvent couvrir les frontières des empires, un désert pareil à celui-ci est incontestablement le plus grand. Les chaînes de montagnes, comme les Alpes, tiennent le second rang, les fleuves le troisième; car, si l'on a tant de difficulté à transporter les vivres d'une armée, que rarement on y réussit complétement, cette difficulté devient vingt fois plus grande quand il faut traîner avec soi l'eau, les fourrages et le bois, trois choses d'un grand poids, très-difficiles à transporter et qu'ordinairement les armées trouvent sur les lieux.

CHAPITRE IX.

CONQUÊTE DE LA PALESTINE.

I. La guerre de Syrie est résolue (1799). — II. L'armée est partagée en trois corps. — III. Passage du désert de l'isthme de Suez; combat d'El-A'rych (9 février); combat de nuit (15 février); prise du fort (21 février). — IV. L'avant-garde erre dans le désert (22 février); combat de Gaza (26 février). — V. Marche sur Jaffa; siége et prise de la ville (6 mars). — VI. Peste de Jaffa. Armistice conclu avec l'agha de Jérusalem (10 mars). — VII. Combat de Naplouse (15 mars). — VIII. Prise de Hayfâ. Arrivée devant Acre (18 mars).

I. Les colonies françaises des Indes occidentales étaient perdues. La liberté accordée aux noirs et les événements dont Saint-Domingue était le théâtre depuis huit ans ne laissaient plus d'espoir de rétablir l'ancien système colonial. D'ailleurs, l'établissement à Saint-Domingue d'une nouvelle puissance gouvernée par les noirs, sous la protection de la République, entraînerait la ruine de la Jamaïque et des colonies anglaises. Dans cet état de choses la France avait besoin d'une nouvelle et grande colonie qui lui tînt lieu de celles de l'Amérique. Depuis la dernière lutte que la France avait soutenue contre l'Angleterre dans l'Hindoustan, elle y avait perdu tous ses établissements. Il ne lui restait plus que la belle, mais petite colonie de l'Île-de-France.

Les Anglais, au contraire, avaient tellement accru et consolidé leur domination dans les Indes, qu'il était devenu difficile de les y attaquer directement. Ils étaient maîtres de tous les ports; ils y entretenaient 125,000 hommes, dont 30,000 Européens; ils couvraient, il est vrai, une grande étendue de pays. Tippoo-Sahib, les Mahrattes, les Sykhs et d'autres peuples guerriers non soumis formaient une masse de forces prêtes à se rallier à une armée française. Mais, pour entreprendre avec espérance de succès une guerre sur un théâtre si éloigné, il fallait être maître d'une position intermédiaire qui servît de place d'armes. L'Égypte, située à six cents lieues de Toulon, à quinze cents du Malabar, était cette place d'armes. La France, solidement établie dans ce pays, devien-

drait un peu plus tôt, un peu plus tard, maîtresse de l'Inde. Le riche commerce de l'Orient reprendrait son ancienne route par la mer Rouge et la Méditerranée. Ainsi, d'un côté, l'Égypte remplacerait Saint-Domingue et les Antilles; de l'autre, elle serait un acheminement à la conquête de l'Inde.

Alexandre pénétra dans l'Hindoustan en passant l'Indus dans la partie supérieure de son cours; il opéra son retour sur Babylone en traversant la Gédrosie ou Mékran. Si son armée y souffrit, c'est qu'il n'était pas pourvu de tout ce qui était nécessaire pour cette traversée. Avec des vaisseaux on franchit l'Océan; avec des chameaux les déserts cessent d'être un obstacle. De l'Égypte, une armée montée sur des chameaux peut arriver à Bassora en trente ou quarante-cinq jours; de Bassora, elle peut en quarante se porter sur les confins du Mékran; elle trouvera sur sa route Chiraz, grande et belle ville. Tout le Kerman est un pays abondant, où elle s'approvisionnera pour le passage des déserts jusqu'à l'Indus. Ces déserts sont moins arides que ceux de l'Arabie. Partant de l'Égypte en octobre, cette armée arriverait en mars à sa destination. Là, elle se trouverait au milieu des Sykhs et des Mahrattes.

L'armée française n'était forte que de 30,000 hommes, mais les cadres étaient suffisants pour 60,000. En effet, elle avait 480 compagnies d'infanterie, 60 compagnies de cavalerie, 40 compagnies d'artillerie, sapeurs, mineurs, ouvriers, train d'artillerie; elle pouvait donc recevoir 30,000 recrues du pays. On comptait les prendre ainsi : 15,000 esclaves noirs du Sennaar et du Dârfour, et 15,000 Grecs, Coptes, Syriens, jeunes Mameluks, Moghrebins et Musulmans de la haute Égypte, accoutumés au désert et aux chaleurs de la zone torride.

L'Égypte pouvait tout fournir : les 10,000 chevaux, les 1,500 mulets, les 50,000 chameaux, les outres, les farines, les riz et tous les autres objets nécessaires à cette opération. Un solide établissement dans cette contrée était donc la base de tout l'édifice.

Avant de partir de France, Napoléon avait calculé le temps et les moyens pour faire la conquête de l'Égypte, sauf à marcher sur l'Indus plus tôt ou plus tard, selon la disposition plus ou moins favorable des

peuples de l'Orient et selon que les événements seraient plus ou moins heureux. Il s'était flatté que les quinze premiers mois, depuis juillet 1798 jusqu'à octobre 1799, lui suffiraient pour faire la conquête du pays, pour la levée des recrues, des chevaux, des chameaux, pour leur équipement, armement; et que, dans l'automne de 1799 et l'hiver de 1800, il pourrait marcher à sa destination avec tout ou partie de son armée. Car 40,000 hommes, dont 6,000 chevaux, 40,000 chameaux et 120 pièces de canon de campagne, étaient jugés suffisants pour soulever l'Hindoustan. Il avait été convenu en France que le gouvernement ferait partir, en octobre ou novembre 1798, trois vaisseaux de 74, quatre frégates et cinq flûtes portant 3,000 hommes, pour ravitailler l'Île-de-France et croiser dans les mers des Indes; que, dès que l'époque de la marche de l'armée sur l'Indus serait décidée, une escadre de quinze vaisseaux de guerre, six frégates, quinze grosses flûtes, partirait de Brest, portant 5,000 hommes, des vivres et des munitions de guerre. Cette escadre devait communiquer avec l'armée de terre sur les côtes du Mékran. Après avoir donné tous les secours à l'armée pour l'aider à s'emparer d'une place forte, Surate, Bombay ou Goa, elle devait se partager en petites divisions pour croiser dans les mers depuis l'Indus jusqu'à la Chine. Trois divisions devaient partir de l'Île-de-France pour former des magasins aux trois ports de la côte du Mékran qui avaient été désignés. Les 3,000 hommes de troupes qui se trouveraient à l'Île-de-France, ayant des cadres pour 6,000 hommes, devaient être complétés par 1,500 colons blancs et 1,500 noirs. Ces 6,000 hommes serviraient à la garde de ces établissements ou échelles et suivraient l'armée à son passage.

Le succès de l'assaut d'Alexandrie, des batailles de Chobrâkhyt et des Pyramides, le bon esprit des ulemas, qui avaient levé le plus grand obstacle, celui du fanatisme religieux, firent un moment espérer que Mourad-Bey et Ibrahim-Bey se soumettraient. Mais la destruction de l'escadre eut le double effet d'empêcher les Mameluks de se soumettre et de permettre à l'ennemi d'établir un sévère blocus sur les côtes. On n'eut plus de communications avec la France, d'où l'on attendait un second convoi de 6,000 hommes, déjà embarqués à Toulon, ainsi que

beaucoup d'effets d'habillement, d'armement, etc. Enfin la perte de l'escadre obligea l'empereur Selim à déclarer la guerre à la République. Après la bataille de Sédiman et la révolte du Caire, de nouvelles négociations eurent lieu avec Mourad-Bey et Ibrahim-Bey; ils étaient disposés à se soumettre et à servir sous les drapeaux français; mais ils reçurent l'avis que la Porte mettait deux armées en campagne. Ils voulurent voir l'issue de cette entreprise. Les deux armées étaient chacune de 50,000 hommes; l'une se réunissait à Rhodes, l'autre en Syrie; elles devaient agir simultanément dans le courant du mois de juin 1799. La première devait débarquer à Damiette ou à Aboukir; la seconde, traverser le désert de Gaza à Sâlheyeh et marcher sur le Caire. Les Mameluks, les Arabes et les partisans de l'intérieur devaient s'ébranler au même moment. Dans les premiers jours de janvier 1799, on apprit que quarante pièces de canon et deux cents caissons de campagne étaient arrivés de Constantinople à Jaffa. Ces pièces étaient servies par 1,500 canonniers qui avaient été dressés par des officiers français. Des magasins considérables de biscuit, de poudre, d'outres, pour passer le désert, étaient réunis à Jaffa, à Ramleh, à Gaza. L'avant-garde de Djezzar-Pacha, au nombre de 4,000 hommes, était arrivée à El-A'rych. Abdallah, son général, était à Gaza avec huit autres mille hommes; il attendait 10,000 hommes de Damas, 8,000 de Jérusalem, 10,000 d'Alep et autant de la province de l'Irak. Il y avait déjà 8,000 hommes réunis à Rhodes. On attendait 10,000 Albanais, 9,000 janissaires de Constantinople, 15,000 de l'Asie Mineure, 8,000 de la Grèce; une escadre turque et des transports se préparaient à Constantinople.

Dans la crainte de cette invasion, l'esprit public de l'Égypte rétrogradait; il n'était plus possible de rien faire. Si une division anglaise se joignait à l'armée de Rhodes, cette invasion deviendrait bien dangereuse. Napoléon résolut de prendre l'offensive, de passer lui-même le désert, de battre l'armée de Syrie, à mesure que les diverses divisions se réuniraient, de s'emparer de tous ses magasins et des places d'El-A'rych, de Gaza, de Jaffa, d'Acre, d'armer les Chrétiens de la Syrie, de soulever les Druses et les Maronites, et de prendre ensuite conseil des

circonstances. Il espérait qu'à la nouvelle de la prise de Saint-Jean-d'Acre les Mameluks, les Arabes d'Égypte, les partisans de la maison de Dâher, se joindraient à lui; qu'il serait en juin maître de Damas et d'Alep; que ses avant-postes seraient sur le mont Taurus, ayant sous ses ordres immédiats 26,000 Français, 6,000 Mameluks et Arabes à cheval d'Égypte, 18,000 Druses, Maronites et autres troupes de Syrie; que Desaix serait en Égypte prêt à le seconder, à la tête de 20,000 hommes, dont 10,000 Français et 10,000 noirs, encadrés. Dans cette situation, il serait en état d'imposer à la Porte, de l'obliger à la paix, et de lui faire agréer sa marche sur l'Inde. Si la fortune se plaisait à favoriser ses projets, il pouvait encore arriver sur l'Indus au mois de mars 1800, avec plus de 40,000 hommes, en dépit de la perte de la flotte. Il avait des intelligences en Perse, il était assuré que le Schah ne s'opposerait pas au passage de l'armée par Bassora, Chiraz et le Mékran. Les événements ont déjoué ces calculs. Toutefois la guerre de Syrie a rempli un de ses buts, la destruction des armées turques; elle a sauvé l'Égypte des horreurs de la guerre et a consolidé cette brillante conquête. Le second but eût encore été effectué en 1801, après le traité de Lunéville, si Kleber eût vécu.

II. L'armée d'Orient comptait à l'effectif, au 1er janvier 1799, 29,700 hommes combattants ou non combattants, savoir : 22,000 infanterie; 3,000 cavalerie; 3,200 artillerie et génie; 600 guides; 900 non combattants, ouvriers, employés civils; total, 29,700 hommes partagés en trois corps, savoir :

	HAUTE ÉGYPTE.	BASSE ÉGYPTE.	SYRIE.	TOTAL.
Infanterie..	5,000	7,000	10,000	22,000
Cavalerie	1,200	1,000	800	3,000
Artillerie	300	1,300	1,600	3,200
Guides	»	»	600	600
Non combattants	50	700	150	900
	6,550	10,000	13,150	29,700

Les généraux Desaix, Friant, Belliard, Davout, Lasalle, commandaient dans la haute Égypte; les généraux Dugua, Lanusse, Marmont, Almeras, dans la basse; les généraux Kleber, Bon, Reynier, Lannes, Murat, Dommartin, Caffarelli du Falga, Vial, Veaux, Junot, Verdier, Lagrange, faisaient partie de l'armée de Syrie.

Chaque division de l'armée de Syrie avait six pièces d'artillerie de campagne, la cavalerie en avait six à cheval, la garde six pièces à cheval: total, trente-six bouches à feu. Le parc avait quatre pièces de 12, quatre de 8, quatre obusiers, quatre mortiers de 6 pouces; total, seize pièces; en tout cinquante-deux bouches à feu, avec un double approvisionnement, des outils et un équipage de mine. Un équipage de siége de quatre pièces de 24, quatre de 16, quatre mortiers de 8 pouces, avec tout le nécessaire, était embarqué à Damiette sur six petits chebecs ou tartanes; il était impossible de traîner dans les sables mouvants du désert de si fortes pièces.

Un pareil équipage de siége embarqué sur les trois frégates *la Junon*, *la Courageuse* et *l'Alceste*, était en rade d'Alexandrie, sous les ordres du contre-amiral Perrée. Le général en chef avait ainsi pris double précaution pour être assuré de ne pas manquer de gros canons, qui étaient jugés nécessaires pour Jaffa et Acre.

Les grands du Caire étaient dans les intérêts de Napoléon; ils voyaient avec plaisir une opération qui allait éloigner la guerre de leurs foyers, en la portant en Syrie. L'espérance de voir l'Égypte, la Syrie et l'Arabie soumises à un même prince leur souriait. Ils nommèrent une députation de cinq cheiks des plus instruits pour prêcher dans les mosquées, afin de disposer l'esprit des Musulmans en faveur de l'armée, de défendre la cause des Musulmans près des Français et d'exciter le patriotisme arabe. Dans cette députation il se trouvait des hommes vénérés dans tout l'Orient. Le départ de cette députation des grands cheiks fit une vive impression sur toute la population de l'Égypte. Les naturels souriaient aux succès des Français; leur esprit, éveillé sur ces matières délicates, s'ouvrit à de nouvelles idées qui avant leur étaient tout à fait inconnues.

L'ordonnateur Sucy était malade; sa blessure n'était point guérie; il

désira retourner en France. Il partit, s'embarqua à Alexandrie sur un gros transport avec 200 invalides, amputés ou aveugles. Sa navigation fut d'abord heureuse; mais, ayant manqué d'eau, le bâtiment mouilla en Sicile pour en faire. Ces féroces insulaires attaquèrent le bâtiment, égorgèrent Sucy et les infortunés soldats échappés à tant de périls et aux dangers de tant de batailles. Ce crime si atroce ne fut point puni; on a dit qu'il avait été récompensé!

L'armée de Syrie eut besoin de 3,000 chameaux et de 3,000 ânes pour porter les vivres, l'eau et les bagages, savoir : 1,000 chameaux pour les vivres de 14,000 hommes pendant quinze jours, et pour 3,000 chevaux de cavalerie, d'état-major, d'artillerie; 2,000 chameaux pour porter l'eau pour trois jours, vu que l'on peut renouveler cette eau à Qatyeh et à El-A'rych. Les ânes furent distribués à raison de 1 pour 10 hommes d'infanterie; ce qui mit 15 livres à la disposition de chaque soldat.

III. Le 20 décembre, Abdallah, général de Djezzar, avait campé à Gaza avec une armée de 12,000 hommes; il avait fait occuper El-A'rych le 2 janvier 1799 par 4,000 hommes. Le général Reynier, qui avait depuis le commencement de janvier une garnison dans le fort de Qatyeh, porta le 23 janvier son quartier général à Sâlheyeh, et le 5 février à Qatyeh, d'où il partit le 6, arriva le 8 aux puits de Mesoudyah, et porta l'alarme au camp d'El-A'rych. Un coureur mameluk d'Ibrahim-Bey fut fait prisonnier; il donna des renseignements fort exagérés. Le général Reynier, alarmé, expédia sur-le-champ un dromadaire au général en chef pour lui faire part de la position critique où il allait se trouver.

Arrivé, à huit heures du matin, à portée de canon d'El-A'rych, il prit position. Les Turcs occupaient le fort et une position en avant du village d'El-A'rych, dont les maisons étaient construites en pierre; ils s'y étaient barricadés, protégés par l'artillerie du fort. Aussitôt que l'ennemi se fut assuré du peu de cavalerie qu'avaient les Français, il fit porter la sienne sur leurs flancs et leurs derrières. Les Turcs défendaient tous les puits et la forêt de palmiers. Les Français étaient bivouaqués sur un monticule de sable, sans eau, sans ombre, sans fourrages, sans bois. Abdallah avec

le reste de ses troupes et douze pièces de canon destinées à armer le fort, qui n'en avait encore que trois, était attendu à chaque instant de Gaza. La position des ennemis était formidable. Reynier la reconnut; mais, prenant conseil de la force des circonstances, il ordonna l'attaque. Il fit les meilleures dispositions possibles. Après une vive canonnade d'une demi-heure, le 85e régiment enleva au pas de charge le village d'El-A'rych : 500 Turcs furent tués ou pris, les 3,500 autres se jetèrent dans le fort, où ils furent bloqués; la cavalerie turque se retira et prit position à une demi-lieue d'El-A'rych, couverte par un grand ravin, à cheval sur la route de Gaza. Reynier perdit 250 hommes tués ou blessés; l'armée en murmura, elle le lui reprocha. Ces reproches étaient injustes; ce général fit ce que la prudence et les circonstances exigeaient.

Abdallah arriva de Gaza, avec ses 8,000 hommes, au secours d'El-A'rych, le 11 au soir. Il se plaça derrière sa cavalerie, sur la rive droite du ravin de l'Égyptus. La position de Reynier devenait fort critique, mais la division Kleber, qui s'était embarquée à Damiette sur le lac Menzaleh, avait débarqué au fort de Tyneh, près les ruines de Peluse, à deux lieues de Qatyeh. Le 6 février elle avait continué sa route en toute hâte sur El-A'rych, où elle arriva le 12 au matin.

Le général Kleber prit le blocus du fort. Le général Reynier réunit, dans la matinée du 12, sa division dans la forêt de palmiers sur la rive gauche du ravin, vis-à-vis de la division d'Abdallah; il passa les journées du 13 et du 14 à reconnaître le terrain, à faire ses dispositions, à instruire les différents officiers qui devaient commander ses colonnes, et dans la nuit du 14 au 15 il exécuta une des plus belles opérations de guerre qu'il soit possible de faire. Il leva son camp à onze heures du soir, marcha par sa droite, remonta le ravin de l'Égyptus pendant une lieue; là, le passa, se rangea en bataille, sa gauche au ravin et sa droite du côté de la Syrie, se trouvant en potence sur la gauche de l'armée ennemie. Il rangea dans le plus profond silence sa division en colonnes par régiment; il formait ainsi trois colonnes et chaque colonne à distance de déploiement, son artillerie dans les intervalles; il réunit, à deux cents pas de chaque colonne, les grenadiers, auxquels il joignit 50 hommes de cavalerie; ce

qui porta la force de chaque détachement à 200 hommes. Ainsi formé, il se mit en marche; aussitôt qu'il rencontra les premières sentinelles, il fit halte et rectifia sa position. Les trois détachements de grenadiers se jetèrent par trois directions différentes au milieu du camp ennemi. Chaque détachement était muni de plusieurs lanternes sourdes, chaque soldat portait au bras un mouchoir blanc; d'ailleurs la différence de langage rendit la reconnaissance plus facile. En un moment, l'alarme fut dans le camp d'Abdallah. Reynier, avec la colonne du centre, arriva à la tente du pacha, qui n'eut que le temps de se sauver à pied; plusieurs kâchefs d'Ibrahim-Bey furent pris. L'ennemi laissa 4 ou 500 morts sur le champ de bataille, 900 prisonniers, tous ses chameaux, une grande partie de ses chevaux, toutes ses tentes et ses bagages. Abdallah se sauva épouvanté, et ne rallia sa division qu'à Khân-Younès. Reynier n'eut que 3 hommes tués et 15 ou 20 blessés; il campa le 17 dans la position qu'avait occupée l'ennemi, couvrant le siége d'El-A'rych. Cette affaire fit le plus grand honneur au sang-froid et aux sages dispositions de ce général.

Dans les premiers jours de février, deux vaisseaux de guerre anglais et une quinzaine de bâtiments parurent devant Alexandrie; ils bombardèrent la ville, mais les batteries de côte tirèrent avec tant d'adresse, que les bombardes furent bientôt hors de service. Il parut évident que le but de l'ennemi était d'arrêter le mouvement de l'armée sur la Syrie, en menaçant Alexandrie. L'armée de Rhodes n'était point encore prête.

Le général en chef partit du Caire avec les divisions Bon et Lannes. Il campa le 9 février à El-Khânqah, et le 10 à Belbeys. Il se rendit au camp de Birket, où était la députation du divan; c'était un camp tout oriental; les quinze cheiks avaient chacun trois tentes, où ils déployaient tout le luxe asiatique. Il déjeuna avec eux, visita leur camp et rejoignit le soir son quartier général à Belbeys. Le 11 février, il campa sous les palmiers de Korâym; ses tentes venaient d'être dressées, lorsqu'il reçut le dromadaire porteur des dépêches du général Reynier, datées du 9 février au matin, du puits de Mesoudyah. Il écrivait que les renseignements qu'il avait reçus lui faisaient penser que toute l'armée de Djezzar était

en mouvement, et qu'un corps de troupes considérable était arrivé à El-A'rych; que sa position allait devenir bien délicate au milieu de cet immense désert. Cela décida le général en chef à partir sur-le-champ. Il monta sur son dromadaire, marcha toute la nuit et arriva le 15 février à El-A'rych à la pointe du jour, comme le combat de nuit finissait; il se rendit au camp d'Abdallah et témoigna aux troupes sa satisfaction au sujet de leurs exploits de la nuit.

Le quartier général, les parcs de réserve, les divisions Bon et Lannes couchèrent le 12 février à Sâlheyeh, le 13 à El-A'râs, le 14 à Qatyeh, le 15 à Byr el-A'bd, le 16 à Birket-A'ych, le 17 à Mesoudyah; le 18, le 19 et le 20 février elles arrivèrent à El-A'rych.

La défaite d'Abdallah n'avait pas influé sur les dispositions de la garnison du fort, qui paraissait déterminée à la plus opiniâtre résistance. Le général Caffarelli construisit deux batteries, l'une de huit pièces de 8 et de quatre obusiers, à 150 toises, pour battre à plein fouet, l'autre de brèche. Il profita, pour placer celle-ci, d'un grand magasin en pierre situé à 10 toises du fort; elle devait être armée de quatre pièces de 12. Le 18, la batterie à plein fouet battit le fort et en démonta l'artillerie, qui fut réduite au silence. Les pièces de 12 étaient avec la réserve du parc, elles ne pouvaient arriver au plus tôt que le 20. Le général Dommartin fit doubler les attelages; deux de ces pièces arrivèrent le 19 au matin, il les plaça de suite en batterie; en cinq ou six heures de temps la brèche fut faite au fort. Le général Berthier somma la garnison; elle n'avait aucun homme de considération à sa tête; elle était commandée par quatre capitans. Ils députèrent deux d'entre eux pour répondre à la sommation : ils avaient l'ordre de défendre le fort jusqu'à la mort et étaient résolus à obéir; ils ne voulurent rien entendre. Enfin ils proposèrent pour leur ultimatum qu'on leur accorderait une trêve de quinze jours, au bout de laquelle ils rendraient le fort s'ils n'étaient pas secourus. Ces chefs parlèrent avec résolution et se montrèrent déterminés à courir les chances de l'assaut. On était si près du fort que l'on entendait les discours que les imâms faisaient aux soldats, et les prières qu'ils récitaient. Tous ces hommes étaient fanatisés. L'assaut, dont la réussite était pro-

bable, coûterait peut-être 4 ou 500 hommes, sacrifice que notre position ne nous permettait pas de faire. Cependant on n'avait pas un moment à perdre. Abdallah avait rallié son monde à Khân-Younès, et recevait tous les jours des renforts; la contenance de la garnison faisait assez comprendre qu'elle espérait être secourue; les eaux des puits d'El-A'rych s'épuisaient : il était urgent d'en finir.

Le général Dommartin réunit les obusiers des divisions; le 20 février au matin il fit bombarder le fort. Les canonniers jetèrent huit ou neuf cents obus avec tant d'adresse, qu'ils portèrent la terreur et la mort parmi la garnison. Chaque obus tuait ou blessait du monde, car tous éclataient au milieu d'un petit fort, où les hommes étaient les uns sur les autres. La garnison changea alors de ton ; elle battit la chamade; après de vains discours, les quatre capitans signèrent la capitulation qui leur fut proposée. La garnison posa les armes sur le glacis; elle remit ses chevaux, jura de se rendre à Bagdad par la route du désert, de ne point porter les armes contre les Français pendant la présente guerre, et de ne rentrer avant un an ni en Égypte ni en Syrie. Elle fut escortée pendant six lieues dans la direction de Bagdad. Elle avait eu au combat du village d'El-A'rych et à l'attaque du fort 700 hommes tués, blessés ou prisonniers. 300 de ces Moghrebins demandèrent du service. Il y avait dans le fort 250 chevaux, une centaine de chameaux, trois pièces de canon.

Les prisonniers, les drapeaux, les canons furent envoyés à la députation du divan, à Sâlheyeh, et de là au Caire; ils servirent à une entrée triomphale par la porte des Victoires.

Les ingénieurs firent réparer la brèche, remirent le fort en bon état, construisirent quatre lunettes; ce qui augmenta la capacité du fort et donna des feux dans des bas-fonds qui étaient tout près.

IV. Le général Kleber, commandant l'avant-garde, partit le 22 février avant le jour. Il devait aller coucher au puits de Zâouy pour arriver le lendemain à Khân-Younès; il avait ordre de pousser un avant-poste sur Khân-Younès si cela lui était possible. D'El-A'rych à Khân-Younès il y a quatorze lieues.

Le général en chef partit le 23 à une heure après midi, avec 100 dromadaires et 200 gardes à cheval. Il marcha au grand trot pour joindre l'avant-garde; arrivé au santon de Kharoub, il trouva un grand nombre de fosses où les Arabes enterrent des blés et des légumes; aucune n'était fouillée. Arrivé au puits de Zâouy, il ne trouva pas de traces de l'avant-garde. Le temps était frais; il arrivait souvent dans le désert que les soldats préféraient doubler la marche pour gagner un meilleur pays. Arrivé au puits de Reyfah, le soleil se couchait; il ne trouva là non plus aucune trace de la division; il arriva enfin sur la hauteur, vis-à-vis de Khân-Younès. Le village est dans le fond; il faisait encore un peu jour, il aperçut une grande quantité de tentes; le camp était beaucoup trop grand pour pouvoir être celui du général Kleber. Peu de moments après, le piquet d'escorte tira quelques coups de carabine contre les grand'-gardes de l'ennemi; un chasseur arriva au galop pour prévenir qu'il faisait le coup de carabine avec les Mameluks d'Ibrahim-Bey; qu'on voyait un camp très-considérable qui prenait les armes et dont la cavalerie montait à cheval. On se peindra facilement l'étonnement de l'état-major. Qu'était donc devenue l'avant-garde? Les chevaux étaient très-fatigués; ils avaient, en neuf heures de temps, fait douze lieues; on allait être poursuivi par une nombreuse cavalerie fraîche : il fallut battre promptement en retraite. Les puits de Reyfah étaient trop près, on arriva à celui de Zâouy à onze heures du soir. Les partis qui s'étaient dirigés le long de la mer et par le désert n'apportèrent aucune nouvelle.

A trois heures après minuit, un piquet de 12 dromadaires, revenant de Gaïan, amena un Arabe qu'il avait trouvé dans une petite cabane; il gardait un troupeau de chameaux. Il dit que les Français, à trois lieues d'El-A'rych, avaient quitté la route de Syrie pour suivre une route tracée, et s'étaient dirigés du côté de Gaïan : c'était le chemin de Karak. Le général en chef partit sur l'heure même, guidé par cet Arabe. A la pointe du jour, il rencontra trois ou quatre dragons de l'avant-garde qui lui donnèrent les nouvelles les plus déplorables. Kleber s'était égaré, il avait marché quinze heures sans s'apercevoir de son erreur; mais, à cinq heures après midi, plusieurs soldats, étonnés de ne point trouver le

santon de Kharoub, où les gens d'El-A'rych leur avaient dit qu'ils devaient trouver des fosses de légumes, communiquèrent leurs inquiétudes à leurs officiers, qui en instruisirent le général. Ainsi prévenu, Kleber s'orienta et s'aperçut qu'il s'était égaré. L'avant-garde n'avait à sa suite que quelques chameaux chargés d'eau; elle avait fait la soupe, et immédiatement après elle s'était remise en marche au lever de la lune, pour revenir sur ses pas et regagner le puits de Zâouy; elle savait que le général en chef devait la suivre, elle en était fort inquiète, lorsqu'à dix heures du matin il lui apparut. Aussitôt que les soldats reconnurent sa capote grise, ils la saluèrent par des cris de joie redoublés. Le découragement était tel que plusieurs avaient brisé leur fusil. Napoléon rallia la division, fit battre à l'ordre et dit aux soldats «que ce n'était point en se mutinant qu'ils remédieraient à leurs maux; au pis aller, qu'il valait mieux enfoncer sa tête dans le sable et mourir avec honneur que de se livrer au désordre et de violer la discipline.» Il leur annonça qu'ils n'étaient point éloignés du puits de Zâouy, que des chameaux chargés d'eau venaient à leur rencontre. A midi la division Kleber arriva au puits de Zâouy, au même moment où le reste de l'armée et les chameaux de réserve y arrivaient d'El-A'rych. Il ne lui manqua que cinq hommes morts de soif ou égarés. Lannes prit l'avant-garde et coucha le soir même à Khân-Younès. Des prisonniers dirent que, l'avant-veille, à la vue de l'escorte du général en chef, Abdallah était monté à cheval et avait poussé jusqu'à Reyfah avec toute sa cavalerie; mais, la nuit étant devenue très-obscure, il avait cessé sa poursuite, de crainte de tomber dans quelque embuscade. Le grand désert était passé. Il y avait à Khân-Younès de grands jardins; l'eau des puits était bonne et assez abondante, non-seulement pour suffire aux besoins du jour, mais encore pour remplir les outres; car de ce village à Gaza il n'y a pas de puits.

On avait passé les limites de l'Afrique, on était en Asie. Khân-Younès est le premier village de Syrie. On allait traverser la terre sainte. Les soldats se livrèrent à toute sorte de conjectures. Tous se faisaient une fête d'aller à Jérusalem; cette fameuse Sion parlait à toutes les imaginations et réveillait toute espèce de sentiments. Les Chrétiens leur avaient

montré dans le désert un puits où la Vierge, venant de Syrie, s'était reposée avec l'enfant Jésus. Les généraux avaient comme drogmans, intendants ou secrétaires, un grand nombre de catholiques syriens qui parlaient un peu la langue franque, jargon italien; ils expliquaient aux soldats toutes les traditions de leurs légendes chargées de superstitions.

L'armée séjourna le 24 février à Khân-Younès; elle partit le 25 avant le jour. A trois lieues, elle rencontra l'avant-garde d'Abdallah et lui fit quelques prisonniers. Ce général couvrait la ville de Gaza. Il avait reçu des renforts; il comptait sous ses ordres 12,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie. Il attendait à chaque instant l'armée de l'agha de Jérusalem, ainsi que quatorze pièces de canon du parc de campagne de Jaffa. Il aurait donc une armée d'une vingtaine de mille hommes. Son infanterie n'était pas disciplinée; elle ne pouvait être de quelque considération qu'autant qu'elle se posterait derrière les murailles de Gaza. La cavalerie était composée de trois espèces d'hommes : les Mameluks d'Ibrahim-Bey, c'étaient des troupes d'élite, mais ce bey, qui était arrivé en Syrie avec 1,000 hommes, n'en avait plus que 5 ou 600 à cheval; les Arnautes de Djezzar-Pacha, au nombre de 3,000 chevaux; les Detelhs de Damas, au nombre de 2,000. Les Arabes augmentaient ou diminuaient au camp, selon leur usage; les prisonniers calculaient qu'il y en avait constamment un millier.

A trois heures après midi, les deux armées se trouvèrent en présence. Celle d'Abdallah avait sa droite appuyée au gros mamelon dit *d'Hébron*, où Samson porta les portes de Gaza; ce mamelon est situé vis-à-vis de Gaza, dont il est séparé par une vallée de 7 ou 800 toises de largeur. Sa cavalerie était toute sur sa gauche; il n'occupait pas la ville de Gaza, mais seulement le fort, où il y avait de grosses pièces d'artillerie. Napoléon donna la gauche à Kleber, le centre au général Bon. Toute la cavalerie, sous les ordres de Murat, tint la droite, et, comme elle était fort inférieure en nombre, il l'appuya par trois carrés de l'infanterie du général Lannes. Les hussards amenèrent quelques prisonniers, qui annoncèrent que l'agha de Jérusalem n'était pas encore arrivé, et que la division d'artillerie du parc de Jaffa n'était pas encore sortie de cette place, faute

d'attelages. Abdallah n'avait donc que 10 à 12,000 hommes avec deux seules pièces d'artillerie : il n'était pas bien redoutable. Le général Kleber donna tête baissée dans la vallée, entre Gaza et la droite de l'ennemi, et se porta sur ses derrières. La cavalerie, soutenue par les carrés du général Lannes, tourna la gauche; tandis que le général Bon, avec le centre, marchait de front. Aussitôt que ces mouvements furent démasqués, les Turcs se mirent en retraite et évacuèrent toutes leurs positions. Les Mameluks d'Ibrahim-Bey se comportèrent seuls avec courage : ils enfoncèrent trois escadrons de tête du général Murat; mais, pris en flanc, ils furent ramenés. Les Tchorbadjis étaient un peu meilleurs que les Arabes, toutefois très-inférieurs aux Mameluks, et hors d'état de se mesurer, même en nombre triple, avec les dragons. Ces derniers poursuivirent l'ennemi pendant deux lieues, l'épée dans les reins. Mais les Turcs sont très-lestes; ils n'avaient aucun bagage, et seulement deux pièces d'artillerie qu'ils abandonnèrent. Les Mameluks d'Ibrahim-Bey soutinrent la retraite. Abdallah perdit 2 ou 300 hommes. L'armée française eut une soixantaine d'hommes tués, blessés ou prisonniers.

Les cheiks et les ulemas de Gaza apportèrent les clefs de leur ville. Les proclamations du divan de Gâma el-Azhar, qui suivait l'armée, nous avaient concilié l'opinion des habitants; ils ne se démentirent pas pendant toute la campagne. Le soir même le fort fut cerné; et, par l'influence des habitants, l'agha qui le commandait le remit à la pointe du jour. Il y avait de l'artillerie, des magasins et l'équipage d'outres de l'armée turque.

Gaza est située à une demi-lieue de la mer; le débarquement à la plage y est très-difficile : il n'y a aucun havre ni aucun débarcadère. La ville est placée sur un beau plateau, qui a deux lieues de tour. Cette ville a été forte; Alexandre l'assiégea, eut des difficultés à vaincre et y fut dangereusement blessé. Mais aujourd'hui ce n'est plus que l'assemblage de trois misérables bourgades, dont la population s'élève à 3 ou 4,000 âmes. La plaine de Gaza est belle, riche, couverte d'une forêt d'oliviers, arrosée par beaucoup de ruisseaux; il y a un très-grand nombre de beaux villages.

L'armée campa dans les vergers autour de la ville; elle occupa les hauteurs par de forts détachements. Au milieu de la nuit elle fut réveillée par un phénomène auquel elle n'était plus accoutumée : le tonnerre gronda, l'atmosphère fut embrasée d'éclairs, la pluie tombait par torrents. Le soldat poussa des cris de joie; depuis près d'un an il n'avait pas vu une seule goutte de pluie : «C'est le climat de France,» disait-il. Mais, la première heure passée, la pluie, contre laquelle il n'avait aucun abri, le fatigua; la vallée fut bientôt inondée. Le général en chef fit porter ses tentes sur la hauteur d'Hébron.

On se ressentit de l'abondance du territoire. L'armée se reposa quatre jours pour se refaire des fatigues du désert; elle eut des vivres en abondance et de très-bonne qualité. La terre était grasse, boueuse, l'atmosphère couverte de nuages. Après quelques jours la chaussure du soldat souffrit.

Berthier profita de ce moment de repos pour expédier des proclamations à Jérusalem, à Nazareth, dans le Liban. C'étaient des proclamations du sultan El-Kebir aux Turcs; c'étaient des allocutions des ulemas de Gâma el-Azhar aux fidèles Musulmans, et enfin des circulaires aux Chrétiens. Ces proclamations étaient en arabe; le quartier général avait une imprimerie.

Jérusalem était sur la droite de la route; on espérait y recruter bon nombre de Chrétiens et y trouver pour l'armée des ressources importantes; mais l'agha avait pris des mesures pour défendre cette ville. Toute l'armée se faisait une fête d'entrer dans cette Jérusalem si renommée; quelques vieux soldats qui avaient été élevés dans les séminaires chantaient les cantiques et les complaintes de Jérémie, que l'on entend pendant la semaine sainte dans les églises d'Europe.

V. En sortant de Gaza, l'armée prit à gauche et marcha au milieu d'une plaine de six lieues de large. A gauche elle avait les dunes qui bordent la mer, et à droite les premiers mamelons des montagnes de la Palestine, qui vont en s'élevant pendant quatre ou cinq lieues, puis descendent sur l'autre revers jusqu'au Jourdain. Le 1er mars, après une jour-

née de sept lieues, l'armée campa à Esdoud; elle passa à gué le torrent qui descend de Jérusalem et se jette dans la mer à Ascalon. Cette dernière ville est célèbre par les siéges et batailles qui l'ont illustrée dans les guerres des croisades. Elle est aujourd'hui ruinée, et le port comblé. Napoléon employa trois heures à parcourir le champ de bataille d'Ascalon, où Godefroy battit l'armée du soudan d'Égypte et les Maures d'Éthiopie. Cette bataille valut à la chrétienté la possession de Jérusalem pendant cent ans. Le Tasse l'a chantée dans ses beaux vers du Saint-Sépulcre. Esdoud était redoutée pour ses scorpions.

En campant sur les ruines de ces anciennes villes, Monge lisait tous les soirs l'Écriture sainte à haute voix, sous la tente du général en chef. L'analogie et la vérité des descriptions étaient frappantes; elles conviennent encore à ce pays, après tant de siècles et de vicissitudes.

Le 2 mars, après sept lieues de marche, on campa à Ramleh, ville célèbre, à sept lieues de Jérusalem. La population est chrétienne; il s'y trouve plusieurs couvents de moines. Il y a des fabriques de savon; les oliviers y sont nombreux et fort gros.

Les coureurs de l'armée s'approchèrent à trois lieues de la ville sainte. L'armée brûlait de voir la colline du Calvaire, le Sépulcre, le plateau du temple de Salomon; elle éprouva un sentiment de peine lorsqu'elle reçut l'ordre de tourner à gauche. Mais il était pressant d'occuper Jaffa, où une nombreuse garnison travaillait à se fortifier. Jaffa est la seule rade que l'on trouve depuis Damiette; sa possession était nécessaire pour ouvrir les communications par mer avec cette dernière ville et recevoir les bateaux chargés de riz et de biscuit, ainsi que l'équipage de siége : marcher sur Jérusalem sans avoir occupé Jaffa eût été manquer à toutes les règles de la prudence. Pendant les premiers quinze jours de mars, la pluie ne cessa de tomber, ce qui fit périr beaucoup de chameaux; ces animaux n'aiment pas les terrains boueux ni les pays humides. De Ramleh à Jaffa il y a cinq lieues.

L'armée campa devant Jaffa. La garnison fut renfermée dans ses murailles et bloquée. La division Lannes prit la gauche du siége, le général Bon la droite; Kleber se porta en observation sur le Nahr el-Ougeh,

rivière à une lieue de Jaffa, sur la route d'Acre. Reynier, qui faisait l'arrière-garde, n'arriva que le 5 à Ramleh.

Jaffa est située à quatre-vingt-dix lieues de Damiette, avec qui elle fait un grand commerce. Ses quais sont assez beaux; sa population était de 7 ou 8,000 âmes, dont quelques centaines de Grecs. Elle avait plusieurs couvents, dont un dit *des Pères de la terre sainte*. Elle est située sur une colline. Elle a deux sources d'excellente eau, qui sont très-abondantes. Du côté de terre, elle était fermée par un demi-hexagone flanqué de tours. Les murailles étaient fort élevées, mais sans fossés; les tours étaient armées d'artillerie. Le côté du sud faisait face à Gaza, celui du milieu au Jourdain, le troisième à Saint-Jean-d'Acre. Le côté de la mer qui fait le diamètre de l'hexagone est un peu concave. Les environs forment un vallon, couvert de jardins et de vergers, d'un terrain accidenté; ce qui permit d'approcher à une demi-portée de pistolet de la place sans être découvert. A une grande portée de canon est le rideau qui domine la campagne; c'était la position naturelle pour camper l'armée; mais, comme ce rideau était entièrement nu et qu'on y aurait été éloigné de l'eau et exposé aux ardeurs du soleil, on préféra s'établir dans la vallée entre la ville et la position, en gardant cette dernière par des postes. Les subsistances étaient assurées par les magasins de Gaza et ceux de Ramleh. Les légumes se trouvaient en abondance dans le pays. L'armée était campée sous des orangers. Les oranges étaient mûres, petites, blanches, mais très-douces; elles furent très-agréables aux soldats.

Toute l'infanterie d'Abdallah, lui-même en tête, s'était jetée dans Jaffa. Il y avait beaucoup d'artillerie; le corps des Tchorbadjis, ou canonniers de Constantinople, y était tout entier. Le génie et l'artillerie employèrent toute la journée du 4 à reconnaître la place. Dans la nuit du 4 au 5 mars, ils ouvrirent la tranchée et construisirent trois batteries. Les places d'armes et les parallèles étaient inutiles; il leur suffit de creuser quelques boyaux pour servir de communication. Dans la nuit du 5 au 6, l'artillerie arma les trois batteries de vingt pièces de canon; les deux à plein fouet, chacune de quatre pièces de 8 et de deux obusiers; celle de brèche, de quatre pièces de 12 et quatre obusiers. La garnison

fit deux sorties sous le feu de son artillerie et de la mousqueterie de ses créneaux; mais l'une et l'autre n'eurent qu'un succès momentané et furent vivement repoussées. Ces sorties étaient un spectacle qui n'était pas dépourvu d'intérêt; elles étaient faites par des hommes de dix nations diversement costumés : c'étaient des Moghrebins, des Albanais, des Kurdes, des Anatoliens, des Caramaniens, des Damasquins, des Alépins, des noirs du Takrour. Parmi les prisonniers, il se trouva trois Albanais de la garnison d'El-A'rych, qui donnèrent la nouvelle que toute cette garnison s'était rendue dans la ville de Jaffa, violant la capitulation et son serment.

Le 6 mars, les batteries firent une salve de deux coups par pièce; après quoi le général Berthier envoya au commandant de Jaffa un parlementaire chargé de lui dire : « Dieu est clément et miséricordieux. Le général en chef Bonaparte me charge de vous faire connaître que Djezzar-Pacha a commencé les hostilités contre l'Égypte en envahissant le fort d'El-A'rych; que Dieu, qui seconde la justice, a donné la victoire à l'armée française, et qu'elle a repris ce fort; que c'est par suite de cette opération que le général en chef est entré dans la Palestine, d'où il veut chasser les troupes de Djezzar-Pacha, qui n'auraient jamais dû y entrer; que la place est cernée de tous côtés; que les batteries de plein fouet à bombes et à brèche vont en deux heures en ruiner les défenses; que le général en chef Bonaparte est touché des maux qui affligeraient la ville entière si elle était prise d'assaut; qu'il offre sauvegarde à la garnison, protection à la ville; qu'il retarde en conséquence le commencement du feu jusqu'à sept heures du matin. » L'officier et le trompette furent reçus; mais, au bout d'un quart d'heure, l'armée vit avec horreur leurs têtes au bout de piques plantées sur les deux plus grandes tours, et leurs cadavres jetés du haut des murailles au pied des batteries de brèche.

On commença le feu des batteries; celle de brèche fit tomber le pan de la tour qu'elle battait, la brèche fut reconnue praticable. Le chef de bataillon du génie Lazowski, avec 25 carabiniers, 15 sapeurs et 5 ouvriers d'artillerie, fit le logement et déblaya le pied de la brèche. Le 22e régiment d'infanterie légère était en colonne derrière un pli du

terrain qui servait de place d'armes; il attendait le signal pour monter à la brèche. Le général en chef était debout sur l'épaulement de la batterie, indiquant du doigt au colonel Lejeune, de ce régiment, la manœuvre qu'il devait faire, lorsqu'une balle de fusil jeta son chapeau par terre, passa à 3 pouces de sa tête et renversa roide mort le colonel, qui avait 5 pieds 10 pouces. « Voilà la seconde fois depuis que je fais la guerre, dit le soir le général en chef, que je dois la vie à ma taille de 5 pieds 2 pouces. »

Le général Lannes se mit à la tête du 22e et fut suivi par les autres régiments de la division; il franchit la brèche, traversa la tour, s'étendit de droite et de gauche, le long de la muraille, et s'empara de toutes les tours; il parvint bientôt à la citadelle, qu'il occupa. La division Bon, qui avait été chargée de faire une fausse attaque sur la droite, monta sur les remparts avec des échelles, aussitôt que le désordre fut parmi les assiégés. La fureur du soldat était à son comble, tout fut passé au fil de l'épée; la ville, ainsi au pillage, éprouva toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut. La nuit survint. Sur le minuit, on fit publier un pardon général, en exceptant ceux qui avaient fait partie de la garnison d'El-A'rych. On défendit aux soldats de maltraiter qui que ce fût; on parvint à faire cesser le feu; on plaça des sentinelles aux mosquées, où s'étaient réfugiés les habitants, à divers magasins et établissements publics; on ramassa les prisonniers et on les parqua hors des murailles; mais le pillage continua. Ce ne fut qu'au jour que l'ordre fut entièrement rétabli.

Il se trouva 2,500 prisonniers, dont 8 ou 900 hommes de la garnison d'El-A'rych. Ces derniers, après avoir juré de ne pas rentrer en Syrie avant une année, avaient fait trois journées dans la direction de Bagdad, mais depuis, par un crochet, s'étaient jetés dans Jaffa. Ils avaient ainsi violé leur serment : ils furent passés par les armes. Les autres prisonniers furent renvoyés en Égypte avec les trophées, les drapeaux, etc.

Abdallah s'était caché et déguisé sous le costume d'un Père de la terre sainte; il sortit de Jaffa, arriva à la tente du général en chef et se jeta à ses genoux. Il fut traité aussi bien qu'il le pouvait désirer. Il rendit quelques services, et fut envoyé au Caire.

700 chameliers, domestiques et soldats étaient Égyptiens; ils se réclamèrent avec confiance des cheiks et furent sauvés. En se jetant aux pieds des soldats, ils s'écriaient : *Mesri! Mesri*[1]! comme ils auraient dit : «Français! Français!» Arrivés en Égypte, ils se louèrent du respect dont ils avaient été l'objet aussitôt qu'il avait été connu qu'ils étaient Égyptiens. 500 soldats de la garnison parvinrent à se soustraire à la fureur du soldat en se faisant passer pour habitants. Ils reçurent depuis des sauf-conduits pour aller au delà du Jourdain.

Le lendemain, les ulemas purifièrent les mosquées, et les prières se firent comme à l'ordinaire: le tumulte commença à se ralentir. On prit le train d'artillerie de campagne, de quarante bouches à feu; c'était le parc de l'armée qui se réunissait en Syrie; il était composé de pièces de 4 et d'obusiers de 6 pouces avec leurs caissons, tous de modèles français. Les trente pièces de canon qui servaient à l'armement de la place étaient de bronze, mais de tout calibre. Dans les magasins il y avait des biscuits de forme parallélipipède confectionnés depuis dix ans; ils venaient de Constantinople et étaient mangeables. Les officiers de l'armée s'armèrent d'une grande quantité de kandjars, et les valets d'une grande quantité d'escopettes et de fusils de luxe turcs. La perte qu'éprouva la ville par le pillage peut être évaluée à plusieurs millions, mais les soldats vendirent tout à très-bon marché; les gens du pays rachetèrent leurs effets au dixième de leur valeur. Beaucoup de militaires firent des gains considérables, comme il arrive dans de pareils événements. Cet argent fut utile pendant le siége d'Acre. On trouva aussi beaucoup de café, de sucre, de tabac, de pelisses, de châles de toute espèce. Cela changea un peu le costume du soldat; le fond resta européen, mais il prit un mélange oriental.

Le lendemain de la prise de la ville, un convoi de seize bâtiments chargés de riz, farine, huile, poudre, cartouches, qui était parti d'Acre depuis deux jours, mouilla dans la rade et fut capturé. Le contre-amiral Ganteaume en changea les équipages et les dirigea sur Hayfâ.

[1] *Mesri* signifie *Égyptiens*.

Le général Andréossy, le colonel Duroc, le chef de bataillon Aimé, se distinguèrent dans cet assaut.

VI. La traversée du désert avait été très-fatigante, et le passage d'un climat extrêmement sec à un climat humide et pluvieux influa sur la santé de l'armée. L'hôpital qui était établi dans le couvent des Pères de la terre sainte ne fut plus suffisant. Le nombre des malades se monta à 700; les corridors, les cellules, les dortoirs, la cour, en furent obstrués. Le chirurgien en chef Larrey ne dissimula pas toutes ses inquiétudes; plusieurs personnes étaient mortes vingt-quatre heures après être entrées à l'hôpital; leur maladie avait marché avec une grande rapidité; il y avait reconnu des symptômes de peste. La maladie commençait par des vomissements; la fièvre était violente, le délire très-fort; des bubons sortaient aux aines, et immédiatement après, si l'éruption ne s'était pas faite facilement, le malade mourait. Les Pères de la terre sainte s'enfermèrent et ne voulurent plus communiquer avec les malades; tous les infirmiers désertèrent; l'hôpital fut abandonné à un tel point que les distributions manquaient et que les officiers de santé furent obligés de pourvoir à tout. C'est en vain qu'ils contredisaient ceux qui voulaient reconnaître des symptômes de peste dans ce qui n'était, disaient-ils, qu'une fièvre pernicieuse connue, appelée *la fièvre à bubons*. C'était en vain qu'ils prêchaient d'exemple, servant avec un redoublement de soin et de zèle; la frayeur était dans l'armée. C'est une des circonstances particulières à la peste, qu'elle est plus dangereuse pour les personnes qui la craignent; ceux qui se laissèrent maîtriser par la peur en sont presque tous morts. Le général en chef se défit des Pères de la terre sainte en les envoyant à Jérusalem et à Nazareth; il alla lui-même à l'hôpital, sa présence y porta la consolation; il fit opérer plusieurs malades devant lui; on perça les bubons pour faciliter la crise; il toucha ceux qui paraissaient être les plus découragés, afin de leur prouver qu'ils n'avaient qu'une maladie ordinaire et non contagieuse. Le résultat de tous ces moyens fut tel, que l'armée resta persuadée que ce n'était pas la peste; ce ne fut que plusieurs mois après qu'il fallut bien en convenir. On ne négligea point

toutefois les précautions nécessaires; on fit brûler indistinctement et rigoureusement tout ce qui avait été pris dans le pillage de la ville; mais de pareilles précautions se prennent dans les hôpitaux toutes les fois qu'il y règne des fièvres pernicieuses.

Berthier écrivit à Djezzar : « Depuis mon entrée en Égypte, je vous ai fait connaître plusieurs fois que mon intention n'était point de vous faire la guerre; que mon seul but était de chasser les Mameluks. Vous n'avez répondu à aucune des ouvertures que je vous ai faites. Je vous ai fait connaître que je désirais que vous éloignassiez Ibrahim-Bey des frontières de l'Égypte. Bien loin de là, vous avez envoyé des troupes à Gaza, vous avez fait de grands magasins, vous avez publié partout que vous alliez entrer en Égypte; vous avez effectué votre invasion en portant 2,000 hommes de vos troupes dans le fort d'El-A'rych, enfoncé à dix lieues dans le territoire de l'Égypte. J'ai dû alors partir du Caire, et vous apporter moi-même la guerre que vous paraissiez provoquer. Les provinces de Gaza, Ramleh et Jaffa sont en mon pouvoir; j'ai traité avec générosité celles de vos troupes qui se sont remises à ma discrétion; j'ai été sévère envers celles qui ont violé les lois de la guerre. Je marcherai sous peu de jours sur Saint-Jean-d'Acre. Mais quelles raisons ai-je d'ôter quelques années de vie à un vieillard que je ne connais pas? Que sont quelques lieues de plus à côté du pays que j'ai conquis? Et puisque Dieu me donne la victoire, je veux, à son exemple, être clément et miséricordieux, non-seulement envers le peuple, mais encore envers les grands..... Redevenez mon ami, soyez l'ennemi des Mameluks et des Anglais, je vous ferai autant de bien que je vous ai fait et que je peux vous faire de mal..... Le 8 mars je serai en marche sur Saint-Jean-d'Acre; il faut que j'aie votre réponse avant ce jour. »

Djezzar était peu affectionné à la Porte. Les négociations avec l'agha de Jérusalem commencèrent à Gaza, et continuèrent pendant la route et le siége de Jaffa. Après la prise de cette ville, l'armée devait marcher et se porter en deux journées sur Jérusalem; la population en était toute chrétienne; elle offrait plus de ressources qu'aucune ville de la Palestine. Mais le 10 mars le général en chef reçut une députation des Chrétiens,

qui le conjurèrent de les sauver; ils étaient sous le couteau; les Turcs étaient décidés à les égorger avant d'abandonner la ville et de passer le Jourdain. L'agha, qui était un homme habile, proposa en même temps un armistice; il s'engagea à mettre en liberté et à protéger les Chrétiens, à ne fournir aucun secours à Djezzar, et, après la prise d'Acre, à se soumettre au vainqueur. Cela était avantageux. Ce n'était pas renoncer à la visite de Jérusalem, c'était la retarder d'une ou deux semaines.

Le contre-amiral Ganteaume expédia l'ordre à la flottille mouillée à Damiette de se rendre dans le port de Jaffa. Elle y arriva le 12 mars; elle portait l'équipage de siége nécessaire pour Acre. Cet amiral avait également expédié des dromadaires à Alexandrie, au contre-amiral Perrée, avec ordre d'appareiller avec ses trois frégates et de se rendre à Jaffa.

Les soldats étaient depuis huit jours oisifs; un plus long séjour ne pouvait être que funeste à leur santé. Il était plus avantageux de faire diversion et d'occuper les esprits d'opérations militaires, que de les laisser raisonner sur les maladies de Jaffa et sur les symptômes qu'on découvrait chaque jour. L'armée une fois en marche, les maladies cessèrent.

VII. Le lendemain de la prise de Jaffa, Kleber se porta dans la forêt de Mesky. Diverses reconnaissances qu'il envoya dans les montagnes eurent des rencontres assez vives qui annoncèrent la présence de l'ennemi. Dans l'une d'elles, le général Dumas, s'étant trop engagé, perdit quelques hommes et fut grièvement blessé. Le quartier général arriva à Mesky le 14 mars. La forêt de Mesky est la forêt enchantée du Tasse, c'est la plus grande de la Syrie; elle a été illustrée par une bataille sanglante entre Richard Cœur-de-Lion et Saladin.

De Jaffa à Acre il y a vingt-quatre lieues par la route qui longe la mer; il y en a vingt-six par celle qui traverse la plaine. Six ruisseaux, qui descendent des montagnes, traversent le milieu de la plaine; on a l'avantage de tourner le mont Carmel par la route qui suit la lisière de la plaine d'Esdrelon, au lieu que celle qui longe la mer arrive au détroit de Hayfâ, passage difficile à forcer s'il était défendu. Le 15 mars, à midi, l'avant-garde arriva au caravansérail de Qâqoun. Elle aperçut la

cavalerie d'Abdallah, soutenue par 4,000 Naplousiens en bataille, parallèlement à la route d'Acre. L'armée fit un changement de front, l'aile gauche en avant. Le général Kleber forma la gauche, le général Lannes la droite, et le général Bon la réserve. L'ennemi fut chassé de toutes ses positions, culbuté des hauteurs, poursuivi aussi loin qu'il était nécessaire pour qu'il ne pût nous donner aucune inquiétude. La cavalerie de Djezzar se dirigea du côté d'Acre par la plaine d'Esdrelon; les Naplousiens gagnèrent leur ville. Le soir le camp fut dressé à Zeïtah. Le général Lannes éprouva dans le combat une perte assez considérable, il eut 250 blessés. Les Naplousiens, c'est-à-dire les anciens Samaritains, eurent un millier d'hommes tués ou blessés, parmi lesquels plusieurs personnes de marque. Cette sévère leçon les contint pendant longtemps.

Le 17 mars, l'armée campa à El-Harty, elle y arriva de bonne heure: elle était au débouché du mont Carmel et de la plaine d'Esdrelon, qu'elle apercevait sur sa droite. Le mont Carmel forme un promontoire dans la mer, à trois lieues d'Acre; il est à l'extrémité gauche de la baie. Cette montagne a trois ou quatre lieues de longueur; elle se lie aux montagnes de Naplouse, mais elle en est séparée par un grand vallon. Le mont Carmel, escarpé de tout côté, est une position militaire assez forte. Sur le haut de cette montagne, il y avait un couvent et des fontaines. Le mont Carmel est élevé de 400 toises, domine toute la côte et sert de point de reconnaissance aux navigateurs qui abordent en Syrie. Au pied coule la rivière de Keysoun; l'embouchure est à 7 ou 800 toises de Hayfâ, petite ville située au bord de la mer, au pied du mont Carmel et à l'extrémité du cap Hayfâ; elle a une population de 2 à 3,000 âmes et un petit port: elle est fermée par une enceinte à l'antique avec des tours, et dominée de très-près par les mamelons du Carmel.

VIII. L'armée campa sur la rive gauche du Keysoun. Derrière elle était le mont Carmel, à trois lieues sur la gauche était Hayfâ, à sept lieues en avant était la ville de Saint-Jean-d'Acre. Il était important de s'emparer de Hayfâ, afin de pouvoir y recueillir la flotte qui était partie de Jaffa. Le général en chef, après une légère résistance, y entra à cinq

heures du soir. Djezzar avait fait évacuer le canon. Il restait un magasin de 150,000 rations de biscuit, de riz, d'huile, etc.

Ce fut de Hayfâ que le général en chef découvrit la rade de Saint-Jean-d'Acre, et y aperçut deux vaisseaux anglais de 80 qui y étaient mouillés, *le Tigre* et *le Thésée*, commandés par le commodore sir Sidney-Smith; ils étaient arrivés dans cette rade depuis deux jours, venant de Constantinople. Une patrouille de cavalerie se porta dans la direction de Tantourah, afin de prévenir la flottille de la présence de la croisière anglaise et lui apprendre l'entrée de l'armée dans le port de Hayfâ. A une lieue au delà de Tantourah, la flottille fut rencontrée et prévenue; les huit bateaux chargés de vivres venant de Jaffa rentrèrent dans le port le 19 mars, à la pointe du jour; mais les seize bâtiments français chargés de l'équipage de siége hésitèrent, mirent un moment en panne, virèrent de bord et prirent le large. Les vaisseaux anglais leur donnèrent chasse. Tout fut bientôt hors de vue.

Pendant la nuit on jeta deux ponts sur le Keysoun. A midi l'armée se mit en marche sur Saint-Jean-d'Acre, qu'elle ne tarda pas à découvrir. A la nuit elle arriva au moulin de Cherdâm. L'infanterie y effectua son passage. Ce moulin était en bon état; il servit aux moutures pendant le siége.

Au delà du Keysoun est le Bélus[1], qui n'était pas guéable. L'armée prit position. Le colonel Bessières avec 200 guides et deux pièces de canon passa la rivière et prit, en forme d'avant-garde, position sur la rive droite. Les pontonniers travaillèrent toute la nuit à construire deux ponts. Les tentes du général en chef furent placées à une demi-lieue de la mer, sur la gauche du Bélus. Le 19 mars, à la pointe du jour, l'avant-garde se porta sur le mont de la Mosquée, qui domine toute la plaine de Saint-Jean-d'Acre et la ville du côté de la mer; elle se trouvait ainsi devant cette capitale de la Galilée et sur la frontière de la Célé-Syrie ou Syrie-Creuse.

[1] El-Rahmyn.

CHAPITRE X.

SIÉGE DE SAINT-JEAN-D'ACRE.

I. Guerre en Galilée. Description de Saint-Jean-d'Acre. — II. Soumission des peuples de la Galilée. — III. Douze tartanes portant le canon de siége sont prises ou dispersées. Affaires de Hayfâ. — IV. Reconnaissance de Saint-Jean-d'Acre. — V. Première époque du siége de Saint-Jean-d'Acre. — VI. Bataille du mont Thabor (16 avril 1799). — VII. Croisière du contre-amiral Perrée. — VIII. Seconde époque du siége de Saint-Jean-d'Acre. — IX. Levée du siége de Saint-Jean-d'Acre. — X. Marche dans la Syrie et dans le désert. — XI. Rentrée de l'armée au Caire (14 juin).

I. Saint-Jean-d'Acre est à trente lieues nord-nord-ouest de Jérusalem, à trente-six lieues sud-ouest de Damas, à dix lieues au sud des ruines de Tyr. Il est située au nord de la baie de Hayfâ, à trois lieues par mer de cette petite ville, à quatre lieues en suivant le rivage. Il est environné par une plaine de huit lieues de long, qui commence au cap Blanc et aux montagnes du Saron, et finit à celles du Carmel. Cette plaine, dans sa largeur depuis la mer à l'ouest jusqu'aux premiers mamelons des montagnes de Galilée à l'est, a deux lieues. Ces montagnes vont en s'élevant pendant six lieues, jusqu'à la crête supérieure, d'où elles descendent jusqu'au Jourdain. Il y a douze ou quinze lieues d'Acre à cette rivière. Six ruisseaux traversent la plaine d'Acre, les trois principaux sont : au nord, le[1]... qui coule au pied du mont Saron, il faisait aller trois moulins; le Bélus, qui se jette dans la mer à 1,200 toises sud d'Acre; le Keysoun, qui descend du mont Thabor et se rend dans la mer à 800 toises nord de Hayfâ. Le coteau du Turon a 3,000 toises de longueur; il est situé à 1,200 toises de la ville, au nord-est, à une même distance de la mer, à 4,000 toises des premiers mamelons des montagnes; il va en glacis du côté de la mer et du côté des montagnes. La

[1] Le nom n'est pas écrit dans le manuscrit et ne se trouve pas sur les cartes.

gauche de ce coteau est un mamelon élevé qui domine la ville, la mer et toute la plaine; on l'appelle *le mont de la Mosquée.* Au pied, du côté du sud de ce mont, est l'embouchure du Bélus.

L'armée campa sur le coteau du Turon. Elle occupait l'hypoténuse d'un triangle dont la ville formait le sommet opposé, et la mer les deux autres côtés. La division Reynier était à la gauche, Kleber à la droite, Lannes et Bon au milieu; entre elles, le quartier général, vis-à-vis d'un grand magasin, adossé à l'aqueduc. L'ordonnateur Daure construisit une manutention dans ce magasin. Au bord du Bélus, au pied du mont de la Mosquée, il y avait une grande maison carrée; il y établit la grande ambulance; les hôpitaux furent disposés à Chafâ-A'mr, Hayfâ, Ramleh et Jaffa. Tout le revers des montagnes de la Galilée était couvert d'oliviers, de chênes verts et autres arbres; l'artillerie, les mineurs, les troupes et la manutention s'y approvisionnaient. Sur la rive droite, en remontant le Bélus, à 400 toises du mont de la Mosquée, le premier mamelon gauche des montagnes de la Galilée avait la forme d'un pain de sucre; plus élevé que le mont de la Mosquée, il domine toute la rive droite et la rive gauche du Bélus; on l'appelle *le mont du Prophète.* Du côté est, il appuyait la gauche d'un vaste camp de dix lieues carrées, dont les montagnes du Saron formaient le côté nord, la mer le côté ouest, et le Bélus, compris entre le mont de la Mosquée et celui du Prophète, le côté sud. On barra par des fossés, des abatis, tous les chemins des monts; on construisit trois ponts avec des flèches sur le Bélus. Personne, étranger à l'armée, ne pénétra dans ce grand camp, où se trouvaient de très-beaux pâturages, des blés, des jardins, des vergers, des bois, de l'eau, des moulins et toutes les choses nécessaires au siége. Des grand'gardes de cavalerie et des piquets d'infanterie française veillaient aux divers débouchés.

Pendant le siége d'Acre par les Chrétiens (1191), qui dura trois ans, le camp des croisés était aussi placé sur les collines du Turon, mais la gauche s'étendait sur le mont de la Mosquée et sur la rive gauche du Bélus. Alors les armées n'avaient pas de canons, et les camps pouvaient s'approcher davantage des villes. Les croisés avaient établi deux rangs de retranchements, l'un au pied même de la colline du Turon, le second

appuyé, la droite à la hauteur du Prophète, la gauche au mont Turon; le second retranchement forcé, ce qui arriva souvent, les assiégeants se réfugiaient derrière le premier. Saladin, avec son armée de secours, campait devant Chafâ-A'mr, sur les hauteurs du Kaocôba, à deux lieues sud-est du mont du Prophète, couvrant la route de Jérusalem, de Damas et la plaine d'Esdrelon.

Napoléon, ne voulant pas permettre aux patrouilles ennemies de pénétrer en deçà du Jourdain, forma quatre corps pour en surveiller les rives : le premier, commandé par le chef d'escadron Lambert, observa le Carmel, la plaine d'Esdrelon, la plage de la mer, les routes de Naplouse; il tenait garnison à Hayfâ et à Chafâ-A'mr; le second, commandé par le général Junot, occupait le fort de Nazareth, observant le Jourdain au-dessous du lac de Tabaryeh[1]; le troisième, commandé par le général Murat, occupa la citadelle de Safed, observant le Jourdain au-dessus du lac de Tabaryeh et le pont de Yakoub; le quatrième, commandé par le général Vial, observait les débouchés du mont Saron, poussant des postes sur Tyr. Ces quatre corps d'observation affaiblissaient l'armée de 2,000 hommes, mais les forts qui leur servaient de points d'appui n'exigeaient que peu d'hommes. Les colonnes étaient toujours en mouvement, du camp aux frontières et des frontières au camp, ce qui les faisait paraître très-nombreuses. L'armée vivait, 1° des magasins de Hayfâ, qui s'approvisionnaient par terre et par mer du magasin de Jaffa; 2° de ceux de Chafâ-A'mr, qui se formaient des ressources du pays; 3° de ceux de Safed, qui étaient approvisionnés par le cheik Dâher. Après la bataille du mont Thabor, l'armée vécut des magasins que l'ennemi avait formés à Tabaryeh, sur le lac de ce nom. Le fourrage était abondant dans la plaine d'Acre; s'il eût été nécessaire, on eût pu aller fourrager dans la plaine d'Esdrelon.

II. Le cheik Dâher fut le plus empressé de tous à se rendre au camp et à offrir ses services. Le 19 mars, à huit heures du matin, l'armée passait

[1] Tibériade.

le Bélus et prenait son camp sur la colline du Turon. La fusillade et la canonnade étaient vives entre la division Reynier, chargée de l'investissement, et la garnison, qui, logée dans les ruines en avant de la ville, ne voulait pas rentrer dans les murailles, lorsqu'on vit du côté de la montagne du Prophète un groupe de 3 ou 400 cavaliers : c'était le cheik Dâher, qui depuis deux jours attendait à Chafâ-A'mr le moment où l'armée arriverait devant Acre. A dix heures du matin, il fut présenté, sur la hauteur de la Mosquée, à Napoléon, qui le revêtit d'une pelisse, en signe d'investiture du commandement de la province de Safed. Pendant qu'il prêtait son serment, un boulet emporta son cheval, qui était à dix pas derrière lui. Ce prince resta deux jours au camp; il reçut la promesse d'être remis en possession de l'héritage de son père. A quelques semaines de là, il signa une convention par laquelle il s'engagea à fournir 5,000 hommes à pied et à cheval pour suivre l'armée au delà du Jourdain, à garder Acre et la côte depuis le mont Blanc jusqu'à Césarée, et à payer un tribut qui serait convenu et calculé sur la moitié du revenu qu'il tirerait du pays qu'on lui donnerait. Ce cheik fut toujours fidèle; il entretint des correspondances suivies avec Damas; il donna des nouvelles exactes de ce qui s'y faisait; il nous concilia les Bédouins, qui ne causèrent aucune inquiétude à l'armée en Syrie; il approvisionna le camp de tout ce que pouvait fournir le pays.

Quelques jours après, les Motouâly se présentèrent en masse, hommes, femmes, vieillards, enfants, au nombre de 900; 260 seulement étaient armés, dont moitié montés et moitié à pied. Le général en chef revêtit d'une pelisse les trois chefs, et leur restitua les domaines de leurs ancêtres. Ces Motouâly étaient autrefois 10,000; Djezzar les avait presque tous fait périr; c'étaient les Musulmans Olydes, et fort braves. Le général Vial passa le mont Saron, entra à Sour, l'ancienne Tyr : c'était le domaine de ces Olydes. Ils se chargèrent d'éclairer la côte jusqu'au pied des montagnes; ils se recrutèrent, et promirent 500 chevaux bien armés pour marcher sur Damas au mois de mai.

Les Pères de la terre sainte amenèrent la population de Nazareth, hommes et femmes, au nombre de plusieurs milliers; les populations

chrétiennes de Chafâ-A'mr, de Safed, etc. firent leur visite en masse. Le bonheur de ces Chrétiens ne se peut exprimer : après tant de siècles d'oppression, ils voyaient des hommes de leur religion! Leur plaisir était de parler de la Bible, qu'ils savaient mieux que les soldats français. Ils avaient lu les proclamations du général en chef, dans lesquelles il disait qu'il était l'ami des Musulmans, et ils applaudissaient à cette ligne de conduite; cela n'avait en rien diminué leur confiance en lui. Napoléon revêtit de pelisses trois de leurs chefs, qui avaient plus de quatre-vingt-dix ans; un d'eux avait cent un ans et lui présenta quatre générations. Le général en chef le fit dîner avec lui. Ce vieillard ne dit pas trois mots qu'il n'y mêlât une parole tirée de l'Écriture sainte. La fidélité de ces Chrétiens ne se démentit ni dans la bonne ni dans la mauvaise fortune de l'armée; ils lui furent utiles pendant toute la durée du siége; il y en avait toujours un grand nombre au camp. Le marché était très-fréquenté et très-abondant; ils y apportaient des farines, du riz, des légumes, du lait, du fromage, des bestiaux, des fruits, des figues, des raisins secs, du vin. Ils donnèrent aux malades autant de soins que l'eussent fait les Français eux-mêmes.

Les Musulmans du pachalik d'Acre partageaient la joie et l'espérance des Chrétiens; ils se présentèrent au camp par députation; ils se plaignirent amèrement de la férocité du pacha. On ne rencontrait à tous moments que des hommes mutilés par les ordres de ce tyran : ce grand nombre d'hommes sans nez était un spectacle hideux.

Le climat de la Syrie avait plus d'analogie avec celui de l'Europe que celui de l'Égypte. Les habitants étaient plus aimables, plus affectueux : le Musulman même était moins fanatique. Les soldats s'y plaisaient davantage. De tout temps l'Égypte a été le pays des prêtres et des dieux.

Les Juifs étaient assez nombreux en Syrie; une espérance vague les animait; le bruit courait parmi eux que Napoléon, après la prise d'Acre, se rendrait à Jérusalem, et qu'il voulait rétablir le temple de Salomon. Cette idée les flattait.

Des agents chrétiens, juifs, musulmans, furent dépêchés à Damas, à Alep, et jusque dans les Arménies; ils rapportèrent que la présence de

l'armée française en Syrie agitait toutes les têtes. Le général en chef reçut des agents secrets et des communications fort importantes de plusieurs provinces de l'Asie Mineure. Il envoya des affidés en Perse; c'est de là que datent ses relations avec la cour de Téhéran.

III. Le 22 mars, on signala au mont de la Mosquée les deux vaisseaux de guerre anglais; une heure après, on aperçut six petites voiles, que l'amiral Ganteaume reconnut pour être les tartanes de la flottille de Damiette qui portaient le canon de siége. On apprit depuis que les deux vaisseaux de guerre anglais les avaient chassées pendant trente-six heures et avaient amariné six bâtiments; que les six autres, ayant fait fausse route, avaient gagné les côtes de France. Parmi ces derniers, se trouvait le bâtiment du capitaine de frégate Stendelet, commandant la division. Cette perte, par elle-même, était de peu de valeur, mais les conséquences en furent des plus fâcheuses. Si ces bâtiments fussent entrés le 19 mars, comme ils le devaient et le pouvaient, à Hayfâ, Acre eût été pris avant le 1er avril, Damas avant le 15, Alep avant le 1er mai; toutes les ressources de la Syrie auraient été mises en activité pendant six mois, et à l'automne l'armée se serait trouvée en état de tout entreprendre. Les opinions varièrent sur les motifs de la mauvaise conduite du capitaine Stendelet, commandant ce précieux convoi : les uns l'attribuèrent à son ignorance, à sa pusillanimité; d'autres à l'envie de retourner en France.

Les deux vaisseaux anglais ne pouvaient pas mouiller près de Hayfâ, qui est le mouillage indiqué de cette baie; *le Thésée* eut ses câbles coupés par les bancs de coraux, dériva, et fut un quart d'heure en perdition, ce qui décida sir Sidney-Smith à s'emparer de Hayfâ, afin de pouvoir mouiller dans cette baie. Il avait encore plusieurs mois de mauvais temps à craindre. Il fit embarquer, à la pointe du jour, le 26 mars, 400 hommes sur dix chaloupes. Le chef d'escadron Lambert, qui commandait le corps d'observation dans cette place[1]........ Il laissa les Anglais débarquer tranquillement, se former, entrer en ville; mais, lorsqu'il les

[1] Lacune dans le manuscrit.

vit engagés dans les maisons, il les accueillit par la mitraille de trois pièces de campagne et la fusillade de 100 hommes logés dans deux maisons crénelées, en même temps qu'il les chargea en flanc et en queue avec deux piquets chacun de 30 dragons. Les Anglais, attaqués de tous côtés, se débandèrent; 150 furent tués, pris ou blessés. La chaloupe du *Tigre*, armée d'une grosse caronade de 32, tomba au pouvoir du vainqueur. Les obus et la mitraille accompagnèrent les chaloupes dans leur retraite, non sans leur tuer et blesser bien du monde. Le 1er avril, avant le jour, une frégate turque, venant de Constantinople, mouilla à une portée de fusil de Hayfâ, à l'ancrage ordinaire. Lambert fit sur-le-champ arborer le pavillon ottoman. Au jour, le capitaine descendit à terre, dans un grand canot, et fut fait prisonnier avec 30 canotiers et sa chaloupe, armée d'une grosse caronade de 24. Ces deux pièces furent utiles au siége; on les mit en batterie de brèche, où elles firent bon effet.

IV. Le général Reynier avait investi la place. Il s'était, à cet effet, battu toute la journée et avait, sur le soir, placé des vedettes à portée de pistolet des murailles. Les généraux Caffarelli et Dommartin, les colonels Sanson et Songis, avaient employé la nuit du 19 au 20 mars et la journée du 20 à reconnaître la place. Le colonel Sanson avait, à deux heures du matin, reconnu le fossé; il n'y trouva pas de contrescarpe; cette reconnaissance était dangereuse, il y fut blessé grièvement. Les officiers du génie et de l'artillerie se flattèrent d'entrer dans Acre aussi facilement qu'ils étaient entrés dans Jaffa. Deux pièces de 12 de campagne leur parurent suffisantes pour faire brèche à l'enceinte.

La surface qu'occupe la ville d'Acre est un trapèze, dont deux côtés sont baignés par la mer, et les deux autres formés par des murailles. Le côté de l'est a 300 toises; il était flanqué par cinq petites tours; celui du nord a 500 toises; il était flanqué par sept petites tours et par le palais du pacha, qui est une espèce de citadelle. Ces deux côtés se rencontrent en formant un angle droit. A ce sommet est une grosse et vieille tour qui domine la ville et toutes les murailles. Elle est dominée elle-même par la hauteur de la Mosquée, qui en est éloignée de 500 toises.

L'ancien port était comblé; un petit îlot où se trouvait un phare flanquait l'enceinte de l'est. Les environs des murailles à 300 toises étaient couverts des ruines de l'ancienne ville et des anciennes fortifications: c'étaient des souterrains, des tours, des pans de murailles. Un aqueduc entrait dans la ville près de la grosse tour, du côté du nord. Cet aqueduc avait 6,000 toises de long, traversait la plaine, et portait les eaux du pied des montagnes dans les citernes de la ville. Acre avait été inhabité pendant de longues années, avait été rétabli par Dâher, embelli et augmenté par Djezzar, qui y avait fait construire une belle mosquée et un beau bazar.

Le général du génie, Caffarelli, proposa d'attaquer le front de l'est : 1° parce qu'il était dominé par le mont de la Mosquée, quoique d'un peu loin; 2° parce que l'autre front, celui du nord, était battu par le canon du palais du pacha; 3° parce que les approches en étaient plus faciles. Si l'on faisait la brèche à une courtine, ou il faudrait se loger entre deux tours, ce qui serait difficile et très-meurtrier, ou il faudrait entrer dans la place sans logement, ce qui serait périlleux. Si l'on faisait la brèche à une tour, une fois que l'armée en serait maîtresse on aurait un débouché assuré pour entrer dans la ville. Il proposa de faire brèche à la grosse tour : 1° comme la plus éloignée de la mer; 2° comme la plus grande, la plus haute, celle qui domine toute l'enceinte et toute la ville; 3° comme la plus près de l'aqueduc, qui devait servir de place d'armes et de parallèle. Il est vrai que la brèche serait plus difficile à faire à la maçonnerie de cette vieille construction; mais les pièces de 12 étaient suffisantes pour l'ouvrir; que, cette tour une fois prise, la place tomberait d'elle-même; que le tout n'était pas de prendre Acre, mais de le prendre sans y perdre l'armée; 7 ou 8,000 hommes seraient bien vite perdus, si l'on se hasardait contre les Turcs dans des combats de maisons et de rues.

Le siége de Saint-Jean-d'Acre a duré soixante-deux jours, du 19 mars au 21 mai; il a deux époques : la première, du 19 mars au 25 avril (trente-six jours); la deuxième, du 25 avril au 21 mai (vingt-six jours): total, soixante-deux jours. Dans la première époque, les assiégeants ont

fait jouer deux mines, tenté deux logements, donné un assaut; les assiégés ont fait six sorties, qui toutes leur ont été funestes. Pendant la seconde époque, les assiégeants ont fait jouer trois mines, établi sept logements, donné deux grands assauts; ils ont pénétré dans la place et s'y sont établis. Les assiégés ont cheminé par des lignes de contre-attaque, ont fait douze sorties, ont perdu beaucoup de monde; toutefois ils ont reçu constamment des renforts qui non-seulement ont réparé leurs pertes, mais ont même accru leurs forces. Le général français aurait cependant pris la ville, malgré l'arrivée d'une division de Rhodes, sans la peste, qui faisait de grands ravages, et sans les nouvelles d'Europe. Une deuxième coalition s'était formée contre la République, la guerre avait recommencé, et l'armée française était entrée dans Naples; ce qui fut considéré comme une fâcheuse nouvelle : l'affaiblissement de l'armée sur l'Adige faisait présager des désastres.

V. Pendant la première époque du siége, l'artillerie des assiégeants consistait en deux caronades de 32 et de 24 prises à Hayfâ, quatre mortiers de 6 pouces, et trente-six bouches à feu de l'équipage de campagne. Douze pièces restaient pour le service des corps d'observation. Les caronades de 32 et de 24 n'avaient pas d'affûts; les ouvriers du parc en construirent en peu de jours. L'artillerie n'avait pas de boulets de ce calibre; on fit ramasser tous ceux qui étaient épars dans les tranchées, provenant des remparts et de la grande batterie des deux vaisseaux anglais. Le parc donna cinq sous par boulet; les soldats se mirent à la recherche et en apportèrent trois cents des deux calibres en peu de jours. Ne pouvant plus en trouver, ils avisèrent à divers moyens pour s'en procurer: ils s'adressèrent aux passions bouillantes du commodore anglais, et employèrent plusieurs ruses pour les stimuler : tantôt ils faisaient courir des hommes à cheval sur la plage; tantôt ils portaient sur les dunes des tonneaux, des fascines, et se mettaient à travailler, à remuer la terre comme s'ils construisaient une batterie; quelquefois aussi ils faisaient mouiller en rade, près du rivage, une chaloupe qu'ils avaient transportée de Hayfâ. Aussitôt que sir Sidney-Smith s'apercevait que l'on prétendait agir sous

son canon, il levait l'ancre, s'approchait à toutes voiles de la terre, et couvrait le rivage de boulets que les soldats ramassaient et portaient au parc, qui fut bientôt abondamment pourvu.

Le 21 mars, les officiers du génie ouvrirent la tranchée à 150 toises de la ville; elle était appuyée à l'aqueduc, qui formait parallèle naturelle contre le feu de la place. L'artillerie construisit huit batteries, deux contre l'îlot où était le phare que l'on avait armé, trois contre les trois tours qui battaient les approches de la brèche. Ces cinq batteries furent armées de seize pièces de 4, quatre pièces de 8; la sixième batterie fut armée de quatre mortiers de 6 pouces dirigés contre la grosse tour; les septième et huitième reçurent quatre pièces de 12, quatre de 8, deux obusiers pour battre en brèche la face est de la grosse tour. Les 22, 23 et 24, les sapeurs cheminèrent par des boyaux de tranchée jusqu'à 5 toises du fossé, où ils se déployèrent en construisant une large parallèle qui servit à tous les mouvements du siége. Le 23 mars, le feu commença; en quarante-huit heures les deux pièces de canon du phare furent réduites au silence, ainsi que les gros canons qui armaient les remparts sur le front qui était attaqué. Le 24, les batteries de brèche commencèrent à jouer; pendant les premières vingt-quatre heures elles ne produisirent aucun effet sensible; ce qui fut attribué à l'incapacité du calibre de 12, et l'on accusait ouvertement les officiers du génie de s'être attachés à une ancienne maçonnerie, à l'abri même du calibre de 24, lorsqu'à quatre heures après midi tout le pan est de la grosse tour s'écroula avec un horrible fracas. Ce fut un cri de joie poussé par l'armée et par trente mille spectateurs, qui, accourus des contrées voisines, couronnaient les hauteurs. Un officier du génie s'avança pour reconnaître la brèche, mais il fut attaqué par quelques tirailleurs qui étaient le long des murs; 25 hommes furent commandés pour les chasser, et 25 sapeurs pour régaler le pied de la brèche. On espérait que, ainsi que cela était arrivé pour Jaffa, Acre serait pris dans la soirée; mais les 25 sapeurs furent arrêtés par la contrescarpe. Cette contrariété fut la première. Djezzar, qui avait embarqué ses trésors, ses femmes, et s'était embarqué lui-même, passa toute la nuit à bord. Les habitants s'attendaient à chaque instant à l'assaut et à la prise de la

place. Cependant les tours et les murailles restèrent couvertes de soldats qui firent toute la nuit un feu roulant de mousqueterie. Le 26 au soir le pacha se rassura, rentra dans son palais, et fit une sortie qui ne lui réussit pas.

Cette fâcheuse contrescarpe paralysa les efforts des assiégeants pendant quatre jours, temps nécessaire pour enfermer les mineurs et préparer la mine, qui fut chargée le 28; elle fit sauter la contrescarpe. Le capitaine d'état-major Mailly était commandé pour faire le logement de la tour avec 5 ouvriers, 10 sapeurs et 25 grenadiers. L'adjudant commandant Laugier, avec 800 hommes, était rangé derrière l'aqueduc, à 15 toises de la brèche, pour y monter aussitôt qu'il aurait reçu de Mailly le signal qu'elle était praticable. La division Bon, placée en colonnes par bataillons dans les places d'armes, était destinée à soutenir Laugier et à emporter la place; ces bataillons devaient se porter successivement sur la brèche. Mais, pour réussir, il était nécessaire qu'aucun soldat ne s'arrêtât en route, malgré le feu terrible de la fusillade des murailles.

Mailly se lança dans le trou de la mine; de là il se précipita dans le fossé, sans se laisser arrêter par dix pieds de contrescarpe qui n'avaient pas été renversés; le mineur ne s'était pas assez enfoncé. Arrivé au pied de la tour, il y dressa trois échelles, et y monta dans le premier étage avec ses quarante hommes; alors il donna le signal à Laugier, qui partit au pas de charge, arriva sur le bord du fossé, croyant la contrescarpe renversée; sa troupe fut surprise de la trouver presque entière. Laugier et le premier peloton se jetèrent dans le fossé et coururent à la brèche. Le second peloton eut son capitaine tué sur le bord de la contrescarpe; il s'arrêta, mesura de l'œil la profondeur du fossé, et se jeta à gauche pour chercher un endroit moins profond. Tourmenté par le feu des murs, le bataillon se déploya et se débanda en tirailleurs. Cependant Mailly avait grimpé sur la plate-forme, y avait arraché le pavillon ottoman; dix braves étaient avec lui, les autres avaient été tués ou blessés. Laugier fut tué comme il traversait le fossé. Ceux qui l'avaient suivi se portèrent aux échelles de la tour, elles avaient été renversées; ils rétrogradèrent pour en chercher d'autres qui étaient restées sur le puits de la mine. Ce

mouvement est pris pour une fuite; les hommes du piquet de Mailly qui étaient dans le premier étage de la tour descendent dans le fossé : il ne reste plus que Mailly, un sapeur et deux grenadiers sur la plate-forme. Mailly descend au premier étage pour appeler du secours, il est frappé d'une balle qui lui traverse les poumons, il tombe dans son sang; les grenadiers descendent pour le secourir. Cependant le général en chef s'était porté au puits de la mine afin de voir pourquoi la colonne de Laugier hésitait; il reconnut la difficulté de franchir l'obstacle de la contrescarpe; rien n'était préparé pour cela. Il envoya l'ordre au général Bon de ne point sortir de la tranchée, car l'assaut était manqué.

Aussitôt que le pacha avait vu le pavillon ottoman arraché du haut de la tour, il s'était porté à la marine et embarqué. Toute la garnison et les habitants, femmes, enfants, vieillards, quittaient la ville, se jetaient dans des barques ou se réfugiaient dans les mosquées. Tout paraissait perdu et la ville prise, lorsque cinq Mamelnks, trois noirs du Dârfour, deux Circassiens, qui faisaient partie des braves de l'intérieur de Djezzar et étaient de garde au palais pour empêcher les habitants de le piller, s'aperçurent qu'il n'y avait que deux ou trois Français sur la plate-forme de la tour, et que ce nombre n'augmentait pas. Ils se coulèrent le long de la muraille, grimpèrent sur la plate-forme, firent une décharge, et n'y trouvèrent plus qu'un sapeur, qui se sauva. Ces intrépides Musulmans descendirent de la plate-forme au premier étage, y trouvèrent Mailly et les deux soldats mourants; ils leur coupèrent la tête, remontèrent sur la plate-forme, arborèrent le pavillon ottoman et promenèrent les têtes dans la ville. Un corps de 500 Moghrebins et Arnautes, placés au coin de la mosquée de Djezzar pour protéger l'embarquement du pacha, rentra dans les tours: la ville fut sauvée. Cet assaut coûta à l'armée française 25 hommes tués et 87 blessés, parmi lesquels la moitié des 40 hommes du piquet de logement.

La croisière anglaise, sous le prétexte d'éviter le mauvais temps et les vents de l'équinoxe, avait pris le large et disparu dès le 26 mars; en réalité, sir Sidney-Smith ne voulait pas être présent à la prise de la ville, qu'il regardait comme immanquable. Mais, lorsqu'il apprit que l'assaut

avait échoué, il revint, et parut du 5 au 6 dans la rade. Il débarqua le colonel émigré Phelippeaux, Douglas et une centaine d'officiers et canonniers, ses marins les plus braves et les plus habiles. Il fit usage de l'artillerie prise aux Français; nos pièces de 24, de 16, nos beaux mortiers de 8 pouces défendaient la ville qu'ils avaient été destinés à battre et à soumettre. Tout contribua à rassurer la garnison, qui chaque jour recevait de Chypre et de Tripoli des secours en hommes, en vivres et en munitions.

Le général Caffarelli, qui dirigeait le siége, ordonna une nouvelle mine. Le 1er avril, elle renversa la contrescarpe. L'artillerie mit en batterie les deux caronades de 32 et de 24, qui firent beaucoup d'effet. De son côté, l'assiégé n'avait pas perdu son temps; la brèche avait été rendue impraticable; on l'avait remplie de bombes, d'obus, de grenades chargées, de tonneaux de goudron, de fascines, de bois couverts de chemises de soufre, de pointes de fer. Cependant 25 hommes ordonnés pour préparer le logement se logèrent et franchirent tous les obstacles; mais ils furent bientôt au milieu d'un brasier ardent : 5 grenadiers furent brûlés, plusieurs blessés; le reste gagna précipitamment le logement de la contrescarpe. On fut convaincu alors de l'impossibilité de prendre la ville avec des pièces de campagne et en si petite quantité. Les Ottomans en triomphèrent avec une sorte de gaieté; ils criaient toutes les nuits aux canonniers français : *Sultan Selim, pan, pan, pan! Bonaparte, pin, pin, pin!*

Il n'y eut plus d'espoir que dans la guerre souterraine. Caffarelli fit cheminer la mine sous le fossé, la dirigeant sous la grosse tour. L'assiégé eut recours aux contre-mines; mais les mineurs français, plus habiles, les étouffèrent.

Phelippeaux déclara que le danger était imminent; que d'un moment à l'autre la ville pouvait être enlevée. Il fit résoudre le pacha à une sortie pour éventer le puits de mine et y étouffer le mineur. Le 7 avril, pendant la nuit, trois colonnes, chacune de 1,500 hommes, se disposèrent, la première en avant du palais du pacha, la deuxième à la porte de la mer, la troisième à l'extrémité, le long du rivage de la mer. Au sud, 150 Anglais et 300 Turcs d'élite, sous les ordres du colonel Douglas et

du major Thomas Oldfield, étaient placés derrière la grosse tour, pour masquer la brèche. A l'aube du jour, les trois colonnes commencèrent l'attaque; la fusillade devint très-vive; l'ennemi, comme d'usage, gagna d'abord du terrain. La colonne anglaise descendit alors la brèche au pas précipité. Elle n'avait que 15 toises à parcourir pour s'emparer du puits : déjà le major anglais était sur le puits, la mine était perdue, lorsque le bataillon garde de réserve marcha la baïonnette en avant, tua, blessa ou prit toute cette colonne, qu'il avait débordée par la gauche et par la droite. A peu près au même moment les réserves de la tranchée s'étaient avancées; les Turcs furent rejetés avec précipitation dans la place; plusieurs petites colonnes furent coupées et prises. Cette sortie coûta 800 hommes aux assiégés, parmi lesquels 60 Anglais. Les blessés de cette nation furent soignés comme les Français, et les prisonniers campèrent au milieu de l'armée, comme s'ils eussent été des Normands ou des Picards; la rivalité des deux nations avait disparu, à une telle distance de leur patrie et au milieu de peuples si barbares. Les Turcs montrèrent beaucoup de bravoure individuelle, d'impétuosité, de dévouement, mais aucun art, aucun ensemble, aucun ordre, ce qui rendait toutes leurs sorties très-funestes pour eux. Le major anglais Oldfield, tué, fut enterré avec les honneurs de la guerre; le capitaine Wright fut blessé grièvement. Pendant cette première époque, l'armée n'a jamais été dans le cas d'aller au secours de la tranchée.

Ali, Mameluk noir de Djezzar, à la fois son confident, son brave et son bourreau, était l'objet de la haine des Chrétiens, qui en demandaient vengeance. Un officier de gendarmerie procéda à son interrogatoire. Napoléon voulut le voir; cet intrépide Musulman lui dit : «Toute ma vie j'ai obéi à mon maître. Avant-hier j'ai coupé et porté la tête de ton Mameluk dans la ville, que j'ai sauvée; tiens, voilà la mienne, Sultan, coupe-la, mais coupe-la toi-même, et je meurs content. Le Prophète a dit qu'il ne faut pas rejeter la dernière demande d'un mourant.» Le général en chef lui tendit la main, lui fit porter à manger. Depuis, il a été reconnaissant. Il a été tué dans une charge à la bataille d'Aboukir, combattant à la tête d'un corps de cavalerie française.

VI. Le pacha de Damas avait réuni dans cette grande ville 30,000 hommes à pied et à cheval. La cavalerie de Djezzar et celle d'Ibrahim-Bey étaient sur la rive gauche du Jourdain et maintenaient la communication de Damas avec Naplouse; les Naplousiens avaient réuni 6,000 hommes; ils brûlaient de venger l'affront qu'ils avaient reçu au combat de Qâqoun.

La Porte avait ordonné que l'armée de Damas passât le Jourdain aussitôt que l'armée de Rhodes serait débarquée dans Saint-Jean-d'Acre, afin de nous mettre entre deux feux. Mais les dangers que courait la place, la crainte surtout qu'inspirait la guerre souterraine, décidèrent Djezzar, en sa qualité de sérasquier, à donner l'ordre au pacha de Damas de passer le Jourdain sans plus tarder, de se joindre aux Naplousiens dans la plaine d'Esdrelon, et de couper les communications du camp d'Acre avec l'Égypte.

Le fils de Dâher donna avis que ses agents de Damas lui annonçaient le départ de l'armée; qu'elle était innombrable. La position de l'armée française devenait délicate; sur 13,000 hommes qui étaient entrés en Syrie, 1,000 avaient été tués ou blessés aux combats d'El-A'rych, de Gaza, de Jaffa et pendant la première période du siége d'Acre; 1,000 étaient malades aux hôpitaux de Nazareth, de Chafâ-A'mr, de Ramleh, de Jaffa et de Gaza; 2,000 tenaient garnison à Qatyeh, à El-A'rych, à Gaza et à Jaffa; 5,000 étaient nécessaires au siége pour garder les parcs et les positions; il ne restait que 4,000 hommes disponibles pour observer et battre l'armée de Damas et des Naplousiens, qui était de 40,000 hommes. Le général Berthier, prévoyant de grands événements, fit évacuer les hôpitaux de Nazareth, Chafâ-A'mr, Hayfâ et les ambulances d'Acre sur Jaffa, ainsi que les gros bagages, les prisonniers et tout ce qui pouvait embarrasser l'armée, qui, selon l'expression des marins, n'était plus que sur une ancre.

L'armée du pacha de Damas arriva sur le Jourdain en deux colonnes; celle de droite, sous le commandement de son fils, forte de 8,000 hommes, occupa le pont de Yakoub et envoya une avant-garde pour cerner le fort de Safed; il essaya vainement de l'emporter d'assaut. Ses partis inondèrent toute la Galilée. Le pacha, avec 25,000 hommes, campa sur la

rive gauche du Jourdain, vis-à-vis du gué de[1] . . . . ., dont il s'assura. Il envoya son avant-garde prendre position sur les hauteurs de Loubyeh, sur la rive droite du Jourdain. Les Naplousiens campèrent dans la plaine d'Esdrelon.

Le général Murat partit du camp avec sa colonne mobile, qui fut complétée à 1,000 hommes de toutes armes, fit lever le siége de Safed, força le pont de Yakoub, s'empara du camp du fils du pacha, fit beaucoup de prisonniers. Les tentes, les bagages, les chameaux, l'artillerie, tombèrent au pouvoir du vainqueur; le butin fut considérable. Le jeune fils du pacha avait commis la faute d'envoyer trop de monde en partis; il ne put réunir plus de 2,000 hommes au moment où il fut attaqué. Aussitôt que les restes de sa division furent instruits que le pont de Yakoub était enlevé, ils rejoignirent Damas, en tournant les sources du Jourdain. De là Murat se porta sur Tabaryeh, dont il s'empara. Dans cette ville étaient les magasins de l'ennemi; il y trouva du blé, de l'orge, du riz, de l'huile et du fourrage pour nourrir pendant six mois l'armée française.

Le général Junot occupait Nazareth avec sa colonne d'observation. Aussitôt qu'il apprit que l'avant-garde du pacha, de 3,000 hommes, avait passé le Jourdain, il marcha à sa rencontre; il la trouva dans la plaine de Chanaan, et la contint quoiqu'il n'eût que 400 hommes. Ce combat lui fit beaucoup d'honneur, et couvrit de gloire le colonel de dragons Duvivier, un des plus braves officiers de cavalerie de l'armée française. Le général en chef donna l'ordre au général Kleber de se porter avec sa division à l'appui de la colonne du général Junot. Il le joignit le 11 avril, ayant 2,500 hommes sous ses ordres. Il marcha sur les hauteurs de Loubyeh, où le pacha de Damas avait renforcé son avant-garde jusqu'à 7,000 hommes. Le combat ne fut pas douteux, l'ennemi fut battu; mais Kleber, craignant d'être coupé d'Acre, reprit le lendemain sa position sur les hauteurs de Nazareth.

Le pacha de Damas fit alors réoccuper les hauteurs de Loubyeh, et, sous leur protection, marcha avec le reste de son armée par sa gauche. Il

[1] Le nom est omis dans le manuscrit.

campa dans la plaine d'Esdrelon, se réunissant à la division de Naplouse. Quand ce mouvement fut fini, son avant-garde, devenue son arrière-garde, suivit son mouvement, abandonna les hauteurs de Loubyeh et ses communications directes avec Damas. Kleber résolut de punir le pacha de cette audacieuse marche de flanc. Il instruisit le général en chef qu'il allait marcher entre le Jourdain et l'ennemi pour le couper de Damas, et qu'il calculait sa marche de manière à surprendre le camp turc à deux heures du matin; qu'il espérait le même succès que le général Reynier avait obtenu à El-A'rych. Le plan de Kleber était mal combiné; il supposait qu'il allait couper la ligne d'opération de l'ennemi, tandis que celui-ci avait déjà quitté la ligne d'opération du Jourdain pour prendre celle de Naplouse; son mouvement n'en serait donc pas arrêté; il continuerait à marcher sur Acre; le siége serait à découvert et en danger. L'espoir de surprendre le camp ennemi par une attaque de nuit n'était pas raisonnable. Le général Reynier avait réussi à El-A'rych parce qu'il avait reconnu avec ses officiers pendant deux jours consécutifs les chemins que ses colonnes devaient tenir pendant la nuit, parce que la position du camp d'Abdallah était fixe; mais comment le général Kleber pourrait-il opérer de nuit sur un terrain que ni lui ni ses officiers ne connaissaient? Lorsqu'il méditait cette attaque, il était à cinq lieues de l'ennemi, et ne savait pas précisément où celui-ci camperait. Il aurait fallu qu'il fût resté au moins vingt-quatre heures en présence, pour bien reconnaître les localités du camp musulman; cela lui était impossible devant une armée aussi supérieure. Napoléon prévit qu'il n'arriverait qu'au point du jour sur un terrain qu'il n'aurait pas choisi, qu'il serait enveloppé par toute cette armée et courrait les plus grands dangers, que cette division et l'armée de siége étaient également compromises. Il partit à l'heure même (15 avril, une heure après midi) avec une division d'infanterie, toute la cavalerie qui se trouvait au camp et une batterie de réserve, marcha jusqu'à la nuit et campa sur les hauteurs de Safoureh. A l'aube du jour, le 16, il se mit en marche sur Soulyn, suivant les gorges qui tournent les montagnes. A neuf heures du matin, il découvrit toute la plaine d'Esdrelon, et à trois lieues nord-est il distingua avec sa

bonne lunette, au pied du mont Thabor, deux petits carrés de troupes environnés de fumée : c'était évidemment la division française, qui était chargée et enveloppée de tous côtés par une très-grande armée. La plaine d'Esdrelon est très-fertile; elle était couverte de moissons; le blé avait déjà 6 pieds de haut. Napoléon forma sa division en trois colonnes, chacune d'un régiment; il les fit marcher à 400 toises l'un de l'autre, se dirigeant de manière à couper la retraite de Naplouse à l'armée ennemie. Les blés cachaient entièrement le soldat, qui s'approchait des camps de l'ennemi sans que celui-ci en eût aucune connaissance.

Kleber avait exécuté son projet; il était parti dans la direction du Jourdain et était revenu sur les derrières de l'ennemi; le jour avait paru avant qu'il eût pu le joindre. A sept heures du matin, il se trouva en présence; il tomba sur les premiers postes, qu'il égorgea. Mais l'alarme fut bientôt dans le camp; toute cette multitude monta à cheval, et, ayant reconnu le petit nombre des Français, marcha sur eux. Kleber était perdu. En homme de cœur et de tête, il fit tout ce qu'on pouvait attendre de lui; il soutint et repoussa un grand nombre de charges; mais les Turcs avaient gagné tous les chaînons du mont Thabor et tous les monticules qui cernaient les Français. Nos vieux soldats comprenaient tout le danger de leur position, et les plus intrépides commençaient à souhaiter qu'on enclouât l'artillerie et qu'on se fît jour par les hauteurs escarpées de Nazareth. Le général Kleber délibéra sur le parti à prendre; sa position était cruelle, lorsque tout à coup des soldats s'écrièrent : « Voilà le petit caporal! » Des officiers d'état-major vinrent instruire le général Kleber de ce bruit; il se fâcha, en démontra l'impossibilité, et ordonna que le conseil continuât de délibérer. Mais les vieux soldats de Napoléon, accoutumés à ses manœuvres, réitérèrent leurs cris; ils croyaient avoir vu luire des baïonnettes. Kleber monta alors sur une hauteur et braqua sa lunette; les officiers d'état-major en firent autant, mais ils ne découvrirent rien, les soldats eux-mêmes crurent s'être fait illusion : cette lueur d'espérance s'évanouit. Kleber se décida enfin à abandonner son artillerie et ses blessés, et ordonna que l'on formât la colonne pour forcer le passage. Il est probable que les soldats avaient aperçu le luisant des baïonnettes

dans un moment où les colonnes s'étaient trouvées sur un terrain un peu plus élevé et plus découvert. Le général en chef mettait une grande importance à cacher sa marche afin de pouvoir gagner un mamelon qui coupait toute retraite aux Turcs. Mais tout à coup son attention fut fixée par un mouvement de toute l'armée ennemie qui se serrait contre les carrés de Kleber. Plusieurs officiers d'état-major mirent pied à terre, braquèrent leurs lunettes, aperçurent distinctement que l'ennemi se préparait à une charge générale, et que les carrés de Kleber avaient l'air de perdre contenance : c'était la formation de la colonne d'attaque. Les moments étaient précieux. Kleber se trouvait entouré par 30,000 hommes, dont plus de la moitié était à cheval; le moindre retard pouvait être funeste. Le général en chef ordonna à un carré de monter sur une digue. La tête des hommes et les baïonnettes furent aussitôt aperçues par les amis et les ennemis. En même temps une salve d'artillerie démasqua le mouvement. On aperçut bientôt le mouvement de Kleber, qui se reformait en carrés, et les chapeaux au bout des baïonnettes en signe d'allégresse: ce qui fut suivi d'une décharge d'artillerie de reconnaissance. L'armée ennemie, étonnée, surprise, s'arrêta court. Les Mameluks d'Ibrahim-Bey, les plus lestes, qui se trouvaient le plus à portée, coururent ventre à terre pour reconnaître ces nouvelles troupes; ils furent suivis par tous les Naplousiens, les plus alarmés de voir des colonnes fermer le chemin de leur pays. Les trois carrés français s'arrêtèrent un moment et se coordonnèrent. Un détachement de 300 hommes surprit et pilla le camp, les bagages, et prit les blessés de l'armée turque; il mit le feu aux tentes, spectacle qui inspira de l'effroi aux ennemis. Quelques corps de cavalerie turque s'approchèrent à portée de fusil des carrés; mais, accueillis par la mitraille, ils s'éloignèrent. De son côté, Kleber marcha; la jonction ne tarda pas à s'effectuer. Le désordre, l'épouvante, devinrent extrêmes chez l'ennemi; cette armée se sauva, partie sur Naplouse, partie sur le Jourdain. On se peindrait difficilement les sentiments d'admiration et de reconnaissance des soldats. Les ennemis avaient perdu beaucoup de monde dans les différentes charges qu'ils avaient faites pendant la matinée; ils en perdirent davantage pendant la retraite. Plusieurs milliers se noyèrent dans le

Jourdain; les pluies avaient élevé les eaux et rendu le gué très-difficile. Kleber eut 250 à 300 hommes tués ou blessés; la colonne du général en chef en eut 3 ou 4. Telle est la bataille du mont Thabor. Napoléon monta sur cette montagne, qui est en pain de sucre élevé, dominant une partie de la Palestine. C'est là que, suivant quelques légendes, Jésus-Christ fut transporté par le Diable, qui lui offrit tout le pays qu'il voyait, s'il voulait l'adorer.

La nuit du 16 au 17 avril Kleber coucha dans la tente du général en chef; il en partit à trois heures après minuit pour joindre sa division, qui était campée sur le Jourdain. Il poursuivit toute la journée du 17 les débris de l'armée de Damas; les soldats firent de riches prises. Kleber campa le soir du 17 au lieu où il se trouva, et attendit les ordres pour la journée du 18. Napoléon médita sur sa position. Il ne restait que 4,000 hommes au camp d'Acre pour assiéger une garnison de 8,000 hommes renforcée par deux vaisseaux anglais de 80; cette garnison avait à chaque instant des secours, elle pouvait d'un moment à l'autre recevoir l'armée de Rhodes, dont le mouvement devait concourir avec celui de l'armée de Damas; il était donc urgent de faire rentrer toutes les troupes au camp du siége. On aurait pu à la rigueur en distraire les 2,500 hommes de Kleber, 500 chevaux et douze pièces de canon; il serait encore resté 6,000 hommes au camp, ce qui était suffisant; mais était-il raisonnable d'envoyer Kleber avec 3,000 hommes dans une grande capitale dont la population est de 100,000 habitants, les plus méchants de l'Orient? N'était-il pas à craindre qu'aussitôt qu'ils auraient compté le petit nombre des Français, ils ne les entourassent de tous côtés? Cependant la prise de Damas pouvait avoir lieu au plus tard le lendemain 18, ou le 19 au matin; cela était bien tentant. Quels avantages ne retirerait pas l'armée de cette conquête! Elle y trouverait des chevaux, des chameaux, des mulets dont elle avait besoin pour réparer ses pertes, des cuirs, des draps, des toiles, des effets d'habillement, de la poudre, des armes, de l'argent. On pouvait facilement y lever 7 ou 8 millions de francs de contributions; et, avantage au-dessus de tout pour une armée conquérante, quel éclat cela ne jetterait-il pas sur les armes françaises! La

bataille du mont Thabor allait rétablir leur réputation un peu obscurcie par la résistance d'Acre; mais que serait-ce si au Caire, à Tripoli, à Alep, à Acre, on apprenait que le pavillon tricolore flottait sur la sainte, antique et riche Damas? Cela ne produirait-il pas l'effet moral que l'on attendait de la prise d'Acre? Les Motouâly, les Arabes, les Druses, les Maronites, tous les peuples de la Syrie se rangeraient sous les drapeaux de la France. Quelque fortes que fussent toutes ces considérations, il était impossible de risquer 3,000 hommes seuls; mais, si l'on pouvait les faire soutenir par 6,000 Naplousiens, cela serait différent. Le général en chef en parla le 17 au matin avec les députés des Druses et des Maronites qui suivaient l'armée. Ils déclarèrent qu'ils se regardaient comme autorisés, après une aussi grande victoire que celle du mont Thabor, à engager leurs nations, ce qu'ils avaient ordre de ne faire qu'après la prise d'Acre, mais qu'il leur fallait au moins quinze jours pour réunir ce corps de troupes. Dâher ne pouvait offrir sur-le-champ que 200 hommes; les Bédouins, qui faisaient sa force, ne voulaient s'engager qu'au préalable Acre ne fût pris et remis dans ses mains. Mais puisqu'il n'était pas possible, avant la prise d'Acre, de s'emparer de Damas, Kleber ne pouvait-il pas au moins la mettre à contribution, ce qui n'exigeait que quarante-huit heures? Demander une contribution et repasser sur-le-champ le Jourdain était une expédition peu avantageuse, qui nuirait aux opérations ultérieures; cela pouvait entraîner la perte des 18,000 Chrétiens qui habitaient cette ville et devaient un jour être si utiles à l'armée. Le 17 au matin on fit brûler et piller trois gros villages naplousiens pour les punir; des députés de Naplouse implorèrent le pardon de la ville et donnèrent des otages. Kleber reçut l'ordre de repasser le Jourdain et de rester en observation sur cette rivière.

Le 18 avril Napoléon coucha au couvent de Nazareth; l'armée était dans la terre sainte; tous les villages étaient célèbres par les événements de l'Ancien et du Nouveau Testament. Les soldats visitaient avec intérêt le lieu où Holopherne avait eu la tête coupée; le miracle surtout des noces de Cana était fort célébré, car ils n'avaient point de vin. On se peignait le Jourdain comme un fleuve large et rapide, à peu près comme

le Rhin ou le Rhône : on fut fort surpris de ne trouver qu'un filet d'eau moindre que l'Aisne ou l'Oise à Compiègne. En entrant dans le couvent de Nazareth, l'armée crut entrer dans une église d'Europe; elle était belle: tous les cierges étaient allumés, le Saint-Sacrement exposé; l'armée assista à un *Te Deum;* il y avait un très-bon organiste. Les Récollets étaient Espagnols et Italiens, un seul était Français; ils montrèrent la grotte de l'Annonciation, où Notre-Dame reçut la visite de l'ange Gabriel. Le couvent est très-beau, il y a assez de logements et de lits; on y établit les blessés, les Pères les soignèrent. Les caves étaient fournies de très-bon vin. Le 19 avril Napoléon rentra au camp d'Acre, après avoir été absent seulement cinq jours.

La bataille du mont Thabor eut l'effet que l'on s'en était promis : les Druses, les Maronites, les populations chrétiennes de la Syrie, et, quelques semaines après, des députés des Chrétiens d'Arménie, abondèrent au camp français. Par une convention secrète faite avec les Druses et les Maronites, il fut convenu que le général en chef prendrait à sa solde 6,000 Druses et 6,000 Maronites commandés par leurs officiers, qui joindraient l'armée française sur Damas.

VII. Aussitôt que le contre-amiral Perrée eut eu avis que l'armée était entrée en Syrie, il appareilla d'Alexandrie, dont sir Sidney-Smith avait levé le blocus, et vint avec les frégates *la Junon*, *l'Alceste* et *la Courageuse*, jeter l'ancre le 15 avril en rade de Jaffa. Il reçut les ordres et les instructions pour s'approcher de Saint-Jean-d'Acre, de manière à ne pas être aperçu par le commodore anglais. Il reconnut le mont Carmel et débarqua dans la petite anse de Tantourah six pièces de gros calibre, ainsi que beaucoup de munitions de guerre et de bouche. Cette opération importante se faisait à trois lieues de l'escadre anglaise. De là il prit le large, et établit sa croisière entre Rhodes et Acre, afin d'intercepter les bâtiments qui se rendaient dans cette place. Il donna dans le convoi de l'armée de Rhodes, prit deux bâtiments, sur lesquels étaient 400 hommes de l'armée, l'intendant, six pièces de campagne et un trésor de 150,000 fr. Il retourna sur les côtes de Syrie, débarqua ses prisonniers, fit connaître

ce qu'il avait appris, et reçut de nouvelles instructions. Il fit plusieurs autres prises dans sa croisière, poursuivit un convoi de petits bateaux chargés de Naplousiens qui voulaient entrer dans Acre, et le dispersa. Comme il était à la vue de l'escadre anglaise, sir Sidney-Smith le poursuivit, mais sans pouvoir l'atteindre; ses frégates n'étaient pourtant pas très-bonnes marcheuses. Cette expédition maritime fit le plus grand honneur à ce brave contre-amiral, qui tint ainsi la mer et mit Saint-Jean-d'Acre pour ainsi dire en état de blocus pendant un mois, à la vue d'une escadre anglaise de deux vaisseaux de 80, une frégate et huit ou dix avisos. C'est que le commodore sir Sidney-Smith s'occupait beaucoup du détail des affaires de terre, qu'il n'entendait pas, et où il pouvait peu; il négligeait les affaires de mer, qu'il savait, et où il pouvait tout. Sans l'arrivée de l'escadre anglaise dans la baie de Saint-Jean-d'Acre, cette ville eût été prise avant le 1er avril, parce que le 19 mars les douze tartanes portant les équipages de siége seraient entrées à Hayfâ, et que ces gros canons eussent en vingt-quatre heures rasé les remparts de Saint-Jean-d'Acre. En prenant ou dispersant ces douze tartanes, le commodore anglais sauva donc Djezzar-Pacha. Les secours et les conseils qu'il donna pour la défense de la place furent de peu d'importance. Il eût beaucoup mieux valu, après y avoir jeté Phelippeaux et une cinquantaine de canonniers anglais, cesser de se mêler des affaires de terre, s'occuper de se maintenir maître de la mer, empêcher toute communication par mer des assiégeants avec Damiette, enfin prendre les trois frégates ou au moins leur donner chasse. Ce sont les munitions et les canons qu'elles fournirent aux assiégeants qui causèrent la ruine d'Acre.

VIII. A la seconde époque, le parc, indépendamment de l'artillerie qu'il avait à la première époque, s'était accru de deux pièces de 24, de quatre de 18 et de deux mortiers. Le 25 avril on fit jouer la mine sous la grosse tour. Elle ne produisit pas tout l'effet qu'en avait espéré le mineur; un souterrain attenant aux anciennes constructions trompa ses calculs; la moitié seulement de la tour fut renversée; l'autre moitié fut ébranlée; elle paraissait avoir été coupée avec un rasoir. 300 Turcs,

quatre pièces de canon, tous les artifices qui avaient été préparés pour la défense de la brèche, furent culbutés dans le fossé. Un lieutenant du génie, 10 sapeurs et 20 grenadiers se logèrent dans les étages inférieurs; mais, l'escalier qui conduisait à l'étage supérieur ayant été renversé, l'ennemi n'en put être délogé. On rappela le logement, et en peu d'heures les pièces de 24 rasèrent cette partie de la tour. L'officier du génie Liédot dirigea le logement qu'il établit sur ces débris. On se trouva ainsi maître du principal point de l'enceinte; la place était ouverte, mais l'ennemi avait construit un retranchement derrière la grosse tour. On établit des batteries sur le logement pour battre ce retranchement et ruiner la défense du palais de Djezzar et de la mosquée. En même temps, on battit en brèche la seconde tour du même front, et on enfonça le mineur afin d'en faire sauter la contrescarpe.

L'artillerie des assiégeants avait pris le dessus sur celle des assiégés, dont les murailles étaient presque entièrement détruites. La place ne se défendait plus que par le grand nombre d'hommes qui composaient sa garnison et par l'espérance qu'elle avait de voir arriver l'armée de Rhodes. Les communications par mer lui étaient ouvertes; elle recevait tous les jours des secours, de sorte que, au lieu de s'affaiblir par les pertes journalières qu'elle faisait, la garnison était beaucoup plus forte qu'au commencement du siége. Les assiégés étaient très-braves; ils s'avançaient avec une rare intrépidité sur les tranchées, arrachaient les fascines et les gabions des batteries, bravant une mort presque certaine. Sur dix qui s'aventuraient tous les jours à de pareilles expéditions, neuf étaient tués; mais le dixième, qui rentrait dans la place avec le gabion ou la fascine prise, y était reçu en triomphe; ce qui suffisait pour maintenir l'émulation. La lutte corps à corps dans les boyaux et dans les places d'armes était tellement sérieuse, que les soldats français furent obligés d'aiguiser les trois arêtes de leurs baïonnettes pour empêcher les Turcs de les arracher. L'Ottoman est en général adroit, fort, brave et bon tirailleur; il se défend parfaitement derrière un mur; mais, en rase campagne, le défaut d'ensemble, de discipline et de tactique, le rend très-peu redoutable. Des efforts isolés ne peuvent rien contre un mouvement d'en-

semble. Toutes les sorties que la garnison faisait lui étaient très-funestes: elle en a fait vingt pendant le siége, plusieurs ont été des combats importants; elle y a perdu plus de 9,000 hommes, dont les deux tiers faits prisonniers. Aussitôt qu'ils étaient sortis de leurs tranchées, ils se livraient à leur impétuosité naturelle; il était facile aux officiers français, en reculant devant eux, de les entraîner dans des embuscades, ce qui rendait impossible leur retour dans la place.

Sur la fin d'avril, Djezzar, n'espérant plus conserver la ville, médita de l'évacuer. L'armée de Rhodes, qui depuis longtemps annonçait son arrivée, retardait de jour en jour, et cependant on était en danger d'être enlevé d'assaut. Dans cette situation délicate, le colonel Phelippeaux, qui dirigeait la défense, ne vit plus d'autre moyen, pour la prolonger et pour donner le temps à l'armée de Rhodes d'arriver, que de cheminer par des lignes de contre-attaque. Il dit au pacha: « Vous êtes supérieur à l'ennemi en artillerie; votre garnison est plus forte d'un tiers que l'armée des assiégeants; vous pouvez perdre autant de monde sans que cela vous compromette, car, pour un homme tué, il vous en arrive trois. Les assiégeants ne sont pas plus de 6 ou 7,000 hommes devant vous, puisqu'une partie de leurs troupes est en observation sur le Jourdain, ou tient garnison à Jaffa, à Hayfâ, à Gaza, à El-A'rych, ou est employée à escorter ses convois. Si votre garnison était aussi disciplinée qu'elle est brave, je vous proposerais d'en embarquer la plus grande partie et de la débarquer dans la marine de Naplouse, afin d'établir la guerre sur les derrières de l'armée française, ce qui obligerait l'ennemi à lever le siége; mais l'exemple de ce que nous voyons tous les jours aux diverses sorties, celui de l'armée de Damas, qui a été battue dans les plaines d'Esdrelon par une poignée de monde, fait assez comprendre l'issue qu'aurait une pareille entreprise. Il vous reste un moyen de salut, c'est de marcher à l'ennemi par des lignes de contre-attaque. Vous avez des bras, vous êtes abondamment pourvu d'outils, de balles de coton et de laine, de tonneaux, de bois, de sacs à terre, vous aurez l'avantage dans cette guerre; l'assiégeant sera lassé, perdra beaucoup de monde, ce qui le minera puisqu'il n'a aucun moyen de recrutement; à l'arrivée de l'armée de

Rhodes, vous pourrez alors le contraindre à lever le siége. » Ce projet fut adopté. Pendant la dernière semaine d'avril, les assiégés construisirent, en avant de la porte de mer et en avant du palais du pacha, deux grands redans en forme de place d'armes, qu'ils armèrent de pièces de 24, et de là dirigèrent des boyaux qui prenaient en flanc les attaques des assiégeants, et des revers sur le logement de la grosse tour. Ceux-ci furent obligés d'élever des batteries pour contre-battre les batteries des redans et de se traverser; ils cheminèrent contre les nouvelles lignes de l'ennemi, ce qui les entraîna dans de nouveaux travaux, qui retardèrent la marche de tout le siége. Par ce moyen, l'assiégé gagna les quinze jours dont il avait besoin, ce qui donna le temps aux secours de Rhodes d'arriver.

Ce conseil de l'ingénieur Phelippeaux fut le chant du cygne. Il mit tant d'activité dans le tracé et la conduite de ses ouvrages, qu'il prit un coup de soleil et mourut le 1er mai. Il était Français, élevé à l'École militaire de Paris, était de la même classe que Napoléon, de celle du professeur Monge. Tous deux avaient été examinés le même jour par l'examinateur Laplace et étaient entrés la même année dans le corps de l'artillerie; il y avait de cela quatorze ans. Phelippeaux avait émigré lors de la révolution. Rentré en France au moment de la réaction de fructidor, en 1797, il contribua à faire échapper sir Sidney-Smith du Temple, où ce commodore était renfermé. Il obtint le grade de colonel au service de l'Angleterre pour être employé dans le Levant. C'était un homme de 4 pieds 10 pouces, mais d'une constitution robuste. Il rendit dans cette circonstance des services importants. Toutefois son âme était bouleversée; dans ses derniers moments il fut en proie aux plus cuisants remords; il eut occasion de montrer le fond de son cœur à des Français prisonniers. Il s'indignait contre lui-même de diriger la défense des barbares contre les siens : la patrie ne perd jamais entièrement ses droits! Le colonel Douglas remplaça Phelippeaux, mais il n'hérita ni de son instruction ni de ses connaissances.

Les travailleurs des deux armées marchaient les uns contre les autres, se côtoyant, n'étant séparés que par un massif de terre de 2 ou 3 toises.

Lorsque les ingénieurs français jugeaient être arrivés sur le flanc de l'ennemi, les mineurs faisaient une amorce, coupaient la tranchée de l'ennemi, et tout ce qui était au delà était égorgé ou pris. Les Turcs apprirent bientôt à faire la même manœuvre. Trois fois on enleva de vive force tous les ouvrages de l'ennemi, on les combla en partie; mais il était impossible de s'y maintenir, parce qu'ils étaient enfilés par des tirailleurs placés dans des tours qui dominaient tout le pays. Il fallait donc persister dans le système de guerre d'opposer tranchée à tranchée.

Le 4 mai, la brèche de la seconde tour était praticable; la courtine entre la grosse et la seconde tour était rasée; la mine pour faire sauter la contrescarpe était terminée; le 5, au matin, un assaut général devait avoir lieu. Le succès paraissait certain; mais dans la nuit les ingénieurs assiégés coupèrent la contrescarpe et cheminèrent contre le puits de mine, par une double sape, avec tant d'activité, qu'à la pointe du jour ils avaient éventé la mine et étouffé le mineur avant que l'officier du génie de jour s'en fût aperçu. Il fallut creuser un nouveau puits de mine. Ce fut un retard de quelques jours dont on ne comprit pas d'abord toute l'importance. L'assaut serait donc donné le 9. Mais dans la journée du 7 on aperçut trente ou quarante bâtiments qui cinglaient vers la plage : c'était l'armée de secours que les assiégés attendaient depuis longtemps avec tant d'impatience.

Le général en chef fit aussitôt prendre les armes et ordonna au général Lannes de monter à l'assaut et d'enlever la place. Le temps était calme, et le peu de vent qui régnait venait de terre; il n'était pas probable que ce convoi pût arriver dans la ville avant vingt-quatre heures. Le général Lannes forma trois colonnes : la première, sous les ordres du général Rambeaud, entra dans la place par la brèche de la courtine; la seconde, sous les ordres de l'adjudant général Escale, déboucha par la grosse tour; le général Lannes se mit à la tête de la troisième, formant la réserve. Le général Rambeaud force la brèche, poursuit les Turcs dans la ville, s'empare de deux pièces de canon et de deux mortiers de l'ennemi. Mais à la nuit le vent changea, les bâtiments arrivèrent, et, avant le jour, les secours étant débarqués, il fallut abandonner la partie de la ville

qu'on avait prise et se contenter d'occuper le logement de la grosse tour. Le général Rambeaud fut tué dans cette attaque.

A la pointe du jour les troupes de l'armée de Rhodes, fières du petit succès que venait d'obtenir leur nombre, sortirent par les deux places d'armes de la porte de mer et du palais du pacha. Elles se flattaient de s'emparer des batteries des assiégeants et de leur faire lever le siége. Elles eurent effectivement d'abord de grands succès; elles s'emparèrent du logement de la tour, de la moitié des tranchées et des batteries; mais bientôt, manœuvré par les flancs, un corps de 3,000 hommes fut coupé de la place; cerné de tous côtés, il mit bas les armes. 3,000 autres restèrent tués ou blessés dans les places d'armes et les tranchées. 2,000 seulement rentrèrent dans la place. L'issue de ce combat changea de nouveau l'état des choses, la consternation fut parmi les assiégés, et de nouvelles espérances excitèrent l'ardeur des assiégeants, qui montèrent à l'assaut, s'emparèrent de toute la partie de la ville qu'ils avaient déjà occupée et s'y barricadèrent; le combat dura plusieurs jours, de maison en maison.

La perte faite par les assiégeants depuis le commencement du siége était considérable; cette guerre de chicane l'augmentait tous les jours; il n'était pas possible de s'emparer de la ville sans perdre un millier d'hommes; la peste faisait d'effrayants ravages parmi la garnison, il n'y avait aucun moyen d'en préserver l'armée; si elle persistait dans son entreprise et prenait la ville d'assaut, elle perdrait encore un millier d'hommes de la peste.

Ces considérations donnèrent fort à penser au général en chef; mais ce qui le décida à lever le siége, ce furent les nouveaux renseignements qu'il reçut dans la journée du 13 sur la situation nouvelle des affaires de la République.

Dès le mois d'avril, le colonel Phelippeaux, dans les pourparlers qui avaient souvent lieu à la tranchée, avait fait connaître qu'une deuxième coalition, plus redoutable que la première, s'était formée contre la France. Le contre-amiral Perrée avait raisonné avec des bâtiments sortant de Naples : ils l'avaient instruit que les Français étaient entrés dans

cette ville, qu'ils en avaient chassé le roi et établi une république. Enfin il fut constant, par la déposition des prisonniers de l'armée de Rhodes et des prisonniers anglais, que la guerre était déclarée en Europe et que l'armée française était entrée à Naples. Il était facile de prévoir que le résultat de cette marche dans la basse Italie serait funeste, et que les 30 ou 40,000 Français qui se trouvaient sur le Vésuve feraient faute sur l'Adige. Un nouvel état de choses se présentait aux yeux du général en chef : le Directoire, peu considéré de la nation, était peut-être renversé; si les armées avaient éprouvé des échecs, les opérations de l'armée d'Orient étaient devenues secondaires.

Le général en chef ne pensa plus qu'au moyen de repasser en France. La Syrie, la Galilée, la Palestine, n'étaient plus d'aucune importance : il fallait ramener l'armée en Égypte, où elle était invincible; il pourrait alors la quitter et se jeter dans cet océan d'événements qui se présentait à sa pensée.

IX. La résolution de lever le siége fut masquée par un redoublement de feu; toute l'artillerie de siége fut mise en batterie. Elle fit un feu continuel pendant six jours, rasa toutes les défenses de la mosquée, du palais de Djezzar, et le retranchement intérieur. Pendant ce temps les blessés, les malades, les prisonniers et les gros bagages filèrent sur Jaffa : les hôpitaux de Ramleh, de Gaza et d'El-A'rych s'évacuèrent sur le Caire. Le 20 mai, la division Reynier, qui était de tranchée, en sortit à dix heures du soir. L'armée marcha longeant la mer; le général Kleber forma l'arrière-garde. Une douzaine de pièces de canon de 24 et de 18 ou d'un calibre inférieur, venues de Jaffa, ainsi que les caronades anglaises, furent mises hors de service et jetées à la mer. Les assiégés ne s'aperçurent que le 21 au jour que le siége était levé. Leur joie fut d'autant plus grande qu'ils croyaient leur position désespérée; ils s'attendaient à être enlevés d'assaut. Djezzar, n'ayant aucune cavalerie, ne put faire suivre l'armée française. Le 21, à huit heures du matin, l'avant-garde de l'armée prit position à Césarée; le corps de l'armée à Tantourah, l'arrière-garde à Hayfâ.

L'ordre du jour dit à l'armée :

« Soldats,

« Vous avez traversé le désert qui sépare l'Afrique de l'Asie avec plus de rapidité qu'une armée d'Arabes. L'armée qui était en marche pour envahir l'Égypte est détruite. Vous avez son général, son équipage de campagne, ses bagages, ses outres, ses chameaux.

« Vous vous êtes emparés de toutes les places fortes qui défendent les puits du désert. Vous avez dispersé au champ du mont Thabor cette nuée d'hommes accourus de toutes les parties de l'Asie dans l'espoir de piller l'Égypte.

« Les trente vaisseaux que vous avez vus arriver devant Acre, il y a douze jours, portaient l'armée qui devait assiéger Alexandrie; mais, obligée d'accourir à Acre, elle y a fini ses destins; une partie de ses drapeaux ornera votre entrée en Égypte.

« Enfin, après avoir avec une poignée d'hommes nourri la guerre pendant trois mois dans le cœur de la Syrie, pris quarante pièces de campagne, 50 drapeaux, fait 6,000 prisonniers, rasé les fortifications de Gaza, Jaffa, Hayfâ, Acre, nous allons rentrer en Égypte; la saison des débarquements m'y rappelle.

« Encore quelques jours et vous aviez l'espoir de prendre le pacha même au milieu de son palais. Mais dans cette saison la prise du château d'Acre ne vaut pas la perte de quelques jours. Les braves que je devrais d'ailleurs y perdre me sont aujourd'hui nécessaires pour des opérations plus essentielles.

« Soldats, nous avons une carrière de fatigues et de dangers à courir. Après avoir mis l'Orient hors d'état de rien faire contre nous pendant cette campagne, il nous faudra peut-être repousser les efforts d'une partie de l'Occident.

« Vous y trouverez une nouvelle occasion de gloire; et si, au milieu de tant de combats, chaque jour est marqué par la mort d'un brave, il faut que de nouveaux braves se forment et prennent rang à leur tour parmi ce petit nombre qui donne l'élan dans les dangers et maîtrise la victoire. »

Le siége d'Acre a duré soixante-deux jours de tranchée ouverte; l'armée française y a eu 500 hommes tués, parmi lesquels beaucoup d'officiers distingués : le général de division Bon, le général de brigade Rambeaud, 4 adjudants généraux, 10 officiers du génie, 30 officiers supérieurs et d'état-major, le capitaine Croizier, aide de camp du général en chef. les colonels Boyer, du 18e de ligne, et Venoux, du 25e, officiers de mérite. Mais la perte la plus sensible fut celle du général Caffarelli du Falga. Il était né en Languedoc. Au moment de la révolution il était capitaine dans le corps du génie; il aimait la révolution, mais au 10 août il refusa de prêter le nouveau serment. Cet exemple de courage fait assez connaître ses principes et son caractère. Il fut destitué, puis réintégré. Il connut Napoléon à la fin de 1797, à son retour d'Italie, et le suivit en Égypte. Il fut blessé le 20 avril, à la tranchée, d'un coup de fusil qui lui perça le coude; il fallut l'amputer; il avait déjà perdu une jambe à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il souffrit beaucoup pendant six jours et avait constamment le délire; mais, lorsque le général en chef entrait dans sa tente, Caffarelli éprouvait une commotion, ses esprits reprenaient le dessus, et il s'entretenait avec assez de bon sens pendant quinze ou vingt minutes. Il mourut le 25 avril, prononçant un discours très-éloquent sur l'instruction publique et sur le peu de succès que l'on devait se promettre des écoles centrales et du système qu'on avait suivi jusqu'alors.

Le nombre des blessés se monta à 2,500, mais 800 le furent légèrement et se guérirent au camp même; 1,700, dont 90 amputés, furent évacués en Égypte. On craignait pour eux la traversée du désert, dans une saison déjà si chaude; on s'attendait à en perdre la moitié. On fut agréablement surpris en arrivant à Sâlheyeh de n'en avoir perdu que fort peu; ce que les officiers de santé ont attribué à la sécheresse de l'atmosphère, l'humidité étant ce qui est le plus contraire aux blessures. Parmi les blessés étaient le général Lannes, le colonel aide de camp Duroc et le capitaine Eugène Beauharnais.

Le général en chef, dans ce siége, fut légèrement blessé et eut un cheval tué sous lui. Le 4 mai, se trouvant à la tranchée, il fut enterré dans un trou de bombe; les nommés Daumesnil et Carbonel, brigadiers

de sa garde, qui se trouvaient à côté de lui, le couvrirent de leur corps, de manière à le mettre à l'abri de l'éclat de la bombe, qui effectivement éclata peu après et blessa légèrement Carbonel. Le capitaine Arrighi fut blessé par une balle qui rasa le chapeau du général en chef et frappa cet officier à la bouche.

15,000 Turcs sont successivement entrés dans Acre, 5,000 existaient encore au moment de la levée du siége; la perte a donc été de 10,000 hommes tués, blessés ou prisonniers.

Le 22 mai, au moment de partir de Tantourah, on vint instruire le général en chef que 200 blessés, jugés d'abord par les officiers de santé capables d'être évacués à pied, ne pouvaient marcher au delà de la première journée. Il mit sur-le-champ tous ses chevaux à leur disposition; le reste de l'état-major s'empressa d'imiter cet exemple. Un grenadier blessé craignait de salir une belle selle toute brodée: il paraissait hésiter. «Va, lui dit le général en chef, il n'y a rien de trop beau pour un brave.» Les officiers de cavalerie se démontèrent; ils envoyèrent tous leurs chevaux de main. Ce ne fut qu'après s'être assuré que tous les blessés étaient partis, que le général monta sur un de ses chevaux.

X. Le 22 mai, le camp fut tendu à Césarée. Napoléon se baigna dans le port, qui est parsemé de tronçons de colonnes de marbre, de granit et de porphyre. Les ruines de cette ville donnent une idée avantageuse de ce qu'elle a été. Le 23, l'armée campa à Mynâ-Sabourah, marine des Naplousiens; le 24, elle passa la rivière de la Bouche[1] sur un pont de bateaux et coucha à Jaffa, où elle séjourna plusieurs jours afin d'en faire sauter les fortifications et d'achever de faire évacuer les magasins et les hôpitaux.

L'ordre était donné pour se mettre en marche le 27, mais à une heure du matin l'aide de camp Lavallette, ayant fait la visite des magasins et des hôpitaux pour s'assurer de leur entière évacuation, fit le rapport qu'il avait trouvé 11 malades encore à l'hôpital. Ayant demandé au chirurgien de service pourquoi ils n'étaient pas évacués, celui-ci lui répon-

[1] Nahr el-Ougeh.

dit que ces malades avaient la peste, que le conseil d'évacuation ne les avait pas jugés transportables, que d'ailleurs ils n'avaient pas vingt-quatre heures à vivre. Mais ces malheureux, s'apercevant qu'on les abandonnait, demandaient qu'on les tuât plutôt que de les exposer à la cruauté des Turcs. L'aide de camp ajoutait que le chirurgien de service demandait à être autorisé à mettre auprès d'eux une potion d'opium pour qu'ils pussent s'en servir au besoin. Le médecin en chef Desgenettes et le chirurgien en chef Larrey furent sur-le-champ mandés; ils confirmèrent l'impossibilité d'évacuer ces pestiférés. On discuta s'il était convenable d'autoriser le chirurgien à mettre de l'opium à portée de ces malheureux. Desgenettes y répugna : «Je n'ai pouvoir, dit-il, de présenter aux malades que ce qui les doit guérir.» D'autres pensèrent qu'il était convenable de mettre de l'opium à la portée de ces malheureux, qu'on ne pouvait se refuser à faire à autrui ce qu'on voudrait pour soi-même. «Je serai toujours disposé à faire pour mes soldats ce que je ferais pour mon propre fils, dit Napoléon; cependant, puisqu'ils doivent mourir naturellement dans vingt-quatre heures, je ne partirai que cette nuit, et Murat restera avec 500 chevaux jusqu'à demain deux heures après midi.» Il donna l'ordre au chirurgien qui resta avec l'arrière-garde, si, au moment de son départ ils n'étaient pas morts, de mettre près d'eux de l'opium, en leur en désignant l'usage comme l'unique moyen de se soustraire aux cruautés des Turcs. La croisière anglaise était alors éloignée en pleine mer.

Le 28 mai, la division Reynier se porta de Jaffa à Ramleh, d'où elle longea le pied des montagnes de Jérusalem. La terre était couverte des plus belles récoltes; l'armée française y mit le feu, mesure qui fut jugée nécessaire. Le 29 au matin, elle campa à Gaza. Le désert au mois de juin est bien cruel, il ne ressemble en rien au désert du mois de janvier; tout était aisé alors, tout était devenu difficile. Le sable était brûlant et les rayons du soleil insupportables. L'armée campa à El-A'rych le 2 juin. Les fortifications étaient en bon état, la garnison approvisionnée pour six mois; l'artillerie y laissa plusieurs pièces pour en accroître l'armement. Le 4, elle campa à Qatyeh. Le fort, construit en bois de palmier, était suffisant pour résister aux Arabes.

Le 5, le général en chef alla visiter Tyneh et Peluse; il se promena sur le rivage où avait été assassiné le grand Pompée. La chaleur était étouffante; après avoir fait le tour de l'ancienne enceinte de la ville, il se mit à l'ombre d'un pan de muraille, reste d'une ancienne porte triomphale.

Enfin, le 7, l'armée arriva à Sâlheyeh. Il faut avoir souffert de la privation d'ombre et surtout de la soif pendant neuf jours pour croire au bonheur qu'éprouva le soldat de camper dans cette forêt de palmiers, ayant à discrétion de cette excellente eau du Nil. Les appels faits avec soin donnèrent 11,133 hommes présents; il manquait donc 2,000 hommes : 500 tués sur le champ de bataille, 700 morts aux hôpitaux, 600 qui étaient en garnison à El-A'rych et à Qatyeh, 200 qui avaient précédé l'armée; mais sur les 11,000 présents, 1,500 étaient blessés, dont 85 amputés; 5 amputés étaient morts dans le désert. Sur ces 1,415 blessés, 1,200 avaient rejoint leurs corps au moment de la bataille d'Aboukir. La perte que fit éprouver la guerre de Syrie fut de 1,400 hommes morts et de 85 amputés; à peu près 1,500.

XI. De Sâlheyeh, le général Kleber reçut l'ordre de se porter avec sa division sur Damiette pour y prendre ses cantonnements. L'armée continua sa route sur le Caire, où elle fit, le 14 juin, une entrée triomphale. Les habitants étaient sortis au-devant d'elle et l'attendaient à Qobbet el-Azeb. Les députations des corps de métiers et de ceux des marchands avaient préparé des présents magnifiques, qu'ils offrirent au sultan El-Kebir : c'étaient de belles juments superbement harnachées, de beaux dromadaires renommés par leur vitesse, des armes d'un travail précieux, de beaux esclaves noirs ou de belles négresses, de beaux Géorgiens ou de belles Géorgiennes, et jusqu'à de riches tapis de laine et de soie, des châles de cachemire, des cafetans, du café moka le plus précieux, des pipes de Perse, des cassolettes pleines d'encens et d'aromates. Les Français qui étaient au Caire avaient de leur côté fait préparer en plein champ un festin pour fêter l'arrivée de leurs camarades; ils s'embrassèrent et l'on passa plusieurs heures à boire. Tant de bruits avaient couru sur les désastres de l'armée en Syrie, que, quoique la division Kleber

manquât, puisqu'elle s'était rendue directement sur Damiette, on fut étonné de voir l'armée si nombreuse et si peu affaiblie. Il y avait là, présents sous les armes, 8,000 hommes. Les Français de retour de Syrie éprouvèrent, à la vue du Caire, la même satisfaction qu'ils auraient éprouvée à la vue de leur patrie. Les habitants, qui avaient la conscience de s'être bien comportés pendant l'absence de l'armée se livrèrent à la joie durant plusieurs jours pour célébrer cet heureux retour. Le général en chef entra dans la ville par la porte des Victoires, précédé des chefs de milice, des corporations, des quatre muftis et des ulemas de Gâma el-Azhar. Les mois qui se passèrent jusqu'à la bataille d'Aboukir furent employés à recevoir les députations des diverses villes et provinces, qui s'empressèrent de complimenter le sultan El-Kebir. Les régiments réparèrent leurs pertes par le grand nombre d'hommes qu'ils retrouvèrent aux dépôts et qui étaient sortis des hôpitaux. On forma quatre compagnies des amputés ou grièvement blessés; ils furent chargés de la défense de la citadelle et des tours. La cavalerie fit des remontes, l'artillerie compléta ses équipages, et dès les premiers jours de juillet l'armée était reposée et dans le meilleur état.

On reçut des nouvelles de Syrie. Djezzar-Pacha n'était point sorti de la ville, ni ses troupes de son pachalik. La garnison d'El-A'rych envoyait des patrouilles jusqu'à Khân-Younès sans rencontrer d'ennemis. La moitié de l'armée de Rhodes avait été détruite en Syrie; mais Mustafa, vizir à trois queues, pacha de Roumélie, sérasquier en chef de cette armée, avait encore sous ses ordres trois divisions formant 15 à 18,000 hommes; il attendait une autre division de janissaires qui se formait aux Dardanelles. Cela était peu redoutable et ne pouvait inspirer aucune alarme sérieuse. Les cheiks de Gâma el-Azhar firent une proclamation au peuple conçue en ces termes :

«Les conseils sont ordonnés par la loi. . . . . Il est arrivé au Caire le bien gardé, le chef de l'armée française, le général Bonaparte, qui aime la religion de Mahomet. Il s'est arrêté avec ses soldats à Qobbet el-Azeb bien portant et sain, remerciant Dieu des faveurs dont il le comble. Il est entré au Caire par la porte des Victoires, le vendredi 10 du mois de

moharram de l'an 1204 de l'hégire, avec une suite et une pompe des plus grandes. Ç'a été une fête de voir les soldats bien portants..... Ce jour a été un grand jour, on n'en a jamais vu de pareil. Tous les habitants du Caire sont sortis à sa rencontre. Ils ont vu et reconnu que c'était bien le général en chef Bonaparte en propre personne; ils se sont convaincus que tout ce qui avait été dit sur son compte était faux..... Les habitants de l'Égypte supérieure ont chassé les Mameluks pour leur sûreté, celle de leurs familles et de leurs enfants, parce que la punition des méchants entraîne la perte des bons, leurs voisins..... Nous vous informons que Djezzar-Pacha, qui a été ainsi nommé à cause de ses grandes cruautés, ne faisant aucun choix de ses victimes, avait rassemblé un grand nombre de mauvais sujets qu'il encourageait par la promesse du pillage et du viol, voulant venir s'emparer du Caire et des provinces de l'Égypte..... Le général en chef Bonaparte partit, battit les soldats de Djezzar..... Il prit le fort d'El-A'rych et tous les approvisionnements qui s'y trouvaient..... Il se porta ensuite à Gaza, battit ce qu'il y trouva des troupes de Djezzar, qui prirent la fuite devant lui comme les oiseaux et les souris fuient devant le chat..... Étant arrivé à Ramleh, il s'empara encore des approvisionnements de Djezzar et de 2,000 outres fort belles qui étaient là pour sa route sur l'Égypte : Dieu nous en a préservés. Il fut ensuite sur Jaffa et en fit le siége pendant trois jours..... Les habitants, égarés, n'ayant pas voulu se soumettre et le reconnaître, ayant refusé sa protection, il les livra dans sa colère, et par la force qui le dirige, au pillage et à la mort; environ 5,000 ont péri; il a détruit leurs remparts et fait piller tout ce qui s'y trouvait. C'est l'ouvrage de Dieu, qui dit aux choses d'être et elles sont..... Il a épargné les Égyptiens qui s'y sont trouvés, il les a honorés, nourris et vêtus..... Il y avait à Jaffa environ 5,000 hommes des troupes de Djezzar, il les a tous détruits, bien peu se sont sauvés par la fuite. De Jaffa il se porta à la montagne de Naplouse, dans un endroit appelé *Qâqoun*, et brûla cinq villages de la montagne. Ce qui était dans les destins a eu lieu : le Maître de l'univers agit toujours avec la même justice. Après il a détruit les murs d'Acre, le château de Djezzar..... Il n'a pas laissé

à Acre pierre sur pierre, et en a fait un tas de décombres, au point que l'on demande s'il a existé une ville dans ce lieu. Voilà la fin des édifices des tyrans..... Il est retourné ensuite en Égypte pour deux motifs : le premier, pour tenir la promesse qu'il avait faite aux Égyptiens de retourner à eux dans quatre mois, et ses promesses sont des engagements sacrés; le second, c'est qu'il a appris que divers mauvais sujets, Mameluks et Arabes, semaient le trouble et la sédition pendant son absence... Son arrivée les a tous dissipés; toute son ambition est toujours la destruction des méchants, et son envie est de faire du bien aux bons..... Retournez donc, créatures de Dieu, vers Dieu; soumettez-vous à ses ordres; la terre lui appartient; suivez ses volontés, et sachez qu'il dispose de la puissance et la donne à qui il veut; c'est ce qu'il nous a ordonné de croire..... Lorsque le général en chef est arrivé au Caire, il a fait connaître au divan qu'il aime les Musulmans, qu'il chérit le Prophète, qu'il s'instruit dans le Coran, qu'il le lit tous les jours avec attention..... Nous savons qu'il est dans l'intention de bâtir une mosquée qui n'aura point d'égale dans le monde, et d'embrasser la religion de Mahomet. »

CHAPITRE XI.

BATAILLE D'ABOUKIR.

I. Événements en Égypte pendant les mois de février, mars, avril et mai 1799. — II. L'escadre française de Brest domine dans la Méditerranée pendant les mois de mai, juin et juillet. — III. Mouvements des beys dans la basse Égypte (en juillet). — IV. Apparition d'une escadre anglo-turque à Aboukir (12 juillet). — V. Débarquement de l'armée de Rhodes, commandée par le vizir Mustafa; elle prend le fort d'Aboukir (16 juillet). — VI. Position des deux armées le 24 juillet. — VII. Bataille d'Aboukir (25 juillet); le vizir Mustafa est fait prisonnier. — VIII. Siége et prise du fort d'Aboukir (2 août 1799).

I. Les Égyptiens, pendant la guerre de Syrie, se montrèrent bons Français; allant au-devant des bonnes nouvelles, ils refusaient d'ajouter foi aux mauvaises. Le général Desaix avait soumis la haute Égypte, le général Dugua avait maintenu la tranquillité dans la basse. Les garnisons du Caire et d'Alexandrie s'étaient renforcées par les hommes sortis des hôpitaux. Les travaux de fortification des places, la construction de tours pour protéger la navigation du Nil, avaient été poussés avec activité. Les petites incursions faites par des Bédouins avaient été réprimées sans effort et n'avaient laissé aucune trace. Les ulemas de Gâma el-Azhar avaient montré du zèle et s'étaient employés avec succès pour éclairer le peuple et prévenir toute sédition. Deux mouvements seulement avaient eu lieu. Le premier avait été occasionné par la révolte de l'émir-hadji. Les biens et les priviléges attachés à cette place étaient très-considérables. Il lui fallait 600 hommes pour l'escorte de la caravane des pèlerins de la Mecque; il demanda et obtint l'autorisation de se recruter dans le Charqyeh. Il fut fidèle tant que les armes françaises prospérèrent en Syrie; mais, lorsqu'il crut savoir qu'elles avaient éprouvé des revers devant Acre, il prêta l'oreille aux insinuations des agents de Djezzar et voulut mériter son pardon par quelque service éclatant. Il médita de s'emparer de Damiette. Il répandit, le 18 avril, une proclamation où il annonçait que le

sultan El-Kebir avait été tué devant Saint-Jean-d'Acre, et son armée détruite; il en espérait un grand succès, mais elle fit peu d'effet. Trois villages seulement se déclarèrent pour lui; une tribu de Bédouins lui fournit un secours de 200 cavaliers. Le général Lanusse, à la tête de sa colonne mobile, partit du Delta, passa le Nil, entra dans le Charqyeh, et, après diverses marches et contre-marches, le cerna, mit à mort tous ses adhérents et brûla les trois villages qui s'étaient révoltés; l'émir-hadji se sauva à Jérusalem, lui quinzième.

Un imâm du désert de Derne, jouissant d'une grande réputation de sainteté parmi les Arabes de sa tribu, s'imagina ou voulut faire croire qu'il était l'ange El-Mohdi. Cet homme avait toutes les qualités propres à exciter le fanatisme de la multitude : il était éloquent, très-versé dans l'étude du Coran; il passait tout son temps en prières; il vivait, disait-il, sans manger. Tous les matins, au soleil levant, au moment où les fidèles remplissaient la mosquée, on lui portait en cérémonie une jatte de lait; il y trempait ses doigts avec beaucoup de solennité, les passait sur ses lèvres : c'était sa seule nourriture. Il séduisit 120 hommes de sa tribu, se rendit à leur tête dans la petite oasis, y trouva une caravane de 300 Moghrebins qui arrivaient du Fezzân; il la prêcha, s'en fit reconnaître et la rangea sous ses drapeaux. Il se porta alors sur Damanhour, surprit et égorgea 60 Français de la légion nautique, s'empara de leurs fusils et d'une pièce de canon de 4. La renommée grossit ce petit succès et lui valut un grand nombre de sectateurs; les fellahs accouraient de toutes les parties de la province dans la mosquée de Damanhour, où il prêchait et prouvait jusqu'à l'évidence sa mission divine : « Le Prophète avait dit qu'il enverrait l'ange El-Mohdi au secours des fidèles lorsque ceux-ci se trouveraient dans les circonstances les plus critiques. Or l'Arabie n'avait jamais couru plus de dangers qu'aujourd'hui : elle était en proie à une armée innombrable d'Occidentaux idolâtres. Ceux qui combattraient pour la défense de l'islamisme seraient invulnérables; ni les boulets, ni les balles, ni les lances, ni les sabres, ne pouvaient rien contre eux. »

Le colonel Lefebvre, commandant le petit fort d'El-Rahmânyeh, alarmé des progrès que faisait cet imposteur, s'avança sur Damanhour avec 400

hommes. L'ange El-Mohdi marcha à sa rencontre avec 1,000 hommes armés de fusils et 3 ou 4,000 armés de lances et de fourches. Le colonel français, environné de tous côtés, se forma en bataillon carré, et, après avoir soutenu pendant plusieurs heures un combat aussi inégal, il fit sa retraite en bon ordre et rentra dans son fort. Les veuves et les enfants des morts, ceux qui avaient été blessés, éclatèrent en plaintes et adressèrent de vifs reproches à l'ange El-Mohdi. Les balles des Français ne devaient pas atteindre les fidèles; pourquoi donc tant de morts et tant de blessés? L'ange El-Mohdi étouffa ces murmures en s'appuyant de plusieurs versets du Coran : aucun de ceux qui avaient eu en lui une foi vraie n'avait été touché; ceux qui avaient été atteints étaient punis de leur manque de foi. Ainsi son crédit se consolida. Il était à craindre que le Bahyreh tout entier ne se soulevât. Ce malheur fut prévenu par une proclamation des cheiks du Caire; ce qui donna le temps au général Lanusse de quitter le Charqyeh et d'attaquer, le 8 mai, Damanhour. Il passa par les armes tout ce qui voulut faire résistance. Le cadavre de l'ange El-Mohdi lui-même se trouva parmi les morts, quoique ses sectateurs aient longtemps prétendu qu'il vivait et qu'il paraîtrait quand le temps serait venu. Les Égyptiens, dans tous les siècles, furent faciles à émouvoir au nom de la divinité, qu'on leur parlât du bœuf Apis, d'Osiris ou de Mahomet.

Le général Dommartin, commandant de l'artillerie, reçut l'ordre d'inspecter la place d'Alexandrie et les côtes pour en accélérer l'armement. Il partit le 17 juin du Caire, sur une djerme armée, fit rencontre avec les débris de l'armée de l'ange El-Mohdi[1] . . . . à coups de fusil, continuant toujours à naviguer. Il eut en tués ou blessés la moitié de son équipage, il reçut quatre coups de feu et mourut à Rosette des suites de ses blessures. C'était un officier plein de courage. Le général Songis lui succéda dans le commandement de l'artillerie de l'armée.

[1] Ce paragraphe est écrit au crayon de la main de Napoléon. Dans l'espace laissé en blanc se trouvent quelques mots très-effacés et impossibles à déchiffrer.

Un vaisseau anglais de cinquante canons et une frégate mouillèrent devant Suez; ils venaient de Calcutta. Ils firent mine de vouloir s'emparer de la ville; mais, la trouvant en état de défense, le 5 mai ils levèrent l'ancre, disparurent et retournèrent dans l'Hindoustan.

II. L'escadre de Brest, forte de vingt-cinq vaisseaux de ligne, dont quatre vaisseaux à trois ponts et huit frégates, commandée par l'amiral Bruix, appareilla de Brest le 26 avril. L'amiral Bridport, qui bloquait ce port avec seize vaisseaux de guerre, ne s'aperçut de son départ que trente-six heures après qu'elle avait appareillé. Il la crut destinée pour l'Irlande; il se rendit à la hauteur du cap Clear. Aussitôt que l'amirauté apprit à Londres cet événement, les vaisseaux de réserve dans les ports de la Manche allèrent renforcer les escadres du cap Clear et du Texel. A la fin de mai l'escadre de Bridport était forte de trente vaisseaux, celle de l'amiral Duncan au Texel de vingt-deux. Ces deux escadres, faisant cinquante-deux vaisseaux, continuèrent à rester en observation pour protéger l'Irlande.

La flotte française s'était dirigée vers l'Égypte et avait passé le détroit de Gibraltar le 4 mai; mais elle changea de route et mouilla le 9 mai à Toulon. Si elle eût continué sa première direction, elle serait arrivée avant le 16 mai sur les côtes de Syrie; sa seule présence eût fait tomber Acre et mis à sa disposition les flottes de bâtiments de transport que la Porte avait rassemblées à Rhodes. L'amiral, pour justifier cette fausse marche, allégua, comme c'est l'ordinaire des marins, le mauvais temps et le besoin de se réparer. Il dit aussi qu'il jugeait convenable de se réunir avec l'escadre espagnole; comme si son escadre n'était pas assez nombreuse pour la croisière d'Égypte, qui n'était que de deux ou trois vaisseaux.

Les uns ont attribué cette fâcheuse conduite à l'irrésolution et au manque de caractère de l'amiral, qui avait épuisé tout ce qu'il avait d'énergie dans la traversée de Brest au détroit; d'autres, aux ordres qu'il reçut à Cadix par un courrier arrivé de Paris. Ils disent que le Directoire contremanda le mouvement de l'escadre sur l'Égypte, dans la crainte que Napoléon, instruit de ce qui se passait en Europe, ne revînt à Paris pour

mettre à profit la position critique du gouvernement, dépopularisé par des défaites, et ne s'emparât de l'autorité.

Le 20 mai, Mazarredo joignit à Toulon l'escadre française avec vingt et un vaisseaux espagnols. Bruix appareilla avec ces quarante-six vaisseaux le 27 mai, croisa entre Gênes et Livourne, y débarqua des vivres et des troupes; le 9 juin il repassa devant Toulon, entra à Carthagène et à Cadix, et mouilla le 8 août à Brest. Les Anglais, craignant toujours pour l'Irlande, n'osèrent pas disposer des escadres de l'amiral Bridport et de l'amiral Duncan; ils se contentèrent de faire observer l'amiral Bruix par l'escadre de lord Saint-Vincent, de dix-huit vaisseaux. Bruix fut maître de la Méditerranée pendant tous les mois de mai, juin et juillet. Si le 27 mai, jour où il sortit de Toulon, il eût navigué sur Alexandrie, il y aurait été à la mi-juin; il eût détruit tous les préparatifs de l'expédition d'Aboukir, il eût débloqué et ravitaillé Malte. Il ne fit aucune de ces opérations. Cependant, en croisant sur les côtes de l'Italie, il compromit davantage son escadre qu'il ne l'eût fait en se dirigeant sur Malte et l'Égypte. Ce qui prouve que sa conduite était commandée par des motifs politiques, c'est qu'il n'envoya pas même une escadre légère de cinq ou six bons marcheurs qui eussent fait lever le blocus de Malte, chassé la croisière anglaise d'Alexandrie, porté des nouvelles et quelques secours à l'armée d'Orient. Il ne daigna pas même envoyer une frégate à une armée de 30,000 Français cantonnés dans ces pays éloignés.

Bruix était assez bon marin, il avait de l'esprit, mais il était sans caractère et toujours valétudinaire. Les regrets d'avoir manqué une aussi belle occasion d'assurer les possessions de Malte et de l'Égypte doivent être éternels.

III. La levée du siége de Saint-Jean-d'Acre et la retraite de l'armée exaltèrent la tête si légère du commodore anglais sir Sidney-Smith; il se persuada qu'il était possible d'enlever Alexandrie d'un coup de main, et que cela obligerait cette armée d'invincibles à capituler. Il communiqua sa résolution à Patrona-Bey, vice-amiral turc, et au sérasquier de l'armée de Rhodes, vizir Mustafa, qui avait encore 18,000 hommes, restes de

son camp de Rhodes, et 7,000 janissaires d'élite, qui étaient à sa disposition aux Dardanelles. « Avec ces 25,000 hommes, il pouvait se couvrir d'une gloire immortelle, car l'armée française était à moitié détruite, fort mécontente, découragée, prête à se soulever; elle avait éprouvé des pertes énormes par l'effet des batteries hautes et basses des vaisseaux anglais et des frégates, car ils avaient tiré plus de 10,000 boulets; ses pertes, en traversant le désert dans les chaleurs de juin, n'avaient pas été moins considérables. » Tout en admettant ces assertions, les généraux turcs avaient de la répugnance à s'engager dans une opération en plaine, sans cavalerie et sans aucun attelage d'artillerie. Mais les Mameluks et les Bédouins du désert eurent ordre de se réunir : Ibrahim-Bey et Elfy-Bey, avec les Arabes des trois déserts de la Thébaïde, des Ermites et de Suez, dans l'Ouâdy de Tomlât; Mourad-Bey, avec les Arabes des oasis de la Syrie, au lac Natroun. Ces deux divisions de cavalerie fournissaient 6 ou 7,000 cavaliers à Mustafa-Pacha; il aurait donc une armée d'au moins 30,000 hommes dans la presqu'île d'Aboukir.

Effectivement, Elfy-Bey et Osman-Bey, avec 300 cavaliers de leur maison, descendirent par la rive droite du Nil, furent joints par 3 ou 400 Bédouins, et campèrent, le 7 juillet, près des puits de Saba'Byâr. Le général de brigade Lagrange, qui s'était mis à leur poursuite, cerna le camp dans la nuit du 9 au 10 juillet, s'empara des bagages, des chameaux, de tous les vivres, et fit prisonniers 30 des plus braves Mameluks. Les deux beys, après beaucoup de vicissitudes, parvinrent à regagner dans la plus grande détresse le désert de la Nubie. Ibrahim-Bey était déjà à deux jours de Gaza lorsqu'il apprit cette déconfiture : il retourna en Syrie. Dans le même temps Mourad-Bey se laissa voir sur la lisière du Fayoum, y rallia quelques centaines de Bédouins, et prit position au lac Natroun. Le général Murat lui donna la chasse avec quelques escadrons de cavalerie et de dromadaires, le joignit, l'attaqua, lui prit un kâchef et 15 Mameluks, lui en tua plusieurs et dispersa le reste dans le désert. Mourad-Bey fit une contre-marche, se porta aux pyramides, monta sur la plus grande, et de là s'entretint par signes pendant toute la journée du 13 avec sa femme, Sidem, qui était montée sur la terrasse de sa maison.

Ce prince, chef de cette belle et brave milice, n'était plus suivi que de quelques centaines d'hommes découragés et dénués de tout. Le maître de toute cette productive vallée n'avait plus rien. Quelques jours après, sa femme, inquiète des bruits qui se répandirent contre elle dans la ville au sujet de criminelles intelligences, se rendit chez le général en chef pour en détruire l'effet. Elle fut reçue favorablement, et comprit que chez un peuple civilisé de pareilles dénonciations n'étaient point accueillies. «Si vous aviez voulu voir votre mari, lui dit le général, je lui aurais accordé vingt-quatre heures de suspension d'armes pour donner à lui et à vous cette satisfaction.»

Cependant, que voulait donc le bey? Pourquoi tant de marches au milieu de ces arides déserts, dans une saison brûlante? Pourquoi s'approcher du Caire à l'est et à l'ouest, bravant tant d'embuscades et tant de périls? Cela marquait quelques desseins. Napoléon crut à propos de quitter le Caire et de camper, le 14 juillet, au pied des pyramides avec la commission des sciences et arts. Ces savants employèrent plusieurs jours à considérer, mesurer, étudier ces monuments, qui depuis quarante siècles excitent l'attention des nations. Mourad-Bey disparut dans le désert et se réfugia dans la petite oasis sans avoir été atteint.

IV. C'est dans ce camp des pyramides que, le 15 juillet, à deux heures après midi, Napoléon reçut la nouvelle que treize vaisseaux de 80 et de 74, neuf frégates, trente chaloupes canonnières et quatre-vingt-dix bâtiments de transport chargés de troupes turques avaient mouillé, le 12 au soir, dans la rade d'Aboukir; le fort d'Aboukir devait donc être déjà cerné. On calculait qu'il pouvait se défendre quinze jours; il ne fallait pas perdre de temps pour marcher à son secours, car la position des Ottomans dans l'isthme resterait critique tant qu'ils ne seraient pas maîtres de ce fort. Le quartier général se rendit à Gyzeh, et à dix heures du soir Berthier avait expédié tous les ordres pour mettre l'armée en mouvement, depuis Syene jusqu'à Damiette, depuis El-A'rych jusqu'à Alexandrie. Des commissaires étaient partis pour préparer les vivres sur la route. Le quartier général se mit en marche avant le jour sans rentrer au Caire.

C'était évidemment le reste de l'armée de Rhodes qui exécutait le plan qu'on avait abandonné par l'effet des événements de Syrie; car enfin était-il prudent, avec 20 ou 30,000 Turcs, de vouloir combattre l'armée d'Orient? On comprit alors que le mouvement des beys avait pour but de se joindre à cette armée, qui, venant par mer, était privée de cavalerie. Cependant, pour trouver quelque sagesse dans cette combinaison militaire, il fallait supposer qu'une division anglaise s'y était jointe. Le général en chef donna ses ordres comme s'il eût été assuré que les choses étaient ainsi. Desaix reçut l'ordre d'évacuer toute la haute Égypte et de se porter au Caire; Reynier, qui était à Belbeys, de laisser 300 hommes en observation à Sâlheyeh et de se diriger à marches forcées par le chemin le plus court sur El-Rahmânyeh; Kleber, qui était à Damiette, reçut le même ordre; son dépôt et quelques vétérans seraient suffisants pour la garde de Lesbé[1]. La division Lannes, l'ancienne division Bon, et la cavalerie qui se trouvait au Caire, se mirent en marche à une heure du matin pour se rendre à El-Rahmânyeh. Le général Dugua resta pour commander au Caire avec quelques compagnies de Grecs. Les vétérans et les dépôts formaient les garnisons de la citadelle et de Gyzeh. Ainsi toute l'armée serait réunie dans un seul camp près d'El-Rahmânyeh: cette réunion opérée, elle serait forte de 20,000 hommes d'infanterie, 3,000 chevaux et soixante pièces de canon attelées. Ces troupes étaient les meilleures du monde; tout ce qui était au pouvoir des hommes, elles le feraient. Le 19 juillet, le quartier général arriva à El-Rahmânyeh, ayant fait trente-six lieues en trois jours.

D'El-Rahmânyeh le général en chef écrivit aux cheiks de Gâma el-Azhar qu'une flotte ottomane-anglaise avait mouillé à Aboukir, y avait débarqué une armée d'Arnautes et de Russes; qu'il allait l'attaquer, l'envelopper, la faire entièrement prisonnière; que sous peu de jours ils verraient au Caire les drapeaux, les canons, les captifs entrer par la porte des Victoires. Il leur recommanda de veiller à la tranquillité publique.

[1] Ezbet el-Borg.

Ceux-ci firent des proclamations pour éclairer les peuples, les mettre en garde contre les menées des malveillants. Les Français n'évacuaient pas l'Égypte, mais se concentraient pour attaquer et faire prisonnière une armée de Russes, d'Arnautes et d'Anglais, qui était débarquée à Aboukir; ils ordonnèrent des prières pour celui que le Prophète protégeait et qui combattait pour garantir le pays des ravages de la guerre. Les Égyptiens restèrent tranquilles.

V. Arrivé à El-Rahmânyeh, on apprit que Mustafa avait débarqué le 14 juillet, s'était emparé du fort d'Aboukir le 16. Cet événement inattendu était de mauvais augure.

La presqu'île d'Aboukir est comprise entre la mer et le lac Ma'dyeh: le côté de la mer, du camp des Romains à Aboukir, est de 8,000 toises; le côté du lac Ma'dyeh, du fort d'Aboukir au pont du canal du Nil, est de 9,000 toises, baigné par l'intérieur de la rade d'Aboukir et le lac Ma'dyeh. L'isthme, du camp des Romains au pont du lac Ma'dyeh, est de 1,150 toises. Cette presqu'île a la forme d'un triangle; l'angle dont le fort d'Aboukir est le sommet est aigu; elle est sablonneuse et couverte de palmiers; il y a au milieu un puits d'eau douce très-abondante, et, en creusant sur le bord de la mer, on trouve fréquemment de l'eau potable. Entre Alexandrette et Aboukir, à peu près à mi-distance, il existe une petite anse où peuvent aborder les chaloupes. La plage est à l'abri des vents du nord-ouest qui règnent presque continuellement dans cette saison. Cette presqu'île contient un grand nombre de hautes dunes. Le fort d'Aboukir bat l'intérieur de la rade et le mouillage; il est environné de récifs qui en rendent l'abord très-difficile aux bâtiments. À 500 toises, dans le prolongement de la côte, est une île dont les canons peuvent protéger le mouillage de quelques vaisseaux de guerre. Du côté de terre, à environ 500 toises du fort, dans la direction d'Alexandrie, se trouve un beau village, au pied du mamelon du Vizir. À 100 toises en avant de ce mamelon, il y a quelques grosses maisons qui portent le nom de *faubourg d'Aboukir*. À 700 toises du mamelon du Vizir, au sud, est une grande falaise appelée *le monticule du Puits*, située à peu près à égale distance

du fort et de l'embouchure du lac Ma'dyeh; elle domine toute la plage du côté de l'intérieur de la rade. A 800 toises du mamelon du Vizir, au sud-ouest, est une seconde falaise appelée *la montagne du Cheik*, qui domine le côté de la haute mer. Ces trois monticules forment un triangle: au milieu est située une plaine rase parsemée de palmiers.

Au mois de février, avant de partir pour la Syrie, le général Du Falga avait ordonné au colonel Crétin, directeur du génie à Alexandrie, de raser le village et le faubourg d'Aboukir pour découvrir les avenues du fort, et d'employer les matériaux provenant de ces démolitions à construire une belle demi-lune en maçonnerie, avec fossés et contrescarpe, en avant du fort, afin de lui donner possibilité de résister à quinze jours de tranchée ouverte. Mais le général de brigade Marmont, qui commandait la province, profitant du moment où le quartier général était éloigné, suspendit l'exécution de cet ordre, sous prétexte que les maisons du village étaient utiles pour cantonner ses troupes. Il crut y suppléer en ordonnant au colonel de construire une redoute en terre sur le mamelon du Vizir, entre le village et le faubourg, les dominant tous les deux.

Mustafa-Pacha avait débarqué sans obstacle le 14 juillet; il avait campé sur les monts du Puits et du Cheik, et attaqué la redoute du Vizir. Le commandant du fort s'enferma dans la redoute avec 300 hommes, et laissa le capitaine du génie Vinache dans le fort avec 60 hommes. La redoute était armée de cinq pièces de canon, et tint ferme toute la journée. Mais à cinq heures du soir les tirailleurs turcs pénétrèrent dans le village et menacèrent de couper la redoute du fort. Cernée alors, elle fut enlevée et la garnison sabrée. Le 17, à midi, le fort réduit à peu de monde capitula. Depuis ce temps Mustafa n'avait fait aucun mouvement. Il s'était mis en position, occupant les deux mamelons du Puits et du Cheik. Il attendait l'arrivée de sa cavalerie, de ses attelages et de sa division de janissaires des Dardanelles. Il avait réuni 200 chevaux d'officiers, dont il se servit pour se garder et faire quelques patrouilles.

L'avant-garde de l'armée française se porta à Birket-Gheytâs, où le camp fut tracé pour réunir toute l'armée. De là elle était à portée de

tomber sur le flanc gauche de l'armée turque, si celle-ci marchait sur Alexandrie; sur son flanc droit, si elle marchait sur le Nil.

Les travaux d'Alexandrie étaient dans un état aussi satisfaisant qu'on pouvait l'espérer; l'activité et les bonnes directions que leur avait données le colonel Crétin lui attirèrent les éloges du général en chef.

Peu de jours après, 8,000 hommes étaient réunis à Birket-Gheytâs; ce camp fut levé et porté au Puits, au milieu de la presqu'île.

Mustafa n'avait aucune communication avec l'intérieur de l'Égypte; la cavalerie de la garnison d'Alexandrie avait occupé toutes les issues de l'isthme et les tenait fermées : on pouvait, dans cette situation, espérer de le surprendre dans son camp. Mais un capitaine du génie, avec une compagnie de sapeurs et un convoi d'outils, étant parti fort tard d'Alexandrie, s'égara, manqua le camp français, qui était caché derrière des falaises, et se jeta dans les feux de l'armée turque; dix sapeurs furent faits prisonniers. Les Turcs apprirent avec étonnement que l'armée française était à une lieue d'eux; ils passèrent toute la nuit sous les armes et firent leurs préparatifs pour repousser une attaque qui leur paraissait imminente.

VI. Le 25 juillet, avant le jour, l'armée se mit en marche. Le général Murat forma l'avant-garde, composée de la cavalerie, de la brigade Destaing et de quatre pièces de canon, en tout 2,300 hommes; Lannes commandait la droite, de 2,700 hommes avec cinq pièces de canon; Lanusse commandait la réserve, forte de 2,400 hommes et six pièces de canon; le général Davout, qui arrivait du Caire au moment où l'armée se rangeait en bataille, fut placé en observation avec 300 chevaux pour surveiller les communications de l'armée avec Alexandrie et empêcher qu'aucun Bédouin ne s'introduisît dans la presqu'île. Patrona-Bey avait fait entrer dans le lac Ma'dyeh douze chaloupes canonnières, qui inquiétaient le flanc droit de l'armée. Le général d'artillerie Songis fit avancer deux pièces de 24, trois de 12 et trois obusiers. Les canonnières s'éloignèrent après avoir reçu des avaries assez majeures. Le général Menou était arrivé à neuf heures du matin sur la rive du côté de Rosette avec deux pièces de canon

et un bataillon d'infanterie. Les bateaux ennemis, craignant d'être cernés dans ce lac, l'évacuèrent; l'armée ne fut plus inquiétée dans sa marche. Elle fit halte en présence de l'armée ennemie, qui était rangée de la manière suivante : la première ligne, de 8,000 hommes, était divisée en trois corps, celui de droite occupait le monticule du Cheik, celui de gauche le monticule du Puits, le troisième touchait aux maisons du faubourg; la deuxième ligne, forte de 6 ou 7,000 hommes, s'étendait à cheval sur le monticule du Vizir, appuyant sa droite et sa gauche à la mer; son front n'était que de 450 toises; la réserve, de 4 ou 5,000 hommes, occupait le village d'Aboukir et le fort; là étaient les bagages, le parc et le camp du vizir. Plusieurs chaloupes canonnières étaient embossées en pleine mer, appuyant la droite de la ligne ennemie; d'autres l'étaient dans l'intérieur de la rade, appuyant la gauche; trente pièces de campagne étaient réparties entre la première et la seconde ligne. Le général Songis fit avancer les grosses batteries, engagea la canonnade avec les canonnières de droite et de gauche et les obligea à reculer. Une de celles qui étaient mouillées dans la rade fut coulée bas; presque toutes eurent des avaries plus ou moins majeures. Les divisions se déployèrent alors, la cavalerie sur trois lignes au centre, la brigade Destaing à gauche, la division Lannes à droite; Lanusse en deuxième ligne, avec les guides[1]. On voyait sur les deux monticules du Cheik et du Puits des terres récemment remuées. Les janissaires paraissaient faire bonne contenance. Le pacha, avec ses trois queues, était sur le monticule du Vizir. Des officiers anglais caracolaient à portée des lignes françaises; avec leur curiosité ordinaire, ils s'avancèrent à dix pas et engagèrent la conversation avec des officiers de cavalerie français, au grand scandale et au grand étonnement des Turcs. A une lieue et demie en mer, on apercevait une forêt de mâts; c'était la flotte de guerre et les transports, ainsi que plusieurs canots remplis d'officiers de marine turcs et anglais, parmi lesquels on distinguait le canot de sir Sidney-Smith. Celui-ci était à terre, il faisait les fonctions d'adjudant du pacha; il était son conseil, quoiqu'il n'eût aucune connaissance en

[1] La garde du général en chef.

tactique ni aucune expérience de la guerre de terre. Le sérasquier de l'armée était le vizir Mustafa, pacha à trois queues, pacha titulaire de la Roumélie. Cette dernière fonction est un des postes les plus importants de l'empire.

VII. Les armées restèrent en présence pendant deux heures dans ce silence avant-coureur de la tempête. La grosse batterie commença le feu contre les canonnières; plusieurs furent coulées bas; les autres coupèrent leurs câbles et s'éloignèrent. La canonnade s'engagea enfin entre les batteries turques placées sur les deux monticules et les batteries de campagne des divisions Lannes et Destaing. Le général Murat fit avancer deux colonnes de cavalerie de quatre escadrons, ayant chacune trois pièces d'artillerie légère; celle de droite se porta entre le monticule du Puits et le monticule du Vizir. L'infanterie turque faisait bonne contenance; l'engagement des tirailleurs était très-vif; mais, lorsque les obus et les boulets des pièces d'artillerie légère qui étaient attachées aux colonnes de cavalerie commencèrent à frapper les ennemis par derrière, ils craignirent pour leur retraite et perdirent contenance. Les généraux Lannes et Destaing saisirent l'à-propos, gravirent les deux hauteurs au pas de charge; les Turcs dégringolèrent en descendant dans la plaine, où la cavalerie les attendait; ne pouvant opérer leur retraite, ils furent acculés à la mer, les uns dans l'intérieur de la rade, les autres dans la haute mer. Poursuivis par la mitraille et la fusillade, chargés par la cavalerie, ces fuyards bravèrent les flots. Ils cherchèrent à gagner leurs bâtiments à la nage; mais les neuf dixièmes furent engloutis. Le centre de la première ligne turque marcha alors en avant pour secourir les ailes : ce mouvement était imprudent. Murat commanda par escadron à droite et à gauche et l'enveloppa. L'infanterie de Lanusse, découverte par ce mouvement de notre cavalerie, marcha au pas de charge en colonne par bataillon, à distance de déploiement. Le désordre se mit dans ce centre, pressé entre la cavalerie et l'infanterie. Ne pouvant plus opérer leur retraite, les Turcs n'ont d'autre ressource que de se jeter à la mer, s'échappant par la droite et par la gauche. Ils ont le même sort que les premiers : ils disparaissent englou-

tis. On n'aperçut bientôt plus sur les flots que plusieurs milliers de turbans et de châles que la mer jeta sur le rivage; c'était tout ce qui restait de ces braves janissaires, car ils méritaient ce nom de braves! Mais que peut l'infanterie, sans ordre, sans discipline, sans tactique? La bataille était commencée depuis une heure, et 8,000 hommes avaient disparu : 5,400 étaient noyés, 1,400 étaient morts ou blessés sur le champ de bataille, 1,200 s'étaient rendus prisonniers; dix-huit pièces de canon, 30 caissons, 50 drapeaux étaient entre les mains du vainqueur.

On reconnut alors la seconde ligne de l'armée ennemie; elle occupait une position formidable. La droite et la gauche étaient appuyées à la mer, flanquées par des chaloupes canonnières et couvertes par dix-sept bouches à feu de campagne. Le centre occupait la redoute du mont du Vizir. Il parut impossible de l'attaquer, même après le succès qu'on venait d'obtenir. Le général en chef pensa à prendre position sur les deux monts que l'on avait occupés, mais il reconnut qu'au pied de la falaise du Puits la plage s'avance en forme de cap dans la rade; une batterie placée à l'entrée de ce cap prendrait à revers toute la gauche de l'ennemi. En effet, elle l'obligea à se pelotonner entre la redoute et le village, par un changement de front, la gauche en arrière. Ce mouvement laissait un vide de 200 toises sur la gauche de la ligne, où l'on pourrait percer: cela s'exécuta. Conduit par le colonel Crétin, qui ambitionnait la gloire de rentrer le premier dans sa redoute, Murat pénétra par cette trouée avec 600 chevaux. Au même moment, Lanusse et Destaing soutenaient une vive canonnade contre le centre et la droite de l'ennemi. Le 18e de ligne, lancé mal à propos, lâcha pied au moment d'emporter la redoute, et laissa 50 blessés sur le glacis. Les Turcs, selon l'usage, sortirent en foule pour couper la tête de ces malheureux et mériter l'aigrette d'argent. La 69e, irritée de ce spectacle cruel, se lança au pas de charge sur la redoute et y pénétra. La cavalerie, passant entre le village et le mont du Vizir, prit en flanc toute cette seconde ligne et l'accula à la mer. Lannes se dirigea droit sur le village et s'y logea; il se porta de là sur le camp du pacha, où était la réserve. Toute cette extrémité de la presqu'île n'est plus qu'un champ de carnage, de désordre et de confusion. Le pacha, le

kandjar au poing, environné des plus braves, fait des prodiges de valeur; il est grièvement blessé à la main par le général Murat, qu'il avait blessé à la tête d'un coup de pistolet. Il cède enfin à la nécessité et se rend prisonnier avec 1,000 des siens. Les autres, épouvantés, fuient devant la mort, et cherchent leur salut dans les flots, préférant ces abîmes à la clémence du vainqueur. Sir Sidney-Smith fut sur le point d'être fait prisonnier, et eut de la peine à gagner sa chaloupe. Les trois queues du pacha, 100 drapeaux, trente-deux pièces d'artillerie de campagne, 120 caissons, toutes les tentes, les bagages, 400 chevaux, restèrent sur le champ de bataille. 3 ou 4,000 fuyards s'étaient réfugiés vers le fort : ils se logèrent dans le village qui est en avant et s'y crénelèrent. Tout ce qu'on fit pour les déloger fut inutile.

La victoire était complète. Le général en chef était dans la redoute du mont du Cheik, lorsqu'une explosion inattendue fit sauter plusieurs pièces de canon. Un cri d'alarme se fit entendre : «La redoute est minée!» Cette terreur panique ne dura qu'une minute.

Le colonel du génie Crétin fut tué d'un coup de fusil; c'était un des meilleurs officiers de cette arme. Le colonel Duvivier, du 14e dragons, fut tué d'un coup de kandjar par un officier du pacha. Il s'était couvert de gloire; il était à la fois intrépide, audacieux et prudent; c'était un des meilleurs colonels de cavalerie de la France. Le général Murat, qui fut grièvement blessé, eut la principale part à la gloire de cette journée. Le général en chef lui dit sur le champ de bataille : «Est-ce que la cavalerie a juré de tout faire aujourd'hui?» L'aide de camp Guibert eut la poitrine percée d'un coup de biscaïen. Comme on l'encourageait, ce brave jeune homme répondit : «Le courage ne manque pas, mais je souffre trop.» Le colonel Fugière, du 18e de ligne, eut les deux bras emportés par un boulet de canon. «Vous perdez un de vos soldats les plus dévoués, dit-il au général en chef; un jour vous regretterez de ne pas mourir comme moi au champ des braves.»

Le vizir Mustafa avait été conduit au camp, près de l'embarcadère, et traité avec toutes les marques de la plus grande courtoisie. Le lendemain matin, le général en chef lui rendit une visite, à la suite de laquelle le

pacha expédia une tartane à Constantinople. Il conseilla à son fils et à son kiâya, qui s'étaient renfermés dans le fort, de se rendre par capitulation, en obtenant la permission de se retirer avec la garnison sur l'escadre. Cette invitation fut communiquée au fort; mais les Osmanlis s'y refusèrent d'une voix unanime. Ils jurèrent de défendre ce poste jusqu'à la dernière extrémité : il fallut ouvrir la tranchée. Le général de division Lannes fut chargé de commander le siége, le chef de bataillon du génie Bertrand d'en diriger les travaux, et le colonel Faultrier d'en commander l'artillerie. Le général en chef se rendit à Alexandrie.

La perte des Français dans cette bataille a été de 200 hommes tués et de 550 blessés. Les Turcs y ont perdu presque toute leur armée : 2,000 tués, 3,000 prisonniers, 10 ou 11,000 noyés; à peine s'il se sauva 1,200 hommes (la garnison du fort est comprise dans ces calculs). Deux petites pièces de canon anglaises, dont le roi d'Angleterre avait fait présent au sultan Selim, furent données à la brigade de cavalerie; on y grava les paroles du général en chef, les noms de Murat, de Crétin, de Duvivier et des régiments de cavalerie.

VIII. Le pacha Mustafa désapprouva l'obstination de son fils. Il lui écrivit de nouveau pour lui faire sentir qu'il avait tort de ne pas épargner un sang précieux et de ne pas profiter de sa position pour sauver les braves qui étaient sous ses ordres. Il y eut une suspension d'armes de quelques heures pour remettre cette lettre. Le chef de bataillon Bertrand en profita pour reconnaître le fort, mais la fusillade s'engagea peu après. Les assiégés s'emparèrent de quelques maisons qui leur étaient nécessaires. Le général Lannes, indigné, voulut les en chasser; l'ingénieur Bertrand l'en dissuada : «Pourquoi perdre du monde contre des hommes désespérés? En supposant qu'on réussît, on en perdrait encore les jours suivants pour se maintenir dans ce village. Il fallait laisser les assiégés tranquilles pendant deux ou trois jours, temps nécessaire pour se préparer à ouvrir la tranchée. L'ennemi serait alors contenu dans l'enceinte de son fort sans qu'il en coûtât un seul homme aux assiégeants.»

Le 28 juillet, l'ennemi, fier de son petit succès, fit une sortie et s'em-

para encore de quelques maisons du village; il devint alors audacieux et sortit, menaçant la redoute du mont du Cheik. Lannes ne put se contenir, marcha à lui, le repoussa, mais fut blessé d'un coup de fusil, qui l'obligea de quitter le siége. Le général Menou le remplaça dans le commandement. La tranchée était ouverte depuis plusieurs jours, les batteries étaient construites, on allait les démasquer, lorsque les assiégés, faisant une nouvelle sortie, s'emparèrent d'une place d'armes. Le général Davout, qui était de tranchée, donna à la tête de la réserve, reprit le village, et jeta les assiégés dans le fort. Trois batteries de gros canon, deux de mortiers, commencèrent alors à jouer. Dans la nuit du 30, le mineur s'enfonça pour faire sauter la contrescarpe. Mais le 2 août, à la pointe du jour, sans capitulation, les assiégés sortirent en foule demandant quartier. Ces malheureux manquaient d'eau; le fort était encombré de 1,200 cadavres et de plus de 1,800 hommes mourants. Ce grand nombre de blessés turcs était embarrassant. On les rendit à leur flotte; ce qui établit des pourparlers entre les états-majors.

Mustafa-Pacha avait déjà fait connaître que depuis six mois la guerre était recommencée en Europe, et que les armées françaises avaient été partout battues. Le commodore anglais remit un paquet de gazettes anglaises et de Francfort; elles contenaient les nouvelles des mois d'avril, mai et juin.

La Porte fut avec raison très-mécontente et le témoigna au commodore sir Sidney-Smith, qu'elle accusa de cette fatale entreprise. Djezzar lui reprochait également de l'avoir entraîné dans plusieurs opérations imprudentes, qui lui avaient occasionné de grandes pertes. Les janissaires de Chypre et les équipages accusèrent le vice-amiral Patrona-Bey de complaisance et de soumission aux conseils des infidèles; ils le mirent à mort. Qu'espérait sir Sydney-Smith en conseillant cette fausse opération? Conquérir l'Égypte avec 18,000 hommes d'infanterie indisciplinée, sans cavalerie, sans attelages d'artillerie? Décider l'armée française à négocier son retour en Europe? Mais il ne devait pas ignorer que Napoléon était le maître. Cette conduite doit donc être attribuée à l'ignorance absolue où était cet officier des affaires de terre. Il commit une plus grande faute

quelques mois après en jetant, à sa ruine, sur la plage de Damiette, une belle division de janissaires des Dardanelles. Si sir Sidney-Smith ne montra ni jugement, ni raison dans cette guerre, il déploya de l'intrigue, de l'adresse et de l'activité dans les négociations d'El-A'rych et dans les affaires qui s'ensuivirent; il eut l'art de se rendre important et de subjuguer Kleber.

Le général Murat fut promu au grade de général de division, le colonel Faultrier au grade de général de brigade, et Bertrand au grade de colonel[1].

Les journaux que le commodore anglais eut la complaisance de remettre firent connaître tous les maux qui affligeaient la République. La seconde coalition était victorieuse. Les armées de Russie et d'Autriche avaient battu le général Jourdan sur le Danube, Scherer sur l'Adige, Moreau sur l'Adda. La république Cisalpine était détruite, Mantoue assiégé. Les Cosaques étaient arrivés sur les frontières des Alpes. Masséna se soutenait avec peine dans les rochers de la Suisse.

Une troisième atteinte avait été portée à la Constitution. Les jacobins du Manége avaient levé la tête, et à leur aspect la Vendée avait couru aux armes. De la tribune nationale, on appelait à grands cris le général d'Italie au secours de la patrie. Un barbare, dégouttant du sang des infortunés Polonais, menaçait avec insolence le peuple français. Il n'y avait plus un moment à perdre : Napoléon résolut de se rendre en France, de sauver la patrie de la fureur des étrangers et de celle de ses propres enfants. Il ne lui échappa point que le désastre des armées françaises était le résultat des mauvais plans de campagne adoptés à Paris. Si les armées du Danube, d'Helvétie et du bas Rhin, n'eussent formé qu'une seule masse; si l'armée de Naples et celle d'Italie eussent été réunies en mars sur l'Adige, la République n'eût essuyé aucun revers. Le général russe, qui en avril était vainqueur sur l'Adige, avait laissé arriver en juin l'armée de Naples sur le Pô, Napoléon comprit qu'à son aspect tout changerait; les trois journées du 18 fructidor, du 22 floréal et du 30 prairial

[1] C'est le général Bertrand qui écrivit sous la dictée de Napoléon, à Sainte-Hélène, cette partie des Œuvres comprenant les campagnes d'Égypte et de Syrie.

avaient détruit la Constitution de 1795, qui désormais n'offrait plus de garantie à personne; il comprit qu'il lui serait facile de se mettre à la tête de la République; il était résolu, à son arrivée à Paris, de lui donner une nouvelle face et de satisfaire l'opinion nationale, qui, dès 1798, l'avait appelé à la tête du gouvernement. La loi du 22 floréal 1798 avait dissipé chez lui tout prestige républicain.

CHAPITRE XII.

RETOUR DE NAPOLÉON EN FRANCE.

I. Napoléon prend la résolution de retourner en Europe. — II. Le contre-amiral Ganteaume arme à cet effet une division de bâtiments légers. — III. Kleber est nommé commandant de l'armée d'Orient; instructions que lui laisse Napoléon pour l'administration intérieure, les fortifications, la défense des frontières et les affaires politiques. — IV. Napoléon quitte l'Égypte; son arrivée à Fréjus le 9 octobre 1799.

I. Tant que cette seconde coalition existerait et que la France aurait à soutenir la guerre sur ses frontières, elle ne pourrait envoyer aucun secours à l'armée d'Orient, et la Porte ne voudrait entendre à aucune transaction; il serait donc impossible de rien entreprendre en Asie; il faudrait se borner à conserver l'Égypte, à en perfectionner l'administration, à en accroître les moyens de défense. L'Égypte n'était d'ailleurs menacée d'aucun côté. Les naturels du pays étaient soumis, le plus grand nombre était affectionné. Les Mameluks n'étaient plus rien. Les deux armées que la Porte avait réunies en Syrie et à Rhodes, au commencement de la campagne, étaient détruites. La première avait perdu 6,000 hommes aux diverses affaires d'El-A'rych, 8,000 à Jaffa, 6,000 à Saint-Jean-d'Acre: 30,000 avaient été dispersés au mont Thabor; quarante bouches à feu composant son équipage de campagne avaient été prises à Jaffa, ainsi que ses magasins et ses équipages d'outres. La seconde armée avait perdu 12,000 hommes à Saint-Jean-d'Acre, savoir : 4,000 hommes composant les deux premiers secours détachés de cette armée, 8,000 hommes qui étaient arrivés le 7 mai. 18,000 hommes venaient de périr sur le champ de bataille d'Aboukir; trente-deux bouches à feu formant son équipage de campagne y avaient été prises, ainsi que le vizir Mustafa, pacha de Roumélie, commandant en chef. La Porte n'avait plus aucun corps de troupes réuni, si ce n'est 7 ou 8,000 janissaires, formant l'arrière-garde de l'armée de Rhodes, qui n'avaient pas eu le temps d'arriver à Aboukir

et qui se trouvaient aux Dardanelles. Le grand vizir avait quitté Constantinople, passé le Bosphore et était campé à Scutari avec 4,000 hommes, qui formaient sa maison. Il lui fallait bien du temps pour rassembler une armée. Il n'était pas au pouvoir des janissaires de la Porte de lutter contre l'armée française. Une force européenne pouvait sans doute arriver par mer, débarquer à Aboukir ou à Damiette; mais, depuis que la seconde coalition avait renouvelé la guerre, l'Égypte était devenue un objet secondaire. C'était dans Milan, dans Amsterdam ou dans Bruxelles, peut-être dans les plaines de Flandre ou de Champagne, que l'Angleterre voulait désormais reconquérir l'Égypte.

L'armée française avait perdu, depuis le 1er janvier 1799, en Syrie : 700 hommes morts aux hôpitaux, spécialement par la peste; 500 tués sur les champs de bataille de Syrie; 200 morts aux hôpitaux d'Égypte, mais blessés en Syrie; 650 tués dans la haute et la basse Égypte, sur les divers champs de bataille, ou morts par suite de leurs blessures (les pertes essuyées à Aboukir y sont comprises); 400 hommes étaient morts de maladie dans les hôpitaux : l'armée avait donc perdu 2,650 hommes. Nous avons dit qu'elle était de 29,700 hommes au 1er janvier 1799; il lui restait donc 27,050 hommes au 1er septembre 1799, dont 400 étaient des vétérans, mais bons pour le service des places. La cavalerie comptait 3,000 chevaux en état d'entrer en campagne; l'artillerie avait un matériel très-considérable, capable de suffire aux pertes de plusieurs campagnes. Les arsenaux d'Alexandrie et de Gyzeh étaient en activité; les hôpitaux et les lazarets étaient aussi bien établis qu'ils le sont en France. L'armée pouvait réunir sur le champ de bataille 24,000 hommes, outre 2,000 auxiliaires; 3,050 hommes étaient ou vétérans, ou malades, ou non combattants, ou hommes de dépôt. Les équipages des flottilles d'Alexandrie et du Nil n'étaient pas compris dans cette force.

En partant de France, le général en chef avait été revêtu d'une autorité illimitée. Il avait reçu carte blanche du gouvernement, soit pour les affaires de Malte, soit pour celles d'Égypte et de Syrie, soit pour celles de Constantinople et des Indes. Il avait la faculté de nommer à tous les emplois, même de choisir son successeur et d'opérer son retour en France,

quand et comme il le voudrait. Il avait des pouvoirs, revêtus de toutes les formes et scellés du grand sceau, pour traiter avec la Porte, la Russie, les diverses puissances des Indes et les régences d'Afrique. Sa personne était désormais aussi inutile en Orient qu'elle était nécessaire en Occident; tout lui annonçait que le moment désigné par le destin était enfin arrivé!

II. Il confia sa résolution de passer en Europe au contre-amiral Ganteaume, et lui ordonna de préparer les deux frégates *la Muiron* et *la Carrère*, et les deux petits chebecs *la Revanche* et *la Fortune*. Les deux frégates étaient de construction vénitienne, ayant un peu plus de capacité que les frégates de 44 françaises; mais, comme elles tiraient moins d'eau, elles tenaient moins bien le vent; elles pouvaient soutenir un combat, mais, chassées par des forces supérieures, elles ne pouvaient leur échapper. Cette petite division fut approvisionnée de trois mois d'eau et quatre mois de vivres pour les équipages et 400 passagers.

Pendant que ces préparatifs se faisaient dans l'arsenal d'Alexandrie, le quartier général arriva au Caire. Le vizir Mustafa y avait fait son entrée quelques jours avant. La vue des trophées de la bataille d'Aboukir excita la satisfaction de la population du Caire. Napoléon s'occupa avec la plus grande activité à pourvoir à tous les besoins de l'armée. Il fit acheter tous les draps de Carcassonne ou de Landrecies, quelle qu'en fût la couleur, car il était impossible d'en trouver de bleus, et détermina la couleur qu'auraient les nouveaux uniformes de chaque régiment. Il effectua dans l'administration du pays plusieurs changements que l'expérience avait fait juger nécessaires; mais on était encore trop mal éclairé sur des points importants pour qu'il fût possible d'opérer des changements plus considérables. Les difficultés de la langue et la mauvaise volonté que mettaient les Coptes à donner des lumières retardèrent longtemps la connaissance des affaires de finances. La fête du Prophète fut célébrée avec une pompe qui excita la plus vive reconnaissance de la part du vizir Mustafa et des officiers faits prisonniers soit à Aboukir, soit en Syrie. Le lendemain de cette fête, le général en chef envoya plusieurs officiers

prisonniers qui étaient le mieux disposés à Constantinople et à la Mecque. Leur récit produisit une sensation avantageuse.

La commission des sciences et arts attendait la soumission de la haute Égypte pour y faire un voyage. M. Denon, qui avait suivi le quartier général de Desaix, était de retour. Les croquis, les notes de son portefeuille excitaient l'émulation des autres savants et artistes. Les membres de la commission s'embarquèrent sur trois djermes bien meublées et bien armées, visitèrent, dessinèrent et décrivirent les monuments de la haute Égypte. Ils employèrent plusieurs mois à cet intéressant voyage, que l'Europe réclamait depuis tant de siècles.

Le contre-amiral Ganteaume manda, en date du 13 août, que les quatre bâtiments seraient prêts à prendre la mer le 20; toutefois, qu'il ne fallait pas penser à pouvoir le faire, avec quelque probabilité de succès, avant le mois de novembre; alors les vents souffleraient du sud et les longues nuits seraient favorables. Mais le 19 août, à cinq heures du matin, arriva au Caire un dromadaire porteur de dépêches de l'amiral: il mandait que, par un bonheur inattendu, la croisière anglaise avait disparu, ne laissant qu'un petit brick en observation devant le port; qu'en conséquence sa division serait mouillée le 24 à midi hors des passes; qu'il fallait être rendu sur le bord de la mer le 24 avant midi, afin qu'il pût appareiller et profiter des vents de terre pour s'éloigner de la côte. Cette nouvelle inattendue ne laissa plus au général en chef que le temps de dicter ses dernières instructions et de désigner les personnes qui devaient l'accompagner. Il n'y avait pas un moment à perdre pour mettre à profit cette heureuse circonstance.

III. Le général Desaix était l'officier le plus capable de commander l'armée d'Orient, mais il était plus utile en France. Kleber tenait le second rang; Reynier, le troisième. Napoléon pensa un moment à les emmener tous trois en France, en laissant le commandement de l'armée au général Lanusse; mais, considérant les dangers attachés à la traversée, il sentit la convenance de laisser à l'armée d'Orient un général capable : il fit choix du général Kleber.

Il dicta en même temps trois mémoires sur l'état des affaires et ses projets. Le premier contenait les principes qui l'avaient dirigé dans son gouvernement d'Égypte. Il y disait :

MÉMOIRE SUR L'ADMINISTRATION INTÉRIEURE.

« L'Arabe est l'ennemi des Turcs et des Mameluks. Ceux-ci ne l'ont gouverné que par la force; leur pouvoir était tout militaire. La langue turque est aussi étrangère aux naturels du pays que la langue française. Les Arabes se croient d'une nature supérieure aux Osmanlis. Les ulemas, les grands cheiks sont les chefs de la nation arabe; ils ont la confiance et l'affection de tous les habitants de l'Égypte : c'est ce qui a, dans tous les temps, inspiré aux Turcs et aux Mameluks tant de jalousie contre eux, et les a décidés à les tenir loin du maniement des affaires publiques. Je n'ai pas cru devoir imiter cette politique. Il nous est impossible de prétendre à une influence immédiate sur des peuples pour qui nous sommes si étrangers; nous avons besoin, pour les diriger, d'avoir des intermédiaires; nous devons leur donner des chefs, sans quoi ils s'en choisiront eux-mêmes. J'ai préféré les ulemas et les docteurs de la loi : 1° parce qu'ils l'étaient naturellement; 2° parce qu'ils sont les interprètes du Coran, et que les plus grands obstacles que nous avons éprouvés et que nous éprouverons encore proviennent des idées religieuses; 3° parce que ces ulemas ont des mœurs douces, aiment la justice, sont riches et animés de bons principes de morale. Ce sont sans contredit les plus honnêtes gens du pays. Ils ne savent pas monter à cheval, n'ont l'habitude d'aucune manœuvre militaire, sont peu propres à figurer à la tête d'un mouvement armé. Je les ai intéressés à mon administration. Je me suis servi d'eux pour parler au peuple, j'en ai composé les divans de justice; ils ont été le canal dont je me suis servi pour gouverner le pays. J'ai accru leur fortune; je leur ai en toutes circonstances donné les plus grandes marques de respect. Je leur ai fait rendre les premiers honneurs militaires; en flattant leur vanité, j'ai satisfait celle de tout ce peuple. Mais ce serait en vain qu'on prendrait ces soins pour eux, si on ne se montrait pas pénétré du plus profond respect

pour la religion de l'islamisme, et si on permettait aux Coptes chrétiens, grecs et latins, des émancipations qui changeassent leurs rapports habituels. J'ai voulu qu'ils fussent encore plus soumis, plus respectueux pour les choses et les personnes qui tenaient à l'islamisme, que par le passé.

«La Porte était en possession de nommer à toutes les places de cadi. J'ai éprouvé bien des difficultés à changer cet usage et à décider les ulemas à reprendre une prérogative qu'ils avaient perdue. Il est important de maintenir ce que j'ai fait.

«Le Caire est la seconde clef de la sainte Kaaba; la Mecque est le centre de la religion mahométane. La politique des sultans de Constantinople a été de discréditer le chérif de la Mecque, de restreindre et d'annuler les relations des ulemas avec la Mecque. Mes intérêts ont dû naturellement me porter à suivre une marche inverse. J'ai fait revivre d'anciens usages, je me suis concilié l'amitié du chérif, et j'ai fait tout ce qu'il était possible pour multiplier et accroître les relations des mosquées avec la sainte cité.

«Il faut se donner les plus grands soins pour persuader aux Musulmans qu'on aime le Coran et qu'on vénère le Prophète. Un seul mot, une seule démarche mal calculée, peut détruire le travail de plusieurs années. Je n'ai jamais permis que l'administration agît directement sur les personnes ou le temporel des mosquées; je m'en suis toujours rapporté aux ulemas et les ai laissés agir. Dans toute discussion contentieuse, l'autorité française doit être favorable aux mosquées et aux fondations pieuses. Il vaut mieux perdre quelques droits et ne pas donner lieu à calomnier les dispositions secrètes de l'administration sur ces matières si délicates. Ce moyen a été le plus puissant de tous, et celui qui a le plus contribué à rendre mon gouvernement populaire. La contribution de six millions qu'à mon arrivée j'ai été obligé de lever sur la ville a excité moins de murmures et a été payée avec plus de facilité parce que je n'ai employé que les cheiks pour la répartir et la percevoir, et les habitants ont vu avec satisfaction qu'il n'y avait eu ni avanie, ni aucun de ces actes arbitraires qui déshonoraient l'administration des Turcs et des Mameluks

«Les Coptes sont en possession de l'administration des finances et de la levée des contributions; il faut les y maintenir, et avoir l'œil à ce que les Turcs ne s'immiscent pas dans cette partie importante de l'administration, qu'il faut avec le temps faire passer entre les mains des Européens. Les Mameluks n'existent plus comme puissance; ils sont utiles comme corps de milice subordonnée; ils sont ennemis nés des Arabes et des cheiks; ils peuvent rendre des services dans bien des circonstances. On gagnera Mourad-Bey et Ibrahim-Bey en leur donnant le titre de prince, les autres beys en leur donnant le rang de général, et les rétablissant dans leurs propriétés. Il faut cependant veiller à ce que les beys réunis n'aient jamais plus de 900 ou 1,000 cavaliers. On les emploiera à contenir les Arabes du désert conjointement avec six régiments de dromadaires, qu'on lèvera à cet effet. On s'emparera de tous les puits des six déserts, afin de pouvoir exercer une juridiction directe sur toutes ces tribus errantes.

«Il ne faut pas perdre de vue qu'Alexandrie doit être un jour la capitale du pays. On doit donc favoriser la branche du Nil du côté de Rosette plutôt que celle du côté de Damiette; faire couler dans le Bahyreh un plus grand volume d'eau, même au détriment du Charqyeh; rétablir le canal d'El-Rahmânyeh à Alexandrie; enfin favoriser le port d'Alexandrie, en en faisant le seul débouché pour le commerce avec l'Europe, et en rétablissant toutes les anciennes communications entre la basse Égypte, le Fayoum et le Bahyreh. Les fortifications permanentes, les magasins, les hôpitaux, les arsenaux, les moulins à vent, les manufactures, doivent être construits de préférence à Alexandrie, où il faut attirer par tous les moyens de faveur de fortes populations de Grecs, de Juifs et de Chrétiens de Syrie.

«Il faut favoriser Suez au détriment de Qoseyr, en faire un seul dépôt pour l'importation des cafés, des épices, et pour les exportations des marchandises de l'Europe et de la basse Égypte. Le commerce de Qoseyr doit se borner à l'exportation des denrées de la haute Égypte.

«Il faut insensiblement accoutumer le pays à la levée d'une conscription pour recruter l'armée de terre et l'armée de mer. Il faut surtout se

procurer chaque année plusieurs milliers de noirs du Sennaar, du Dârfour, et les incorporer dans les régiments français, à raison de 20 par compagnie. Accoutumés aux déserts, aux chaleurs de l'équateur, après trois ou quatre ans d'habitude et d'exercice, ce seront de bons soldats et des soldats dévoués.

«Il faut se conformer aux manières des Orientaux, supprimer le chapeau et les culottes étroites, et donner à l'habillement de nos troupes quelque chose de l'habillement des Mohgrebins et des Arnautes. Ainsi vêtues, elles paraîtraient aux habitants une armée nationale; cela cadrerait donc avec les circonstances du pays.»

MÉMOIRE SUR LES FORTIFICATIONS.

«L'Égypte ne peut pas être attaquée par la frontière du sud. Si, il y a plusieurs milliers d'années, elle fut conquise par une irruption d'Éthiopiens, c'est qu'alors le haut Nil était habité par de nombreuses et puissantes nations, dont il ne nous reste plus que de magnifiques ruines que l'on voit dans l'île de Meroë et dans les plaines du Sennaar. Elle ne peut pas être davantage attaquée par la frontière de l'ouest. Les califes Fatimites arrivèrent, il est vrai, dans le xᵉ siècle par ce côté; c'est qu'alors la Cyrénaïque et le pays des Mariotes contenaient de grandes villes et de grandes populations qui ne subsistent plus. D'ailleurs les Fatimites n'eurent pas besoin d'employer la force pour s'établir en Égypte, ils n'eurent besoin que de l'influence des opinions religieuses. Derne est la première ville qu'on trouve aujourd'hui sur cette frontière; elle est habitée par 7,000 Arabes et est séparée d'Alexandrie par plus de 150 lieues de désert. La mer Rouge couvre l'Égypte à l'est; cet obstacle est d'autant plus considérable que la vallée du Nil est séparée de la mer Rouge par des montagnes escarpées et des déserts arides. On ne peut donc pénétrer du côté de l'est qu'en traversant l'isthme de Suez par le chemin de Gaza, El-A'rych, Qatyeh et Sâlheyeh; ce chemin traverse un désert de soixante et dix lieues, qui est presque impraticable pour une armée pendant six mois de l'année, et qui dans toutes les saisons exige une

immense quantité de chameaux et d'outres. L'Égypte est dans une circonstance unique. Sur six cents lieues de frontières de terre, elle n'est attaquable que par un seul chemin. C'est en effet par cette route que Cambyse et ses successeurs, les rois de Perse, ceux de Syrie, après eux Alexandre, les Séleucides, les terribles Moslems, les califes de Bagdad, les Tartares, les Ottomans, l'ont envahie.

«Une forteresse à El-A'rych, une de moindre importance à Qatyeh, un fort à Sâlheyeh, un petit fort dans l'Ouâdy de Tomlât, six tours pour chacun des puits intermédiaires depuis El-A'rych jusqu'à Sâlheyeh et depuis Sâlheyeh jusqu'à Suez, accroîtraient beaucoup l'obstacle naturel qu'offre cette frontière.

ARMEMENT.

	PIÈCES D'UN CALIBRE supérieur à 12.	PIÈCES D'UN CALIBRE inférieur.	OBUS OU MORTIERS.	TOTAL des BOUCHES À FEU.	FORCE des GARNISONS.
					Hommes.
El-A'rych	6	9	8	23	400
Qatyeh	2	6	2	10	150
Sâlheyeh	4	6	4	14	200
Six tours	»	12	»	12	120
Ouâdy de Tomlât	2	6	2	10	130
TOTAUX	14	39	16	69	1,000

«J'ai fait démolir le village d'El-A'rych; il faut achever de construire la casemate dans l'intérieur du fort, le chemin couvert et un glacis, une contrescarpe et les redans en maçonnerie pour découvrir et battre les bas-fonds.

«La frontière du nord est couverte par la Méditerranée. Sur cent vingt lieues de côtes, un débarquement ne peut s'opérer que sur trois points : Alexandrie, Aboukir et Damiette.

«Alexandrie, étant une place forte, le centre de toute la défense, de toute l'administration, est mise à l'abri de toute surprise; la plage du

Marabout se trouve comprise dans ses fortifications. Tant que l'armée française sera maîtresse de cette ville, elle pourra être secourue, et l'Égypte ne sera pas perdue sans ressource. Provisoirement il faut rétablir l'enceinte des Arabes, la couvrir par un chemin couvert et un glacis; creuser au pied de la muraille un profond fossé de 10 toises de largeur et de 3 de profondeur, le remplir d'eau de la mer; construire quatre forts, un en avant de la porte de Rosette, un à la colonne de Pompée, un intermédiaire, et un quatrième du côté du fort des Bains; couvrir ces forts d'inondations et de fossés pleins d'eau, avec une redoute casematée pour 200 hommes. Le fort du cap Figuier, qui doit être fermé à la gorge, celui des Bains, le fort Turc, le fort Triangulaire, le Phare, le Pharillon, le fort Turc du Port-Neuf, l'extrémité de l'enceinte des Arabes, formant huit forts, contiendront huit batteries de côte qui défendront les deux ports et croiseront leurs feux à 1,500 et 1,800 toises. Le fort du Marabout est de la plus haute importance, puisqu'il défend l'entrée des passes et une plage propre à un débarquement. En rasant la mosquée qui est dans l'île et en la convertissant en une bonne casemate, on peut rendre ce fort de la plus grande résistance. Aussitôt que cela sera possible, il faudra fermer par une muraille les deux quais du Port-Vieux et du Port-Neuf, afin d'être à l'abri d'une surprise et d'économiser les hommes nécessaires à la défense. Trois cents bouches à feu de tout calibre, 6,000 hommes de garnison, dont 300 de cavalerie, 3,000 marins des équipages des vaisseaux de guerre et de la flottille, 2 ou 300 canonniers de terre, 1,000 vétérans et hommes de dépôt, 1,500 hommes de bonne infanterie, mettront cette place à l'abri de l'insulte.

Aboukir est défendu par un fort qui, dans son état actuel, est trop faible. Il faut lui donner une résistance de quinze jours de tranchée, en construisant des ouvrages en maçonnerie. Il faut bâtir dans l'îlot d'Aboukir une tour casematée, servant de réduit à une batterie de côte qui batte la haute mer et l'intérieur de la rade; autant à l'embouchure du lac Ma'dyeh. Il faut construire sur le mont du Puits un fort comme le fort Crétin, protégeant une batterie de côte.

ARMEMENT.

	PIÈCES de 36 ou 24.	PIÈCES DE 16 OU 12 à boulets rouges.	MORTIERS.	OBUSIERS OU PIÈCES de petit calibre.	TOTAL.	GARNISON.
						Hommes.
Fort d'Aboukir..........	8	2	3	6[1]	19	200
Îlot d'Aboukir...........	10	2	3	3	18	180
Fort de l'embouchure du lac Ma'dyeh.............	4	2	2	3	11	130
Fort du Puits...........	6	2	2	4	14	150
TOTAUX.......	28	8	10	16	62	660

[1] Dont 2 de campagne.

«Par leur seule inertie, ces fortifications défendront le débarquement, puisque les boulets, les obus et les bombes se croiseront sur la plage et dans la rade. Lors de l'apparition d'une escadre ennemie, la garnison d'Alexandrie détachera deux bataillons de 400 hommes, un escadron de 180 hommes et huit pièces de campagne, auxquelles se joindront les six pièces de campagne des trois forts, ce qui fera quatorze. Cette force mobile, manœuvrant entre les forts, rendra impossible tout débarquement.

«Un débarquement ne peut s'effectuer à Damiette que pendant la belle saison, et même alors il arrive souvent que les bâtiments chassent dans la rade. L'armement de la tour au milieu du boghâz et l'achèvement de Lesbé, quelques prames ou chaloupes canonnières embossées dans l'intérieur des passes, défendront ce point, moins important que les deux autres. 500 hommes et trente-six pièces de tout calibre, compris six pièces de campagne, seront suffisants.

«Après avoir pourvu à la défense des trois seuls points où une armée peut débarquer, il faut assurer le cabotage et surtout le départ et l'arrivée des avisos et des bâtiments de commerce pour communiquer avec la France. A cet effet il faut occuper : 1° El-Baretoun, où il y a des ruines, de l'eau, des arbres, un bon port; 2° deux points sur la côte,

intermédiaires entre le port et Alexandrie, pour protéger le cabotage. Le fort Julien défend suffisamment la passe de Rosette. Il faudrait à l'embouchure de la passe de Bourlos une tour avec deux pièces de 18, une pièce de campagne, 30 hommes de garnison et une chaloupe canonnière, à fond plat, armée de deux grosses pièces, qui puisse dominer le lac et s'embosser à son embouchure sous la protection de la tour; autant au lac Menzaleh, aux bouches de Dybeh, d'Omm-Fareg et de Peluse; ce qui ferait huit pièces de gros calibre, huit pièces de 18, quatre pièces de campagne et 200 hommes. Mon intention est de diriger des bâtiments sur El-Baretoun et sur le lac Menzaleh. Ceux-ci reconnaîtront le Carmel, fileront le long de la côte du désert sur Tyneh et débarqueront dans le lac.»

MÉMOIRE SUR LA DÉFENSE DE L'ÉGYPTE

«L'Égypte peut être attaquée, 1° par une armée qui se réunirait en Syrie, partirait de Gaza, traverserait le désert de l'isthme de Suez et déboucherait dans la plaine du Nil; 2° par une armée qui débarquerait sur les côtes de la Méditerranée; 3° par une opération combinée de deux armées, dont l'une, de Gaza, pénétrerait par le désert, et l'autre débarquerait sur les côtes de la Méditerranée. Une armée turque préférera prendre le premier parti, une armée anglaise le second; et, s'il est question d'adopter le troisième parti, les Turcs opéreront par le désert et les Anglais par la mer.

«1° Cambyse, Xerxès, Alexandre le Grand, Amrou, l'empereur Selim, entrèrent en Égypte, avec une seule armée, par le désert de Gaza à Peluse. Artaxerxès, roi de Perse, l'attaqua par deux armées, une traversant le désert, l'autre débarquant à la bouche de Dybeh; mais il fut battu et échoua. Ochus, un de ses successeurs, l'attaqua avec trois armées : celle de mer entra dans le Nil et débarqua au Ventre de la Vache; la seconde investit Peluse pour en faire le siége; la troisième se dirigea sur Saba'-Byâr. Le roi d'Égypte se porta contre la colonne qui était au Ventre de la Vache, mais elle était déjà retranchée. Ochus réunit ses trois armées, s'empara de Memphis et du pays. Antigone, un des successeurs d'Alexandre.

se porta par terre de Gaza à Peluse, et son fils, par mer; mais la flotte fut dispersée par les mauvais temps, ce qui fit échouer l'expédition. Antiochus fut battu à Reyfah par Ptolémée Évergète, qui passa le désert et marcha à sa rencontre. Saint Louis et Napoléon l'attaquèrent par mer avec une seule armée; le premier débarqua à Damiette, et, après un an de campagne, fut battu et fait prisonnier par les Mameluks. Le second débarqua au Marabout, s'empara dans le premier mois de toute la basse Égypte, de la capitale et ensuite de tout le pays; il détruisit l'empire des Mameluks.

«La Turquie n'est plus un état, c'est une réunion de pachaliks indépendants, gouvernés selon les vues, les intérêts et les passions des pachas. Elle ne peut plus mettre sur pied ces nombreuses armées qui ont effrayé l'Europe dans les siècles précédents. La milice turque est sans discipline, sans organisation, sans instruction, sans tactique. 50 ou 60,000 hommes, moitié à cheval et moitié à pied, armés de fusils de tous les calibres, d'armes blanches de toutes les espèces, forment une foule d'hommes, mais ne méritent pas le nom d'armée. La Turquie ne peut mettre sur pied que des armées comme celle du mont Thabor; celle d'Aboukir était formée de troupes d'élite d'Europe. Une armée turque de 60,000 hommes comptera à peine 40,000 combattants; elle est incapable de résister au choc d'une division française de 6,000 hommes. Elle fera investir El-A'rych par son avant-garde, et tiendra ses divisions en échelons aux puits de Zâouy, de Reyfah et à Khân-Younès. Il lui faudra vingt jours pour prendre El-A'rych; il lui en faudra autant pour prendre Qatyeh. L'armée française aura le temps de se réunir au bois de Qatyeh et d'attendre l'ennemi à la lisière du désert. 20,000 hommes de l'armée d'Orient dans une pareille position battront 200,000 Turcs et les refouleront dans le désert.

«2° Si une armée anglaise veut seule conquérir l'Égypte, il faut qu'elle soit de 35,000 hommes d'infanterie, de 3,000 de cavalerie, de 1,000 d'artillerie et d'état-major. Elle débarquera à Abonkir, s'emparera des quatre forts, du fort Julien, de la ville de Rosette, du lac Ma'dyeh. Ayant ainsi bien assuré ses subsistances, elle assiégera Alexandrie: elle pourra

prendre cette place avant que l'armée française soit toute réunie, ou battre cette armée si elle voulait en faire lever le siége. Alexandrie prise, l'Égypte est perdue pour la France. Sans quitter les bords de la mer, sans perdre de vue les mâts de leurs vaisseaux, les Anglais auront fait la conquête de ce beau pays et garanti leurs possessions des Indes. Mais l'Angleterre n'a pas dans ce moment-ci une telle armée disponible; elle lui est nécessaire pour contenir l'Irlande, pour protéger le Portugal. Les frais d'un pareil armement, qui devrait être fait dans la Tamise pour agir sur le Nil, absorberaient des sommes immenses.

« 3° Il est donc plus probable que, si l'Égypte est sérieusement attaquée, elle le sera par une opération combinée. Une armée turque de 40 à 50,000 hommes traversera le désert de Gaza à Sâlheyeh; une armée anglaise de 15,000 hommes, ayant 1,500 chevaux de cavalerie et 500 d'artillerie, débarquera sur les côtes de la Méditerranée. Ces deux armées réunies feraient une force double de celle de l'armée d'Orient. Quelle est la saison la plus propre pour une opération pareille? Quel est le point de la côte où devrait débarquer une armée anglaise? L'opération doit commencer le 1er avril. L'armée turque se portera sur El-A'rych, ouvrira la tranchée : ses vivres et son équipage de siége lui seront portés par eau; la mer est bonne après l'équinoxe de printemps. El-A'rych pris, elle investira Qatyeh; la mer pourra également lui transporter ce qui lui est nécessaire; on sera alors en mai. La flotte anglaise mouillera dans la rade de Damiette; elle aura des canonnières armées de 24, tirant 18 pouces d'eau au plus, qui entreront dans le lac Menzaleh par les trois bouches, s'en empareront et se mettront en communication avec l'armée turque. L'armée anglaise prendra position en avant de Damiette, derrière le canal d'Achmoun; ou même, sans aller si loin, la jonction des deux armées s'opérera soit en faisant filer de Qatyeh l'armée turque par l'isthme qui sépare le lac Menzaleh de la mer, en construisant des ponts de bateaux sur les trois bouches de ce lac, soit par un mouvement combiné en avant du lac.

« Aussitôt que ce projet de l'ennemi serait démasqué, l'armée française tout entière se réunirait sur Sâlheyeh; il lui faudrait plusieurs semaines

pour cela; elle devrait évacuer toute la haute Égypte. Du camp de Sâlheyeh elle se portera sur El-A'rych pour en faire lever le siége et battre l'armée turque, ou sur Qatyeh, si déjà El-A'rych est pris; ou bien elle marchera pour attaquer l'armée anglaise avant sa jonction avec l'armée turque. Vaincue, elle doit avoir préparé sa retraite sur Alexandrie par le Delta. Elle peut disputer le terrain couvert par les branches du Nil et gagner le temps nécessaire pour achever l'évacuation du Caire. Elle doit se défendre à Alexandrie jusqu'au dernier moment, car les jours qui se succèdent ne se ressemblent pas; des accidents changent l'état politique des nations; enfin, plus l'armée française prolongerait sa défense, plus elle tiendrait paralysée l'armée anglaise, qui ne pourrait se porter ailleurs, et plus celle-ci ferait de pertes.

« Mais si, au lieu de débarquer à Damiette, l'armée anglaise débarquait à Aboukir, les chances seraient plus favorables à l'armée française. Il faudrait alors qu'elle se réunît sur Alexandrie en aussi peu de jours que possible, et qu'elle attaquât l'armée anglaise avant qu'elle se fût emparée du fort d'Aboukir. Si l'armée française est victorieuse, l'Égypte est sauvée; si au contraire elle est battue, elle doit livrer Alexandrie à ses propres forces, se porter rapidement sur Sâlheyeh, à la rencontre de l'armée turque, la battre, la chasser dans le désert et revenir alors sur les Anglais; la partie peut encore être sauvée. Mais, si l'armée française est de nouveau battue par les Turcs, il ne lui reste plus qu'à se concentrer dans Alexandrie et à s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. On voit, par cette analyse, l'importance de la possession d'El-A'rych, que je considère comme la sentinelle avancée ou une des clefs du pays. Elle sépare et tient éloignées l'une de l'autre l'armée qui traverserait le désert et celle qui débarquerait sur les côtes de la Méditerranée. »

MÉMOIRE SUR LES AFFAIRES POLITIQUES.

« Il faut envoyer des chargés d'affaires au Sennaar, en Abyssinie et au Dârfour; j'ai demandé aux princes de ces pays d'en envoyer au Caire. Toutes leurs relations avec l'Égypte sont des affaires de commerce; mais, outre le but commercial, j'avais celui de me ménager les moyens de

pénétrer dans l'intérieur de l'Afrique, et d'organiser un achat régulier de 10,000 esclaves par an, de l'âge de quatorze à dix-huit ans; 20,000 seraient incorporés dans l'armée à raison de 20 par compagnie, et les autres formeraient des corps auxiliaires ayant des cadres français. Cela tiendrait lieu de renforts, si la République ne pouvait pas en envoyer. Déjà j'ai fait saisir 2,000 jeunes Mameluks esclaves, qui tous appartiennent à des seigneurs syriens; on peut sans délai les répartir dans les cadres.

« La République a un consul à Tripoli; il faut insister pour que les régences de Tunis et de Tripoli envoient des chargés d'affaires au Caire. Les agents de ces régences seront fort utiles pour ouvrir des communications avec l'Europe.

« Le sultan Selim a été contraint à la guerre contre la France; le divan est favorablement disposé pour nous; la perte des armées de Syrie et de Rhodes lui a dessillé les yeux. C'étaient les troupes les plus exercées de l'empire; plusieurs régiments formés à l'européenne en faisaient partie; ils ont péri. Les canonniers formés à la française, et quatre-vingts bouches à feu de campagne fondues par nos ouvriers, sont des pertes sensibles pour la Porte, qui a les yeux ouverts et frémit de terreur à l'aspect des Russes. Écrivez au grand vizir que nous ne voulons pas garder l'Égypte; que nous n'y sommes arrivés que comme on arrive dans un caravansérail placé sur la route de l'Inde. Il passe tous les mois au Caire des hommes considérables: ce sont des pèlerins qui reviennent de la Mecque, traversent la mer Rouge, débarquent à Qoseyr, descendent au Caire par le Nil et s'embarquent à Damiette: faites-leur des honnêtetés à leur passage, abouchez-les avec ceux des grands cheiks qui sont le plus favorables à notre cause: chargez-les de lettres et de paroles pour la Porte; vous aurez réussi, si vous parvenez à avoir auprès du grand vizir des agents français qui puissent vous instruire et contre-battre les menées des Anglais.

« Vous devez vous appliquer à éclairer l'armée et à détruire les fantômes que crée la malveillance. La Russie n'est pas contraire à l'expédition d'Égypte. Si le czar le pouvait, sans se compromettre et sans manquer à son caractère, il serait plutôt favorable qu'hostile à l'armée d'Orient. En effet, l'Égypte est la pomme dont la discorde s'est servie et se servira

pour faire mettre les armes à la main aux Français et aux Ottomans. L'armée d'Orient vaincue et l'Égypte évacuée, l'intimité entre les deux nations redeviendra ce qu'elle a été depuis François Ier, car les Turcs savent bien que ce n'est pas à leur territoire que nous en voulons, mais aux Indes; que ce n'est pas le croissant que nous voulons humilier sur les bords du Nil, mais le léopard anglais. La Russie ne fera donc jamais rien contre cette armée.

«Les Anglais seuls veulent sincèrement et avant tout nous chasser de l'Égypte; mais ils en ont manqué l'occasion. La deuxième coalition ayant renoué la guerre en Italie, en Allemagne et au Nord, ils ont besoin de leurs forces pour pouvoir profiter des événements. Si la deuxième coalition est vaincue et la paix rétablie sur le continent, l'Angleterre pourra disposer de ses troupes, puisqu'elle n'aura plus qu'à songer aux affaires d'Égypte et aux intérêts de l'Hindoustan; mais alors elle ne sera plus secondée par la Porte, qui devra d'autant plus ménager la France que celle-ci aura été victorieuse.

«La peste est un des plus grands ennemis que l'armée ait à redouter, par la perte d'hommes qu'elle occasionne, par l'effet moral qu'elle produit sur les esprits, par la langueur où elle laisse même ceux qui en guérissent. Il faut n'accorder aucune exception aux règlements sanitaires de Marseille, et bien surveiller les lazarets.»

IV. Le courrier de l'amiral Ganteaume, qui fixait l'embarquement au 24 août, était fort inattendu. Il contrariait le général en chef, qui eût voulu un délai de quinze jours; car il avait encore bien des choses à régler; mais il n'y avait pas à hésiter. Dans la journée du 19 août, le général Berthier expédia aux généraux Desaix, Kleber, Menou, Murat, Marmont, Bessières, aux membres de l'Institut Monge, Berthollet, Denon, Perceval, et à la compagnie des guides, l'ordre de se rendre en toute diligence à Alexandrie. Le quartier général s'embarqua le soir sur le Nil, séjourna à Menouf, où commandait le général Lanusse, arriva le 23 à El-Rahmânyeh et y débarqua. Les chevaux étaient sur le rivage. Le 24, à quatre heures après midi, on était au bivouac sur le Camp des Romains,

près d'Alexandrie, au bord de la mer. Desaix et Kleber manquaient au rendez-vous; le premier commandait dans la haute Égypte, le second était à Damiette et n'arriva que le lendemain.

Cependant l'amiral Ganteaume pressait l'embarquement. Il vit avec peine qu'on tardait jusqu'au soir; il était stimulé par la vue du brick anglais qui, à trois heures après midi, s'était approché assez près pour reconnaître les frégates au mouillage et s'être aperçu qu'elles étaient en appareillage. Ce brick avait immédiatement cinglé sur Chypre, probablement pour en instruire la croisière anglaise. Peu après, une brise du sud-est s'éleva; c'était un prodige au mois d'août, époque à laquelle les vents du nord-ouest, habituels en cette saison, existaient encore. L'amiral jugea que cette brise pouvait pousser la division à trente ou quarante lieues hors des limites de la croisière d'Alexandrie.

Napoléon remit au général Menou les instructions pour le général Kleber et l'ordre au général Desaix de se rendre en France en profitant des mauvais temps d'hiver. Il eût bien désiré l'emmener avec lui. Le général Menou était extrêmement peiné; sa confiance dans le général en chef était exclusive, mais il savait combien il était important que Napoléon arrivât en Europe. C'est à cette occasion que, se promenant sur l'estran, mouillé par le flot de la mer, vis-à-vis de sa tente, le général en chef lui dit : «J'arriverai à Paris, je chasserai ce tas d'avocats qui se moquent de nous et qui sont incapables de gouverner la République, je me mettrai à la tête du gouvernement, je rallierai tous les partis, je rétablirai la République italienne, et je consoliderai cette magnifique colonie.»

Ce fut après cette conversation que Napoléon entra dans sa tente, au bord de la mer, et dicta au sieur Bourrienne, son secrétaire, cette lettre adressée au général Kleber, par laquelle celui-ci a voulu se croire autorisé à traiter et à capituler.

Son dernier ordre du jour fut conçu en ces termes :

«Soldats,

«Les nouvelles d'Europe me décident à partir pour la France. Je laisse

le commandement de l'armée au général Kleber. Vous aurez bientôt de mes nouvelles. Il m'est pénible de quitter des soldats que j'aime, mais cette absence ne sera que momentanée. Le chef que je vous laisse a la confiance du gouvernement et la mienne.»

L'embarquement eut lieu à sept heures du soir; les généraux Lannes, Murat, Marmont, les sieurs Perceval et Denon, et la moitié des guides, s'embarquèrent sur *la Carrère;* le capitaine Dumanoir la commandait. Le général en chef, Berthier, Monge, Berthollet, Bourrienne et l'autre moitié des guides s'embarquèrent sur *la Muiron*. Cette frégate avait été ainsi appelée en l'honneur de l'aide de camp de ce nom tué à Arcole, couvrant de son corps son général. *Carrère* était le nom d'un général d'artillerie tué à Neumarkt, en Carinthie, dans la campagne de 1797. Ces deux frégates étaient belles, grandes et bien armées, capables de soutenir un combat; mais, comme elles tiraient 2 pieds de moins que les frégates françaises, quoique plus longues et plus larges, elles tenaient mal le vent. Les deux petits chebecs avaient été doublés en cuivre; ils étaient bons marcheurs; on comptait s'en servir pendant que les frégates attireraient l'attention des bâtiments ennemis, si l'on était poursuivi par des forces supérieures.

Cette petite division appareilla à neuf heures du soir, et à six heures du matin elle se trouva à trente lieues ouest d'Alexandrie, au delà du cap Deris. Mais peu après le lever du soleil la brise cessa entièrement, le vent habituel du nord-ouest reprit toute sa force; il dura quinze ou vingt jours. Quelquefois en vingt-quatre heures on avait fait deux ou trois lieues en bonne route, et souvent on avait perdu; les bâtiments avaient dérivé, emportés par les courants qui, sur cette mer, se font sentir de l'ouest à l'est. Les officiers de terre s'en prenaient aux officiers de marine, et leur demandaient avec ironie quand ils mouilleraient dans le port d'Alexandrie. L'amiral, piqué, résolut de tirer sa bordée sur Candie. Mais, en ayant fait la proposition au général en chef, celui-ci s'y refusa, et ordonna au contre-amiral de se tenir le plus près possible de la côte, d'entrer même dans le golfe de Sidra pour se mieux cacher. Il ajouta que l'équinoxe n'était pas éloigné, et qu'alors il ferait route; que c'étaient

des jours bien gagnés que ceux qu'on perdait dans ces mers inconnues; qu'il fallait se mettre au-dessus des railleries des ignorants. L'amiral se conforma d'autant plus volontiers à cet ordre qu'il s'accordait avec le résultat de son expérience et tout ce qu'il connaissait de ces mers. Le vent de l'équinoxe arriva enfin. En trois ou quatre jours la division doubla le cap Bon, filant treize nœuds; après avoir doublé la côte d'Afrique, elle longea la côte de la Sardaigne, puis elle fit canal pour atterrer près du détroit de Bonifacio, d'où elle suivit la côte de Corse, jusqu'aux Sanguinaires, cap du golfe d'Ajaccio. Dans le doute si cette île était encore à la France, le chebec *la Fortune* donna dans le golfe, communiqua avec des pêcheurs, et fit le signal d'entrer. La division jeta l'ancre le 30 septembre, à deux heures après midi. Les passagers débarquèrent: les mauvais temps obligèrent à y séjourner sept jours.

Le détail des événements qui s'étaient passés en 1799, et spécialement dans les mois de juillet, août et septembre, firent connaître tous les dangers qui menaçaient la patrie. Joubert venait d'être tué sur le champ de bataille de Novi.

Au bruit de l'arrivée de Napoléon, les chefs des pièves de l'île accoururent à Ajaccio. Le général employa son influence à réconcilier les partis et à éteindre les factions, qui étaient fort animées.

Le 7 octobre, se trouvant à mi-canal des côtes de la Corse et de celles de la Provence, la division fut assaillie par un coup de vent des plus furieux du libeccio. Il se calma. Le soir du 8, on était à huit lieues de Toulon, faisant bonne route, mais dans une brume épaisse. On reconnut qu'on était au milieu d'une escadre et très-près des bâtiments, d'après les coups de canon qu'elle tirait. On avait appris en Corse que l'escadre de Bruix était retournée dans l'Océan; on était donc au milieu d'une escadre ennemie. A six heures, il y eut un moment d'éclaircie qui ne dura qu'une minute, mais qui fut suffisant pour faire découvrir que l'on n'était qu'à une portée de canon de plusieurs vaisseaux de 74; le parti à prendre était embarrassant. L'amiral, d'un caractère extrêmement vif, ordonna de virer de bord pour gagner la Corse. «Que faites-vous? lui dit le général en chef. Vous prenez chasse, vous allez vous

faire reconnaître; manœuvrez au contraire sur l'ennemi.» Cela réussit: on ne conçut aucun soupçon. Peu de moments après, la brume se leva de nouveau. L'amiral avait sagement pris à Ajaccio deux felouques, espèces de spéronares, bonnes marcheuses, armées de matelots du pays très-bons nageurs. Il voulait que les passagers se jetassent dans ces felouques et gagnassent Port-Cros, où ils arriveraient nécessairement dans la nuit; lui et les frégates retourneraient en Corse. Ce ne fut pas le sentiment du général en chef, qui ordonna de naviguer sur Antibes. Peu d'heures après on s'aperçut qu'on avait pris un bon parti. Les coups de canon de signaux s'éloignèrent; l'escadre ennemie paraissait se diriger sur la Corse. Le 9, à la pointe du jour, la division jeta l'ancre vis-à-vis Saint-Raphaël, dans le golfe de Fréjus. On était en France après quarante-cinq jours de navigation; on avait surmonté beaucoup de périls.

On remarqua que, dans le cours de la navigation, Napoléon se confia entièrement à l'amiral et ne manifesta jamais aucune inquiétude. Il n'eut aucune volonté. Il ne donna que deux ordres, qui deux fois le sauvèrent.

Il avait appareillé de Toulon le 19 mai 1798; il était donc resté absent d'Europe seize mois et vingt jours. Pendant ce peu de temps il avait pris Malte, conquis la basse et la haute Égypte, détruit deux armées turques, pris leur général, leurs équipages, leur artillerie de campagne, ravagé la Palestine, la Galilée, et jeté les fondements, désormais solides, de la plus magnifique colonie. Il avait reporté les sciences et les arts à leur berceau.

CHAPITRE XIII.

L'ÉGYPTE SOUS KLEBER.

I. Sentiments divers qui agitent le soldat. — II. Il se forme un parti qui demande l'évacuation de l'Égypte et le retour en France. — III. Lettre du général Kleber, du 26 septembre 1799, au Directoire; réponse du ministre de la guerre, du 12 janvier 1800, reçue au Caire le 4 mars. — IV. Événements qui se passent en Égypte en septembre, octobre, novembre et décembre 1799. — V. Convention d'El-A'rych (24 janvier 1800). — VI. La lettre de Kleber, du 26 septembre 1799, est interceptée par les Anglais; effet qu'elle produit à Londres; résolution que prend en conséquence le cabinet de Saint-James, le 17 décembre 1799. — VII. Bataille d'Héliopolis (20 mars 1800). — VIII. Siége du Caire; capitulation (25 avril 1800). — IX. Assassinat du général Kleber (14 juin 1800).

I. Le général Kleber arriva à Alexandrie vingt-quatre heures après le départ des frégates. Il reçut, par les soins du général Menou, ses ordres et ses instructions; il se rendit au Caire, prit le commandement et parla à l'armée dans les termes suivants :

«Des motifs impérieux ont déterminé le général en chef Bonaparte à passer en France. Les dangers que présente une navigation entreprise dans une saison peu favorable, sur une mer étroite et couverte d'ennemis, n'ont pu l'arrêter : il s'agissait de votre bien-être. Soldats, un puissant secours va vous arriver, ou bien une paix glorieuse, une paix digne de vous et de vos travaux, va vous ramener dans votre patrie. En recevant le fardeau dont Bonaparte était chargé, j'en ai senti l'importance et tout ce qu'il avait de pénible. Mais, appréciant d'un autre côté votre valeur, tant de fois couronnée par les plus brillants succès, appréciant votre constante patience à braver tous les maux, à supporter toutes les privations, appréciant enfin tout ce qu'avec de tels soldats on peut faire ou entreprendre, je n'ai plus consulté que l'avantage d'être à votre tête, que l'honneur de vous commander, et mes forces se sont accrues.»

Les soldats furent tristes pendant plusieurs jours; leur confiance était

exclusive dans le général qui depuis quatre ans les avait tirés avec gloire de tant de pas difficiles. Mais, après ces premiers sentiments donnés à leur affection, ils s'entretinrent des désastres de la République, des défaites des armées d'Allemagne et d'Italie, des changements que l'arrivée de leur général allait produire dans de pareilles circonstances : « Il ramènera la victoire sous les drapeaux français, il reconquerra l'Italie! Le Kalmouk qui foule aux pieds la république cisalpine ira prendre rang auprès des Beaulieu, des Wurmser, des Alvinzi; les partis qui divisent la République se rallieront autour d'un homme si éminemment investi de la confiance nationale. Tenant le timon de l'état, il créera de nombreuses armées, mettra en mer de grandes escadres, dissoudra cette seconde coalition comme la première; ce qui lui permettra de secourir son armée de prédilection. Mais parviendra-t-il, avec des bâtiments mauvais marcheurs, à traverser ces mers étroites, couvertes de tant de vaisseaux anglais et russes? »

On attendit les nouvelles d'Alexandrie avec inquiétude. Les premières annoncèrent que la rafale du sud-est avait duré trente-six heures. Peu après on apprit que le commodore anglais, accouru de Chypre, avait été fort déconcerté de ne plus apercevoir les frégates dans le port. Pendant trois mois on fut fréquemment alarmé par les faux bruits qu'il plaisait aux croisières anglaises de répandre, et ce ne fut qu'en janvier qu'on sut à la fois l'arrivée de Napoléon en France, son avénement à la tête de la République par la volonté du peuple et la nouvelle constitution de l'an VIII.

Les soldats connaissaient peu Kleber, mais sa belle tenue militaire, la blessure qu'il avait reçue à la prise d'Alexandrie, sa contenance à la bataille du mont Thabor, l'opinion qu'en avaient les officiers qui avaient servi à l'armée de Sambre-et-Meuse, tout était propre à leur inspirer de la confiance.

Napoléon avait écrit au divan du Caire que, instruit que son escadre de l'Océan était arrivée dans la Méditerranée, il allait la rejoindre, et reviendrait bientôt mettre la dernière main à son grand dessein, de rétablir la patrie arabe. Les ulemas l'aimaient; dans tous les événements qui s'étaient accomplis depuis dix-huit mois, il s'était toujours montré clé-

ment pour le peuple et admirateur sincère du Prophète. Celui qui lui succédait était moins liant, moins familier avec les principes du Coran. Il continua cependant les levers du matin, mais les conversations intimes sur le Prophète cessèrent. Les cheiks étaient frappés de son beau physique; ils rendaient justice à son amour pour la discipline, et n'étaient pas insensibles à ses bonnes qualités. Kleber leur parla en ces termes à sa première audience :

« Ulemas, et vous tous qui m'écoutez! C'est par mes actions que je me propose de répondre et à vos demandes et à vos sollicitations; mais les actions sont lentes, et le peuple semble être impatient de connaître le sort qui l'attend sous le nouveau chef qui vient de lui être donné. Eh bien, dites-lui que la République française, en me conférant le gouvernement particulier de l'Égypte, m'a spécialement chargé de veiller au bonheur du peuple égyptien, et c'est de tous les attributs de mon commandement le plus cher à mon cœur. Le peuple de l'Égypte fonde particulièrement son bonheur sur sa religion; la faire respecter est donc l'un de mes principaux devoirs. Je ferai plus, je l'honorerai et contribuerai autant qu'il est en mon pouvoir à sa splendeur et à sa gloire. Cet engagement pris, je crains peu les méchants. Les gens de bien les surveilleront et me les feront connaître. Là où l'homme juste et bon est protégé, le pervers doit trembler; le glaive est suspendu sur sa tête. Bonaparte, mon prédécesseur, a acquis des droits à l'affection des ulemas, des cheiks et des grands, par une conduite intègre et droite; je la tiendrai aussi, cette conduite. Je marcherai sur ses traces, et j'obtiendrai ce que vous lui avez accordé. Retournez donc parmi les vôtres, réunissez-les autour de vous et dites-leur encore : Rassurez-vous. Le gouvernement de l'Égypte a passé en d'autres mains; mais tout ce qui peut être relatif à votre félicité, à votre prospérité, sera constant et immuable. » Ils furent contents de ce discours.

II. Kleber n'avait jamais commandé en chef une armée. Il donnait la préférence, sur toutes les autres, aux manières, à la discipline, au mécanisme de l'armée allemande; il n'avait pas une juste idée de ce qu'on

peut faire avec des Français. Les deux frères Damas, dont l'un était son aide de camp, l'autre son chef d'état-major, exerçaient une grande influence sur lui. Ces deux officiers avaient peu d'étendue dans l'esprit, peu d'élévation dans l'âme; ils désiraient rentrer en France. Kleber avait servi huit ans comme officier dans un régiment d'infanterie en Autriche. Il avait fait contre les Turcs la campagne dans laquelle l'empereur Joseph II fut battu; cela lui avait laissé des impressions fort exagérées sur la puissance de la Porte. Il croyait qu'elle pouvait disposer de 200,000 janissaires, braves et capables de tout faire.

En arrivant, l'armée s'était prévenue contre l'Égypte, mais ses opinions avaient été changées par l'influence de Napoléon, et elle s'était insensiblement livrée à d'autres sentiments. Mais, lorsque Kleber et son état-major se prononcèrent contre le pays, ils réveillèrent des sentiments mal éteints; cependant l'armée resta fidèle à la gloire et au devoir. Menou, Reynier, Lanusse, Lagrange, Songis, tous les officiers du génie, de l'artillerie, la plupart des colonels de la cavalerie, les cinq sixièmes de ceux de l'infanterie, manifestèrent ouvertement ces opinions. L'état-major, une centaine d'officiers ou de commissaires des guerres, quelques employés de l'administration, voulaient, au contraire, à tout prix retourner en France; ils faisaient répandre avec profusion les discussions du Conseil des Cinq-Cents, du mois de juin, dans lesquelles des orateurs de l'opposition blâmaient l'expédition d'Égypte, et en faisaient un sujet d'accusation contre le Directoire. Ces officiers affectaient de s'alarmer sur l'état de la République. «L'évacuation de l'Égypte, disaient-ils, aura deux résultats : elle rendra à l'armée française une poignée de braves, parmi lesquels se trouve un grand nombre d'officiers de la première distinction, et à la République une alliée, la Sublime-Porte, qui lui est nécessaire pour contre-balancer la Russie et l'Autriche. D'ailleurs il est impossible de se maintenir désormais dans ce pays, puisqu'on ne peut plus espérer de secours, quand même les mers seraient ouvertes. La France a besoin de toutes ses troupes pour défendre son territoire. Nous avons à lutter contre le climat, la peste, les Mameluks, les Bédouins et les armées ottomanes, russes et anglaises. Comment résister à tant d'ennemis? Il faudra

donc finir par succomber! Déjà le grand vizir s'approche de la Syrie avec 80,000 hommes; une armée russe de 10,000 hommes est arrivée aux Dardanelles; 10,000 Anglais ont passé le détroit de Gibraltar; comment faire face à ces trois armées? Nous succomberons donc, et, si nous attendons les événements, nous ne pourrons plus prétendre à un arrangement honorable. Puisqu'il est impossible de sauver l'Égypte, il faut au moins négocier à temps pour sauver l'armée. » On leur répondait : « Les discussions du Conseil des Cinq-Cents ne signifient rien. Il est tout simple que les Français, à la vue des dangers qu'ils courent, regrettent que tant de braves soient éloignés; mais 25,000 hommes ne peuvent pas être un poids décisif dans une pareille lutte. On sent surtout le besoin d'une tête pour diriger tant de bras, et cette tête est partie. L'Égypte nous tiendra lieu de toutes nos colonies à sucre. Elle nous assurera tôt ou tard la souveraineté de l'Hindoustan. Mourad-Bey n'est plus qu'un partisan, il sera même facile de le gagner; il craint les Ottomans et le fatal cordon. Les Bédouins ne sont plus d'aucune importance; les Dromadaires, ayant acquis la connaissance du désert, les soumettront entièrement. Il est faux qu'une armée russe soit arrivée aux Dardanelles; jamais la Porte ne consentira à ce qu'une armée grecque campe sous les murs du sérail; le croissant et la croix grecque ne peuvent marcher réunis dans un même camp. D'ailleurs les Russes n'ont-ils pas leurs forces engagées en Italie et en Allemagne? Est-il dans la politique du czar de détruire l'armée d'Orient? L'assertion qu'une armée anglaise a passé le détroit est également hasardée; l'armée anglaise est occupée en Irlande, elle est nécessaire en Europe pour influer sur le sort de la Hollande et de la Belgique. Le cabinet de Saint-James sait bien que, si la seconde coalition triomphe, la République sera obligée d'abandonner l'Égypte par le traité de paix. Le grand vizir est encore éloigné de plusieurs centaines de lieues; les correspondances d'Acre, de Damas, de Jérusalem, n'en parlent point. Quand il sera arrivé en Syrie, il aura à combattre Djezzar. Mais enfin, s'il parvenait à réunir une armée, elle serait, comme celle du mont Thabor, incapable de résister au choc d'une division européenne. Nous n'avons pas d'ennemis devant nous; il est possible, sans doute, qu'il en vienne, mais est-ce une raison pour

capituler, non-seulement sans nous être battus, mais même sans avoir donné la peine aux armées ennemies d'arriver? Lorsque les Anglais auront débarqué sur les côtes de la Méditerranée, lorsque le grand vizir aura passé le désert, nous serons toujours à temps de capituler; mais on serait bien criminel de faire, quand on n'est pas attaqué, ce que l'on sera à même de faire lorsque l'on aura été battu, ou au moins quand on sera en présence de l'ennemi. Est-ce à des soldats à prévoir des dangers de si loin?»

Comme il arrive d'ordinaire, chacun resta dans son opinion. Mais au milieu de ces discussions la contenance et le moral du soldat s'affaiblirent. La division s'introduisit parmi les officiers; le général en chef perdit de sa considération; il éloignait de lui les plus braves parce qu'ils ne partageaient pas ses opinions et en manifestaient ouvertement de contraires. On se familiarisa avec les idées honteuses de capitulation dans cette armée d'Italie[1], qui peu avant se fût soulevée d'indignation à une pareille idée.

III. Lorsque Kleber eut prit son parti, il écrivit au Directoire pour l'y préparer. Dans cette lettre, datée du 26 septembre, il fait un tableau fort rembruni de sa position. «1° L'armée était réduite à la moitié de ce qu'elle était lors de son débarquement; il ne pouvait pas mettre plus de 8,000 hommes sous les armes; dans son apostille, il réduisait même ce nombre de combattants à 5,000. 2° L'armée était nue, et il était impossible de se procurer des draps pour l'habiller, ce qui avait une action immédiate sur la santé du soldat : c'était la véritable cause pour laquelle les hôpitaux contenaient plus de malades que les années précédentes. 3° La solde était arriérée de 4 millions, les services de 8; le revenu était mangé par anticipation. 4° On manquait de poudre, de fusils, de canons; les hôpitaux étaient sans médicaments, et cependant il fallait couvrir cinq cents lieues de pays qui contenaient 3 millions d'une popu-

[1] L'armée d'Égypte était presque entièrement composée des troupes qui avaient fait en Italie les campagnes de 1796 et 1797 sous le général Bonaparte.

lation très-ennemie, soupirant après le moment d'égorger tous les Français. D'un autre côté : 1° les Bédouins étaient plus à craindre, plus aguerris, plus redoutables qu'à notre arrivée; 2° les Mameluks n'avaient jamais été si puissants; 3° à l'extérieur, le grand vizir était arrivé à Gaza avec 30,000 hommes; plus bas il disait qu'il était arrivé seulement à Saint-Jean-d'Acre, et dans un autre paragraphe de la même lettre, seulement à Damas; 4° l'armée russe était arrivée aux Dardanelles; 5° une armée anglaise devait débarquer sur les côtes de la Méditerranée. Comment résister avec 7 ou 8,000 hommes à toutes les forces de la Porte Ottomane, de l'Angleterre, de la Russie, des Mameluks, des Bédouins? Comment occuper cinq cents lieues de pays et tenir en respect une population de 3 millions de fanatiques?»

Le général Damas entrait dans de plus grands détails pour développer le texte du général en chef. Mais par le même courrier le ministre de la guerre reçut, de l'ordonnateur en chef Daure et du payeur Estève, des états de situation au 1er septembre. Il reçut aussi du général Sanson, commandant le génie, du général Songis, commandant l'artillerie, et de vingt-huit colonels et chefs de corps d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, du génie, des dépêches qui contredisaient les assertions du général en chef.

Le courrier porteur de ces dépêches arriva à Paris dans les premiers jours de janvier. Le Directoire était dissous depuis deux mois. Le ministre de la guerre, Berthier, les ouvrit et en fit le dépouillement. Il est facile de se peindre les sentiments qui animèrent le premier magistrat de la République lorsqu'on lui en fit le rapport. Kleber l'avait cru perdu, il lui avait paru impossible qu'il échappât aux croisières ennemies; il voulait justifier par un faux exposé la capitulation qu'il méditait.

Le ministre de la guerre Berthier lui répondit le 12 janvier :

«Qu'il avait mis sous les yeux du Gouvernement sa lettre du 26 septembre 1799, ainsi que les dépêches de l'ordonnateur en chef Daure, du payeur général Estève, des commandants en chef du génie, de l'artillerie, et des chefs de corps d'artillerie, d'infanterie, de cavalerie et des guides, etc. qu'il résultait du dépouillement qu'il avait fait faire que le

général en chef et son chef d'état-major étaient mal informés, et n'avaient pas encore eu le temps de prendre connaissance de l'état de l'armée. Au moment du débarquement à Alexandrie, l'armée française était de 29,000 hommes, dont la moitié serait 14,500; or il résultait, des états de l'ordonnateur, que la consommation pendant juin, juillet et août avait été de 35,000 rations; des états de situation du sieur Estève, que la solde avait été faite pendant ces trois mois pour 28,000 Français et 2,000 auxiliaires; enfin, des états de situation envoyés par les chefs de corps et arrêtés au 1er septembre, il résultait également que les quatorze régiments d'infanterie, les sept régiments de cavalerie, les Dromadaires, les corps d'artillerie et du génie, formaient un effectif de 28,500 hommes, sur lesquels 24,000 étaient présents sous les armes et pouvaient entrer en campagne; il résultait des états des magasins envoyés par les colonels que l'habillement était en pleine confection, que les draps existaient aux dépôts, qu'il s'y trouvait en outre 7,000 fusils et 1,100 sabres de cavalerie. Les états du payeur faisaient monter l'arriéré de la solde à 1,500,000 francs, et la contribution arriérée dont il attendait la rentrée à 16 millions. Les états remis par les gardes-magasins des vivres, du pain, des liquides, des bois, des fourrages, constataient que les magasins étaient abondamment fournis, que le service s'y faisait avec facilité, et que les denrées de première nécessité étaient abondantes et à vil prix. Les états envoyés par le général Songis, signés par le directeur du parc, Faultrier, constataient qu'il y avait 5,000 fusils de rechange au parc, des pièces pour en confectionner 3,000; quatorze cent vingt-six bouches à feu et plus de 225,000 projectiles, 1,100 milliers de poudre et 3,027,000 cartouches confectionnées; que sans doute on ne saurait en avoir trop, puisque ces munitions étaient disséminées dans un grand nombre de places et de batteries de côte; mais que, du reste, il était facile de fondre des boulets en Égypte avec des canons de rebut; que pour faire de la poudre les salpêtres ne manquaient pas. Les ordres étaient d'ailleurs donnés pour en expédier par tous les bâtiments, et l'approvisionnement de l'équipage de campagne, ce qui est le plus important, était au-dessus du besoin, puisque les états portaient le nombre

des pièces de campagne à cent quatre-vingts, les boulets à 70,000 et les cartouches confectionnées, à balles et à boulet, à 27,000.

«Que les Mameluks, qui, au moment de l'arrivée des Français, avaient 12,000 cavaliers sous les armes, de nombreuses flottilles, de grands trésors, étaient réduits à peu de chose; qu'il restait à peine 400 hommes à Mourad-Bey; qu'Ibrahim-Bey, qui n'avait jamais eu à Gaza, en Syrie, plus de 900 hommes, était réduit aujourd'hui à 450; que le général était trompé par des rapports infidèles, lorsqu'il les croyait au nombre de 2,000; que les Bédouins ne pouvaient influer en rien sur le sort de l'armée; que ni les Anglais ni les Russes ne songeaient à envoyer aucune force en Égypte; que le grand vizir, d'après les dernières nouvelles reçues de Constantinople, était encore en Arménie, n'ayant que 4,000 hommes avec lui; que la Porte sentait vivement les pertes qu'elle avait faites en Syrie, au mont Thabor et à Aboukir, et n'était pas disposée à faire de nouveaux sacrifices; que le plus grand danger qu'avait à courir l'armée venait de l'esprit de division qui paraissait s'y être introduit, et dont le résultat infaillible était le relâchement de sa discipline.

«Que l'intention du Premier Consul était donc que le général Kleber conservât l'Égypte, ne signât aucune capitulation; quant aux négociations diplomatiques, le général Bonaparte avait été autorisé par le gouvernement précédent à traiter avec la Russie, la Porte, les puissances africaines et indiennes; qu'il était muni à cet effet de pouvoirs spéciaux, qui lui étaient personnels et qu'il avait à son arrivée déposés aux archives des relations extérieures; que, par la lettre qu'il avait écrite d'Alexandrie au général Kleber, il l'avait autorisé à traiter dans les cas suivants : 1° s'il était sans nouvelles de la France jusqu'au mois de mai (or il devait recevoir cette lettre avant cette époque); 2° si la peste affligeait l'armée et si elle était le double plus maligne que celle qui l'avait frappée en 1799 et qui avait moissonné 700 hommes.» Enfin le ministre ajoutait «que le pays ne serait évacué qu'à la paix, ou qu'après la ratification du gouvernement; qu'il était chargé de lui signifier que ce dernier désapprouvait toute convention qui aurait été signée contrairement aux instructions; que désormais il devait regarder ces instructions comme non avenues,

et ne s'occuper qu'à défendre l'Égypte, confiée à son honneur et au courage de l'armée.»

IV. Deux frégates anglaises venues des Indes parurent devant Qoseyr ayant 400 cipayes à bord, et tentèrent quatre fois de débarquer, les 14, 15, 16 et 17 août. Le général Donzelot les repoussa autant de fois, et leur prit une pièce de 6 de campagne, qu'ils s'étaient hasardés à mettre à terre; les frégates disparurent le 18 et retournèrent dans l'Hindoustan.

Mourad-Bey, qui avait établi son séjour dans la petite oasis, en sortait de temps en temps pour faire quelques incursions dans la vallée. Le général de brigade Morand cerna son camp dans la nuit, lui prit tous ses bagages, une centaine de chevaux de remonte qu'il avait réunis, et quelques-uns de ses braves. Le bey lui-même, saisi par un dragon du 20e, lutta pendant quelques minutes et eut peine à se dégager. À la fin d'octobre, il fut de nouveau rencontré près de Sédiman, sur la frontière du Fayoum; il perdit encore quelques hommes. Mourad-Bey ne possédait plus un seul point de la vallée, n'avait plus une barque, plus un canon, plus un magasin; il n'était plus suivi que par quelques centaines de ses plus fidèles esclaves. Qu'il était loin de la puissance de ce Mourad-Bey qui, roi de toute cette contrée, pouvait mettre à cheval 10,000 Mameluks, l'élite de la cavalerie du monde, 20,000 Bédouins, et sur pied 40,000 hommes de milices; de ce Mourad-Bey qui avait plusieurs centaines de barques armées, des magasins de toute espèce, des trésors, des milliers de chameaux, et, ce qui valait autant que tout cela, une haute réputation de bonheur, d'habileté et de bravoure!

Le 24 septembre 1799, sir Sidney-Smith mouilla devant Damiette avec ses deux vaisseaux de guerre et dix-huit transports turcs chargés de troupes; ces transports s'augmentèrent successivement jusqu'au nombre de cinquante-trois. Le 29 octobre, il s'empara de la tour abandonnée qui est située à un quart de lieue de la mer, sur le boghâz de Damiette, l'arma d'une pièce de canon de 24, et le 1er novembre il débarqua une division de 4,000 janissaires, sur la rive droite du Nil, entre la mer et le lac Menzaleh. Le général de brigade Verdier, bon officier, commandait à

Lesbé, ayant sous ses ordres 800 hommes d'infanterie et 150 chevaux; il marcha à la rencontre des janissaires, qui soutinrent d'abord le feu avec courage; mais, chargés à la baïonnette par l'infanterie, pris en flanc par les dragons, ils furent acculés à la mer, où ils périrent tous, hors 800 environ qui furent faits prisonniers. 32 drapeaux furent enlevés; une pièce de 24, quatre pièces de campagne, qu'ils avaient débarquées, restèrent sur le champ de bataille. Après cet exploit, sir Sidney leva l'ancre et disparut. Voulait-il conquérir l'Égypte avec 6 ou 7,000 janissaires, ou prétendait-il prendre Lesbé et Damiette et s'y maintenir? Il est difficile de pénétrer son véritable projet; cette expédition est encore moins raisonnable que celle d'Aboukir. Ismaël-Bey, qui commandait ces braves, resta prisonnier; il dit en gémissant : « Voilà l'élite des janissaires de Constantinople que le sultan vient de perdre si mal à propos. Avec ma division j'aurais battu l'armée du grand vizir, qui ne sera composée que de troupes d'Asie. »

Les Turcs ont senti vivement à Constantinople tout le mal que sir Sidney-Smith a fait aux armées ottomanes. La perte de l'armée de Rhodes à Acre et à Aboukir, celle de la division des janissaires sacrifiés aussi follement sous la place de Damiette, portaient au dernier degré la défiance des Ottomans contre les Anglais, et spécialement contre Sidney-Smith. Cet officier, fort actif et fort intrigant, est l'homme le moins judicieux et le moins fait pour être appelé à la direction d'une affaire importante qu'il soit possible de trouver.

Au commencement de novembre, Djezzar retira les troupes qu'il tenait à Jaffa et à Gaza; il les concentra autour d'Acre, afin de défendre son pachalik contre les entreprises du grand vizir, dont les coureurs arrivaient enfin sur le Jourdain. L'armée française, habillée à neuf et accrue par les hommes sortis des hôpitaux, dans lesquels les maladies de l'été et la bataille d'Aboukir les avaient fait entrer, n'avait jamais été plus belle, plus disciplinée et animée d'un meilleur esprit. Ainsi toutes les craintes du général Kleber se trouvaient démenties; il fut obligé d'en convenir dans les comptes successifs qu'il rendit au gouvernement; mais cela ne changea pas sa fatale politique.

V. Dès son débarquement à Alexandrie, Napoléon avait entamé des négociations avec la Porte, le pacha de Tripoli et celui d'Acre; la nature de l'opération qu'il dirigeait l'exigeait ainsi. Il écrivit directement au grand vizir par l'astronome Beauchamp, qu'il fit embarquer, au mois d'octobre 1798, sur la caravelle turque qui était à Alexandrie; depuis il lui expédia de Nazareth, le lendemain de la bataille du mont Thabor, un effendi de Damas; enfin, le 28 août 1799, il lui envoya du Caire Mehemet-Effendi, qui avait été fait prisonnier à Aboukir. Mehemet-Effendi rencontra le vizir à Erivan, capitale de l'Arménie, lui remit la lettre du général en chef, et eut plusieurs entrevues avec lui sur tout ce qu'il avait vu, sur toutes les choses qu'il avait entendues.

Le grand vizir comprit parfaitement tout cela; il envoya Mehemet-Effendi avec sa réponse, qui arriva au Caire le 12 octobre. Napoléon était parti depuis deux mois. Kleber réexpédia Mehemet-Effendi le 17; mais, s'éloignant de la ligne de conduite de son prédécesseur, il fit des propositions, et ses officiers tinrent à l'effendi des discours qui lui laissèrent concevoir des espérances dont il profita. Les cheiks du Caire avaient pénétré les dispositions de l'état-major. L'effendi retrouva le grand vizir près de Damas, et lui fit part du nouvel état des choses depuis que Napoléon était parti.

De son côté, sir Sidney-Smith était parfaitement au fait des dispositions secrètes de l'état-major; il écrivit le 26 octobre au général Kleber, prenant l'initiative de la négociation; sa lettre était datée du bord du *Tigre*, en rade de Damiette, deux jours avant sa folle entreprise. Il y disait : qu'il était instruit que des négociations étaient entamées avec le grand vizir, mais que la Porte était liée par le traité du 5 janvier 1799, que lui, Sidney-Smith, avait signé, muni des pleins pouvoirs du roi d'Angleterre; que la Porte, la Russie et l'Angleterre s'étant réunies pour une cause commune et ne pouvant faire la paix séparément, l'Angleterre était donc désormais partie principale. «Je suis à la fois, écrivait-il, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, que j'ai l'honneur de représenter, et commandant de la croisière du Levant. Au premier titre, aucune négociation ne peut se faire sans mon intervention; au

second titre, aucune communication ni aucun mouvement ne peut être fait sur mer sans ma permission. » Après ce préambule, il abordait le fond de la question; il proposait au général d'évacuer l'Égypte et lui offrait de transporter son armée avec armes, drapeaux, bagages, et sans être prisonnière de guerre, sur les côtes de France.

Après quelques pourparlers, il fut convenu que deux commissaires français, munis des pouvoirs du général en chef, se rendraient à bord du *Tigre*, qui à cet effet mouillerait en rade de Damiette. Le général Desaix et l'administrateur des finances Poussielgue s'embarquèrent le 21 novembre. Ayant été incommodés par la mer pendant les premiers jours, ils rédigèrent, aussitôt qu'ils furent remis, une note dans laquelle ils demandaient : « 1° à conclure une paix définitive avec la Porte; 2° que celle-ci se détachât de la triple alliance et rétablît ses anciennes relations avec la République; 3° que l'Angleterre garantît l'intégrité de l'empire ottoman; 4° qu'en échange de l'évacuation de l'Égypte on rendît tout ce que les alliés avaient pris sur les Français dans la Méditerranée; 5° que l'armée française, avec ses canons, armes et bagages, fût transportée en droite ligne à Toulon, où elle serait, au moment de son arrivée, disponible pour exécuter les ordres de son gouvernement. » Quelques jours après ils donnèrent un nouveau développement à ces propositions: ils demandèrent, en compensation de l'Égypte, Corfou, Sainte-Maure, Céphalonie, Zante, Cérigo, et enfin que le siége de Malte fût levé.

Le commodore répondit : « 1° que, pour négocier et signer la paix, il fallait être muni des pouvoirs des gouvernements respectifs; que le grand vizir les avait par la nature de sa place; que lui avait les siens en règle; qu'il fallait donc que les commissaires français montrassent les leurs, pour qu'on procédât à leur échange; que, s'ils n'étaient munis que des pouvoirs de leur général en chef, ils n'avaient aucun caractère diplomatique; qu'ils n'étaient que des commissaires chargés de négocier et de signer une stipulation militaire; 2° que la paix entre la Porte et la France ne pouvait pas avoir lieu, puisque par la triple alliance la Porte s'était engagée à faire cause commune avec la Russie et l'Angleterre; 3° que Corfou, Sainte-Maure, Céphalonie, Zante, Cérigo, étaient entre les mains des

Russes, l'île du Gozzo et l'île de Malte, hormis la Valette, entre les mains du roi de Naples; que ni lui au nom de l'Angleterre, ni le grand vizir au nom de la Porte, ne pouvaient stipuler sur le sort de ces pays, qui n'étaient pas dans leurs mains; 4° que la garantie de l'empire ottoman par l'Angleterre était une des clauses du traité du 5 janvier 1799, et dès lors inutile à répéter aujourd'hui; et à ce sujet le commodore remit une copie authentique de ce traité du 5 janvier qu'il avait signé lui-même; 5° que le but des présentes conférences ne pouvait donc être que d'aviser à l'évacuation de l'Égypte. L'armée française, disait-il, quoique investie et prête à être attaquée de toutes parts, n'est point vaincue. Sa bravoure, sa *fortitude*, sa renommée, lui donnent tous les droits de croire qu'elle peut résister; elle n'est donc pas dans le cas de capituler, et a droit d'exiger de conserver ses armes, ses canons, ses drapeaux, ses propriétés; d'arriver par le plus court trajet à Toulon et à Marseille, pour y faire sa quarantaine, et être sur-le-champ à la disposition de son gouvernement, sans être prisonnière de guerre.»

Les commissaires français se récrièrent sur l'inconvenance de ces propositions. Une évacuation pure et simple de l'Égypte ne pouvait pas avoir lieu. «Vous convenez, disaient-ils, que nous ne sommes pas vaincus, que nous ne sommes pas dans le cas de signer une capitulation, et cependant c'est une capitulation que vous nous proposez. Comment l'armée est-elle cernée de toutes parts? — Comment? répondait le commodore : nous avons deux frégates dans la mer Rouge, plusieurs vaisseaux dans la mer du Levant, et une innombrable armée turque qui déjà est rendue en Syrie. — Pour que l'armée française fût cernée, répliqua Desaix, il faudrait que, outre l'armée du grand vizir qui est en Syrie, il y eût une armée anglaise débarquée sur les côtes de la Méditerranée, à Damiette ou à Aboukir; une armée d'Éthiopiens ou d'Abyssiniens qui eût franchi la grande cataracte et fût arrivée dans le pays des Barâbras; enfin une quatrième, qui, venant du fond de la Nigritie, fût arrivée aux oasis. Dans ces suppositions même, l'armée ne serait pas investie, et la réunion de ces quatre armées séparées entre elles par des déserts, des marais, des rivières, des places fortes, serait sujette à bien des vicissitudes. Nous

savons, continuait-il, ce que c'est que l'armée du grand vizir; nous en avons vu d'innombrables aux Pyramides, au mont Thabor; et avec une poignée de monde nous avons vaincu les troupes mieux organisées d'Aboukir et de Damiette, qui étaient l'élite de l'empire ottoman; enfin nos instructions sont positives. Toute stipulation militaire, de quelque nom qu'on la colore, est une capitulation : jamais l'armée française ne se soumettrait à une pareille humiliation. » Voyant que la négociation n'avançait plus, sir Sidney-Smith mouilla à Jaffa, et se rendit au camp du grand vizir, qui était à Gaza : il voulait le conseiller et délibérer sur l'état des choses.

Aussitôt que ce premier ministre avait connu, par ses correspondances du Caire et par ce que lui avait rapporté Mehemet-Effendi, que depuis le départ de Napoléon les esprits étaient bien changés, que le nouveau général inclinait pour quitter le pays, il s'était avancé sur le Jourdain. Il fit part à Djezzar de ce qu'il avait appris et conclut sa paix avec lui. En répandant le bruit que tout était arrangé, qu'il n'était plus question de se battre, mais seulement de traverser le désert pour piller l'Égypte, il se fit joindre par les troupes des cinq pachaliks de Syrie. Ayant réuni 30,000 hommes, il fit cerner le fort d'El-A'rych par une division de 6,000 hommes. Le major anglais Douglas dirigeait les travaux du siége: mais l'indiscipline des Turcs, le défaut d'outils et de pièces, ne lui laissaient aucune espérance de mener à bien cette entreprise. Les fortifications avaient été considérablement accrues; le chef de bataillon du génie Cazals y commandait; il avait 500 hommes sous ses ordres. On était au huitième jour du siége et les assiégeants étaient aussi peu avancés que le premier jour; les assiégés n'avaient encore eu que 2 hommes tués et 5 blessés quand une insurrection éclata dans la garnison. Des traîtres appelèrent les Turcs du haut des remparts; ô honte! des soldats français jetèrent eux-mêmes les cordes et les échelles qui servirent à l'escalade! Leur crime ne resta pas impuni : ces misérables furent les premiers égorgés et leurs têtes furent portées en triomphe dans toute la Syrie. Le chef de bataillon Cazals, au désespoir, eut le temps de se retirer dans les maisons de l'intérieur du fort, de contenir l'ennemi une demi-heure

et d'obtenir une capitulation. Il sauva sa garnison. Ce funeste événement, si inattendu, exalta au plus haut point l'esprit du grand vizir : « C'était, disait-il, le plus beau fait d'armes du siècle. Le czar de Russie va avoir une grande idée du courage ottoman lorsqu'il apprendra un événement aussi merveilleux. »

Le commodore arriva sur ces entrefaites au camp d'El-A'rych, fit part aux commissaires français, qui étaient à Jaffa, de l'événement qui venait d'avoir lieu. « Il était impossible, disait-il, de voir une plus belle armée que cette armée ottomane, mais aussi rien de plus féroce. Le fanatisme des armées musulmanes s'était réveillé dans toute sa force; jamais Soliman, Bajazet et Selim n'avaient eu sous leurs ordres de si intrépides soldats. Il lui était donc impossible de garantir la sûreté des commissaires français au milieu d'une armée aussi fanatisée. » Il conseillait aux commissaires de rester à Jaffa et d'attendre son retour; il craignait les observations de Desaix, qui apprécierait à sa juste valeur, dès qu'il la verrait, cette pitoyable armée; mais, par les mêmes motifs, celui-ci brûlait d'étudier le mécanisme et tous les ressorts de cette armée orientale.

Sans faire aucune attention aux insinuations de sir Sidney-Smith, Desaix se mit en marche avec Poussielgue, arriva à Gaza et de là à El-A'rych : ils y furent reçus avec empressement par les Turcs et furent parfaitement en sûreté. Lorsque Desaix eut regardé pendant quelques jours ce ramassis tumultueux d'hommes qu'on honorait du nom d'armée, il écrivit à Kleber : « Gardez-vous d'évacuer l'Égypte. Il se murmure qu'une révolution a eu lieu en France et que Napoléon est à la tête de l'État. Quant à ce qu'on appelle l'armée du grand vizir, c'est un misérable amas de bandits; il y a sans doute quelques braves gens, mais en petit nombre; cette armée est incapable de résister à l'attaque d'une de nos divisions. Ils se disent 80,000 hommes; je ne les évalue pas à plus de 30,000 combattants. Ils annoncent l'arrivée des Russes; les présents qui sont destinés aux généraux et officiers russes sont étalés dans les tentes où nous tenons les conférences; vous voyez que le piége est grossier. S'ils attendaient une armée européenne quelconque, ils n'eussent pas commencé la campagne. »

Les dépêches de Poussielgue étaient écrites d'un tout autre ton. C'était une amplification de tout ce que lui avaient dit le grand vizir, le reis-effendi et le commodore anglais : L'armée turque était immense, elle était formidable, car elle avait massacré la garnison d'El-A'rych; les avenues du camp étaient plantées de piques auxquelles étaient pendues des têtes; tous les jours des hommes étaient tués dans des ruelles du camp, et souvent la tente du grand vizir était percée de balles. Douze pachas étaient en route, et il portait cette armée à 200,000 hommes. L'armée russe était déjà arrivée aux Dardanelles, etc.

Kleber avait réuni son armée en avant de Sâlheyeh; à la nouvelle de la prise du château d'El-A'rych, il se laissa entièrement dominer par les fausses préventions qu'il avait puisées dans les guerres de Hongrie, et, sans ajouter foi à ce que lui écrivait le général Desaix, témoin oculaire, il crut qu'il ne lui restait plus d'autre parti pour sauver son armée et son honneur que de capituler. Il envoya des instructions contraires aux premières, il autorisa ses commissaires à négocier purement et simplement pour l'évacuation de l'Égypte. Cette nouvelle remplit de joie le commodore anglais, qui s'employa aussitôt à lever tous les obstacles, et le 24 janvier la convention fut signée; quelques jours après elle fut ratifiée par le général en chef et par le grand vizir. Comme capitulation militaire elle était honorable dans toutes ses clauses, rédigée avec soin; aucune précaution n'y avait été négligée. Le grand vizir signa comme premier ministre de la Porte, commandant de terre et de mer; sir Sidney-Smith, dans sa double qualité de ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne et de commandant de la croisière du Levant. Le ministre de Russie la garantit.

Cette convention était conçue en ces termes :

« L'armée française en Égypte, voulant donner une preuve de ses désirs d'arrêter l'effusion du sang et de voir cesser les malheureuses querelles survenues entre la République française et la Sublime-Porte, consent à évacuer l'Égypte d'après les dispositions de la présente convention, espérant que cette concession pourra être un acheminement à la pacification générale de l'Europe.

«Art. Ier. L'armée française se retirera avec armes, bagages et effets, sur Alexandrie, Rosette et Aboukir, pour y être embarquée et transportée en France, tant sur ses bâtiments que sur ceux qu'il sera nécessaire que la Sublime-Porte lui fournisse; et, pour que lesdits bâtiments puissent être promptement préparés, il est convenu qu'un mois après la ratification de la présente il sera envoyé au château d'Alexandrie un commissaire avec cinquante personnes de la part de la Sublime-Porte.

«II. Il y aura un armistice de trois mois en Égypte à compter du jour de la signature de la présente convention; et cependant, dans le cas où la trêve expirerait avant que lesdits bâtiments à fournir par la Sublime-Porte fussent prêts, ladite trêve sera prolongée jusqu'à ce que l'embarquement puisse être complétement effectué; bien entendu que de part et d'autre on emploiera tous les moyens possibles pour que la tranquillité de l'armée et des habitants, dont la trêve est l'objet, ne soit pas troublée.

«III. Le transport de l'armée française aura lieu d'après le règlement des commissaires nommés à cet effet par la Sublime-Porte et par le général en chef Kleber; et si, lors de l'embarquement, il survenait quelques discussions entre lesdits commissaires sur cet objet, il en sera nommé un par M. le commodore Sidney-Smith, qui décidera d'après les règlements maritimes de l'Angleterre.

«IV. Les places de Qatyeh et de Sâlheyeh seront évacuées par les troupes françaises le huitième jour, ou au plus tard le dixième jour après la ratification de la présente convention. La ville de Mansourah sera évacuée le quinzième jour; Damiette et Belbeys le vingtième jour; Suez sera évacuée six jours avant le Caire; les autres places situées sur la rive orientale du Nil seront évacuées le dixième jour; le Delta sera évacué quinze jours après l'évacuation du Caire. La rive occidentale du Nil et ses dépendances resteront entre les mains des Français jusqu'à l'évacuation du Caire; et cependant, comme elles doivent être occupées par l'armée française jusqu'à ce que toutes les troupes soient descendues de la haute Égypte, ladite rive occidentale et ses dépendances pourront n'être évacuées qu'à l'expiration de la trêve, s'il est impossible de les

évacuer plus tôt. Les places évacuées par l'armée seront remises à la Sublime-Porte dans l'état où elles se trouvent actuellement.

«V. La ville du Caire sera évacuée dans le délai de quarante jours, si cela est possible, et au plus tard dans quarante-cinq jours à compter du jour de la ratification de la présente.

«VI. Il est expressément convenu que la Sublime-Porte apportera tous ses soins pour que les troupes françaises des diverses places de la rive occidentale du Nil, qui se replieront avec armes et bagages vers leur quartier général, ne soient pendant leur route inquiétées ni molestées dans leurs personnes, biens et honneur, soit de la part des habitants de l'Égypte, soit par les troupes de l'armée impériale ottomane.

«VII. En conséquence de l'article ci-dessus et pour prévenir toutes discussions et hostilités, il sera pris des mesures pour que les troupes turques soient toujours suffisamment éloignées des troupes françaises.

«VIII. Aussitôt après la ratification de la présente convention, tous les Turcs et autres nations sans distinction sujets de la Sublime-Porte, détenus ou retenus en France ou au pouvoir des Français en Égypte, seront mis en liberté; et, réciproquement, tous les Français détenus dans toutes les villes et échelles de l'empire ottoman, ainsi que toutes les personnes, de quelque nation qu'elles soient, attachées aux légations et consulats français, seront mis en liberté.

«IX. La restitution des biens et propriétés des habitants et des sujets de part et d'autre, ou le remboursement de leur valeur aux propriétaires, commencera immédiatement après l'évacuation de l'Égypte, et sera réglé à Constantinople par des commissaires nommés respectivement pour cet objet.

«X. Aucun habitant de l'Égypte, de quelque religion qu'il soit, ne sera inquiété ni dans sa personne ni dans ses biens pour les liaisons qu'il pourra avoir eues avec les Français pendant leur occupation de l'Égypte.

«XI. Il sera délivré à l'armée française, tant de la part de la Sublime-Porte que des cours ses alliées, c'est-à-dire celles de la Grande-Bretagne et de la Russie, les passe-ports, sauf-conduits et convois nécessaires pour assurer son retour en France.

« XII. Lorsque l'armée française d'Égypte sera embarquée, la Sublime-Porte, ainsi que ses alliés, promettent que, jusqu'à son retour sur le continent de la France, elle ne sera nullement inquiétée; comme de leur côté le général en chef Kleber et l'armée française en Égypte promettent de ne commettre aucune hostilité pendant ledit temps, ni contre les flottes, ni contre les pays de la Sublime-Porte et de ses alliés, et que les bâtiments qui transporteront ladite armée ne s'arrêteront à aucune autre côte que celle de France, à moins de nécessité absolue.

« XIII. En conséquence de la trêve de trois mois stipulée ci-dessus avec l'armée française pour l'évacuation de l'Égypte, les parties contractantes conviennent que, si dans l'intervalle de ladite trêve quelques bâtiments de France, à l'insu des commandants des flottes alliées, entraient dans le port d'Alexandrie, ils en partiront après avoir pris l'eau et les vivres nécessaires, et retourneront en France munis de passe-ports des cours alliées; et, dans le cas où quelques-uns desdits bâtiments auraient besoin de réparations, ceux-là seuls pourront rester jusqu'à ce que lesdites réparations soient achevées, et partiront aussitôt pour la France comme les précédents, par le premier vent favorable.

« XIV. Le général en chef Kleber pourra envoyer sur-le-champ un aviso, auquel il sera donné les sauf-conduits nécessaires pour que ledit aviso puisse prévenir le gouvernement français de l'évacuation de l'Égypte.

« XV. Étant reconnu que l'armée française a besoin de subsistances journalières pendant les trois mois dans lesquels elle doit évacuer l'Égypte et pour les trois autres mois à compter du jour où elle sera embarquée, il est convenu qu'il lui sera fourni les quantités nécessaires de blé, viande, riz, orge et paille, suivant l'état qui en est présentement remis par les plénipotentiaires français, tant pour le séjour que pour le voyage. Celles desdites quantités que l'armée aura retirées de ses magasins après la ratification de la présente seront déduites de celles à fournir par la Sublime-Porte.

« XVI. A compter du jour de la ratification de la présente convention, l'armée française ne prélèvera plus aucune contribution quelconque en Égypte, mais au contraire elle abandonnera à la Sublime-Porte les

contributions ordinaires exigibles qui lui resteraient à lever jusqu'à son départ, ainsi que les chameaux, dromadaires, munitions, canons et autres objets lui appartenant qu'elle ne juge pas à propos d'emporter, ainsi que les magasins de grains provenant des contributions déjà levées, et enfin les magasins de vivres. Ces objets seront examinés et évalués par des commissaires envoyés en Égypte à cet effet par la Sublime-Porte et par le commandant des forces britanniques, conjointement avec les préposés du général en chef Kleber, et reçus par les premiers au taux de l'évaluation ainsi faite, jusqu'à la concurrence de la somme de 3,000 bourses, qui sera nécessaire à l'armée française pour accélérer ses mouvements et son embarquement; et, si les objets ci-dessus désignés ne produisaient pas cette somme, le déficit sera avancé par la Sublime-Porte à titre de prêt, qui sera remboursé par le gouvernement français sur les billets des commissaires préposés par le général en chef Kleber pour recevoir ladite somme.

«XVII. L'armée française ayant des frais à faire pour évacuer l'Égypte, elle recevra, après la ratification de la présente convention, la somme ci-dessus stipulée dans l'ordre suivant, savoir : le quinzième jour, 500 bourses; le trentième jour, 500 autres bourses; le quarantième jour, 300 autres bourses; le cinquantième jour, 300 autres bourses; le soixantième jour, 300 autres bourses; le soixante et dixième jour, 300 autres bourses; le quatre-vingtième jour, 300 autres bourses; et enfin le quatre-vingt-dixième jour, 500 autres bourses. Toutes lesdites bourses de 500 piastres turques chacune, lesquelles seront reçues en prêt des personnes commises à cet effet par la Sublime-Porte; et, pour faciliter l'exécution desdites dispositions, la Sublime-Porte enverra, immédiatement après l'échange des ratifications, des commissaires dans la ville du Caire et dans les autres villes occupées par l'armée.

«XVIII. Les contributions que les Français pourraient avoir perçues après la date de la ratification et avant la notification de la présente convention, dans les diverses parties de l'Égypte, seront déduites sur le montant des 3,000 bourses ci-dessus stipulées.

«XIX. Pour faciliter et accélérer l'évacuation des places, la navigation

des bâtiments français de transport qui se trouveront dans les ports de l'Égypte sera libre pendant les trois mois de trêve, depuis Damiette et Rosette jusqu'à Alexandrie, et d'Alexandrie à Rosette et Damiette.

«XX. La sûreté de l'Europe exigeant les plus grandes précautions pour empêcher que la contagion de la peste n'y soit transportée, aucune personne malade ou soupçonnée d'être attaquée de cette maladie ne sera embarquée; mais les malades pour cause de peste, ou pour toute autre maladie qui ne permettrait pas leur transport dans le délai convenu pour l'évacuation, demeureront dans les hôpitaux, où ils seront sous la sauvegarde de Son Altesse le suprême vizir, et seront soignés par des officiers de santé français, qui resteront auprès d'eux jusqu'à ce que leur guérison leur permette de partir, ce qui aura lieu le plus tôt possible. Les articles 11 et 12 de cette convention leur seront appliqués, comme au reste de l'armée; et le commandant en chef de l'armée française s'engage à donner les ordres les plus stricts aux divers officiers commandant les troupes embarquées de ne pas permettre que les bâtiments les débarquent dans d'autres ports que ceux qui seront indiqués, par les officiers de santé, comme offrant la plus grande facilité pour faire la quarantaine utile, usitée et nécessaire.

«XXI. Toutes les difficultés qui pourraient s'élever et qui ne seraient pas prévues par la présente convention seront terminées à l'amiable entre les commissaires désignés à cet effet par Son Altesse le suprême vizir et par le général en chef Kleber, de manière à faciliter l'évacuation.

«XXII. Le présent ne sera valable qu'après les ratifications respectives, lesquelles devront être échangées dans le délai de huit jours, en suite de laquelle ratification la présente convention sera religieusement observée de part et d'autre[1].»

Quand l'armée connut qu'elle devait évacuer sa belle conquête devant

[1] Cette convention se termine ainsi:

«Fait, signé et scellé de nos sceaux respectifs, au camp des conférences près El-A'rych, le 4 pluviôse an VIII de la République française (24 janvier 1800, vieux style) et le 28 de la lune de Chabban, l'an de l'hégire 1214.

«Signé : le général de division Desaix, le citoyen Poussielgue, plénipotentiaires du général Kleber, et LL. EE. Mustafa Puschid, effendi Tefterdar, et Mustafa Rasycher, effendi reis El-Kuttab, plénipotentiaires de Son Altesse le suprême vizir.»

une misérable cohue semblable à celle du mont Thabor, tous les cœurs se resserrèrent. L'armée chercha en vain des raisons qui pussent justifier une si singulière transaction; elle n'avait reçu aucun ordre du gouvernement, elle était tout entière, elle ne manquait de rien; toutes les allégations contenues dans le procès-verbal du conseil de guerre étaient ou fausses, ou exagérées, ou insignifiantes. Mais, d'un autre côté, on allait revoir cette belle France, embrasser sa famille, ses amis, peut-être cueillir des lauriers sur le Pô, l'Adige, le Danube!

Les places fortes de Qatyeh, de Sâlheyeh, de Belbeys, de Lesbé, de Suez, tous les forts de la haute Égypte, toute la rive droite du Nil en suivant la branche de Damiette furent remis aux Turcs. Le grand vizir passa le désert avec pompe; son armée se recruta de tous côtés; la perspective du pillage, les riches et abondantes plaines du Nil, excitaient la cupidité de toutes les hordes du désert. De part et d'autre on exécuta fidèlement la convention. Une commission composée de Français, de Turcs et d'Anglais était en permanence et levait avec équité toutes les difficultés qui survenaient. L'administration civile du Caire fut remise au grand vizir, qui y envoya Mustafa. Tous les grands de l'Égypte se portèrent successivement aux pieds de Son Altesse pour solliciter leur pardon, et offrir à l'envi des dons gratuits, selon l'usage de l'Orient. Les esprits des Égyptiens rentrèrent dans le néant et reprirent leurs habitudes de servitude et d'esclavage. L'aurore de la civilisation n'avait lui qu'un moment; désormais plus d'espérance; chacun ne s'occupa plus que de mériter l'oubli de ce qu'il avait dit ou fait.

Mourad-Bey avait profité de l'évacuation de la haute Égypte et de la concentration de l'armée pour se réorganiser. Il fit complimenter le grand vizir, qui lui envoya des firmans; Kleber lui donna des sauf-conduits. Arrivé près du Caire, le bey accueillit avec grâce le général français Morand, chargé de le recevoir, le revêtit d'une pelisse, lui fit présent d'un beau cheval de bataille : «Mon présent est peu de chose, lui dit-il; mais prenez-vous-en aux Français, ils m'ont tout ôté.» Il trouva sur sa route la cavalerie française, sabre à la main; à cette vue, il éprouva un moment de trouble. Le général de cavalerie Leclerc, qui la commandait, s'en

aperçut, se jeta seul avec deux aides de camp au milieu de ses Mameluks, se mettant ainsi à sa discrétion. Mourad considéra avec attention la cavalerie française, qui, de son côté, le vit avec plaisir, sentiment naturel aux braves. Les Égyptiens, mais surtout les Mameluks, ne concevaient rien au spectacle dont ils étaient témoins; cette invincible armée se retirant devant cette canaille était pour eux un phénomène qu'ils ne se pouvaient expliquer.

Le grand vizir reçut Mourad-Bey froidement : « Vous autres Mameluks, lui dit-il d'un ton sévère, vous n'avez de courage que dans la rébellion et contre vos souverains; vous n'avez pas su défendre un seul jour cette clef de la sainte Kaaba contre une poignée d'infidèles qui fuient comme de faibles gazelles à ma vue. A mesure que je m'avance, ils se dispersent comme la poussière du désert au premier souffle du khamsyn. » L'intrépide Mourad-Bey, indigné, se redressa avec noblesse, et lui lançant un regard plein de feu : « Vizir, lui dit-il, rends grâce au Prophète qui dispose du cœur et de la volonté des hommes, mais ne t'abuse pas sur la cause de ta bonne fortune; c'est l'amour de leur pays, de leurs femmes, de leurs enfants qui a fasciné les yeux de ces infidèles et les a rendus insensibles aux attraits du Nil; mais prie Dieu qu'ils ne changent pas d'intention, tu verrais ces timides gazelles, plus furieuses que les lions affamés du désert, porter la mort et le carnage dans tous les rangs de ton armée; pas un des tiens ne reverrait les rives fleuries de la Syrie. » Le vizir, homme de sens, s'aperçut qu'il s'était laissé emporter par un mouvement de vanité déplacé, se radoucit, fit des compliments au bey, tâcha de se le concilier. Mourad regagna sa troupe, et se campa sur le flanc des deux armées, du côté de la haute Égypte.

VI. Quelques semaines après le départ d'Alexandrie du bâtiment qui portait la lettre du général Kleber du 26 septembre 1799, un duplicata de cette dépêche fut remis au commandant Barras dont le bâtiment se rendait en France. Ce bâtiment fut pris dans les mers de Provence; Barras jeta ses dépêches à l'eau si maladroitement qu'un midshipman anglais se mit à la nage, saisit les dépêches et les porta à l'amiral Keith, qui les fit

passer sur-le-champ à Londres; elles excitèrent au plus haut degré l'intérêt du cabinet de Saint-James. D'un côté, Napoléon était arrivé au timon des affaires, et proclamé premier magistrat de la République; ces lettres étaient une espèce de dénonciation ou d'accusation contre lui. D'un autre côté, les renseignements qu'elles donnaient sur la situation de l'armée d'Égypte levaient toutes les incertitudes. Il était impossible d'avoir une pièce plus authentique. L'armée française était nue, manquant d'armes, de canons, de munitions de guerre; elle avait de la peine à vivre, n'avait pas d'argent; elle était réduite de 5 à 8,000 combattants. De plus, les Mameluks et les Arabes étaient plus puissants que jamais; la population était mal disposée, menaçait à tout instant d'égorger les Français; leur général n'avait plus d'espoir que dans une capitulation pour sauver ces misérables débris; mais ces débris, misérables en Égypte, étant formés de cadres, étaient précieux par le grand nombre d'officiers et sous-officiers qui s'y trouvaient. Six semaines après leur arrivée en France, ils formeraient une armée de 40,000 hommes, qui serait fort redoutable; d'ailleurs, ces officiers faisaient profession d'un dévouement spécial au nouveau magistrat de la République; ils consolideraient son autorité, et seraient pour lui un appui précieux; il fallait l'en priver. Les duplicata des dépêches des chefs d'administration et des colonels, dont les originaux avaient été envoyés avec le bâtiment qui parvint en France, n'avaient pas été joints à cette nouvelle expédition, de sorte que le gouvernement anglais ne fut pas à même de concevoir le plus léger soupçon sur la véracité des faits contenus dans les lettres de l'état-major.

Sir Sidney-Smith, dans sa correspondance, avait fait pressentir qu'il serait possible de décider Kleber à signer une capitulation pour céder l'Égypte, à condition qu'on lui garantirait le passage de l'armée pour retourner en France avec ses armes, sans être prisonnière de guerre, et que l'on déguiserait la honte d'une capitulation sous l'apparence d'une convention diplomatique; on attendait ce grand résultat avec impatience. Mais, lorsque l'on vit, par les propres dépêches du général Kleber, l'état misérable où était réduite l'armée; qu'elle ne pouvait plus menacer l'Hindoustan ni se recruter, les Anglais résolurent de la retenir prisonnière de

guerre sur la Tamise. A cet effet le ministère envoya, le 17 décembre, l'ordre à l'amiral Keith d'arrêter les bâtiments portant l'armée française, et de les conduire en Angleterre, de quelques sauf-conduits qu'ils fussent munis. M. Dundas[1] avait dit : «Il faut que cette armée périsse et soit un exemple de la vengeance britannique; que pas un des hommes qui en ont fait partie ne revoie ses foyers.»

L'amiral Keith expédia, le 8 janvier 1800, une frégate à Sidney-Smith, qui arriva le 20 février à Chypre. En même temps il établit une nouvelle croisière devant Alexandrie, avec des instructions conformes aux nouveaux ordres du Conseil. Dès le 15 février, cette croisière arrêta tous les bâtiments, quoiqu'ils fussent munis des sauf-conduits du commodore Sidney-Smith et du grand vizir. Le 26 février, une lettre de sir Sidney-Smith instruisit le général Kleber de ce nouvel ordre; il l'invitait à prendre patience, disant que son gouvernement était trompé, mais qu'il ne tarderait pas à changer d'opinion et à envoyer les ordres nécessaires. Kleber se laissa amuser. Cependant sa position devenait affreuse; il avait évacué toutes les places et laissé ouvertes les portes du désert. Une partie de son armée était déjà rendue à Rosette et à Alexandrie; on avait déjà évacué les parcs et les munitions de guerre de Gyzeh; la citadelle du Caire était désarmée. Cette capitale était gouvernée par un des pachas du grand vizir; les Français devaient céder la citadelle et les forts le 14 mars. Des commissaires français, anglais et turcs se réunirent à Mataryeh; tout ce qu'il fut possible de faire pour aplanir les difficultés, sir Sidney le fit; mais les Turcs voulaient entrer en possession de la capitale le 14 mars, conformément à la convention; ils ne voulaient pas accorder le délai que les Français demandaient; ceux-ci représentaient que, s'ils abandonnaient le Caire avant que la mer leur fût ouverte, ils étaient perdus. Le grand vizir répondait qu'il avait donné les firmans; qu'il avait fourni les bâtiments nécessaires pour le passage de l'armée; que les difficultés faites par les Anglais ne le regardaient pas. Cependant il consentait à ce que les Français séjournassent dans le Delta et dans Alexandrie jusqu'à l'arrivée des ordres de Londres.

[1] L'un des membres du cabinet anglais à cette époque.

Kleber paraissait indécis, lorsqu'on lui annonça l'arrivée du *Lodi* à Damiette, avec le général Galbaud, et de *l'Osiris* à Aboukir, portant le colonel Latour-Maubourg. Celui-ci arriva au Caire le 4 mars. Il apporta à la fois la nouvelle de l'arrivée de Napoléon en Europe et de son élévation à la tête du gouvernement, la constitution de l'an VIII, la lettre du ministre de la guerre du 12 janvier, et la proclamation ci-jointe :

«Soldats, les consuls de la République s'occupent souvent de l'armée d'Orient. La France connaît toute l'influence de vos conquêtes pour la restauration de son commerce et la civilisation du monde. L'Europe entière vous regarde. Je suis souvent en pensée avec vous. Dans quelque situation que les hasards de la guerre vous mettent, soyez toujours les soldats de Rivoli et d'Aboukir, vous serez invincibles. Portez à Kleber cette confiance sans bornes que vous aviez en moi, il la mérite. Soldats, songez qu'un jour vous rentrerez victorieux sur le territoire sacré; ce sera un jour de joie et de gloire pour la nation entière.»

Ces paroles portèrent au plus haut point l'ivresse et l'enthousiasme du soldat, mais ils se disaient : «Couverts de honte et nos drapeaux flétris par une capitulation, de quel front aborderons-nous notre général?» Kleber, de son côté, comprit combien sa position était désormais délicate; il ne lui restait plus que le parti de vaincre. Il avait une haine particulière pour le Directoire, il triomphait de sa chute. Kleber n'était rien moins que républicain. On ne fut pas vingt-quatre heures sans s'apercevoir dans le camp que les dispositions du général en chef étaient changées. Le lendemain de l'arrivée de Latour-Maubourg, on commença à réarmer la citadelle du Caire, les forts et Gyzeh; l'artillerie, déjà embarquée, fut débarquée; les troupes, les magasins, déjà en partie évacués sur le port d'Alexandrie, retournèrent vers la capitale. Pendant le mois de mars, le Nil fut chargé de djermes qui reportaient les troupes et les munitions de l'armée au Caire. Lorsque tous ces préparatifs furent terminés, le général en chef fit lire, le 17 mars au soir, un ordre du jour en ces termes :

A bord du vaisseau de Sa Majesté Britannique *la Reine-Charlotte*,
à Minorque, le 8 janvier 1800.

«Monsieur,

«Ayant reçu des ordres positifs de Sa Majesté de ne consentir à aucune capitulation avec l'armée française que vous commandez en Égypte et en Syrie, excepté dans le cas où elle mettrait bas les armes, se rendrait prisonnière de guerre et abandonnerait tous les vaisseaux et toutes les munitions des port et ville d'Alexandrie aux puissances alliées, et, dans le cas où une capitulation aurait lieu, de ne permettre à aucune troupe de retourner en France qu'elle ne soit échangée, je pense nécessaire de vous informer que tous les vaisseaux ayant des troupes françaises à bord et faisant voile de ce pays, d'après des passe-ports signés par d'autres que ceux qui ont le droit d'en accorder, seront forcés par les officiers des vaisseaux que je commande de rentrer à Alexandrie, et que ceux qui seront rencontrés retournant en Europe, d'après des passe-ports accordés en conséquence de la capitulation particulière avec une des puissances alliées, seront retenus comme prises et tous les individus à bord considérés comme prisonniers.

«Keith, amiral.»

«Soldats, on ne répond à une telle insolence que par des victoires: préparez-vous à combattre!»

«Kleber.»

Ainsi cette lettre du 26 septembre 1799, écrite pour justifier l'évacuation de l'Égypte, fut cause de sa conservation. La mauvaise foi du gouvernement anglais sauva l'honneur de cette intrépide armée.

Le 19 mars, le général en chef écrivit dans ces termes au grand vizir:

«L'armée dont le commandement m'est confié ne trouve pas, dans les propositions qui m'ont été faites de la part de Votre Altesse, une garantie suffisante contre les prétentions injurieuses et l'opposition formelle du gouvernement anglais à l'exécution de notre traité; en conséquence, il a été résolu ce matin, au conseil de guerre, que ces propositions seraient rejetées et que la ville du Caire, ainsi que les forts,

demeureraient occupés par les troupes françaises jusqu'à ce que j'aie reçu du commandant en chef de la flotte anglaise dans la Méditerranée une lettre directement contraire à celle qu'il m'a adressée le 8 janvier, et que j'aie entre les mains les passe-ports signés par ceux qui ont le droit d'en accorder. D'après cela, toutes conférences ultérieures entre nos commissaires deviennent inutiles, et les deux armées doivent, dès cet instant, se considérer comme en état de guerre. La loyauté que j'ai apportée dans l'exécution ponctuelle de mes conventions donnera à Votre Altesse la mesure du regret que me fait éprouver une rupture aussi extraordinaire dans ces circonstances que contraire aux avantages communs de la République et de la Sublime-Porte. J'ai assez prouvé combien j'étais pénétré du désir de voir renaître les liaisons d'intérêt et d'amitié qui unissaient depuis longtemps les deux puissances. J'ai tout fait pour rendre manifeste la pureté de mes intentions; toutes les nations y applaudiront, et Dieu soutiendra par la victoire la justice de ma cause; le sang que nous sommes prêts à verser rejaillira sur les auteurs de cette nouvelle dissension.

« Je préviens aussi Votre Altesse que je garderai comme otage à mon quartier général S. Exc. Mustafa-Pacha jusqu'à ce que le général Galbaud, retenu à Damiette, soit rendu à Alexandrie avec sa famille et sa suite, et qu'il ait pu me rendre compte du traitement qu'il a éprouvé des officiers de l'armée ottomane, et sur lequel on me fait des rapports fort extraordinaires.

« La sagesse accoutumée de Votre Altesse lui fera distinguer aisément de quelle part viennent les nuages qui s'élèvent. Mais rien ne pourra altérer la haute considération et l'amitié sincère que j'ai pour elle. »

VII. La belle proclamation du général Kleber produisit sur l'armée tout l'effet possible; elle ne manifesta plus qu'un sentiment, la plus grande confiance dans le succès et la satisfaction de conserver intacts l'honneur et ses drapeaux, sur lesquels étaient écrits en lettres d'or les noms de tant de victoires.

Les officiers anglais qui étaient au camp du vizir, prévoyant ce qui

allait arriver, firent tous leurs efforts pour persuader aux Turcs d'accorder un délai d'un mois. Mais ceux-ci, fiers de leur grand nombre, certains des dispositions d'une partie du peuple du Caire et de la basse Égypte, spécialement de Mansourah, ne voulurent entendre à rien. Le grand vizir résolut de prévenir le général français en se jetant avec son armée dans le Caire. L'armée française était forte de 15,000 hommes d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie sur le champ de bataille; 9,000 étaient au Caire et dans le Delta. La gauche était commandée par le général Reynier et formée de deux brigades composées de quatre bataillons chacune, l'une sous les ordres du général Robin, et l'autre sous ceux du général Lagrange. La droite, commandée par le général Friant, était aussi composée de deux brigades, sous les ordres des généraux Belliard et Donzelot. Le général de brigade Leclerc commandait la cavalerie. L'artillerie était de soixante bouches à feu. L'infanterie était rangée en quatre carrés à distance de déploiement; l'artillerie et la cavalerie dans l'intervalle. Une demi-brigade était en réserve; une était au Caire, une à Gyzeh, deux à Alexandrie, une à Rosette et une dans le Delta. Le 19, à trois heures du matin, Kleber se mit en marche d'El-Qobbet sur Mataryeh. L'armée du grand vizir était forte de 60,000 hommes, dont 15,000 étaient détachés à Belbeys, à Sâlheyeh, à Damiette et dans la haute Égypte; 45,000 étaient sur le champ de bataille, 20,000 étaient des Bédouins ou des milices égyptiennes qui l'avaient rejoint depuis son entrée dans le pays. Il avait quarante pièces d'artillerie, dont vingt seulement attelées; les autres étaient dans les places de Rosette et de Sâlheyeh. A la petite pointe du jour, la division Reynier se rencontra à Mataryeh avec l'avant-garde, et, après un léger combat, elle s'empara du village; l'armée se rangea en bataille en avant. La gauche s'était ainsi éloignée du Nil; Nadir-Pacha et Ibrahim-Bey, à la tête de 6,000 hommes de cavalerie, en profitèrent, remontèrent le Nil, se jetèrent dans le Caire, proclamèrent la victoire de leur parti et la destruction de l'armée des infidèles. L'insurrection était organisée d'avance, elle éclata dans tous les quartiers à la fois.

Cependant le grand vizir accourut au secours de son avant-garde, qui

était en position à portée du canon de l'armée française. Sa nombreuse cavalerie enveloppa les carrés, caracolant tout autour, mais elle ne fit aucune charge; les boulets et la mitraille lui firent beaucoup de mal; il y avait loin de la valeur de ces troupes à celle des Mameluks aux Pyramides. Une soixantaine de blessés français étant tombés entre les mains de ces barbares, ils leur coupèrent la tête, qu'ils promenèrent au bout des lances, comme les Parthes promenèrent la tête du jeune Crassus. Ce spectacle étonna un moment le soldat, mais la charge battit; toute cette armée se dissipa et se sauva d'un trait jusqu'à El-Khânqah. Ce fut dans ce gros bourg que Kleber apprit l'insurrection du Caire: il y envoya le général Lagrange avec une brigade. Le 20, l'armée française marcha sur Belbeys; le fort, après quelques heures de canonnade, se rendit. Le grand vizir ne s'arrêta nulle part; il abandonna son camp de Sâlheyeh encore tout tendu, ses bagages, traversa le désert précipitamment, et arriva à Gaza avec à peu près 5,000 hommes Il perdit dans cette bataille 9,000 hommes tués, blessés ou pris; le reste se dispersa, entre autres les Bédouins et les milices d'Égypte, qui retournèrent dans leurs villages. Son artillerie, ses quatre queues, ses tentes, furent la proie du vainqueur. De Sâlheyeh le général Belliard se porta avec sa brigade sur Damiette, attaqua la division turque qui s'en était emparée, la battit aux champs d'El-Choa'rah et entra sans opposition dans Lesbé, y trouva douze pièces de canon, outre l'artillerie que les Français y avaient laissée.

La bataille d'Héliopolis ne fut pas disputée; l'armée du grand vizir n'opposa aucune résistance. Ce premier ministre n'avait lui-même aucune expérience militaire; son armée ne valait pas celle du mont Thabor. La prophétie de Mourad-Bey s'accomplit. La perte des Français fut de 150 hommes tués, blessés ou prisonniers; le quart de l'armée seulement fut engagé. Ainsi se réalisa ce qu'avait dit Desaix : «Qu'avec 3,000 Français, il mettrait ce ramassis tumultueux en déroute.» Cette bataille dissipa l'illusion à laquelle s'était abandonné le général en chef sur la force et la puissance des Ottomans; il comprit que cette race dégénérée n'avait plus rien de commun avec les Musulmans de Soliman, de Selim et de Bajazet.

VIII. Kleber retourna le 26 au Caire. Le parc d'artillerie, qui avait été évacué sur Alexandrie, n'était pas encore arrivé; l'insurrection dans la ville était complète; tous les débouchés des rues étaient fermés par de grosses murailles à double rang de créneaux, et appuyées à des maisons dont les terrasses servaient de places d'armes.

Mourad-Bey était resté neutre pendant la bataille d'Héliopolis, conduite qui lui gagna la confiance de l'armée française en même temps qu'elle lui avait fait perdre celle du grand vizir. Mourad se soumit à la République, fut proclamé sultan français, reçut les deux provinces du Sayd à titre de feudataire de la République, moyennant le payement annuel d'un cens en argent et en blé; il s'engagea aussi à fournir un corps de Mameluks pour combattre avec l'armée française. Pendant le siége du Caire, il se tint dans la province d'Atfyeh, coupa la communication de la Syrie avec le pacha que le grand vizir avait envoyé dans la haute Égypte, approvisionna les assiégeants, les servit de son influence dans la ville; Osman, l'un de ses beys, demeura au quartier général comme son député.

Le général Almeras attaqua le quartier copte le 2 avril et s'en empara. La citadelle et le fort Dupuy commencèrent à lancer des bombes et à tirer des boulets rouges. Nadir-Pacha et Ibrahim-Bey demandèrent à capituler; mais les janissaires et ce qu'il y avait de Mameluks, de Moghrebins dans la ville, s'insurgèrent contre eux et persistèrent à se défendre. Le 14 avril, les Français attaquèrent Boulâq et s'en emparèrent; cette malheureuse ville fut détruite, le carnage y fut horrible. Le lendemain le général Reynier s'empara du santon d'Aboukir. Le 17, les parcs étant arrivés d'Alexandrie, on attaqua de tous côtés. On mit le feu à la mine, sous la maison de la femme de Mourad-Bey; 300 Turcs qui la défendaient furent ensevelis sous ses ruines. Le feu se déclara à la fois dans plusieurs quartiers; il pleuvait partout des bombes et des obus; cela changea les dispositions du peuple, qui reconnut la sagesse de ses chefs, et accepta la capitulation qu'il avait méconnue quelques jours avant. Nadir-Pacha et Ibrahim-Bey, avec 4,000 hommes, sortirent sous l'escorte de la division Reynier et traversèrent le désert pour se réfugier en Syrie.

3,000 habitants, qui redoutaient la vengeance du vainqueur, les suivirent. Le 24 avril, les postes français occupaient les portes; le 25, les barrières furent défaites, les cadavres enterrés, les mosquées purifiées. Kleber fit une entrée triomphale par la porte des Victoires à la tête de l'armée. L'armée perdit pendant ces trente-cinq jours de combat un millier d'hommes tués, blessés ou prisonniers, dont 300 indigènes.

Mourad-Bey et le général Kleber se virent à Gyzeh le 29 avril, se donnèrent des marques d'estime. Mourad-Bey était beaucoup moins grand que le général français; il dit en l'apercevant : «Voilà le plus beau Chrétien que j'aie vu.» Le lendemain il partit pour le Sayd; il fut fidèle à ses nouveaux maîtres, contint et soumit toute la haute Égypte. Il en chassa les agents du grand vizir, ce qui permit de tenir l'armée plus concentrée.

Le Caire avait mérité d'être puni; le général en chef condamna la ville à payer 12 millions de contribution. Quatre-vingts bâtiments turcs, escortés par quatre corvettes, étaient entrés dans le port d'Alexandrie dans le mois de février, pour servir à transporter l'armée en France. Après la rupture ils furent confisqués, et les marchandises qu'ils contenaient vendues. Ce fut une ressource importante pour le trésor. Mais la capitale avait considérablement souffert; on n'y voyait plus que des ruines; la misère était grande, sa physionomie en était visiblement altérée; ce n'était plus cette cité qui recevait en triomphe les trophées de la Syrie, qui s'était alors associée sincèrement aux destinées de l'armée et qui en espérait le rétablissement de la patrie arabe.

IX. Kleber, après sa victoire, s'occupa sans relâche de mériter la confiance du gouvernement. Il ne négligea rien pour consolider la colonie; sa conduite fut en tout l'opposé de celle qu'il avait tenue précédemment. Les ingénieurs et les forts qu'ils élevaient autour du Caire avaient été l'objet de ses sarcasmes; ils devinrent l'objet de sa sollicitude, persuadé qu'il était que, maître pour toujours de l'Égypte, elle ne pourrait plus désormais lui être enlevée que par une grande armée anglaise. Il étendit peut-être trop le système de fortifications ordonné et commencé par les ordres de son prédécesseur. Contre un pareil général, une armée de

30,000 Anglais eût échoué. Cette nouvelle conduite du général Kleber lui réconcilia l'esprit de l'armée.

Ceux des officiers qui conservaient encore des idées d'évacuation cachèrent leurs dispositions; il en renvoya quelques-uns. Mais l'esprit des habitants lui resta aliéné; le grand vizir pendant deux mois avait exercé une grande influence; les Français étaient redevenus des infidèles qui n'inspiraient plus de confiance; on leur supposait toujours la pensée de s'en aller. Cependant Kleber eût tout obtenu du temps, lorsqu'il se porta à un excès, qui lui devint fatal. Il fit répartir sur les principaux cheiks et les propriétés des mosquées une partie de la charge de la contribution. Cette mesure était populaire dans l'armée, qui n'aimait pas les grands cheiks. El-Sâdât fut surtaxé; il était signalé par sa haine secrète contre les Français; mais, outré qu'on oubliât à ce point ce qui était dû à sa naissance et à son rang, il refusa de payer. Il fut arrêté, enfermé dans la citadelle; toutes les menaces le trouvèrent sourd. Kleber, irrité, ordonna qu'on lui donnât la bastonnade. El-Sâdât fut donc bâtonné! Un tel outrage fait au sang du Prophète!.... L'indignation fut générale parmi les gens de la loi; les ulemas, les muddens, l'Orient tout entier en frémit. Cette conduite était bien opposée à celle de Napoléon, qui, le lendemain de la révolte du Caire, en 1798, fut clément envers ce même El-Sâdât, reconnu le chef de la rébellion. Kleber paya cher cet oubli de toute politique et cette violation des instructions de Napoléon. Les ulemas ne tardèrent pas à trouver l'occasion de la vengeance; ils en usèrent cruellement. A quoi tient la destinée des hommes et des empires!

Soliman[1], né à Alep, était un jeune homme de vingt-quatre ans; il avait été élevé dans la mosquée d'El-Azhar; depuis il avait fait deux fois le pèlerinage de la Mecque; au commencement de 1799 il entreprit celui de Jérusalem. Il était dans cette ville lorsque les fuyards échappés de la déroute d'Héliopolis y arrivèrent de tous côtés; ils avaient beaucoup souffert au passage du désert; ils étaient exaspérés contre les infidèles, qu'ils accusaient de mauvaise foi. «On les avait, disaient-ils,

[1] Souleymân el-Halebi.

attirés dans un piége. » Tous les jours, dans les mosquées, ils invoquaient une vengeance qui satisfît aux mânes de tant de croyants et confondît la superbe des infidèles. Achmet, agha des janissaires, natif d'Alep, était un des plus exaspérés; il exalta la tête de son compatriote et lui persuada qu'il avait été choisi par le Prophète pour sauver la sainte Kaaba, en livrant le combat sacré contre le fourbe et astucieux chef des idolâtres. Ayant réussi, il l'adressa à Gaza, à un agha de ses amis attaché à l'armée. Soliman logea dans la mosquée, acheta un poignard, se joignit à une caravane de savon et de tabac pour traverser le désert, et arriva au Caire. Il y logea à Gâma el-Azhar, confia son projet à quatre muddens de ses amis, qui servaient dans cette mosquée et n'en sortaient jamais. A Gâma el-Azhar, Soliman passait les jours et les nuits en prières. Il couvrait le sanctuaire de versets du Coran qui avaient rapport à son projet. Il fit trois voyages à Gyzeh pour reconnaître le sultan et le local; l'exécution de son dessein lui parut difficile; il s'en dégoûta; les quarante jours qui lui avaient été assignés étaient expirés. Il alla chez le docteur Mustafa, natif de Bithynie, vieillard de quatre-vingts ans, son ancien maître et très-versé dans les choses saintes. Le malheur voulut que ce jour-là même ce docteur discutât sur le combat sacré : c'était l'œuvre la plus méritoire, c'était le chemin le plus sûr pour le salut. Ces propos mystiques rallumèrent le fanatisme de Soliman; il traversa la ville, se rendit dans la mosquée de Gyzeh et y coucha. Le lendemain il arriva sur le port comme Kleber s'embarquait; il le suivit dans un bateau, assista à une revue dans l'île de Roudah, se fit chasser plusieurs fois du groupe qui entourait le général, le suivit à la place Ezbekyeh, voulut entrer dans le jardin du quartier général et fut repoussé; il parvint cependant à s'y introduire, s'y mit en prières, y resta ainsi deux heures en extase. Au bout de ce temps, il saisit le moment où Kleber était seul pour se jeter à ses genoux, lui présentant une pétition. Pendant que le général la lisait, il lui porta quatre coups de poignard; le premier traversa le cœur, le second frappa à la main, le troisième au bras, le quatrième à la cuisse. L'architecte Protain survint, l'assassin le saisit, le frappa de six coups et le jeta à côté du cadavre du général. Au lieu de se sauver, Soliman se

mit en prière la face tournée vers l'orient à vingt pas de là, derrière une muraille. Un aide de camp de service, qui cherchait le général Kleber, le trouva déjà sans vie. La générale bat, l'armée court aux armes, le désespoir et la fureur sont dans toutes les âmes; les guides investissent la maison et le jardin; des vestiges de sang conduisent un officier de garde au lieu où Soliman est en prières. Il l'interroge; Soliman répond avec calme et tranquillité; on lui présente un poignard ensanglanté, il le méconnait. Un officier de piquet de cavalerie croit l'avoir vu le matin à la revue dans l'île de Roudah, mais il n'en est pas certain; on ne sait que penser; cependant Protain, dont les blessures n'étaient pas mortelles, revient à lui et le reconnaît. Peu après le coupable avoue et même nomme ses complices. Ils sont traduits devant une commission militaire ainsi composée : le général de division Reynier, le général de brigade Robin, l'ordonnateur de la marine Le Roy, l'adjudant général Martinet, l'adjudant général Morand, le chef de brigade d'infanterie Goguet, le chef de brigade d'artillerie Faure, le chef de brigade du génie Bertrand et le commissaire ordonnateur Sartelon faisant les fonctions de rapporteur. Soliman fut condamné à être empalé; trois des muddens eurent la tête tranchée, le quatrième était contumax. Le vieux docteur qui avait été mis en cause fut acquitté : interrogé sur le combat sacré, il dit que le Prophète le commandait contre les idolâtres, mais que les Français, les Mameluks et les Turcs n'étaient pas dans ce cas.

Ainsi périt sous le poignard d'un fanatique, à l'âge de quarante-sept ans, le chef d'une grande armée, un illustre guerrier, au milieu de ses soldats qui l'aimaient et qui eussent tous péri pour le sauver. Le même jour, au même moment, Desaix succombait, à mille lieues de là, sur le champ de bataille de Marengo. Les regrets des soldats furent sincères; qu'il auraient été bien plus amers encore, s'ils eussent pu prévoir ce qui devait arriver en 1801!

Kleber fut inhumé, avec toute la pompe militaire, dans un des bastions de la ferme d'Ibrahim-Bey; le mathématicien Fourier prononça son oraison funèbre.

Le grand vizir était-il l'auteur de cet assassinat? Il n'existe à cet égard

aucune preuve, son nom n'a pas été prononcé dans le procès; il a rejeté l'accusation avec indignation. Les aghas qui se trouvaient compromis étaient des aghas d'Alep, qui servaient dans son armée, mais n'étaient pas attachés à sa personne. Les grands cheiks du Caire connaissaient-ils la présence de Soliman à Gâma el-Azhar? Soliman a-t-il pu rester trente et un jours dans la mosquée, occupé d'une pareille pensée, sans qu'ils en fussent instruits? Lorsque, pendant le procès, le rapporteur voulut sonder un des coupables sur ses relations avec ces cheiks, celui-ci déclara que le cheik El-Cherqâouy ne savait rien, mais qu'au reste il mourrait plutôt dix fois que de compromettre ces docteurs de la loi. Les ulemas eurent connaissance de ce que Soliman tramait: les versets déposés tous les jours par lui dans le sanctuaire de la mosquée leur étaient remis : c'est l'usage. Mais ils avaient soif de vengeance; le traitement fait au cheik El-Sâdât les avait ulcérés; ils voulurent tout ignorer!

CHAPITRE XIV.

L'ÉGYPTE SOUS MENOU.

I. Administration du général en chef Menou. — II. Le ministère anglais revient sur ses ordres du Conseil du 17 décembre 1779; il ratifie la convention d'El-A'rych. — III. Siége et blocus de Malte en 1798 et 1799; cette place capitule le 5 septembre 1800. — IV. Mesures politiques du Premier Consul pour opérer des diversions favorables à l'armée d'Orient. — V. Mouvements maritimes. — VI. L'état de l'Europe décide le ministère anglais à entreprendre la conquête de l'Égypte. — VII. Plan de campagne du ministère anglais; armée du général Abercromby; division des Indes; division de réserve; armée du grand vizir; division du capitan-pacha. — VIII. Le général Abercromby mouille dans la rade d'Aboukir, le 1er mars 1801; il débarque le 8 mars. — IX. État de l'armée française; manœuvre du général Menou; combat du 13 mars; capitulation du fort d'Aboukir, le 18 mars. — X. Bataille du camp des Romains, le 21 mars; mort du général en chef anglais Abercromby. — XI. Arrivée du capitan-pacha à Aboukir, le 26 mars, avec 6,000 hommes; prise de Rosette, le 8 avril; capitulation du fort Julien, le 19 avril. XII. Rupture de la digue du lac Mady'eh et création du lac Maréotis, le 13 avril; combat d'El-Rahmânyeh, le 9 mai. — XIII. Marche du grand vizir par le désert; il arrive le 27 avril à Sâlheyeh; combat d'El-Khânqah, le 16 mai. — XIV. Blocus du Caire, le 20 juin. — XV. Capitulation du Caire, le 25 juin. — XVI. Marche de la division des Indes, de l'Hindoustan à Alexandrie. — XVII. Siége d'Alexandrie, le 10 août. — XVIII. Capitulation d'Alexandrie (2 septembre 1801). — XIX. Tentative des Anglais, en 1807, contre l'Égypte; ils y sont battus. — XX. Observations.

I. Le général Menou prit par intérim le commandement de l'armée. Il avait été membre de l'Assemblée constituante, avait voté avec la minorité de la noblesse; proscrit depuis, sous le règne de la Montagne, il se réfugia dans l'armée républicaine de la Vendée, y servit comme général de brigade, et y fut blessé grièvement. Après le 9 thermidor, il fut élevé au commandement en chef de l'armée de l'intérieur, fut destitué le 12 vendémiaire 1795, traduit devant une commission militaire et acquitté. Il désira faire les campagnes d'Italie de 1796 et 1797, mais ne put y parvenir. Il fut plus heureux en 1798: il obtint des lettres de ser-

vice pour l'armée d'Orient, débarqua le premier au Marabout, monta, à la tête des grenadiers, à l'assaut sur la muraille d'Alexandrie, planta de sa main le drapeau tricolore sur une tour et y fut blessé. Il commanda, pendant la campagne de 1798, la province de Rosette, y embrassa l'islamisme, s'y maria à une musulmane. Il avait soixante ans, un esprit agréable, des connaissances étendues, était grand travailleur, bon administrateur, quoique un peu faiseur; il n'avait jamais commandé d'armée, si ce n'est celle de l'intérieur. Soit défiance de ses forces, soit modestie, il offrit le commandement en chef au général Reynier, qui était le plus ancien après lui; celui-ci, comme de raison, le refusa; la loi était précise.

Le général Reynier était né à Lausanne, pays de Vaud, y avait été élevé pour être ingénieur-géographe, connaissait bien la carte, avait fait les campagnes des armées du Nord et du Rhin, y avait acquis la réputation d'un homme de bon conseil; mais il manquait des qualités les plus nécessaires à un chef : il aimait la solitude, était d'un caractère froid, silencieux, se communiquait peu, ne savait ni électriser ni dominer les hommes.

La nouvelle de la mort de Kleber arriva en Europe au mois d'octobre. Le Premier Consul eut un moment l'idée de rappeler Menou et Reynier, et de confier à Lanusse le commandement en chef. C'était le plus ancien après eux. Il avait commencé sa carrière dans les Pyrénées-Orientales, s'était distingué pendant les campagnes d'Italie. Brillant devant l'ennemi, il avait le feu sacré, un caractère décidé, actif, entreprenant et était dans la force de l'âge. Mais quand et comment arriverait en Égypte cette nomination? Tout calculé, il y avait plus d'inconvénients à changer l'ordre naturel qu'à s'y abandonner. Le Premier Consul ne pouvait alors avoir aucune idée de cette complète privation de toute qualité militaire qu'on a depuis reconnue dans Menou. Le général Menou s'était montré très-contraire à la convention d'El-A'rych; il était vu très-favorablement par les naturels du pays, dont il avait embrassé la religion; son esprit, ses connaissances, sa probité, n'étaient contestés par personne. Sans doute, le soldat se raillait quelquefois d'Abdallah-Menou, qui priait la face tournée vers l'Orient, et dont la femme avait toujours le visage voilé;

mais son âge, sa brillante bravoure, l'éclat qui rejaillissait sur lui d'avoir été un des pères de la liberté française, son attachement à Napoléon, qu'il manifestait avec chaleur, tout cela lui concilia l'opinion de l'armée. Il renvoya en France les malveillants qui nourrissaient encore quelque idée d'évacuation, et, peu de semaines après avoir pris le commandement, il avait détruit tous les partis et rallié l'armée.

Les 12 millions de contribution que Kleber avait imposés à la ville du Caire n'étaient pas perçus; il les fit rentrer avec exactitude. Les quatre-vingts bâtiments turcs et leur chargement qui avaient été séquestrés dans le port d'Alexandrie n'étaient pas encore vendus; il en tira 5 millions pour le trésor public. Le Nil, en 1800, monta plus haut que les autres années; la récolte fut aussi plus abondante, et les contributions plus considérables; il en améliora la perception. Estève, administrateur des finances, jeune homme plein de zèle, détruisit beaucoup d'abus et éclaira l'administration tortueuse des Coptes. La douane de Suez rendit davantage cette année par la quantité de café et de marchandises de l'Arabie qui y arrivèrent; la grande caravane d'Afrique, de 15,000 chameaux, paya des sommes assez considérables à la douane de Syout. Toutes les branches du revenu furent plus productives; l'administration se ressentit de cette abondance; l'armée fut exactement soldée, bien habillée, bien nourrie; les hôpitaux et les lazarets, fournis de tout ce qui leur était nécessaire; la cavalerie et l'artillerie, bien montées. Cette dernière eut jusqu'à cent pièces de campagne attelées, avec double approvisionnement. Le régiment des Dromadaires fut porté au grand complet et imprima dans le désert une salutaire terreur. Des moulins à vent, des poudrières, des manufactures de drap et d'autres établissements que dirigeait Conté pourvurent aux besoins de l'armée.

Les habitants du pays avaient appris quelques mots de français, et les Français quelques mots d'arabe; beaucoup le parlaient de manière à se faire entendre. Menou inspira aux cheiks plus de confiance que son prédécesseur; il était innocent de l'outrage qu'ils avaient reçu dans la personne d'El-Sâdât. Pendant l'automne de 1800, un vaisseau de guerre turc de 84 canons, une frégate et une corvette échouèrent sur la plage.

entre Aboukir et le lac Bourlos; une corvette anglaise y échoua aussi. Les équipages furent sauvés; ce qui donna bon nombre de prisonniers. Le sauvetage procura un grand nombre de canons et une grande quantité de bois; l'échange des prisonniers eut lieu avec la Porte.

Le colonel Damas, aide de camp du général Kleber, que celui-ci avait envoyé en France pour justifier sa conduite auprès du Premier Consul et protester de son dévouement, rapporta en Égypte la nouvelle de la victoire de Marengo et de l'état prospère de la République. Une fête funèbre fut célébrée au Caire en l'honneur du conquérant de la haute Égypte, mort sur le champ de bataille en Italie, le même jour, à la même heure que Kleber succombait en Égypte sous le poignard d'un vil assassin.

Des amateurs formèrent une société et élevèrent un théâtre au Caire. Les cheiks et les ulemas furent assidus aux représentations et parurent s'y plaire. Une troupe de comédiens pour les opéras et ballets était en route. Tout ce qui tend à maintenir la gaieté dans une armée française éloignée de sa patrie est de quelque importance.

Les communications avec la France furent cette année-là très-fréquentes. Les malles arrivaient presque tous les mois en Égypte. Le gouvernement français avait donné des primes considérables aux armateurs qui y portaient des vins et des marchandises d'Europe. Les denrées y étaient à un prix convenable. Le sentiment d'union, d'attachement au gouvernement et à la République, cet esprit de gloire et de bonheur qui animait alors tout le peuple français, se répandirent sur l'armée d'Orient. Au récit des journées de Marengo, de Hohenlinden, du Mincio, elle n'éprouvait qu'une crainte, celle de se trouver en arrière; elle désirait avec ardeur l'arrivée d'une armée anglaise pour acquérir quelque gloire et se maintenir de pair avec les autres armées.

II. Le commodore sir Sidney-Smith, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique près la Porte-Ottomane et commandant la croisière du Levant, avait envoyé la convention d'El-A'rych à Londres par le colonel Douglas. C'était ce même officier qui avait succédé au colonel Phelip-

peaux à Saint-Jean-d'Acre. Il était au fait de la force, de l'esprit, de la position des armées française et turque. Il arriva à Londres dans le courant de mars. Il fut fort étonné des fausses notions qui avaient égaré son gouvernement, et le gouvernement ne le fut pas moins de l'opinion d'un officier aussi distingué, arrivant des lieux mêmes, et des renseignements qu'il donnait. La lettre du général Kleber était donc fausse? Elle était donc une ruse de guerre? Mais dans quel but? Comment le concevoir? Douglas, après un peu de réflexion, n'eut pas de peine à démêler le nœud de cette extraordinaire intrigue. Kleber avait cru Napoléon perdu; il lui avait paru impossible qu'il échappât, avec deux mauvaises frégates, aux nombreuses croisières anglaises; il voulait rentrer en France par le moyen d'une capitulation. Les dépêches, pleines de fausses assertions, avaient pour but d'y préparer son gouvernement et de justifier cette détermination. Douglas avait dirigé le siége d'El-A'rych; il avait causé avec Desaix dans le camp du grand vizir; il était parfaitement au fait des intrigues qui divisaient l'armée: il lui fut facile de relever plusieurs erreurs. Cette dépêche de Kleber disait qu'Ibrahim-Bey avait 2,000 Mameluks; or Ibrahim-Bey, qui faisait partie de l'armée du grand vizir, n'en avait que 470. Le capitan-pacha était mouillé, disait Kleber, à Jaffa avec une expédition considérable; une armée russe était aux Dardanelles: tout cela était faux. Il ne fut donc pas difficile de faire revenir le gouvernement anglais, de le convaincre que les renseignements contenus dans cette lettre étaient erronés, et que l'armée française était aussi redoutable que l'armée du grand vizir était nulle.

Le colonel Douglas prédit ce qui déjà était arrivé : « Aussitôt, dit-il, que les ordres donnés à l'amiral Keith auront été connus du général français, il aura attaqué l'armée du grand vizir, l'aura détruite, chassée au delà du désert, et aujourd'hui les Français sont plus solides que jamais en Égypte. Mais peut-être sir Sidney-Smith, qui a acquis de l'influence sur le général Kleber, aura-t-il suspendu la rupture entre les deux armées; dans ce cas, tout peut encore être sauvé. » Le ministère expédia sur-le-champ des ordres à l'amiral Keith, dans la Méditerranée, pour lui annoncer qu'il avait ratifié la convention d'El-A'rych, et lui dire de laisser

passer l'armée française. Celui-ci reçut ses nouvelles instructions le 17 avril, en rade de Livourne, et expédia aussitôt à sir Sidney-Smith une frégate, qui arriva en Chypre au commencement de juin.

L'amiral Keith persista dans son système de mauvaise foi, et, quoique la convention d'El-A'rych fût reconnue par son gouvernement, il demanda cependant : 1° que le général Kleber et l'armée se rendissent prisonniers sur parole; 2° qu'ils n'arrivassent pas à la fois en France; 3° qu'ils n'emportassent pas de marchandises. La première stipulation était tout l'opposé de la convention d'El-A'rych; et, si Kleber avait eu la faiblesse de désirer de revenir en France, il n'était pas homme à vouloir y rentrer déshonoré et avili. La deuxième avait pour but d'empêcher que l'armée n'arrivât en France à temps pour faire la campagne qui se préparait; mais c'était cette espérance qui avait décidé le général Kleber à signer. La troisième couvrait une perfidie : sous le prétexte que le convoi porterait des marchandises prohibées, l'amiral se ménageait la possibilité de le retenir autant de temps qu'il le voudrait dans les rades de Gibraltar et de Mahon. Déjà alors Gênes était bloquée par terre et par mer; une armée anglaise se réunissait à Mahon; Pitt espérait prendre Toulon et créer une Vendée en Provence. Il était donc essentiel pour les plans des coalisés de retarder selon leurs convenances l'arrivée en France de l'armée d'Orient. Si l'armée française se fût mise en mer en juin 1800, elle eût été promenée de port en port et ne fût arrivée en France qu'après Marengo.

Sir Sidney-Smith, qui connaissait l'état des choses, ne fit point de cas des réserves de son amiral. Il écrivit à Kleber le 19 juin, lui annonça ces bonnes nouvelles, et lui proposa d'exécuter purement et simplement la convention d'El-A'rych, ou d'en conclure une autre sur les mêmes bases. Lorsque la lettre arriva au Caire, Kleber était mort. Menou répondit à sir Sidney de manière à détruire toutes ses espérances. Les agents de ce dernier lui rapportèrent que le langage était bien changé au quartier général; que le temps des intrigues était passé, et que désormais ce ne serait qu'avec des armées bien disciplinées, nombreuses et composées de troupes d'Europe, qu'on pourrait arracher l'Égypte à la France. Menou

disait dans sa lettre : «que, s'il était question de négocier et de signer une capitulation diplomatique, il fallait que les ministres plénipotentiaires respectifs fussent munis de pouvoirs de leur gouvernement; or que lui, sir Sidney-Smith, ministre plénipotentiaire, avait été désavoué, et que lui-même, général Menou, n'avait aucuns pouvoirs; que le grand vizir seul se trouvait par sa place habile à négocier et à signer une convention diplomatique; qu'il fallait donc que le gouvernement anglais s'adressât à Paris au Premier Consul; que, s'il était question d'une capitulation ou stipulation militaire, il fallait avant tout vaincre l'armée, ce qu'il ne croyait pas facile.» Cette dépêche termina les négociations de la convention d'El-A'rych, commencées au mois d'octobre de l'année précédente (1799). Le gouvernement anglais avait perdu une belle occasion et déshonoré son caractère moral, car, sous quelque point de vue que l'on considère sa conduite, soit qu'on s'en tienne aux termes précis de la lettre de l'amiral Keith du 8 janvier, soit qu'on discute les explications qu'ont données les ministres dans le parlement, la mauvaise foi est évidente; et aux yeux de la politique, de l'honneur et de la probité, le cabinet est injustifiable.

III. Le général Vaubois était resté gouverneur de Malte avec 4,000 hommes de garnison et des approvisionnements assez considérables, surtout en blé. Il attendait de France un convoi de 8,000 hommes, qui lui étaient nécessaires pour compléter sa garnison et la porter à 12,000 hommes. Pendant les mois de juin, de juillet, d'août et une partie de septembre 1798, les communications furent libres avec la France; ces secours eussent pu arriver; mais rien ne fut envoyé. Au mois d'août, le contre-amiral Villeneuve mouilla dans le port, avec un vaisseau de 80 et deux frégates. Les équipages de ces bâtiments se montaient à 1,400 hommes. Ce fut un renfort bien précieux, qui porta la garnison à 5,400 hommes.

Le roi de Naples se préparait à la guerre; il expédia des ordres pour insurger les habitants de Malte, et leur envoya des armes, des officiers et de l'argent. Le contre-amiral portugais, marquis de Niza, établit le blocus

de l'île, au commencement de novembre, avec quatre vaisseaux de sa nation. Le général Vaubois jugea alors à propos de concentrer ses forces dans la ville, et d'abandonner le reste de l'île aux insurgés. Cette résolution ne fut pas approuvée généralement. L'adjudant général Brouard, officier d'une valeur distinguée, eût voulu qu'on se maintînt maître de l'île; il croyait que l'on pouvait encore imposer aux habitants et les désarmer. Quoi qu'il en soit, le 16 novembre, l'amiral Nelson, qui croisait devant la ville, somma la garnison de capituler; Vaubois répondit avec mépris. Il s'était débarrassé d'un bon nombre de bouches inutiles; 10,000 habitants avaient quitté la ville, partie de gré, partie de force.

Dès le 19 janvier 1799, les insurgés se crurent assez fortement organisés pour surprendre la ville; mais ils échouèrent. Le 16 février, ils firent une nouvelle tentative tout aussi malheureuse. La garnison reçut, pendant cet hiver, quelques bâtiments de France, entre autres la frégate *la Boudeuse*, venant des côtes de Provence. Le 5 septembre, le marquis de Niza eut une entrevue, au fort Manoël, avec le général Vaubois, et il se convainquit, par ses propres yeux, de la résolution dans laquelle était la garnison de défendre la place jusqu'à la dernière extrémité.

La nouvelle de la révolution de brumaire, de la constitution de l'an VIII, et des heureux événements qui dès lors avaient amélioré la situation intérieure de la République, donna une nouvelle confiance à la garnison.

Le brave contre-amiral Perrée appareilla de Toulon dans le mois de février 1800. Il montait *le Généreux*, de 74; sa division était composée d'une flûte et de deux corvettes chargées de vivres; il arriva à la hauteur de Malte, et donna chasse à une frégate anglaise. Ce fut une faute. Il se rencontra avec l'amiral Nelson, et, après un combat des plus opiniâtres, cet intrépide contre-amiral fut tué et son vaisseau pris.

Quoique la population de la ville fût réduite à 9,000 hommes, le gouverneur en fit encore expulser 3,000. Le général anglais Graham ne voulut pas les recevoir. Ces malheureux restèrent trois jours sur les glacis, mourant de faim et repoussés des deux côtés. Leur état toucha les Français; Vaubois céda à la pitié, et leur rouvrit les portes de la ville.

Divers bâtiments arrivés dans l'hiver de 1800 permirent de continuer

la défense; mais, prévoyant qu'il ne pourrait plus la prolonger, Vaubois chercha à sauver *le Guillaume-Tell*. Le contre-amiral Decrès en prit le commandement et sortit : il fut attaqué au jour, soutint un des combats les plus honorables de la marine, et amena, étant attaqué par deux vaisseaux de ligne anglais et une frégate. A la fin d'août, les frégates françaises *la Diane* et *la Justice* appareillèrent de même; la première fut prise, la seconde parvint à Toulon.

Enfin, le 5 septembre 1800, après deux ans de blocus, les magasins étant entièrement vides, le général Vaubois capitula. Il sortit de la place avec les honneurs de la guerre, la garnison ne fut pas prisonnière, elle fut transportée à Toulon.

Si l'on eût expédié une partie des renforts demandés par Napoléon à son départ de Malte, ce qui eût été très-facile pendant les trois premiers mois de l'occupation, Vaubois se serait maintenu maître de toute l'île, et aurait eu par là beaucoup de ressources pour faire des vivres et pour rendre le ravitaillement possible. Mais le Directoire ne pensait à rien; il manqua l'occasion d'assurer à la République cette importante conquête.

Aussitôt que l'on connut à Londres la reddition de l'île de Malte, l'amiral Keith, qui errait dans la Méditerranée, reçut ordre d'y débarquer l'armée du général Abercromby. Cette armée s'y reposa, s'y recruta de 5 ou 600 Maltais, partit en décembre pour la rade de Macri, campa pendant deux mois sur les côtes de l'Asie Mineure, et en partit pour commencer sa campagne d'Égypte.

IV. En août et septembre 1800, l'envoyé français Otto avait négocié à Londres un armistice naval, qui aurait été utile à Malte et à l'Égypte : six vieilles frégates de construction vénitienne, plus longues et plus larges que nos frégates françaises, auraient porté en Égypte 4,800 recrues, quinze mille fusils, des boulets, des munitions de guerre et tout ce dont la colonie pouvait avoir besoin. La démolition des frégates aurait été elle-même utile aux fortifications d'Alexandrie. Mais le gouvernement anglais, abandonnant dans le malheur l'Autriche son alliée, se refusa à la conclusion de cet armistice, et l'Empereur, pour obtenir un prolongement

de quarante-cinq jours de suspension d'armes, se trouva contraint de livrer aux Français Ulm, Philippsburg et Ingolstadt.

La Russie ne voulait et ne pouvait rien contre l'armée d'Orient; mais elle pesait sur l'esprit de cette armée comme un nuage qui inspire la crainte. Les imaginations voyaient toujours arriver de la mer Noire une armée russe servant de réserve aux tirailleurs turcs. Les nouvelles relations qui s'établirent entre l'empereur Paul et le Premier Consul détruisirent ce fantôme et produisirent un bon effet moral. Depuis lors, le 16 décembre 1800, le Premier Consul parvint à faire conclure la quadruple alliance entre la Russie, la Suède, le Danemark et la Prusse.

Les hostilités entre la quadruple alliance et l'Angleterre commencèrent dès la fin de février 1801. Une escadre de dix-huit vaisseaux de guerre anglais se rendit dans la Baltique. On espérait que, dans le courant de mars ou d'avril, une seconde escadre d'égale force serait obligée d'appuyer la première contre les escadres russe, suédoise et danoise, qui comptaient quarante ou cinquante vaisseaux de ligne, et l'on attendait le départ de cette seconde escadre pour faire appareiller la flotte de Brest, forte de quarante-deux vaisseaux de ligne et de dix frégates. Cette dernière eût menacé l'Irlande, mais en effet se fût rendue devant Alexandrie et y eût débarqué 20,000 recrues. Mais, le 24 mars 1801, l'empereur Paul fut assassiné, la quadruple alliance fut dissoute, la seconde escadre anglaise ne partit pas pour la Baltique et l'appareillage de celle de Brest ne fut pas jugé possible.

La bataille de Marengo avait laissé campée à Mahon et sans emploi l'armée anglaise qui était destinée à agir en Provence. Il était à craindre qu'elle ne fût envoyée en Égypte. Afin de l'en détourner, le Premier Consul se résolut à déclarer la guerre au Portugal. Il envoya le général Berthier à Madrid pour sonder le cabinet. Cet officier reçut du roi, du prince de la Paix et du peuple espagnol les plus grandes marques de considération. Il fut convenu qu'une armée française de 15 à 20,000 hommes passerait les Pyrénées et servirait comme auxiliaire avec l'armée espagnole qui marcherait sur le Portugal. Le contre-coup se fit immédiatement sentir à Londres. Les Anglais furent obligés de tenir un corps

considérable à Lisbonne, ce qui d'abord retarda les mouvements du général Abercromby, et ensuite influa sur le nombre de ses troupes. Le général de division Leclerc, commandant le corps d'observation français dit *de la Gironde*, entra en Espagne. La guerre commença le 23 juin 1801, et la paix ne fut conclue avec le Portugal qu'en octobre suivant, lorsque la diversion était opérée.

Pour aller en Égypte, qu'ils partissent des côtes de Provence ou de celles de l'Adriatique, les bâtiments étaient exposés aux croisières que l'ennemi tenait entre l'île de Maretimo et le cap Bon; ou à Malte, entre Malte et l'Afrique: ou à Corfou, entre Corfou et Otrante, à l'embouchure de l'Adriatique. Le Premier Consul fit marcher dans la presqu'île d'Otrante, sous les ordres du général de division Soult, une armée d'occupation de 15,000 hommes. Elle y prit spécialement possession des ports de Brindisi, d'Otrante et de Tarente. Le général fit construire de fortes batteries pour protéger le mouillage de Tarente, de manière qu'une escadre française pût y être en sûreté contre une escadre ennemie supérieure. Des côtes de Tarente à celles d'Égypte il n'y a qu'un canal qu'il ne faut qu'un seul coup de vent pour traverser. Les demi-brigades provisoires formées des dépôts des quatorze demi-brigades d'infanterie et des sept régiments de cavalerie qui composaient l'armée d'Orient faisaient partie du corps d'armée d'occupation. En avril 1801, le général Soult prit possession de la presqu'île d'Otrante, en conséquence d'une clause du traité de paix conclu à Florence avec le roi de Naples le 23 février de la même année.

Les pourparlers avec la Porte avaient été très-actifs pendant les six derniers mois de 1800. Ils avaient lieu directement par l'intermédiaire du sieur Ruffin, encore détenu à Constantinople, et par les ministres de Prusse et d'Espagne. La Porte était effrayée des pertes qu'elle avait éprouvées en Syrie, à Aboukir, à Damiette et enfin à Héliopolis: elle l'était bien plus encore de l'intimité qu'elle voyait naître entre les cours de Saint-Pétersbourg et de Paris. Elle donna les promesses les plus positives qu'elle ne ferait plus aucun effort contre l'Égypte; que, par respect pour son alliance avec l'Angleterre et pour ménager l'opinion des Musulmans,

le grand vizir continuerait à rester en Syrie, mais qu'il ne lui serait envoyé des états d'Europe aucun secours et qu'il resterait abandonné à ses propres forces. L'empereur Selim avait toujours été favorable à la France; il se recommandait plus que jamais au seul allié sincère qu'il avait parmi les Chrétiens. Il était entendu que les différends survenus au sujet de l'Égypte seraient levés à la paix générale. Au Sérail on comprenait bien que c'étaient les Anglais et non les Ottomans que la France avait voulu frapper en Orient. Grâce à la foi punique du cabinet britannique, l'Égypte était donc désormais assurée à la France.

V. Pendant les trois mois de juin, juillet, novembre 1800 et l'hiver de 1801, un grand nombre de corvettes, bricks, avisos furent expédiés des ports de Provence, de l'Adriatique, même de ceux d'Espagne, sur Damiette et Alexandrie; beaucoup arrivèrent. Les frégates *l'Égyptienne* et *la Justice* partirent de Toulon, portant ensemble 1,300 hommes, dont 700 soldats, des fusils et des munitions. Elles mouillèrent heureusement dans le port d'Alexandrie, le 3 février, après dix jours de traversée.

L'Égyptienne était une frégate d'un nouveau modèle, armée de 24; elle était supérieure à toutes les frégates anglaises; elle avait été construite sur les dessins de l'ingénieur Forfait, elle marchait bien. C'était une idée heureuse, exécutée depuis avec grand avantage par les Américains, que de construire des frégates d'un échantillon supérieur à toutes les frégates anglaises existantes. On n'a pas persisté en France dans ce système, et c'est à tort. On a allégué pour raison que ce genre de bâtiments consomme les mêmes pièces de bois qu'un vaisseau de 74; que la mâture en est tout aussi élevée, et que ces frégates n'ont pas assez de stabilité. Il n'en est pas moins vrai qu'une nation qui a une marine à créer doit donner à ses bâtiments une force supérieure à celle des bâtiments existant chez l'ennemi, lorsque celui-ci a une marine toute faite.

Les frégates *l'Africaine* et *la Régénérée* appareillèrent de Rochefort le 13 janvier 1801, portant également 700 soldats, des vins et des munitions. Un coup de vent les sépara; *la Régénérée*, favorisée par les vents, mouilla dans le port d'Alexandrie; le 1er mars, elle rencontra l'escadre

de l'amiral Keith et navigua momentanément avec elle. *L'Africaine*, attaquée au détroit de Gibraltar par une frégate anglaise, eut 300 tués ou blessés et fut prise. Le bâtiment anglais n'éprouva aucune perte, parce que le capitaine français avait ordonné à ses canonniers de tirer à démâter et que tous ses boulets furent perdus. Ce faux système de tirer à démâter était accrédité parmi plusieurs de nos officiers de marine.

L'amiral Ganteaume, qui connaissait parfaitement les parages d'Égypte, appareilla de Brest, le 23 janvier 1801, avec sept vaisseaux et trois frégates, les meilleures marcheuses de l'escadre; sa destination supposée était Saint-Domingue. Le préfet maritime Lescallier était embarqué avec des femmes, des enfants de la colonie, même des hommes de couleur. Le contre-amiral Calder, qui fut envoyé à sa poursuite, se dirigea sur Madère et Ténériffe, parcourut toutes les Antilles, et ne revint dans la Tamise qu'à la fin du printemps. Ganteaume s'empara, le 20 janvier, de la corvette *l'Incendiaire*, de 28 canons. Une de ses frégates, *la Bravoure*, eut un engagement vif avec une frégate anglaise de force supérieure et s'en tira avec honneur. Il donna dans le détroit le 5 février: s'il avait continué sa route, il aurait été, du 15 au 20, à Alexandrie, où il n'y avait que deux vaisseaux en croisière, et y aurait débarqué les 5,000 soldats qu'il portait. Le 10 février, il s'empara d'un brick anglais de 14 canons, que l'amiral Keith expédiait à Londres de la côte de Macri, et eut ainsi connaissance que cet amiral avec neuf vaisseaux était dans cette baie, escortant un convoi de cent cinquante voiles. Le 13 février, il donna chasse à la frégate anglaise *le Succès*, de 40 canons, la prit à la hauteur du cap Gates. L'équipage de cette frégate lui donna les mêmes nouvelles. Rien ne pouvait l'empêcher d'arriver à Alexandrie, car la baie de Macri est située à deux cents lieues de ce port. Mais le moral du contre-amiral français s'était épuisé dans la navigation de Brest au détroit. Ganteaume se laissa persuader que ses vaisseaux avaient besoin de réparations, cingla vers Toulon et y mouilla le 20 février. Il manqua ainsi à sa mission. Ses avaries n'étaient qu'un prétexte; il pouvait les réparer à la mer sans se détourner de sa route.

Le mécontentement du Premier Consul fut extrême. L'amiral réappa-

reilla de Toulon le 19 mars; mais cette perte de quarante-quatre jours avait donné à l'amiral Warens le temps de réunir une petite escadre à Gibraltar et d'entrer dans la Méditerranée. Les deux escadres se rencontrèrent le 26, à dix lieues est de la Sardaigne. Ganteaume manœuvra avec habileté, fit fausse route, disparut devant son rival. Warens, à la pointe du jour, n'apercevant plus l'escadre française, la crut échappée et en route pour l'Égypte; il prit aussitôt le parti de rejoindre l'amiral Keith. Ganteaume eût dû se diriger sur les côtes de la Syrie, reconnaître le mont Carmel et débarquer à Damiette les 5,000 hommes qu'il portait; mais il fit le contraire : il rentra de nouveau à Toulon.

Sa conduite fut encore blâmée; il reçut des instructions pour une nouvelle tentative. Il lui fut ordonné de débarquer les secours qu'il portait à Damiette ou bien à El-Baretoun, avec deux mois de vivres et des outres, des canons, des mortiers pour établir dans ce lieu des batteries de côte, et 300,000 francs pour acheter des chevaux et des chameaux. Pour la troisième fois l'amiral manqua son but; il se décida à entrer à El-Baretoun, mais il n'avait pas de pilote qui connût ce port; il s'approcha de Derne, le 8 juin, pour en prendre un. Il ne put y débarquer.

Ganteaume cingla alors sur Candie. Il rencontra le vaisseau anglais *le Swiftsure*, de 80 canons; c'était un des plus grands vaisseaux de la marine anglaise; il le prit après deux heures de combat. Le 4 juillet, il prit une corvette qui arrivait de Londres portant des ordres à l'amiral Keith. Il s'empara de huit bâtiments de transport venant également de la Tamise, chargés de [1]. . . . . . Il fit entrer dans Alexandrie ses dépêches et des officiers de confiance, sur la corvette *l'Héliopolis*, qu'il avait détachée de son escadre le 7 juin. Content de ce succès, le 22 juillet il mouilla à Toulon.

Cette croisière est une des plus brillantes de la guerre; elle avait fait beaucoup de mal à l'ennemi, mais l'amiral n'avait pas atteint son but. Avec plus de résolution, il eût pu chaque fois l'atteindre, et chaque fois il eût sauvé l'Égypte. La première fois il fût arrivé dans Alexandrie du 15 au

[1] Ici trois mots illisibles écrits au crayon de la main de Napoléon.

25 février, car la frégate *la Régénérée*, qui a passé le détroit de Gibraltar le 13 février, y est arrivée le 1er mars. Or l'amiral Ganteaume a passé le détroit le 5 février, sept jours avant. Le général Friant, renforcé de 8,000 hommes, eût empêché le débarquement d'Aboukir, qui eut lieu le 8 mars. La seconde fois Ganteaume fût arrivé à Damiette du[1] ..... au ..... nous occupions le Caire et Alexandrie. La troisième fois il fût arrivé en juin; car la corvette *l'Héliopolis*, qu'il expédia le 7 juin à la vue des côtes d'Afrique, mouilla le[2] ..... dans le port. Alors le général en chef Hutchinson était près de Gyzeh, et le général Coote n'avait au Camp des Romains que 4 ou 5,000 hommes; l'armée anglaise avait beaucoup de malades, et sa réserve n'était pas encore arrivée.

VI. Après la bataille de Marengo, le gouvernement anglais employa aux expéditions du Ferrol et de Cadix les troupes qu'il avait destinées à seconder le général Melas. Il espérait brûler ces deux arsenaux, s'emparer des deux escadres qui y étaient en rade et même garder Cadix. Dans le courant du mois d'août 1800, une armée de 12,000 hommes, sous les ordres de sir James Pulteney, débarqua, attaqua le Ferrol et échoua. Elle se rembarqua et mouilla dans le courant de septembre à Gibraltar, où elle se joignit avec l'armée qui venait d'arriver de Mahon. Le général sir Ralph Abercromby prit le commandement en chef; l'amiral Keith prit celui des escadres; il croisa devant Cadix : mais les Espagnols avaient eu le temps de se préparer et de réunir beaucoup de troupes dans l'Andalousie. Au commencement d'octobre, le général Abercromby renonça à l'attaque de Cadix. L'amiral Keith fit voile pour Livourne afin d'y débarquer l'armée qu'il portait; mais, arrivé dans cette rade, il apprit que l'armistice avait été prolongé entre les armées française et autrichienne en Italie par la convention de Castiglione. Il se trouva alors très-embarrassé; les troupes, entassées sur les transports, souffraient beaucoup; elles étaient attaquées de maladies; il en envoya une partie à Malte, qui venait de se rendre aux alliés, et une partie à Mahon.

[1] Ces dates, écrites au crayon de la main de Napoléon, n'ont pu être lues.

[2] On n'a pu lire cette date écrite au crayon de la main de Napoléon.

Tout présageait que la paix allait être signée à Lunéville entre la France et l'Autriche: chaque jour les liaisons devenaient plus intimes entre les cabinets de Paris et de Saint-Pétersbourg. Le bruit courait que la correspondance de Paul Ier et du Premier Consul avait pour objet de faire marcher une armée mi-française et mi-russe de la mer Caspienne sur l'Indus. Les négociations qui se suivaient à Constantinople ne pouvaient pas être si secrètes qu'il n'en transpirât quelque chose. On ne pouvait plus avoir de doute sur l'état prospère de l'armée française en Égypte, et le caractère du général Menou ne laissait aucune espérance de réussir par des intrigues et des négociations. La Porte même n'était pas éloignée de donner son assentiment à l'établissement des Français en Égypte; la puissance de la France et son intimité avec la Russie lui faisaient redouter bien d'autres dangers qu'elle voulait conjurer. Cependant, si la domination française se consolidait en Égypte, le ministère anglais, qui s'était opposé à l'exécution de la convention d'El-A'rych, se trouverait avoir assumé sur lui une bien terrible responsabilité. Dundas, qui s'était le plus prononcé contre la ratification de la convention d'El-A'rych, fut celui qui manifesta son opinion avec le plus de force pour employer l'armée du général Abercromby, oisive à Malte, à reprendre l'Égypte et à rasseoir par là l'empire britannique de l'Hindoustan. Le général Abercromby reçut, le 25 octobre 1800, ses ordres et instructions pour la campagne d'Égypte.

VII. Il partit de Malte avec vingt-six bataillons d'infanterie, quatre régiments de cavalerie, trente-six pièces de campagne, formant un effectif de 20,000 hommes, y compris officiers, sergents et tambours; mouilla le 1er janvier 1801 dans la rade de Macri, vis-à-vis de Rhodes, y débarqua son armée et campa sur la côte de l'Asie Mineure. Une division de 7 ou 8,000 hommes reçut ordre de partir de l'Hindoustan, d'entrer dans la mer Rouge et de débarquer à Suez; l'Angleterre aurait ainsi de 25 à 30,000 hommes en Égypte. Le but de la relâche sur les côtes de l'Asie Mineure était : 1° d'imposer à la Porte et de ralentir la marche de ses négociations avec la France; 2° de donner le temps à la division des Indes

d'arriver à Suez; 3° de se procurer 2,500 chevaux, dont l'armée avait besoin, 1,200 pour remonter la cavalerie, 300 pour l'état-major, 1,000 pour l'artillerie et les ambulances; 4° enfin de concerter le plan de campagne avec le grand vizir, qui était toujours en Palestine. Par ce plan de campagne l'armée anglaise devait débarquer à Jaffa, se réunir avec le grand vizir, traverser le désert, rallier à Suez la division des Indes et marcher sur le Caire avec 60,000 hommes, dont près de la moitié seraient Anglais. Le désert de Suez était sans doute un obstacle, mais cet obstacle était peu considérable.

En janvier et février, le général Abercromby envoya à Jaffa le général Moore pour se concerter avec le grand vizir. Cet officier séjourna plusieurs semaines dans le camp turc. Il fit à son retour le tableau le plus hideux de cette armée; il y avait vu 7 ou 8,000 misérables, mal armés, mal disciplinés, plus mal disposés, commandés par de mauvais officiers et rongés par toutes sortes de maladies, résultat de leur malpropreté. Enfin cette soi-disant armée n'était propre qu'à affamer l'armée anglaise et à lui communiquer la contagion, sans que celle-ci pût en tirer aucun secours réel. Ce rapport fit modifier le plan du général anglais : il abandonna l'idée de passer le désert. Il avait conclu des marchés avec des fournisseurs turcs, mais il n'en reçut que 700 chevaux, qu'il distribua. 500 à sa cavalerie et 180 à son artillerie.

Il était fort indécis sur le parti qu'il prendrait, lorsqu'il apprit que les frégates *l'Égyptienne* et *la Justice* étaient entrées dans Alexandrie; que tous les jours des corvettes et des bâtiments de commerce français y apportaient des secours, et qu'une escadre française sortie de Brest était entrée dans la Méditerranée ayant à bord une armée de débarquement. Cette dernière nouvelle le décida; il leva l'ancre le 23 février, et parut devant Alexandrie le 1er mars. La flotte et le convoi formaient cent quatre-vingts voiles, dont neuf vaisseaux et six frégates armés; six vaisseaux et vingt-quatre frégates en flûte; le reste, de gros transports. Son projet était de surprendre Alexandrie par un coup de main; il n'avait besoin pour cela ni de cavalerie, ni d'attelages d'artillerie : les matelots la traîneraient. Maître d'Alexandrie, il s'y fortifierait, remonterait sa cavalerie.

s'y ferait rejoindre par le capitan-pacha; le grand vizir, stimulé, s'avancerait enfin de son côté sur le Nil. L'état de situation de l'armée française, qui lui avait été envoyé par son gouvernement, faisait monter cette armée à 8,000 Français et 4,000 Coptes, Grecs ou Syriens; total, 12,000 hommes. Des renseignements plus positifs qu'il avait reçus de Constantinople, et qu'il avait tirés des bâtiments sortant d'Alexandrie, portaient les Français à 10,000 et les alliés à 5,000; ainsi l'armée française était inférieure à la sienne. Il était donc évident que, maître d'Alexandrie, il le deviendrait promptement de l'Égypte; que le général français s'estimerait heureux d'accepter la capitulation d'El-A'rych; l'Égypte serait reconquise sans bataille, sans que l'armée britannique fit de trop grandes pertes. C'est sur ces fausses données que fut calculée cette campagne. Elle devait entraîner la ruine de l'armée qui l'entreprenait avec tant d'imprudence; mais l'aveugle fortune se plut à la faire réussir.

VIII. Deux officiers du génie de l'armée anglaise, expédiés de Macri pour reconnaître la plage du Marabout et celle de la rade d'Aboukir, s'embarquèrent sur une chaloupe, à l'entrée de cette dernière rade. Le 27 février, ils descendirent la nuit sur la plage, montèrent sur la falaise du Puits, et s'assurèrent qu'elle n'était pas fortifiée; mais ils perdirent du temps, le jour les gagna; la canonnière de garde au lac Ma'dyeh aperçut leur chaloupe, la prit; un de ces ingénieurs fut tué, l'autre fut fait prisonnier et envoyé au Caire avec ses papiers; il y arriva le 2 mars. L'amiral Keith s'attendait à trouver ces deux officiers à bord de la croisière; il avait besoin de leur reconnaissance pour décider du lieu de débarquement. Ayant appris leur perte, il vira de bord et mouilla dans la rade d'Aboukir, le 2 mars 1801, au même endroit où avait mouillé l'amiral Brueys. Mais le 3 mars et les jours suivants, jusqu'au 8, la mer fut si mauvaise que le débarquement fut impossible.

Le 8, avant la pointe du jour, le général Moore s'embarqua avec 6,000 hommes sur cent cinquante chaloupes, soutenues par quinze canonnières, dont cinq flanquaient la droite, cinq la gauche et les cinq autres protégeaient le centre. Ces batteries s'approchèrent du rivage pour

contre-battre les batteries françaises. A quatre heures du matin tous ces préparatifs étaient terminés et les chaloupes rangées près du *Mondovi*, corvette anglaise qui était mouillée aussi près que possible de la côte. A son signal les chaloupes partirent en bon ordre. Arrivées à portée de canon des batteries françaises, elles s'arrêtèrent et rectifièrent leur alignement; elles étaient éloignées entre elles de cinquante pas; les matelots prirent un quart d'heure de repos, pour être à même de nager ensuite avec plus de vigueur.

Le général de division Friant, commandant à Alexandrie, avait 6,000 hommes sous ses ordres, dont 2,500 marins et canonniers de la marine, 500 vétérans ou hommes de dépôt, 3,000 hommes de troupes de ligne, savoir : les 61ᵉ et 75ᵉ demi-brigades, 100 dragons et divers détachements d'artillerie. Sur ce nombre il fournissait 300 hommes pour la garnison de la tour d'Aboukir, 200 au fort Julien, 300 à Rosette; il ne lui restait donc que 5,200 hommes à Alexandrie. Friant se porta, avec les trois bataillons de la 75ᵉ et de la 61ᵉ, avec les 100 dragons et douze pièces d'artillerie légère, sur la plage d'Aboukir; le 3 il détacha 3,000 hommes sur sa droite, au delà de l'embouchure du lac Ma'dyeh, pour couvrir Rosette; il ne lui resta que 2,000 hommes pour la défense de la plage d'Aboukir au lac Ma'dyeh, sur laquelle devait s'opérer le débarquement et dont l'étendue est de 2,200 toises; les batteries du fort en battaient une partie; une batterie placée à l'extrémité du lac Ma'dyeh battait l'autre partie; trois pièces en fer étaient placées au pied de la falaise du Puits, à peu près située à mi-distance. Les feux de ces trois batteries se croisaient, mais de loin. Le général Friant plaça la 61ᵉ, sous les ordres du colonel Dorsenne, à la droite, pour défendre la partie de la plage entre le lac Ma'dyeh et la falaise du Puits; c'était celle où devait naturellement aborder l'ennemi, pour se tenir davantage éloigné du fort; il chargea le colonel Lhuillier avec la 75ᵉ de garder la hauteur du Puits et la plage entre cette hauteur et le fort, et plaça son artillerie de campagne sur le rivage, sur les points les plus saillants.

Bientôt la canonnade s'engagea; la flottille arrivait à toutes rames sur la plage; il était difficile de juger du point où elle voudrait aborder;

mais, dès qu'elle fut à portée, elle fut canonnée par le fort, par les batteries du lac, de la butte du Puits et par les douze pièces de campagne; il lui fallut une demi-heure pour atteindre la terre; elle éprouva bien du mal; bon nombre de chaloupes furent coulées bas, le désordre s'y mit un moment; la gauche de cette flottille prit terre entre le lac Ma'dyeh et la hauteur du Puits. Dorsenne la chargea avec la plus grande impétuosité à la tête de la 61ᵉ; il tua, prit ou obligea à se rembarquer tout ce qui avait touché terre. Ses soldats, entrant dans l'eau jusqu'à mi-corps, saisirent plusieurs chaloupes; mais pendant ce temps la droite de la flottille abordait au nord de la falaise du Puits. Deux bataillons anglais s'avancèrent avec intrépidité et s'emparèrent de la hauteur du Puits. Le colonel Lhuillier avait eu la maladresse de se placer au pied sur la droite, croyant qu'il serait toujours à temps d'y monter, si la hauteur était menacée : l'ennemi le prévint, et, maître de cette hauteur, il le fut de tout le système du pays. La fusillade se maintint pendant quelque temps, on fit quelques charges de cavalerie; mais les 6,000 Anglais étaient tous à terre; la disproportion des forces était trop grande; 1,600 hommes ne pouvaient les déposter.

Le général Friant ordonna la retraite et prit position à une demi-lieue sur le chemin d'Alexandrie; il perdit les batteries de côte et trois pièces de campagne, dont les chevaux avaient été tués par les canonnières.

Ce débarquement est une des actions les plus vigoureuses qui puissent s'imaginer. Si l'on avait eu soin de construire un fort sur la hauteur du Puits, ou au moins une bonne redoute fermée et palissadée, le débarquement eût été impossible.

Les Anglais eurent 1,200 hommes hors de combat, c'est un sur cinq; les Français en eurent 300, c'est un sur six.

Dans la journée du 8 le reste de l'armée débarqua; elle cerna le fort d'Aboukir et prit position une lieue en avant, appuyant sa droite à la mer, sa gauche au lac Ma'dyeh, et flanquée par des chaloupes canonnières. L'armée anglaise était rangée sur trois lignes, son artillerie traînée par un détachement de matelots, car elle était sans chevaux, elle avait seulement 80 hommes de cavalerie montés; tous les autres étaient encore

en arrière. Le 10, elle fut augmentée d'un bataillon de 800 hommes de soldats de marine et d'un bataillon de 800 matelots.

IX. Le général Abercromby avait 17,500 hommes d'infanterie, 1,200 de cavalerie, 750 d'artillerie, total 19,450 hommes, sur lesquels 1,500 étaient malades. Il avait présents sous les armes, officiers, sergents, soldats, état-major, tambours compris, 17,950 hommes; les deux bataillons fournis par la flotte étaient ensemble de 1,600 hommes; il avait donc 19,550 hommes sous les armes: mais il avait perdu 1,200 hommes tués, blessés ou pris au débarquement, 1,150 étaient à Aboukir ou gardaient les malades; sa ligne de bataille était donc de 17,200 hommes. Les cavaliers firent le service à pied; l'artillerie, l'ambulance et les vivres étaient sans aucun moyen d'attelage. Il était impossible de voir une armée plus dénuée de tout ce qui est nécessaire pour faire la guerre: elle formait six brigades, vingt-six bataillons, deux cent soixante compagnies d'infanterie, seize compagnies de cavalerie.

L'armée française était composée de quatorze demi-brigades d'infanterie, faisant quarante-deux bataillons, chaque bataillon de cinq compagnies, deux cent dix compagnies; de sept régiments de cavalerie, quarante-deux compagnies, et d'un nombreux corps d'artillerie. L'effectif en Égypte était de 27,400 hommes, sur lesquels 1,300 étaient aux hôpitaux, 2,500 étaient vétérans, malingres ou hommes de dépôt, 1,200 non combattants, ouvriers de la commission des arts. L'armée active était donc de 22,400 hommes sous les armes, dont 18,000 d'infanterie, 2,500 de cavalerie, 1,500 d'artillerie, sapeurs, mineurs. Elle avait cent pièces de canon de campagne attelées.

Ainsi l'armée ennemie était supérieure en infanterie, mais fort inférieure en artillerie et en cavalerie. Elle était toute concentrée sur un point; l'armée française avait plusieurs points à conserver, le pays à contenir, et l'armée du grand vizir à observer.

Le général Menou apprit le 4 mars 1801, à trois heures après midi, l'apparition de la flotte anglaise devant Alexandrie. Il supposa que ce n'était qu'une contre-attaque et qu'il serait attaqué par la mer Rouge,

par la Syrie et par Damiette. Il fit partir le général de division Reynier, avec les 13e et 85e et plusieurs escadrons, pour prendre position à Sâlheyeh; le général Rampon, avec quatre bataillons, pour Damiette; fit renforcer la garnison de Suez, et envoya le général Lanusse avec 3,400 hommes, dont 500 chevaux et neuf pièces de canon, au secours d'Alexandrie. Ayant ainsi pourvu à tout, il attendit avec la réserve, au Caire, les nouvelles ultérieures de l'ennemi, pour prendre un parti définitif.

Le général Lanusse arriva le 11 mars devant Alexandrie; il prit le commandement et campa au Camp des Romains, sa gauche à la mer, sa droite à la digue du lac Ma'dyeh. Ses troupes réunies à celles du général Friant formaient un total de 4,600 hommes et vingt pièces d'artillerie, ce qui faisait monter la force de sa division, pour les trois armes, à 5,000 hommes.

Le général Abercromby se mit en marche le 13 mars, à la pointe du jour, pour attaquer Alexandrie; son mouvement s'opéra sur deux lignes et par le flanc, les canons traînés par des matelots à la tête de chaque brigade. Après s'être avancé pendant quelque temps, il reconnut la position du général Lanusse. La gauche était fortement postée dans les ruines du Camp des Romains; il se résolut à la tourner par la droite. Il marcha donc par sa gauche, se rapprochant du lac Ma'dyeh. Ce mouvement était conforme à toutes les règles; il lui était prescrit par les localités et par la nécessité où il se trouvait de conserver ses communications avec le lac Ma'dyeh, par où lui venaient ses munitions et où étaient placées, sur des chaloupes, ses administrations et ses ambulances; mais, par cette marche, il prêtait le flanc droit à l'ennemi.

Le général Lanusse voulait attaquer; il frémissait d'indignation de voir l'armée anglaise, qu'il jugeait cependant lui-même forte de 16 à 18,000 hommes, faire à sa vue une marche de flanc dans la plaine, sans être protégée par aucun corps de cavalerie. Cependant le colonel du génie Bertrand, qui faisait une inspection sur la côte et se trouvait alors à Alexandrie, cherchait à modérer son ardeur et lui conseillait de ne rien engager : «Nous sommes un contre trois, peut-être un contre quatre; nous ne pouvons pas réussir, et cependant vous risquez non-seulement

de démoraliser votre division, mais encore de compromettre Alexandrie. Aussitôt que notre flanc droit sera tourné, ordonnez un mouvement de retraite, repassez le vallon et placez-vous sur les hauteurs en avant de la porte de Rosette; nous serons là soutenus par le canon du fort Crétin, par celui du fort de Cléopâtre, par celui des tours de l'enceinte et de la porte de Rosette. Dans la journée et dans la nuit nous élèverons quelques redoutes qui rendront votre position très-forte. Il est impossible que, dans peu de jours, le général Menou ne sente enfin combien les dispositions qu'il a faites sont funestes, et qu'il ne vienne avec toute l'armée nous rejoindre; nous aurons alors une armée plus nombreuse que celle qui est devant nous, une intrépide cavalerie et une nombreuse artillerie de campagne. La victoire sera certainement décisive.» Ces raisons étaient palpables; elles continrent longtemps le général. Mais la ligne ennemie s'étant approchée à portée de canon, il ordonna aux canonniers de commencer le feu; plusieurs obusiers firent bon effet. Le général Bron, commandant la cavalerie, fit un mouvement en avant pour approcher son artillerie légère; ce mouvement étonna l'armée anglaise. Lanusse vit de l'hésitation, se laissa emporter, et, au lieu de donner le signal de la retraite, il se précipita en criant : «En avant!» Le général Abercromby ne s'attendait pas à une pareille attaque; il eut à peine le temps de s'arrêter et de prendre sa ligne par un à-droite en bataille. La mêlée devint bientôt terrible; la première ligne anglaise fut entièrement enfoncée : 300 hommes furent pris, mais la seconde ligne rétablit le combat. Lanusse fit des prodiges de valeur; toutefois la disproportion était trop forte : il fut contraint de reprendre d'abord sa position, et peu après de rétrograder sur les mamelons en avant de la porte de Rosette. L'armée anglaise se rangea en bataille dans le fond du vallon, à portée des batteries françaises; elle y resta beaucoup trop longtemps, sacrifiant inutilement 5 ou 600 hommes.

Le général Abercromby hésitait. Devait-il attaquer les Français dans cette nouvelle position? Il jugea enfin que ces hauteurs étaient sous le feu du fort Crétin et des remparts de la porte de Rosette; il ordonna la retraite pour prendre position au Camp des Romains. Sa perte dans

cette journée fut de 1,900 hommes : un sur dix; celle de l'armée française fut de 600 : un sur huit.

Le général Lanusse montra la plus grande audace; s'il eût eu 9,000 hommes, il eût remporté une victoire complète. Le soir il témoigna quelques regrets, et chercha à se justifier en disant qu'il n'avait pas dû laisser intercepter la route du Caire sans combat, comme s'il lui eût été difficile d'en ouvrir une autre au travers des bas-fonds du lac Maréotis.

On a reproché au général anglais de n'avoir pas poursuivi sa victoire; il eût pu, dit-on, prendre Alexandrie. Mais la muraille des Arabes était en bon état : les forts Caffarelli et Crétin étaient à l'abri de l'insulte; il eût été écrasé de mitraille, et ses communications avec le lac Ma'dyeh interceptées par la cavalerie. S'il eut un tort, ce fut celui de ne pas avoir tenu son armée hors de la portée du canon pendant qu'il délibérait; mais de telles précautions, qui épargnent tant de soldats, ne sont prises que par de vieux généraux, accoutumés à jouer avec les périls, les combats et les batailles.

X. Le général Menou apprit le 11 mars au soir que l'armée anglaise était débarquée. Le 8, il avait rappelé le général Reynier et le général Rampon, fait divers mouvements pour concentrer ses troupes; il marcha pendant sept jours et arriva le 19 mars devant Alexandrie. Il campa sur les hauteurs de la porte de Rosette, la gauche à la mer, la droite du côté du lac Maréotis, séparé de l'armée anglaise par un vallon. Les troupes qu'il amenait avec lui, réunies avec celles qui avaient combattu le 13, lui formèrent une armée de 9,000 hommes d'infanterie, 1,800 chevaux et cinquante pièces de canon attelées, en tout 12,000 hommes. Il avait laissé 6,000 hommes en garnison au Caire, dans la haute Égypte, à Belbeys, à Sâlheyeh, à Suez, à Rosette et à Lesbé. 2,400 vétérans, ouvriers ou hommes de dépôt, 4,200 malades, blessés, non combattants, étaient en partie au Caire, en partie à Alexandrie.

L'armée anglaise avait perdu, depuis son débarquement, aux combats du 8 et du 13 mars, 3,000 hommes. Sur le bruit de l'apparition de l'escadre de Ganteaume, les deux bataillons de marins s'étaient rembar-

qués. Elle avait donc sous les armes sur le champ de bataille 15,000 hommes, dont 200 à cheval. Elle était supérieure à l'armée française, en infanterie, de 4,000 hommes, mais inférieure en cavalerie de 1,600 chevaux. Elle avait soixante et dix pièces de canon, savoir : trente-quatre pièces de campagne, vingt-huit de 18, quatre pièces de 24 servies par les matelots et quatre de 24 sur huit cutters ou chaloupes canonnières embossées sur la droite et sur la gauche de la ligne de bataille; elle était donc aussi supérieure en artillerie. La position qu'elle occupait avait 1,300 toises; elle était couverte par trois redoutes; sa droite appuyée à 25 toises de la mer, sur un mamelon, aux ruines du Camp des Romains, qui avaient été mises en état de défense; le centre sur une falaise de sable, qui était séparée de la droite par un bas-fond; la falaise s'abaissait jusqu'au lac Ma'dyeh. L'armée était sur deux lignes, quoiqu'elle fût à peine suffisante pour remplir cet espace sur une seule ligne. L'une et l'autre armée étaient bien placées, et celle des deux qui attaquerait l'autre perdrait tous ses avantages.

Les officiers de l'armée française les plus instruits regrettaient que, dans une circonstance aussi décisive, le général en chef eût persisté dans son système de dissémination : «Ah! disaient-ils, si Napoléon était ici, au lieu de 12,000 hommes, nous serions 21,000 sur le champ de bataille. Mais, dans l'état d'infériorité où nous sommes, devons-nous risquer une action qui va décider du sort de l'armée?» Les troupes étaient pleines d'ardeur; l'opinion générale de l'armée, celle du général en chef, étaient pour la bataille.

Onze demi-brigades d'infanterie étaient présentes, mais elles étaient affaiblies par un grand nombre de détachements; elles furent partagées sous cinq généraux : Reynier formait la droite avec les 13[e], 85[e], 25[e], 75[e] et 61[e] de ligne; Rampon était au centre avec les 21[e] et 32[e]; Destaing et Lanusse à la gauche avec les 4[e], 18[e], 69[e] et 88[e]; la cavalerie, sous les ordres du général Roize, fut placée en seconde ligne. Le régiment des dromadaires, sous les ordres du colonel Cavalier, fut destiné à faire une fausse attaque le long de la digue du lac Ma'dyeh, sur notre extrême droite, afin d'y attirer l'attention du général anglais

et de favoriser l'attaque principale que devait faire le général Lanusse par sa gauche, sur la droite de l'ennemi.

Le 21 mars, à trois heures du matin, le colonel Cavalier déboucha sur la digue du lac Ma'dyeh, s'empara d'une redoute qu'occupait l'ennemi, prit deux pièces de canon et donna l'alarme au camp anglais, qui se trouvait attaqué par le point le plus faible de sa position, celui où il pouvait être tourné par la cavalerie française et coupé de son point d'embarquement. Le général Abercromby se disposait à s'y porter avec les réserves et une partie de sa droite, lorsque le général Lanusse, qui avait traversé le vallon pendant la nuit, parvint au pied de la hauteur des Romains, poussa un cri d'attaque et aborda vivement la droite de l'ennemi. Le jour commençait à poindre. Plusieurs bataillons français entrèrent dans les ouvrages, la mêlée fut des plus vives, mais un coup de canon coupa la cuisse au général Lanusse; cet événement malheureux décida de la journée. Le centre de l'armée française attaqua le centre de l'ennemi; le général Roize, à la tête de 1,200 chevaux, chargea, enfonça l'infanterie anglaise et s'introduisit entre ses lignes; il y porta le désordre et blessa à mort sir Ralph Abercromby au milieu de son armée. Mais ces opérations furent faites sans ensemble; l'armée n'était pas commandée. A dix heures du matin elle reprit sa position, et les deux armées demeurèrent en présence le reste de la journée. La perte des Anglais fut de 2,300 hommes tués ou blessés, parmi lesquels le général Abercromby, qui mourut le 28; dans les rapports officiels, les Anglais n'avouent que 1,500 hommes. Celle des Français fut de 2,500 hommes. Les généraux Lanusse, Baudot et Roize furent blessés à mort. Les Anglais se vantèrent d'avoir remporté la victoire; il est de fait qu'ils repoussèrent l'attaque de l'armée française; ils occupaient une bonne position, ils avaient la supériorité de l'infanterie, ils étaient flanqués par des chaloupes canonnières qui prenaient en flanc et à revers les lignes françaises, et qui couvrirent le champ de bataille d'obus, de mitraille et de boulets; mais l'armée anglaise ne sortit point de ses lignes; elle ne fit pas un pas en avant pour profiter de sa victoire, et toute la nuit qui suivit la bataille, elle la passa sous les armes, dans les plus vives angoisses, tant était grande

l'inquiétude, l'impression de terreur qu'elle avait reçue. Elle croyait au moindre bruit l'armée française en mouvement pour l'attaquer de nouveau. On peut conjecturer facilement quel eût été le résultat d'une pareille journée si les 8,000 Français que Menou avait laissés dans l'intérieur de l'Égypte se fussent trouvés sur le champ de bataille, comme cela aurait dû être.

Les deux armées ne songèrent plus qu'à se retrancher dans leurs positions. Le camp des Français devint bientôt inexpugnable, et pendant plusieurs mois le général Menou se plut à y accumuler des ouvrages les uns sur les autres. Plus d'une opinion se fit entendre dans l'armée anglaise : qu'il était temps de se rembarquer; l'expédition était manquée; depuis vingt et un jours que l'on était débarqué, on n'avait encore rien fait; il n'était plus possible désormais de s'emparer d'Alexandrie; les rapports des blessés et des prisonniers avaient fait connaître la grande supériorité de l'armée française; au lieu de 10,000 hommes elle était de 24,000 hommes; elle pouvait d'un jour à l'autre recevoir des secours du Caire, et eux n'avaient rien à attendre pendant plusieurs mois; on avait, il est vrai, repoussé trois attaques, mais on était affaibli de plus de 6,000 hommes morts, blessés ou malades; on n'avait plus que 12,000 hommes sous les armes; cependant il fallait laisser des détachements pour soigner les blessés et les malades; les Français, acclimatés et bien nourris, n'étaient pas dans le même cas. Les Anglais avaient perdu le 8 et le 13 plus que les Français; le 21 ceux-ci avaient perdu davantage, cela faisait compensation; la proportion des deux armées était donc toujours la même.

XI. L'opinion du rembarquement aurait prévalu si, le 25 mars, le capitan-pacha n'avait mouillé dans la rade, avec cinq vaisseaux de guerre et un convoi portant 6,000 janissaires. Ce secours était plus considérable que les Anglais eux-mêmes ne l'évaluaient; ils méprisaient trop les Turcs. Ces 6,000 hommes en tirailleurs et soutenus par leurs lignes leur tenaient lieu de 6,000 Anglais. Mais l'armée manquait de vivres et surtout de rafraîchissements. Acculée et bloquée dans la presqu'île, elle était réduite

au biscuit et à la viande salée que lui fournissait l'escadre; les blessés et les malades étaient sur le sable de cette aride plage; les maladies faisaient des progrès; il fallait être maître de Rosette pour avoir des rafraîchissements et se procurer des chevaux. Le général Hutchinson, qui avait succédé à sir Ralph Abercromby, y détacha les 6,000 hommes du capitan-pacha avec 800 Anglais, sous le colonel Spencer, et huit pièces de canon. Cette division passa le 2 avril le lac Ma'dyeh, et arriva le 8 devant Rosette. La garnison, composée de 800 Français, battit en retraite dans le Delta, repassant sur la rive droite du Nil et laissant garnison dans le fort Julien, que le général Hutchinson fit investir par le capitan-pacha. Le 19 avril 1801, après cinq jours de tranchée ouverte, les Turcs s'en rendirent maîtres. Il y avait 200 hommes, en partie vétérans, et dix-neuf pièces de canon. La chute de ce fort ouvrit la bouche du Nil de Rosette et les communications d'Aboukir au Nil.

XII. Après la bataille du 21 mars, le général Menou envoya l'ordre au général Belliard d'évacuer la haute Égypte et de faire replier sur le Caire les garnisons de Sâlheyeh, Suez et Belbeys. Lorsqu'il apprit que l'ennemi avait marché sur Rosette, il détacha le général Lagrange, son chef d'état-major, avec 4,000 hommes d'infanterie, vingt pièces de canon et 600 chevaux pour prendre position à El-Rahmânyeh, afin de maintenir les communications avec Alexandrie et le Caire. Le général Lagrange poussa son avant-garde à A'tfeh, entre le lac d'Edkou et le Nil, ce qui alarma vivement le général anglais; s'il faisait un fort détachement, il pouvait être attaqué dans son camp, dont la partie faible était la gauche.

Depuis longtemps les ingénieurs anglais sollicitaient qu'on coupât la digue du lac Ma'dyeh, afin de répandre les eaux de la mer dans tout le bassin du lac Maréotis. Le général Hutchinson, homme fort éclairé, répugnait à une opération qui, en la supposant momentanément utile, aurait des conséquences funestes pour le pays; on craignait même que cela n'entraînât la ruine d'Alexandrie; il résista pendant quelques jours, mais enfin il consentit. Le 13 avril, les sapeurs firent trois brèches éloignées l'une

de l'autre de 3 toises; à sept heures du soir, les eaux se précipitèrent de 6 pieds de hauteur, et, en vingt-quatre heures, elles se firent une ouverture de 30 toises. Il fallut un mois pour établir l'équilibre et former le lac Maréotis; au bout de ce temps il ne resta plus qu'un léger courant de la mer dans le lac. Les eaux couvrirent tout l'espace compris entre le lac Ma'dyeh et la tour des Arabes, plus de douze lieues de long sur huit de large, près de Damanhour, et une lieue et demie de large quelques lieues plus bas. Les eaux étaient séparées de la mer par un isthme de 1,800 toises à Alexandrie, de 600 à la hauteur du fort des Bains, de 300 une lieue plus bas.

La gauche du camp anglais se trouvant ainsi en sûreté, le général ne craignit plus de s'affaiblir. Il fit partir quatre régiments pour Rosette, où il se rendit lui-même; il campa à El-Hamâd, vis-à-vis d'A'tfeh, la droite au lac d'Edkou, la gauche au Nil avec 300 chevaux anglais, 4,500 hommes d'infanterie, seize pièces de canon; total, 5,000 Anglais et 6,000 hommes du capitan-pacha; en tout 11,000 hommes, plus une nombreuse flottille turque sur le Nil. Le 5 mai, le général Hutchinson fit passer le colonel Stuart, avec dix pièces de canon anglaises et turques et un millier d'hommes dans le Delta; puis il remonta le Nil. Le 7, le général Lagrange ayant évacué la position d'A'tfeh, le général anglais s'en empara; le 9, il campa près d'El-Rahmânyeh. Le général Lagrange se mit en marche pour le Caire et y arriva le 13, en trois jours et demi. Il laissa 110 hommes dans le fort, qui, étant armé de dix-huit bouches à feu en très-bon état et contenant de très-grands magasins, aurait pu se défendre plusieurs jours; mais, par une conduite qui peut avec justice être qualifiée de trahison, l'officier français qui y commandait se rendit à discrétion, sans retarder d'une heure la marche de l'ennemi. 800 cavaliers syriens avaient rejoint l'armée anglaise; ils étaient arrivés par le désert. Les forces qui étaient sous les ordres du général Hutchinson étaient de 12,000 hommes tout compris. Le général Lagrange en avait moins de 5,000. Il est vrai qu'une bonne partie des premiers étaient des Turcs; mais, s'ils étaient méprisables seuls, ils n'étaient plus à dédaigner soutenus par une armée européenne.

XIII. Lorsque, dans le mois de février, le général Moore fit part au grand vizir des projets de campagne de son gouvernement, il en fut froidement accueilli. Le vizir attribuait aux Anglais la défaite de Mustafa-Pacha à Aboukir, celle de Damiette et celle d'Héliopolis, ce qui lui avait inspiré une grande antipathie pour ces alliés. Les projets tardifs du cabinet de Londres lui étaient très-suspects; il n'avait pas l'intention de prendre part à leur exécution. Le salut de l'empire ottoman était désormais dans le rétablissement de la paix avec la France; c'était là que tendaient toutes les vues du Sérail, du Divan et de l'armée. Le grand vizir ne doutait pas que l'armée anglaise ne fût battue. Mais, lorsqu'il apprit l'heureuse issue du débarquement, celle des combats du 13 et du 21, il changea de disposition. Dans ce temps, Djezzar-Pacha consentit à envoyer 5,000 hommes au camp: l'agha de Jérusalem le joignit vers la moitié d'avril. Le grand vizir était ainsi parvenu à réunir à El-A'rych 15,000 hommes. Il prit alors de la confiance. Lorsqu'il apprit que les Anglais étaient dans Rosette, et déjà arrivés dans le Delta, il se mit en marche, passa le désert, et arriva le 27 avril à Sâlheyeh. De Qatyeh il détacha 3,000 hommes, qui par Tyneh se portèrent à Damiette. Le 7 mai il campa dans le bois de Korâym, et le 11 à Belbeys, à douze lieues du Caire, qu'il fit sommer.

Cependant le général Belliard avait réuni au Caire 9,000 hommes, combattants et non combattants, bien portants et malades. Lorsque le 13 mai il fut rejoint par les 5,000 hommes du général Lagrange, il se trouva avoir 14,000 hommes. Il laissa 8,000 hommes valides, malades ou appartenant aux dépôts des régiments pour la garde du Caire, de Gyzeh et des forts, et partit le 15, avec 5,000 hommes d'infanterie, 1,000 chevaux et vingt-quatre pièces d'artillerie, pour marcher à la rencontre des Turcs. Il arriva le 16 à la pointe du jour près d'El-Khânqah. Le grand vizir envoya à sa rencontre Nadir-Pacha, et marcha lui-même avec le reste de ses troupes. Le général Belliard se laissa imposer par ce mouvement offensif, manqua de résolution au moment où il fallait en avoir et où il n'était plus question de délibérer. Au lieu de marcher en avant et de rejeter au delà du désert cette canaille, si peu redoutable, il

s'alarma mal à propos pour le Caire, vit le général Hutchinson sur le point d'y entrer, quoique celui-ci en fût encore à six marches, vit une armée turque qui l'avait tourné, vit enfin tout ce qu'il ne fallait pas voir, et ne vit pas que, l'armée du grand vizir rejetée dans le désert, l'Égypte était sauvée. Il se manqua à lui-même, il ordonna la retraite sans avoir livré de combat. Une cinquantaine d'hommes avaient été tués ou blessés de part et d'autre dans quelques insignifiantes escarmouches. Cette nouvelle confondit les Anglais; trois de leurs officiers étaient avec le grand vizir, ils s'attendaient aux plus grands désastres. Aussitôt qu'il avait appris le mouvement du général Belliard, le sage et prudent Hutchinson avait envoyé le major Wilson au camp du grand vizir pour le supplier de battre en retraite et de ne pas s'exposer à un combat dont le résultat infaillible compromettrait le succès de toute la campagne. Le grand vizir soutint que, par les renseignements qu'il avait, il était assuré que le général Belliard ne pouvait marcher à lui qu'avec 2,500 hommes; que, s'il faisait un mouvement rétrograde, son armée se disperserait, et ne se rallierait qu'au delà du désert; qu'il était pourtant honteux de céder le pays à une poignée d'hommes. Il pensait que les Anglais voulaient, par des vues politiques, éloigner l'armée turque.

XIV. Après de longues délibérations, le général anglais se décida à continuer sa marche vers le Caire pour opérer sa jonction avec le grand vizir; il en calcula tous les dangers, mais c'était la seule chance de succès qu'il entrevit; il porta toute la circonspection possible dans ses manœuvres; il marcha lentement. Le 14 mai il campa à Chobrâkhyt, y captura un convoi de djermes chargées de fusils, d'habillements, de munitions de guerre et de vivres. Ce convoi était sorti du Caire et se rendait à El-Rahmânyeh, pour de là aller à Alexandrie; il était escorté par 150 soldats, qui furent faits prisonniers. Le 16 le général Hutchinson campa à A'lqâm. Le lendemain il eut avis qu'une colonne française était dans le désert, entre les lacs Natroun et le Nil. Le général Doyle, avec 250 chevaux, deux pièces de canon et 5 ou 600 hommes d'infanterie, alla à sa recherche; les coureurs anglais et bédouins rencontrèrent les Français à

sept milles du Nil. C'était un convoi de 550 chameaux, escorté par 500 hommes, commandés par le colonel Cavalier, qui d'Alexandrie se rendait par le désert au Caire. Le major Wilson proposa à ce colonel de capituler, lui offrit de faire transporter les soldats en France, sans être prisonniers de guerre. Cette offre de la patrie, au milieu des déserts arides de la Libye, séduisit tous les esprits : la capitulation fut acceptée. Cette acquisition fut très-précieuse pour l'armée anglaise; elle n'avait pas pu se procurer des chameaux, ce qui prouvait l'éloignement qu'elle inspirait aux Bédouins et l'attachement de ceux-ci pour les Français.

Le 17 mai, la garnison de Lesbé, forte de 500 hommes, réunis aux 200 hommes de la garnison de Bourlos, ne recevant pas d'ordres du Caire et ne pouvant communiquer, s'embarqua sur cinq tartanes; la plupart furent pris par les croisières anglaises. Le 18, le colonel Stuart s'empara du Ventre de la Vache; le colonel Holloway, qui était auprès du grand vizir, rendit compte du succès obtenu le 16 contre le général Belliard et de la marche du grand vizir sur la capitale. Le 23 l'armée anglaise campa à Terrâneh. Le général Hutchinson et le capitan-pacha se rendirent, par le canal de Menouf, au camp du grand vizir; ils y séjournèrent le 25 et le 26 et rejoignirent leur armée le 27. Leurs opérations étaient encore environnées de dangers; les maladies avaient réduit l'armée du Camp des Romains à 4,000 hommes. Le général Coote était très-inquiet; il pouvait être attaqué par 6,000 Français d'Alexandrie; s'il eût perdu son camp, la position des Anglais serait devenue bien critique. Le général en chef lui-même n'avait plus que 4,000 hommes; il avait évacué 1,000 malades sur Rosette; la chaleur était excessive: les hommes entraient aux hôpitaux par centaines. Si le général Belliard marchait sur lui par la rive gauche du Nil, et il croyait qu'il pouvait le faire avec 7,000 hommes, il serait battu malgré le secours du capitan-pacha; rejeté sur Rosette, les affaires seraient entièrement compromises. Il décida le grand vizir à s'approcher du Nil, afin de marcher réunis, n'étant séparés, en s'approchant du Caire, que par la rivière et plus à portée de se soutenir. Mourad-Bey était mort de la peste à Beny-Soueyf. Le 22 avril, Osman-Bey lui avait succédé dans le commandement des Mameluks;

celui-ci, voyant les affaires des Français perdues par les mauvaises dispositions de leur général, réunit ses forces et se rendit dans le camp anglais, qu'il rejoignit à Terrâneh, le 28 mai, avec 1,500 cavaliers. Ce renfort améliorait la positiou des alliés. Le 5 juin le général Hutchinson campa à Ouardân; le 19 il arriva à Embâbeh, ayant à sa droite le capitan-pacha et à sa gauche, sur la rive opposée du Nil, derrière le canal, le grand vizir. Il jeta en cet endroit un pont de 90 toises de long; il lui fallut soixante djermes. L'armée du grand vizir s'était accrue de 10,000 Bédouins, amenés de tous les coins du désert par l'espoir du pillage.

XV. Le 21 juin, l'armée anglaise poussa des partis sur Gyzeh. Elle reçut ce jour-là le 42e et le 28e, qui venaient du camp d'Alexandrie; ils étaient partis le 10 juin, après l'arrivée des premières réserves de Malte. Cela répara le vide fait par les maladies. Cependant, depuis plusieurs jours, le général Belliard avait réuni le conseil de guerre pour délibérer sur le parti à prendre. Les avis furent fort partagés; les uns voulaient que l'on sortît sur une des rives avec toutes les forces disponibles et qu'on donnât la bataille à fond; les autres proposaient de se porter à Damiette; un troisième avis était de monter dans la haute Égypte et de traîner la guerre en longueur. Le colonel Dupas, commandant de la citadelle, soutint avec opiniâtreté le premier avis : « Il n'admettait pas qu'il fût possible à 10,000 Français de capituler et de rendre leurs armes; à qui? aux Turcs ou aux Anglais? L'expérience avait prouvé qu'on devait compter les Turcs pour peu de chose, et quant aux Anglais, il n'était pas douteux qu'ils ne fussent devant Gyzeh, mais on ignorait leur nombre; le seul moyen de le reconnaître était de les attaquer; ils seraient obligés de se déployer et on les compterait à l'aise sur le champ de bataille; si, sur la rive gauche du Nil, ils étaient moins de 7,000 hommes, quelque force qu'eût le capitan-pacha, on pouvait leur passer sur le corps; et, s'ils étaient tellement nombreux qu'on ne pût les enfoncer, on soutiendrait le combat jusqu'à la nuit; on rentrerait alors dans les retranchements; on serait toujours à temps de négocier; il était plus avantageux à la République que les 10,000 hommes de la garnison du Caire périssent sur le champ d'hon-

neur que de ramener en France 10,000 soldats dont la patrie aurait à rougir. » Le général Donzelot proposa de tenir encore quelques semaines afin de laisser croître le Nil, de faire tous les préparatifs pour remonter alors dans la haute Égypte, où l'on pourrait nourrir la guerre plusieurs mois et donner lieu à des manœuvres qui seraient toutes à l'avantage des Français, car ils connaissaient le pays mieux que leurs ennemis. Le général Morand proposa, puisqu'il n'y avait que les Turcs sur la rive droite du Nil, de leur passer sur le corps et de prendre position à Damiette; on aurait abondance de vivres, une presqu'île et des positions faciles à défendre; on pourrait s'y maintenir fort longtemps. Le général Lagrange pensait qu'on ne pouvait rien faire sans les ordres du général en chef, et qu'il fallait avant tout lui expédier un officier par le désert et attendre sa réponse. La majorité du conseil rejeta avec indignation toute proposition de capitulation et se rangea à l'avis de signer une convention d'évacuation sur les bases de celle d'El-A'rych. Le colonel Dupas et plusieurs membres du conseil protestèrent contre cette décision et refusèrent d'y adhérer.

Le 25 juin, le général Belliard signa la convention d'évacuation conforme à l'avis du conseil. Le 4 juillet, un officier de confiance, portant des ordres du général Menou, traversa avec 100 dromadaires tous les postes de l'armée anglaise, à la manière des Bédouins, et donna dans les postes français; le 10, le général Belliard remit le Caire, le 15, Gyzeh. Le lendemain, les premiers officiers de la division des Indes arrivèrent au Caire; ils annoncèrent que le général Baird partait de Djeddah pour débarquer à Qoseyr. L'armée qui capitula au Caire était forte de 14,300 hommes; 13,734 s'embarquèrent, 500 désertèrent aux Mameluks; elle avait cinquante pièces de canon attelées, avec double approvisionnement. L'étonnement du général Hutchinson, lorsqu'il reçut cette communication, ne peut s'exprimer. L'ordonnateur, après la signature, lui demanda 17,000 rations : ce qu'il prit d'abord pour une ruse de guerre. Lorsqu'il fut assuré qu'il avait marché contre 14,000 hommes, et que sur ces 14,000 hommes 10,000 étaient de bons soldats valides, en bon état et capables de tout faire, il comprit toute la folie de son expédition, que l'aveugle fortune venait de couronner d'un si incroyable succès.

Le total de l'armée du général Belliard était de 14,600 hommes, infanterie et cavalerie. Le général Moore et le capitan-pacha, renforcés d'une division de l'armée du grand vizir, accompagnèrent l'armée française dans sa marche à Rosette; celle-ci était la plus forte : ce qui excita vivement l'inquiétude des Anglais jusqu'au dernier moment. Ils craignaient qu'il ne prît fantaisie aux Français de rompre la capitulation et de les attaquer. Aussi ne contestèrent-ils sur rien, et ils éprouvèrent un grand soulagement lorsque, le 7 août, l'armée fut embarquée dans la rade d'Aboukir et sous le canon de leurs vaisseaux de guerre. Alors seulement ils haussèrent le ton. Le corps d'armée du général Belliard débarqua aux lazarets de Toulon et de Marseille, dans le courant d'octobre, avec ses armes, ses canons, ses drapeaux. Les Anglais trouvèrent au Caire des magasins considérables de riz, de blé, de farine, de biscuit, de viandes, de fourrages, de canons, de poudre, etc. Les Français ne manquaient de rien; ils pouvaient se défendre six mois.

XVI. Les ordres du ministère anglais étaient arrivés dans l'Inde à la fin de janvier 1801. Le major général Baird fut désigné pour commander une division, forte à son embarquement de 6,500 hommes, officiers, sous-officiers et soldats compris, parmi lesquels 220 cavaliers et 120 hommes d'artillerie; tout le reste d'infanterie. 1,200 hommes furent tirés de la garnison du cap de Bonne-Espérance : au total, 7,700 hommes. Cette division n'arriva au détroit de Bab el-Mandeb qu'au mois d'avril; la mousson du sud était passée, celle du nord avait commencé. Il lui fut impossible de remonter la mer Rouge. Elle mouilla enfin dans le port de Djeddah le 28 juin; elle y apprit la nouvelle du débarquement du général Abercromby et de la bataille du 21 mars. Le général Baird, étant dans l'impossibilité de gagner Suez, résolut de débarquer à Qoseyr, qu'il atteignit effectivement le 20 juillet, un mois après la reddition du Caire. Il se procura 5,000 chameaux pour traverser le désert, et arriva à Qeneh le 1er août; il s'y embarqua sur le Nil, se transporta en dix jours au Caire, campa dans l'île de Roudah pour se remettre de ses fatigues, se rembarqua sur le Nil et arriva en trois jours près de Rosette, le 5

septembre. Sa division était alors réduite à 6,000 hommes; elle avait eu 200 morts, 400 déserteurs et 1,100 malades. Le Caire ayant capitulé le 25 juin et Alexandrie le 2 septembre, ce corps ne fut pas utile, quoiqu'il coûtât beaucoup d'argent au trésor de la Compagnie des Indes. Si le général Belliard avait continué à se maintenir au Caire, le général Baird n'eût pas pu facilement se procurer les moyens de se rendre de Qoseyr au Nil, car il fallait toute l'influence que donnait au grand vizir la possession du Caire pour lui faire obtenir cette grande quantité de chameaux.

Si cette division eût passé par le détroit de Gibraltar, elle serait arrivée à Aboukir deux mois plus tôt et bien moins fatiguée. Ces troupes auraient dû se trouver au détroit de Bab el-Mandeb dans le mois de janvier 1801, et pour cela les ordres de Londres auraient dû partir dans les mois de juin ou de juillet 1800. Les vents du sud qui règnent pendant l'hiver les auraient portées en quinze ou vingt jours à Suez; mais, arrivées à Suez, elles avaient une difficulté bien grande à surmonter, la traversée du désert. Elles n'auraient pu se procurer les moyens nécessaires si les Français avaient été maîtres du Caire.

XVII. L'Égypte était perdue; il ne restait plus aux Français que la place d'Alexandrie. Le général major Coote, qui commandait au Camp des Romains pendant les mois de mai, juin et juillet, s'y était couvert de retranchements; sa position avait été un moment très-critique. Dans le mois de juin il avait eu beaucoup de malades; il ne comptait que 4,000 hommes en état de faire le service, y compris les officiers et sergents de toutes armes. Avec un si petit nombre de troupes, il lui était impossible de garder une position qui avait 1,300 toises de front. Si Menou l'eût attaqué, ce qu'il pouvait faire avec 7,000 hommes et beaucoup de canons, toutes les probabilités de succès étaient pour le général français. Un pareil événement eût changé la face des affaires, puisqu'il eût précédé la capitulation du Caire. Mais, dans le courant de juin et de juillet, des renforts débarquèrent à Aboukir venant de Malte, de Mahon et d'Angleterre; ils consistaient en cinq régiments de ligne anglais, un fort

détachement des gardes, un bataillon irlandais, un régiment de Watteville, suisse, un régiment de chasseurs britanniques formé des débris de l'armée de Condé; total, 7,000 hommes. L'armée anglaise fut alors formée en six brigades, avec une réserve, savoir : brigade des gardes, deux bataillons; première brigade, 25e, 44e, 1er et 2e bataillon du 27e; deuxième brigade, 26e, 1er et 2e bataillon du 54e; troisième brigade, 8e, 18e, 79e, 90e; quatrième brigade, régiments de Stuart, Dillon, Rolle, Watteville; cinquième brigade, 30e, 89e, 50e, 92e régiment; sixième brigade, 1er et 2e bataillon du 20e, 24e, anciens volontaires irlandais; réserve, régiment de la Reine, 23e, 28e, 42e, 58e, 40e chasseurs corses, chasseurs britanniques; total, trente-quatre bataillons, sans compter la division des Indes; cavalerie, 12e, 22e, 11e, 13e dragons légers. Aussitôt que l'armée du général Belliard eut été embarquée, les divisions anglaises rentrèrent dans le Camp des Romains. Le général Hutchinson y porta son quartier général; il avait alors 16,000 hommes sous les armes. Le général Menou en avait 10,000 dans Alexandrie. La coupure de la digue du lac Ma'dyeh, qui avait créé le lac Maréotis, contrariait les ingénieurs anglais, car ils avaient rendu Alexandrie très-forte. La muraille des Arabes avait été parfaitement rétablie; les tours étaient armées, et à 500 toises en avant de la porte de Rosette était un fort camp retranché qui avait une étendue de 1,500 toises, appuyant sa droite au lac Maréotis, sa gauche à la mer. 600 hommes y travaillaient depuis quatre mois; il était non-seulement à l'abri d'un coup de main, mais capable d'opposer la glus grande résistance aux attaques régulières; car l'ennemi ne pouvait pas l'envelopper, et l'assiégé pouvait élever autant de batteries que l'assiégeant. Les ingénieurs anglais adoptèrent le plan d'attaquer Alexandrie par l'ouest, de se porter à cet effet devant le Marabout, de s'emparer de ce fort, ce qui permettrait à leurs vaisseaux d'entrer dans le Port-Vieux et de flanquer la gauche de leur armée, qui marcherait sur Alexandrie, du côté de l'ouest, par l'isthme entre la mer et le lac Maréotis, pendant que des canonnières armées flanqueraient leur droite le long du lac. Ce projet paraissait bien hasardeux, fort inconsidéré, et pouvait avoir de terribles conséquences.

Le 15 août, vingt-six chaloupes canonnières, anglaises et turques, entrèrent dans le lac Maréotis, et échangèrent quelques coups de canon avec la flottille française, qui se replia sous ses batteries. Un officier d'état-major anglais et un officier du génie reconnurent l'isthme depuis le fort du Marabout jusqu'à Alexandrie. Le 16, le général Coote avec les gardes et les troupes qui étaient restées stationnées au Camp des Romains pendant toute la campagne, au nombre d'à peu près 5,000 hommes, débarqua entre le Marabout et la tour des Arabes, et prit position vis-à-vis du fort du Marabout. Le jour même les ingénieurs ouvrirent la tranchée; le soir, le général Menou ordonna qu'on mît le feu aux bâtiments de la flottille, en les dirigeant sur la flottille ennemie, de manière à servir de brûlots; ce fut sans effet; ainsi l'ennemi fut maître absolu de tout le lac et sans contestation.

Le Marabout était un fort construit par l'ingénieur Crétin, sur un îlot, à 75 toises de la terre ferme et placé sur une des passes de la rade d'Alexandrie; une tour servait de signal. Les fortifications en avaient été soignées surtout du côté de la mer. On n'occupait aucun point sur la terre ferme; il eût fallu au moins y construire une espèce de contre-garde, afin d'obliger l'ennemi à s'y établir pour battre l'enceinte de l'îlot; au lieu de cela, on négligea sur la terre ferme un rocher qui dominait l'îlot. Les chasseurs anglais du 14e, s'y étant placés, firent taire le feu du Marabout, ce qui permit de construire sans obstacle deux batteries, chacune de trois pièces de 24. Le 18 elles commencèrent le feu, le 20 la tour s'écroula; le 20 au soir le chef de bataillon Étienne capitula; il avait dix pièces de canon et 120 hommes de garnison; il eût pu tenir encore plusieurs jours, l'assaut n'étant pas possible. Le capitaine Cochrane entra dans la rade avec sept canonnières; le général Coote se mit en mouvement le 22 au matin sur deux colonnes, se dirigeant sur Alexandrie, flanqué de droite et de gauche par des bâtiments armés. Il est des endroits où cet isthme n'a que 300 toises de largeur, mais ce côté de la ville avait été entièrement négligé. Le général Coote arriva jusqu'à une portée de canon du fort des Bains et y prit position. Le général Hutchinson le fit soutenir par le colonel Spencer avec 1,500 hommes et par un détachement turc de 700 hommes.

Un bataillon français, un escadron de cavalerie et une batterie de canons étaient en observation sur la position du fort des Bains, ce qui donna lieu à plusieurs échauffourées et combats de nuit, où les succès furent partagés. Le 21, deux batteries de trois pièces de 24 et de cinq mortiers ouvrirent leurs feux contre le fort des Bains; mais les plates-formes s'enfoncèrent et le feu cessa. De leur côté, les Français répondirent et jetèrent beaucoup de bombes dans le camp anglais. Pendant ce temps, le général Hutchinson fit construire sur la colline Verte une batterie qui ouvrit le feu sur la droite du camp retranché des Français, du côté de l'est, avec dix pièces de canon de 24, six de 12 et deux obusiers.

XVIII. Le siége commençait à peine, et le général Coote du côté de l'ouest, qui était le plus près d'Alexandrie, était encore éloigné de 700 toises du fort triangulaire, lorsque le général Menou envoya un parlementaire pour négocier. Des officiers généraux le sollicitaient depuis plusieurs jours de réunir un conseil de guerre pour aviser aux moyens de sauver les restes de l'armée. Les discussions dans ce conseil furent non moins vives que dans celui du Caire. Les généraux Destaing, Delzons, Zayonchek et le colonel du génie Bertrand émirent l'avis de se défendre jusqu'à la dernière extrémité et de ne capituler, selon les lois militaires, que lorsque tous les ouvrages extérieurs seraient enlevés, la première enceinte forcée et la brèche praticable à l'enceinte de l'isthme. La majorité du conseil fut d'opinion que sans doute il ne devait pas être question de capituler ni de poser les armes, mais que, si l'on pouvait obtenir, comme tout portait à le faire croire, des conditions pareilles à celles des conventions d'El-A'rych et du Caire, il fallait y adhérer. Les négociations commencèrent le 29 août 1801; la capitulation fut signée, et le 2 septembre elle fut ratifiée. Les portes furent remises le 3. La première division de l'armée française s'embarqua le 14 septembre à Aboukir, et l'embarquement continua jusqu'au 30 du mois.

Le 15 novembre, le brick *le Lodi* arriva de Toulon, mouilla dans Alexandrie et y apporta la nouvelle des préliminaires de Londres; trois jours après, la corvette *la Badine* les notifia officiellement.

La capitulation était la même que celle du Caire, que celle d'El-A'rych, ce qui démontre jusqu'à l'évidence combien étaient coupables ceux qui, en 1800, alors qu'aucune armée ennemie n'était dans le pays, avaient signé cette même capitulation, que les Anglais s'empressaient de conclure deux ans plus tard avec les débris de l'armée, tant ceux-ci imposaient encore après six mois de campagne, malgré la présence de deux armées turques et de deux armées anglaises, ces deux dernières s'élevant à 32,000 hommes.

L'armée ne fut point prisonnière de guerre. Officiers et soldats, tous rentrèrent dans leur patrie avec leurs drapeaux, leurs armes, leurs canons, leurs bagages.

L'état des hommes qui rentrèrent en France provenant des deux capitulations du Caire et d'Alexandrie était le suivant :

	INFANTERIE, CAVALERIE.	ARTILLERIE.	MARINS.	MALADES.	CIVILS.	ÉGYPTIENS.	TOTAL GÉNÉRAL.
Caire.......	11,600	180	350	800	82	750	24,662
Alexandrie...	6,200	1,000	1,500	1,400	680	120	
	17,800	1,180	1,850	2,200	762	870	

2,030 hommes sont arrivés séparément et par des capitulations particulières, savoir :

	Hommes.
Garnison du fort d'Aboukir	150
Garnison du fort Julien	210
Garnison d'El-Rahmânyeh	110
Pris sur le Nil	150
Avec le colonel Cavalier	560
Garnison de Lesbé et de Bourlos	630
Pris en diverses batailles	100
Garnison du Marabout	120
TOTAL	2,030

Il est donc rentré en France 26,192 hommes, dont il faut retrancher les 870 Égyptiens et les 1,850 marins qui ne faisaient pas partie de

l'armée de terre : c'est donc 23,972 hommes de l'armée d'Égypte qui sont rentrés en France. Cette armée était, au 1er mars 1801, au moment du débarquement des Anglais, de 27,400 hommes; elle avait donc en six mois perdu 3,428 hommes, tant sur les champs de bataille, que morts de blessures ou de maladies aux hôpitaux ou désertés. Le nombre de ces derniers se monte à 550, dont 50 dans les troupes anglaises et 500 qui s'enrôlèrent dans les Mameluks.

L'armée anglaise a perdu 7,000 hommes, tués, blessés, morts de maladies dans les hôpitaux; il n'est aucun peuple qui perde autant de monde que les Anglais dans les pays chauds.

L'ennemi trouva à Alexandrie quatre cent cinquante-cinq pièces de canon sur les batteries de terre, quatre-vingts sur les bâtiments, 200 milliers de poudre, 800 chameaux, 300 chevaux, des magasins considérables de riz, de café et d'huile.

Le colonel du génie Bertrand refusa d'adhérer à la capitulation; c'est en vain qu'on lui représenta que toute défense était désormais inutile; que l'amiral Ganteaume, qui avait tenu la mer pour tenter d'introduire des secours dans la place, était rentré à Toulon; il répondit : «que les vues d'un gouverneur de place et du conseil de guerre ne devaient pas s'étendre au delà des remparts : avait-on des vivres? était-on menacé d'être enlevé d'assaut? c'étaient ces deux seules questions qu'il fallait traiter; que les maladies faisaient de grands ravages dans les camps anglais; que les derniers bâtiments qu'on avait reçus d'Europe faisaient connaître qu'on traitait de la paix; qu'en mettant toutes ces considérations de côté, l'honneur des armes voulait que la défense fût prolongée jusqu'au dernier jour; que déjà l'acquisition de l'Égypte avait été trop facile aux ennemis; que peut-être on pouvait prolonger la défense encore deux mois, et que, si au bout de ce temps on était obligé de se rendre prisonniers de guerre, on n'en rentrerait pas moins dans la patrie, avec plus de gloire et plus de considération que par une capitulation pareille à celle d'El-A'rych; que les capitulations où les intérêts étaient stipulés avec le plus d'avantage n'étaient pas les plus honorables.»

Si le général Menou eût pu se maintenir dans Alexandrie jusqu'au

15 novembre, il eût été délivré par les préliminaires de Londres, et sa position eût été considérée pour quelque chose dans les conditions définitives de la paix d'Amiens.

La mort de Mourad-Bey fut fatale à son parti. Osman-Bey, qui lui succéda, n'avait pas son expérience; il se laissa surprendre par le capitan-pacha en s'embarquant avec plusieurs beys dans son canot, sur le lac Maréotis, pour aller dîner dans la rade d'Alexandrie. Lorsqu'ils furent sous le feu d'une chaloupe canonnière turque, le capitan-pacha débarqua, sous prétexte de répondre immédiatement à des dépêches qu'il venait de recevoir, et, d'après ses ordres, on voulut embarquer les beys sur la canonnière afin de les conduire à Constantinople; ils résistèrent; quatre furent tués, parmi lesquels Osman-Bey, leur chef; trois furent grièvement blessés et eurent leur liberté, sur la demande réitérée du général anglais. Pendant ce temps le grand vizir faisait la même opération au Caire. Ceux de ces malheureux qui échappèrent à ce double massacre se réunirent dans la haute Égypte, s'y maintinrent pendant quelques années, puis passèrent la cataracte de Genâdil et s'établirent à Dongolah. Le caractère du général Hutchinson le met à l'abri de tout soupçon de participation à ce massacre; il fit ce qu'il put pour protéger les Mameluks, mais il eut le désagrément de subir la peine à laquelle s'expose tout homme d'honneur qui s'allie avec des barbares.

XIX. Après la bataille d'Austerlitz et celle d'Iena, les armées françaises entrèrent en Pologne. Le czar, afin de pouvoir appeler dans le nord son armée du Danube, eut recours à l'influence de l'Angleterre pour se débarrasser de la guerre que lui faisait la Porte. L'amiral anglais Duckworth, avec une escadre de neuf vaisseaux de ligne, quelques frégates et quelques bombardes, passa le détroit des Dardanelles et mouilla, le 19 février 1807, devant le sérail. L'ambassadeur anglais se rendit à son bord, et de là entama des négociations pour contraindre la Porte à faire la paix avec la Russie en lui abandonnant la Valachie et la Moldavie, et à déclarer la guerre à la France. Le général Sebastiani résidait à Constantinople comme ambassadeur de France; il sut tirer parti de l'indi-

gnation dont le peuple osmanli était animé; il traça lui-même plusieurs batteries qui, en peu de jours, furent armées de plus de deux cents bouches à feu. L'amiral anglais, ayant ainsi perdu le moment favorable, et sachant qu'on travaillait avec activité à lui fermer le passage des Dardanelles, leva l'ancre le 3 mars, rentra dans la Méditerranée, non sans courir des dangers; il reçut plusieurs avaries au passage des Dardanelles, où il perdit 3 ou 400 hommes. L'idée de cette misérable opération ne fait pas honneur au gouvernement anglais. En temps de paix attaquer les villes, brûler les vaisseaux d'un prince ami, violer sa capitale alors que l'on maintient son ambassadeur auprès de lui, forcer la politique d'un gouvernement avec sept vaisseaux... etc..!..[1]

Dans le même temps une division de 6,000 hommes partait de Messine sous les ordres du général-major Fraser, et arrivait, le 16 mars 1807, devant Alexandrie. Elle y débarqua au Marabout, de là se rendit par terre dans la presqu'île d'Aboukir pendant que l'escadre allait mouiller dans la rade. Il n'y avait dans Alexandrie qu'une garnison de 400 Arnautes; le 21 mars la place capitula. Maître d'Alexandrie, le général anglais voulut l'être de Rosette; il fit un détachement de 2,500 hommes. 1,500 Albanais avaient crénelé les maisons; lorsqu'ils virent les soldats anglais engagés dans les rues, ils commencèrent le feu et en tuèrent, blessèrent ou prirent 1,500. Le 9 avril, le général Stuart arriva avec des renforts et prit le commandement; il éprouva plusieurs échecs assez considérables. Enfin, au mois d'août, le pacha étant lui-même descendu du Caire avec son armée, les Anglais acceptèrent une capitulation et évacuèrent l'Égypte le 22 septembre, après un séjour de six mois.

Il est difficile d'expliquer une aussi pauvre entreprise. Le projet de s'emparer d'Alexandrie en temps de paix était injuste et contraire au droit des gens, mais il était utile à l'intérêt anglais pour lui assurer l'empire de l'Hindoustan et l'établissement d'un comptoir à Suez. 6,000 hommes n'étaient pas suffisants, il en aurait fallu 10,000 et un général plus habile.

En 1802, un ingénieur suédois envoyé de Constantinople était par-

[1] Cette phrase n'est pas achevée; la ponctuation qui la termine est la transcription fidèle du manuscrit.

venu, non sans beaucoup de frais et beaucoup de travaux, à rétablir la digue du lac Ma'dyeh. Le lac Maréotis avait de nouveau disparu; le fond du lac était encore couvert d'une croûte blanche de sel; le général Stuart jugea convenable de couper de nouveau cette digue pour la sûreté de la ville d'Alexandrie. En quittant la rade, il fit couler dans les passes du Port-Vieux un grand nombre de gros transports chargés de pierres.

La conduite des Anglais fit jeter un cri d'indignation dans tout l'empire ottoman. 1° Comment les Anglais violaient-ils, en temps de paix, le territoire de la capitale et prétendaient-ils dicter à main armée des résolutions politiques à la Porte? 2° Et en même temps qu'ils voulaient l'obliger à faire cause commune avec la Russie et l'Angleterre contre la France, ils venaient s'emparer d'Alexandrie et s'y établir. 3° Pour le plus léger intérêt ils coupaient de nouveau la digue du lac Ma'dyeh, exposant une grande ville à sa ruine. 4° Enfin, en abandonnant cette ville, et cela après une capitulation, ils violaient tous les droits et détruisaient son port, propriété d'une puissance étrangère, qui avait persisté à rester amie, malgré ces divers événements. C'était se jouer de tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes.

XX. *Première observation : sur le plan de campagne.* — Le cabinet anglais entreprit, en 1801, la guerre d'Égypte avec une armée de 60,000 hommes présents sous les armes, dont 34,000 Anglais et 26,000 Turcs, savoir : 19,500 Anglais embarqués sur l'escadre de l'amiral Keith, et débarqués à Aboukir en mars; 7,500 tirés de l'armée des Indes et débarqués à Qoseyr en août; 7,000 hommes de la réserve, qui partirent de Londres, de Gibraltar, d'Allemagne, et débarquèrent à Aboukir en juillet; 6,000 Turcs embarqués sur l'escadre du capitan-pacha, débarqués le 25 mars à Aboukir; enfin 16,000 réunis en Palestine, sous le grand vizir, et qui arrivèrent en Égypte en mai. Avec des forces aussi considérables, le cabinet anglais avait droit de compter sur le succès. Mais il adopta un plan d'opérations si défectueux, si contraire à tous les principes de l'art de la guerre, qu'il pouvait et devait faire échouer l'expédition. 1° Les ordres partant de Londres au mois d'octobre ne pouvaient arriver aux Indes

avant la fin de janvier; la division qui devait en partir ne pouvait arriver au détroit de Bab el-Mandeb qu'au mois d'avril, après la mousson du sud; elle serait contrariée par la mousson du nord et ne pourrait pas remonter la mer Rouge et gagner Suez de tout l'été. Mais fût-elle arrivée à temps à Qoseyr ou à Suez, elle n'était pourvue d'aucun des moyens nécessaires pour traverser le désert. En effet, cette division mouilla à Qoseyr en août, six mois après que le général Abercromby eut débarqué à Aboukir. Si elle traversa le désert de Coptos, c'est que le grand vizir, étant maître du Caire, put lui procurer 5,000 chameaux, ce qu'il n'eût pas pu faire si déjà les alliés n'avaient été vainqueurs. Aucune diversion ne devait être faite par la mer Rouge; deux frégates et une corvette avec 200 hommes de débarquement étaient tout ce qu'il fallait y envoyer pour occuper Suez et Qoseyr; il fallait laisser l'armée de l'Hindoustan tranquille sur le Gange et augmenter d'autant l'armée du général Abercromby. 2° La réserve qui partit de Londres et de Gibraltar n'arriva en Égypte que six mois après le général Abercromby. 3° Les 6,000 hommes du capitan-pacha n'arrivèrent à Aboukir que vingt jours après le général Abercromby. 4° Le grand vizir ne passa le désert et n'entra en Égypte que trois mois après, dans le mois de mai, de sorte qu'au lieu de 34,000 Anglais et 26.000 Turcs, le général Abercromby n'arriva en Égypte qu'avec 19,500 Anglais, dépourvus de tout. S'il eût été battu, comme cela devait être, à quoi eussent servi les divisions de l'Hindoustan, la réserve du capitan-pacha et celle du grand vizir? 5° Le général Abercromby débarqua sans attelages d'artillerie, sans chevaux pour sa cavalerie, n'ayant rien de ce qui est nécessaire à une armée, et cependant il était demeuré deux mois à Malte et deux mois dans l'Asie Mineure pour faire ses préparatifs; pendant ces quatre mois, il eût été facile à l'administration de lui procurer les 2,500 chevaux dont il avait besoin, puisqu'elle pouvait les acheter en Sicile, à Tunis, Tripoli, Derne, Candie, en Grèce, dans l'Asie Mineure, en Chypre, à Alep, à Tripoli de Syrie, à Acre, à Jaffa. Ces fautes ont été commises par le cabinet qui a conçu le plan de cette campagne. C'est une nouvelle preuve de la mauvaise administration anglaise, la plus défectueuse de l'Europe.

Deuxième observation : sur les manœuvres du général Abercromby. — A la fin de février, le général Abercromby partit de Macri et mouilla, le 2 mars, en rade d'Aboukir. Il pensait avec raison que, maître d'Alexandrie, il persuaderait aux Français d'accepter la capitulation d'El-A'rych, et qu'ainsi, sans hasarder aucune affaire générale, il atteindrait le but de son gouvernement. Mais, 1° il eût dû attendre la bonne saison; la mer au mois de mars est trop mauvaise dans ces parages; il n'eût dû arriver dans les mers d'Alexandrie qu'au 15 avril. 2° Il fallait que sa cavalerie fût montée et son artillerie attelée; sans cavalerie et sans artillerie attelée, c'était exposer son armée à trop de hasards. 3° Il commit ici la faute qu'il avait déjà faite, en 1799, en Hollande. Il aurait dû se réunir à Macri au capitan-pacha, se rendre avec lui dans la rade de Jaffa et y embarquer 6,000 hommes du grand vizir, parmi lesquels Ibrahim-Bey avec ses Mameluks montés. Il serait alors apparu au 15 avril dans la rade d'Aboukir avec 19,500 Anglais, 12,000 Turcs, dont 2,500 de cavalerie. Il aurait surpris Alexandrie avant que l'armée française fût arrivée du Caire au secours de cette place. 4° Arrivé devant Alexandrie le 1er mars, le général Abercromby ne débarqua que le 8; le temps était mauvais. Il était signalé depuis huit jours. La moitié de l'armée française, c'est-à-dire 10 à 12,000 hommes, devait déjà être arrivée sur la plage. Il aurait donc dû lever l'ancre, disparaître de devant Aboukir, menacer d'opérer son débarquement à Damiette, afin d'y attirer l'armée française, revenir ensuite inopinément en naviguant hors de la vue de terre et opérer son débarquement à Aboukir. 5° L'amiral Keith, qui avait sous ses ordres neuf vaisseaux de ligne armés en guerre et beaucoup de petits bâtiments sur lesquels n'étaient embarquées aucunes troupes, eût dû faire trois attaques simulées, une au Marabout, une au cap des Figuiers, la troisième au Pharillon, chaque attaque composée de deux vaisseaux de guerre, huit ou dix frégates, corvettes, transports ou chebecs, et menacer de débarquer dans chacun de ces endroits une division de 5 ou 6,000 hommes. Cela eût attiré toute l'attention du général Friant, l'eût obligé à retourner à Alexandrie, en laissant tout au plus 2 ou 300 hommes sur la plage d'Aboukir. L'amiral Keith n'a rien fait pour attirer

l'attention des Français et favoriser le débarquement; ce qui causa la perte d'un millier d'Anglais et fit courir à l'opération les plus grandes chances. 6° A midi, le 8 mars, le débarquement était effectué; le général anglais perdit le reste de la journée et celles des 9, 10, 11 et 12 (quatre journées et demie), dans une circonstance où il n'était pas permis d'en perdre une. Dès le 8 mars, à cinq heures après midi, il eût dû être arrivé à la position du Camp des Romains; dès le 9, marcher sur la ville; il s'en fût probablement emparé. Au lieu de cela, il ne se mit en mouvement que le 13; le général Lanusse, étant arrivé dès le 11 au soir, mit la ville à l'abri de toute attaque. Si le débarquement s'était opéré le jour même où le convoi avait été signalé à Alexandrie, le 1er mars, il aurait eu onze jours pour s'emparer d'Alexandrie avant que le premier renfort fût arrivé du Caire. Si, en 1798, Napoléon ne se fût présenté sous les murs d'Alexandrie que treize jours après avoir mouillé au Marabout, il n'eût pas réussi; il eût trouvé les murailles crénelées et bien armées, la moitié des Mameluks déjà arrivés du Caire, avec une immense quantité d'Arabes et de janissaires; mais il marcha sur Alexandrie et donna l'assaut à ses murailles avec seulement une poignée de son monde, sans attendre son canon, dix-huit heures après que sa flotte avait été signalée. C'est un principe de guerre que, lorsqu'on peut se servir de la foudre, il la faut préférer au canon. 7° Après le combat du 13 mars, le général Abercromby avait manqué son expédition. Il savait que l'armée française était forte de 25,000 hommes, que le général en chef était prévenu de son apparition depuis treize jours. La prudence ne lui laissait que deux partis à prendre : le premier, de se rembarquer pour aller attendre en Chypre l'arrivée de ses nouveaux renforts d'Angleterre et ceux du capitan-pacha et du grand vizir; le second, de prendre position derrière l'isthme de l'embarcadère ou sur le mamelon du Cheik, dans la presqu'île d'Aboukir, et s'y fortifier; cette position était inexpugnable. Celle qu'il occupait au Camp des Romains, la droite à la mer et la gauche au lac Madyeh ayant 1,500 toises d'étendue, était mauvaise pour un corps de 15,000 hommes qui n'avait ni cavalerie ni artillerie attelée; il devait s'attendre à être attaqué sous peu de jours par une armée supérieure en

forces, ayant une nombreuse et intrépide cavalerie, qui, soutenue par plusieurs batteries légères, forcerait sa gauche, séparerait son armée de sa flotte, ce qui entraînerait sa perte.

Troisième observation : sur les marches et manœuvres du général Hutchinson. — 1° Ce général prit le commandement le lendemain de la bataille du 21 mars 1801. Il savait que l'armée française pouvait être, en peu de jours, renforcée de la division du général Belliard, de 5 ou 6.000 hommes; cela devait le décider à abandonner la position du Camp des Romains pour prendre celle de l'embarcadère.

2° Lorsque, cinq jours après, le capitan-pacha arriva avec 6,000 hommes, il eût dû les mettre sur-le-champ en ligne, en les attachant à ses diverses brigades; 6,000 tirailleurs turcs étaient un véritable renfort pour une armée européenne, tandis que, mis en réserve, seuls, ils étaient de peu de valeur.

3° Il coupa la digue du lac Ma'dyeh le 13 avril et créa le lac Maréotis; il rendit par là un grand service à Alexandrie; il fit ce que les Français eussent dû faire le 12 mars, puisque par là la place devenait très-forte et à l'abri de toute surprise; or le but de toute la campagne était de prendre Alexandrie. Il sacrifia donc l'objet principal à un accessoire. La gauche de sa position se trouva sans doute mieux appuyée; mais elle l'eût été également en construisant de bonnes redoutes dans l'eau et en embossant dans le lac quelques batteries flottantes.

4° La marche sur El-Rahmânyeh en continuant d'occuper le Camp des Romains, les manœuvres pour opérer en juin sa jonction avec le grand vizir sur le Caire, sont autant de fausses opérations. C'était au grand vizir à marcher sur Alexandrie pour se réunir à l'armée anglaise, et non à celle-ci à quitter le point important pour courir après des accessoires. Quand on est à portée de frapper au cœur, il ne faut pas s'en laisser distraire par des manœuvres contraires.

5° Lorsque le général Lagrange se porta d'El-Rahmânyeh sur le Caire, le général Hutchinson avait une belle occasion de terminer la campagne. Il eût dû retourner promptement au Camp des Romains avec le

capitan-pacha, attaquer le général Menou, affaibli du détachement du général Lagrange; il l'eût jeté dans la muraille des Arabes et eût pris la ville en peu de semaines.

6° Pendant le mois de mai et jusqu'au 22 juin, c'est-à-dire pendant quarante et un jours, il est resté exposé à un double danger : 1° que le général Menou, qui avait 9,000 hommes dans Alexandrie, n'attaquât avec 6,000 hommes les 4,000 hommes du général Coote et ne forçât le Camp des Romains; 2° que le général Belliard, qui avait 14,000 hommes au Caire, ne battît le grand vizir à El-Khânqah, ne le rejetât au delà du désert, ne revînt sur lui, général Hutchinson, avec 10,000 hommes, et ne se réunît avec le général Menou. Après l'affaire d'El-Khânqah, il avait encore à redouter que le général Belliard, laissant ses malades, ses éclopés et ses vétérans, c'est-à-dire 2 ou 3,000 hommes, dans la citadelle du Caire, ne vînt avec toutes ses forces lui marcher sur le corps. Il aurait évité tous ces dangers s'il avait persisté dans l'idée principale de la campagne : diriger toutes les opérations contre Alexandrie et conquérir l'Égypte sans perdre de vue les mâts de sa flotte.

7° Mais, s'il voulait absolument marcher sur le Caire, il fallait alors qu'il évacuât le Camp des Romains et plaçât le camp du général Coote à l'embarcadère ou au mont du Cheik.

8° Pour se trouver en mesure de manœuvrer contre le général Belliard, il fallait que le grand vizir traversât le Delta et se réunît aux Anglais sur la rive gauche de la branche de Rosette, à la hauteur d'El-Rahmânyeh; le général Hutchinson eût marché alors sur le Caire avec une armée de 25,000 Turcs, 5,000 Anglais et une nombreuse flottille sur le Nil.

9° Lorsque, le 19 juin, il eut construit son pont sur le Nil, sa position se trouva fort améliorée; mais il eût dû ne pas s'en tenir à cette demi-mesure; il fallait faire camper le grand vizir sur la rive gauche du Nil, et, après la prise de Gyzeh, lorsque le pont des Français aurait été détruit, les deux armées se fussent portées ensemble sur la rive droite, laissant, dans les deux cas, un corps d'observation sur la rive opposée. En effet, si le 22 juin, à deux heures du matin, le général Belliard eût

débouché de Gyzeh avec 10,000 hommes, il eût repoussé le général Hutchinson, le capitan-pacha, et eût enlevé le pont avant que le grand vizir eût pris un parti. En supposant que celui-ci se fût logé dans quelques maisons du Caire, il n'aurait occupé aucun fort important, il en aurait été délogé le lendemain.

10° Le général Hutchinson a pressenti constamment le danger de sa position; il a cru y remédier en marchant très-lentement; il est vrai qu'il a toujours été trompé sur la force du général Belliard, dont il a supposé l'armée la moitié au plus de ce qu'elle était réellement. Il croyait que les troupes qui avaient marché sur El-Khânqah étaient les mêmes que celles qui se trouvaient à El-Rahmânyeh; il était dans l'erreur. Lorsque le général Belliard était devant le grand vizir, il n'avait pas avec lui un seul homme de l'infanterie qui était à El-Rahmânyeh. L'art de la guerre a des principes invariables, qui ont principalement pour but de garantir les armées contre l'erreur des chefs sur la force de l'ennemi, erreur qui, du plus au moins, a toujours lieu.

11° Le général Coote a traversé le lac Maréotis et fait le siége du Marabout avec 5,000 hommes : cela n'était pas suffisant; il lui en aurait fallu 7,000; le général Hutchinson l'a senti et l'a renforcé cinq jours après d'un détachement anglais et turc; mais c'était trop tard. Que de suites pouvait avoir cette seule faute!

Quatrième observation : sur le mouvement du général Friant. — 1° Le général Friant, gouverneur d'Alexandrie, accourut sur la plage d'Aboukir avec toutes les forces dont il pouvait disposer, pour s'opposer au débarquement; mais il aurait dû amener plus d'artillerie et construire deux bonnes batteries de côte avec des pièces de 24, de 18 et des mortiers. 2° Puisqu'on avait négligé de construire un fort en maçonnerie sur la falaise, il aurait dû y construire une redoute en bois de palmier, ce qu'il aurait pu faire en trente-six heures; il ne manquait pas non plus de sacs à terre à Alexandrie. 3° Il eut tort de s'affaiblir des 300 hommes qu'il envoya de l'autre côté du lac Ma'dyeh; si l'ennemi débarquait du côté de Rosette, ce faible détachement ne pouvait rien, et 300 hommes étaient

quelque chose, réunis aux 1,700 qu'il avait avec lui. Qui sait ce qui serait arrivé si ces 300 hommes, avec quatre pièces de canon, eussent été placés sur le mont du Puits? 4° Dans tous les cas, il eût dû établir six pièces de campagne, soutenues par un carré de la 75ᵉ, sur la hauteur du Puits; c'était la clef de la plage; le débarquement n'était pas assuré tant que l'ennemi n'était pas maître de la hauteur du Puits.

Cinquième observation : le général Lanusse. — 1° Le général Lanusse eût dû éviter le combat. Le 13, il eût dû faire sa retraite sur les hauteurs de la porte de Rosette, et même, s'il le fallait, se couvrir par la muraille des Arabes et chercher protection sous le canon des forts. Les Anglais ayant défilé pendant plusieurs heures sous ses yeux, il les avait comptés; il n'était donc pas raisonnable de descendre de sa position pour braver une armée quatre fois plus forte que la sienne, lorsqu'il attendait des renforts considérables.

Sixième observation : le général Lagrange. — 1° Lorsque le général Lagrange se porta d'El-Rahmânyeh sur le Caire, le 10 mai, il eût dû laisser un homme de résolution dans le fort, avec 150 hommes, et lui ordonner de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité; il eût pu arrêter pendant huit ou dix jours la marche de l'armée anglaise. Il y laissa un mauvais commandant avec 40 hommes, et ordonna lui-même que l'on gâtât les munitions et les magasins. Ce commandant se rendit le 10, à la pointe du jour, et, s'il se trouva 110 hommes dans le fort, c'est que 60 ou 70 y restèrent sans ordre, s'étant enivrés au pillage des magasins. 2° Le général eût dû envoyer une chaloupe et une reconnaissance sur le canal de Menouf, pour faire rétrograder les convois sur le Caire. 3° Pourquoi n'a-t-il pas rallié à El-Rahmânyeh, pendant les vingt jours qu'il y est demeuré, la garnison de Lesbé et de Bourlos? Il se serait ainsi renforcé de 700 hommes, qui ont été perdus. 700 hommes étaient le cinquième de sa division.

Septième observation : le colonel Cavalier. — La conduite du colonel

Cavalier est injustifiable. A son arrivée en France il eût dû être traduit devant un conseil de guerre. Les Romains eussent fait décimer son détachement. Ce fut l'envie de rentrer en France qui porta les soldats à capituler. Mais toute la faute appartient au commandant. Il connaissait les dispositions de ses soldats, il eût dû empêcher tout pourparler, recevoir les parlementaires à coups de fusil, continuer sa marche sur Alexandrie et sur le lac Natroun. Le colonel Cavalier était un brave homme et un officier très-distingué, fort attaché au général en chef; sa conduite en cette occasion n'en est que plus blâmable. Les 600 chameaux qu'il remit furent d'une grande utilité à l'armée anglaise. Une loi nécessaire dans une armée française serait celle qui défendrait tout parlementage. Nos soldats sont si bons, si prêts à être amis, et nos officiers si faciles à tromper, que les étrangers les jouent perpétuellement.

Huitième observation : le général Belliard. — 1° Le 13 mai au soir, le général Lagrange ayant joint au Caire le général Belliard, celui-ci eut sous ses ordres 14,000 hommes, dont 500 vétérans, une centaine d'employés civils armés et formés en garde nationale, 800 malades et 1,500 autres hommes malingres, ouvriers, hommes de dépôt. Ces 3,000 hommes étaient suffisants pour garder la citadelle, Gyzeh et les forts autour du Caire. Il avait donc 11,000 hommes disponibles. En laissant au Caire une colonne mobile de 1,000 hommes à pied et à cheval, quelques pièces de canon pour servir de réserve, il pouvait s'éloigner avec 10,000 hommes, dont 1,000 de cavalerie et vingt-quatre pièces de canon. Au lieu de cela, il laissa 8,000 hommes pour la garde de la ville et ne marcha contre le grand vizir qu'avec 6,000 hommes.

2° Mais 6,000 Français, dont près de 1,000 hommes de cavalerie et vingt-quatre pièces d'artillerie bien servies, étaient plus qu'il n'en fallait pour battre le grand vizir et le jeter au delà du désert. Le grand vizir n'avait avec lui que 16,000 Turcs, dont le quart était à Damiette. Au combat d'El-Khânqah, les Osmanlis étaient 9,000 hommes. Si le général Belliard n'eût pas manqué de résolution, il n'avait qu'à faire battre la charge et il sauvait l'Égypte, en se couvrant d'une gloire immortelle.

Il aurait couché le 16 à Belbeys, et le 18 à Sâlheyeh; il aurait été de retour au Caire le 20 ou le 21, aurait passé le Nil le 23 ou le 24, serait arrivé le 27 ou le 28 à Terrâneh, aurait attaqué le général Hutchinson, qui avait 4,000 Anglais et 6,000 Turcs du capitan-pacha. L'armée anglaise était très-affaiblie par les maladies; elle n'avait alors encore reçu aucun de ses renforts.

3° Le général Belliard rentra le 18 mai dans le Caire, sans avoir attaqué le grand vizir; c'était le moment de prendre un parti définitif, en se portant sur Alexandrie par la rive gauche du Nil, avec tous les Français qui étaient au Caire, embarquant sur la rivière tout ce qui ne pouvait pas être transporté par terre et laissant 2,000 hommes dans la citadelle. Le grand vizir eût été incapable de prendre la citadelle, qui eût pu se défendre longtemps. Lorsqu'elle aurait eu perdu l'espoir d'être dégagée par suite de la jonction des généraux Belliard et Menou, elle aurait obtenu une capitulation honorable, et les hommes, qui étaient en grande partie malingres, vétérans et convalescents, auraient été sauvés.

4° Le 18 juin, c'est-à-dire quarante jours après le combat d'El-Khânqah, le général Hutchinson arriva enfin près de Gyzeh et le grand vizir vis-à-vis de lui, sur la rive droite, les deux armées étant séparées par le Nil : si le général Belliard eût attaqué, avec tout son monde, l'une ou l'autre armée, il eût été vainqueur; la défaite de l'une de ces deux armées eût entraîné la retraite de l'autre, tandis que, s'il avait éprouvé un échec, il ne l'eût pas éprouvé sans faire beaucoup de mal à l'ennemi, et ses affaires n'en auraient pas été pires.

5° Le 19, le général Hutchinson fit construire un pont pour communiquer avec le grand vizir; cela améliora fort sa position. Mais, si le général Belliard eût attaqué, comme le proposa le colonel Dupas, en débouchant sur une seule rive, à la petite pointe du jour, il eût enlevé le pont avant que l'armée placée sur l'autre rive l'eût passé.

6° Le 22 juin il n'était pas encore cerné; l'armée anglaise était vis-à-vis de Gyzeh, sur la rive gauche, l'armée du grand vizir vis-à-vis du Caire; tout le haut Nil était encore libre; les Anglais n'étaient qu'au nombre de 4,000 hommes, et les Turcs de 30,000, en comptant 16,000

Bédouins ou troupes d'Égypte, qui n'avaient aucune consistance. Le général Belliard avait 10,000 hommes en état de combattre et vingt-quatre pièces de canon; il était abondamment pourvu de tout, il avait 70,000 projectiles, 200 milliers de poudre. Puisqu'il avait perdu toutes les occasions que la fortune lui avait offertes de battre les armées ennemies isolément, il lui restait la gloire de défendre la place avec toute l'opiniâtreté qu'exigeaient le salut de l'armée, l'honneur des armes françaises et les règlements militaires. En s'étudiant à attaquer dans ses sorties spécialement les Anglais, il fût venu à bout de détruire ce petit corps, qui seul donnait de la consistance à toute cette armée. Du moins il eût pu gagner le mois d'août; alors l'inondation, couvrant tout le pays, aurait obligé l'ennemi à cesser ses opérations de siége, puisqu'il n'aurait pu les continuer que sur l'enceinte du côté du désert. En se maintenant trente jours, le général Belliard eût donc pu gagner jusqu'au mois de novembre, et pendant ce temps il eût donné à ses fortifications un nouveau degré de force. Les mois se succèdent, mais ne se ressemblent pas. Pendant tout ce temps-là Alexandrie n'eût pas été inquiétée.

7° Le général Belliard a cru avoir un corps d'au moins 10,000 Anglais devant lui; mais qui l'autorisait à avoir cette opinion? S'il fût sorti du côté de Gyzeh et se fût déployé en ligne de bataille, les Anglais se seraient montrés, il eût pu les compter. Si le 21 juin on avait réuni un conseil de guerre, à l'unanimité on aurait couru aux armes. Les règles de la guerre voulaient que, dans des circonstances importantes comme celle-là, on ne s'en tînt pas à des bruits, mais que l'on manœuvrât afin d'obliger l'ennemi à se montrer et à se laisser compter. L'état de situation de l'armée anglaise montait à 4,000 hommes.

8° Mais sans obliger l'ennemi à déployer ses forces, sans se battre, sans tenter la fortune, il capitula! Il rendit la capitale de l'Égypte, ses magasins, quatre cents canons, des forts, sans avoir tiré un coup de fusil! Il est vrai que les intérêts des généraux, des officiers et des particuliers furent stipulés avec un grand soin. De ces 14,000 hommes 500 s'enrôlèrent dans les Mameluks, 13,723 furent embarqués à Aboukir et arrivèrent en France. L'armée rapporta ses drapeaux, ses armes, cin-

quante pièces de canon, beaucoup de chevaux, une immense quantité de bagages, toutes les raretés du pays. Cette capitulation fut, au reste, la même que celle d'El-A'rych. Quand les armées croient possible de sortir d'une position critique avec une convention sans se déshonorer, tout est perdu. Autant vaudrait confier la défense et l'honneur des armes à de vieilles femmes armées de leurs fuseaux.

9° Pendant la marche du Caire à Aboukir, le général Moore escorta l'armée française, mais celle-ci était plus nombreuse que son escorte; à l'approche d'Aboukir, le général anglais craignait, avec raison, que l'indignation ne s'emparât du soldat français, qu'il n'attaquât les Anglais ou ne se joignît avec Menou pour sauver l'Égypte.

L'officier qui apporta en France la nouvelle de cette extraordinaire capitulation fut retenu au lazaret de Marseille; il envoya son rapport et son état de situation. La douleur du Premier Consul est facile à concevoir; son premier mouvement fut de faire arrêter les généraux qui avaient formé le conseil de guerre et de faire un exemple sévère d'une pareille violation de tous les règlements militaires. Un général de division, commandant un corps, ne pouvait pas abandonner son général en chef et l'armée pour sauver son corps particulier. Or la division du général Belliard était entière; elle n'avait éprouvé aucun échec, elle ne s'était pas mesurée avec l'ennemi et avait posé les armes par une stipulation d'autant plus honteuse et déshonorante que les conditions en étaient plus avantageuses pour les individus. Tout ce que le général allégua dans son rapport pour justifier sa conduite, en faisant valoir des considérations politiques, ne peut être admis. Il avait reçu de la République le droit de faire tuer ses soldats pour sa défense, mais non celui de les sauver au détriment de la chose publique. Il craignait la division anglaise de l'Inde, et le 22 juin, jour de cette capitulation, cette division était encore mouillée dans le port de Djeddah, dans la mer Rouge, sur la côte d'Arabie, à trois cents lieues de là! Il se disait cerné par une armée anglaise très-nombreuse, et il n'avait fait aucun mouvement, livré aucun combat pour l'obliger à se déployer; il ne l'avait pas vue; elle n'était que de 4,000 hommes! Il disait manquer de munitions, et il avouait

avoir 60,000 coups de canon à tirer! Il disait manquer de vivres, et les magasins en étaient pleins! C'est bien abuser des mots que de comparer cette conduite honteuse à la conduite glorieuse que tint Chevert dans Prague lorsque le maréchal de Belle-Isle le laissait, avec une poignée de monde, pour faire son arrière-garde et favoriser sa retraite. Chevert se sacrifiait pour son armée; Belliard sacrifiait l'armée et l'honneur pour sauver son corps.

Mais à ce premier mouvement du Consul succédèrent des réflexions qui firent changer ses dispositions. Le général Belliard était un officier très-distingué; il avait rendu de grands services dans cette même campagne; à Arcole, il avait couvert de son corps Napoléon et reçu une balle qui lui était destinée; son opinion était très-prononcée pour la conservation de l'Égypte et très-opposée à la convention d'El-A'rych. Sa marche sur El-Khânqah prouve qu'il avait bien vu ce qu'il fallait faire, mais il avait manqué d'audace et de caractère; la nature ne l'avait pas fait pour une action aussi importante. Le général en chef l'avait abandonné sans lui donner aucun ordre. Le mécontentement général et le désespoir qu'avaient produits dans l'armée la lenteur, l'irrésolution et le défaut de talents militaires du général Menou, avaient banni tout espoir et toute confiance. Les généraux qui avaient signé la capitulation étaient des officiers distingués, et tous fort opposés à la convention d'El-A'rych. Convenait-il, dans la situation brillante où était la République, lorsque la paix de Lunéville, celle avec la Russie, la Porte et l'Angleterre, avaient élevé si haut la gloire française, d'obscurcir cet éclat et d'attrister la nation par des enquêtes déshonorantes contre des braves qui, dans tant d'autres circonstances, avaient si bien mérité de la patrie? N'était-il pas préférable de fermer les yeux et d'attribuer tout ce qui arrivait à la fatalité et à la nullité absolue du chef? Car enfin, quelque chose qu'on fasse, quelque énergie que montre le gouvernement, quelque vigoureuse que soit la législation, une armée de lions commandée par un cerf ne sera jamais une armée de lions.

Neuvième observation : le général Menou. — 1° Le général Menou eût

dû être instruit le 3 mars de l'apparition de la flotte anglaise devant Alexandrie : il ne le fut que le 4 dans l'après-midi; c'était un retard de vingt-quatre heures bien fâcheux. Il avait dû savoir le 2 mars la capture faite le 28 février, dans la rade d'Aboukir, d'un ingénieur anglais, et devait connaître les papiers d'un autre ingénieur qui avait été tué; ces papiers contenaient des indices assez frappants de l'expédition du général Abercromby.

2° Le général en chef prit le change et dissémina ses troupes. Le général Reynier reçut, dans la nuit du 4 au 5, son ordre de mouvement. Il se rendit au quartier général pour témoigner la douleur qu'il éprouvait de ces dispositions. Il cita au général en chef l'exemple de ce qui était arrivé lorsque Mustafa-Pacha parut devant Aboukir, le 12 juillet 1799: Napoléon en fut instruit le 15, se trouvant alors campé aux pyramides: il expédia à l'instant même des ordres à toute l'armée et la réunit à El-Rahmânyeh. «Il fallait imiter cette conduite et partir dans la nuit même, évacuer la haute Égypte, en laissant seulement des vétérans, des malades et quelques pièces de canon au Caire.» Le général Menou resta sourd et froid; il persista dans l'exécution de ses ordres. A la pointe du jour, les troupes se mirent en mouvement dans des directions divergentes, contrairement à tous les principes de la guerre. Un des aides de camp de Menou arriva le 12 mai à Alexandrie, au quartier général du général Lanusse, sur la hauteur des Romains, et vanta aux officiers de l'état-major les dispositions savantes qu'avait faites son général en apprenant la nouvelle de l'apparition de la flotte devant Alexandrie. «Mon vieux général, dit-il, n'a pas pris le change; il a compris que la véritable attaque ne serait point là où il était menacé; il a pourvu à Damiette, au débouché du désert et à celui de la mer Rouge. De quelque côté que se présente l'ennemi, le vieux renard a prouvé qu'il avait plus d'un trou à son sac. — Hélas! s'écria le colonel du génie Bertrand, présent à cette conversation, je croyais que la science de la guerre consistait à avoir ses troupes réunies sur le point principal, en négligeant les accessoires. Lorsque les Anglais seront maîtres d'Alexandrie, que deviendront les troupes qui sont à Suez, dans la haute Égypte, à Sâlheyeh?»

3° En concentrant son armée sur Alexandrie, Menou laissa le général Belliard avec une forte garnison dans le Caire, des garnisons à Damiette, dans le[1] . . . . et la haute Égypte, il ne réunit que 12,000 hommes; il pouvait en réunir 19,000 sur le champ de bataille; avec 7,000 hommes de plus, la journée du 21 n'eût pas été douteuse.

4° Devait-il, le 21, attaquer l'armée anglaise? Celle-ci était supérieure en infanterie, mais très-inférieure en cavalerie. Il était à craindre qu'elle ne reçût des secours, puisque la mer lui était ouverte. Le point faible de la ligne de bataille anglaise était sans contredit la gauche. Il fallait que, dans la nuit du 20 au 21, l'armée française se plaçât, par un changement de front, la gauche en arrière, la droite sur le lac Ma'dyeh, la gauche sur Alexandrie, à cheval sur la route du Caire; qu'elle laissât sur les hauteurs, en avant de la porte de Rosette, quelques pelotons de cavalerie, quelques pièces d'artillerie, et tous les hommes chargés de défendre l'enceinte de Rosette. A la petite pointe du jour, l'armée, rangée sur quatre ou cinq lignes, aurait attaqué la gauche de l'ennemi, faisant canonner la flottille mouillée dans le lac par quelques pièces de 24. La gauche étant dépostée, toute la cavalerie française, avec dix-huit pièces d'artillerie légère, se serait portée derrière le centre et la droite de l'ennemi. Celle-ci, attaquée à revers, privée de ses communications avec le lac, d'où elle tirait ses munitions et où étaient ses ambulances, menacée de perdre sa retraite, n'ayant aucune cavalerie pour la protéger, aurait été compromise. Et, si le général Menou voulait attaquer par sa gauche, alors il fallait que, dans la nuit, le centre et la droite de l'armée française se ployassent derrière la gauche du général Lanusse, laissant sur leur emplacement quelques pièces, quelques pelotons de cavalerie et quelques dromadaires. L'armée, pelotonnée sur son extrême gauche, se mettant en marche pour attaquer la Maison de Ptolémée, s'y fût logée; aux premiers rayons du jour, la cavalerie se fût portée derrière le centre et la gauche de l'armée anglaise, menaçant ses communications; une

[1] Ici un espace en blanc dans le manuscrit.

grosse batterie eût dû ouvrir son feu contre les canonnières embossées en pleine mer et flanquant la droite de l'armée ennemie. Une pareille combinaison eût été couronnée d'un plein succès; le mamelon eût été enlevé, et, si le centre et la gauche de l'armée anglaise eussent marché pour s'en emparer, ils auraient dû le faire sous le feu de toute l'artillerie française, les flancs et les derrières inquiétés par la cavalerie et l'artillerie légère; cela n'était pas probable.

5° Après la journée du 21, le général Menou eût dû encore concentrer toutes ses forces à Alexandrie, afin de pouvoir livrer à l'ennemi une nouvelle bataille; il pouvait encore réunir plus de 16,000 hommes.

6° Lorsque le lac Maréotis fut formé, dans le courant d'avril, le général Menou devait sur-le-champ construire, au milieu du lac, une chaussée qui débouchât sur Damanhour, en y employant à la fois tous les moyens qui étaient à sa disposition : des levées de terre, des ponts sur pilotis, des ponts sur radeaux, des ponts sur nacelles. Ce lac n'avait dans la plupart des endroits que trois ou quatre pieds de profondeur; au débouché de cette digue il eût dû construire une tête de pont, et élever le long de la digue des batteries pour la protéger contre les bateaux ennemis. Ces ponts étaient importants pour le mettre à même de manœuvrer.

7° Lorsque le général Hutchinson se porta sur le Nil, en mai, le général Menou eût dû, par un mouvement inverse, se concentrer sur Alexandrie et profiter de la dissémination des forces anglaises pour attaquer le Camp des Romains, que défendait le général Coote; il suffisait que le général Lagrange gagnât vingt-quatre heures.

8° A la fin de mai le général Coote n'avait que 4,000 hommes; le général Menou pouvait l'attaquer avec 6,000 hommes, le succès était probable, il eût été décisif.

9° Le général Menou, après le combat d'El-Khânqah, eût dû donner l'ordre au général Belliard de marcher sur Terrâneh avec 10,000 hommes, et de sa personne il eût dû partir avec 4,000 hommes et 800 chameaux, passer aux lacs Natroun et attaquer la droite du général Hutchinson à Terrâneh, pendant que le général Belliard l'aurait attaqué de front. Il eût laissé 6,000 hommes dans Alexandrie, ce qui était suffisant.

10° Les travaux du camp retranché sur les hauteurs en avant de la porte de Rosette étaient trop étendus, puisqu'il fallait 6,000 hommes pour les garder, ce qui paralysait son armée; il eût fallu simplement trois forts bien situés, sous la portée du canon de l'enceinte de la porte de Rosette, ayant des fossés pleins d'eau, et défendus par un millier d'hommes, ce qui eût empêché l'ennemi de camper sur les mamelons en avant de la porte de Rosette. Le général Menou aurait alors eu les moyens de fortifier l'ouest d'Alexandrie et de mettre ce côté en équilibre, en établissant une première ligne à la hauteur du fort des Bains. Ce fort ferme le Port-Vieux, il est à 500 toises du lac Maréotis.

11° Il fallait construire une deuxième ligne en avant du fort, la gauche, appuyée au lac Maréotis, se liant avec le fort de Pompée. Ce malheureux camp retranché du côté de Rosette a été la cause de tout le mal.

12° Au point où en étaient venues les choses à la fin d'août, il eût été convenable de prolonger la défense jusqu'à la dernière extrémité; cela eût été l'avis unanime de tous les officiers du conseil de guerre, si on leur eût donné l'assurance qu'au 15 novembre ils auraient été secourus par une armée ou qu'ils auraient reçu la nouvelle des préliminaires de la paix. Cet exemple, comme mille autres de l'histoire, prouve que le gouverneur d'une place ne doit penser qu'à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il fallait donc tenir jusqu'à ce que l'enceinte des Arabes fût forcée, que le fort Crétin et le fort Caffarelli fussent pris, et la brèche rendue praticable à la muraille de l'isthme; alors seulement l'honneur eût été sauf; alors seulement la capitulation, quelles qu'en eussent été les conditions, aurait été glorieuse. Pour être honorable, une capitulation doit stipuler de mauvaises conditions pour la garnison. Il y a toujours présomption défavorable contre la garnison qui sort d'une place sur un pont d'or.

RÉVOLUTION DE HOLLANDE[1].

POLITIQUE DU DIRECTOIRE.

État politique de la Hollande (1672 à 1785). — Lutte des états contre le stathouder (1785 à 1787). — Intervention de la Prusse (16 septembre 1787). — Fautes de la politique française. — Le stathouder s'engage dans la coalition contre la France (24 janvier 1793). — Conquête de la Hollande par les armées républicaines (1795).

La Hollande était composée de sept provinces, unies par la politique, mais indépendantes pour le gouvernement, et d'une forte annexe dite *la généralité*, qui comprenait le Brabant hollandais, la Flandre hollandaise, les pays au delà de la Meuse, Maestricht, Namur, Breda, Bois-le-Duc. Cette belle province était pour la Hollande ce que le pays de Vaud était pour le canton de Berne; elle n'envoyait point de députés aux états généraux. Ceux-ci, composés des députés des sept provinces, gouvernaient despotiquement *la généralité* comme leur conquête. Ce fut longtemps le sort des colonies romaines.

Chacune des sept provinces unies exerçait par son député une portion de la souveraineté générale et avait sa souveraineté particulière sur elle-même. Cette souveraineté se manifestait dans l'exercice des chambres. appelées *états provinciaux*, formées des députés de quelques villes privi-

[1] La Commission a cru devoir publier ce fragment, à cause de son importance, sans avoir le texte original et quoique dans plusieurs passages elle n'eût reconnu ni la pensée ni les expressions de l'Empereur. L'époque à laquelle a été faite la première édition des *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon* peut expliquer certaines altérations.

légiées; toutes n'avaient pas le droit d'en envoyer. Chaque province était maîtresse absolue de son régime intérieur, votait sa part d'impôt pour les dépenses générales de l'état, mais réglait le mode de sa levée. Les villes s'administraient elles-mêmes par des formes municipales. Elles ne rendaient aucun compte de leur administration aux états provinciaux, pas plus que ceux-ci n'en rendaient aux états généraux. Il était difficile de suivre avec plus d'exactitude l'échelle du système fédératif. Toutes ces petites indépendances bourgeoises, réunies en faisceau pour l'intérêt commun, formaient un état indépendant qui fut longtemps florissant et heureux. Ses commencements avaient été basés sur une belle idée politique : offrir une patrie aux victimes de la politique et de l'intolérance. C'était ainsi que les Grecs s'étaient constitués et qu'ils étaient parvenus à lutter contre l'Asie et contre les Romains. La Hollande succomba, comme la Grèce, parce qu'elle était vieille, qu'elle était troublée par des discordes intestines et que son faisceau était à demi brisé. Elle avait de plus un vice capital dans son organisation d'état : son souverain n'en était pas un, et il avait en main tous les moyens de le devenir. Tant que les princes de Nassau ne furent pas ambitieux pour leur propre compte, ils vécurent honorés, glorieux et eurent un beau rang dans l'Europe. Ils avaient courageusement résisté à Louis XIV, leur pavillon était respecté; ils avaient de la prépondérance parmi les souverains du second ordre, et ceux du premier recherchaient leur alliance. Ils étaient dans la véritable condition d'un bon gouvernement : égalité dans la souveraineté entre le prince et les états généraux. Une fois cette égalité rompue par un empiétement de l'un ou de l'autre, il devait y avoir péril pour tous les deux : c'est ce qui arriva.

Une veine aristocratique circulait dans ce corps républicain, l'Ordre équestre; il était représenté aux états généraux par une députation particulière de la noblesse de chaque province. La complication de ce gouvernement le rendait vulnérable par sa propre organisation; il n'était ni assez démocratique ni assez aristocratique. Il s'y trouvait des éléments de guerre civile, si l'on cessait de s'entendre, et pas assez de moyens pour les faire tourner au profit du parti victorieux, sans écraser l'autre parti

par une révolution qui mit en péril l'indépendance nationale. Pour prévenir ce danger, que les Hollandais avaient compris, ils créèrent le stathoudérat et choisirent un prince de la maison de Nassau. Ils eurent en cela une vraie sagesse de chercher leur grand magistrat dans une illustre maison, mais dont la situation ne pourrait leur porter aucun ombrage. Ce prince avait été comblé de prérogatives au début de son élection. Capitaine général de l'armée, grand amiral, il avait en outre à sa nomination tous les emplois civils et militaires et disposait d'un trésor considérable. Le système graduel d'élections sans cesse renouvelées présentait au stathouder des chances favorables par le crédit qu'il pouvait s'y créer: et de temps en temps il dut être maître absolu, quand ses créatures étaient portées aux états généraux. Par sa nature, le stathoudérat était immobile; il avait donc toujours la ressource et l'avantage d'attendre, au sein du pouvoir, que ce pouvoir s'accrût.

Cette situation d'intérêts avait mis plusieurs fois le stathouder et les états généraux en opposition et l'état en crise. Des révolutions avaient eu lieu; elles avaient été sanglantes; de grands citoyens, tels que Jean de Witt et Barneveldt, y avaient perdu la vie. Le stathoudérat avait fini par être aboli; mais les dangers courus par la république, lorsque Louis XIV conquit plusieurs de ses provinces, la força de rétablir ce grand pouvoir en faveur de Guillaume III. Ce prince la vengea et affranchit son territoire. En habile politique, il profita de la reconnaissance nationale pour se saisir d'une autorité presque absolue. Il fit traiter les trois provinces où les armes de Louis XIV avaient pénétré comme le sénat de Carthage traitait ses généraux quand ils avaient été battus. Il voulut leur infliger un châtiment national : il les fit déclarer incapables de nommer à l'avenir leurs magistrats et s'en appropria la nomination. Ainsi, comme l'état consistait en sept provinces, il se rendit maître, en 1674, des trois septièmes de la souveraineté par cet acte de justice extraordinaire, qu'on appela *le règlement*.

Guillaume ne se contenta pas de s'être fait reconnaître le conquérant des provinces envahies par Louis XIV; il trouva, dans les embarras résultant de la guerre de la succession d'Espagne, un prétexte de se faire

donner le complément de la dictature militaire. En sa qualité de capitaine général, il commandait l'armée; mais il ne pouvait donner d'ordre de mouvement dans les garnisons sans l'autorisation des états. Il profita de cette guerre pour leur démontrer les inconvénients de cette dépendance. Les services qu'il venait de rendre à la république lui donnaient le droit de parler haut; il obtint, pour une campagne seulement, le pouvoir discrétionnaire qu'il convoitait; de ce jour il ne s'en dessaisit plus, et ce pouvoir, subversif pour tout gouvernement républicain, devint un droit héréditaire du stathoudérat. Cependant la ville d'Amsterdam se refusa toujours à ouvrir ses portes aux gens de guerre; elle persista à regarder ce pouvoir discrétionnaire comme une usurpation sur la liberté nationale; la province de Hollande partagea jusqu'au dernier moment la courageuse résistance de sa capitale.

Après Guillaume III, les états résolurent de se passer du stathoudérat; mais dans la guerre de 1741, où la Hollande, oubliant ses principes politiques, prit parti contre la France et fit sortir les Provinces-Unies de l'état de neutralité auquel elles devaient leurs richesses, le besoin d'un chef qui eût en main le pouvoir et le mouvement se fit sentir avec force: la révolution du rétablissement du stathoudérat se fit en quinze jours. Guillaume IV fut proclamé avec un enthousiasme difficile à décrire; le peuple réunit avec prodigalité sur sa tête toutes les faveurs dont il pouvait disposer. Il ajouta au règlement de 1674 et aux droits de *patente* l'hérédité du stathoudérat dans la maison de Nassau-Orange, avec successibilité pour les femmes, en cas d'extinction des mâles : il était difficile à des républicains d'aller plus loin. Par cette dernière révolution, le stathouder passa subitement de l'état de serviteur des états généraux à la condition de leur protecteur et de leur maître. Il fut souverain. Les rois de l'Europe le traitèrent comme tel, et le grand Frédéric donna sa nièce à Guillaume V.

Cette princesse, d'un caractère altier et vindicatif, joua un grand rôle dans les événements qui vinrent changer encore une fois le gouvernement de la Hollande. Elle se crut tout permis, parce qu'elle comptait sur l'appui du roi son oncle, dont la prépondérance était le résultat de sa gloire et

de son génie. De son côté, le stathouder, tout confiant dans l'appui du roi d'Angleterre, crut pouvoir impunément opprimer la nation. La ville d'Amsterdam et la province de Hollande se vouèrent généreusement à la défense de la liberté hollandaise.

La minorité de Guillaume V était confiée au duc Louis de Brunswick, qui prolongea la tutelle au delà de la minorité. Il avait reçu des états le titre et les fonctions de lieutenant général de la république, et, en cette qualité, il était chargé de tout ce qui concernait la guerre et son administration. Le jeune prince s'était accoutumé au gouvernement du duc Louis, qui lui épargnait toutes les charges de la souveraineté et en exerçait la puissance. Les patriotes furent alarmés de cette autorité prolongée, qui dégénérait insensiblement en usurpation; ils étaient mécontents d'ailleurs du caractère de Guillaume V, de son manque de foi, de sa fausseté, de son incapacité, de sa faiblesse; et, dans la résolution qu'ils prirent de sauver à tout prix la chose publique, ils arrêtèrent de se débarrasser du duc Louis. Bientôt ils en trouvèrent l'occasion et le motif dans un écrit signé du stathouder depuis sa majorité, acte par lequel le prince s'engageait à ne rien entreprendre sans la sanction du duc de Brunswick. Les partisans du stathoudérat se trouvèrent, par la communication de cette pièce importante, aussi intéressés que les patriotes à se débarrasser d'une autorité qui asservissait le stathouder lui-même, et le duc fut obligé de partir. Cette petite révolution se passa dans l'intérieur et n'eut pas de publicité. Les patriotes s'étaient, en hommes habiles, réservé d'en tirer un grand parti pour le dessein qu'ils avaient conçu.

Cet acte, dont ils étaient possesseurs, était l'ouvrage du grand pensionnaire Bleiswyk, et il était écrit de sa main. Le grand pensionnaire, premier ministre, s'était, par cela seul, constitué en état de trahison; et si cet acte était dénoncé aux états généraux, il le livrait à une condamnation capitale. Bleiswyk, homme d'un grand talent, jouissait d'un crédit populaire. Les patriotes, au lieu de s'en défaire comme ils avaient fait du duc Louis, qui ne pouvait que leur nuire, se décidèrent à en tirer parti, et ils firent sagement. Le caractère de ce peuple réfléchi et prudent se retrouve dans toutes ses révolutions. Ils montrèrent à Bleiswyk l'acte

qu'il avait imprudemment rédigé, et lui proposèrent l'alternative d'être accusé par eux ou de les servir. Comme ils s'y attendaient bien, Bleiswyk ne balança point, d'autant que ce titre restait entre les mains des patriotes. Il se dévoua à leur projet et se montra si fidèle aux engagements, quoique forcés, qu'il avait contractés avec eux, que, lorsqu'il eut terminé les cinq années que durait l'exercice de grand pensionnaire, il eut le crédit de se faire réélire.

Les circonstances devinrent de la plus haute gravité par la guerre que l'Angleterre, au mépris des traités, déclara aux Provinces-Unies, alors alliées avec la France, qui armait contre la Grande-Bretagne. Ce malheureux pays était tiraillé entre ces deux grandes puissances, dont l'une, l'Angleterre, ne voulait pas qu'elle eût une marine, et l'autre, la France, demandait qu'elle n'eût point d'armée de terre, mais une marine. Il y avait encore une autre perplexité : l'Angleterre désirait que le stathouder devînt monarque absolu, et soutenait son parti; la France était pour les intérêts républicains. Son alliance venait d'attirer sur les sept provinces unies l'orage britannique. Cependant la Hollande avait tout fait pour le conjurer, en protestant de sa neutralité. Elle arguait aussi d'une des dispositions du dernier traité qui autorisait les parties contractantes à continuer leurs relations de commerce avec les puissances en guerre avec l'une d'elles, pourvu qu'elles s'abstinssent d'importer des armes et des munitions de guerre. Elle citait l'Angleterre elle-même, qui, dans une position analogue, avait profité de ces avantages. La Russie offrit un secours à la Hollande, en l'invitant à souscrire au traité de neutralité armée qu'elle venait de signer avec la Suède et le Danemark. Ce traité renfermait exactement les stipulations et les exceptions consenties, dans le règlement de 1778, relativement à la navigation des neutres, et dont la Hollande, par rapport à ses relations de commerce avec la France, réclamait vainement l'application auprès du gouvernement britannique. Tout fut inutile : l'Angleterre, étroitement unie au stathouder, sur lequel elle comptait, et avec raison, abusa des avantages que lui donna sa trahison, et déclara la guerre le jour même où les ambassadeurs des états adhéraient, à Pétersbourg, au traité de neutralité.

La conduite du stathouder devint plus que suspecte aux patriotes, qui eurent les yeux ouverts sur toutes ses opérations en qualité de grand amiral. La trahison du prince fut bientôt manifeste. La France demanda une flotte à la Hollande pour coopérer avec la sienne dans cette guerre; elles devaient se réunir à Brest, en marches combinées. Cette flotte partirait du Texel. Le chef de l'amirauté de la Meuse, le fameux Paulus, déploya une telle activité pour son armement, que quarante vaisseaux furent prêts à mettre à la voile dans la rade du Texel. Mais le stathouder, en sa qualité de grand amiral, apporta tant de difficultés aux ordres des états généraux, que la saison de mettre en mer se passa. Il fit plus: les états, instruits qu'une escadre anglaise, aux ordres de l'amiral Parker, croisait dans le Sund, dans l'espoir de s'emparer des navires hollandais chargés pour le commerce de la Baltique, ordonnèrent au grand amiral de les faire convoyer par une force respectable. Le stathouder, contraint d'obéir, choisit pour commander la flotte, qui eut ordre d'appareiller, un vieillard nommé *Zoutman*, qu'il tira de son obscurité. Il comptait sur la faiblesse de ce vieux marin, depuis longtemps oublié, pour faire tomber ces vaisseaux entre les mains des Anglais; et son dessein était si positif à cet égard, qu'il n'avait pas même donné à Zoutman assez de bâtiments pour défendre son convoi.

L'amiral se plaignit de l'insuffisance de ses forces. Il lui fut répondu qu'il se rallierait en route avec l'amiral Kinsbergen, un des plus grands hommes de mer de l'Europe. Zoutman partit et rencontra Kinsbergen, qu'il pria de marcher avec lui; mais quel fut l'étonnement de Zoutman quand Kinsbergen lui montra l'ordre qui le rappelait sous vingt-quatre heures! Cependant, quoique cet amiral fût du parti du stathouder, il ne put se résoudre à laisser le vieux Zoutman courir à la perte inévitable des bâtiments de guerre et de commerce qui étaient sous ses ordres; il prit sur lui de l'accompagner pendant quelques jours.

L'amiral anglais avait été instruit de la marche de Zoutman. Il avait quitté sa station et était venu à sa rencontre, dans la certitude de s'emparer, presque sans coup férir, de tout le convoi. Mais, quand il vit la réunion des deux amiraux hollandais, il dut se décider à livrer bataille : il la

perdit et se déroba par la fuite. Cette affaire s'appelle *la bataille de Doggers-Bank*, d'un banc de sable sur la côte du Jutland. Le vieux Zoutman se battit comme un héros; Kinsbergen fit des prodiges. La Hollande triomphante honora ses deux amiraux; mais le stathouder les reçut avec une indifférence marquée, et prouva clairement par cette conduite la perfidie de ses engagements avec l'Angleterre. Zoutman rentra dans l'oubli. Cette victoire fut alors regardée bien justement par les patriotes comme une victoire sur le stathouder lui-même, qui n'avait pu dissimuler son dépit. La disgrâce du vainqueur dut aigrir violemment les partis, déjà irrités par les obstacles que le stathouder avait mis à la sortie de la flotte du Texel et à sa jonction avec celle de Brest. La nation était ouvertement trahie par son chef. Le traité de 1783 termina cette guerre. L'Angleterre y gagna l'établissement de Negapatam, que les Hollandais lui cédèrent sur la côte de Coromandel.

Après cette paix, la politique des états généraux se tourna tout entière du côté de la France, et força la main au stathouder, qui fut obligé de suivre la négociation. Le traité signé à Versailles, le 8 novembre 1783, fut ratifié par les états le 12 décembre. Les patriotes manifestèrent hautement leur joie; Amsterdam et Rotterdam frappèrent des médailles à l'occasion de l'alliance de la France. Jamais nation n'exprima avec plus de caractère la part qu'elle prenait à la politique de son gouvernement. Cependant le stathouder affectait de reprocher à la France la perte du comptoir de Negapatam; de leur côté, les patriotes reprochaient avec bien plus de raison au prince d'avoir empêché la jonction de la flotte du Texel à la flotte française; ce qui eût porté un coup terrible à l'Angleterre, surtout depuis la neutralité armée des cours maritimes du Nord. C'était ce que le stathouder, d'accord avec le cabinet de Saint-James, s'était attaché avec soin à prévenir, en dépit des efforts de l'amiral Paulus, des ordres des états et de la convention faite avec la France.

La mort du grand Frédéric fut un événement important pour les affaires de la Hollande. La princesse d'Orange comptait, avec raison, plus encore sur l'appui de son frère, qui se trouvait appelé au trône de Prusse, qu'elle n'avait compté sur la protection du vieux roi, qui avait toujours

dédaigné de se mêler des querelles de cette république autrement que par un système modéré de conseils à l'un et à l'autre parti. Sa politique l'aurait d'ailleurs porté, s'il eût vécu davantage, à s'entendre avec la France contre le parti anglais, dont son nom était toujours l'instrument, et à ne pas souffrir qu'aucune atteinte fût portée à la république son alliée. Dès la mort de ce grand roi, le prince et la princesse d'Orange jugèrent devoir profiter de leur crédit sur le nouveau roi pour le faire intervenir comme protecteur de leurs prétentions à usurper entièrement le pouvoir suprême.

Hertzberg, sous le feu roi, n'était qu'un ministre ordinaire, Frédéric gouvernait par lui-même; mais il devint ministre dirigeant sous son successeur, prince faible, inoccupé, étranger aux affaires par sa nature, et dont toute l'ambition se bornait à jouir de l'héritage glorieux que son oncle avait fondé en Europe. Hertzberg n'avait pu faire accorder aux sollicitations de la cour de la Haye le crédit qu'il aurait désiré; auprès du nouveau roi il se dédommagea de son impuissance; il le fit consentir à donner à la princesse sa sœur une protection déclarée. Les affaires de Hollande n'étaient connues à Berlin que par les plaintes des Orangistes. Le comte de Goertz fut envoyé à la Haye en qualité d'ambassadeur, avec l'instruction de diriger le stathouder dans sa conduite vis-à-vis des états, et de lui montrer un appui public.

La révolution commença, au mois de septembre 1785, par une émeute; elle devait avoir ses succès, ses revers et ses triomphes. Cette sédition, ouvrage des Orangistes, était dirigée contre les pensionnaires d'Amsterdam, de Dordrecht et de Haarlem, les trois grands magistrats du pays et les chefs du parti républicain. Le dimanche, jour où toutes les affaires étaient suspendues, même l'action des états généraux et provinciaux, fut choisi de préférence, parce qu'aucune autorité locale n'aurait ce jour-là de forces répressives; on arrangea les choses de manière que le stathouder même, sans l'ordre duquel aucune force militaire ne pouvait se mouvoir, serait à la campagne, et qu'il ne serait plus temps lorsque ses ordres arriveraient. Les trois pensionnaires eussent été infailliblement massacrés sans une circonstance imprévue qui fit survenir une force suf-

fisante pour dissiper les factieux. La constitution avait pourvu à l'absence du pouvoir souverain dont les états généraux devaient être investis, par l'établissement d'un *conseil-comité* tiré des états eux-mêmes. Dans le cas d'urgence, il ordonnait souverainement en l'absence du stathouder. Ce conseil usa de son autorité au premier bruit de l'émeute; il fit marcher la garnison de la Haye contre les assassins des trois pensionnaires.

Le lendemain, les états assemblés déclarèrent vouloir faire cesser le danger résultant pour la tranquillité publique de la nécessité de recourir au stathouder pour les ordres de mouvement de troupes, et ajoutèrent encore au droit du conseil-comité. Guillaume V, à cette nouvelle, qui lui enlevait sa plus belle attribution, se rendit aux états, défendit ses droits, et demanda que le commandement général lui fût laissé, en promettant d'en faire usage pour assurer la tranquillité publique. Ses instances furent inutiles; son humiliation fut complète; les états persistèrent dans leur délibération.

Il fut violemment irrité du non-succès de sa démarche; il quitta l'uniforme, partit pour la Gueldre, et écrivit à Berlin pour solliciter une intervention plus active encore, qui lui fit rendre son commandement. Il déclara qu'il ne reparaîtrait plus dans la résidence si cette prérogative ne lui était rendue; il la regardait comme un droit inhérent à sa dignité. Cela donna lieu à plusieurs mémoires et notes diplomatiques. Les états délibérèrent de nouveau; et, quoique le pensionnaire d'Amsterdam eût éprouvé quelques défections dans ses partisans, cependant les patriotes l'emportèrent encore.

Ils ne s'endormirent point sur leur victoire; ils en profitèrent pour aborder des questions d'un intérêt moins élevé sans doute, mais d'un effet plus populaire. Les drapeaux des gardes hollandaises, chargées spécialement du service des états, avaient été insensiblement transformés en drapeaux stathoudériens par la grande dimension de l'écusson du prince et la petitesse de celui des provinces: c'était un signe public d'envahissement de la puissance militaire. Les patriotes jugèrent que le moment était venu de désaccoutumer les yeux du peuple de cette usurpation, à laquelle ils s'étaient habitués comme à celle du droit législatif et de la

souveraineté, que depuis l'origine les stathouders n'avaient pas perdue de vue un seul instant. Un usage, également le fruit de l'usurpation, blessait journellement les républicains et surtout les membres des états. Le palais dans lequel logeait le stathouder contenait la salle des états; une cour carrée, commune aux deux ailes de ce bâtiment, avait deux issues sur la ville, une au nord, l'autre au midi; le stathouder s'était emparé de la porte du nord, et nul autre que lui ne pouvait y passer. Le 27 février, les patriotes obtinrent que les drapeaux aux armes du stathouder seraient remplacés immédiatement par des drapeaux aux armes nationales; que les honneurs militaires, qui jusque-là n'étaient rendus qu'au stathouder, seraient communs aux membres des états, et que la porte réservée serait publique. Ces victoires puériles satisfirent la vanité du peuple; elles lui rappelèrent que la souveraineté résidait dans les états généraux.

Une circonstance pensa donner lieu à un mouvement populaire sérieux: un membre des états, nommé *Gyzlaar*, voulut profiter du droit que les patriotes venaient de lui acquérir et franchir la porte stathoudérienne: quelques hommes de la populace, apostés à dessein par les Orangistes, assaillirent sa voiture. Ils l'eussent indubitablement massacré, sans le secours des gardes accourus pour le sauver. Une instance judiciaire s'entama sur cette affaire; l'homme qui avait paru diriger le mouvement fut condamné à mort. Au moment de l'exécution de ce misérable, Gyzlaar lui apporta sa grâce, qu'il avait généreusement sollicitée des états. Si Gyzlaar avait été assassiné dans sa tentative ambitieuse, le peuple l'eût traité d'insensé; il avait réussi, il devint son idole. Cet événement donna de l'assurance aux patriotes, en même temps qu'il diminua le nombre des partisans de la cour.

Un décret prononça la dissolution des compagnies de volontaires formées par le parti stathoudérien, et organisa des compagnies de volontaires patriotes. C'est toujours dans des temps de trouble, et surtout après une victoire du peuple, que prennent naissance les éléments d'une force nationale, qui devient l'armée appelée à défendre et à sauver la patrie. Chaque peuple a eu, comme les Hollandais, sa porte stathoudérienne à

reconquérir; les Parisiens ont pris la Bastille, les Vaudois le château de Chillon.

A Utrecht, il y eut un autre mouvement patriotique. Depuis Guillaume III, les provinces d'Utrecht, de Gueldre et d'Over-Yssel n'étaient plus représentées par état et par des députés de leur choix; le stathouder en avait la nomination. Cette incroyable prérogative, malgré l'offense directe qu'elle faisait à l'honneur national et à la constitution, s'était maintenue depuis cent onze ans. Mais, le moment d'abolir enfin le Règlement de 1674 ayant paru favorable aux trois provinces interdites, la bourgeoisie d'Utrecht nomma des commissaires pour rédiger un nouveau règlement qu'elle approuva. Vers la fin de décembre, les bourgeois, au nombre de 5,000, et sans armes, se réunirent froidement et sans tumulte sur la vaste place de l'hôtel de ville, et demandèrent à leurs magistrats le remplacement de l'ancien règlement par le nouveau qu'ils leur avaient soumis. Ce ne fut qu'à la fin de la journée que cette population, dont le calme ne fut pas un moment interrompu, apprit que ses demandes étaient agréées des magistrats; mais, ceux-ci n'ayant pas le pouvoir de les sanctionner, il fallait attendre la convocation des états de la province, qui n'avait lieu que trois mois après. Cette scène singulière, où quelques officiers municipaux délibérèrent froidement, pendant douze heures, sur une demande portée par 5,000 hommes, se passa le 20 décembre 1785. Le parti du stathouder profita des trois mois de répit qu'il avait pour gagner la majorité. L'attitude de la bourgeoisie imposa; le Règlement de 1674 fut aboli, et la régence d'Utrecht fut installée. Cette révolution, car c'en était une réelle, fut opérée sans violence et sans que la tranquillité publique fût troublée. Le caractère hollandais fait que ce peuple évite tout excès, calcule tous ses mouvements, et ne se meut que quand il y est forcé par le sentiment de son véritable intérêt. La conduite des habitants d'Utrecht fit naître les mêmes sentiments dans la Gueldre et l'Over-Yssel, qui partageaient l'interdit de 1674.

Tout fut ainsi terminé à Utrecht pour cette province, malgré les efforts et les négociations du stathouder. Les nobles et le clergé comptaient à peine vingt membres; mais ces deux ordres avaient chacun un représen-

tant aux états provinciaux, tandis que les cinq villes votantes étaient représentées par un député. Ces deux ordres se continuèrent, sous le nom d'*états provinciaux d'Utrecht*, dans la petite ville d'Amersfoort, où le stathouder résidait. D'accord avec eux, il les fit protéger par une garnison. On voit à chaque instant combien la constitution des Provinces-Unies était vicieuse, et par conséquent tombée dans un état de discrédit qui devait amener nécessairement ou une réforme populaire ou un envahissement stathoudérien.

La province de Gueldre entreprit de suivre l'exemple de celle d'Utrecht; sa révolution fut loin d'être aussi paisible, parce que le prince, furieux de sa défaite à Utrecht, employa la violence au lieu des négociations, et préféra la guerre civile à la perte de ses prérogatives. En Gueldre, la noblesse, pauvre et nombreuse, était toute dévouée au prince; mais, malgré la tyrannie qui avait enlevé à cette province jusqu'à l'ombre de sa liberté, un patriotisme d'autant plus ardent qu'il était comprimé était entretenu dans la classe bourgeoise. A cette époque, après un silence de plus d'un siècle, il éclata avec furie, et, comme une étincelle électrique, il embrassa subitement les diverses classes de la bourgeoisie de toutes les villes. De nombreuses adresses, dans les termes les plus énergiques, furent faites aux états provinciaux pour exprimer le vœu général. Ceux-ci, tout dévoués au stathouder, sans y avoir égard, répondirent par deux décrets, dont l'un restreignait la liberté de la presse, et l'autre défendait au corps de la bourgeoisie d'adresser des requêtes à son souverain.

Cette violation manifeste de la constitution irrita les esprits au plus haut degré; deux petites villes, Elburg et Hattem, refusèrent hautement de publier les résolutions des états. Le stathouder avait joint l'insulte à la violence envers cette dernière ville, en lui envoyant un soldat pour être son bourgmestre : elle refusa courageusement de recevoir ce magistrat d'une espèce nouvelle. C'était sans doute ce que voulait le prince, qui ordonna un mouvement de troupes contre les deux villes, aussitôt qu'il eut appris leur résistance. En vertu des formes constitutionnelles, il s'était fait ordonner par les états de la Gueldre, composés de ses créatures, d'employer la force contre ces séditieux bourgeois. L'exécution

suivit de près; les régiments se portèrent sur Elburg, mais ils trouvèrent cette ville sans habitants. Toute la population, plutôt que de consentir à subir le joug d'un maître, et trop faible pour résister les armes à la main, avait pris la courageuse résolution d'abandonner ses foyers. A la nouvelle de la marche des troupes, elle s'était embarquée tout entière avec ce qu'elle avait pu emporter, et avait été chercher un asile à Kampen, de l'autre côté de l'Yssel. A Hattem il y eut résistance. L'artillerie stathoudérienne fit sauter les portes, et quelques habitants furent tués en combattant.

Aussitôt qu'on eut appris à la Haye la nouvelle de la résolution des états de la Gueldre, de faire marcher des troupes contre Elburg et Hattem, les états s'assemblèrent extraordinairement. Conformément à la résolution prise par le grand pensionnaire de Witt, en 1663, il fut décidé que chaque membre pouvait émettre son opinion, quelle qu'elle fût, sans qu'il pût jamais être inquiété. Cette délibération annonçait et l'état de crise dont la république était menacée et l'intervention prononcée que les états de Hollande voulaient signaler à l'attention publique. Le pensionnaire de Dordrecht, Gyzlaar, récapitula éloquemment tous les griefs de la république contre les usurpations du stathoudérat, et notamment contre le prince régnant. Il n'eut pas de peine à démontrer que la Gueldre, dont les membres des états et les magistrats étaient des créatures du stathouder, n'était ni représentée ni administrée par elle-même, et que les troubles de cette province étaient l'ouvrage de cette pernicieuse influence. En conséquence, il proposa, 1° d'engager les états de la Gueldre à s'abstenir de toute violence envers les villes d'Elburg et de Hattem, afin que la province de Hollande ne se vît pas obligée d'intervenir; 2° d'inviter les quatre autres provinces à s'opposer à ce que leurs troupes fussent mises en mouvement contre les citoyens; enfin il fut d'avis d'écrire au stathouder pour le sommer de faire cesser les agitations de la patrie, faute de quoi il serait reconnu l'auteur de la guerre civile et serait suspendu par les états de Hollande de ses pouvoirs et de sa dignité. Ces propositions furent agréées à l'unanimité par les dix-huit villes votantes. Mais la résolution, arrêtée le 4 septembre, fut prévenue dans son exécution par les événements d'Elburg et de Hattem, dont on eut la nouvelle le 6 à la Haye. Ainsi il fallut

renoncer aux deux premières mesures; la troisième fut exécutée à la rigueur, et les états généraux donnèrent vingt-quatre heures au stathouder pour répondre et mettre un terme aux violences qu'il venait d'exercer. Guillaume V se hâta de répondre qu'il était dans le droit constitutionnel et n'avait agi que par l'ordre des états de la Gueldre. Il était facile de prévoir cette réponse, à laquelle il n'y avait aucune objection légale. Cette situation, également fausse pour les deux partis, ne fit qu'entretenir la haine qu'ils se portaient, et les patriotes ne furent que plus irrités de cette duplicité du prince, qui osait alléguer les ordres des états de la Gueldre, dont il était, lui seul, le régulateur. Les états de Hollande résolurent alors de trancher souverainement la difficulté. Ils arrêtèrent, quand ils surent l'exécution qui venait d'avoir lieu sur les deux villes de la Gueldre, d'ordonner au prince de faire rentrer les troupes dans leurs garnisons. Trois provinces, celles d'Over-Yssel, de Groningen et de Zélande, avaient suivi cet exemple. Les états usaient de leur droit constitutionnel; le stathouder ne pouvait éluder leurs demandes.

Une résolution plus importante, plus hostile encore, fut proposée le 20 septembre et passa à la majorité de seize voix sur dix-huit : ce fut celle par laquelle le prince fut suspendu de ses fonctions de capitaine général. Il devint évident alors que le message précédemment décrété pour le rappel des troupes n'était qu'une mesure préparatoire. La ville d'Amsterdam, dont le patriotisme avait été le moins prononcé dans les derniers temps, émit le vote le plus violent; elle voulait que la résolution des états fût motivée « sur les attentats sans exemple commis par le prince et sur l'emploi criminel qu'il faisait des troupes; » c'était une véritable déclaration de guerre. La Hollande se hâta de prendre militairement toutes ses sûretés, en garnissant sa frontière du côté des provinces de la Gueldre et d'Utrecht, où le prince dominait. On se prépara des deux côtés à la guerre civile.

Ce fut dans ces circonstances que le comte de Hertzberg fit intervenir, à la demande du prince et de la princesse d'Orange, le nouveau roi de Prusse dans les affaires de la république, saisissant avec empressement cette occasion de se consoler de la dépendance dans laquelle le grand

Frédéric l'avait tenu constamment, et de jouer enfin un rôle dans une grande affaire. A cette époque, on appelait rebelles les peuples qui repoussaient l'oppression. Hertzberg ne comprenait point, ou plutôt ne voulut pas comprendre que, dans le gouvernement des sept provinces, c'était le prince qui était le sujet, et les états le souverain. Il s'était voué déjà sous le dernier règne, mais sans succès, aux intérêts de la princesse: il n'eut pas de peine à inspirer au roi son frère, dont elle était tendrement aimée, et sur lequel, à son avénement, il avait pris un grand empire, la résolution d'intervenir en arbitre dans les nouveaux différends. Il choisit en conséquence le comte de Goertz pour être l'instrument de ses desseins, et le fit nommer ambassadeur extraordinaire à la Haye. L'arrivée de ce négociateur surprit étrangement les Hollandais. Quand ses pouvoirs furent connus, le mécontentement fut général; c'était comme *médiateur* que se portait le roi de Prusse; le stathouder était représenté comme opprimé par la violence. Une inconvenance aussi grave était un outrage direct à la dignité des états. Ils se voyaient, par une décision du cabinet prussien, réduits à la nécessité de traiter d'égal à égal avec le stathouder et de se justifier, vis-à-vis d'un gouvernement étranger à leurs débats, de ces mêmes griefs qu'ils se croyaient en droit de reprocher au prince d'Orange.

Les patriotes jugèrent bientôt que la mission du comte de Goertz, bien qu'il s'annonçât comme conciliateur, était uniquement hostile contre eux. Ils s'en convainquirent par l'étroite liaison qui se forma tout à coup entre cet envoyé et le chevalier Harris[1], ministre d'Angleterre. Les états s'alarmèrent justement de la confiance qui s'établit entre les deux plénipotentiaires. Le ministre anglais était connu par sa haine envers les républicains hollandais, que protégeait la France; et cette union devait placer la cause de la république dans des périls d'une nature nouvelle. La protection ouverte ou plutôt la préférence donnée à la cause du stathouder se rattachait à la rivalité de l'Angleterre et de la France. Le chevalier Harris, d'après les confidences du comte de Goertz, ne garda plus aucune mesure

[1] Lord Malmesbury.

dans l'aversion qu'il portait personnellement à la France ni dans ses opinions sur les débats actuels. Il traita d'insulte faite au roi de Prusse le droit que les états venaient d'exercer en suspendant le stathouder de ses fonctions de capitaine général. Les états généraux et les patriotes se virent exposés à la commune vengeance de l'Angleterre, de la Prusse et du stathouder.

Si Guillaume V avait été réduit à ses propres forces, c'est-à-dire aux 4 ou 5,000 hommes qu'il tenait des contingents de la Gueldre, de la Frise et de la Zélande, il n'aurait pas pu résister aux troupes bien plus nombreuses qu'entretenaient les provinces de Hollande, de Groningen et d'Over-Yssel. Cette division de forces de trois provinces contre trois était militairement à l'avantage des républicains; mais, envisagée sous le rapport des votes aux états généraux, elle présentait une égalité que la représentation d'Utrecht pouvait seule faire disparaître. On a vu que cette province était partagée et par la résistance de sa capitale et par l'opposition stathoudérienne d'Amersfoort. La députation d'Utrecht n'existait plus par la désertion des deux ordres réfugiés à Amersfoort; ce qui frappait d'illégalité les états généraux devenus incomplets. Ainsi l'état proprement dit, l'état constitutionnel, n'existait plus; rien n'était légitime désormais, et la porte était ouverte aux plus grands maux.

La France, attachée par le système d'une saine politique au maintien des libertés hollandaises, ne pouvait rester spectatrice de tels événements. Elle ne pouvait voir qu'avec une grande inquiétude la Prusse s'allier avec l'Angleterre pour établir le pouvoir absolu du stathouder sur ses alliés. En conséquence, elle prit le parti de charger son ministre à Berlin, le comte d'Esterno, d'une négociation sur cet objet; et, non contente de la part qu'elle déclarait vouloir prendre à cette affaire, elle envoya un ministre extraordinaire à la Haye, où déjà elle avait un ambassadeur. Les communications du comte d'Esterno éclairèrent le roi de Prusse sur le véritable état des choses, et les instructions de son cabinet au comte de Goertz prescrivirent à cet agent une conduite plus modérée, dans laquelle il dut se renfermer. L'influence de la France fut manifeste : non-seulement Frédéric adhéra au système de conciliation que le cabinet

français avait adopté, mais encore il admit l'examen des prétentions des républicains.

Elles se ressentaient de la modération nationale, qui n'avait et ne déclarait d'autres intentions que de renfermer le stathoudérat dans les limites et priviléges qui étaient déterminés par la constitution. Les républicains alléguaient avec raison que les autres droits, tels que celui de patente, celui relatif à la disposition des troupes, le Règlement de 1674, qui assignait au stathouder la nomination des magistrats des trois provinces reprises sur Louis XIV, et enfin le commandement de la Haye, n'avaient été concédés au prince que pour en jouir sous le bon plaisir des états; ce qui constituait les états maîtres de révoquer ces priviléges. Ils ajoutaient que telle avait été la condition à l'époque de l'établissement de l'hérédité du stathoudérat dans la Maison de Nassau-Orange, et qu'à l'avénement du prince actuel cette stipulation avait été renouvelée; qu'ainsi c'était à tort que Guillaume V se prétendait responsable à sa postérité de la conservation de ces priviléges. Cependant l'amour de la paix était si universel, que les patriotes consentirent d'eux-mêmes à des modifications qui n'enlevaient à ces trois prérogatives que ce qu'elles renfermaient de dangereux pour les libertés publiques.

La conduite de ces républicains fut admirable. Elle ne démentit pas un seul moment la juste réputation de raison et de patriotisme dont ils jouissaient en Europe. D'après les ordres de sa cour, provoqués par l'influence française, le comte de Goertz reçut avec bienveillance la proposition du parti patriote, en approuva la sagesse et la modération; et, ne doutant point de l'honneur qui devait résulter pour lui d'une réconciliation qu'il regardait alors comme infaillible entre les états et le prince, il se rendit à Nimègue auprès du stathouder; mais il le trouva plus inflexible que jamais. Au lieu de s'empresser d'adopter les modifications faites aux premières demandes, Guillaume V répondit que c'était aux états de Hollande à reconnaître leurs torts envers lui; il exigea même, et demanda impérieusement à être réintégré dans sa charge de capitaine général ainsi que dans le commandement de la Haye, ajoutant qu'il verrait après ce qu'il aurait à faire pour rétablir la tranquillité. Cette violente

réponse ne fut pas l'objet d'une note diplomatique remise au comte de Goertz, mais seulement d'une lettre que lui écrivit la princesse. Ce ministre adressa au roi la lettre de sa sœur. L'envoyé extraordinaire de France, voyant que toute négociation devenait impossible, se décida à retourner à Versailles. Les espérances du parti républicain pour la paix, à laquelle il venait de faire des concessions si généreuses, furent totalement renversées. Le stathouder resta convaincu que les républicains ne se soumettraient point à sa volonté, et ceux-ci s'attendirent aux mesures les plus violentes de la part du prince : ils se mirent en état de défense. La guerre civile était devenue une mesure de salut public. Une révolution était nécessaire pour sortir de l'état d'anxiété où le défaut d'action d'un gouvernement légal avait plongé la population. Les stathoudériens seuls triomphaient, parce qu'ils comptaient encore sur leur influence dans les états généraux, et que le résultat de leur victoire serait infailliblement l'établissement de la souveraineté de la Maison de Nassau.

En effet, les régents des plus fortes villes, telles que Rotterdam et Amsterdam, étaient presque tous de fougueux stathoudériens, et dans les plus importantes circonstances on avait vu les vœux de la bourgeoisie habilement éludés par les manœuvres aristocratiques. La situation actuelle exigeait pour le salut des patriotes une majorité qui ne fût pas précaire, comme celle de dix sur les dix-huit villes votantes. Il fallait la presque unanimité pour que la résolution adoptée eût un caractère de stabilité. Les patriotes et les Orangistes se mirent en campagne pour s'assurer des votes aux états et remporter dans les délibérations une victoire signalée. Ainsi les uns travaillèrent à détruire la majorité stathoudérienne, et les autres à la fortifier.

Une circonstance imprévue vint tout à coup mettre en mouvement l'activité des deux partis. La ville de Haarlem avait soumis aux états une proposition très-démocratique, par laquelle elle demandait qu'il fût donné au peuple une sorte d'influence dans les affaires; mais, comme une faible majorité avait accueilli cette proposition, on nomma une commission pour en faire le rapport, afin de devancer le parti orangiste que cette démarche avait vivement alarmé. La bourgeoisie d'Amsterdam

pressa sa régence de s'assembler et de délibérer. Celle-ci trompa les bourgeois; elle les pria de la laisser conduire cette affaire, ce qui fut accepté avec confiance; et elle nomma quatre partisans du prince, l'un à la commission, et les trois autres aux états généraux, pour fortifier sa députation. Dans une séance des états, les villes de Dordrecht et de Haarlem avaient proposé que la commission ne fût composée que de sept ou neuf membres. Les nobles, à leur tour, avaient demandé que chaque ville élût un commissaire, ainsi que l'Ordre équestre, ce qui fut accordé. L'aristocratie, qui disposait de neuf villes, l'emporta d'une voix sur les deux points par l'accession de la ville d'Amsterdam. De cette manière fut éconduite la proposition de Haarlem. Les patriotes se virent avec douleur en minorité dans les états; il s'agissait pour eux de conserver ou de perdre la patrie. La conduite des régents d'Amsterdam fut livrée à toute la sévérité de l'opinion; et la bourgeoisie jura de tirer vengeance de ceux qui venaient de la trahir avec tant de perfidie. Rotterdam était, vis-à-vis de sa régence, dans les mêmes dispositions qu'Amsterdam. Ces deux grandes villes s'entendirent pour opérer une révolution dans le conseil; il fut convenu entre elles qu'Amsterdam donnerait l'exemple : ses richesses, sa population lui acquéraient un poids considérable dans les affaires générales. La bourgeoisie s'assembla; elle nomma des commissaires pour faire connaître à la régence ses prétentions et défendre ses droits. A l'exemple d'Utrecht, elle imposa par son attitude. Elle demandait : 1° la révocation immédiate des trois députés qui venaient de trahir aux états le vœu général de leurs commettants; 2° que les deux députés restants désavouassent, au nom d'Amsterdam, la conduite de leurs collègues; 3° que les trois députés réputés traîtres fussent exclus à jamais de la députation et mis en jugement. La régence se vit contrainte d'accéder à ces demandes, et la majorité fut de nouveau dévolue aux patriotes.

Fiers de cette victoire, les républicains s'occupèrent avec activité de la réforme du conseil de la régence; sans cela la majorité reconquise n'aurait point de stabilité, et il fallait profiter de l'enthousiasme du premier moment pour assurer sa conservation. Le 21 avril 1787, six compagnies de la bourgeoisie se saisirent du poste de l'hôtel de ville; les

autres compagnies restèrent sous les armes dans leurs quartiers. Une députation de la bourgeoisie présenta à la régence une requête pour demander le renvoi de deux de ses membres. Le conseil, après une longue délibération, répondit qu'il n'avait pas le droit de prononcer des destitutions; cependant le mécontentement de la bourgeoisie se déclara avec tant d'effervescence qu'il en fut délibéré de nouveau, et qu'on accéda par un *mezzo termine* au vœu général. La joie du peuple fut à son comble; elle se manifesta hautement, et des courriers furent expédiés dans toutes les provinces pour annoncer cette victoire du peuple.

Le 23, Rotterdam suivit l'exemple d'Amsterdam. Aussitôt après son installation, et pour accomplir le mandat qui l'avait régénéré, le conseil nomma une nouvelle députation aux états, et révoqua celle qui existait. Mais, s'arrogeant le droit de frapper d'illégalité tout ce qui venait de se passer à Rotterdam, les anciens députés de cette ville, loin d'accepter leur révocation, s'étant rendus aux états avant l'ouverture de l'assemblée, il s'y trouva une double représentation. La députation révoquée se leva et présenta une adresse dans laquelle elle dénonçait aux états généraux la conduite illégale de la bourgeoisie de Rotterdam et demandait le rétablissement de ce qui venait d'être annulé.

Cette adresse fut soutenue par l'Ordre équestre, et la discussion la plus vive s'établit pour décider si les états recevraient la nouvelle députation. Après une séance des plus orageuses, la majorité resta aux patriotes, mais seulement dans la proportion de neuf contre huit, une des dix-huit villes votantes s'étant abstenue de voter. La noblesse, furieuse de cet échec, déclara qu'elle mettait *ad referendum* la résolution adoptée, et menaça de prendre désormais de la même manière et indistinctement tout ce qui serait proposé aux états. Elle voulut même quitter l'assemblée, ce qui eût dissous les états; on se sépara ainsi. Le lendemain, la députation rejetée osa se présenter à la séance; il lui fut interdit de siéger à côté de la nouvelle; elle dut rester debout, hors de l'enceinte des députés, mais assistant néanmoins à la délibération. La discussion reprit bientôt toute sa violence, quoiqu'elle eût été décidée, la veille, par la majorité, et que la minorité seulement eût déclaré le *referendum*, sur

lequel revint encore la noblesse. Cette nouvelle discussion était totalement illégale, aussi dépassa-t-elle toutes les bornes de la décence. Le grand pensionnaire lui-même, qui présidait et qui était vénéré de tous les partis, fut apostrophé et outragé par un jeune homme de l'Ordre équestre : c'était insulter les états. Ce magistrat se leva alors avec dignité, reprocha sévèrement à l'orateur de l'Ordre équestre l'inconvenance de sa conduite, déclara que son devoir était de conclure à la majorité des voix, et, laissant tomber le marteau sur la table, ferma la séance. Ainsi se termina l'affaire de la double députation de Rotterdam.

Cette séance eut lieu le 25 avril, et il fut heureux pour les patriotes que la majorité leur eût été acquise ; car le parti stathoudérien, qui avait l'espérance de triompher sur le point de la double députation de Rotterdam, devait, à la faveur de ce succès, faire rappeler Guillaume V à la Haye, lui rendre le commandement et destituer le grand pensionnaire, ce Bleiswyk, dont le patriotisme lui était si redoutable. L'ambassadeur d'Angleterre, Harris, était de la conspiration, et il se croyait tellement sûr de la victoire, qu'il avait d'avance préparé une grande fête dans son hôtel pour la célébrer.

Cependant les affaires de la province d'Utrecht, divisée en deux conseils, dont l'un, patriote, résidait à Utrecht, et l'autre, orangiste, à Amersfoort, étaient loin d'être pacifiées. Les républicains de Hollande proposèrent la voie de la négociation, dans l'espoir d'éviter des troubles; les stathoudériens d'Amersfoort acceptèrent ce moyen, dans la persuasion où ils étaient de faire tourner la négociation à leur avantage : ce qui arriva. La simplicité et la bonne foi républicaines devaient échouer contre l'armée des courtisans aguerris de Guillaume, qui dirigeait toutes les manœuvres de son parti. Ainsi, par de fausses promesses, par ces moyens dilatoires que sait inventer le génie de la domination et de la ruse, un temps précieux fut perdu par les patriotes et employé par les stathoudériens. Effectivement, la ville d'Utrecht apprit bientôt que les troupes de sa province et de celle de la Gueldre étaient mises en mouvement et avaient ordre de marcher contre elle. Tandis que le conseil d'Amersfoort, composé des nobles et du clergé, négociait avec les patriotes de Hol-

lande, il tramait avec le prince le plan de l'attaque d'Utrecht à force ouverte. Le 9 mai, Utrecht apprit son investissement. Les troupes ennemies avaient été disposées de manière à couper toute communication entre cette ville et celles d'Amsterdam, de Leyde et de la Haye, et à être maîtresses du vieux Rhin, ainsi que de la grande écluse, une des premières ressources défensives d'Utrecht. Dans l'après-midi on sut qu'un bataillon était en marche pour s'emparer du district de Vreeswyk, seigneurie qui appartenait à la ville. Le conseil municipal s'assembla aussitôt, et ordonna qu'un détachement de trois cents bourgeois partirait sous le commandement de D'Averhoult, l'un des nouveaux régents, et s'établirait à Vreeswyk. Le détachement rencontra le bataillon à l'entrée de la nuit; l'action s'engagea. Elle fut d'abord soutenue de part et d'autre avec un avantage égal; mais, D'Averhoult ayant démasqué trois petites pièces de campagne, les troupes de ligne furent bientôt mises dans une déroute complète. Elle fut si entière qu'elles perdirent leur drapeau, jetèrent leurs fusils et abandonnèrent leurs bagages; les bourgeois perdirent peu d'hommes. Ils eurent la gloire d'avoir défait huit compagnies de ligne et d'entrer le lendemain à Vreeswyk. M. D'Averhoult et ses compagnons rappelèrent aux habitants du pays le dévouement de Léonidas et de ses trois cents Spartiates. C'est ainsi que commencent les renommées militaires dans les révolutions et que se fonde la gloire nationale. Ce commandant et ses bourgeois voyaient le feu pour la première fois, et ils avaient vaillamment battu des troupes réglées et aguerries.

L'impression fut profonde à la Haye, où les états généraux témoignèrent leur juste indignation au récit de violences qui surpassaient celles qui avaient été exercées sur les villes d'Elburg et de Hattem. Ils se déterminèrent à adopter les mesures les plus énergiques pour secourir Utrecht, à déployer toute la force que leur donnait la constitution et que nécessitaient les circonstances. On a vu que chaque province avait ses états, c'est-à-dire son souverain territorial; la constitution ne permettait pas qu'une province fit entrer ses troupes sur le territoire d'une autre province sans l'assentiment du gouvernement local. Les états de Hollande, qui figuraient au premier rang dans les affaires, ne pouvaient pas

méconnaître ce principe fondamental de l'union; mais ils eurent bien le droit de déclarer que les hostilités contre le territoire d'Utrecht venaient de rompre l'union. En conséquence, ils ordonnèrent à leur général de suspendre de ses fonctions tout officier qui, malgré les ordres de la province, refuserait de servir pour la défense d'Utrecht. Il était certain qu'il n'y avait plus d'états, c'est-à-dire de souverain territorial dans la province d'Utrecht, parce que cette ville n'avait qu'une fraction des états, dont l'autre partie, composée des nobles et du clergé, s'était retirée à Amersfoort. Deux ordres, composés de peu d'individus, ne pouvaient point, par la même raison, se constituer en états de la province. C'était une illégalité bien grave que commettait le stathouder en les reconnaissant comme tels : il violait doublement la constitution, en faisant marcher, au nom de ces états illégitimes, un corps de troupes étrangères à la province contre sa propre capitale. Ces deux griefs furent justement imputés au prince par les états de Hollande, et décidèrent la déclaration qu'ils firent aux états généraux. Ils appuyèrent, sans perdre de temps, cette déclaration par l'envoi à Utrecht d'un régiment à leur solde; c'était la légion de Salm. Ce corps, dont les dispositions politiques étaient connues, alla se renfermer dans Utrecht. Le général de Hollande reçut l'ordre de tenir ses troupes prêtes à partir au premier signal. Ainsi la guerre était déclarée entre le prince et le pays.

Mais un grand écueil attendait l'emploi des forces républicaines, et même de ces régiments étrangers, quoiqu'ils fussent à la solde directe des provinces, comme la légion de Salm, qui était payée par la province de Hollande; car il y avait deux serments qui obligeaient ces régiments : l'un envers la province qui les payait; l'autre envers les états généraux, sans l'ordre desquels il leur était défendu d'entrer sur le territoire d'une autre province. Cette complication de serments donnait au stathouder, dans la circonstance actuelle, un avantage constitutionnel qu'il ne devait pas laisser échapper; et, bien que cette double obligation fût également considérée par les états de Hollande comme une difficulté presque invincible, il était presque impossible de l'éviter. Ainsi le péril naissait, pour le parti patriote, des moyens mêmes qu'il avait de le combattre.

Il était obligé d'avoir constamment la majorité dans les états généraux, afin que les régiments ne fussent pas exposés à choisir entre deux serments. Dans une pareille perplexité, la province de Hollande devait trancher la difficulté par un grand acte de pouvoir : ce fut la destitution et le remplacement de tous les officiers qui refusèrent de marcher en alléguant la religion du serment aux états généraux. La province fit plus : elle imposa à ses régiments un nouveau serment, qui les faisait dépendre exclusivement de ses états. Les nouveaux officiers furent encouragés par des récompenses extraordinaires; et ceux qui, ayant été éliminés, voulurent reprendre du service, furent irrévocablement refusés. Il était sage aux états de Hollande de se montrer armés d'une grande sévérité envers ceux qui avaient pu balancer à les servir; de cette manière ils ne devaient plus avoir sous leurs drapeaux que des hommes fidèles et dévoués.

Le parti stathoudérien avait perdu la majorité dans les états généraux et avait manqué sa grande affaire, celle de devenir maître de la province de Hollande. Il devait cet échec aux deux révolutions que Rotterdam et Amsterdam venaient d'opérer dans leurs magistratures. Ce déploiement de volonté des provinces de Hollande et de Zélande avait enlevé au stathouder les moyens d'insurrection partielle sur lesquels il avait compté; il n'avait pas été plus heureux dans ses opérations militaires à Utrecht. Depuis la déroute du bataillon envoyé pour s'emparer de la seigneurie de Vreeswyk, il avait formé un camp à Zeist, près d'Utrecht, et le régiment de Salm avait vigoureusement repoussé toutes ses attaques. Les états de Hollande n'avaient pas perdu de vue l'usage que le stathouder pouvait faire, contre leur cause et celle d'Utrecht, des régiments qu'ils avaient dans la province de la Gueldre, et ils avaient requis ce prince de les envoyer dans le pays de *la généralité*, faute de quoi ils cesseraient de les solder. Les Gueldrois, qui tenaient pour le stathouder, s'opposèrent au départ de ces troupes; mais, comme ils étaient hors d'état de les payer, ils imaginèrent de prier les états généraux d'ouvrir, au nom de la province de Hollande, un emprunt destiné à la solde de ces régiments; ce qui, en d'autres termes, était faire payer à la Hollande la guerre qu'on lui déclarait. Il est difficile d'imaginer une conception plus étrange de la

part d'un corps délibérant; mais, dans les temps de troubles, toute raison, même la raison politique, celle dont on peut le moins se passer, semble s'obscurcir avec la destinée du pays.

Une nouvelle confusion de volontés et de principes vint encore accroître le discrédit de la chose publique, que l'un et l'autre parti remettait chaque jour en procès à sa volonté devant les états généraux, également frappés eux-mêmes d'une mobilité peu honorable. Il n'y avait plus de stable que l'illégalité, en raison de la rapidité et de la complication des circonstances; ainsi les états soi-disant d'Amersfoort, dont le stathouder dirigeait les volontés, osaient écrire aux états généraux pour demander que les ordres donnés par la province de Hollande fussent révoqués, et que le général fût mis en jugement pour les avoir reçus et exécutés. Les officiers destitués par les états de Hollande, ameutés également par le parti stathoudérien, demandaient protection aux états. La discussion s'établit; la Hollande, ne pouvant être juge dans sa propre cause, n'avait point de voix dans la délibération qui avait lieu entre les six autres provinces. Le débat fut vif; le premier jour il y eut deux voix pour la proposition, trois pour le *referendum*, et la sixième province votante eut partage dans ses deux voix. Malgré cette circonstance, qui rendait la question au moins indécise, le président avait conclu pour la proposition. Le lendemain une troisième voix vint se joindre à l'une des deux qui avaient fait partage, et vota pour le *referendum;* ce qui donnait quatre voix sur six à cette opinion. Malgré cela, le président des états osa donner le scandale, jusqu'alors sans exemple, de conclure en faveur de l'avis, comme il l'avait fait la veille. Ainsi la minorité de deux contre quatre l'emporta aux états généraux. Toute pudeur était bannie de cette assemblée qui avait soutenu avec tant d'éclat la fortune de la république, et avait attaché son nom à tant d'événements glorieux. Sa sagesse était perdue, son honneur flétri; ce grand symptôme de décadence ne devait servir qu'à l'avantage du parti qui voulait détruire la souveraineté, et qui, en attendant le moment de se mettre à sa place, jouissait et profitait de la déconsidération dont il avait su la frapper lui-même, en la corrompant et en brisant son lien politique avec la nation.

Le parti stathoudérien osa davantage. Le prince fit paraître un manifeste où, après avoir traité de rébellion toutes les oppositions qui s'étaient prononcées dans les villes de Rotterdam, d'Amsterdam, d'Utrecht, et avoir déclaré qu'il allait concourir de tous ses moyens à la destruction des ennemis de l'ordre public, il demandait qu'on lui rendît le commandement de la Haye, les fonctions de capitaine général; alors il prendrait toutes les mesures convenables pour rétablir la tranquillité. Une pareille déclaration ne pouvait qu'annoncer les plus graves événements. Elle portait ou plutôt elle affectait un ton de supériorité qui devait nécessairement être soutenu de moyens prêts à être mis en œuvre. Effectivement, le 30 mai, jour où elle fut présentée aux états, éclata tout à coup à Amsterdam un tumulte violent de la part de la populace orangiste. Elle avait été disposée à un soulèvement par les meneurs du parti; mais le soulèvement ne devait avoir lieu que le 1er juin, d'après le plan qui avait été concerté à Nimègue, où était la cour, entre le stathouder et le chevalier Harris, ambassadeur d'Angleterre. Cette populace vendue au prince, entraînée au désordre par sa propre nature, se livra, le 30 mai, à des violences publiques contre la bourgeoisie. Cette précipitation nuisit au plan de Nimègue. La bourgeoisie avait aussi à ses ordres, à Amsterdam, une populace patriote qui en vint aux mains avec la stathoudérienne et la refoula dans le quartier des matelots. Le parti du prince leva les ponts pour se défendre dans ce quartier; mais le parti des bourgeois vint à bout de forcer un passage, et, s'étant jeté dans les barques, attaqua ses ennemis d'un autre côté et les mit en déroute. Les vainqueurs usaient de leurs droits et ils poursuivaient avec acharnement; ils mirent au pillage les maisons des deux anciens régents stathoudériens. La bourgeoisie parvint cependant à arrêter cette vengeance populaire, où toutefois le désordre ne profitait à aucun de ceux qui le causaient, car la haine de ce bas peuple était toute politique; personne ne chercha à se rien approprier des richesses de toute nature que renfermaient les maisons dévastées; on nuisait à son ennemi pour lui nuire, et non pour s'enrichir à ses dépens. Cette conduite de la part de la dernière classe de la société d'une grande cité, alors qu'elle était victorieuse dans une émeute susci-

tée contre ses intérêts, prouve à quel point la morale avait été profondément inculquée au peuple batave par ses institutions républicaines.

La populace avait eu son triomphe. La bourgeoisie procéda avec sa prudence ordinaire. Une recherche soigneuse, faite par ses ordres dans les maisons, avait produit la découverte de papiers importants dont la connaissance, jointe aux révélations des prisonniers qui avaient été faits, dévoila tout le plan de la conspiration du pouvoir, à laquelle l'ambassadeur d'Angleterre avait pris une part directe. On s'empara également de quelques envois de munitions de guerre, saisies après l'événement, et dont la précipitation de la populace avait empêché qu'on ne fît usage. Il fut alors bien prouvé que le prince n'avait rien négligé pour opérer le massacre des citoyens, si, comme il l'avait si bien prévu, il y avait résistance. C'était sur cette organisation criminelle et ténébreuse que s'appuyait le manifeste extraordinaire qu'il avait osé envoyer aux états généraux. Mais, par la faute même de ses agents, le moment de l'attaque ayant été avancé, le plan de la cour de Nimègue fut déjoué, et la province de Hollande, qui eût infailliblement suivi le sort de la capitale, fut soustraite au péril qui la menaçait. Il restait, ce qui survit toujours aux succès et aux défaites civiles, un sentiment de haine et de vengeance plus profond encore qu'à l'époque de l'entreprise du statbouder contre les villes d'Elburg et de Hattem. La province de Hollande avait établi à Woerden, sous les ordres de son général Van-Ryssel, une commission militaire qui correspondait avec la commission de défense formée à la Haye. Les circonstances devenant plus dangereuses en raison des derniers événements, la province, afin de pourvoir de suite en dernier ressort à tout péril, se décida à nommer une commission dictatoriale de cinq membres, à qui le salut de la patrie serait confié. Leurs pouvoirs seraient illimités; ils disposeraient, à leur gré et sans en référer à aucune autorité, des moyens d'attaque et de défense, des corps armés, des citoyens, des deniers publics; ils ne seraient tenus de rendre de compte qu'après l'événement. C'était le seul moyen de lutter contre les attaques imprévues, les insurrections, les complots, dont la dernière tentative avait pensé causer la perte de l'état.

Cette proposition fut bientôt changée en résolution; on procéda de suite à la nomination des cinq membres de la dictature provisoire. Les villes de Haarlem, de Leyde, d'Amsterdam, de Gouda et d'Alkmaar nommèrent chacune leur commission. Le choix tomba sur les hommes les plus considérés par leurs talents et leurs vertus républicaines. Aussitôt qu'ils furent nommés, ils entrèrent en exercice; mais, malgré la vigueur salutaire de cette institution, il y avait, même pour elle, un péril contre lequel toute sa puissance ne pouvait rien : c'était la suprématie des états généraux, du souverain. Or il existait plus que de la rivalité entre les états généraux et les états de Hollande; et, en preuve de cette animosité, tous les officiers que les états de Hollande avaient privés de leurs grades pour avoir refusé de marcher au secours d'Utrecht venaient d'être réintégrés par les états généraux, et ceux qui s'étaient montrés fidèles avaient été suspendus du service. Il est vrai que le même jour les états de Hollande, qui payaient les régiments, renouvelèrent la résolution relative à ces officiers. Il résultait de ce conflit, de ce combat acharné du souverain contre la province de Hollande, le plus grand de tous les malheurs pour un état, celui de remettre au jugement des troupes la question de leur obéissance.

Les patriotes avaient commis une faute capitale, dont la conduite des états généraux offrait la démonstration depuis le retour des troubles, c'était celle de ne pas s'assurer avant tout d'une majorité absolue dans les états généraux. Ils comptèrent trop sur la prépondérance de la Hollande; ils lui attachèrent une importance tellement puissante sur l'état en général, qu'ils se persuadèrent que les états généraux n'auraient aucune consistance sans cette province. Ces hommes, aveuglés par leur bonne foi, manquèrent de politique : c'était la guerre des républicains, qui jouaient à jeu découvert, contre les ambitieux et les courtisans; ils devaient, malgré leur vertu, leur courage, leur persévérance, succomber devant l'intrigue, l'intérêt et la mauvaise foi combinés.

Le parti stathoudérien ne s'endormit pas. Les états d'Amersfoort proposèrent aux états généraux de prononcer la suspension du général Van-Ryssel, qui commandait les troupes de la province de Hollande; le

10 juin, les états, non contents de prononcer cette suspension, interdirent à ce général toute autorité sur les troupes, et défendirent aux officiers de lui obéir. La même résolution attaqua aussi directement l'obéissance des troupes aux ordres de leur province. Un régiment, celui de Stuart, entraîné par un officier, viola son serment et quitta ses quartiers. Les autres officiers, tous les sous-officiers, restèrent fidèles; une partie même des soldats réfractaires rentrèrent dans le devoir. Les vides de cette désertion furent remplis par les corps francs que la province entretenait aussi. Mais l'exemple de la désorganisation était donné à l'armée par l'ordre du souverain lui-même. Le lien du soldat était brisé, et à la première occasion on pouvait s'attendre aux scènes les plus déplorables.

Les patriotes reconnurent alors que tous leurs efforts, tous leurs sacrifices seraient inutiles, s'ils n'avaient pas la majorité dans les états généraux; ils s'attachèrent sans relâche à la conquérir. En conséquence, ils imaginèrent de ne faire qu'une seule députation de celle d'Amersfoort, qui leur était contraire, et de celle d'Utrecht, qui leur serait dévouée. Amersfoort envoyait deux députés : il fut décidé qu'Utrecht en aurait trois; de cette manière le vote de la province d'Utrecht, dont Amersfoort faisait partie, leur assurait une majorité de trois contre deux. Le 14 juin les trois députés d'Utrecht parurent à l'assemblée des états. Il y eut discussion pour leur admission; le lendemain les débats recommencèrent, et, malgré l'opposition stathoudérienne, les trois députés d'Utrecht furent admis, à la majorité de quatre voix contre deux. Cette majorité ne perdit pas un moment pour annuler toutes les résolutions prises le 10; et le même jour, sans désemparer, elle ordonna au conseil d'état d'informer le général Van-Ryssel et les chefs des régiments du changement qui venait de s'opérer. Malgré cet avantage, le parti patriote était loin d'être assuré d'une victoire durable.

Le combat changea de forme. Les états généraux étaient le véritable champ de bataille. On se battit à coups de députations. Amersfoort envoya trois nouveaux députés au secours des deux qu'elle avait, afin de primer la députation d'Utrecht. Cette dernière ville avait prévu cette représaille : elle en envoya quatre, qui, joints aux trois qu'elle avait

déjà, lui assuraient toujours la majorité de sept contre cinq. Mais la province de Frise, qui avait son gouvernement à part, tout aristocratique, avait blâmé la conduite de ses députés, leur avait donné des instructions contraires; de sorte que la voix de cette province passa du côté des stathoudériens, et que, lorsque les députations fortifiées des deux villes rivales se présentèrent, celle d'Utrecht fut rejetée et celle d'Amersfoort fut admise. Ainsi les états généraux donnaient perpétuellement à la nation le scandale d'une mobilité aventureuse. Ils devaient cesser d'être pour elle cette arche sainte, l'honneur des sept provinces et l'exemple de l'Europe.

Le même désordre avait eu lieu dans le conseil d'état. Il avait refusé de participer aux résolutions arrêtées, le 10 juin, contre le général Van-Ryssel; cependant il avait donné des ordres en conséquence, et quand ces mêmes résolutions eurent été abrogées, quatre jours après, il avait refusé d'expédier des ordres contraires aux premiers; de sorte que la nouvelle décision, qui réintégrait le général et ses officiers sous l'obéissance de la province de la Hollande, était restée sans exécution; c'était une véritable anarchie froidement calculée. Alors la désertion se mit dans les troupes de la Hollande, et cinq régiments, qui formaient le cordon aux ordres du général Van-Ryssel, désertèrent presque en entier, tandis qu'ils fussent restés au drapeau de la province qui les soldait, si le conseil d'état eût fait son devoir.

Le pays était dans une situation critique, dont le dénoûment pouvait précipiter la ruine de la liberté. La province de Hollande ne fut cependant point découragée par cette désertion : les villes de Rotterdam et d'Amsterdam levèrent à grands frais des corps francs, armèrent leur bourgeoisie et remplacèrent les soldats étrangers par les citoyens. Utrecht se joignit habilement à ces nouveaux efforts. Ses états publièrent une proclamation qui rappelait sous les drapeaux de la province, et par conséquent du souverain local, les troupes à sa répartition. Cette proclamation eut son effet dans les troupes stathoudériennes, qui désertèrent et revinrent augmenter les forces d'Utrecht. A Amersfoort on fut peu inquiet de cette mesure, parce que les régiments déserteurs du cordon, gagnés par

l'argent de l'Angleterre, n'inspiraient plus de défiance. La Gueldre n'était pas plus tranquille : elle craignait les régiments hollandais qu'elle avait conservés malgré l'ordre de la province de Hollande. Utrecht avait dans ses murs une armée de 7,000 hommes; l'Over-Yssel en avait plus de 4,000 à Deventer. Les forces stathoudériennes étaient loin d'être dans la même proportion. D'un autre côté, la commission dictatoriale de la province de Hollande continuait vigoureusement ses fonctions. Elle avait organisé tous les moyens de défense et d'attaque; elle avait disposé des fonds pour assurer aux officiers et aux soldats une solde extraordinaire.

Cependant le pays était divisé par quatre partis bien distincts : le parti stathoudérien, qui voulait le stathoudérat avec toutes ses usurpations; la Gueldre, Amersfoort, la noblesse de Hollande aux états généraux, le composaient; le second était le parti aristocratique; il voulait conserver l'autorité, et même conquérir celle du stathouder; c'était la cause des familles patriciennes et de l'hérédité des charges; le troisième était constitutionnellement républicain; il voulait conserver le stathoudérat sans les abus qui l'avaient rendu usurpateur, et le rappeler à sa première origine; il était ouvertement opposé à l'aristocratie des grandes familles; le quatrième, enfin, était le parti démocratique, qui ne voulait ni du stathoudérat ni d'aucune aristocratie; c'était le parti des *niveleurs;* il était soutenu par une foule de sociétés populaires. Ces sociétés envoyèrent des députations aux chefs des gouvernements. Telle était la complication d'intérêts sous laquelle gémissait la fortune publique.

Dans de semblables circonstances, il était de première nécessité de recourir à un médiateur, afin de ne pas s'exposer au bouleversement général que le choc de tant d'éléments divers devait produire. Les patriotes éclairés de la province de Hollande, attirés par l'ambassadeur de France, s'assemblèrent pour aviser aux moyens de faire demander par les états généraux la médiation de cette puissance. En raison des partis qui pouvaient exister dans la régence, on voulut d'abord s'assurer du vœu de la bourgeoisie : il fut unanime et porté à la régence, qui accueillit la résolution, et la transmit aux députés de la province pour en faire la proposition aux états généraux. Cette proposition y fut agréée à la majorité de

douze voix contre sept. Le lendemain 7, la résolution de la veille fut prise *ad referendum;* c'était un terme moyen qu'adoptaient et la sagesse des uns et la perfidie des autres.

Ce moyen prenait du temps; c'était surtout ce que voulait le parti orangiste. De toutes parts il avait donné le signal de la destruction du parti constitutionnel, surtout là où il s'était trouvé en force. Il avait commis les désordres les plus affreux à Zutphen. La garnison s'était inopinément et sans provocation jetée sur la bourgeoisie sous le prétexte de la désarmer; les maisons des patriotes avaient été pillées, saccagées; les soldats et les officiers avaient repris la cocarde orange, et signalaient ainsi par des excès la cause pour laquelle ils s'y livraient. Les mêmes scènes se renouvelèrent dans les malheureuses villes d'Elburg et de Hattem, et dans celles d'Arnhem, de Lochem, de Doesburg. La plus basse populace faisait cause commune avec les soldats. Il en fut de même à Middelburg, où le massacre des patriotes suivit le pillage de leurs maisons. Les régents de la ville furent obligés de porter processionnellement l'étendard orange, et de le placer au haut d'une tour. Flessingue, Terveere, Hellevoetsluis, Brielle, furent en proie à des émeutes plus ou moins violentes. Le parti du prince, las de tant de délais et inquiet des forces que le parti contraire pouvait lui opposer, avait fomenté secrètement ces troubles partiels, et la Haye allait en devenir aussi le théâtre, quand un événement sauva cette ville.

Le 28 juillet, plusieurs voitures marchant ensemble furent arrêtées à un poste gardé par le détachement d'un corps au service de la province de la Hollande. Ces voitures appartenaient à la princesse d'Orange, qui venait de Nimègue et se dirigeait vers la Haye. La princesse fut obligée d'attendre, pour continuer sa route, l'autorisation du général qui était à Woerden, où résidait la commission souveraine récemment instituée par la province. Trois membres de cette commission se rendirent auprès de la princesse, et lui représentèrent que, dans les circonstances actuelles, où la tranquillité était généralement troublée au nom du prince, où le massacre et le pillage venaient de désoler plusieurs villes, la présence de la princesse à la Haye ne pouvait manquer de servir de prétexte aux mal-

veillants pour y commettre les mêmes désordres; qu'en conséquence la commission, ne pouvant prendre sur elle une telle responsabilité, se croyait obligée d'en référer aux états; qu'en attendant elle priait la princesse ou de retourner à Nimègue, ou d'attendre dans une ville la réponse des états. La princesse dissimula son mécontentement; elle se retira dans la petite ville de Schoonhoven, d'où elle écrivit au grand pensionnaire pour demander l'autorisation de continuer son voyage. Les états prirent *ad referendum* la lettre de Son Altesse Royale et approuvèrent la conduite de la commission. Il fut rendu compte à la princesse de la décision des états. Celle-ci écrivit alors à cette assemblée une lettre par laquelle elle lui reprochait avec hauteur l'approbation qui venait d'être donnée à la conduite de la commission. Les états reçurent en même temps du stathouder une plainte encore plus violente sur cet affront fait à sa famille. Ce mémoire du prince fut pris également *ad referendum* par les états de Hollande.

Cette plainte était un manifeste violent contre les états; sa publicité ne pouvait que porter à son comble l'animosité dont le prince était l'objet et donner lieu peut-être à de justes représailles. Les esprits sages, les hommes amis de l'ordre public s'attachèrent à un moyen qui conciliait à la fois et la dignité que les états se devaient à eux-mêmes et les intérêts du pays. Il était également impossible de répondre soit au mémoire du stathouder, soit à la lettre de la princesse, sans descendre à une réfutation violente et sans appeler hautement sur eux la vengeance publique. Quant au prince, les états n'avaient plus rien à ménager; il devait leur convenir de lui interdire tout accès dans la province. Ils l'avaient déjà dépouillé de toutes ses dignités; ils ne pouvaient point ne pas le déclarer hautement l'ennemi de la patrie hollandaise. Mais ils envisagèrent sous d'autres rapports la conduite qu'ils devaient tenir envers la princesse. Ils voulurent ne voir en elle que la sœur du roi de Prusse, et faire de leur indulgence une mesure de politique. En conséquence, ils décidèrent de faire insinuer à la princesse de séparer sa cause de celle de son mari; qu'elle assurerait par cette démarche la condition de ses enfants, qu'elle pourrait ainsi continuer d'habiter le palais de la Haye, où elle jouirait de

tous les honneurs attachés à son rang, et assurerait à la dignité stathoudérienne et à la souveraineté des états ce que les lois leur avaient donné. L'exclusion du prince ne devenait plus qu'une exception personnelle, motivée par des violations de toute espèce, et absolument étrangère à la condition du stathoudérat, à laquelle on était loin de vouloir porter la moindre atteinte. Les états de Hollande donnaient à la fois un grand exemple de justice et de modération; car leurs villes, les habitants de ces villes, les propriétés de ces habitants, avaient été inopinément, et sans provocation, les victimes des plus coupables agressions de la part du prince; il était juste de l'en punir; il était de la majesté souveraine de la nation de ne punir que lui. Le plan qu'ils venaient d'arrêter était d'une haute sagesse. Une circonstance des plus graves survint tout à coup, qui empêcha son exécution.

La princesse s'était plainte de la manière la plus violente au roi son frère d'avoir été arrêtée, dans son voyage à la Haye, par un poste hollandais. Cependant, dans la lettre qu'elle avait écrite aux états à ce sujet, loin d'articuler le moindre reproche contre les membres de la commission de Woerden et l'officier qui s'étaient opposés à son voyage, elle avait rendu justice aux égards dont elle avait été l'objet. Le roi, trompé par la lettre de la princesse, chargea son ministre de remettre aux états un mémoire en réparation d'injures, de violences, d'outrages qui auraient été commis envers sa sœur; la suspension de son voyage y était qualifiée d'attentat. Les états répondirent à la note royale par l'exposé le plus détaillé des faits, et, donnant des preuves incontestables de la fausseté des informations qui avaient été transmises, ils ne doutèrent pas un moment d'avoir satisfait le roi; ils crurent même pouvoir compter sur son influence pour faire accepter par la princesse sa sœur les propositions qu'ils avaient arrêtées.

Dans l'intervalle de la note du cabinet de Berlin au contre-mémoire des états, l'ambassadeur de France, parfaitement instruit des circonstances de l'arrestation des voitures de la cour, des actes de la commission de Woerden et de tous les désordres que le parti orangiste avait excités dans la province, s'offrit pour contribuer à éclairer M. de Thulemeyer,

ministre de Prusse, sur le véritable état des choses. Sa proposition fut agréée des états et du ministre prussien; des conférences furent ouvertes à cet effet à l'hôtel de l'ambassadeur de France. Il résulta des éclaircissements donnés par les membres des états, notamment par le député Gyzlaar, une conviction positive pour M. de Thulemeyer. Ce ministre se chargea de faire connaître à la princesse le désir des états qu'elle changeât de politique et séparât sa cause de celle du stathouder, s'engageant également à rendre compte à sa cour et de ce projet et de toutes les informations qu'il venait de recevoir, tant sur la conduite du prince que sur ce qui était personnel à Son Altesse Royale relativement à son voyage.

Mais ce ministre se flattait à tort de la faire adhérer aux vues des patriotes; elle comptait avec trop de raison sur une intervention diplomatique. En effet, on reçut bientôt à la Haye, de l'agent de la république à Berlin, la nouvelle du rassemblement de 20,000 Prussiens à Wesel, et M. de Thulemeyer eut ordre de sa cour de déclarer que ces troupes étaient destinées à appuyer la juste satisfaction que le roi demandait pour les outrages faits à sa sœur, Sa Majesté n'ayant été nullement satisfaite des éclaircissements fournis sur cette affaire par la commission des états. Ce ministre notifia de plus que le camp de Wesel avait été jugé d'ailleurs nécessaire par son maître, en raison du camp de 15,000 hommes que la France annonçait vouloir former à Givet. Malheureusement pour les patriotes hollandais, cette autre démonstration de forces n'eut pas lieu.

L'intervention que la France avait proposée lors des derniers événements avait été acceptée par les états généraux *ad referendum;* depuis, les députés des provinces s'étaient expliqués de telle manière, chacun selon ses intérêts respectifs, que la Prusse aussi avait été, comme l'Angleterre, mise au nombre des puissances dont on acceptait la médiation. La Prusse, profitant d'un vœu presque isolé pour se mettre en avant comme médiatrice, avait hautement persisté à demander une satisfaction telle, que les états de Hollande ne pouvaient s'y soumettre sans s'avilir. Cependant le duc de Brunswick, commandant les corps réunis à Wesel, s'était déjà rendu à Nimègue, où il avait conféré avec le stathouder. Enfin, et pour rendre presque insurmontable la difficulté du moment, la France

elle-même, plus disposée à conseiller qu'à armer, engagea les états à admettre les médiations britannique et prussienne. Le cabinet de Versailles, en trompant ainsi la confiance du parti républicain, manqua à sa politique. S'il avait fait camper 15,000 hommes à Givet, la Prusse eût rappelé ses 20,000 hommes de Wesel; cette puissance n'eût pas osé risquer la réciprocité d'une démonstration hostile avec la France. Elle eût préféré sacrifier le stathouder et se fût empressée d'accepter, pour la princesse, les propositions des états. Mais toute prudence, comme toute justice, fut abandonnée de part et d'autre. La médiation britannique était un outrage fait aux états; il était impossible de faire à la province de Hollande, dont l'or de l'Angleterre avait soldé les troubles et la défection de ses régiments, une proposition plus révoltante. Il y avait, d'un autre côté, grand péril à refuser hautement cette médiation. Quant à celle de la Prusse, outre qu'elle embrassait les différends respectifs des provinces entre elles, elle devait aussi juger spécialement le procès des états généraux avec le stathouder, quoique la Hollande fût le souverain, et le prince son délégué. Dans l'état où la France avait laissé se placer la question, il n'était plus possible de songer à décliner la médiation anglaise, sans rejeter également celle de Versailles et celle de Berlin.

Dans une situation aussi compliquée, les états s'avisèrent d'un moyen que leur suggéra leur prudence. Ce fut, au lieu de recourir à la médiation publique des trois puissances, de traiter à l'ombre d'une médiation particulière, à laquelle on donnerait la force et le caractère d'un arbitre. Ce médiateur était la France. Un citoyen distingué serait envoyé confidentiellement à Versailles, s'aboucherait, à Paris, avec le comte de Goltz, ministre de Prusse, et ils plaideraient leur cause devant le comte de Montmorin, ministre des affaires étrangères. Le plénipotentiaire hollandais garderait le plus strict incognito pour ne pas éveiller les soupçons de l'Angleterre; il ne devait être extérieurement à Paris qu'en simple voyageur. Ses instructions étaient d'abord de proposer un armistice entre les deux partis; ensuite, ce point une fois obtenu, de concéder l'autorité stathoudérienne à la princesse. De cette manière on éludait habilement l'intervention britannique. Paulus, dont il a été déjà question, réunit tous

les suffrages pour remplir cette mission délicate. Il était impossible de confier de plus chers intérêts à un meilleur citoyen, à un homme plus habile. Le ministère français, consulté sur ce plan, l'avait approuvé.

Mais, comme cette négociation devait prendre du temps, et qu'il était important que le stathouder n'en pût pas profiter pour recommencer avec succès de nouvelles attaques contre Utrecht, on s'adressa à Versailles pour mettre cette ville en état de défense; elle manquait d'ingénieurs et d'artilleurs : la France en envoya. La place fut mise sur un pied respectable, et les troupes stathoudériennes ne tardèrent pas, dès la première attaque, à s'apercevoir que la garnison avait reçu un puissant renfort. En même temps que la cour de Versailles accordait des canonniers et des ingénieurs aux patriotes d'Utrecht, elle demanda que les états de Hollande donnassent par une lettre adressée à la princesse un motif à la Prusse de suspendre ses opérations militaires. L'idée de cette démarche fut loin d'être accueillie par les patriotes; ils y virent une humiliation positive et un salut douteux. La Prusse s'en contenterait-elle? Et, dans le cas contraire, la France armerait-elle pour soutenir ses conseils? Cette proposition fut prise *ad referendum* par les états de Hollande. A Amsterdam elle fut violemment rejetée. Remise enfin en délibération dans l'assemblée générale, elle fut admise à la majorité de dix contre quatre. Quatre villes et l'Ordre équestre refusèrent de voter. La lettre fut donc écrite à la princesse dans le sens qui avait été indiqué par le ministère de France. Mais tout était devenu fatal aux patriotes. Le 8 septembre 1787, cette résolution avait été prise, la lettre écrite, envoyée à la princesse, copie remise à M. de Thulemeyer pour être expédiée à sa cour; et, le lendemain 9, ce ministre reçut de Berlin et transmit au conseil de Hollande une note par laquelle le roi son maître signifiait ses dernières intentions, qui anéantissaient toute espérance d'une conciliation quelconque. Le roi fixait aux états un terme de quatre jours pour faire des excuses à sa sœur, pour désavouer tout ce qui avait été fait par la commission de Woerden touchant le voyage de la princesse, et pour punir ceux dont elle déclarait avoir à se plaindre; faute de quoi les troupes de Wesel entreraient sur le territoire de la république. Cette note mena-

çante, par laquelle le roi de Prusse affectait une domination absolue sur la république, mit au grand jour le motif du voyage de sa sœur, l'intelligence concertée qui n'avait cessé d'avoir lieu entre la cour de Nimègue et celle de Berlin, et donna en même temps la preuve que M. de Thulemeyer, au lieu de recevoir des ordres de son maître, ne les recevait que de Nimègue, et à point nommé pour détruire le lendemain tout ce qui aurait été préparé la veille. Les patriotes virent également que les négociations de la France avec la Prusse s'étaient ressenties de la mollesse qui caractérisait alors le cabinet de Versailles, endormi, dans l'insouciance des plaisirs, sur le bord de l'abîme qui devait bientôt l'engloutir. Qui sait ce qui serait arrivé, si la France, fidèle à son honneur et à sa politique, eût soutenu hautement, par une grande démonstration militaire, l'amitié qu'elle devait aux Provinces-Unies? Elle donnait peut-être le signal d'une guerre où elle eût entraîné une partie de l'Europe; elle aurait sauvé la liberté de son alliée, et probablement échappé elle-même à sa révolution. En cela elle eût été conséquente avec la conduite qu'elle avait tenue à l'égard de l'Amérique du Nord, où, sans provocation de la part de l'Angleterre, elle avait été grossir les armées des *insurgents*. L'intérêt qu'elle eût pris à défendre la Hollande était plus direct, plus juste, plus politique; tandis qu'en l'abandonnant au moment du danger, elle la condamnait de son plein gré à être humiliée par la Prusse et par l'Angleterre.

Aussi, quand la révolution française éclata, les Hollandais n'oublièrent-ils pas ce grief contre Louis XVI.

Le 12 septembre, les états, en réponse au mémoire prussien, déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas délibérer sur la dernière note de M. de Thulemeyer; que deux membres des états seraient envoyés à Berlin à l'effet de donner au roi de nouvelles explications sur l'interruption du voyage de la princesse; qu'il serait auparavant écrit une lettre à cette princesse pour prendre son avis sur cette mission; et que les ministres de France et de Prusse seraient invités à transmettre à leurs cours copie de cette résolution.

Cependant on ne négligeait rien pour obtenir des secours de la France.

La place de Givet, où il y avait une bonne garnison, est si près de la Hollande, que, pour peu que la France eût voulu mettre quelque activité à satisfaire à cette demande, les secours fussent arrivés encore à temps pour opérer une jonction utile avec les régiments hollandais. Le comte d'Esterhazy, qui commandait à Givet, était à la Haye; on fit auprès de lui une démarche inutile. Les Hollandais n'eurent plus d'autre ressource que d'opposer un désastre à un autre, en ouvrant leurs écluses. Ce moyen funeste était encore loin de suffire; il fallait être assuré de la fidélité des garnisons, et elles étaient en grande partie composées d'étrangers; et, lors même que, sous ce rapport, on eût été délivré de toute inquiétude, on n'obtenait que le temps d'attendre de faibles secours, qui seraient loin de pouvoir résister aux troupes prussiennes.

Le 16, les états apprirent la marche des Prussiens, qui s'avançaient en trois colonnes sur la province de Hollande, et que, l'inondation n'ayant pas réussi en raison de la sécheresse, la place forte de Gorcum ne pourrait tenir; que, sous trois jours, l'ennemi serait infailliblement à la Haye. On sut en même temps que la France se déciderait enfin à intervenir avec des forces imposantes, si le roi en recevait la demande formelle des états de Hollande. A ces nouvelles, deux résolutions furent prises : l'une, d'évacuer la Haye et de transporter le gouvernement à Amsterdam, où l'on pourrait se défendre; l'autre, d'envoyer en toute hâte à Versailles pour solliciter le secours des armes françaises. Il n'était plus temps : Utrecht, sur lequel on avait le droit de compter, fut évacué, de l'avis de son gouverneur, le prince de Salm, et tomba au pouvoir de l'ennemi; il en fut de même de Gorcum, qui se rendit le 17. On attendait les Prussiens le 18 à la Haye; la ville fut bientôt livrée aux plus affreux désordres. La populace, mise en fermentation par le parti stathoudérien, arbora ses couleurs, poursuivit ceux qui ne les portaient pas, s'ameuta contre les patriotes, les maltraita, les précipita dans les canaux, pilla, dévasta leurs maisons; elle eût également ravagé l'hôtel de l'ambassadeur de France sans une garde qui lui fut envoyée. Cet affreux tumulte, qui se répétait dans les différentes villes de la province, dans celles surtout qui se trouvaient sur le passage du stathouder, dura

quinze jours à la Haye, et n'y fut suspendu que le 20 septembre, jour où le prince y fit son entrée. En changeant les régences sur la route, il donnait le signal des réactions. Les nouvelles régences se hâtaient de nommer des députés aux états. Amsterdam et deux petites villes maintinrent seules leur députation. Le prince eut, à son arrivée à la Haye, par l'effet de ces élections, une majorité de seize voix contre trois. Aussi la révolution, ou plutôt la contre-révolution, fut-elle complète. Le premier acte des états généraux fut d'abroger ce qui avait été décrété contre les prérogatives du stathouder, et de le réintégrer dans toutes ses dignités. La commission de Woerden fut dissoute; et, pour mieux caractériser l'esprit dans lequel s'opéraient ces grands changements et l'influence qui les dictait, les états prirent une résolution pour inviter la princesse à revenir à la Haye. Ils se croyaient obligés à cette réparation, afin de désavouer, autant qu'il était en eux, la conduite de leurs prédécesseurs relativement au voyage de Son Altesse Royale. Leur triomphe ne s'arrêta pas à ce qui regardait la réforme du gouvernement. Il fallait aussi humilier le cabinet de Versailles, qui le méritait par son impardonnable indifférence; et, à cette séance, il fut résolu que le roi de France serait invité à ne pas envoyer de troupes en Hollande, afin de ne pas troubler le calme qui était rétabli. Ainsi la France eut une part publique à la proscription qui frappa la liberté hollandaise, et le déshonneur d'être remerciée des secours qu'elle n'avait pas envoyés. Le stathouder et la princesse se livrèrent au délire d'une victoire criminelle qu'ils devaient aux baïonnettes étrangères. L'autorité stathoudérienne, depuis ce jour, ne fut qu'une usurpation; et cette usurpation parut d'autant plus pénible aux citoyens que le prince ingrat était de plus un sujet révolté.

Les Prussiens cependant continuaient leur marche de conquérants. Les portes des villes s'ouvraient devant eux; ils étaient entrés à Utrecht par la trahison du prince de Salm, son gouverneur, malgré les efforts des officiers français du génie et de l'artillerie, qui l'avaient mis à l'abri de toute attaque. Les places du cordon, de simples villages aux environs d'Amsterdam, se défendirent avec intrépidité, et ils perdirent beaucoup de monde avant de s'en emparer. Les petites garnisons de ces places se

reployèrent sur Amsterdam, où commandait un Français, le chevalier de Ternant, brave et intelligent officier; mais son commandement était soumis nécessairement, dans toutes ses parties, et notamment pour les mouvements militaires, à la volonté de la régence, laquelle en référait encore à la bourgeoisie. De là naissaient des obstacles journaliers à l'exécution des ordres que la rapidité des circonstances et la variété des besoins de la défense lui prescrivaient de donner. Cet officier, se voyant inutile au commandement d'une ville dont les habitants armés délibéraient sur les ordres qu'il leur donnait pour leur salut, se décida à s'en démettre et quitta furtivement la ville sans être reconnu des Prussiens, qui en avaient complété l'investissement.

Il ne resta bientôt à cette grande cité, dont la volonté publique avait été si courageuse depuis les usurpations du prince et le commencement de la guerre civile, que la ressource de capituler. La France, qui arrivait toujours avec des conseils et jamais avec des secours, fut la première à l'y engager. La capitulation fut signée le 10 octobre. Comme il y avait eu révolution suivie d'une victoire complète, il devait y avoir réaction contre le parti vaincu; il y eut aussi émigration. La ville de Saint-Omer devint l'asile des émigrés. La France se distingua par une généreuse munificence envers les fugitifs, ses alliés. Son armée ne les ayant pas secourus, ce devoir restait à son administration; elle le remplit avec une noble bienveillance. Ce souvenir ne devait pas être perdu pour la France elle-même ni pour la Hollande: mais c'était à la France, devenue libre à son tour, à réparer à l'égard de la Hollande l'abandon de la France monarchique. Elle fut éconduite bientôt, même sous le rapport de l'alliance, par l'influence britannique, qui s'empara des traités à conclure avec la domination nouvelle. La Prusse figurait, et avec raison, dans ces traités; elle forma avec l'Angleterre et le stathouder un triple lien, qui tint la Hollande captive sous le joug du plus absolu despotisme. C'était une dérision cruelle de la part de ces trois puissances de saluer encore la Hollande du nom de république. Les deux traités furent signés dans le mois d'avril 1788.

Il n'y a qu'à attendre pour les peuples, quand ils tombent sous le

joug d'une grande servitude; leur instinct les avertit des circonstances qui peuvent les délivrer. La révolution française, qui se déclara l'année suivante, dut éveiller puissamment les patriotes hollandais; ils durent voir dans les Français, leurs anciens amis, de nouveaux alliés, qui pouvaient enfin devenir leurs sauveurs. Mais la république de Hollande, opprimée par le stathouder, par l'Angleterre et par la Prusse, était condamnée à faire partie d'une coalition contre la France libre, avant de l'être à son tour. Sa sagesse, qui avait survécu à son indépendauce, protesta vainement, au nom de la patrie en danger, du besoin d'une complète neutralité; le stathouder, qui l'avait asservie, devait la sauver, en l'exposant à de nouveaux périls; et lui-même devait périr par les armes qu'il avait employées contre elle, par une révolution. Enfin il fallait que la Hollande fût conquise par la République française pour devenir elle-même une véritable république : ce qu'elle n'avait été réellement qu'avant le stathoudérat, et, depuis, avant l'hérédité dans la Maison de Nassau-Orange.

L'anéantissement de la liberté hollandaise s'était opéré en moins de vingt jours sous les yeux de la France. L'Europe eut une grande inquiétude et ne douta point que le cabinet de Versailles ne se préparât contre le cabinet de Berlin à une vengeance éclatante, qui pouvait rendre la guerre universelle en Europe. C'était le parti qu'aurait dû prendre Louis XVI, dont le royaume était déjà agité : il eût peut-être détourné les esprits des intérêts naissants; il eût forcé, en faisant marcher uue armée sur la frontière du nord, l'Angleterre et la Prusse à traiter avec lui de l'indépendance de la république de Hollande. Par cette conduite, à la fois juste et politique, il aurait inspiré du respect à ses propres sujets, à ses alliés, à ses ennemis; alors il eût reconquis en Europe cette voix prépondérante que lui assuraient les forces de son royaume et les glorieuses campagnes de sa marine contre la Grande-Bretagne. Après avoir facilement terminé les affaires de la Hollande par sa puissante intervention, il eût également terminé celles de la France elle-même. Son alliance avec l'Espagne et l'Autriche pouvait s'accroître encore de celle de la Russie; il se serait trouvé le chef, le modérateur de la quadruple alliance. L'effet

de cette grande dictature eût été de faire la paix entre la Russie et la Turquie, de protéger la Pologne contre cette première puissance, comme il aurait défendu la Hollande contre la Prusse. Alors l'Angleterre et la Prusse, frappées d'un grand isolement dans la politique générale, n'eussent pas usurpé le rôle de dominatrices qu'elles exercèrent à cette époque. La Prusse, pressée entre ces trois grands empires, eût été contrainte à se trouver heureuse de continuer d'exister. L'Angleterre serait restée seule contre l'Europe; et la France pouvait réaliser déjà contre elle ce que l'empereur Napoléon dut entreprendre depuis, dans des circonstances moins favorables. Cette quadruple alliance fut essayée; elle était conclue, et, malgré la faiblesse du ministère français, elle aurait changé l'état de l'Europe; mais le cardinal de Loménie éluda cette gloire avec persévérance. Le secret du traité fut trahi, le ministère de France fut changé. La Prusse prit en Europe la place de la France, ce qui était monstrueux. La Hollande ne fut qu'une province anglaise. L'Autriche se battit contre les Turcs, avec la Russie, qui se battait contre les Suédois et les Polonais. Ceux-ci se jetèrent dans les bras du roi de Prusse, devenu le protecteur de l'empire germanique. Joseph II trembla sur son trône impérial; le Brabant se révolta et se déclara libre. La Prusse, qui venait de détruire la liberté légale de la Hollande, soutint l'insurrection des Belges; la révolution couvrit la France et menaça l'Europe.

L'esprit d'indépendance n'avait point été éteint en Hollande. La haine qu'inspirait plus fortement de jour en jour le parti du stathouder victorieux était, de plus, alimentée par la fermentation qui régnait dans le Brabant. De violents républicains, Van der Noot et Van der Mersch, avaient paru dans les troubles de ce pays; ils étaient parvenus à soulever la population contre les Autrichiens, à les chasser et à faire proclamer l'indépendance nationale. La conquête, ou plutôt l'asservissement de la Hollande, n'avait coûté que vingt jours au stathouder; la soumission du Brabant ne fut pas, pour l'armée que l'Autriche y envoya, une opération plus difficile. Mais, malgré ces succès de la force, les bons habitants de deux nations voisines, et naturellement ennemies, attendaient le moment de reconquérir les avantages qu'ils venaient de perdre. L'envahissement

du Brabant par l'armée de la République française vengea bientôt les Belges de la réaction autrichienne. Les Français y furent reçus en libérateurs.

La Hollande aurait échappé à la conquête, et elle eût d'elle-même plus tard et par la force accompli sa révolution anti-stathoudérienne, si le cabinet de Londres, qui venait de s'élever tout à coup en ennemi de la liberté des nations, malgré l'exemple sanglant que la Grande-Bretagne elle-même avait donné, n'eût entraîné la Hollande, sa vassale, dans les périls de la coalition.

La Convention était loin de vouloir la guerre avec l'Angleterre; elle avait à Londres un bon négociateur. L'ambassadeur Chauvelin n'était plus reconnu; mais Maret, alors directeur des affaires étrangères, était chargé de traiter. Il fit des ouvertures de conciliation très-raisonnables; elles furent rejetées. Revenu avec de nouveaux pouvoirs, il fit d'importantes concessions, très-avantageuses à l'Angleterre et à la Hollande. Mais Pitt redouta le degré de puissance où la France pouvait s'élever si on lui laissait tranquillement établir sa révolution, et il ne songea pas qu'il mettait en péril la destinée de l'Europe entière s'il parvenait à l'armer contre la liberté française.

La Convention avait tué Louis XVI. Le grand crime était commis. L'Angleterre était la seule puissance de l'Europe qui n'eût pas le droit de l'en punir. Ce fut elle cependant qui entreprit cette vengeance, si naturelle aux maisons d'Espagne et d'Autriche. Il était évident qu'après avoir osé commettre un tel attentat, la Convention n'aurait ni la volonté ni la possibilité de reculer devant aucune menace, ni de rétrograder dans sa carrière. L'enthousiasme guerrier et surtout l'enthousiasme révolutionnaire que la France avait déployés depuis la bataille de Jemmapes durent faire prévoir que, au moment d'un danger plus sérieux dont l'armée de Clerfayt et celle des émigrés faisaient la menace, une grande démonstration nationale de défense, une insurrection unanime pour l'attaque se déploieraient dans toute la France. Mais l'Angleterre, qui se mettait en première ligne pour former une coalition, savait bien qu'elle ne serait tout au plus qu'en seconde ligne pour les guerres, et même qu'elle n'y

paraîtrait que comme subsidiaire. Il lui importait beaucoup que l'Europe continentale fût exposée à de grands dangers : la suprématie qu'elle voulait usurper n'en serait que plus assurée; elle régnerait sur l'Europe par les malheurs qu'elle lui aurait causés; elle retarderait la marche de l'industrie française, en tenant la France sur les champs de bataille. Elle se réservait de nourrir au dedans de la République les factions qui devaient la déchirer; elle refusait de négocier avec la Convention, et elle se promettait d'alimenter la terreur; elle voulait hériter de la mort de Louis XVI, et en disputer les résultats à la République. Chauvelin fut congédié le 24 janvier 1793. Maret resta jusqu'en février; mais on le fit aussi partir lorsque la guerre fut imminente. Il remporta la conviction que Pitt était l'ennemi irréconciliable de la prospérité de la France. L'Angleterre entraîna dans sa haine toute l'Europe, excepté le Danemark, toujours si fidèle à la France, et la Toscane, où régnait le sage Léopold. C'était un arrêt de mort pour la Hollande, qui était placée pour recevoir le premier feu de la République; mais Guillaume V, qui avait détruit ce bel état, où ses ancêtres avaient été appelés à une si glorieuse hospitalité, devait subir, par l'empressement qu'il mit à accéder aux volontés de l'Angleterre, toutes les conséquences de son usurpation et de sa servitude. La Convention déclara la guerre à l'Angleterre et à la Hollande, dont celle-là avait fait son satellite.

Ce serait un beau champ à exploiter pour la spéculation que d'estimer ce que fût devenue la destinée de la France et de l'Europe si l'Angleterre, tout en désavouant le meurtre de Louis XVI, ce qui était d'une morale publique, eût écouté les conseils d'une politique philanthropique, en acceptant, comme alliée, la révolution française. Les échafauds n'eussent pas couvert la France; les rois n'eussent pas été ébranlés sur leurs trônes, ils auraient tous été plus ou moins au-devant des révolutions; l'Europe entière fût devenue constitutionnelle et libre sans secousses, sans jalousie, sans ambition. Le projet de l'abbé de Saint-Pierre pouvait se trouver réalisé. La République française se serait assise sur elle-même et sur la sécurité environnante; elle n'aurait eu ni la pensée ni le besoin d'envahir. Elle n'aurait pas eu la nécessité de la victoire, et la législation

implacable qui appuyait au dedans cette nécessité n'eût pas répandu les flots de sang dont le sol français a été abreuvé. Aucune supériorité que celle de la loi ne se fût élevée dans son sein; il n'y aurait eu de place pour aucune ambition privée. Toute la gloire eût été dans les tribunes et sur les bancs des magistrats; tout l'intérêt eût été pour l'industrie. Le commerce, l'agriculture, seraient devenus, avec les beaux-arts, le patrimoine de la liberté. Une seule campagne aurait eu lieu peut-être dans le commencement; celle-là eût donné à la France les belles limites du Rhin, des Alpes et des Pyrénées. C'eût été sa seule conquête. La France eût été le plus grand miracle de la civilisation; elle eût ressuscité la Rome des Scipions, et la Grèce de Miltiade et de Léonidas. Mais l'Angleterre n'eût été qu'un comptoir, parce que la France eût été la métropole du monde. La mort de la France fut résolue par l'Angleterre.

La conquête du Brabant était la véritable raison de la guerre pour la Grande-Bretagne, qui espérait faire reprendre cette province par les armées de la coalition et se délivrer aussi de toute inquiétude par rapport à la Hollande. Il eût été cependant plus naturel de croire que du Brabant conquis, et heureuse de sa conquête, la France s'élancerait tout d'abord et avec avantage, à la déclaration de guerre, sur la Hollande, où la vengeance et l'oppression avaient conservé tant de partisans aux principes révolutionnaires. Aussi Dumouriez, vainqueur à Jemmapes, ne perdit pas un moment pour entrer en Hollande. Il avait pris Breda et Gertruidenberg, il assiégeait Willemstad et Berg-op-Zoom; mais le peu d'accord qui régna entre lui et ses généraux, et parmi ses généraux, remit bientôt la Belgique sous le pouvoir des Autrichiens par la perte de la bataille de Neerwinden. La Hollande fut également évacuée par l'armée qui assiégeait Maestricht. La coalition chanta victoire; elle devait payer cher ce premier succès, dû à la mésintelligence des chefs, et peut-être à une intelligence avec le prince de Cobourg, ce dont Dumouriez fut accusé. La Convention envoya des commissaires pour l'arrêter dans son camp de Maulde; il les fit prisonniers et les livra aux Autrichiens. C'est une méchante action, plus basse encore que la trahison : il pouvait quitter la France sans livrer ses concitoyens; il n'eût été qu'un déserteur qui

craignait un jugement. Il avait voulu délivrer Louis XVI, et il ne l'avait pas fait. Depuis la mort de ce monarque, il avait eu la vanité, bien étrange, d'aller avec son armée détruire la Convention, qui avait condamné son roi, et il fut bien heureux lui-même de se dérober à la vengeance de cette armée, dont il parlait avec tant d'arrogance, comme si elle lui eût appartenu. Dumouriez ne fut ni un bon général ni un bon Français; il devait garder la Hollande ou au moins la Belgique. Il ne devait, sous aucun rapport, menacer son pays de la guerre civile pour en punir le gouvernement, c'est-à-dire pour se venger. Il avait trahi, il déserta; il traîna dans l'exil une vie sans considération; il vécut de sa plume à Hambourg, aux gages des libraires. L'Angleterre, qui a refusé un asile à Napoléon, en a donné un à Dumouriez! Dumouriez y continua son exil, car aucune France ne voulut de lui. Il n'y eut pas un Français qui le rappelât; il avait trahi. Il est le premier qui ait trahi à la tête d'une armée française. Il mourut sans patrie, chez l'étranger et à sa solde.

A la fin de 1794, la République se trouva en mesure de se venger des affronts que Dumouriez avait reçus en Hollande. Les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse étaient cantonnées sur la rive gauche du Rhin et de la Meuse. La Hollande, inquiète de ce voisinage, envoya pour traiter de la paix. Mais il était de la religion politique de la France d'alors de faire la guerre au nom des principes, et elle résolut de punir le stathouder de ses usurpations sur les libertés bataves. Il y avait encore une raison, celle de chasser les Anglais, qui n'avaient d'autre position militaire sur le continent que la Hollande, et d'anéantir, par leur expulsion, le parti orangiste, dont ils étaient les soutiens politiques. En conséquence, on renvoya les plénipotentiaires hollandais, et il fut résolu d'aller donner la main aux patriotes de 1787, dont les vœux, comprimés depuis longtemps, n'en étaient pas moins ardents pour le rétablissement de leur liberté et la destruction du stathoudérat. La République comprit politiquement sa position à leur égard; sa générosité fit à elle seule toute sa politique, car elle déclara qu'elle n'attaquait la Hollande que pour lui rendre son indépendance, et elle tint parole. Le péril devenant plus pressant chaque jour pour le gouvernement stathoudérien, les états, espérant

encore conjurer l'orage malgré le renvoi de leurs plénipotentiaires, demandèrent un armistice. La République fut conséquente à ses desseins; elle le refusa. Les frimas couvraient la Hollande; Pichegru, qui alors était un bon citoyen et un bon général, attendit que les glaces rendissent les fleuves solides pour commencer ses opérations. Le 27 décembre, la Meuse fut glacée; son attaque commença sur l'île de Bommel, et se combina en même temps sur toute la frontière. Les brigades Osten et Daendels passèrent le fleuve à pied sec, marchèrent sur cette île, et, quoique sans canons, elles s'emparèrent des batteries. Ce fut le fait d'armes de Daendels. Osten traversa de même les inondations; il enleva trois forts, franchit le Waal de la même manière, et Heusden, ville très-forte, se voyant bloqué, dut capituler. De tous côtés les troupes hollandaises se mirent en retraite sur Willemstad; elles abandonnèrent les îles qui défendent l'embouchure de l'Escaut, du Rhin et de la Meuse, toutes les positions, tous les passages, toutes les forteresses, et perdirent dans cette première journée un corps entier, dont la retraite fut coupée, près de 2,000 prisonniers et beaucoup d'artillerie. Ces opérations furent faites simultanément et de concert par la gauche et le centre de l'armée française.

La droite trouva d'abord de la résistance. Un de ses corps établi à Thiel fut obligé de repasser le Waal devant 7,000 Autrichiens. L'Angleterre en avait 25,000 à sa solde, en Hollande, sous les ordres d'Alvinzi. Cette attaque, qui n'eut aucun résultat, avait été résolue par un conseil extraordinaire qui fut convoqué à Nimègue par les deux fils du stathouder et les généraux de la coalition. Le stathouder tenait encore Gorcum avec la grande armée et celle des états généraux, et il était soutenu par les Anglais entre Kuilenburg et le canal de Sanderen. L'armée d'Alvinzi défendait le Rhin depuis Wesel jusqu'à Arnhem. Toutes les attaques des Français étaient combinées sur ce fleuve; ils assiégeaient Mayence et Manheim avec succès. Les Prussiens et les Autrichiens avaient inutilement réuni leurs forces pour délivrer ces deux villes. L'armée prussienne reprenait déjà de ce côté le système d'inaction qu'elle avait adopté pour la Hollande. La cause du stathouder devenait de jour en jour plus compromise par ses alliés eux-mêmes et surtout par ceux dont

il avait voulu faire ses sujets. La forte ville de Grave, après deux mois de siége, s'était rendue, et livrait aux Français le cours de la Meuse. La prise de Thiel leur donna également le passage du Waal, que Macdonald effectua sous Nimègue. Moreau commandait l'aile droite de l'armée du Nord; il fut couvert par Vandamme. Deux colonnes passèrent le Waal, celle de Reynier et celle de Jardon. Alors Macdonald déboucha sous Nimègue; il s'empara d'un fort important, et battit les Anglais réunis aux Autrichiens. La ligne d'opération française embrassait une partie de la rive gauche du Rhin, et était protégée par l'occupation des places de la Meuse, telles que Ruremonde, Venloo, Grave; ce qui assurait les communications sur les derrières. Au centre elle occupait le pays entre la Meuse et le Waal; Bommel, Naarden, Gertruidenberg, Breda, étaient bloqués par la gauche de l'armée, qui s'étendait aussi aux rives du Moerdyk et à Willemstad. Par cette position de l'armée française, tout ce que la Hollande devait appeler ses barrières naturelles était devenu à peu près inutile à sa défense; l'invasion totale de son territoire ne pouvait plus être douteuse, et la province d'Utrecht était celle qui devait au premier moment subir le joug du vainqueur. Une crise de la nature vint un moment au secours du gouvernement assiégé; le dégel survint, qui plaça tout à coup l'armée française dans une position difficile par la rupture des glaces du Waal; ce qui la sépara. Une partie occupait le territoire nommé *l'île Batave*, située entre le Waal et le Rhin. On se hâta de venir à son secours par des approvisionnements de tout genre; mais on avait l'inquiétude de voir perdre le fruit de cette heureuse invasion due à la solidité du fleuve, et de rentrer dans les lenteurs d'une campagne ordinaire après un hivernage dangereux. Heureusement le froid reprit toute sa rigueur, et les troupes de l'île Batave furent délivrées.

L'armée rentra en opération le 11 janvier 1795. L'ennemi fut forcé sur sa ligne. Après une affaire sanglante, Buren et Kuilenburg tombèrent. Les alliés se retirèrent sur la rive droite du Rhin. Gertruidenberg perdit quelques forts. Pichegru avait un avantage immense, c'était la conspiration morale du pays en faveur de la République. Les villes qu'il prenait se disaient délivrées; elles l'étaient en effet. Les bourgeois, opprimés par

les nobles depuis sept ans, allaient au-devant du vainqueur. Le général français gagnait à chaque succès militaire des auxiliaires, et de plus il détruisait les alliés et les troupes stathoudériennes. Il menait deux affaires qui s'aidaient mutuellement : une révolution pour la nation envahie, et une guerre contre les oppresseurs de cette nation. Ceci ne se passait pas secrètement; la Convention le faisait publier par ses agents.

Le général hollandais Daendels, qui, lors des premiers troubles, s'était réfugié dans le service de France pour se soustraire à la vengeance stathoudérienne, écrivit aux villes : « Les représentants du peuple français exigent de la nation hollandaise qu'elle s'affranchisse elle-même. Ils ne veulent point la soumettre en vainqueurs; ils ne veulent point la forcer à accepter les assignats, mais s'allier avec elle comme avec un peuple libre. Que Dordrecht, Haarlem, Leyde, Amsterdam, fassent donc la révolution et en informent, par des députés, les représentants à Bois-le-Duc. » Il était impossible d'avoir une meilleure politique. Un pareil langage, soutenu et confirmé par les mouvements et les succès d'une belle armée, ne pouvait manquer son effet. Il devait convaincre et exalter les populations. Cette guerre aurait bien pu s'appeler, et justement, la guerre du bien public; car elle profitait aux deux nations, dans leurs intérêts les moins suspects. Il y avait service bien entendu, reconnaissance naturelle, alliance prochaine et indissoluble.

Aussi la lettre de Daendels circula rapidement dans toutes les villes. A Leyde elle eut une puissance électrique; la bourgeoisie déclara paisiblement aux magistrats que leurs fonctions avaient cessé; elle en nomma d'autres; la révolution se fit en famille. Dans la journée même où la lettre fut reçue à Amsterdam, il n'y eut d'autre différence avec la conduite de Leyde, sinon que les magistrats demandèrent vingt-quatre heures pour délibérer; mais, comme ils délibéraient, arriva un aide de camp de Daendels qui les rendit responsables de la tranquillité publique : alors les bourgmestres donnèrent leur démission, et un commandant français remplaça le commandant stathoudérien. Les couleurs nationales furent arborées. Comme à Leyde, chacun prit le régime de la république, et le lendemain Daendels entra dans Amsterdam avec quelques troupes. Utrecht

avait également ouvert ses portes à Pichegru. La Convention avait complétement réussi dans son plan : c'était la Hollande elle-même qui avait fait sa révolution, sous la protection française. Les changements s'opérèrent du 15 au 31 janvier. Dès le 17, avant la révolution de Leyde et d'Amsterdam, le stathouder s'était rendu aux états généraux, où il avait donné la démission de toutes ses charges, pour lui et ses deux fils. De là, il partit et s'embarqua avec sa famille à Scheveningen pour l'Angleterre.

Le roi de Prusse, qui sept années auparavant, bravant la France monarchique, avait osé envoyer une armée pour soumettre la Hollande à son beau-frère, qui, par le traité d'Anvers avec l'Angleterre et l'Autriche, s'était engagé à faire marcher 60,000 hommes dans les intérêts de la coalition, resta témoin impassible de la ruine du stathouder et du triomphe de la République française sur ses alliés. Cette remarquable inconséquence aux principes qu'il avait soutenus en 1787, et à ceux qu'il avait reconnus par ses traités récents, fut également signalée par l'inaction dans laquelle se tint le général Mœllendorf, dont la coopération eût été si utile au patriotisme allemand pour faire lever les siéges de Mayence et de Manheim. Une pareille conduite annonçait une métamorphose complète. Frédéric-Guillaume venait de détruire, avec ses alliés, le royaume de Pologne, et de partager les dépouilles de cette conquête, où ses armes avaient été peu brillantes. Ce prince n'aimait apparemment que les succès infaillibles et utiles. Dans le fond de l'âme, il aurait bien voulu détruire aussi la République française comme le royaume de Pologne, et entrer dans le partage, qui avait été prémédité, convenu et stipulé à Pillnitz, d'une bonne partie du territoire français entre les coalisés. Mais la France était un autre ennemi que la Pologne, quoique alors elle n'eût pas un aussi grand citoyen que Kosciuszko.

Le roi de Prusse avait calculé sans doute que, quand même il défendrait la Hollande, il n'en serait pas moins obligé plus tard de se défendre chez lui. Il eut le courage de donner aux monarchies un exemple qui annonçait sans doute plus de politique que de générosité et de fidélité à ses engagements. Pendant que ses alliés se battaient depuis les côtes de la Hollande jusqu'à Manheim, il faisait négocier sa paix à Bâle avec le

Comité de salut public, que tous les rois avaient mis hors de la loi commune. Ce gouvernement a conservé pendant vingt ans le privilége d'être disposé à la paix avec ses ennemis, à la guerre avec ses amis, à faire et à défaire ses traités, à marcher entre deux négociations afin d'être toujours pour le plus fort. A cette époque, c'était la République française qui battait l'Europe; la cour de Berlin rechercha son amitié, parce que cette amitié était une protection.

Cependant, malgré le départ de la famille du stathouder, la guerre continuait en Hollande de la part des Anglo-Autrichiens, mais dans la position d'une retraite contre une invasion; c'était l'inondation française sur les glacis de l'inondation batave. Vandamme était à Utrecht depuis le 17 janvier 1795. Les Anglais évacuaient devant nos troupes; c'était une poursuite à vue. L'armée de Sambre-et-Meuse se combinait avec l'armée du Nord; et, quand celle-ci se mettait en marche sur l'Yssel, elle prenait sa place dans le pays de Clèves. Le 18 janvier, la ville d'Amersfoort, où avait été pendant la révolution de 1787 le siége de la domination stathoudérienne sur la province d'Utrecht, tomba au pouvoir de la division Macdonald, et avec elle tout le pays qu'elle commande jusqu'au Leck, au nord d'Amsterdam. Ce corps était l'avant-garde du centre, qui était sous les ordres de Moreau. Ce général remplaça sur le Rhin les divisions qui s'étaient portées en avant. Le 18, jour où ces mouvements avaient eu lieu, Pichegru était entré à Amsterdam, Gertruidenberg capitulait, et, quatre jours après, la gauche de l'armée, marchant sur les glaces d'un bras de mer, s'était emparée de Dordrecht, et successivement de Rotterdam, de la Haye, etc. La Convention retentit des triomphes miraculeux des armées républicaines.

Deux grands citoyens, Paulus et Schimmelpenninck, firent honneur à leur pays, et ne seront jamais oubliés de la France. Le premier, en sa qualité de président des états généraux, convoqua une assemblée à la Haye; elle se constitua sous le nom de *Représentation provisoire du peuple de Hollande*. Elle prit pour type le gouvernement et les usages de la France libératrice. La souveraineté du peuple, *les droits de l'homme et du citoyen*, furent proclamés par acclamation. On établit des comités de salut

public; on prononça l'abolition du stathoudérat; on annula le serment à la constitution de 1787. Le général français avait des instructions; il fit une proclamation qui défendait de désarmer les troupes hollandaises : rien ne prouvait mieux la force et les intentions de son gouvernement. Cette conduite fut très-habile; car ce qui coûte le plus aux vaincus, c'est le désarmement. La France n'avait pas voulu vaincre les Hollandais; elle disait seulement les avoir conquis à la liberté et à leur indépendance. Enfin les nouveaux états décrétèrent que leurs troupes prêteraient le serment de ne pas porter les armes contre les Français, et, le 24 janvier, ils envoyèrent ordre à toutes les places d'ouvrir leurs portes.

Ce fut à cette époque qu'eut lieu un fait d'armes tout nouveau dans l'histoire des nations. La flotte hollandaise, retenue dans le Zuiderzee par les glaces, fut prise par notre artillerie et notre cavalerie légère. C'est une singularité plutôt qu'un prodige, surtout après les marches que l'armée n'avait cessé d'opérer au travers des fleuves et des canaux dont la Hollande est couverte; de sorte que ces moyens de résistance, les plus insurmontables, étaient devenus des moyens d'attaque naturels qui permettaient d'aborder les places par les côtés où les points de défense étaient confiés aux écluses. La prise de la flotte hollandaise par la cavalerie française présenta une sorte de merveilleux inconnu dans les annales militaires, et fit plus d'impression sur l'Europe que ne l'aurait fait le gain d'une bataille rangée.

Middelburg et Flessingue, la Zélande enfin, quoique défendus par mer, se rendirent aux troupes françaises, qui s'y établirent comme dans une forte position militaire. La terreur s'empara tout à fait des Anglais, et leur retraite précipitée devant les moindres mouvements de nos troupes décida l'armée à marcher sur l'Yssel, dont l'attaque paraissait avoir été remise au printemps. Du 3 au 11 février, toute la province d'Over-Yssel fut occupée, et les Anglais se retirèrent dans les deux provinces les plus éloignées, celles de Frise et de Groningen. Les divisions de Moreau et de Macdonald les y suivirent. Groningen se rendit, mais il y eut à combattre dans ses environs, où les alliés s'étaient fortifiés. Quelques affaires très-vives honorèrent encore leur retraite définitive. Enfin ils évacuèrent le

pays. Les Anglais, repoussés par les habitants et poursuivis par les Français, coururent s'embarquer à Bremen. La conquête de la Hollande compléta le grand système des frontières de la France. Le Rhin tout entier lui appartint; il n'y avait plus d'électorats ni d'évêchés souverains sur ses bords. L'Autriche et les princes allemands avaient perdu tous leurs états sur ce fleuve. Le fort du Rhin devant Manheim était au pouvoir des Français. Cette ville et Mayence étaient rigoureusement investies; elles allaient sous peu tomber sous les coups des assiégeants. La prise de la Savoie, du comté de Nice, l'occupation d'une partie de la Biscaye et de la Catalogne avaient mis les Alpes et les Pyrénées dans l'enceinte des limites républicaines. La gloire militaire de la République française était attestée suffisamment par ces beaux résultats des campagnes de 1794 et de 1795. La prise de cent cinquante villes, cent combats, vingt-neuf grandes batailles portèrent le nom français au-dessus de celui des autres peuples et au-dessus même de l'honneur de ses plus grands souvenirs. Telle était la gloire française, et la guerre d'Italie n'avait pas eu lieu.

Un traité de paix assura les relations de la France et de la Hollande: il fut l'ouvrage de Sieyès, qui établit une heureuse harmonie entre les intérêts des deux peuples. La Convention fut conséquente, dans sa négociation, avec les principes qui l'avaient animée pendant la guerre : le premier article du traité reconnaissait la souveraineté et l'indépendance des Provinces-Unies. Mais le gouvernement français avait besoin de prendre ses sûretés; son armée garda possession des villes fortes et des places dont l'Angleterre pourrait s'emparer par surprise.

Dans une séance solennelle de la Convention, Sieyès ayant présenté les négociateurs hollandais, le traité fut ratifié. Dans cette séance, l'influence conventionnelle avait insensiblement exalté le caractère réfléchi des Hollandais, et ils s'étaient à leur tour laissé échauffer par des clubs et des sociétés populaires, dont l'autorité s'était élevée, comme en France, au-dessus de celle des magistrats. Ces violences étaient de faibles représailles contre les partisans de la Maison d'Orange, qui avait, en 1787, fait saccager bien des villes et noyer une foule de patriotes par ses affidés. Ces troubles s'apaisèrent bientôt; la modération nationale reprit le

dessus; la justice cicatrisa toutes les plaies. Le 28 janvier 1796, une grande solennité célébra à la Haye l'heureux anniversaire de la révolution batave. Le 1ᵉʳ mars eut lieu l'ouverture de l'assemblée nationale, dont le célèbre Peter Paulus fut nommé président; mais ce grand citoyen ne jouit pas longtemps de l'éclatante récompense décernée à son patriotisme : le 17 du même mois, le peuple, qu'il avait si énergiquement défendu contre le stathouder, suivait ses funérailles.

Après la Convention, la république batave eut affaire au Directoire, qui lui envoya une constitution. Toute charte, quelque bonne qu'elle fût, par cela seul qu'elle venait de l'étranger, devait trouver une forte opposition en Hollande, malgré la prépondérance effrayante de la République française. Une circonstance heureuse vint tout à coup au secours des Bataves, auxquels leur résistance à l'influence de la France pouvait devenir fatale. Le gouvernement de la Haye apprit qu'une escadre de six vaisseaux français arrivée à Batavia y avait été reçue et protégeait cette grande colonie contre les entreprises de l'Angleterre. En reconnaissance de ce service signalé, auquel il était difficile de s'attendre, la constitution du Directoire fut acceptée, et les forces de terre et de mer de la république batave furent mises à la disposition de la France.

Dans les conférences qui avaient eu lieu à Lille, il fut digne de remarque que l'Angleterre ne demandait pour le stathouder dépossédé qu'une légère indemnité, et que le roi de Prusse garda un profond silence sur le sort de son beau-frère, à qui sept ans plus tôt il avait donné une armée. Ce fut, de la part de ce prince, pousser à la rigueur le système de sa neutralité. La Maison de Nassau avait disparu sans réclamation; et la liberté hollandaise s'était mise à sa place paisiblement, par la seule volonté de la France. Ainsi cette puissance, reconstituée, libérée, protégée par la grande République, partageait avec elle la haine française contre l'Angleterre; et, avec elle aussi, elle ne cessa d'être jusqu'au dernier moment un objet de vengeance et de jalousie pour la Grande-Bretagne.

Malgré la défection des cours de Prusse et d'Espagne, qui avaient traité avec le Comité de salut public, la coalition était encore renfermée

dans une triple alliance bien redoutable, celle de l'Autriche, de la Russie et de l'Angleterre. En Italie, en Suisse, on voyait des armées austro-russes; une d'Anglo-Russes parut inopinément sur les côtes de la Hollande, que l'Angleterre voulait à tout prix enlever à son indépendance et à la République française. 40,000 hommes des deux nations débarquèrent, sous les ordres d'un fils d'Angleterre, le duc d'York. Une flotte considérable soutenait cette grande entreprise, qui, si elle eût réussi, et dans la situation où le Directoire avait laissé se précipiter les affaires d'Italie et d'Allemagne, anéantissait tous les triomphes de la France sur le Rhin : c'était remettre la République en question. Les Autrichiens étaient aussi en force. Le sol français pouvait être assiégé par ses vieilles frontières. Le général Abercromby commandait l'avant-garde de l'armée anglo-russe. Daendels lui opposa ce qu'il put ramasser de troupes bataves, et ne put l'empêcher de débarquer. Le passage du Helder avait été forcé; et une horrible trahison de la marine hollandaise, à l'apparition de l'ennemi dans le Zuiderzee, avait livré et réuni la flotte batave au pavillon britannique. Brune réunit 25,000 hommes et accourut au Nord-Hollande pour repousser l'invasion du duc d'York. Plusieurs combats sans résultats signalèrent la valeur de ses troupes. Les Anglo-Russes firent des progrès; ils s'établirent solidement. C'en était fait de la république batave si les 40,000 hommes avaient débarqué le même jour. Les Anglais comptaient sur un parti stathoudérien pour les aider à chasser les Français et remettre la Hollande sous le joug de la Maison d'Orange. Ce temps n'était pas encore arrivé. La lâcheté de la flotte, qui venait de se joindre à eux sans combat, leur était une forte raison d'espérer le succès. Cependant la ville d'Amsterdam était encore appelée à jouer un grand rôle dans les destinées de la patrie hollandaise. A la nouvelle de la prise du Texel par la flotte anglaise, que rien n'empêchait plus d'arriver sous ses murailles, elle arma toutes ses batteries, elle ouvrit ses coffres, fit des levées nationales, établit des défenses à l'aide des canaux; quarante chaloupes canonnières s'armèrent par enchantement; les renforts de France accoururent : cette belle capitale fut sauvée. Malgré l'exemple donné par la marine nationale, et les immenses avan-

tages que le commerce pouvait se flatter de retirer d'un rapprochement avec l'Angleterre, l'amour du pays et la haine du stathouder prévalurent : c'était cependant une nation de marchands, mais elle eut avant tout la vertu d'une nation libre et digne de l'être. Elle se leva contre les étrangers. Le général Brune profita de l'élan national pour organiser des forces imposantes. Non-seulement il arrêta les progrès de l'ennemi, mais il le battit dans deux batailles rangées, à Castricum et à Alkmaar. Les troupes bataves se distinguèrent; elles se montrèrent dignes de combattre dans les rangs français, et leurs généraux méritèrent des éloges. Brune fut, à juste titre, proclamé le sauveur de la république batave : les Romains lui eussent décerné les honneurs du triomphe.

En sauvant la Hollande, il sauva la France de l'invasion. La journée d'Alkmaar avait été décisive pour l'expédition anglo-russe. Le duc d'York, refoulé dans les Dunes, coupé de sa flottille, encombré de blessés, manquant de tout et réduit à la moitié de ses forces, se résolut à entrer en négociation. Le général français ne se dissimulait pas les pertes importantes qu'il avait essuyées, et combien la victoire lui avait coûté de braves: il accepta avec empressement les propositions de son ennemi. Les conférences s'établirent; les négociateurs furent bientôt d'accord et la capitulation signée. Par le traité, le duc d'York dut évacuer toutes les positions qu'il occupait sur le Zuiderzee, se rembarquer, et renvoyer d'Angleterre 800 prisonniers français en échange de pareil nombre d'Anglo-Russes qui lui furent remis. On a reproché au général Brune de n'avoir pas exigé la restitution de la flotte du Texel.

L'issue de cette formidable expédition releva le courage patriotique des Bataves, qui avaient si généreusement couru aux armes pour repousser l'invasion étrangère. Dès ce moment les destinées politiques et militaires des deux républiques furent inséparables; l'Angleterre dut être convaincue alors que son influence était totalement ruinée en Hollande, et qu'elle devait renoncer à toute entreprise contre les provinces des embouchures du Rhin et de l'Escaut. Cependant, quelques années après, quand Napoléon était à Vienne, elle arma une expédition bien autrement formidable contre Anvers; et, quoiqu'elle n'eût à combattre alors que

les gardes nationales de la Flandre, de la Belgique et de la Hollande, elle éprouva une perte encore plus considérable. L'histoire remarquera qu'aucune expédition maritime de l'Angleterre, quelque puissante qu'elle eût été formée, et quelque protection qui l'attendît, ne réussit contre le sol de la France, soit républicaine, soit impériale. La côte française lui était fatale. Sa politique triompha à Quiberon, d'odieuse mémoire : ce fut son seul trophée maritime sur notre territoire. Le Comité de salut public triomphait aussi, quand il apprenait les mitraillades, les noyades de ses proconsuls !

ADMINISTRATION INTÉRIEURE

DU DIRECTOIRE[1].

I. Système général. — II. Violation de la Constitution à l'égard des élections.

Le Directoire était maîtrisé par sa propre faiblesse; il avait besoin, pour exister, de l'état de guerre, comme un autre gouvernement a besoin de l'état de paix. Ses exigences l'avaient fait rompre, à Lille, avec l'Angleterre; elles ne sortaient pas de la négociation. Comme ses conditions demandées à Rome, à Leoben et obtenues à Campo-Formio, elles imposaient la loi gratuitement à un ennemi libre que l'on ne pouvait attaquer. A Rastadt, ce fut la même chose; et l'intention ne fut douteuse pour personne, quand on y vit arriver les deux négociateurs qui avaient rompu à Lille. Les révolutions de Rome et de l'Helvétie, par la force des armes, au milieu de la négociation presque européenne de Rastadt, proclamèrent hautement le penchant du Directoire pour la guerre.

Il craignait le retour des armées; il profitait et il était jaloux de la gloire des généraux; il cherchait à les désunir entre eux; il ne les laissait point vieillir dans les commandements; il les destituait sous le moindre prétexte, et surtout après de grands succès. Ainsi il avait rappelé Championnet après la conquête de Naples; Joubert, excellent général, avait trouvé sa destitution à Turin, où il venait de rendre aux républicains le service de détrôner un roi; et c'est à cette circonstance, plus peut-être qu'à ses talents, que ce général dut qu'un parti, pendant l'expédition

[1] Ce fragment est reproduit d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon Ier*, édition de 1830; nous n'en avons pas le manuscrit original.

d'Égypte, jeta les yeux sur lui pour qu'il parvint à se faire un grand nom en Italie et qu'il pût, à son retour, dicter la loi au Luxembourg.

L'expédition d'Égypte fut bien plus le résultat de la crainte que le Directoire avait de Napoléon que celui d'une politique grande, glorieuse et digne de la nation. Tout ce qui venait d'honorer la République était dû au général de l'armée d'Italie. Le Directoire n'avait point d'amis; et Napoléon eut tout de suite des courtisans; il avait aussi des enthousiastes. Les citoyens et les soldats le regardaient déjà, les uns comme un libérateur futur, les autres comme leur chef naturel. Les jacobins s'y trompèrent, ils le prirent pour un Mahomet de la liberté. Enfin tout le monde avait les yeux sur lui, en France et en Europe. Aussi le Directoire ne le perdit pas de vue, et, à force de le regarder, il le faisait regarder à tous. Napoléon s'amusait de ces inquiétudes, en portant son habit de savant et vivant avec ses collègues de l'Institut.

Par le même système de jalousie que ce gouvernement entretenait entre les généraux et qu'il portait à chacun d'eux, il avait profité de la lettre où Moreau avait dénoncé son ami Pichegru, pour le déconsidérer dans l'armée, afin qu'il n'y eût dans la République aucune supériorité rivale de la sienne. Il n'avait pris des Grecs que l'ostracisme; au moindre péril il promenait les destitutions sur l'administration intérieure comme sur les armées.

Au 18 fructidor, aux élections de l'an VI, et aux éliminations sur lui-même à ces deux époques, aux élections de l'an VI notamment, le Directoire ne fit preuve que d'une inquiète et aveugle partialité. Il était de bon goût alors et de bonne justice d'être du parti des victimes, car les royalistes ne furent alors frappés qu'en minorité. Quand le Directoire avait eu peur des royalistes, il avait fait ouvrir à Paris un grand club de jacobins; il le fit fermer après le 18 fructidor. Mais, afin d'entretenir en France une sorte d'émotion populaire, il laissait former dans les départements des assemblées du même genre; de sorte que, après avoir alarmé sur les royalistes, il alarmait sur les anarchistes, et pourtant il comblait ceux-ci de biens et d'emplois. Eux seuls profitèrent sous ce gouvernement du Luxembourg, qui était leur ennemi irréconciliable; cette tactique était

misérable. Il en était de même pour les armées : à Paris, on caressait, on fêtait les soldats; à l'armée, ils n'avaient ni solde réglée ni équipement, et ils étaient toujours sur le qui-vive. Le mécontentement général était l'élément du Directoire. Ce machiavélisme eût été bon pour un gouvernement qui eût voulu n'être que révolutionnaire; mais le Directoire avait la prétention d'être légal; et il se croyait légitime à tout jamais, parce qu'il avait traité avec plusieurs couronnes.

Dans son intérêt de république, il faisait bien de multiplier autour de lui les gouvernements républicains et de donner sa constitution à ses voisins. Napoléon lui avait donné un bel exemple par la fondation de la république cisalpine. Il en avait fait un bon état, utile ami de la France, par la réunion des républiques cispadane et transpadane, par les agrégations de la Valteline et des provinces de terre ferme de Venise. Mais le Directoire gâtait tout ce qu'il touchait; et la disgrâce de Joubert vient de ce que ce général, fidèle aux traités et aux intérêts communs, protégea l'indépendance de la Cisalpine, qui devint soudain une ennemie, d'amie, d'alliée, de fille dévouée de la République française. La tyrannie directoriale avait encore un vice plus dangereux que celui de s'immiscer dans la marche intérieure des républiques adoptives de la France : c'était le soin qu'elle prenait de les appauvrir, de les ruiner par le pillage de ses agents. C'était gouverner à la façon des pirates, excepté que le Directoire pour lui-même n'en profitait pas; car ses membres furent tous successivement si haïs, qu'ils furent calomniés, pendant et après leur règne, comme s'étant enrichis par les concussions et les déprédations, ce qui est de toute fausseté. Reubell, qui était le plus détesté peut-être, fut presque flétri comme millionnaire, et il n'était qu'un homme dur et probe; à sa mort il n'a pas laissé 100,000 écus.

Le système général du Directoire fut de dominer, aux dépens de la justice, de la constitution et de la raison, de diviser pour régner, de proscrire, d'enrichir ses créatures et d'inquiéter l'Europe.

II. La journée du 18 fructidor avait renversé les espérances et les complots des royalistes; celle du 19 avait relevé les prétentions et le

crédit des jacobins. Le Directoire, malgré l'appui qu'il aurait trouvé dans la majorité des Conseils, dans les armées et dans la nation, n'avait pas su tenir position entre ces deux partis et légitimer la révolution. Il n'avait donc gagné qu'une victoire d'un jour; et il lui avait été impossible d'en conserver le fruit, ou même d'en connaître toute l'importance, parce que ces auxiliaires en avaient tout de suite profité pour conquérir l'impunité du passé, l'occupation du présent et une prime sur l'avenir. Il était donc condamné à se servir de ses propres ennemis, ennemis de révolution, qui regrettaient hautement le 9 thermidor et lui reprochaient jusqu'au 18 fructidor. Les jacobins avaient gagné à cette journée un faible avantage pour eux, celui d'avoir été débarrassés des royalistes, qu'ils ne craignaient guère; mais ils se targuaient de l'infraction faite à la Constitution par le Directoire, pour accuser le Directoire, resté seul ennemi. Leur haine ne connut plus de frein; ils remettaient librement en question le procès et la mort de Gracchus Babeuf, et en honneur le régime de 1793. Le Directoire s'aperçut dès lors qu'il n'avait travaillé et triomphé que pour ses ennemis, et se prépara aux élections, qui allaient remplacer les députés fructidorisés. La législation improvisée le 19 fructidor lui parut devoir être appliquée contre ceux mêmes qui l'avaient établie et approuvée. Le moment était critique, et pouvait coûter cher à son imprévoyante politique, s'il ne parvenait pas à repousser des élections les jacobins des départements, qu'attendaient ceux de Paris.

Il s'agissait donc de recruter pour les deux Conseils des auxiliaires du pouvoir despotique que le Directoire s'était arrogé. Une pareille opération ne pouvait se faire sans violer la Constitution; ce n'était pas ce qui arrêtait le Directoire, mais il fallait en trouver le moyen : il prit le plus mauvais. Comme il n'avait pas d'influence morale sur les esprits, il eut recours à celle du pouvoir. Il chargea ses commissaires d'opérer des scissions dans les assemblées d'électeurs, ce qui eut lieu; et ces scissions ne représentèrent que des minorités qui élurent des candidats indiqués. Ceux-ci seuls furent admis par le Directoire; il osa annuler tous les choix proclamés par les majorités ou par les assemblées qui s'étaient refusées à la scission. Sa prudence trompa encore son audace dans cette mesure violente et extra-

légale. Il avait eu affaire à des ennemis plus adroits que lui. En effet, les jacobins, que la lutte annoncée regardait exclusivement, profitèrent habilement de cette circonstance pour reconquérir de la popularité et susciter de nouveaux ennemis au Directoire. Ils s'étaient, en conséquence, attachés à faire tomber le vote des assemblées électorales sur des hommes que leur considération personnelle et leurs services recommandaient à l'estime nationale. Ces choix furent repoussés par le Directoire. L'indignation publique fut portée à son comble; et elle ne garda plus de mystère quand on vit les deux Conseils, ainsi renouvelés, se décréter à eux-mêmes la moitié en sus du traitement que la loi leur accordait. Il y eut toutefois de nobles oppositions dans le Conseil des Cinq-Cents; quelques protestations honorèrent cette législature.

Le Directoire avait commencé par accuser les anarchistes d'influencer les élections. Ce reproche lui fut rendu. Sa duplicité fut mise à nu; on vit paraître le décret qui, annulant les élections des assemblées vraiment légales, proclamait le choix de celles où, sans égard à la minorité ou à la majorité, les agents du gouvernement avaient élu les députés.

Les deux Conseils ainsi complétés, après avoir réglé leurs intérêts pécuniaires individuels par l'augmentation de leur traitement, eurent l'idée de s'associer au despotisme du Directoire par une autre violation de la Constitution encore plus criante que celle à laquelle ils devaient leur complément. Ils pensèrent à se constituer pendant sept années, et, par compensation, à accorder dix années au Directoire. Le parti qui avait eu cette idée se rassemblait au pavillon de Flore. Il y eut des communications à cet égard avec le Directoire, qui refusa. Merlin accusa hautement, après sa sortie du Directoire, le corps législatif d'avoir voulu se proroger pendant sept ans. C'était une résolution trop forte pour un gouvernement électif et sans consistance. La souveraineté du peuple régnait encore dans les opinions : c'eût été donner gain de cause aux jacobins, qui ne l'eussent pas invoquée en vain avec une accusation aussi grave. Toutes ces intrigues annonçaient une crise qui, à la première occasion, devait tout changer. Mais il fut heureux alors que le Directoire pût l'emporter, car il était plus facile à renverser, un jour ou l'autre, que le parti

qu'il nommait *le parti des anarchistes*. Celui-ci eût infailliblement été entraîné au rétablissement de la terreur. Il en serait résulté le plus grand des fléaux, une guerre civile. Les chefs de l'armée à qui la République devait la paix de Leoben n'auraient certainement pas souffert le retour de 1793.

PRÉCIS

DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

ARRIVÉS PENDANT L'ANNÉE 1798[1].

I. Deuxième coalition contre la France, entre l'Autriche, l'Angleterre, la Russie et Naples. — II. Guerre de Rome (novembre-décembre 1798). — III. Guerre de Naples (janvier 1799). — IV. Observations.

I. Lorsque Napoléon fut consulté par le gouvernement, en 1798, sur l'événement arrivé à l'ambassadeur français à Rome, il dit que l'existence de la République romaine était incompatible avec celle du roi de Naples; qu'il était impossible que les villes de Rome et de Naples, si voisines, restassent longtemps sous des influences aussi opposées. Le roi de Sardaigne, environné de tous côtés par quatre républiques, tremblait dans sa capitale. Au congrès de Rastadt, la France avait abandonné le système de politique convenu à Campo-Formio, ce qui lui avait aliéné l'Autriche. Catherine était morte; Paul, son successeur, avait une aversion prononcée pour les principes de la révolution française; il affectionnait les chevaliers de Malte, les rois de Sardaigne, de Naples et les oligarques suisses. Les cabinets de Saint-James et de Vienne, tant de fois trompés par l'astucieuse Catherine, se confiaient dans le caractère chevaleresque de son fils. Tout annonçait la guerre.

La nouvelle de la destruction de l'escadre française à Aboukir se répandit en Europe dans le mois de septembre. Ce fut l'étincelle électrique qui alluma cet incendie dont le continent fut bientôt embrasé. Le

[1] Ce *Précis* est reproduit d'après le manuscrit original donné, en 1841, par le général Bertrand à la bibliothèque de la ville de Châteauroux.

roi de Naples reçut Nelson en triomphe; la Porte déclara la guerre à la République. L'Angleterre, l'Autriche, la Russie et Naples formèrent la deuxième coalition. Au mois de novembre 1798 une division autrichienne prit possession du Rheintbal, sous le prétexte de protéger les Ligues Grises. Mack, général autrichien, prit le commandement de l'armée napolitaine, qui fut campée et mise sur le pied de guerre.

Le gouvernement français vit l'orage qui se formait et se prépara à lui résister. Dans le mois de septembre, la législature décréta la loi de la conscription; peu après elle ordonna la levée de 200,000 conscrits. Le Directoire proclama de nouveau l'indépendance des républiques cisalpine et ligurienne, tâchant de se rendre favorable l'esprit des Italiens, qu'il s'était aliénés en renversant les institutions de Napoléon. La Belgique s'était insurgée; elle fut pacifiée et désarmée. Le général Jourdan quitta au mois d'octobre le Conseil des Cinq-Cents, et prit, à Mayence, le commandement de l'armée du Rhin. Le général Joubert se rendit à Milan; le général Championnet, à Rome. Tout retentit en Europe du cliquetis des armes. Cependant on espérait quelques résultats heureux des négociations de l'hiver.

Mais, à la fin de novembre, le roi de Naples se mit à la tête de son armée. Sans déclaration de guerre, sans avoir concerté ses opérations avec les armées alliées, il passa ses frontières, attaqua l'armée française de Rome et fit son entrée triomphante dans cette capitale du monde chrétien. Depuis ses désastres, il a reproché au cabinet de Vienne de l'avoir compromis; celui-ci l'a accusé de précipitation; il fallait dissimuler, attendre l'arrivée des armées russes. Mais de fait l'Autriche, craignant de voir se renouveler la conduite de ce prince en 1796, où il avait été le plus empressé à faire sa paix séparée, fut bien aise au préalable, et avant de se déclarer, de le compromettre et de lui ôter tout espoir de retour. De leur côté, les Anglais, qui craignaient l'indécision de la cour de Vienne, voulant prévenir les négociations de l'hiver, étaient bien aises de couper tous ces fils et de rendre tout accommodement impossible.

Aussitôt que le Directoire apprit l'invasion du roi de Naples, il donna l'ordre au général Joubert de s'assurer du Piémont. Des correspondances

interceptées avaient mis à nu les dispositions de son cabinet. Joubert entra dans Turin le 28 novembre. Le roi abdiqua et se retira avec sa famille et ses trésors dans l'île de Sardaigne. La Maison de Savoie était peu aimée. Les Piémontais désiraient leur réunion à la France; leur armée passa au service de la République et servit bien.

L'occupation de Livourne par une division napolitaine que Nelson y avait débarquée compromit le grand-duc de Toscane; il perdit ses états et se réfugia à Vienne avec tout ce qui lui appartenait.

II. Le roi de Naples avait un état militaire de 100,000 hommes, dont 10,000 de cavalerie; 70,000 hommes étaient prêts à entrer en campagne. Il en détacha 3,000 à Porto-Longone, dans les Présides et au mont Argentaro, en fit embarquer 7,000 à bord de l'escadre de Nelson, qui les débarqua à Livourne. Il entra sur le territoire de la république romaine avec 60,000 hommes, dont un dixième de cavalerie.

Trois chaussées conduisent de Rome dans la haute Italie. La première longe la mer, passe à Civitâ-Vecchia (quinze lieues), à Orbitello (quinze) et à Livourne (trente-quatre); total, soixante-quatre lieues. La deuxième passe à Ronciglione (onze lieues), à Viterbe (quatre), à Sienne (trente), à Florence (douze); total, cinquante-sept lieues. La troisième passe le Tibre sur le pont de Borghetto, à deux lieues de Cività-Castellana (quatorze lieues), arrive à Terni (sept), se divise en deux branches : l'une, celle de gauche, va sur Arezzo (vingt-cinq), Florence (quinze); total, soixante et une lieues; celle de droite traverse l'Apenuin, le duché d'Urbino et aboutit à Fano, sur l'Adriatique (trente-quatre); total, cinquante-cinq lieues. La chaussée qui de Terni prend à droite traverse l'Apennin à Foligno (dix lieues), passe à Tolentino (douze), à Loreto (neuf) et aboutit à Ancône (onze); total, soixante-trois lieues.

La gauche de la ligne des frontières du royaume de Naples passe à Terracine, sur la Méditerranée, à vingt lieues de Rome. Le centre de cette ligne, entre Cività-Ducale et Rieti, est à cinq lieues de Terni. Dans un jour on peut de Rieti se porter à Terni; on est alors sur la chaussée de Florence et à quatre journées sur les derrières de Rome. La droite de

la frontière passe à Ascoli, sur le Tronto, à deux marches de Macerata, ville située sur la chaussée d'Ancône et à dix journées sur les derrières de Rome.

L'armée française, commandée par le général Championnet, était de 25 à 26,000 hommes effectifs, dont 8,000 Polonais, Cisalpins et Romains. Elle était formée en trois divisions. La droite, forte de 12,000 hommes, sous le général Macdonald, occupait Terraciue, Rome et Tivoli; le centre, fort de 6,000 hommes, sous les ordres du général Lemoine, occupait Terni; la gauche, forte de 8,000 hommes, sous les ordres du général Casabianca, était entre le Tronto, Foligno et Ancône, et s'appuyait à l'Adriatique.

Le roi de Naples ne daigna faire aucune déclaration de guerre. Pendant que son ambassadeur était à Paris, que l'ambassadeur français était à Naples, il commença les hostilités. A son entrée dans Rome, il publia un manifeste daté du 14 novembre, par lequel il déclarait qu'il faisait la guerre à la République française parce qu'elle avait pris Malte, dont il était le suzerain, et menaçait l'existence de son trône, en créant la république romaine. Le général Mack somma le général Championnet d'évacuer les états du pape et toutes ses places fortes, parce que le roi de Naples voulait les occuper, et ne reconnaissait pas la république romaine. Championnet reçut cette sommation le 24 novembre; il fit tirer le canon d'alarme du château Saint-Ange, approvisionna ce fort, y jeta une bonne garnison, créa un corps de volontaires romains, doubla la garde urbaine et lui confia la ville.

Cependant l'armée napolitaine était entrée en campagne, opérant à la fois par trois directions : le long de l'Adriatique, au centre, et le long de la Méditerranée. Le lieutenant général Micheroux, avec 15,000 Napolitains et vingt-quatre pièces de canon, se porta sur Ascoli, passa le Tronto, arriva à Fermo. Le général Casabianca se replia sur Macerata; mais, rejoint par les brigades des généraux Rusca et Monnier, il marcha en avant avec 7,000 hommes, rencontra à Fermo les Napolitains, les battit le 30 novembre, leur fit 600 prisonniers et prit toute leur artillerie. Le général Filippi, avec 9,000 hommes et huit pièces de canon,

marcha d'Aquila et de Cività-Ducale sur Terni, où il attaqua la division Lemoine, qui n'avait que 3,000 Français de réunis. Le courage suppléa au nombre; les Napolitains furent repoussés, abandonnèrent 400 prisonniers, six pièces de canon, des drapeaux, et se retirèrent en désordre sur Cività-Ducale. Le roi, avec 36,000 hommes, se porta sur Rome; il y arriva le 27 novembre, cerna le château Saint-Ange le 28, et fit le 29 son entrée publique.

Championnet avait jugé avec raison que, l'ennemi étant dans les environs de Terni, la position de Rome n'était pas tenable; il l'évacua, laissant 8 à 900 hommes dans le château Saint-Ange, et porta son quartier général à Terni, se couvrant, sur sa droite, par la division Macdonald, campée à Cività-Castellana, et sur sa gauche, par la division Lemoine, campée à Rieti.

Après quatre ou cinq jours passés à Rome, Mack se porta en avant par les deux rives du Tibre, ses principales forces par la rive droite, parce que son projet était de couper l'armée française, de la priver de toutes ses communications, de la cerner et de la faire prisonnière. Le corps de droite devait intercepter la chaussée d'Ancône à Macerata; celui du centre, se placer à Terni, intercepter les routes d'Arezzo et de Fano; et lui, marchant entre le Tibre et la mer, couper les deux chaussées de Cività-Vecchia et de Florence par Sienne. Les 7,000 Napolitains débarqués à Livourne devaient marcher à sa rencontre. En exécution de ce plan, le 2 décembre, il porta son quartier général à Baccano, où il campa avec son corps de réserve de 15,000 hommes. Il ordonna au chevalier de Saxe, qui commandait une division de 9,000 hommes, de chasser les avant-gardes françaises de la rive droite du Tibre et d'intercepter la route de Sienne; au général Metsch de marcher, avec 7,000 hommes, par la rive gauche, sur le Monte-Rotondo, suivant la route de Rome à Terni, et de couper les communications de Cività-Castellana à Terni. Macdonald était placé, avec une réserve de 3,000 hommes, à Cività-Castellana; il mit trois avant-gardes sur les trois routes qui débouchent sur Rome, savoir: le général Kniazewicz, avec 2,000 hommes, sur la chaussée de Sienne, près de Ronciglione, à la position de Fallari; le général

Kellermann, avec 1,800 hommes, sur la chaussée du centre, à la petite ville de Nepi; le colonel Lahure, avec 900 hommes, sur la chaussée qui longe le Tibre. Le chevalier de Saxe attaqua à la fois ces trois avant-gardes; il fut repoussé partout, et se retira sur sa réserve après avoir perdu le tiers de son monde. Pendant ce temps-là le général Metsch, par la rive gauche, se porta sur Cantalupo, Calvi et Otricoli, où passe la route de Cività-Castellana à Terni, qu'il coupa; ce qui occasionna de l'inquiétude au quartier général de Terni. Mack, ayant rallié la division du chevalier de Saxe, avait deux partis à prendre : ou renouveler avec sa réserve l'attaque de Cività-Castellana, ou passer le Tibre pour appuyer la division Metsch; il prit ce dernier parti. Il fit jeter un pont sur le Tibre et campa à Cantalupo. Macdonald et le général Kniazewicz marchèrent pour rétablir leurs communications avec le quartier général; ils passèrent sur la rive gauche du Tibre au pont de Borghetto, reprirent Otricoli le 9 décembre, jetèrent la division napolitaine sur Calvi, l'y cernèrent et la forcèrent de mettre bas les armes. Elle fut faite tout entière prisonnière de guerre, quoique forte encore de 4,500 hommes; elle avait huit pièces de canon et quinze drapeaux. De son côté, le général Lemoine s'était porté de Terni sur Rieti, Cività-Ducale, Aquila, et de là sur Monte-Rotondo, avec une colonne qui jeta l'alarme dans Rome.

Des 32,000 hommes avec lesquels Mack était sorti de cette capitale, il n'avait plus que 20,000 hommes sous les armes, savoir : 14,000 dans son camp de Cantalupo, et 6,000 sous les ordres du chevalier de Saxe, en position sur la rive droite du Tibre. Les corps qui avaient opéré par le centre et le long de l'Adriatique avaient également fait de grandes pertes. L'armée était entièrement découragée. La division Lemoine débordait son flanc droit, et tous les jours il arrivait des renforts aux Français. Les armées sur l'Adige ne faisaient aucun mouvement. Le général Mack se résolut à la retraite, et le 11 décembre il leva son camp. Macdonald se mit à sa poursuite.

On apprit à Rome, le 11 décembre, la défaite des Napolitains. Le 12, le roi se retira à Alba; le 13, la garnison napolitaine évacua cette capitale; le 14, la garnison française du fort Saint-Ange sortit et prit le ser-

vice de la ville; le 15, l'avant-garde de Championnet y fit son entrée. Elle se rencontra avec les colonnes du chevalier de Saxe, qui, faisant leur retraite, voulaient passer sur le pont de Rome. Elles furent attaquées, battues, rejetées dans la plaine de Storta; elles s'éparpillèrent, perdirent leurs canons et 1,200 prisonniers. Le comte Roger de Damas, général au service de Naples, rallia les fuyards et se porta sur Viterbe, qui était insurgé. Kellermann se mit à sa suite, l'atteignit à Montalto et le battit. Les débris de cette division se rallièrent à Orbitello, et se retirèrent par mer à Naples. Kellermann bloqua Viterbe, qui ne se rendit que quelques jours après. Aux combats de Terni, de Fermo, de Cività-Castellana, d'Otricoli, de Calvi, de Cantalupo, de Storta, les Napolitains perdirent 25,000 hommes, dont 10,000 prisonniers, 15,000 morts, blessés ou déserteurs, quatre-vingts pièces de canon et un grand nombre de drapeaux. Mack ne put rallier son armée que derrière le Volturne; il parvint à réunir dans les derniers jours de décembre 20,000 hommes, de 45,000 qui composaient son centre et sa gauche. Rejoint par quelques renforts de Naples, il prit position, appuyant sa gauche à la place forte de Capoue, et sa droite à Caserte. L'armée française, quoique surprise et moitié moins nombreuse, perdit peu de monde. Quelques employés de l'administration ou du gouvernement romain, qui avaient voulu fuir sur Florence, furent arrêtés à Viterbe par les insurgés et fort maltraités.

III. Les états romains ainsi délivrés de la présence de l'armée napolitaine, Championnet poursuivit sa victoire et marcha sur Naples. Quatre chaussées conduisent des états romains dans le royaume de Naples. La première, celle de droite, traverse les marais Pontins, arrive à Terracine, frontière du royaume de Naples (vingt-deux lieues), à Gaëte (huit), passe le Garigliano près Trajeto (douze), le Volturne sur les ponts de Capoue (neuf), arrive à Naples (sept); total, cinquante-huit lieues. La deuxième chaussée part aussi de Rome, traverse Frascati, arrive à Isola, sur le Garigliano, frontière du royaume de Naples (vingt-deux lieues); là par San-Germano et Calvi arrive à Capoue (vingt-deux), de Capoue à Naples

(sept); total, cinquante et une lieues. La troisième chaussée part de Terni, arrive à Cività-Ducale (huit lieues), à Aquila (onze), à Popoli (douze), à Solmona (quatre), passe la grande chaîne de l'Apennin, traverse Venafro (dix-huit), arrive à Capoue et à Naples (seize): total, soixante-neuf lieues. La quatrième chaussée longe l'Adriatique jusqu'à Pescara (quatorze lieues), remonte la rive droite du Pescara jusqu'à Popoli (dix), où elle rejoint la troisième chaussée; total, soixante-deux lieues.

L'armée française, formée en quatre divisions, déboucha par les quatre chaussées : le général Rey, par celle de Terracine et Fondi; le général en chef, avec la division Macdonald, par celle d'Isola, où il passa le Garigliano, au pont de Ceprano[1]. A son approche les retranchements que Mack avait construits pour la défense de cette rivière furent abandonnés avec quatre-vingts pièces de canon en batterie. Ne trouvant nulle part de résistance, il arriva à San-Germano le 1er janvier 1799. Le général Lemoine suivit la troisième chaussée et se porta successivement à Aquila, à Popoli, à Solmona. Le général Duhesme, commandant la quatrième division, marcha sur Pescara, s'empara de cette place forte, y fit 3,000 prisonniers, et de là se dirigea sur Popoli pour suivre la division Lemoine.

Mack, de son camp de Caserte, où il couvrait la capitale, envoya le 31 décembre son aide de camp Pignatelli solliciter un armistice, qui lui fut refusé.

Le 3 janvier 1799, Championnet porta son quartier général à Calvi. Le général de brigade Mathieu s'engagea imprudemment sur Capoue, et fut repoussé avec perte; il y fut dangereusement blessé. Championnet, ayant reconnu la bonne position qu'occupait le général ennemi, et n'ayant aucune nouvelle des divisions Rey, Lemoine et Duhesme, fit un mouvement en arrière de quelques lieues pour rectifier sa position et attendre leur jonction. A peine le mouvement achevé, il apprit que le général Rey, qui avait été renforcé de la brigade ramenée par Kellermann du siége de Viterbe, s'était emparé de la place forte de Gaëte, y avait fait 4,000 prisonniers et trouvé des magasins considérables, avait passé le Garigliano

[1] Ceprano est sur le Liri, qui, se réunissant un peu plus bas avec le Sacco, forme le Garigliano.

et venait sur sa droite, bordant le bas Volturne; que le général Lemoine arrivait aussi sur cette rivière, en avant de Venafro; que Duhesme était parti de Pescara; qu'ainsi toute l'armée était réunie ou sur le point de l'être. Ces divisions avaient eu partout des succès.

Cependant le tocsin appelait dans toutes les campagnes les paysans aux armes. Les populations des bords du Garigliano et de la chaîne des Apennins s'étaient levées; elles s'emparèrent du pont du Garigliano, brûlèrent le parc de la division Rey, massacrèrent un grand nombre de traînards français, et établirent à Sessa leur quartier général. Deux bataillons envoyés pour les soumettre furent repoussés et maltraités. Le quartier général de l'armée même, assailli par une nuée de ces paysans, faillit être enlevé et ne fut sauvé que par l'intrépidité de deux bataillons de la 97ᵉ; toutes les communications étaient interceptées entre les divers quartiers de l'armée. L'insurrection se propageait et recevait tous les jours de nouveaux encouragements par de petits succès, peu importants en eux-mêmes, mais qui excitaient les passions et la fureur populaires. Cependant Mack proposa de nouveau une suspension d'armes: elle fut acceptée et signée le 10 janvier 1799. Capoue fut remis aux Français, qui occupèrent tout le royaume, hormis Naples et sa banlieue. Le roi s'engagea à payer sans délai 10 millions pour la solde de l'armée, et à exclure de ses ports les Anglais et les Russes. Cette nouvelle et le mouvement de quelques bataillons suffirent pour dissiper les insurgés, qui rentrèrent dans leurs communes.

Le roi avait quitté Naples le 23 décembre, et s'était retiré en Sicile, laissant le gouvernement du royaume entre les mains du prince Pignatelli. La population de cette grande ville était en fermentation, toutes les passions l'agitaient; le 12 janvier, on apprit la suspension d'armes et la reddition de Capoue; le 14, plusieurs officiers français s'étant montrés dans les promenades de Naples, le peuple courut aux armes et l'insurrection éclata. Sur ces entrefaites, le convoi ramenant la division napolitaine qui avait été occuper Livourne mouilla dans le port. Ces soldats furent traités de lâches et désarmés. Les salles d'armes furent pillées. 30 à 35,000 lazzaroni s'armèrent pour la défense de la capitale. Le 16 ils

nommèrent le prince Moliterno leur capitaine général, et s'emparèrent du fort Saint-Elme. Tous les mouvements se faisaient aux cris de : « Vive saint Janvier! Vive Jésus-Christ! Vive le roi Ferdinand! » Des Français et des Napolitains patriotes furent massacrés dans les rues; plusieurs de leurs maisons furent pillées. La noblesse et la riche bourgeoisie, ouvertement menacées comme partisans des Français, grossirent le nombre des patriotes, qui depuis longtemps correspondaient secrètement avec Championnet. Le 21 et le 22 l'armée s'approcha de la ville. Le 23 les patriotes, à la tête desquels se déclara le prince Moliterno, déjà soupçonné par les lazzaroni, s'emparèrent du fort Saint-Elme. Les Français entrèrent dans Naples. Le parti nombreux de la république se montra à découvert, fit des efforts; l'esprit des lazzaroni fut changé. Le 24 janvier le gouvernement provisoire fut confié à une commission de vingt et un patriotes choisis par le général en chef. Peu après la république parthénopéenne fut proclamée et la révolution de Naples consommée.

Le Directoire n'avait pas approuvé la convention du 10 janvier; ce qui, joint à des considérations administratives, le décida à rappeler Championnet et à confier le commandement de l'armée de Naples au général Macdonald. Mack, devenu l'objet de la haine des Napolitains, fut fait prisonnier et se rendit à Paris.

IV. *Première observation.* — 1° L'armée dans toute l'Italie, en 1798, était sur le pied de paix; les places n'étaient pas approvisionnées, l'artillerie n'était pas attelée, les officiers d'état-major n'étaient pas à leur poste; beaucoup d'officiers étaient en semestre. Le général en chef n'arriva que huit jours avant le commencement des hostilités. Quoique annoncée depuis longtemps, l'invasion du roi de Naples n'en fut pas moins imprévue.

2° Championnet évacua Rome trop tard; il eût dû le faire quarante-huit heures plus tôt. La position qu'il prit à Civitâ-Castellana, en avant du pont de Borghetto, était bonne; il y était toujours à même de repasser sur la rive gauche du Tibre en peu d'heures, et de se concentrer sur Terni. Mais il devait le faire seulement lorsque cela serait devenu néces-

saire, car il ne fallait pas gratuitement abandonner les deux chaussées de Cività-Vecchia et de Sienne; il ne pouvait pas compter sur la chaussée d'Ancône et de Fano, il eût donc été réduit à la seule chaussée d'Arezzo. Le combat de Terni, soutenu par le général Lemoine, est l'événement le plus marquant de cette campagne.

Deuxième observation. — Il eût été préférable sans doute de ne pas entrer dans le royaume de Naples et de profiter de la consternation de l'ennemi pour lui faire signer la paix et le détacher momentanément de la coalition. Mais, voulant se porter sur Naples, on devait le faire rapidement. 30,000 hommes n'étaient que tout juste ce qui était nécessaire. Il ne fallait donc pas marcher sur quatre directions éloignées l'une de l'autre, séparées par des montagnes, des rivières et des populations mal disposées. Un corps de 30,000 hommes doit toujours rester réuni : c'est la force d'une armée consulaire; les Romains la campaient toutes les nuits dans un carré de 330 toises de côté. Au lieu de quatre lignes d'opération, il n'en fallait qu'une, celle de Rome à Isola et Capoue. La division Duhesme eût dû repasser la haute chaîne des Apennins dans l'intérieur des états romains, et déboucher sur leur revers du côté ouest. Les divisions Lemoine et Rey devaient être près de l'avant-garde, de manière à ne pouvoir jamais en être séparées. Marchant ainsi, Championnet eût été le 6 ou le 7 janvier dans Naples; maître de cette capitale, il se fût facilement emparé de Gaëte, de Pescara, etc. et eût envoyé des colonnes mobiles pour désarmer la population. Une seule ligne d'opération n'eût exigé que peu de monde pour garder les points importants; il fût arrivé devant Naples avec 26,000 hommes. Ayant marché au contraire par quatre lignes, la moitié de son armée a été employée comme garnison dans les places fortes de Gaëte, de Pescara, les châteaux d'Aquila et autres situés sur sa route, et pour la garde des hôpitaux; il lui a fallu d'ailleurs perdre du temps pour attendre ses divisions. Celle de Duhesme, qui avait plus de chemin à faire, devant un ennemi qui lui disputait le terrain, qui se couvrait de torrents, de rivières et de défilés, ne pouvait pas arriver aussi vite que le quartier général, qui n'avait que cinquante lieues à parcou-

rir: c'est ce qui a été la cause du petit échec devant Capoue, qui encouragea les insurrections et donna lieu à beaucoup d'échauffourées; c'est aussi ce qui le porta à considérer l'armistice du 10 janvier comme un événement heureux. Le Directoire, qui, de Paris, n'entrait pas dans le détail de ces fautes militaires, s'indigna de voir 30,000 hommes s'arrêter devant une capitale ouverte, défendue par des débris d'armée : il avait raison. Il eût été plus utile que l'armée ne dépassât pas Rome, mais il n'était pas convenable de la laisser aux portes de Naples, exposée à succomber sous toute espèce d'embûches.

Troisième observation. — La conduite du général Mack aurait été bonne avec des troupes autrichiennes; car que pouvait-il faire de plus que de mettre ses soldats aux mains avec des soldats français lorsqu'ils étaient au nombre de deux ou trois contre un? Mais les Napolitains n'étaient pas des troupes exercées; il n'eût jamais dû les employer à des attaques, mais faire une guerre de position qui obligeât les Français à attaquer. Les militaires sont fort partagés sur la question s'il y a plus d'avantage à faire ou à recevoir une attaque. Cette question n'est pas douteuse, lorsque d'un côté sont des troupes aguerries, manœuvrières, ayant peu d'artillerie, et que de l'autre est une armée beaucoup plus nombreuse, ayant à sa suite beaucoup d'artillerie, mais dont les officiers et les soldats sont peu aguerris.

Si le jour même du commencement des hostilités Mack se fût trouvé à Cività-Ducale avec 40,000 hommes; que le soir il fût arrivé à Terni; que le lendemain il eût fait une marche sur Rome, occupant le pont de Borghetto et une bonne position, comment les Français auraient-ils pu, avec 9,000 hommes et douze pièces de canon, y forcer une armée cinq fois plus nombreuse, ayant soixante bouches à feu et déjà couverte de retranchements? Cependant ils y auraient été contraints pour s'ouvrir une retraite.

Quatrième observation. — La retraite du général Mack par la rive gauche du Tibre a été trop prompte; il pouvait sans inconvénient la retarder

d'un jour. Il a, par cette précipitation, sacrifié la division qu'il avait laissée sur la rive droite. Dans le royaume de Naples, il eût défendu le Garigliano; il eût dû[1]..... Mais Mack n'a jamais eu de soldats; l'armée napolitaine, même en marche sur Rome, ne pouvait être considérée que comme une armée de miliciens ayant bonne volonté. Après ses désastres, elle n'était plus qu'une multitude mécontente et insurgée qui ne donne plus matière à des observations militaires.

[1] Ici est un espace en blanc dans le manuscrit.

PRÉCIS

DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

ARRIVÉS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE 1799[1].

I. Situation des armées belligérantes. — II. Opérations de l'armée d'Helvétie, en mars et avril, jusqu'à sa réunion avec l'armée du Danube. — III. Opérations de l'armée du Danube. — IV. Opérations de l'armée d'Helvétie, en mai, juin et juillet, après la réunion des deux armées. — V. Opérations de l'armée d'Italie, en mars et avril, sous le commandement de Scherer. — VI. Opérations de l'armée d'Italie, en mai, juin et juillet, sous le commandement de Moreau. — VII. Opérations de l'armée de Naples. — VIII. Observations sur les plans des campagnes en Allemagne et en Italie.

I. Au mois de mars 1799 la France avait 440,000 hommes sur pied, savoir : 40,000 vétérans, gendarmes, gardes-côtes; 40,000 en Égypte, à Corfou, à Malte, aux colonies; 180,000 en Hollande, sur les côtes, en garnison dans les places fortes, aux dépôts ou aux hôpitaux, et 180,000 hommes en ligne composant, 1° l'armée d'Helvétie, 40,000 hommes; 2° l'armée du Danube, 40,000 hommes; ces 80,000 hommes étaient présents sous les armes, leurs dépôts et hôpitaux étaient en France; 3° l'armée d'Italie, 70,000 hommes; 4° l'armée de Naples, 30,000 hommes; ces 100,000 hommes étaient effectifs et non pas tous présents sous les armes, parce que leurs dépôts et hôpitaux étaient en Italie; ils fournissaient les garnisons de toutes les places fortes de la Péninsule. Le Piémont, les républiques ligurienne, cisalpine et romaine avaient un état militaire effectif de 40,000 hommes, Italiens, Polonais ou Suisses, partie réunis à l'armée d'Italie, partie à l'armée de Naples. Le corps

[1] Ce *Précis* est reproduit d'après le manuscrit original donné, en 1841, par le général Bertrand à la bibliothèque de la ville de Châteauroux.

d'observation du Bas-Rhin, dont le quartier général était à Mayence, n'existait encore au mois de mars que sur le papier. Le général Jourdan commandait l'armée du Danube; Masséna, l'armée d'Helvétie; Scherer, l'armée d'Italie; Macdonald, l'armée de Naples. L'armée d'Helvétie occupait la Suisse, hormis le Rheinthal; l'armée d'Italie s'étendait sur la république cisalpine, la république ligurienne, le Piémont et la Toscane; l'armée de Naples, sur les républiques romaine et parthénopéenne.

L'Autriche avait fait de grands efforts et porté son état militaire aussi haut que possible. Elle avait 180,000 hommes en ligne, savoir : le corps d'observation sur la gauche du Danube, sous les ordres du général Sztáray, 25,000 hommes; l'armée de Souabe, sous l'archiduc Charles, 60,000 hommes; le corps du Tyrol, sous les ordres du feld-maréchal Bellegarde, 25,000 hommes, et 70,000 hommes en Italie. L'archiduc avait le commandement supérieur des trois premiers corps; le feld-maréchal Kray commandait l'armée d'Italie. La Russie s'était engagée à fournir 70,000 hommes; le maréchal Souvarof, avec 36,000 hommes, arriva sur le Danube au printemps; Koutousof, à la tête de 25,000 hommes, devait y arriver au mois de juin. De part et d'autre on était résolu à la guerre; il n'y avait plus aucune espérance de paix; mais l'Autriche avait intérêt à prolonger la suspension d'armes pour donner aux Russes le temps d'arriver en ligne.

II. Ehrenbreitstein (le 24 janvier) et Manheim (le 8 mars) se rendirent dans le courant de l'hiver, et reçurent garnison française. L'armée du Danube, immédiatement après, se réunit sur le haut Rhin; elle passa ce fleuve le 1er mars, sur les ponts de Kehl et de Bâle, traversa les montagnes de la Forêt-Noire, et le 10 mars prit position, la gauche au Danube, la droite au Rhin, appuyée au lac de Constance, et le centre à Mœsskirch. Le général Jourdan avait la direction supérieure des armées du Danube, d'Helvétie et du Bas-Rhin.

Le plateau de la Suisse a la forme d'un quadrilatère dont les quatre angles sont Genève, Bâle, Rheineck et le Splügen. Le mont Jura s'étend de Genève à Bâle pendant cinquante lieues; il sépare la Suisse de la

France. De Bâle à Rheineck, on suit pendant quarante lieues le Rhin et le lac de Constance, qui séparent la Suisse de l'Allemagne. De Rheineck au Splügen, on remonte le Rhin supérieur pendant trente lieues. Sur la rive droite de ce fleuve se trouve le Tyrol. Enfin le quatrième côté de ce quadrilatère, du Splügen à Genève, cinquante-cinq lieues, est hérissé des plus hautes montagnes du continent, qui dominent la vallée du Rhône et la séparent de la vallée du Pô. Les montagnes de la Suisse sont pleines de glaciers et de lacs d'où découlent des torrents et des rivières qui se rendent dans le Rhin, le Rhône ou le Pô, aucune dans le Danube. Le Rhin prend sa source près du Saint-Gothard, se jette d'abord dans le lac de Constance, en suivant la direction du sud au nord; à sa sortie du lac, il coule jusqu'à Bâle, de l'est à l'ouest; là il tourne perpendiculairement à droite, et reprend sa direction du sud au nord jusqu'en Hollande. L'extrémité est du lac de Constance, à Lindau, est distante de quarante-huit lieues environ de la frontière française d'Alsace. On ne trouve que six gorges sur la rive gauche du Rheinthal pour entrer en Suisse, et quatre sur la rive droite pour déboucher dans le Tyrol : 1° le chemin de Rheineck, qui longe la rive gauche du lac et conduit à Saint-Gall; 2° à quatre lieues plus loin, au village d'Altstetten, une autre route qui conduit à Saint-Gall; 3° à treize lieues du lac, au village de Sargans, une route pour aller à Zurich; 4° à sept lieues de là, à Reichenau, une gorge tourne les montagnes, rejoint le Rhin à deux lieues, au village de Flims, où une route entre en Suisse et conduit à Glaris; 5° au village de Hanz, une route qui aboutit à Zurich; 6° à Disentis, à douze lieues de Coire, trois routes, dont l'une conduit au Saint-Gothard, l'autre à Altorf, et la troisième à Amsteg. Les quatre débouchés de la rive droite sont : 1° celui de Feldkirch, à six lieues du lac; 2° celui de Luziensteig, à douze lieues; 3° celui de Coire, capitale des Grisons, à dix-sept lieues: 4° celui vis-à-vis de Reichenau. Les deux premiers sont occupés par les forteresses de Feldkirch et Luziensteig, qui défendent l'entrée du Vorarlberg; le col du Splügen est à dix lieues de Reichenau, immédiatement au-dessus d'une des branches du Rhin, appelée Rhin postérieur.

La Suisse est un grand camp retranché d'où l'on peut facilement se

porter en France, en Allemagne et en Italie. Les débouchés pour entrer dans le Tyrol sont plus difficiles. Une armée qui de Suisse voudrait porter la guerre en Allemagne serait mal conseillée de prendre sa ligne d'opération en traversant le Rheinthal et le Vorarlberg et tournant le lac de Constance. Elle éprouverait moins d'obstacles et aurait toute espèce d'avantages à passer le Rhin à Schaffhouse et à Stein, couverte par le lac de Constance; elle se trouverait de suite sur le Danube, dans un pays ouvert et facile. Le col du Saint-Gothard, qui conduit dans la vallée du Tessin, dont les eaux se dirigent perpendiculairement sur le Pô, est le meilleur débouché pour entrer en Italie: ce col franchi, on descend toujours. Le col du Splügen n'a pas les mêmes avantages : la vallée du haut Adda, dans laquelle il débouche, suivant parallèlement les Alpes jusqu'au lac de Côme, l'armée qui aurait passé ce col devrait surmonter de nouveaux obstacles, et serait encore obligée de traverser les montagnes du Bergamasque et du Brescian pour se porter dans la plaine d'Italie.

Il existe en Suisse quatre lignes principales pour couvrir les frontières de France : 1° la ligne du Rhin, qui se compose du Rheinthal, du lac de Constance et du Rhin, jusqu'à Bâle, sur une étendue de soixante et dix lieues; 2° la ligne de la Linth, qui prend sa source dans le massif du Saint-Gothard et se jette dans le lac de Zurich, d'où cette ligne suit la rive gauche de la Limmat et de l'Aar jusqu'au Rhin; enfin la rive gauche de ce fleuve jusqu'à Bâle; son étendue est de cinquante lieues; 3° la ligne de la Reuss, qui prend également sa source au Saint-Gothard, traverse le lac des Quatre-Cantons et se jette dans l'Aar, où cette ligne rentre dans la précédente; son étendue jusqu'à Bâle est de quarante-cinq lieues: 4° la ligne de l'Aar, qui prend sa source au mont Grimsel, traverse les lacs de Brienz et de Thun, passe à Berne et se jette vis-à-vis Waldshut dans le Rhin, dont la ligne suit alors le cours jusqu'à Bâle; son étendue est de soixante-cinq lieues.

Le 5 mars Masséna somma le général autrichien d'Auffenberg, qui, depuis le mois de novembre occupait le Rheinthal, d'évacuer ce pays, la Suisse étant alliée à la France. Sur sa réponse négative, il passa le haut Rhin, attaqua et enleva le fort de Luziensteig. Le 6 au soir il passa

le Landquart; le 7, il culbuta la division Auffenberg de poste en poste sur Coire, dans le temps que le lieutenant général Demont débouchait par le pont de Reichenau et se présentait sur ses derrières. Le général d'Auffenberg, ainsi cerné, mit bas les armes, et se rendit avec 6,000 hommes, plusieurs drapeaux et son parc d'artillerie. Le général Hotze, qui commandait à Feldkirch la gauche de l'armée de Souabe, marcha le 7 au secours de Luziensteig; mais, attaqué d'abord par la brigade Oudinot, qui fut soutenue par la division Lorge, il fut repoussé et rentra dans son camp retranché, que Masséna attaqua les 11, 12, 15, 16, 21 et 23 mars. On échoua dans ces six attaques; l'armée française y éprouva de grandes pertes.

Le 13 mars Lecourbe, commandant la droite de l'armée, passa le col du Splügen, rallia la division Dessolle détachée de l'armée d'Italie, dans la Valteline, et battit dans les Engadines le général Laudon, commandant une division du corps de Bellegarde. Il occupa Zernetz, Schuls et Martinsbruck. Ses premières attaques sur les positions de Nauders et de Finstermüntz furent repoussées; le 27 mars il les renouvela avec succès, dans le temps que Dessolle passa le col de Sainte-Marie et enleva les retranchements en avant de Glurns; 5,000 hommes et vingt-cinq pièces de canon furent les trophées de cette opération. Le 31 mars Dessolle, attaqué par des forces supérieures, fut obligé de rétrograder d'abord sur Munster, ensuite sur Zernetz, d'où il rentra en Italie. Lecourbe détacha alors la division Loison sur les débouchés de la Valteline.

III. L'archiduc était campé à Friedberg lorsqu'il apprit que Jourdan traversait la Forêt-Noire; il passa le Lech et se porta en Souabe, se faisant précéder par le général Kerpen, qui prit possession de la ville importante d'Ulm. Les deux armées s'approchèrent à une marche l'une de l'autre. Les patrouilles se croisèrent en tous sens sans commettre d'hostilités, et l'armistice y existait encore le 20 mars, quoique depuis quinze jours on se battît avec acharnement en Suisse. Cependant, ce même jour 20, Jourdan fit demander au prince de Schwarzenberg, commandant l'avant-garde autrichienne, s'il avait enfin reçu la réponse

de l'empereur aux demandes du gouvernement français. Sur sa réponse négative, il lui dénonça la rupture de l'armistice. Le lendemain 21 il l'attaqua et le rejeta sur les corps de Hotze et de Kerpen. La division Lefebvre, formant l'avant-garde française, prit position à Ostrach. Le 22, à la pointe du jour, l'archiduc partit de Sulgau, attaqua cette avant-garde et la reploya sur les hauteurs de Pfullendorf. Jourdan rétrograda sur Stockach et Engen. Le 24 l'archiduc prit position en avant de Stockach, sa droite à Mahlspüren, sa gauche à Zollbruck. Afin de réunir sur son champ de bataille toutes les forces dont il pouvait disposer, il avait appelé Hotze de Feldkirch, et l'avait remplacé par la moitié des troupes de Bellegarde, qu'il pouvait impunément affaiblir dans le Tyrol. Le 25 Jourdan résolut de donner bataille : il marcha sur trois colonnes. Son armée était de quatre divisions d'infanterie, commandées par les généraux Ferino, Lefebvre, Souham et Saint-Cyr, et d'une division de cavalerie, que commandait d'Hautpoul. Sa force totale était de 30,000 hommes d'infanterie, 7,000 de cavalerie et 4,000 d'artillerie, génie ou train. Les 2,500 hommes de la brigade Ruby, qu'il appela de l'armée d'Helvétie, compensèrent les pertes qu'il avait essuyées depuis l'ouverture de la campagne. L'ennemi avait 68,000 hommes. L'armée française se battit avec la plus grande intrépidité; elle maintint son champ de bataille tout le jour. Le 26 elle se retira sur Schaffhouse et Stein, le 27 sur Villingen, s'appuyant à Hornberg. Le général en chef, étant malade, remit le commandement par intérim au général Ernouf. Celui-ci, ayant été attaqué le 3 avril, évacua ses positions, repassa en désordre les montagnes Noires et peu après le Rhin. Le 13 avril l'archiduc s'empara de Schaffhouse et de Stein, sur la rive droite du Rhin, et établit son quartier général à Stockach, où il séjourna pendant tout le mois d'avril. Il s'affaiblit après la bataille de Stockach de 25,000 hommes, qu'il détacha en Italie.

Le 21 avril l'armée du Danube fut réunie à l'armée d'Helvétie, sous les ordres de Masséna.

IV. On ressentit bientôt les bons effets de la réunion des deux armées.

Masséna porta son quartier général à Zurich, plaça son armée, la droite sous Lecourbe, au delà du Splügen, dans les Engadines; Menard avec le centre, dans le Rheinthal, son quartier général à Coire; Xaintrailles avec la gauche, de Constance à Bâle. Vis-à-vis de cette ville, sur la rive droite, il établit un fort camp retranché. L'armée autrichienne avait sa gauche dans le Tyrol, sous les ordres de Bellegarde; son centre, sous Hotze, à Feldkirch; et sa droite, sous Nauendorf, entre le Rhin et les montagnes Noires. Au commencement de mai, les deux armées étaient à peu près d'une force égale, de 60,000 hommes chacune, ne comptant pas de part et d'autre les auxiliaires, savoir : d'un côté, 9 à 10,000 hommes levés pour la France par le gouvernement helvétique; de l'autre, quelques bataillons d'infanterie à la solde de l'Angleterre qu'avait formés le vieux avoyer Steiger, et les levées des petits cantons, secrètement organisées.

L'armée autrichienne d'Italie, à cette époque, était triomphante; elle avait passé l'Adda et était maîtresse de Milan. Si l'archiduc n'entreprenait rien, il était à craindre que l'armée d'Helvétie ne fît des détachements au delà des Alpes; il entra en opération. Le 23 avril, Bellegarde attaqua Lecourbe dans les Engadines avec 15,000 hommes; il eut d'abord quelques succès, mais il fut arrêté et battu, le 30 avril, à Zernetz, où il perdit cinq bataillons. Hotze avec le centre attaqua Luziensteig; une de ses colonnes, forte de 2,000 hommes, fut cernée par la gauche française et obligée de poser les armes; il échoua et rentra dans son camp de Feldkirch.

Les petits cantons et le haut Grison se levèrent en masse; 5,000 insurgés se portèrent à Reichenau pour couper le général Menard; 5,000 prirent position sur les mamelons du Saint-Gothard, du Splügen et à Altorf, pour couper la retraite de Lecourbe. Menard, vainqueur à Luziensteig, fit volte-face, entra le 5 mai dans Disentis, chef-lieu des insurgés, en tua plusieurs milliers, désarma le reste et retourna à Coire. Le 8 le général Soult se porta sur Altorf, y passa par les armes une partie de ces malheureux paysans, et fit grâce au plus grand nombre. L'armée française eut la gloire de sortir victorieuse et se maintint dans toutes ses positions.

L'archiduc ne se découragea pas; il fit passer de nombreux renforts sur sa gauche; Bellegarde se remit en mouvement. Le 5 mai, voulant profiter du moment où Lecourbe, pour faire diversion à l'armée d'Italie, avait détaché une division dans la Valteline, il réussit, après plusieurs combats, à s'emparer des Engadines, força Lecourbe à se concentrer dans la vallée du haut Tessin, du côté de l'Italie, et fit occuper le col de Leuz. Dans le même temps, Hotze marcha de nouveau sur Luziensteig, s'en empara le 14 mai, après un combat très-vif, et fit prisonnière la 14e demi-brigade française, qui y tenait garnison. Bellegarde descendit alors sur Coire; il y entra le 16, fit capituler la garnison, formée de quatre compagnies d'infanterie, et suivit, en remontant le Rhin, la droite de l'armée française, qui se retira sur tous les points pour prendre la ligne de la Linth, la gauche par Rheineck, le centre par Sargans, la droite par Disentis. Lecourbe, menacé d'être coupé, repassa rapidement le Saint-Gothard.

Il parut à l'archiduc que le moment était enfin arrivé de s'emparer de la Suisse. Il passa le Rhin à Schaffhouse avec sa droite pour se réunir à son centre, et marcha sur Zurich. Le 27 mai Masséna se porta à sa rencontre, battit séparément la droite et le centre, et s'empara des ponts d'Andelfingen et de Frauenfeld. Mais le 28 l'archiduc, renforcé par sa réserve, revint à l'attaque; le combat fut opiniâtre toute la journée. Dans la nuit, l'armée française fit sa retraite et repassa la Glatt, qui lui servit de ligne. Les tentatives de l'ennemi pour tourner cette position en jetant un pont à Zurzach furent inutiles. Dans ce temps, Bellegarde s'empara du Saint-Gothard, des sources de la Reuss et de la Linth, occupa Glaris et Schwitz. Lecourbe, obligé de céder au nombre, ne le fit toutefois qu'après des combats opiniâtres. Il porta son quartier général à Lucerne, se concentra entre Zug, le lac des Quatre-Cantons, l'Unterwald et l'Oberland, occupa les lacs par des chaloupes armées et nourrit la guerre dans les petits cantons. Le gouvernement helvétique quitta Lucerne et fut transféré à Berne. A la fin de mai les affaires de l'archiduc étaient en si bon état, qu'il détacha de nouveau les corps de Bellegarde et de Hadick en Italie, sans que cela l'empêchât d'attaquer le camp retranché de Zurich.

Les combats des 3 et 4 juin furent opiniâtres; il y perdit beaucoup de monde, mais contraignit Masséna à évacuer Zurich dans la nuit du 4 au 5. Celui-ci prit position sur le mont Albis, sa droite appuyée au lac de Zug, sa gauche au Rhin, derrière l'Aar, son quartier général à Bremgarten, couvrant ainsi la ligne de la Reuss. Le 7 le quartier général autrichien fut établi à Zurich.

La nouvelle de l'entrée de l'archiduc dans cette ville produisit un grand effet en Europe; on crut la Suisse perdue pour la France, comme l'était l'Italie. La coalition se flattait que dans l'automne le théâtre de la guerre serait porté sur le territoire de la République. La ligne qu'occupait l'armée autrichienne était meilleure que celle de l'armée française.

V. Scherer arriva à Milan dans les derniers jours de février; il employa tout le mois de mars en préparatifs. Sur la fin de ce mois, il détacha deux divisions formant 7,000 hommes, sous les ordres des généraux Miollis et Gaultier, pour prendre possession de la Toscane, et une division de pareille force, sous les ordres du général Dessolle, pour se porter en Valteline. Il partagea le reste de son armée en six divisions d'infanterie et un corps de réserve de cavalerie, savoir : les divisions Serurier, Delmas, Hatry, Grenier, Victor, Montrichard.

L'armée autrichienne, commandée par le général Kray, avait sa gauche à Legnago, son centre à Vérone, sa droite sur la rive droite de l'Adige, couvrant les hauteurs de Pol et de Pastrengo fortement retranchées, et ayant deux ponts sur l'Adige vis-à-vis de ces villages.

L'armée française avait 60,000 hommes sur le champ de bataille, 14,000 en Valteline et en Toscane, 24,000, soit de troupes françaises, soit de troupes piémontaises et cisalpines, dans les places de la Cisalpine, de la Ligurie et du Piémont. L'armée autrichienne était de 54,000 hommes sous les armes en bataille; 16,000 tenaient garnison à Venise, Legnago, Palmanova, ou étaient aux dépôts et aux hôpitaux.

Le général Moreau, inspecteur de l'armée, reçut le commandement du centre et se porta sur Vérone avec les divisions Victor et Hatry. La division Montrichard, formant la droite, marcha sur Legnago; le général

en chef, avec les trois autres divisions formant la gauche, sur les positions retranchées de l'ennemi sur la rive droite de l'Adige. La ligne de bataille de l'armée était ainsi de douze lieues. Serurier, longeant le lac de Garda, marcha sur Monte-Baldo et Rivoli, Delmas sur Pastrengo, Grenier sur Pol. Serurier, ayant tourné toutes les positions de l'ennemi, ne rencontra personne et occupa les positions qui lui avaient été indiquées. Delmas et Grenier furent bientôt vivement engagés; après quatre heures d'un combat opiniâtre, ils s'emparèrent de toutes les positions retranchées de l'ennemi, le rejetèrent sur la rive gauche de l'Adige, le poursuivirent avec toute l'impétuosité française et s'emparèrent de ses deux ponts de bateaux. Moreau trouva des forces considérables en avant de Vérone, aux villages de Santa-Lucia et de San-Massimo. Le combat fut des plus vifs: le village de Santa-Lucia fut pris et repris sept fois; il resta à l'ennemi, mais celui de San-Massimo resta aux Français. Montrichard arriva sur les glacis de Legnago, y fut assailli par des troupes supérieures qui sortirent de la place, et repoussé sur la Molinella. Le 27 Scherer fit retirer les deux divisions de Moreau et abandonna le champ de bataille de Vérone à l'ennemi.

Les armées restèrent immobiles le 28, le 29 et jusqu'au 30; le général en chef imagina alors d'ordonner à Serurier de passer l'Adige sur son pont de Pol, de prolonger la rive gauche et de s'emparer des hauteurs de Vérone. L'ennemi, croyant ce mouvement appuyé de toute l'armée française, fut d'abord étonné; mais, n'ayant pas tardé à s'apercevoir qu'il n'avait affaire qu'à une division, il l'attaqua avec toutes ses forces, la ramena en désordre sur son pont et lui fit prisonniers quelques centaines d'hommes abandonnés sur la rive gauche, le pont ayant été coupé.

Scherer se porta alors sur le bas Adige pour le passer près de Legnago. Il dirigea son équipage de pont sur Castellaro, jeta une garnison dans Peschiera et porta son quartier général à Isola-della-Scala, plaça Moreau au centre avec deux divisions, au village de Buttapietra, à deux lieues de Vérone, sur le chemin d'Isola-della-Scala; deux autres divisions, le long de l'Adige, vis-à-vis d'Albaredo, formèrent sa droite; Serurier, près de Villafranca, était à sa gauche; Delmas, en arrière, près d'Isola-della-

Scala, forma sa réserve. Le général Kray sortit de Vérone, se porta sur Peschiera, occupa en force les hauteurs de Castelnovo et les villages de Sona, de Somma-Campagna et de Villafranca. Son armée se trouvait ainsi avoir la droite sur le Mincio, la gauche sur l'Adige; elle était réunie et occupait un pays sain et sec. L'armée française, au contraire, était disséminée dans des boues, au milieu des marais et des rizières. Une bataille était inévitable. Les deux généraux en chef, comme de concert, firent leurs dispositions et donnèrent leurs ordres dans la nuit du 4 au 5 avril.

Moreau dut se porter de Buttapietra sur Sona, qu'on supposait occupé par l'ennemi. Serurier, formant la gauche, reçut ordre de se porter sur Villafranca. Les deux divisions qui étaient sur Albaredo reçurent l'ordre de remonter l'Adige et de se porter sur Vérone, formant la droite de l'armée. Delmas, en réserve, dut marcher sur Buttapietra, et, suivant les circonstances, se diriger sur la droite, le centre ou la gauche. Moreau partit à la pointe du jour; il ne tarda pas à rencontrer les flanqueurs de la gauche de l'ennemi. Il apprit que Kray était en opération, avait levé son camp à quatre heures du matin et marchait sur Buttapietra pour l'attaquer. Dans l'incertitude de ce qu'il devait faire, n'ayant aucune nouvelle des autres divisions ni du reste de l'armée, il attaqua tête baissée tout ce qu'il trouva devant lui. Les flanqueurs ployèrent sur Vérone; il les poursuivit l'épée dans les reins jusque sous les murs de cette ville. Serurier arriva devant Villafranca et s'en empara. L'ennemi avait concentré toutes ses forces pour son attaque sur le centre. Les deux divisions françaises sur la droite reçurent leurs ordres fort tard: elles ne purent longer l'Adige, vu les mauvais chemins de ce pays marécageux: elles furent obligées d'appuyer un peu à gauche et se rencontrèrent avec l'armée de Kray. Elles manœuvraient indépendantes l'une de l'autre, par les ordres de leurs généraux particuliers; elles se battirent avec valeur, s'emparèrent du village de San-Giacomo; mais, débordées par leur gauche, elles ployèrent et firent leur retraite. Delmas n'arriva qu'à midi au camp de Buttapietra, que Moreau avait abandonné depuis six heures. A peine arrivée, cette division de réserve fut attaquée et s'engagea tout entière; elle maintint cependant sa position, mais avec peine.

Serurier fut chassé de Villafranca, le reprit et en resta maître. La nuit mit fin au combat. Moreau et Serurier étaient vainqueurs; Delmas n'était ni vainqueur ni vaincu; la droite, composée des deux divisions Montrichard et Grenier, avait été repoussée et avait fait plusieurs lieues de retraite. Scherer se tint pour battu; il ordonna à Moreau de faire sa retraite. Le 7 avril il porta son quartier général à Roverbella. Le 8 il avait passé le Mincio à Goito, jeté 6,500 hommes, pour renforcer la garnison, dans Mantoue. L'armée autrichienne apprit sa victoire par la retraite de l'armée française, qu'elle se garda bien de poursuivre. Elle s'approcha avec précaution du Mincio, bloqua Peschiera et Mantoue, et ne poussa que des troupes légères sur l'Oglio. Le 16 l'armée française passa l'Adda; le quartier général fut placé à Lodi. Une arrière-garde resta à Crémone, où elle fut vivement attaquée le 20; elle se reploya le 21 sur la rive droite de l'Adda.

Les premières troupes russes arrivèrent à Vérone le 17 avril. Souvarof prit le commandement de l'armée. Il chargea son prédécesseur, le feld-maréchal Kray, d'assiéger Mantoue et Peschiera avec 25,000 hommes. Il détacha le général Klenau avec 9,000 hommes pour bloquer la citadelle de Ferrare et observer les Légations, et de sa personne il se porta avec 60,000 hommes sur Brescia. Cette ville fit vingt-quatre heures de résistance; il en fit la garnison française, de 1,200 hommes, prisonnière de guerre. Bergame, qui avait une pareille garnison, ouvrit ses portes le 23. Le 25 avril le quartier général austro-russe arriva à Treviglio, sur la rive gauche de l'Adda, à une lieue et demie de Cassano, sur la chaussée de Milan à Brescia.

Scherer quitta le commandement de l'armée française et partit pour Paris. Le général Moreau le remplaça.

VI. Moreau, en prenant le commandement de l'armée, la trouva derrière l'Adda et la plaça de la manière suivante : le quartier général à Inzago, sur la route de Cassano à Milan; Serurier, avec le fond de deux divisions, à sa gauche, défendant la partie de l'Adda comprise entre Lecco et Trezzo, sept lieues d'étendue; Grenier et Victor, au centre, défendant

le Ritorto et le pont de Cassano; Delmas, à la droite, s'étendant de Lodi au Pô. Ces trois corps formaient 35,000 hommes sous les armes. La division de la Valteline, celle de Toscane et divers renforts partis du Piémont devaient porter cette armée à 50,000 hommes; Moreau espérait pouvoir réunir ces forces sur l'Adda. 20,000 hommes étaient en outre en garnison à Mantoue, Peschiera, Ferrare, fort Urbano, et Pizzighettone, qui étaient bloqués. La citadelle de Turin, Coni, Alexandrie, Tortone, Gavi, Gênes, recevaient de nouvelles troupes de France.

Le corps d'armée que commandait Souvarof en personne était formé en quatre corps : celui de droite, composé des divisions Rosenberg et Vukassovich, s'empara de Lecco; le deuxième, composé des divisions Ott et Zoph, marcha sur Trezzo et Vaprio; Melas, avec deux divisions, sur Cassano et Lodi; les divisions Hohenzollern et Keim, formant la gauche, se portèrent sur le bas Adda, vis-à-vis de Pizzighettone. Le 26 avril l'avant-garde de la division Rosenberg enleva la petite ville de Lecco, située sur la rive gauche de l'Adda, ainsi que la tête de pont. Dans la nuit suivante elle surprit le passage de la rivière et rétablit le pont. Chasteler, quartier-maître général de l'armée, qui marchait avec le corps de Ott, arriva à Trezzo, surprit le passage et fit construire un pont de bateaux. Le 28, à la pointe du jour, il attaqua les postes de la division Serurier, les rejeta d'abord sur Pozzo, dont il s'empara. La division Grenier et une brigade de Victor accoururent au secours de Serurier, et rencontrèrent l'ennemi en avant de Pozzo. Le combat fut très-chaud; la division autrichienne fut repoussée et Pozzo repris. Elle était compromise, lorsque la division Zoph arriva à son secours, rétablit le combat, reprit Pozzo et contraignit les Français à la retraite, pendant que Rosenberg passait le pont de Brivio, attaquait vivement Serurier et le rejetait sur Vaprio. Ce vieux général soutint vivement le combat; mais, cerné par les divisions qui avaient passé au pont de Trezzo, il se crut obligé de capituler et mit bas les armes. Melas n'éprouva qu'une faible résistance devant Cassano; il surprit le pont, quoiqu'il fût en bois, et porta son quartier général le soir même à Gorgonzola. Le résultat de cette journée, appelée *bataille de Cassano*, fut une perte de 6 à 7,000 hommes pour l'armée française.

dont 5,000 prisonniers, près de cent pièces de canon et beaucoup de bagages.

Dans la nuit du 27 au 28 avril Moreau fit sa retraite sur trois colonnes, la droite sur Plaisance, où elle passa le Pô, le centre sur Pavie, la gauche sur Novare, où le quartier général arriva le 2 mai. Toutes les autorités de la république cisalpine, les employés et une foule de bons citoyens suivirent l'armée.

Le 28 avril Souvarof fit son entrée dans Milan. Le 5 mai il porta son quartier général à Pavie. De Novare, Moreau continua sa retraite sur Turin. Là, il se ravisa, descendit la rive gauche du Pô et arriva à Alexandrie sur le Tanaro, espérant pouvoir gagner Novi et couvrir Gênes. Mais l'ennemi l'avait prévenu; car, le 9 mai, Souvarof porta son quartier général à Voghera, fit bloquer la citadelle de Tortone, campa le 10 dans la plaine de Marengo et détacha sur Novi et Gavi la division russe Karaiczai; il fit passer la division russe de Tchoubarof sur la rive droite du Pô, à l'embouchure du Tanaro, d'où elle marcha sur Alexandrie. Grenier et Victor l'attaquèrent, et, après un combat opiniâtre, la jetèrent dans la rivière. Les deux tiers de cette division et son général furent tués; 2,000 hommes posèrent les armes. Pendant ce temps le corps de Rosenberg manœuvrait sur la rive gauche du Pô. Mais, le 16 mai, Souvarof leva son camp et passa le Pô, impatient de porter la guerre sur la rive gauche, de délivrer Turin et d'assurer sa position. Moreau sortit d'Alexandrie, poussa les avant-postes, qu'il trouva dans la plaine de Marengo, attaqua Lusignan et Bagration à la tour des Garoffoli, leur fit éprouver quelques pertes, et rentra le soir dans son camp. Il le leva le 19 mai, pour se porter successivement sur Asti, Cherasco et Coni, où il arriva le 22 mai. Souvarof entra le 27 dans Turin, et fit investir la citadelle, que commandait le général Fiorella.

Moreau se reposa plusieurs jours à Coni; il était coupé de Gênes et de l'armée de Naples; il s'aperçut de sa fausse position, quitta l'Italie, repassa la haute chaîne des Alpes au col de Tende, dirigea ses bagages et la plus grande partie de son artillerie par la chaussée de Sospello sur Nice, et gagna Gênes par la Corniche, à travers les montagnes; il fut

fort retardé par les mauvais chemins. Ce faux mouvement eut les suites les plus funestes; c'est la véritable cause des malheurs de la Trebbia.

Les chaleurs de la saison, l'activité des marches, les travaux des siéges avaient occasionné de fortes pertes à l'armée alliée, qui se trouvait en outre fort disséminée, étant obligée de bloquer Mantoue, Ferrare, Milan, Tortone, Alexandrie, etc. Mais le 6 juin Bellegarde et Hadick, avec deux fortes divisions, descendirent le Saint-Gothard, traversèrent Milan et se portèrent sur Tortone. Ce renfort répara les pertes des armées des deux empires en Italie; leur position fut encore améliorée par la chute de Pizzighettone et des châteaux de Milan et de Ferrare, qui capitulèrent le 24 mai; ce qui permit au général russe de faire passer les divisions Ott et Hohenzollern sur la rive droite du Pô, sur le revers de l'Apennin, pour observer l'armée de Naples. Kray, qui avait déjà commencé à réunir son parc de siége devant Mantoue, le fit évacuer sur Legnago, laissant Saint-Julien, avec 9,000 hommes, devant Mantoue, et se porta avec le reste de son corps sur Borgoforte. L'armée de Naples arrivait sur l'Apennin et menaçait de secourir Mantoue.

VII. Macdonald, avec l'armée de Naples, était parti le 2 mai du camp de Caserte; il arriva le 24 mai à Florence, et à Sarzana opéra sa réunion avec l'armée d'Italie. Il prit sous ses ordres la division de Bologne, que commandait le général Montrichard, et celle de Toscane, que commandait le général Gaultier. Il attendait avec impatience les ordres du général Moreau, qui avait le commandement supérieur des deux armées; mais celui-ci s'était laissé couper de Gênes, et était alors acculé à cinquante lieues dans une direction opposée, sur Coni; ce qui fut cause que Macdonald ne reçut ses ordres que le 6 juin. Le 8 il quitta son camp de San-Pellegrino, passa l'Apennin, et entra dans la vallée du Pô pour se rendre à Tortone, que Moreau avait désigné pour point de réunion des deux armées, et où, de son côté, il devait arriver avec l'armée d'Italie, en débouchant par la Bocchetta. Les divisions Montrichard et Rusca formaient la droite de Macdonald, celles d'Olivier et de Salm le centre, celles de Dombrowski et de Victor la gauche. Il attaqua le 12 juin les divi-

sions Hohenzollern et Klenau à Modène, les força et leur fit éprouver les plus grandes pertes; ses troupes commirent quelques désordres dans cette ville. Les débris des deux divisions autrichiennes se retirèrent sous Mantoue et Ferrare. Le 14 Victor arriva à Parme, et le 15 à Plaisance. La division Ott se reployait devant lui; il cerna la citadelle, se reposa le 15 et le 16, et puis envoya le 17 son avant-garde à Castel-San-Giovanni; elle y trouva le général Ott, renforcé du corps de Melas; elle fut vivement repoussée et forcée de repasser le Tidone. L'armée accourut au soutien de son avant-garde; on se battit jusqu'à la nuit. Pendant ce temps Souvarof était tranquille à Turin; ses divisions étaient disséminées dans les diverses vallées des Alpes; mais, réveillé par l'échec de Modène et les sollicitudes du général Kray, qui craignait que Mantoue ne fût secouru, il partit le 14, avec trois divisions russes, arriva le 17 à Castel-San-Giovanni, en même temps que Melas. Ces forces réunies à celles de Ott lui formèrent un corps de 50,000 hommes. Le 18, à cinq heures après midi, il attaqua, sur quatre colonnes, l'armée de Naples; on se battit avec acharnement jusqu'à la nuit; les Français furent repoussés et se rallièrent sur la rive droite de la Trebbia. Le 19 Macdonald prit sa revanche; il passa la rivière sur trois colonnes, eut d'abord quelques succès qui ne se soutinrent pas, et perdit la bataille. Dans la nuit il effectua sa retraite sur Plaisance, y laissa 4,000 blessés, et avant le jour continua sa retraite sur la Toscane. Souvarof le suivit pendant quatre jours; mais le 23, comme il était à Firenzuola, étant inquiet des mouvements de l'armée de Moreau sur la Scrivia, il laissa à Ott le soin de suivre l'armée battue, et se porta au secours du général Bellegarde. Moreau arriva sur Tortone le 20, avec 30,000 hommes, fit lever le siége de cette place, et poussa le corps de Bellegarde sur Alexandrie. Il avait détaché la division Lapoype, par la vallée de la Trebbia, sur Bobbio; mais la contre-marche de Souvarof et la mauvaise issue de la journée de la Trebbia le décidèrent à repasser la Bocchetta sans avoir obtenu aucun avantage éclatant. Les généraux Victor et Lapoype prirent position sur les flancs de l'Apennin. Macdonald reprit sa position de Pistoja et de Lucques par la chaussée de la Garfagnana, et peu après évacua la

Toscane, et se porta sur Gênes par la Corniche, en faisant embarquer le matériel de son artillerie. Le 2 août il arriva à Gênes, affaibli de 7 ou 8,000 hommes par les combats et les marches forcées depuis la bataille de la Trebbia.

VIII. Observations sur les plans des campagnes en Allemagne et en Italie. — 1° Le gouvernement français ordonna que ses armées prissent l'offensive en Allemagne comme en Italie. Il eût fallu rester sur la défensive en Allemagne, puisqu'on ne pouvait pas y réunir des forces supérieures à celles de l'ennemi. Dans tous les cas, les trois armées du Danube, de l'Helvétie et du Bas-Rhin n'en devaient former qu'une seule. L'armée du Bas-Rhin n'était composée que de 3es bataillons; c'était vouloir s'en imposer à soi-même, puisque les 3es bataillons n'étaient pas mobiles, et étaient d'ailleurs nécessaires pour la garde des places et le recrutement des bataillons de guerre. Il y avait dans l'intérieur un grand nombre de vieux régiments; une partie aurait dû être employée dès ces premiers moments. Les 40,000 hommes qui composaient l'armée du Danube, réunis à l'armée d'Helvétie, étaient suffisants pour assurer la possession de la Suisse et occuper des camps sur la rive droite du Rhin, du côté de Schaffhouse et de Stein, prenant à revers les montagnes Noires.

2° Il était nécessaire de prendre l'offensive en Italie, parce que les forces françaises dans la Péninsule étaient beaucoup plus considérables que celles de l'ennemi, et qu'il était essentiel de chasser les Autrichiens de la position de l'Adige avant l'arrivée des Russes. Mais il fallait prendre cette offensive avec toutes nos forces réunies. Scherer a attaqué avec 60,000 hommes; quelques jours avant, il s'était affaibli de 14,000 hommes, qu'il avait détachés dans la Valteline et la Toscane. L'issue de la bataille qui devait avoir lieu sur l'Adige influerait sur le sort de la Valteline et de la Toscane, tandis que les affaires dans ces provinces ne pouvaient avoir aucune influence sur le succès de la bataille. Il fallait aussi rappeler les 30,000 hommes de l'armée de Naples. L'armée française, alors très-supérieure, eût battu l'armée autrichienne, l'eût poussée au delà de la Piave, lui eût fait éprouver de grands revers, et l'on se fût

emparé de Legnago, ce qui aurait entraîné la perte du corps de Souvarof, événement d'autant plus important, qu'il eût fait réfléchir le czar. Tout ce qui n'est que fantaisie et n'est pas fondé sur un véritable intérêt ne résiste pas à un revers. Le sort de la république parthénopéenne était d'une considération secondaire; car, pour qu'elle existât, il fallait avant tout que l'armée française de l'Adige fût victorieuse. D'ailleurs l'armée napolitaine avait déjà 12 à 15,000 hommes; on pouvait lui laisser quelques bataillons cisalpins et romains avec lesquels elle se fût maintenue maîtresse de Naples, du moins des forts et des places fortes, pendant tout le temps que les Français se seraient maintenus maîtres de l'Italie supérieure. Le cardinal Ruffo ne put parvenir à réunir son armée de paysans et à se présenter devant Naples que trois mois après la défaite de Scherer sur l'Adige, et il lui eût fallu encore plusieurs mois pour soumettre les places fortes. En suivant ce plan, la deuxième coalition eût été promptement dissoute.

Première observation : Masséna. — 1° La première attaque de Masséna sur Feldkirch était fort naturelle, les cinq autres attaques étaient inutiles. Cette position n'était pas nécessaire pour assurer la défense de la Suisse, encore moins pour la jonction des deux armées d'Helvétie et du Danube: cette jonction était toute faite par Stein et Schaffhouse. Dès le 11 mars Masséna eût dû, avec son centre et sa gauche, passer le Rhin et marcher, réuni avec l'armée de Jourdan, contre l'archiduc. Lecourbe, avec la droite, suffisait pour garder la Suisse. Si les Français eussent eu 70,000 hommes à Stockach, au lieu de 40,000, ils eussent été victorieux.

2° Le passage du Splügen par le général Lecourbe, et toutes les opérations qui ont eu lieu dans les Engadines et dans la Valteline sont sans but. La droite de l'armée ne pouvait pas trouver de meilleures positions que celles du Saint-Gothard et du Splügen. Avait-on le projet de conquérir le Tyrol? Mais cette opération ne pouvait pas être faite avec 15,000 hommes, par une seule division de l'armée, lorsque les autres divisions restaient à trente lieues en arrière et séparées par de hautes montagnes. Si Lecourbe avait eu le malheur d'arriver à Inspruck, il eût

été cerné. Cette guerre, dans les Engadines, avait été conçue à Paris par des hommes sans expérience, qui n'avaient que des idées obscures et fausses sur l'art de la guerre. Les pays de montagnes dépendent des plaines qui les nourrissent, et n'ont d'influence sur elles qu'autant que celles-ci sont sous la portée de leurs canons. Les frontières qui couvrent les empires se composent de plaines, de pays de mamelons, de pays de montagnes. Si une armée veut les franchir et qu'elle soit supérieure en cavalerie, elle fera bien de prendre sa ligne d'opération au travers des plaines; si elle est inférieure dans cette arme, elle préférera le pays de mamelons; mais pour les pays de montagnes elle se contentera dans tous les cas de les observer pendant qu'elle les tournera. En effet, une ligne d'opération ne doit point passer par un pays de montagnes : 1° parce qu'on n'y peut pas vivre; 2° parce qu'on y rencontre à tous les pas des défilés qu'il faudrait occuper par des forteresses; 3° parce que la marche y est difficile et lente; 4° parce que des colonnes de braves peuvent y être arrêtées par des paysans déguenillés, sortant de la charrue, être vaincues et défaites; 5° parce que le génie de la guerre de montagnes est de ne jamais attaquer : lors même que l'on veut conquérir, on doit s'ouvrir le chemin par des manœuvres de position qui ne laissent d'autre alternative au corps d'armée chargé de la défense que d'attaquer lui-même ou de reculer; 6° enfin parce qu'une ligne d'opération doit servir à la retraite; et comment songer à se retirer par des gorges, des défilés, des précipices? Il est arrivé que de grandes armées, lorsqu'elles ne pouvaient pas faire autrement, ont traversé des pays de montagnes pour arriver dans de belles plaines et dans de beaux pays. C'est ainsi qu'il faut nécessairement traverser les Alpes pour arriver en Italie. Mais faire des efforts surnaturels pour traverser des montagnes inaccessibles et se trouver encore au milieu de précipices, de défilés, de rochers, sans autre perspective que d'avoir pendant longtemps les mêmes obstacles à surmonter, les mêmes fatigues à essuyer; être inquiet à chaque nouvelle marche de savoir sur ses derrières tant de mauvais pas; être tous les jours plus en danger de mourir de faim, et cela lorsque l'on peut faire autrement : c'est se plaire dans des difficultés et lutter contre des géants; c'est agir sans

bon sens, et dès lors contre l'esprit de l'art de la guerre. Votre ennemi a de grandes villes, de belles provinces, des capitales à protéger, marchez-y par des plaines. L'art de la guerre est un art simple et tout d'exécution : il n'a rien de vague; tout y est bon sens, rien n'y est idéologie.

Deuxième observation : Jourdan. — 1° Jourdan avait le commandement supérieur des armées du Danube, d'Helvétie et du Bas-Rhin; mais ces armées avaient leurs généraux en chef, qui correspondaient avec le ministre; Jourdan n'était pas réellement le maître. Il n'eût fallu sur toute cette frontière qu'une armée de cinq ou six corps de 15 à 18,000 hommes chacun.

2° Jourdan a donné la bataille de Stockach sans motif; il a prétendu qu'on lui avait insinué de la donner. Un général ne doit se décider à donner bataille que lorsqu'il a l'espérance de la victoire, et quelle espérance pouvait-il concevoir en mettant 40,000 hommes aux prises avec 65,000 ? S'il eût été vainqueur, quel fruit pouvait-il tirer de la victoire? Avec une armée aussi faible pouvait-il se porter sur l'Iller, passer le Lech, entrer en Bavière? et, s'il l'eût fait, n'eût-il pas été perdu? Pendant l'action il a tenu ses divisions trop éloignées les unes des autres; son champ de bataille était triple de ce qu'il devait être.

3° Il a fait sa retraite sur le Rhin; il eût dû la faire sur la Suisse. Il était inférieur en nombre, battu, n'ayant aucune troupe sur la gauche du Danube, puisque l'armée du Bas-Rhin n'existait que sur le papier; il ne pouvait donc avoir aucun espoir de se maintenir sur les débouchés des montagnes Noires.

Troisième observation : l'archiduc Charles. — L'archiduc, en attaquant de front la Suisse et en s'engageant dans une guerre de montagnes, a neutralisé les avantages qu'il avait obtenus sur divers champs de bataille. La Suisse offre à chaque pas des positions et des lignes. Le Français est plus propre que l'Allemand à ce genre de guerre. Ce principe général devait guider le prince Charles : tourner et ne pas traverser les pays de montagnes.

Si, après la bataille de Stockach, il se fût porté sur le bas Rhin, menaçant l'intérieur de la République, et spécialement les anciennes provinces autrichiennes, il aurait forcé Masséna à abandonner la Suisse pour lui faire front. Il eût agi conformément aux règles, il en eût été récompensé par des succès. Sa manœuvre, lorsqu'il se fait rejoindre par Hotze, à la bataille de Stockach, en le faisant remplacer par Bellegarde, est dans les vrais principes de l'art; on y reconnaît le général de 1796.

Quatrième observation : Scherer. — 1° L'armée d'Italie aurait dû commencer les hostilités le même jour que l'armée d'Helvétie, le 5 mars. Elle n'aurait pas dû s'affaiblir des 14,000 hommes détachés en Toscane et dans la Valteline. Le sort de Florence, de Livourne, de Chiavenna, de Bormio, dépendait de la bataille qui serait livrée sur l'Adige; mais l'état de ces villes n'avait aucune influence sur l'issue de cette bataille. Scherer, puisqu'il avait le commandement supérieur de l'armée de Naples, devait rappeler cette armée, afin d'attaquer l'ennemi avec plus de 100,000 hommes, par le même principe que le sort de Naples serait décidé sur l'Adige, et que l'occupation de Naples ne pouvait avoir aucune influence sur la bataille qui devait avoir lieu sur les rives de l'Adige.

2° Scherer, avec 60,000 Français, attaqua dans la journée du 26 mars 54,000 Autrichiens; le moral de ses troupes était si supérieur qu'il devait en battre 80,000.

3° — 1° La division Montrichard ne pouvait, en se portant sur Legnago, que se faire mitrailler par les remparts de la place; elle eût dû être sous Vérone, à côté des deux autres divisions sous les ordres de Moreau. 2° La division Serurier n'avait rien à faire à Rivoli et sur le Monte-Baldo; car, puisque l'ennemi, retranché aux camps de Pol et de Pastrengo, avait des ponts sur l'Adige, il était évident que sa ligne d'opération était sur Vérone, et qu'il communiquait au Tyrol par la rive gauche de l'Adige, où passe la chaussée, et non par la rive droite, où il n'y a que des sentiers. Serurier aussi aurait dû être vis-à-vis de Vérone, pour faire la quatrième division sous Moreau. 3° Les généraux Grenier et Delmas avaient forcé le camp retranché de l'ennemi sur la rive droite de

l'Adige, à dix heures du matin; ils devaient à cinq heures après midi être devant Vérone, à côté des quatre autres divisions. Il suffisait de quelques escadrons et de quelques bataillons à Rivoli et devant Pol et Pastrengo. 4° L'armée réunie devant Vérone, on devait, pendant que l'ennemi était disséminé et menacé partout, jeter trois ponts au-dessous de Vérone, au coude de la rivière, les protéger par cent bouches à feu, et à la pointe du jour, le 28 mars, toute l'armée française, sans qu'il y manquât une seule brigade, devait attaquer et battre l'ennemi à San-Martino, le poursuivre le 30 au delà de Caldiero et le jeter de l'autre côté de la Piave. 5° Le 30 il fallait faire bloquer Legnago; le 2 avril y ouvrir la tranchée par deux attaques, l'une sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche; le 15 avril on devait entrer dans cette place.

4° Le passage de la division Serurier, le 31 mai, sur la rive gauche de l'Adige au-dessus de Vérone, ne pouvait avoir de résultat qu'autant qu'elle aurait été soutenue par toute l'armée; seule elle courait à sa perte. Mais il n'y a pas de chemin qui, des bords du haut Adige, conduise sur les hauteurs de Vérone; ce sont des sentiers par lesquels il est impossible à l'artillerie de passer; il n'y avait pas un soldat ayant été en garnison à Vérone en 1796 et 1797 qui ne le sût; pourquoi le général en chef l'ignorait-il ?

5° Toutes les marches et contre-marches de l'armée sur le bas Adige, au milieu de rivières, de marais et de boue, n'étaient propres qu'à la ruiner et à achever de la démoraliser. Le général français voulait-il passer l'Adige, il devait réunir ses troupes sur un seul point dans un pays sec, à Villafranca, par exemple, surprendre le passage et se porter en toute diligence sur son pont. À la bataille de Magnano, Scherer n'avait pas de plan. S'il eût jeté l'ennemi sur la rive gauche de l'Adige, il n'aurait pas pu en profiter; ses ponts étaient à deux marches en arrière. Le succès de la bataille de Magnano ayant été partagé, il ne devait pas abandonner la ligne du Mincio; il devait s'y fortifier et attendre ses renforts.

6° Voulant abandonner le Mincio, il devait se retirer dans le Serraglio, ayant des têtes de pont sur le Pô et la Fossa-Maestra. Pendant mars,

avril, mai et partie de juin. l'air du Serraglio n'est pas malsain; c'est à la fin de juin seulement que la saison des fièvres commence. Dans ce vaste camp retranché il eût reçu, avant le 20 avril, 25,000 hommes de renfort venant de Bologne, de Toscane, d'Ancône, de la Cisalpine et du Piémont; il en eût reçu 25,000 autres dans les premiers jours de mai, par la jonction de l'armée de Naples; et, si le 25 avril, jour où l'armée russe était arrivée sur l'Adige, il eût jugé ne pouvoir plus se maintenir dans le Serraglio, il eût dû passer le Pô, marcher à la rencontre de l'armée de Naples, et, réuni à elle, revenir contre l'ennemi.

7° Dans sa retraite, Scherer ne devait pas laisser 2,500 hommes dans les châteaux de Brescia et de Bergame; ces châteaux avaient été ruinés fort anciennement. Sur leurs décombres on avait établi des retranchements tout au plus suffisants contre la cavalerie et contre la populace.

Scherer ne manquait ni d'esprit ni de courage, il manquait de caractère; il parlait de la guerre hardiment mais vaguement; il n'y était pas propre. Il faut qu'un homme de guerre ait autant de caractère que d'esprit; les hommes qui ont beaucoup d'esprit et peu de caractère y sont les moins propres: c'est un navire qui a une mâture disproportionnée à son lest; il vaut mieux beaucoup de caractère et peu d'esprit. Les hommes qui ont médiocrement d'esprit et un caractère proportionné réussiront souvent dans ce métier; il faut autant de base que de hauteur. Le général qui a beaucoup d'esprit et du caractère au même degré, c'est César, Annibal, Turenne, le prince Eugène et Frédéric.

Cinquième observation : Moreau. — Le général Moreau, qui, sous Scherer, manœuvra avec habileté à la tête d'une et de deux divisions, lorsqu'il eut le commandement en chef, 1° donna la bataille de Cassano et la perdit. Il laissa cerner les deux divisions de Serurier, qui furent obligées de capituler. 2° Il fit sa retraite derrière le Tessin; il eût dû la faire par Plaisance, sur la rive droite du Pô, pour rester en communication avec l'armée de Naples; car, réuni à cette armée, il pouvait encore reconquérir l'Italie; il faut toujours opérer sa retraite sur ses renforts. 3° Du Tessin il se porta sur Turin, et laissa par là Souvarof maître de

marcher sur la Bocchetta et de le couper de l'armée de Naples. 4° L'irrésolution de Souvarof lui donna le temps de revenir sur ses pas; il redescendit, par la rive droite du Pô, de Turin sur Alexandrie; mais, peu de jours après, au lieu de couvrir Gênes et de se réunir à l'armée de Naples, qui déjà était en Toscane, il marcha sur Coni. Lorsqu'il y arriva, le 24 mai, l'armée de Naples entrait à Florence et à Sarzana, elle se mettait en communication avec Gênes; la jonction eût été dès lors opérée si le général Moreau ne se fût éloigné de quarante lieues par ce faux mouvement sur Coni, ce qui eut des résultats funestes. 5° De Coni, il repassa alors la grande chaîne des Alpes au col de Tende, et se porta sur Gênes par des chemins affreux, se séparant de son artillerie, qu'il dirigea sur Nice par la chaussée de Sospello. Il envoya l'ordre à Macdonald de passer l'Apennin et de déboucher dans la vallée du Pô, sur Tortone, où il lui donnait rendez-vous. 6° Pendant que l'armée de Naples exécutait cette marche si dangereuse, si contraire aux règles de l'art, il passa la Bocchetta avec 30,000 hommes, mais trop tard; la bataille de la Trebbia avait déjà décidé du sort de l'armée de Naples. Moreau eût dû déboucher par Bobbio et joindre Macdonald avant la bataille. Ces deux armées françaises étaient de 75,000 hommes; elles eussent reconquis l'Italie si elles eussent été commandées par un général capable.

Sixième observation : Macdonald. — 1° Macdonald aurait dû partir de Naples le 15 avril, le lendemain du jour où il reçut l'ordre de Scherer, en date du 8 avril; il pouvait être dans la vallée du Pô assez à temps pour couvrir l'Adda. Il ne partit que le 2 mai de son camp de Caserte; il perdit quinze jours dans une circonstance bien délicate. Arrivé le 24 mai à Florence, il n'avait qu'un seul parti à prendre, c'était de se porter sur la Spezia avec son artillerie et ses charrois pour faire sa jonction avec Moreau derrière l'Apennin. La Spezia n'est qu'à vingt lieues de Gênes. Réunies dans les premiers jours de juin, les deux armées, fortes de 75,000 hommes, auraient repassé la Bocchetta, fait lever les siéges de Tortone, d'Alexandrie et de Turin, et reporté la guerre sous les murs de Mantoue. Les principes de l'art de la guerre n'admettent aucun autre

plan, ils condamnent tout autre parti. Mais le chemin de la Spezia à Gênes n'est pas, dit-on, praticable à l'artillerie? L'artillerie de l'armée de Naples consistait en quarante pièces de canon, dont seulement huit de 12. Les obusiers et les pièces de 4 pouvaient être transportés par terre, soit dans des troncs d'arbres creusés en forme de traîneaux, soit avec des leviers. Les munitions pouvaient être portées à dos, soit par des chevaux d'attelage, soit par des mulets de réquisition. Les montagnes de la Ligurie sont pleines de mulets de bât. Florence, Livourne, Sarzana, la Spezia, ne manquaient pas de bâts pour harnacher les chevaux. La Corniche, de la Spezia à Gênes, longe la mer et ne traverse que des collines; on n'y trouve aucune montagne, l'artillerie pouvait passer facilement; elle a passé le grand Saint-Bernard en 1800; en 1794 et 1795 elle avait passé de Nice à Savone. Enfin on pouvait embarquer l'artillerie comme on l'a fait après la bataille de la Trebbia; il ne fallait que quelques felouques pour la porter en deux jours à Gênes par le cabotage le long des côtes. Il y avait des centaines de bâtiments à Livourne, à la Spezia, etc. L'escadre anglaise n'était pas dans ces parages; y eût-elle été, elle n'eût pas pu empêcher le cabotage; et, quand bien même Macdonald eût perdu ses pièces de position, c'était de peu d'importance, puisque, en conservant les chevaux et les harnais, il eût en vingt-quatre heures reformé son équipage dans une place comme Gênes, où, indépendamment de l'artillerie génoise, il y avait l'artillerie française provenant de l'évacuation de l'Italie; les arsenaux de Nice, d'Antibes, de Toulon, étaient d'ailleurs abondamment pourvus.

2° Marcher avec une armée de 40,000 hommes pendant l'espace de quarante lieues dans la vallée du Pô, depuis Bologne jusqu'à Novi, le flanc droit exposé aux débouchés du Pô, dont l'ennemi occupait toute la rive gauche, sans pouvoir conserver la possession de ses derrières, exposé ainsi à avoir l'ennemi en front, en queue et en flanc, c'était une opération folle. Mais enfin, si l'on était résolu à l'entreprendre, il fallait la faire rapidement, à marches forcées, à tire-d'aile, être le 28 mai à Modène et arriver le 4 juin à Novi; alors Souvarof n'aurait pas eu le temps de réunir son armée. Au lieu de cela, le général de l'armée de Naples resta

quatorze jours à Florence sans bouger, ce qui permit aux généraux autrichiens d'être bien instruits de l'orage qui se préparait. Arrivé le 15 juin à Plaisance, il y séjourna inutilement deux jours, ce qui donna le temps à Souvarof d'arriver de Turin.

Il est des militaires qui ont dit que Macdonald devait passer le Pô et se porter dans le Serraglio; mais ils ne savent pas que pendant juillet le Serraglio est inhabitable, que l'armée y eût perdu 500 hommes par jour; qu'une fois passé sur la rive gauche du Pô, l'Oglio, l'Adda, le Tessin formaient de grands obstacles.

3° Les troupes françaises ont montré à la Trebbia le courage et l'intrépidité de ces vieilles bandes fières de leurs lauriers d'Italie et de ceux qu'elles venaient de cueillir à Naples. Mais le terrain a été mal choisi, les opérations mal dirigées, Macdonald n'y a montré que de l'intrépidité. L'armée française avait, pendant cette bataille, la droite au Pô, la gauche aux montagnes, les derrières sur la ville de Plaisance, dont l'ennemi occupait la citadelle. Souvarof, au contraire, avait sa droite aux montagnes, sa gauche au Pô, ses derrières sur Tortone, où était le corps de Bellegarde: sa retraite était ainsi assurée sur ses derrières et sur la rive droite du Pô, dont il était maître.

Un grand général, résolu à livrer bataille avant la réunion des deux armées, se fût présenté sur le champ de bataille de la Trebbia, sur la rive droite du Tidone, en masquant sa véritable ligne de bataille par la cavalerie et ayant l'air d'avoir sa ligne d'opération sur Plaisance, mais l'ayant effectivement sur Bobbio et Gênes; la gauche de sa ligne de bataille étant alors du côté de Tortone, la droite du côté de Plaisance et parallèlement à la chaussée de Plaisance à San-Giovanni, à cheval sur le chemin de Plaisance à Gênes par Bobbio, et tendant à jeter l'ennemi dans le Pô. Tous les efforts que l'ennemi eût faits le long du Pô pour gagner la chaussée de Plaisance, efforts qu'il eût cru devoir décider de la victoire, n'auraient abouti qu'à lui faire prêter le flanc droit à l'armée française et à l'entraîner à sa perte.

La retraite de l'armée devait être sur Bobbio; la route est bonne pour l'artillerie pendant quatorze lieues, jusqu'à Ponte-Rovegno. Arrivée à la

source de la Trebbia, l'armée se fût trouvée à trois lieues de la Bocchetta; sa jonction eût été faite dès lors avec l'armée d'Italie, communiquant par la chaîne supérieure de l'Apennin. Du champ de bataille de la Trebbia, en quatre jours l'armée arrivait sur Gênes; elle n'eût pas été arrêtée une seule heure par la difficulté du passage de l'Apennin.

4° La retraite de Macdonald sur Parme, Modène et la Toscane, devait entraîner sa ruine; elle l'exposait de nouveau pendant quarante lieues à être enveloppé par Hohenzollern, Kray et Klenau, déjà sur ses derrières, pendant que Souvarof lui couperait sa retraite par Gênes et la Toscane, ce qui le rejetterait sur Rome et rendrait impossible son retour en France. Il est enfin arrivé à Gênes, mais seulement trente jours plus tard et avec 8,000 hommes de moins; il a couru beaucoup de dangers de gaieté de cœur; il pouvait être en quatre jours sur l'Apennin, à la droite de Moreau.

Septième observation : Souvarof. — 1° Le maréchal Souvarof avait l'âme d'un grand général, mais il n'en avait pas la tête. Il était doué d'une forte volonté, d'une grande activité et d'une intrépidité à toute épreuve; mais il n'avait ni le génie ni les connaissances de l'art de la guerre. Lorsqu'il arriva sur l'Adige, Kray avait enfoncé les portes de l'Italie, Mantoue et Peschiera étaient cernés, et Scherer était derrière l'Adda, affaibli par la perte de deux batailles et par les garnisons qu'il avait jetées dans Mantoue, Peschiera, Brescia, Bergame, Ferrare, le fort Urbano et Pizzighettone. Il ne pouvait plus se relever et ne pouvait plus être dangereux que par sa jonction avec l'armée de Naples. Souvarof devait, dans toutes ses manœuvres, ne se proposer qu'un but : empêcher cette jonction. Ce fut justement la seule chose à laquelle il ne pensa pas; il a agi sans plan, sans calcul.

2° Il chargea le général Kray avec 25,000 hommes d'assiéger Mantoue, et envoya le général Klenau avec 9,000 hommes investir Ferrare et observer la rive droite du Pô. Le siége de Mantoue ne pouvait pas être entrepris tant que l'armée de Naples ne serait pas passée; il fallait donc bloquer cette place avec 10,000 hommes, et envoyer Kray, avec 25,000

hommes, s'emparer de Bologne, désarmer les patriotes de la rive droite du Pô, y prendre des otages, entrer en Toscane, défaire les divisions Montrichard et Gaultier, qui étaient dans ces pays, et, interceptant tout à fait les communications de l'armée de Naples avec celle d'Italie, les obliger à se replier sur Rome ou Gênes. Les 25,000 hommes de Kray se morfondirent dans les marais de Mantoue et peuplèrent les hôpitaux; le siége de Mantoue fut levé deux fois par la crainte de l'armée de Naples. La division Klenau, trop faible, se contenta de bloquer le château de Ferrare, et laissa les divisions françaises Montrichard et Gaultier maîtresses de la Romagne, de la Toscane et des débouchés de l'Apennin. Les communications entre l'armée de Naples et celle de l'Italie ne furent pas interceptées un seul jour, et, lorsque Macdonald arriva en Toscane, il fut renforcé de toutes les troupes françaises qui s'étaient maintenues dans les Légations et en Toscane.

3° Les manœuvres de Souvarof, de Milan sur Voghera; ses tentatives mal conçues pour déposter les Français de la position du Tanaro; la manière dont il jeta une belle division russe dans les mains de son ennemi, au confluent du Tanaro et du Pô; son changement de projet, en abandonnant la rive droite du Pô et se portant sur Turin et les vallées des Alpes; trente jours perdus dans ces incertitudes et ces fausses manœuvres, pendant que l'armée de Naples arrivait dans la Rivière de Gênes, indiquent un homme qui n'avait aucune connaissance des principes de la guerre. Il eût dû, de Milan, arriver en quatre jours sur Voghera, envoyer Melas avec 30,000 hommes à la poursuite de Moreau, se porter sur Gênes avec 20,000 hommes (il y serait arrivé le 9 mai au plus tard), de là aller joindre le général Kray en Toscane, et, ayant ainsi réuni 45,000 hommes, se porter à la rencontre de Macdonald, qui n'en avait pas 30,000. Pendant ce temps Melas, avec 30,000 hommes, eût tenu Moreau en échec sous Turin et dans le comté de Nice; ce qui, joint aux 10,000 hommes sous Mantoue, aux 5,000 devant la citadelle de Milan et à 10,000 hommes pour observer Alexandrie et Tortone, aurait employé ses 100,000 hommes. L'escadre anglaise, qui croisait sur les côtes de Toscane et de Gênes, lui eût rendu de grands services. Il est pro-

bable que l'armée de Naples aurait rétrogradé sur Rome; elle eût été perdue pour la France.

4° Après la perte de la bataille de la Trebbia, pas un homme de l'armée de Macdonald n'eût dû rentrer en France, ce qui aurait évité la bataille de Novi; dès lors l'Italie était conquise. Mais Souvarof, au lieu de couper l'armée française de Gênes, en marchant rapidement sur l'Apennin, abandonna sa poursuite au moment le plus important, et cette armée lui échappa.

PRÉCIS

DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

ARRIVÉS PENDANT LES SIX DERNIERS MOIS DE 1799[1].

I. Plan de campagne pour l'arrière-saison. — II. Opérations des armées d'Helvétie et du Bas-Rhin; bataille de Zurich (24 septembre 1799). — III. Expédition anglo-russe en Hollande; bataille de Bergen (19 septembre); bataille d'Egmond (2 octobre); bataille de Castrikum (8 octobre); capitulation de l'armée anglo-russe (18 octobre). — IV. Opérations des armées d'Italie et des Alpes; bataille de Novi (15 août); bataille de Genola (4 novembre). — V. Observations.

I. L'éclat que les succès de Souvarof jetaient sur la Russie stimulait encore la haine de l'empereur Paul contre la République. Il mit plusieurs corps d'armée en mouvement : 30,000 hommes, sous le général Korsakof, se rendirent en Suisse; 18,000, sous les ordres du général Hartmann, s'embarquèrent à Revel sur une escadre anglaise; 11,000 se rendirent en Italie pour recruter Souvarof; ce qui porta à 90,000 hommes la force des armées russes employées dans cette campagne. Les chaleurs de la Lombardie étaient contraires aux Russes. Le mélange de diverses nations dans la même armée n'avait que des inconvénients. Les généraux autrichiens se montraient peu contents de la tactique du général Souvarof, dont les mœurs sauvages leur déplaisaient. Les cabinets coalisés convinrent que quatre armées agiraient simultanément, une en Italie, composée d'Autrichiens, sous les ordres de Melas; une en Helvétie, composée de Russes, d'émigrés français et de Suisses, sous les ordres de Souvarof: une sur le bas Rhin, composée d'Autrichiens et de troupes de

[1] Ce *Précis* est reproduit d'après le manuscrit original donné, en 1841, par le général Bertrand à la bibliothèque de la ville de Châteauroux.

l'Empire, sous l'archiduc; enfin une en Hollande, composée d'Anglais, de Russes et d'Orangistes, sous les ordres du duc d'York. Cette dernière armée, après s'être emparée d'Amsterdam et avoir rétabli le stathouder, devait entrer en Belgique et se réunir à l'armée du Bas-Rhin.

Le gouvernement français, de son côté, sans se laisser décourager par les désastres qu'il avait éprouvés, mit tout en œuvre pour recruter des armées. Celle d'Helvétie était la plus forte. On donna ordre sur ordre à Masséna de prévenir l'arrivée des Russes et de s'emparer de Zurich. On composa l'armée du Bas-Rhin de troupes mobiles, et on la confia au général Muller. On appela au commandement de celle d'Italie le général Joubert, que l'opinion du soldat désignait comme propre à réparer les désastres et à faire renaître les beaux jours de 1796. Enfin on créa une nouvelle armée sur les frontières du Dauphiné, et l'on en donna le commandement au général Championnet, qu'avaient illustré les victoires de Rome et de Naples.

II. Masséna profita de l'impatience où l'on était à Paris qu'il entrât en opération pour solliciter et obtenir de nouvelles troupes. Le 12 août il mit en mouvement sa droite, sous Lecourbe, elle était forte de 25,000 hommes; la gauche de l'armée autrichienne qui lui était opposée n'en avait que 20,000. Aussi fut-elle bientôt chassée de Schwitz, de Glaris, du Saint-Gothard, et rejetée sur les débouchés du Rheinthal, après avoir perdu plusieurs milliers de prisonniers, des drapeaux et du canon. Ces combats opiniâtres, donnés sur les pitons les plus élevés du continent, attirèrent sur Lecourbe le regard de l'Europe. Masséna, avec son centre, se porta sur Zurich, qu'il attaqua le 14; mais il fut arrêté par les remparts de cette ville. Le 17 l'archiduc, à son tour, essaya inutilement de jeter des ponts sur l'Aar pour tourner la gauche de l'armée française et la déposter de la forte position qu'elle occupait au mont Albis. Sur ces entrefaites, le 19, l'avant-garde des Russes de Korsakof arriva à Zurich.

Dans le même temps l'armée française du Bas-Rhin se mit en mouvement. Le général Muller quitta son quartier général de Manheim et se

porta, le 25 août, à Heidelberg, sur le Neckar, avec 20,000 hommes, fit investir Philippsburg le 2 septembre, le bombarda pendant cinq jours et cinq nuits, et en rasa toutes les maisons. L'archiduc, voyant que les huit bataillons qu'il avait détachés de Schaffhouse, afin de renforcer le général Sztàray, n'étaient pas suffisants pour couvrir l'Allemagne, et que, conformément au plan adopté par les cabinets, les alliés étaient déjà embarqués en Hollande, quitta l'armée d'Helvétie et se porta sur le bas Rhin. Le 4 septembre il arriva à Donaueschingen, le 12 devant Philippsburg; ce qui contraignit le général Muller à en lever le siége et à repasser le Rhin, laissant le général Laroche dans Manheim avec 6,000 hommes. L'archiduc attaqua cette place le 17, s'en empara de vive force et fit plusieurs milliers de prisonniers.

De son côté, Souvarof avait quitté le commandement de l'armée d'Italie. Il arriva le 14 septembre à Bellinzona avec 25,000 Russes qui lui restaient des 51,000 qui étaient entrés successivement dans la péninsule; 31,000 étaient morts ou prisonniers, ou aux hôpitaux. Il prit à Bellinzona le commandement de l'armée d'Helvétie. Il perdit dix jours au pied des Alpes; ce fut le 24 septembre seulement qu'il occupa le Saint-Gothard, entra en Suisse, et se joignit aux corps de Rosenberg et d'Auffeuberg; ce qui porta ses forces sur ce point à 35,000 hommes. Le corps autrichien du général Hotze, fort de 25,000 hommes, le corps russe de Korsakof, de 30,000 hommes, complétaient l'armée sous ses ordres à 90,000 hommes, sans compter les émigrés et les insurgés suisses.

Masséna sentit enfin que le moment décisif était arrivé, qu'il n'avait plus un jour à perdre; que, s'il donnait le temps à Souvarof d'arriver à Zurich, sa position deviendrait fâcheuse. Son quartier général était à Lenzburg; le général Menard commandait sa gauche, depuis l'embouchure de l'Aar jusqu'à Baden; le général Lorge était à Dietikon, sur le bord de la Limmat; le général Mortier à Adlischweil, sur la Sihl, observant Zurich; le général Klein, avec la réserve, à Bremgarten, sur la Reuss; le général Soult était à Glaris, occupant avec sa division la rive gauche de la Linth jusqu'à sa source, une partie de la rive gauche du lac de Zurich, et se liant avec Mortier. Le général Lecourbe, avec trois divi-

sions, occupait à l'extrême droite Wesen et le Saint-Gothard. Le général Chabran commandait le camp de Bâle. La force totale était de 90,000 hommes. Les deux armées étaient donc égales en nombre; mais le corps de Souvarof était encore éloigné de son centre. Le quartier général de Korsakof était à Zurich; sa droite, formée par une division autrichienne, s'appuyait au Rhin, à l'embouchure de l'Aar. Les divisions russes garnissaient les bords de la Limmat, depuis Klingnau jusqu'à Zurich, et la rive droite du lac jusqu'à Rapperswyl. Le général Hotze, avec le reste de l'armée autrichienne, occupait la rive droite de la Linth, Uznach, Schännis et Wesen; son quartier général était à Kaltbrunnen. La Linth, le lac de Zurich, la Limmat, et, depuis l'embouchure de cette rivière, l'Aar, enfin le Rhin jusqu'à Bâle, séparaient les deux armées.

Les Français ne pouvaient profiter de l'éloignement du prince Charles et de Souvarof, et s'emparer de Zurich, qu'en portant la guerre sur la rive droite du lac et de la Limmat. Cette rivière était un obstacle important; les cinq lieues de Zurich à son embouchure dans l'Aar étaient gardées par toute l'armée russe; mais au village de Dietikon, à deux lieues au-dessous de Zurich, la Limmat coule au milieu d'une plaine et forme un coude favorable, qui rend impossible à l'armée placée sur la rive droite de défendre le passage. Dans la nuit du 23 au 24 septembre, Masséna fit mettre vingt pièces de canon en batterie aux deux extrémités de ce coude, près de Dietikon; au même moment les haquets arrivèrent; en peu d'heures, les pontonniers jetèrent un pont. L'infanterie russe, au premier bruit qu'elle entendit, engagea une vive fusillade, mais elle fut contrainte par les batteries de s'éloigner. Le général Gazan passa la rivière, les généraux Oudinot et Klein le suivirent; ils attaquèrent dans la journée du 25 les hauteurs de Höngg et de Zurichberg. Le général Mortier longea la rive gauche du lac, se porta au village de Wollishofen, en vint aux mains avec la division russe qui était en position près du pont de Zurich, au-dessous de la porte de cette ville. Les Russes, attaqués sur les deux rives, firent face partout avec intrépidité; ils gardèrent la ville de Zurich une partie de la nuit du 25 au 26, mais enfin les Français enfoncèrent les portes. Korsakof ne rallia sur la rive droite du Rhin que la

moitié de son corps; il perdit par la bataille 15,000 hommes, ses hôpitaux, ses magasins et ses caisses militaires.

Soult, à la pointe du jour, le 25, passa la Linth, en jetant un pont au village de Schännis, s'empara de Grynau et attaqua le corps autrichien de Hotze. Un des premiers coups de fusil des tirailleurs français frappa à mort ce général. Il était d'origine suisse et jouissait de toute la confiance de l'armée autrichienne; sa perte fut pour elle dans ce moment un événement des plus funestes. Le combat se soutint toute la journée avec opiniâtreté. Une brigade russe, qui était au village de Rapperswyl, formant la gauche du corps de Korsakof, marcha au secours des Autrichiens: elle fut culbutée et mise en désordre. Les Autrichiens furent contraints de repasser la Thur; poursuivis jusqu'au village de Lichtensteig, ils se trouvèrent coupés et rejetés loin du champ de bataille.

Ce jour même, 25 septembre, Souvarof, plein des plus flatteuses espérances, franchissait le col du Saint-Gothard, annonçant hautement son projet, non-seulement de tourner la droite des lignes de la Linth et de la Reuss, mais, dédaignant toute marche ordinaire, de se porter directement sur Lucerne et Berne, et de rejeter en peu de jours l'armée française sur le Jura. Il fit successivement son entrée à Altorf, à Brunnen, à Schwitz, et enfin à Glaris le 29 septembre. Lecourbe, n'ayant point assez de forces pour l'arrêter, refusa le combat. Mais, arrivé à Glaris, Souvarof apprit les désastres de Zurich et le mouvement que faisait Masséna avec 18,000 hommes pour soutenir sa droite; cela le décida à céder à la nécessité. Il évacua la Suisse, abandonnant ses traînards, ses malades, ses blessés, et laissant beaucoup de prisonniers dans les mains du vainqueur. Le 8 octobre il arriva à Coire avec les débris de son armée, la rage dans le cœur et fort abattu de cette triste fin d'une campagne commencée sous d'aussi heureux auspices.

Korsakof, réuni au corps autrichien, repassa sur la rive gauche du Rhin et s'avança sur la Thur, faisant mine de marcher sur Zurich pour dégager Souavrof. Masséna se porta contre lui, le battit, le rejeta sur la rive droite du Rhin et prit Constance, le 7 octobre. Le corps de Condé, qui s'y trouva, essuya de grandes pertes.

Le général Lecourbe, qui avait acquis de la réputation et montré de l'activité et de l'audace dans cette campagne, ayant été promu par le gouvernement au commandement de l'armée du Bas-Rhin, arriva le 10 octobre à Strasbourg, brûlant du désir de se signaler et de justifier la confiance dont il était l'objet. Il réunit en hâte 20,000 hommes, dont il forma quatre divisions, sous les ordres des généraux Laborde, Legrand, Ney et Baraguey d'Hilliers, et porta son quartier général à Wiesloch. Il attaqua et battit le général Gœrger, qui avait remplacé le prince de Schwarzenberg dans le commandement du corps d'observation autrichien, entre le Main et le Neckar. Ce général, après avoir reçu un renfort de cavalerie, s'était établi à Reilingen, à une marche de Philippsburg, à mi-chemin du Rhin et du Neckar, communiquant par Heilbronn et Stuttgart avec le quartier général de la grande armée, à Donaueschingen, sur le Danube; il fut obligé d'évacuer ses positions. L'armée française investit Philippsburg; la division Laborde en fit le blocus. Les trois autres divisions occupèrent tout le pays entre le Neckar et le Rhin, depuis Durlach, Heilbronn et Manheim. Le général autrichien Merveldt, avec une division de la grande armée, observait le débouché de Kehl et gardait les débouchés des montagnes Noires. Les désastres de Zurich obligèrent l'archiduc à quitter le bas Rhin et à se porter avec son armée sur le haut Danube.

Lecourbe en profita, et se porta sur Heilbronn pour attaquer le centre du corps de Sztàray; mais il fut repoussé et forcé de repasser le Neckar. Le 7 novembre il leva le blocus de Philippsburg et prit position, la droite au Rhin, la gauche au Neckar, en avant de Heidelberg, couvrant Manheim, où était son pont. Peu après, ayant reçu quelques renforts des places du Rhin et complété son armée à 30,000 hommes, il se reporta en avant. Le général Laborde, avec la droite, investit pour la troisième fois Philippsburg; Baraguey d'Hilliers, avec la gauche, manœuvra sur la droite du Neckar; Ney et Decaen marchèrent, avec le centre, par Sinsheim jusqu'à Eppingen. Lecourbe battit, à Bruchsal, le prince de Lorraine, qui voulut s'opposer à sa marche, et le rejeta sur l'Enz, la gauche au Rhin, la droite au Neckar, et les derrières sur l'armée de l'archiduc. Ce dernier

envoya le général Sztàray, avec un renfort de cavalerie et d'infanterie, prendre le commandement de ce corps d'observation et mettre un terme aux mouvements offensifs qui inquiétaient l'Allemagne. Le 22 novembre, Sztàray attaqua le centre de l'armée française, s'empara d'Eppingen et de Stetten. Le 2 décembre le combat se renouvela avec chaleur à Sinsheim et à Weiler. Lecourbe fut obligé de nouveau à la retraite; il leva le blocus de Philippsburg, reporta d'abord son quartier général à Wielosch, puis à Schwetzingen, et prit position la droite au Rhin, au-dessus de Manheim, la gauche au Neckar, au-dessus de Seckenheim, position dangereuse où sa retraite était compromise. Mais, le 5 décembre, il conclut avec le général Sztàray un armistice par lequel il était stipulé que les Français hiverneraient sur la rive droite du Rhin. La clause expresse de la ratification de l'archiduc y était mentionnée; ce prince la refusa le 11 décembre. Cependant Lecourbe atteignit une partie de son but : il profita de ses six jours d'armistice pour évacuer tranquillement la rive droite du Rhin et prit ses cantonnements entre Mayence et Landau, sur la rive gauche.

III. Les préparatifs d'une expédition importante se faisaient en Angleterre. Une armée russe se rassemblait à Revel. Le cabinet de Saint-James ne dissimulait pas ses projets sur la Hollande, soit qu'il voulût par là détourner l'attention du gouvernement français de la Suisse et de l'Italie, soit qu'il voulût prévenir les Orangistes. Une escadre anglaise, forte de cinquante-cinq vaisseaux de guerre de toutes grandeurs, sous l'amiral Duncan, et un convoi de cent quatre-vingts voiles, sur lequel était embarquée la division Abercromby, forte de 12,000 hommes, appareillèrent d'Angleterre. Le 19 août on les signala sur les côtes de Hollande. Le 21 le Directoire batave fit connaître au général Brune, commandant l'armée gallo-batave, que l'amiral anglais avait sommé la flotte hollandaise, mouillée au Texel, et le gouverneur du Helder, d'arborer les couleurs d'Orange.

Brune avait sous ses ordres 30,000 hommes effectifs, savoir : 20,000 Hollandais et 10,000 Français. Les 20,000 Hollandais formaient deux divisions : la première, sous le général Daendels, était cantonnée depuis

la Haye jusqu'au Texel; la seconde, sous le général Dumonceau, était dans la Frise, ayant son quartier général à Groningen. Les 10,000 Français formaient trois divisions : la première était chargée de la défense de la Zélande; les deux autres étaient le long du Rhin et de la Meuse depuis Nimègue.

Le général en chef, incertain sur les intentions de l'ennemi, n'osa se dégarnir sur aucun point de la frontière. Il pouvait, disait-il, être attaqué par l'Escaut, la Meuse, la Frise ou le Helder; il se borna à ordonner au général Daendels de concentrer sa division au Helder, le point le plus important de son arrondissement. Cette conduite parut d'abord justifiée par l'événement; l'escadre ennemie disparut pendant plusieurs jours de devant le Helder, mais c'était l'effet des mauvais temps. Le 26 août elle revint et mouilla aussi près que possible de terre, à deux lieues au sud de la passe du Texel, embossant quelques frégates près du rivage. Le 27, à la pointe du jour, elle débarqua la division Abercromby vis-à-vis des dunes amoncelées sur la base d'une ancienne digue nommée la Zype-Dyk. Ces digues, élevées de 9 à 10 toises, forment un glacis de 100 toises du côté de l'estran du télégraphe. Le général Daendels ne jugea pas devoir s'établir sur leur sommet; il fit ses dispositions pour attaquer l'ennemi par ses flancs aussitôt après qu'il aurait débarqué.

Les troupes légères anglaises, soutenues par quelques bataillons de grenadiers, mirent pied à terre, sous la protection des bâtiments embossés; elles eurent le temps de se former et de faire leurs dispositions avant d'être attaquées. Abordées mollement et par peu de monde, sur leur gauche, elles le furent avec vigueur et ténacité sur leur droite, où était Daendels. Cependant elles le repoussèrent, et, après plusieurs heures de combat, le forcèrent à la retraite, avec perte d'un millier d'hommes; la leur s'éleva à environ 500 hommes. Une fois le débarquement opéré, Daendels jugea que les lignes du Helder n'étaient plus tenables; il les fit évacuer dans la nuit, et prit position sur la Zype. L'ennemi occupa le lendemain le Helder, et y arbora le pavillon d'Orange. Le 30 l'escadre hollandaise, composée de neuf vaisseaux de guerre, se rendit à l'amiral anglais et hissa les couleurs d'Orange. Les équipages s'étaient insurgés, ils avaient cons-

titué prisonnier l'amiral Story, leur commandant, et tous leurs officiers, dont la conduite fut honorable. Cette trahison fut le signal d'un mouvement national à Amsterdam. Le peuple de cette grande ville montra la plus vive indignation d'une si infâme conduite. Des bataillons de grenadiers et de chasseurs se formèrent dans les provinces et se réunirent à Haarlem. Le Directoire batave proclama hautement la volonté de la nation de défendre son territoire jusqu'à la dernière extrémité, même la capitale si cela devenait nécessaire.

Le 1er septembre, Daendels, inquiet de ne voir arriver aucune troupe à son secours, se trouvant compromis, voulut se couvrir par les inondations des canaux et des digues; il retira sa gauche sur Alkmaar, et sa droite sur Purmerend, couvrant Amsterdam. Mais Brune, éclairé enfin sur les projets de l'ennemi, avait expédié des ordres de mouvement pour réunir son armée. Il porta son quartier général à Alkmaar; la brigade du général Gouvion s'établit sur les dunes, la droite au canal d'Alkmaar, la gauche à l'estran. Les bataillons français qui arrivèrent de la Belgique y furent successivement réunis; ce qui forma la division Vandamme. La division Daendels composa le centre; elle appuya sa droite à Avenhorn. La division Dumonceau quitta la Frise, traversa Amsterdam le 6 septembre et entra en ligne le 8. Le général Brune eut alors 25,000 hommes présents sous les armes, en bataille. Il occupa une ligne continue de trois lieues, et s'étendit par des flanqueurs jusqu'à Hoorn, sur le Zuiderzee: Vandamme formait sa gauche, et garnissait un front d'une lieue et demie jusqu'au canal d'Alkmaar. Dumonceau au centre était au pont de Schoorldam, sur ce canal; la droite, sous Daendels, était à la position d'Oudkarspel, ces deux corps couvrant ainsi 4,000 toises. Le quartier général et le parc de réserve étaient à Alkmaar.

Le général anglais prit position derrière la Zype, sa droite à la mer, derrière Petten, flanquée par des frégates et des chaloupes canonnières; son centre à la hauteur du village de Krabbendam, qu'il avait retranché: sa gauche vis-à-vis le village d'Eenigenburg et de Sant-Maarten; la Zype servait de terre-plein à son artillerie. Cette position avait trois lieues d'étendue. La Zype est une grande digue qui remonte pendant une lieue

un quart la rive droite du canal d'Alkmaar, depuis son embouchure jusqu'au village de Krabbendam. Là elle fait un angle, tourne parallèlement à la mer, dans la direction du Texel, pendant quatre lieues, et se termine au Zuiderzee. Dans les premiers jours de son débarquement, la position du général anglais fut critique; mais, ayant été rejoint par une brigade de 5,000 hommes, il se trouvait avoir réuni 18,000 hommes, y compris un détachement de la flotte. Il fut ainsi, pendant plusieurs jours, inférieur de moitié à l'armée française, et il l'était encore d'un tiers après l'arrivée de ce second convoi: ce qui décida le général Brune à marcher en avant.

Le 10 septembre, à la pointe du jour, il se mit en mouvement sur six colonnes. Les deux de droite, commandées par Daendels, sur Sant-Maarten et Eenigenburg, les deux du centre, sous Dumonceau, sur Eenigenburg et Krabbendam; les deux de gauche, composées de Français sous Vandamme, se dirigèrent, celle de droite par la digue de la rive gauche du canal d'Alkmaar, celle de gauche par les dunes qui dominent l'estran. Arrivée sur le front de l'attaque, l'armée embrassait trois lieues. Vandamme fut arrêté par le canal d'Alkmaar, qui longe la digue; il fut exposé à la fois au feu des vaisseaux et à celui des batteries placées sur la Zype. Il n'avait ni équipage de pont ni batterie de réserve; il fut obligé de se replier après avoir fait sonder le canal, où plusieurs soldats se noyèrent. Dumonceau et Daendels s'emparèrent des villages, mais ils furent repoussés aux attaques de la digue, et contraints à la retraite. L'armée rentra de jour dans sa position, sans être poursuivie; sa perte se monta à 1,200 hommes tués ou blessés, celle des Anglais à 500.

Le général en chef, après cet échec, renonça au projet de forcer la position de l'ennemi; il fit travailler avec ardeur à élever des retranchements, et attendit les renforts qui lui étaient annoncés. Les 14, 15, 16, 17 septembre, le duc d'York, avec la deuxième division anglaise et le corps russe, commandé par le général Hermann, débarqua. Il prit le commandement de l'armée anglo-russe, qui se trouva alors forte de 40,000 hommes. L'armée gallo-batave, de son côté, reçut, du 10 au 19 septembre, 6,000 hommes de France et 3,000 hommes de Hollande; ce

qui répara les pertes qu'elle avait faites aux combats des 27 août et 10 septembre, et la porta à 28,000 hommes présents sous les armes, dont 14,000 Français. Tout faisait donc une loi au duc d'York de ne pas perdre de temps.

En effet, le 18 au soir il commença son mouvement. Le général Abercromby, avec 12,000 hommes, se porta sur Hoorn pour tourner la droite de l'armée française; il y entra le 19 au matin, et fit prisonniers 250 flanqueurs bataves qui y étaient en observation. Ce même jour le duc d'York se mit en marche sur six colonnes avec le reste de l'armée. Les deux de droite, sous le général Hermann, étaient composées de douze bataillons russes et de quatre bataillons anglais; elles se dirigèrent entre la mer et le canal d'Alkmaar. Les deux du centre, sous le général Dundas, étaient formées chacune de huit bataillons anglais et de trois bataillons russes; elles débouchèrent par le village de Krabbendam et se portèrent sur la division Dumonceau. Les deux de gauche, sous le général Pulteney, se portèrent sur le général Daendels et la position d'Oudkarspel. L'adjudant général Rostollant, commandant l'avant-garde de la division française, après avoir arrêté le général Hermann pendant plusieurs heures à la hauteur du pont de Schoorldam, se replia en bon ordre sur la brigade Gouvion, qui occupait Bergen. Le général Hermann fit attaquer ce village et l'enleva à la baïonnette. Le général Dundas, qui avait forcé les positions de Dumonceau au village de Warmenhuisen, fut arrêté par les redoutes construites au pont de Schoorldam; il se trouva fort en arrière de la colonne russe. Vandamme en profita pour envelopper Bergen; il aborda les Russes à la baïonnette, les tailla en pièces, prit leur artillerie, leurs drapeaux, et fit prisonnier le général Hermann; plusieurs autres de leurs généraux furent blessés ou tués. Le général Daendels, qui jusque-là avait repoussé toutes les attaques faites contre ses retranchements, enflammé par les cris de victoire qu'il entendait au centre et à la gauche, sortit de ses redoutes et marcha au général Pulteney; mais il fut repoussé avec une perte considérable, perdit sa position retranchée et fut obligé d'effectuer sa retraite en passant le défilé de Langedyk. Le duc d'York, consterné de la défaite de la divi-

sion Hermann, fit sa retraite sur son camp, derrière la Zype. Il perdit dans cette journée le cinquième de son armée, sept drapeaux et vingt-six pièces de canon. La perte de l'armée gallo-batave fut de 3,200 hommes, tant tués que blessés. Le général Abercromby, aussitôt qu'il eut avis de la perte de la bataille, évacua Hoorn et rentra dans le camp. Cette victoire releva le courage et l'espérance des Hollandais. Amsterdam, menacé du côté du Zuiderzee, fut défendu par la garde nationale et par soixante chaloupes canonnières françaises, qui, en même temps, arrivèrent de Dunkerque. Le général Brune, malgré sa victoire, continua avec raison à se retrancher dans sa position.

Une brigade de réserve russe, forte de 3,000 hommes, renforça l'armée alliée, qui était tellement affaiblie par la journée de Bergen et les maladies, qui faisaient de grands ravages, qu'aux premiers jours d'octobre elle ne comptait plus que 30,000 hommes sous les armes. L'armée gallo-batave avait reçu 7,000 Français et 3,000 Hollandais, quelques jours après sa victoire; elle était de 30,000 hommes et attendait encore des renforts. Il fallait donc que le duc d'York renonçât à son entreprise ou risquât de nouveau le sort d'une bataille. Le 2 octobre il déboucha sur quatre colonnes, la droite sous les ordres du général Abercromby, le centre sous le général Essen, la gauche sous le général Dundas, la quatrième colonne sous les ordres du général Pulteney. Elles étaient d'une force égale, de douze bataillons chacune; mais les deux premières étaient composées de troupes qui n'avaient point encore donné, ou du moins éprouvé de pertes sensibles. Abercromby et Essen manœuvrèrent entre le canal d'Alkmaar et la mer; Dundas se porta sur le pont de Schoorldam. Le projet du duc d'York était de s'emparer d'Egmond, de tourner Alkmaar par la route des Coquilles : il ne put réussir; toutes ses attaques sur Bergen furent repoussées par le général Gouvion. La colonne russe fut encore la plus maltraitée. Les succès de cette journée, appelée *bataille d'Alkmaar*, furent balancés : les deux armées couchèrent sur le champ de bataille. Cependant le 3, à la pointe du jour, Brune ordonna la retraite; elle se fit avec ordre et à la vue des alliés, qui, à mesure qu'il évacuait Bergen, Egmond et Alkmaar, en prirent posses-

sion. Le soir du 3 l'armée gallo-batave occupa la position de Beverwyk, la plus resserrée et la meilleure de toutes; elle y fut renforcée par six bataillons français qui arrivaient de France.

Les 4 et 5 octobre les deux armées restèrent en présence. Toute inaction était à l'avantage des Français, qui recevaient chaque jour de nouveaux renforts. Le duc d'York se résolut à attaquer. Le général Gouvion appuyait la gauche sur le bord de la mer à Wyk-aan-Zee; la division Boudet était au centre, la division Dumonceau formait la droite. Daendels était détaché en avant de Purmerend pour couvrir Amsterdam. Le combat fut chaud tout le jour; les positions de Bakkum, de Limmeu et de Castricum furent prises et reprises plusieurs fois. La victoire était chancelante, lorsque le général Brune la décida en sa faveur par une charge de cavalerie qui porta le désordre dans les rangs de l'ennemi, qui ne put se rallier qu'auprès d'Egmond, abandonnant bon nombre de prisonniers, ses pièces de canon et toutes ses positions. Peudant ce temps la division Pulteney parlementait avec le général Daendels, qui se laissa amuser, et ne prit aucuue part au combat. L'issue de cette journée, appelée *bataille de Castricum*, décida, le 7 octobre, le duc d'York à opérer sa retraite sur la position de la Zype. Son armée était réduite à 24,000 combattants: l'armée française, plus forte, se renforçait encore chaque jour : l'expédition était manquée.

Brune se porta en avant le 15 octobre. Il prit position, sa gauche à Camp sur le bord de la mer, et sa droite en avant de Winkel, sur le Zuiderzee, serrant de près le camp retranché de la Zype, qu'il se disposait à attaquer, lorsque le duc d'York demanda à capituler, et envoya à cet effet au quartier général le général Knox, qui signa, le 18 octobre, la capitulation d'Alkmaar, par laquelle ce prince s'obligea à évacuer dans le plus bref délai la Hollande, à laisser les batteries du Helder tout armées et à libérer 8,000 prisonniers français.

La Hollande réclama avec raison la restitution de son escadre, ce qu'elle n'obtint pas.

Les conditions de cette convention furent scrupuleusement exécutées. Le 19 novembre le dernier convoi de l'armée anglo-russe quitta la Hol-

lande. Cette armée de 45,000 hommes d'excellentes troupes avait échoué devant une armée inférieure en nombre et en qualité.

Dans l'espace d'un mois, les deux armées se livrèrent un combat et trois batailles : 1° l'attaque de la Zype, où les Gallo-Bataves étaient les plus nombreux, mais où les Anglais étaient retranchés; ce ne fut à proprement parler qu'une reconnaissance : tout l'avantage fut pour les Anglais; 2° la bataille de Bergen, qui décida du sort de la Hollande; l'armée anglo-russe fut supérieure sur le champ de bataille, quoiqu'elle se fût affaiblie du détachement d'Abercromby; 3° la bataille d'Alkmaar; les deux armées y étaient égales en force; 4° la bataille de Castricum; l'armée gallo-batave, quoique supérieure sur le théâtre d'opération, n'était qu'égale sur le champ de bataille, parce que Daendels avait été détaché pour couvrir Amsterdam. Les Anglais et les Russes sont de très-bons soldats; les Hollandais sont médiocres, beaucoup désertent; mais dans un pays comme la Hollande, où, à tous les pas, on trouve des positions avantageuses ou inexpugnables, parce que partout on est couvert par des canaux non guéables, des marais ou des inondations, la défensive peut se soutenir avantageusement avec des troupes inférieures en force.

IV. Après la bataille de la Trebbia, l'armée austro-russe se divisa. La division Frœlich fut détachée sur Rome; la division Klenau occupa la Toscane et la Spezia, poussant une avant-garde sur Sestri pour menacer Gênes du côté du Levant. Deux divisions bloquèrent et assiégèrent Alexandrie et Tortone. Une division investit Coni. Quatre divisions furent détachées dans les bailliages italiens, au pied du Saint-Gothard et du Simplon, dans la vallée d'Aoste, au pied du Saint-Bernard, dans la vallée de Suse, au pied du mont Cenis. Six divisions occupèrent le camp d'observation de Pozzolo-Formigaro, vis-à-vis de Novi, couvrant les deux siéges de Tortone et d'Alexandrie.

Le 9 juillet le fort Urbano capitula. Le 22 Alexandrie battit la chamade; la garnison, de 2,700 hommes, fut faite prisonnière de guerre. Cette citadelle était forte, l'ennemi n'était encore qu'à sa seconde parallèle; en réalité le siége était à peine commencé; mais, un pan de l'es-

carpe de l'un des bastions s'étant écroulé par l'effet de quelques boulets qui avaient frappé par plongée et par la trouée des fossés des demilunes, le conseil de défense argua de ce que la brèche était faite, et se crut autorisé à capituler. Cette place pouvait se défendre encore plusieurs semaines. Le 30 juillet Mantoue ouvrit ses portes, après seulement sept jours de tranchée. Cela permit à l'armée de Kray de se mettre en marche pour renforcer le camp de Pozzolo-Formigaro. L'indignation fut universelle en France à la nouvelle de la reddition de Mantoue. Après que la capitulation fut signée, l'armée assiégeante, la garnison et les habitants furent obligés de réunir leurs efforts pour rétablir les digues qui assuraient la défense de la place et avaient été emportées par les eaux.

Ces trois événements inattendus améliorèrent la position de l'armée austro-russe.

La jonction de l'armée de Naples avec l'armée d'Italie, l'arrivée de renforts de France portèrent l'armée de Joubert à 60,000 hommes. Le général Championnet, dans le même moment, prit à Grenoble le commandement de l'armée des Alpes, forte de 30,000 hommes. Ces deux armées ensemble pouvaient mettre en bataille 70 à 80,000 hommes.

Le 13 août Joubert porta son quartier général de Campo-Marone dans la vallée de la Bormida. Son armée était composée de quatre divisions formées chacune de trois brigades. Il la partagea en deux corps : les divisions Watrin et Laboissière, sous les ordres de Saint-Cyr, partirent du camp de Cornigliano, franchirent la Bocchetta, et se mirent en bataille à la droite de Novi, sur les derniers mamelons de l'Apennin qui dominent toute la plaine. Les divisions Lemoine et Grouchy, sous les ordres du général Pérignon, formèrent la gauche; elles débouchèrent sur Acqui, attaquèrent vivement le corps de Bellegarde et le repoussèrent. Le 14 elles prirent position, la gauche appuyée au village de Pasturana, la droite dans la direction de Novi. Le quartier général resta à Capri. Le général en chef se rendit le soir à Novi, où il tint un conseil de guerre. Souvarof, prévenu par le mouvement de Pérignon, eut le temps de réunir son armée, qu'il plaça la gauche à la Scrivia, la droite à Bosco, le quartier général à Pozzolo-Formigaro. Joubert avait appris la prise de Mantoue

et l'arrivée de Kray. La bataille lui parut sans but et les généraux furent d'opinion unanime qu'il ne fallait pas la livrer. L'armée n'avait pas assez de cavalerie pour descendre dans la plaine et profiter des avantages que pourrait obtenir l'infanterie. Cependant il remit au lendemain à prendre un parti, mais l'ennemi le prévint et l'attaqua.

La droite de Souvarof, commandée par Kray, et la gauche, sous Melas, étaient composées d'Autrichiens, le centre de Russes. Cette armée était d'un cinquième plus forte en infanterie que l'armée française; elle était triple en cavalerie. Le 15 août, à la pointe du jour, Kray attaqua la gauche française à Pasturana; Joubert s'y porta rapidement. Son armée n'était pas favorablement placée pour recevoir la bataille; elle était sur une seule ligne de plus de 6,000 toises, du village de Pasturana à la Scrivia. Il se mit à la tête d'une brigade de son extrême gauche et marcha à l'ennemi pour arrêter ses progrès; mais une des premières balles le frappa au cœur : il tomba mort. Moreau, qui était encore à l'armée, prit le commandement et repoussa pendant toute la journée les efforts de Souvarof. Trois fois les Russes marchèrent sur Novi pour enlever cette petite ville, et trois fois ils furent repoussés. A leur troisième attaque, le général Watrin quitta sa position, descendit dans la plaine, les prit par leur flanc gauche, les rompit et les poursuivit pendant trois quarts de lieue. Melas profita du mouvement en avant de la division Watrin et se porta en hâte sur les positions qu'elle quittait. Le général Lusignan, avec son avant-garde, s'avança sur la chaussée de Novi à Gênes et l'intercepta à l'armée française. Saint-Cyr accourut aussitôt, attaqua, battit Lusignan et le fit prisonnier. Mais Melas ne se rebuta pas. Watrin ne put reprendre ses positions; il était cinq heures du soir. Moreau ordonna la retraite, qu'il fit en prolongeant la ligne de bataille par la gauche et par le chemin de Pasturana à Gavi. Le général Pérignon avec la division Grouchy soutint la retraite; il était encore à la nuit en avant de Pasturana contenant tous les efforts de l'ennemi, lorsque enfin, entouré de tous côtés et blessé, il fut fait prisonnier, ainsi que Grouchy et Colli. La moitié des parcs et des caissons tombèrent au pouvoir du vainqueur. L'armée se rallia à Gavi et reprit ses anciennes positions. La perte des

Austro-Russes fut énorme; jusqu'au moment de la retraite, elle avait été double de celle des Français.

Championnet avait commencé son mouvement le 13 août. La division Compans passa le petit Saint-Bernard, enleva de vive force le camp de la Tuile et s'empara de la vallée d'Aoste. La deuxième division descendit du mont Cenis et prit position au-dessus de Suse; la troisième descendit dans la vallée d'Aoste; la quatrième descendit du col de l'Argentière et s'empara des Barricades; mais ces mouvements étaient tardifs. Lorsque Souvarof les apprit, la bataille de Novi avait décidé du sort de la campagne. Le 16 août Souvarof porta son quartier général à Asti; Kray resta au commandement du camp de Pozzolo; Melas se dirigea sur Brà, surveillant le blocus de Coni. Depuis, l'armée russe se mit en marche pour la Suisse en conséquence du plan général de guerre arrêté par les puissances.

De toutes les places fortes que les Français possédaient en Italie, il ne leur restait plus que Tortone et Coni; toutes les autres étaient tombées. Tortone battit la chamade le 1[er] septembre; il fut convenu qu'elle ouvrirait ses portes le 11, si elle n'était pas secourue avant cette époque. Moreau, qui commandait par intérim l'armée d'Italie, résolut de sauver cette place. Le 9 septembre il se porta avec 30,000 hommes sur Serravalle et Novi; Kray l'attaqua aussitôt avec l'armée d'observation et le repoussa. Moreau, ayant échoué, reprit ses positions, et Tortone ouvrit ses portes le 11 septembre. Les clefs furent remises à Souvarof, qui, immédiatement après, partit pour rejoindre, en poste, son armée, qui déjà arrivait au pied du Saint-Gothard. Melas prit le commandement en chef.

Championnet, pour seconder les opérations de Moreau, se mit en mouvement avec ses quatre divisions. Duhesme, d'Aoste, se porta sur Châtillon; il fut arrêté par le fort de Bard; quelques troupes légères seulement passèrent et arrivèrent près d'Ivrée. La division de Suse s'avança de quelques lieues sur Turin; elle fut contenue. Championnet porta son quartier général à Pignerol, entra dans la plaine, s'avança à Fossano, sur la Stura, avec 8 ou 9,000 hommes; ce qui obligea Melas à lever le blocus de Coni. Mais aussitôt que Kray eut battu Moreau, il accourut

au secours de Melas. Ils marchèrent réunis sur Fossano, battirent Championnet le 18 septembre et le rejetèrent au delà des Alpes. Après quoi Kray retourna à Pozzolo; Melas, à son quartier général de la Trinità, à trois lieues de Coni, qu'il investit de nouveau.

Le Directoire réunit enfin les armées des Alpes et d'Italie; il en confia le commandement à Championnet, qui arriva à Gênes le 20 septembre. Il partagea ses troupes en trois corps : Saint-Cyr commanda la droite, forte de 15 à 16,000 hommes, et fut chargé de la défense de la Bocchetta, de Gênes et des débouchés de la Bormida; Duhesme, avec la gauche, composée de tout ce qu'il y avait de disponible à l'armée des Alpes, formant 12 à 15,000 hommes, campa à Briançon. Championnet se porta avec le centre, formé des divisions Lemoine, Victor, Muller et Grenier, environ 25,000 hommes, en avant de Coni, pour empêcher Melas de faire le siége de cette place, la seule qui restât aux Français en Italie et qu'il leur était si important de conserver. Le projet de Championnet était aussi d'hiverner dans les plaines du Piémont, afin de pouvoir reprendre l'offensive au commencement du printemps sans avoir les Alpes à traverser. Melas persista à maintenir le blocus de Coni; il eut lieu de s'en repentir : ses lignes entre la Stura et le Pesio furent forcées. Il fut battu à Villanova, à Mondovi, à Carrù, obligé d'évacuer toute la rive droite de la Stura et d'abandonner son quartier général de la Trinità; il rallia son armée sur la rive gauche de la Stura.

De son côté, Duhesme descendit du mont Genèvre, s'empara de Pignerol et de Saluces. Championnet, pour faciliter sa jonction, partit de Coni, se porta le 3 novembre sur Savigliano, avec les divisions Grenier et Muller, laissant la division Lemoine à Carrù sur la droite de la Stura, et ordonna à Victor, qui était sur Mondovi, de se porter sur Fossano pour y passer la Stura et y faire sa jonction avec l'armée. Fossano avait été mis à l'abri d'un coup de main. Melas avait réuni toutes ses forces entre cette ville et Marenne. Le 4 novembre, à la pointe du jour, il marcha en trois colonnes sur Savigliano. La division Grenier, attaquée par les divisions Ott et Mittrovsky, ne put résister; elle fut rejetée sur Coni. Victor, arrivé sur Fossano, fut attaqué par les divisions Elsnitz et Gottesheim. Duhesme

n'arriva sur Savigliano que quatre heures après que Grenier en avait été chassé; il se trouvait sur les derrières de l'ennemi. Après deux heures d'hésitation, il rétrograda d'abord sur Saluces; attaqué dans cette position par le général Keim, il continua sa retraite sur Pignerol et repassa le mont Genèvre. Championnet rallia la division Grenier à Trucchi, celle de Victor à Morozzo; mais celle de Lemoine se trouva coupée de Coni; plusieurs de ses régiments furent obligés de poser les armes. Le 6 novembre Elsnitz prit le camp de la Madona dell' Olmo, au pied du col de Tende. Grenier se réfugia au camp de Limone, où il fut forcé; le 12 il évacua Ormea et Ponte-di-Nava. Le 16 le général Sommariva prit le col de l'Argentière. Le 15 Provera entra dans le comté de Nice. La désastreuse journée du 4, appelée *la bataille de Genola*, coûta aux Français 8 ou 9,000 hommes tués ou blessés et sema partout le découragement. L'armée, rejetée au delà des Alpes et de l'Apennin, se trouva divisée en trois corps. Championnet porta successivement son quartier général à Pietra et à Sospello. Melas assiégea Coni, tenant des corps d'observation sur le col de Tende et sur Mondovi; il plaça son quartier général à Borgo-San-Dalmazzo. Le 5 décembre Coni ouvrit ses portes; la garnison, forte de 2,600 hommes, fut faite prisonnière de guerre.

Du côté de Gênes les mouvements de Saint-Cyr avaient été arrêtés par Kray, et toutes les attaques que Klenau, partant de la Spezia, avait tentées contre Gênes avaient été repoussées par Saint-Cyr. Le 15 octobre Klenau s'était porté sur Recco, à quatre lieues de Gênes, liant son opération avec Nelson, qui avait sur sa flotte des troupes de débarquement. Le général Miollis enleva les positions de Recco, battit Klenau et rejeta l'ennemi derrière la Magra, après lui avoir fait plusieurs milliers de prisonniers. Débarrassé aiusi de Klenau, Saint-Cyr passa la Bocchetta, se porta sur Novi, chassa de Rivalta la division Karaicsai; mais Kray accourut le 2 novembre et se porta sur Acqui pour seconder les mouvements de Melas. Les 3, 4 et 5 novembre il chassa Saint-Cyr de Rivalta, le débusqua de Novi, qu'il occupait. Le 6 Klenau s'avança de nouveau; il fut rejeté derrière la Magra par le général d'Arnaud. En décembre Kray conçut l'espoir de chasser les Français de Gênes; mais, arrêté par le

poste de la Bocchetta, il ordonna à Klenau de se porter en avant et d'attaquer la droite de cette position. Le 21 décembre ce général attaqua et repoussa d'Arnaud; il s'empara de Torriglia. La position de Saint-Cyr devint critique. Le 14 il attaqua lui-même l'ennemi, le chassa au delà de la Magra et lui fit plusieurs milliers de prisonniers. Dans ce temps il reçut un renfort considérable : une partie des troupes qui avaient combattu à Genola et de celles de l'armée des Alpes, inutiles à la garde des hautes montagnes pendant cette saison, arrivèrent à Gênes. Melas dès lors comprit qu'il ne pouvait persister dans son projet sans commencer une nouvelle campagne. Il se résolut à prendre ses quartiers d'hiver et à donner du repos à son armée, se promettant d'entrer en opération dans les premiers jours de février. Les deux armées hivernèrent : les Français dans la Rivière de Gênes, occupant la Bocchetta, la crête des Apennins jusqu'aux Alpes et la crête des Alpes jusqu'au grand Saint-Bernard. Les Autrichiens occupèrent le Piémont, les vallées d'Aoste, de Suse, de Pignerol, etc. et les positions du côté de l'Italie au-dessous de la crête supérieure. Les Français éprouvèrent des privations dans la Rivière de Gênes par le manque de transports et de fourrages. L'épidémie se mit dans les hôpitaux; le découragement fut extrême. Des régiments quittèrent leurs positions et repassèrent le Var. Les proclamations du Premier Consul, son nom, les secours de toute espèce qu'il envoya, purent seuls arrêter le mal; l'armée se réorganisa. Au lieu d'ouvrir la campagne en février, Melas ne la rouvrit qu'en avril, comme on le verra dans le récit de la campagne de 1800, aussi glorieuse pour la France que celle de 1799 lui avait été funeste.

Championnet mourut de chagrin et d'inquiétude dans le commencement de février. Né à Valence, en Dauphiné, il s'était distingué à l'armée de Sambre-et-Meuse, où sa division était une des principales; il s'y était imbu des faux principes de guerre qui dirigeaient les plans de Jourdan. Il était brave, plein de zèle, actif, dévoué à sa patrie; c'était un bon général de division, un médiocre général en chef.

Le 10 février Masséna arriva à Gênes pour prendre le commandement de l'armée.

V. *Première observation : plans de campagne.* — 1° Le projet d'agir avec quatre armées en Italie, en Suisse, sur le Rhin et en Hollande, de réunir les troupes d'une même nation, autant que cela se pouvait, dans une même armée, était bon en lui-même; mais il eût fallu le mettre à exécution au commencement ou à la fin de la campagne. Pendant les quartiers d'hiver, les mouvements se font sans inconvénient et les états-majors ont le temps d'étudier le pays, connaissance bien importante.

2° Il eût fallu faire agir les Russes sur le bas Rhin, en chargeant les Autrichiens de la Suisse et de l'Italie. Les Russes ne sont pas propres à l'Italie.

3° L'invasion de la Hollande avec 45,000 hommes aurait réussi s'ils eussent agi réunis; si, débarqués le même jour, ils se fussent sans retard mis en marche sur Amsterdam. Le duc d'York eût fait son entrée dans cette capitale dans la semaine de son débarquement. Mais 15,000 hommes de l'armée débarquant vingt et un jours avant les 30,000 autres, il était impossible de rien espérer de bon d'une combinaison si fautive; c'était presque la seule qui pût faire échouer l'expédition; le cabinet de Saint-James eut la fortune de la rencontrer.

4° Le mouvement de l'archiduc sur le bas Rhin fut prématuré. Ce ne furent pas les dangers que pouvaient courir Philippsburg et l'Allemagne qui influèrent sur sa résolution, ce fut la volonté de ne pas être en retard et de seconder le mouvement de l'armée du duc d'York. La perte de la Suisse et la défaite de Korsakof ont été la suite de ce faux mouvement de l'archiduc; ces événements doivent donc être attribués aux Anglais. Ainsi, en 1799 comme en 1800, l'intervention de leur armée ruina la coalition.

5° Les armées des Alpes et d'Italie eussent dû être réunies sous un même chef; le défaut d'ensemble entre ces deux armées a été funeste. Les plans adoptés à Paris étaient contre toutes les règles de l'art de la guerre. La guerre étant un métier d'exécution, toutes les combinaisons compliquées doivent en être écartées. La simplicité est la première condition de toutes les bonnes manœuvres; il vaut mieux faire trois ou quatre marches de plus et réunir ses colonnes en arrière et loin de l'ennemi, que d'opérer leur réunion en sa présence.

Deuxième observation : Masséna; Lecourbe. — 1° Après le détachement de Bellegarde en Italie, l'armée française d'Helvétie a été constamment plus forte que l'armée autrichienne. Masséna eût dû profiter des grands avantages que sa droite remporta les 14, 15 et 16 août. Son succès était certain s'il eût fait manœuvrer Lecourbe sur la rive droite de la Linth et du lac de Zurich, s'il eût concentré le reste de son armée sur la Limmat et passé cette rivière. Il se cassa le nez devant les remparts de Zurich; il était évident que, pour battre les Autrichiens avant l'arrivée des Russes, il fallait passer la Limmat.

2° A l'armée du Bas-Rhin, Lecourbe traversa le Rhin avec 20,000 hommes. Il investit Philippsburg. Que voulait-il? Prendre Philippsburg? Mais, 1° il n'avait pas d'équipage de siége; 2° ce siége aurait duré trente à quarante jours; la saison était trop avancée; 3° il ne pouvait se flatter avec des forces si inférieures de prendre une place de cette importance, à quatre marches de toute l'armée de l'archiduc. Il fallait au préalable chasser ce prince non-seulement de Donaueschingen, mais même d'Ulm, et le rejeter au delà du Lech; ou bien, pour prendre cette forteresse en sa présence, il fallait se couvrir par des lignes de circonvallation, selon l'ancien usage; ce qu'il n'a pas fait. L'archiduc ne pouvait être rejeté au delà du Lech que par un mouvement combiné avec l'armée d'Helvétie, et, dans ce cas, il eût été préférable que l'armée du Bas-Rhin, au lieu d'agir sur l'extrême droite du prince Charles, à cinquante lieues de l'armée d'Helvétie, eût agi dans un système contigu à celui de la principale armée.

3° Du 10 octobre au 15 novembre, pendant trente-cinq jours, Masséna n'a fait aucun mouvement; et cependant Lecourbe, quoiqu'il eût éprouvé un échec qui l'avait obligé de lever le siége de Philippsburg, recommença de plus belle et se battit pour se battre, mais contre des forces doubles; il courut, de gaieté de cœur, le risque d'être jeté dans le Rhin ou dans le Neckar. Tout lui conseillait de rester tranquille sur la rive gauche du Rhin, pour grossir son armée, la former, la discipliner; s'il voulait absolument faire une diversion, ce n'était pas en bloquant Philippsburg, ou en s'enfonçant dans l'Allemagne avec de petites forces,

qu'il pouvait y réussir; c'était en s'établissant solidement sur un point de la rive droite, devant Kehl ou devant Manheim, en y construisant un camp retranché, qui, d'abord de 20,000 hommes, eût été bientôt de 30 à 40,000 hommes; ce qui eût inquiété le prince Charles, eût favorisé les opérations de l'armée d'Helvétie et tenu toute l'Allemagne en alarme. Ce genre de diversion était analogue au genre de guerre que faisait Masséna, qui, après la bataille de Zurich, se tint sur la défensive. Lorsque le corps principal est immobile, un corps séparé et secondaire ne doit pas faire diversion par un mouvement actif ou d'invasion; il doit se conformer à l'attitude du corps principal et peser sur le théâtre des opérations par une contenance défensive, en occupant une position qui soit de sa nature menaçante. En trois jours, une armée bien constituée doit remuer tant de terre, creuser de si bons fossés, s'environner de tant de palissades, de pieux, de palanques crénelées, etc. mettre en batterie tant d'artillerie, qu'elle doit être inattaquable dans son camp. Une armée de 20,000 hommes peut, sans le secours des paysans, remuer en trois journées 30 à 40,000 toises cubes de terre. Le premier profil de Vauban n'emploie que 2 toises 1/2 cubes de terre par toise courante. Près du Rhin, le général Lecourbe eût tiré un grand secours des eaux et des bois.

Troisième observation : Hollande; duc d'York. — 1° Le général Abercromby occupa près de vingt jours la position de la Zype, d'abord avec 12,000 hommes, ensuite avec 17,000. Son but était, 1° de couvrir la passe de la rade du Texel, où devaient débarquer les autres divisions de l'armée; 2° d'ouvrir l'entrée du Zuiderzee aux escadres et flottilles anglaises et de porter l'alarme jusqu'aux murs d'Amsterdam. Mais, pour remplir ce but, il n'était pas nécessaire qu'il se portât sur la Zype. Le 10 septembre il a été attaqué par l'armée gallo-batave, forte de 25,000 hommes; s'il eût été battu, il eût pu difficilement gagner le Helder; tous les projets des cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg eussent été renversés. Ce général a, par cette conduite, aggravé encore les vices du plan de campagne. Aussitôt après son débarquement, il devait prendre position dans les lignes du Helder, occuper par des redoutes les dunes Morland

et se couvrir par des inondations et des chaloupes canonnières; alors il eût été inattaquable. Dans cette position, sous le canon de son escadre, il était maître de la porte du Zuiderzee; le duc d'York eût débarqué sous sa protection. Alors seulement, avec toute l'armée réunie, forte de 40,000 hommes, il devait se porter en avant.

2° L'armée gallo-batave a échoué dans son attaque de la Zype, le 10 septembre. S'il arrive quelquefois que 17,000 hommes en battent 25,000, cela ne justifie pas la témérité de celui qui s'expose à cette lutte sans motif. Lorsqu'une armée attend un renfort devant tripler sa force, elle ne doit rien risquer pour ne pas compromettre un succès qui est certain après la réunion de toutes ses divisions. Cependant, si le général Brune eût attaqué à fond la Zype, il eût réussi. Toute armée en retraite ne peut être attaquée qu'après que sa position a été bien reconnue. L'armée gallo-batave devait donc, le 10 septembre, prendre une position à portée du canon de la Zype; ce mouvement eût été terminé à midi. Son général eût dû employer le reste du jour et le lendemain à reconnaître, à méditer, à arrêter son plan d'attaque, à en instruire les généraux et les commandants des colonnes, à faire faire des fascines, à préparer les madriers, les ponts, les outils. Il eût alors reconnu que la droite de l'ennemi, entre la mer et le village de Krabbendam, sur une étendue de près de 3,000 toises, était la partie la plus forte de sa position, parce qu'au pied de la digue de la Zype coule le canal d'Alkmaar, large et profond; que des frégates et des canonnières embossées flanquaient cette ville; que du village de Krabbendam à celui de Sant-Maarten il y a une lieue et demie; qu'enfin de Sant-Maarten aux grandes inondations du Zuiderzee il y a deux lieues. En menaçant la droite, on ne devait attaquer réellement que vers Sant-Maarten, sur trois lignes, à 2 ou 300 toises l'une de l'autre; l'ennemi, surpris par cette grande réunion à la pointe du jour, n'eût pu opposer aucune résistance sérieuse. Son extrême gauche enfoncée, tournée, menacée sur ses derrières, il eût rétrogradé en toute hâte sur le Helder, étant obligé de combattre en marche. Le général d'artillerie de l'armée gallo-batave devait se pourvoir pour cette opération de huit ou dix batteries de 12 et d'obusiers, indépendamment de l'équipage

ordinaire de l'armée, afin de faire précéder l'attaque par une vive canonnade qui fît taire les canons de campagne de l'ennemi. Le général du génie devait se pourvoir, 1° d'un bon nombre de bateaux et autres objets pour jeter en peu d'heures plusieurs ponts sur les canaux; 2° des outils, des sacs à terre nécessaires pour exécuter promptement le logement sur la digue et tous les autres travaux que les circonstances pourraient exiger. Si le général Abercromby eût pris les positions du Helder, il n'eût pas couru les dangers auxquels il s'exposa.

3° Le duc d'York a perdu la bataille de Bergen, qu'il devait gagner, parce que, la veille, dans le dessein de tourner l'armée gallo-batave, il détacha Abercromby sur Hoorn avec 15,000 hommes, le tiers de son armée; de sorte que le 19, pendant la bataille, Abercromby était à sept lieues du feu, cantonné à Hoorn; autant valait-il qu'il fût sur la Tamise. Toutes les règles de la guerre proscrivent de pareils détachements, mais surtout dans des pays tels que la Hollande, où une digue coupée met un obstacle infranchissable entre le détachement et l'armée. Il en est résulté qu'au lieu de livrer la bataille avec 40,000 hommes le duc d'York ne l'a donnée qu'avec 25,000, force égale ou même inférieure à celle de l'armée gallo-batave. S'il eût placé Abercromby à la droite au lieu de la gauche, et l'eût mis en deuxième ligne derrière Hermann, il eût couché dans Amsterdam peu de jours après et y eût arboré les couleurs d'Orange.

4° Pendant la bataille, les trois colonnes d'attaque d'Hermann, de Dundas et de Pulteney étant séparées entre elles par des obstacles naturels, à mesure que le général russe Hermann s'est avancé, sa position est devenue plus mauvaise, parce que le canal d'Alkmaar, qui le séparait du reste de l'armée, allant toujours en s'éloignant de la mer, ce général se trouvait avoir les deux flancs en l'air, et ne pouvait pas avec seize bataillons couvrir les trois lieues de terrain entre la mer et Alkmaar. Le centre et la gauche de l'armée ne pouvaient avancer à sa hauteur, à cause des canaux et autres obstacles du pays, qui favorisaient la résistance des Gallo-Bataves. Au lieu de ces dispositions vicieuses, le duc d'York devait faire manœuvrer ses trois divisions en échelons, savoir : Hermann appuyé à la

mer, en avant; Dundas au centre, en arrière; Pulteney, sa gauche au canal, plus en arrière. Lorsque Hermann serait arrivé à la hauteur de Bergen, l'échelon de gauche serait arrivé à la hauteur du village de Schoorldam, Hermann serait entré à Alkmaar avant neuf heures du matin, se serait emparé du quartier général français, de ses parcs et de ses communications; l'épouvante et le désordre auraient gagné le centre et la gauche, où commandaient Dumonceau et Daendels, qui eussent fait leur retraite avec précipitation dans des pays coupés, et lorsque la fusillade et la canonnade de Hermann eussent été déjà à deux lieues sur leurs derrières.

5° La bataille d'Egmond et la bataille de Castricum étaient inutiles : la journée de Bergen avait décidé de la campagne. La Hollande était sous les armes; l'armée française avait reçu beaucoup de renforts; un grand nombre de bataillons étaient en chemin; Masséna avait battu à Zurich la grande armée des alliés le 24 septembre, ce qui avait obligé l'archiduc à quitter le bas Rhin et à rétrograder sur le Danube. Or, sans la présence d'une armée autrichienne sur le bas Rhin, l'armée anglo-russe ne pouvait espérer de se maintenir à Amsterdam; elle y aurait été compromise. A la bataille d'Egmond, le duc d'York fit de meilleures dispositions, mais il était trop tard.

Quatrième observation : Hollande; Brune. — 1° Le général Brune perdit les dix derniers jours d'août dans une fâcheuse irrésolution. Pour se décider, il attendit de bien connaître ce que voulait l'ennemi; il pensa qu'il valait mieux agir lentement que d'agir mal et à contre-sens. Cette circonspection n'était pas de saison; il ne pouvait y avoir aucun doute sur le point d'attaque des Anglais. Ils voulaient prendre la Hollande; ils ne le pouvaient faire qu'en s'emparant du Zuiderzee; pour cela il leur fallait le Helder.

En effet, la Hollande est une plaine rase qui a la forme d'un losange, dont Flessingue, le Texel, Delfzyl et Nimègue sont les quatre angles. Le côté du Texel à Flessingue est de quarante-cinq lieues, celui de Flessingue à Nimègue de trente-cinq; ce qui donne mille cinq cent soixante et quinze

lieues carrées de surface, sur laquelle la mer intérieure appelée *Zuiderzee* en a 4 ou 500. La Hollande est au confluent de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin. Les eaux de ces trois grandes rivières se mêlent par plusieurs larges embranchements et communiquent entre elles par un grand nombre de canaux; tantôt elles couvrent d'inondations et dévastent ces belles plaines, tantôt elles les arrosent, fertilisent et embellissent. Les eaux douces sont séparées de l'Océan par un système très-soigné d'écluses, qui, dans les basses marées, leur permettent de s'écouler dans la mer, et qui, dans les hautes marées, arrêtent et empêchent les flots d'inonder le pays; car la Hollande est en général, et dans sa plus grande partie, au-dessous des hautes marées; de sorte que, si elle n'était protégée par des digues et des écluses, elle serait couverte par la mer deux fois par jour. La Batavie faisait partie de la Gaule; géographiquement elle fait partie de la France. L'Escaut la sépare des Pays-Bas, l'Ems de l'Allemagne; c'est l'entrepôt naturel du nord au midi de l'Europe, par les grandes artères du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut, de l'Ems, par les ports de Flessingue, de Rotterdam et d'Amsterdam. Cette dernière ville fut longtemps la métropole du monde commerçant. Les blés et les charbons de la Belgique, les flottes de bois du Rhin et de ses affluents, ont été les principales sources de la richesse de la Hollande et forment les branches naturelles et locales de son commerce. La Meuse et le Rhin, ses frontières du côté de la France, ont été rendus redoutables par l'art. La route militaire la plus convenable aux armées françaises pour entrer en Hollande est celle de Nimègue et d'Utrecht.

Du côté de la mer, la Hollande peut être attaquée par l'Escaut, la Meuse et le Zuiderzee. Une armée, débarquant dans l'Escaut, est d'abord arrêtée par Flessingue, le fort de Bath et Berg-op-Zoom. D'ailleurs les branches de l'Escaut oriental, celles de la Meuse, forment autant de lignes qu'il faut franchir. Si le débarquement s'opère dans la Meuse, l'armée est arrêtée par les places fortes d'Hellevoetsluis, de Brielle et par plusieurs branches de la Meuse. Depuis la Meuse jusqu'au Helder, la plage est basse, bordée de dunes, sans aucune rade, golfe ni port. Pour s'emparer de la Hollande, il faut s'emparer d'Amsterdam; et toute armée ayant ce

dessein, et qui arrive par mer, n'a pas le choix; elle doit se porter sur le Helder; maîtresse de ce point, elle l'est de la passe du Texel et de tout le Zuiderzee.

Le Zuiderzee est une mer intérieure, remplie de ports, où débouchent des canaux qui communiquent sur tous les points de la Hollande: elle baigne les murs d'Amsterdam. Les bâtiments tirant plus de 16 pieds d'eau y naviguent difficilement. Cette circonstance avait décidé les ingénieurs constructeurs hollandais à donner à leurs vaisseaux et à leurs frégates des formes rondes, tirant seulement 16 à 18 pieds d'eau; ce qui avait le plus grand de tous les inconvénients, celui de leur ôter toute marche. Des vaisseaux de construction hollandaise ne sont plus propres à lutter contre des vaisseaux de construction française et anglaise. Des chantiers d'Amsterdam, où se construisent les vaisseaux de guerre, on est obligé de transporter les carcasses dans les ports de Medemblik ou de Nieuwe-Diep, à l'aide de chameaux, et dans ces derniers ports seulement on achève leur armement. Pendant le temps que la Hollande a été réunie à l'Empire, on a mis sur les chantiers d'Amsterdam des vaisseaux de 74 et de 80 de l'échantillon français, et tirant 23 et 24 pieds d'eau; on les a également placés sur des chameaux et transportés au Nieuwe-Diep, sur le Helder. Le Nieuwe-Diep était considéré par l'Empereur comme la clef de la Hollande, dont il fallait être assuré par une bonne place qui protégeât l'arsenal et les chantiers que l'on y construirait, et défendît contre les vaisseaux ennemis la passe du Texel, l'entrée du Zuiderzee et la rade. D'autres passes permettent aux petits bâtiments d'entrer dans le Zuiderzee; mais les frégates et les vaisseaux de 74 ne peuvent y pénétrer que par la passe du Helder, en longeant la terre. Depuis la conquête de la Hollande, en 1793, on avait senti l'importance du Helder, mais les ingénieurs français et hollandais adoptèrent un faux système. Ils occupèrent ce point par des retranchements d'une si grande étendue, qu'il fallait une armée pour les défendre; une armée placée ainsi, contre un ennemi maître de la mer, opérant un débarquement et se rendant maître du Texel, se serait trouvée cernée et obligée en peu de temps de capituler. En 1811, l'Empereur fit construire un petit hexagone, le fort La-

salle, couvert par des fossés pleins d'eau et des inondations; il coûta un ou deux millions. Il protégeait du côté de terre les nombreuses batteries de côte qui étaient placées à l'extrémité du Helder pour défendre la passe, la rade et l'escadre. En 1814, l'excellent amiral Ver Huell, avec 7 ou 800 Français, se jeta dans ce fort, et s'y maintint plusieurs mois maître de la passe et de la rade, quoique des révolutions intérieures eussent fait tomber Amsterdam et le reste de la Hollande. Si ce fort eût été établi vingt ans plus tôt, deux escadres hollandaises, qui furent prises ou se rendirent aux Anglais, auraient été sauvées.

Mais en 1799 ce fort n'existait pas. Les lignes du Helder n'étaient rien, une fois qu'elles étaient tournées par un débarquement au sud. Il était donc évident que c'était près du Helder que l'armée anglaise devait débarquer pour s'emparer tout d'abord des lignes et des batteries qui défendent les passes, puisqu'elle se trouvait par là dès le premier moment maîtresse du Texel et de l'escadre hollandaise mouillée au Zuiderzee. L'amiral hollandais n'avait pas la faculté de se réfugier dans le port d'Amsterdam, parce qu'il aurait fallu pour cela qu'il désarmât, et que les vaisseaux fussent mis sur des chameaux. Le général gallo-batave devait donc, lorsque le Directoire hollandais lui donna l'avis qu'une flotte anglaise avec une armée se présentait sur le Helder, porter sur-le-champ son quartier général au Helder, et y diriger en toute hâte les divisions Daendels, Dumonceau et Vandamme. Elles pouvaient y être arrivées le 27, et rejeter dans la mer l'avant-garde d'Abercromby, au moment de son débarquement; on eût ainsi sauvé le Helder et l'escadre, et rendu nulle l'expédition.

2° Le général Daendels arriva avec sa division, forte de 10,000 hommes, au Helder, le 25. Il eut quarante-huit heures pour préparer le terrain où voulait débarquer l'amiral anglais. Il pouvait, avec 9,000 hommes, remuer en quarante-huit heures 7 à 8,000 toises de terre, et mettre quarante à cinquante bouches à feu en batterie. Il eût dû, 1° occuper la crête supérieure des dunes avec huit ou dix redoutes armées chacune de quatre ou cinq pièces, dont deux pièces de 36 ou de 24 et deux pièces de campagne, avec 2,500 hommes pour leur défense; 2° partager le reste

de sa division en trois brigades de 2,500 hommes, l'une formant la réserve pour soutenir les redoutes, les deux autres, chacune avec neuf pièces de canon attelées, se portant par la droite et par la gauche sur l'ennemi, aussitôt qu'il aurait mis pied à terre et que les vaisseaux embossés auraient été obligés de cesser leur feu. Il était à croire que de pareilles dispositions eussent été couronnées par le succès. Ces cinquante bouches à feu pouvaient être prises au Helder, où il en existait une grande quantité; des détachements de l'escadre hollandaise pouvaient aider à cet armement et même au service des pièces (une batterie de vingt pièces de 24 ou de 36 et de dix gros mortiers aurait été d'un grand effet contre la ligne d'embossage des chaloupes), et la mitraille des soixante-huit bouches à feu, y compris les pièces attelées, aurait détruit les troupes débarquées sur l'estran.

3° A la bataille de Bergen, le général Brune devait placer non-seulement la division Vandamme, mais aussi celle de Dumonceau, sur sa gauche, entre la mer et le canal. La division Daendels était suffisante pour garder l'espace situé sur la droite du canal d'Alkmaar.

4° Les huit jours du 11 au 19 septembre furent employés avec activité par l'armée gallo-batave à se retrancher. Ses retranchements furent élevés sans système. Les officiers du génie des divisions construisirent des redoutes sur les digues, barricadèrent les villages, firent ce qu'ils jugèrent pour le mieux. Mais le général du génie et le général en chef ne s'occupèrent d'aucun système central, ni de créer un point d'appui où toute l'armée se fût réunie et eût imposé par sa position et sa contenance. L'armée anglaise était beaucoup plus forte que l'armée gallo-batave; c'était une chimère que de prétendre sérieusement l'empêcher de cheminer entre le canal et la mer, sur une étendue de deux ou trois lieues, parce que toutes les redoutes construites sur ces sables sont les plus mauvais et les plus imparfaits des ouvrages de campagne, déjà si faibles de leur nature. Mais il n'en était pas de même sur la rive droite du canal, où l'on peut partout se couvrir de fossés pleins d'eau et d'inondations, ce qui est incomparablement la meilleure défense : on pouvait s'y établir presque à l'abri de toute attaque de vive force. Il eût fallu construire, à cheval sur

le canal, un camp retranché assez grand pour contenir l'armée, couvrir ce camp d'inondations, et le fortifier de tous les secours de l'art; trois ponts sur ce canal eussent permis de manœuvrer sur ses deux rives, et de se porter sur les derrières et le flanc de l'ennemi, s'il les eût négligés. Après avoir disputé toutes les avenues sur l'une et l'autre rive, les troupes centralisées dans ce camp eussent tenu en respect l'armée ennemie.

5° Le lendemain de la bataille d'Egmond le général Brune a opéré conformément aux règles de la guerre, en évacuant sa position et prenant celle de Beverwyk.

6° Après les batailles de Bergen, d'Egmond, de Castricum, avec les nouveaux renforts que l'armée batave avait reçus et ceux qui étaient en marche, enfin après la victoire de Zurich, la convention d'Alkmaar doit être considérée comme une faute. On était à la mi-octobre, la mer était déjà très-mauvaise en ces parages; le duc d'York n'avait pas 25,000 combattants sous les armes; il avait eu 16,000 hommes mis hors de combat par les batailles et les maladies. La Zype est une bonne position; mais elle n'est pas de nature à mettre une armée battue et inférieure en sûreté contre des attaques méditées, réitérées et soutenues par une artillerie nombreuse. Brune avait à sa disposition dans l'arsenal du Helder trois ou quatre cents bouches à feu de 12, des obusiers, des mortiers à la Coehorn. Amsterdam et les réquisitions des campagnes eussent fourni des attelages; d'ailleurs les canaux suffisaient pour le transport des munitions. Il y avait quarante compagnies de canonniers hollandais dans les places, avec cent ou cent cinquante bouches à feu de trois calibres, indépendamment de l'équipage de campagne de l'armée. En réunissant tous ces moyens, la Zype eût été une faible protection pour l'armée anglo-russe; elle eût été forcée et rejetée en désordre sur le Helder. Une fois que la confusion commence à se mettre dans un corps d'armée en retraite, les suites en sont incalculables, plus encore pour une armée anglaise que pour toute autre. Brune a préféré suivre le proverbe de «faire à l'ennemi un pont d'or.»

Il a conduit la campagne sagement. Son armée a toujours été la plus faible en nombre et en qualité, hormis à la bataille de Castricum. Les

Anglais et les Russes étaient des troupes d'élite; les troupes hollandaises au contraire étaient pour la plupart mauvaises; beaucoup d'Allemands désertèrent.

Cinquième observation : Italie; Joubert. — 1° Le général Joubert a aggravé le défaut du plan de campagne en se mettant en mouvement avec l'armée d'Italie six ou sept jours avant que Championnet eût commencé ses opérations et opéré la diversion qui a obligé Souvarof à faire contre lui un détachement de son camp de Pozzolo.

2° Voulant livrer bataille devant Novi, Joubert devait au préalable reprendre le petit fort de Serravalle, qui s'était rendu le 7 août; ce poste, dans l'ordre défensif, lui appartenait; l'ennemi n'y avait pas de droit. Ce dernier, en l'occupant, interceptait une des routes de Novi à Gênes, avait une vedette sur les derrières des Français, et possédait le point d'appui de leur droite, qui par là se trouvait en l'air.

3° La gauche de l'armée française n'eût pas dû déboucher par la Bormida et faire sa jonction à Novi avec la droite, en plaine, devant l'ennemi. Elle eût dû l'opérer derrière la Bocchetta, et, réunie à la droite, déboucher à Novi. Ceci est fondé sur ce principe, qui n'admet pas d'exception, que toute jonction de corps d'armée doit s'opérer en arrière et loin de l'ennemi. La droite et la gauche pouvaient être attaquées et battues isolément, lorsqu'elles étaient encore loin l'une de l'autre; il était important de cacher à l'ennemi le mouvement offensif de l'armée. Si la gauche avait débouché par la Bocchetta, elle serait arrivée le 14 dans la soirée devant Novi. Attaquant le 15, Souvarof aurait été surpris et n'aurait pas eu le temps de concentrer ses forces. L'armée eût pris position, Novi au centre, et perpendiculairement à sa ligne de retraite de Novi à Gênes. Un front d'une lieue lui suffisait, savoir : 1,200 toises entre Novi et la Scrivia pour sa droite, et 1,200 toises pour sa gauche; alors son ordre de bataille eût été continué sur trois lignes. Sa force lui permettait de garnir 5,000 toises; ce qui lui donnait une première ligne de 2,200 toises, une deuxième de 1,800, une troisième de 1,000.

4° L'armée, ainsi rangée, eût été placée pour l'offensive comme pour

la défensive, et son général n'eût été, dans aucun cas, forcé de recevoir la bataille dans cette belle position. La marche de gauche, par Acqui, l'obligea à garder comme ligne d'opération la chaussée de Capriata à Pasturana, et de laisser 3,000 hommes dans diverses positions pour assurer cette ligne. Cependant l'occupation du village de Pasturana, éloigné de 4,500 toises de Novi, étendait trop la ligne, qui se trouva être de 5,700 à 6,000 toises, c'est-à-dire presque double de ce qu'elle pouvait être, vu le nombre de ses troupes à l'extrémité gauche. La chaussée de Novi à Gênes fut compromise, les 1,200 toises de Novi à la Scrivia n'étant défendues que par la division Watrin, qui, sur une seule ligne, ne pouvait couvrir que 1,000 toises.

5° Le mouvement de Watrin, lorsqu'il quitta sa position pour descendre dans la plaine prendre en flanc l'attaque des Russes sur Novi, eût été très-bon s'il l'eût fait avec une première ligne, et qu'il eût laissé une deuxième ligne, avec une réserve, sur sa position; mais il était imprudent avec l'ordre de bataille de l'armée.

6° Le mouvement de Melas entre la Scrivia et Novi n'était pas de nature à obliger à la retraite : il était cinq heures du soir, le général français pouvait faire attaquer Melas; d'ailleurs le vin était tiré, il fallait le boire; il fallait attendre la nuit. La retraite de l'armée sur Pasturana a été désastreuse; elle devait l'être. Il fallait donc rester dans Novi et s'y battre. On a fait, et il est arrivé ce qui pouvait arriver de pis. Si Joubert eût vécu, il n'eût pas ordonné la retraite, et le champ de bataille serait demeuré aux Français. A la guerre, il ne faut jamais rien faire de son gré qui soit pis que ce qui peut arriver.

Sixième observation : Armée des Alpes; Championnet. — 1° Championnet, pour opérer la diversion dont il était convenu, divisa ses 25,000 hommes en quatre divisions. La première entra dans la vallée d'Aoste, la deuxième passa le mont Cenis et arriva à Suse, la troisième passa le mont Genèvre, la quatrième le col de l'Argentière et s'empara des Barricades. Il était impossible que l'ennemi s'en laissât imposer par des attaques aussi faibles. L'œil le moins exercé ne pouvait y être trompé. Mais, si ces

quatre divisions se fussent réunies sur le mont Cenis par des marches combinées derrière les montagnes, si elles fussent descendues à Novalaise, marchant sur Turin, leurs 25,000 hommes eussent facilement passé pour 40,000; cette capitale eût été fort agitée. Championnet eût dû alors prendre position sur Rivoli[1], s'appuyant à des mamelons, et s'occuper de suite à se retrancher, en réunissant les deux autres positions entre Rivoli et Suse plus resserrées et plus fortes. Descendu du mont Cenis le 8 août, il serait arrivé à la position de Rivoli le 10. La division autrichienne chargée de la défense de Turin aurait porté l'alarme au quartier général de Souvarof, qui, dans la nuit du 11 au 12, le 13 au plus tard, aurait fait des dispositions pour arrêter les mouvements d'une armée aussi menaçante. On peut mépriser les entreprises de 5 à 6,000 hommes, mais on ne peut rester indifférent aux opérations de 30 à 40,000 hommes qui agissent sur vos derrières. Lorsque le 14 au soir Joubert aurait débouché sur Novi, le détachement de Souvarof sur Turin eût déjà été en marche.

2° Championnet devait rester campé avec toutes ses forces dans sa position de 12 à 1,500 toises d'étendue, ses flancs appuyés à des ouvrages de fortifications, bien placés et bien palissadés, et son front couvert de redoutes; fourrageant la plaine pour réunir des vivres de toute espèce dans son camp, il eût ainsi porté partout l'alarme. Dans une pareille position il n'avait rien à craindre; il fallait toute l'armée de Souvarof pour le déposter, et alors même il avait le temps de recevoir l'ennemi, de déployer, de ranger son armée en bataille. Si Joubert était vainqueur, il était en mesure de se joindre à lui en deux marches; s'il était vaincu, il avait le temps de repasser tranquillement les montagnes, sans se compromettre et sans attendre le ralliement de toute l'armée ennemie. Cette manière d'opérer une diversion était la seule dont on pût espérer de bons effets. Sans doute il eût mieux valu que ces 25,000 hommes eussent été réunis à Novi par des marches combinées derrière les montagnes; mais

[1] Rivoli, ville des anciens états sardes, à trois lieues ouest de Turin et à huit lieues et demie est de Suse.

enfin c'était la seule manière de corriger les défauts du plan de campagne adopté par le gouvernement.

3° La marche sur la Bocchetta pour débloquer Tortone est blâmable. L'armée de Kray était nombreuse, composée de vieux soldats encouragés par la victoire. Si Moreau eût été vainqueur, sans doute il fût arrivé à Tortone; mais il n'aurait pas pu s'y maintenir plus de quarante-huit heures, puisque Melas serait accouru de Coni au secours de Kray; ce qui eût forcé l'armée française à rentrer dans les montagnes, et à abandonner Tortone à son sort. La parole du commandant de cette place aurait été dégagée, il est vrai; mais les vivres qu'on pouvait y faire entrer en quarante-huit heures n'auraient renouvelé ses approvisionnements que pour peu de jours, la ville se fût également rendue. C'était une acquisition faite par l'ennemi sur le champ de bataille de Novi : on ne pouvait la lui ôter.

4° Championnet renouvela, pour favoriser le mouvement de l'armée d'Italie sur Tortone, ce qu'il avait fait en août. La division qui était à Aoste se porta sur le fort de Bard, celle de Suse sur Turin, lui de sa personne sur Pignerol. Tous ces mouvements éparpillés, sans plan, sans couleur, le conduisirent à un échec.

Au lieu d'opérer ces mouvements trois jours avant ceux de Moreau, il ne les fit que plusieurs jours après; de sorte que, ayant rejeté l'armée d'Italie au delà de la Bocchetta le 9 septembre, et pris position à Tortone le 11, Kray eut le temps de se porter sur Cherasco et Fossano, de combiner ses mouvements avec Melas, et de se réunir à lui pour cerner l'armée des Alpes et la précipiter dans les vallées au pied des montagnes, après lui avoir fait éprouver une perte sensible. Les mêmes bataillons qui avaient repoussé Moreau le 9 septembre, dans son attaque sur Serravalle et Novi, battirent Championnet le 18 à Fossano.

Si son armée eût été concentrée dans les mains d'un général de quelque habileté, elle eût pu frapper de bien grands coups; car les combats, les maladies de l'automne, l'éloignement de Souvarof, avaient considérablement affaibli les Autrichiens. Melas seul n'aurait pu lutter contre cette armée, et, en agissant en temps propice, elle empêchait Kray, occupé

par Moreau, de secourir Melas. Ces deux généraux ne purent réunir que 30,000 hommes; Championnet, en concentrant ses divisions, eût eu une force égale; mais, par son inhabileté, il ne leur opposa à Fossano que 7 ou 8,000 hommes.

Septième observation : Armée des Alpes et d'Italie; Championnet. — 1° En octobre, Melas n'avait plus qu'un but : prendre Coni pour être maître de toute l'Italie, et obliger les Français à hiverner au delà des Alpes. Championnet, au contraire, voulait conserver cette clef de l'Italie pour prendre ses quartiers d'hiver dans les plaines fertiles du Piémont. Il eut raison de penser que le moyen le plus efficace de faire échouer les plans de l'ennemi était de porter son quartier général à Coni, et de réunir une armée dans un camp en avant de cette place. Mais quand, par ce mouvement, il eut contraint Melas à en lever le blocus et à reployer son armée sur la rive gauche de la Stura, en lui abandonnant toute la rive droite; quand non-seulement Coni était débloqué, mais encore que ses communications étaient devenues libres avec Savone, Carrù, Mondovi, les cols de l'Argentière et de Tende, il avait réussi, il n'avait plus rien à faire : il devait persister dans ses projets, fortifier son camp, accroître son armée, faire entrer dans ses lignes Duhesme et ses 15,000 hommes. Le général autrichien eût été obligé, soit à renoncer à son projet, soit à attaquer le camp formidable des Français pour les forcer à abandonner Coni; ce qu'il ne pouvait entreprendre sans être assuré d'avance de sa défaite. Mais, loin de là, Championnet sortit de son camp avant d'avoir fait sa réunion avec Duhesme; il manœuvra sur les deux rives de la Stura; de ses quatre divisions, il en plaça trois sur la rive droite, entre Mondovi et Coni, laissant écraser sa quatrième par Melas avec toute son armée. Cette faute eut des suites bien fâcheuses. La fatale bataille de Genola fit perdre aux Français 8,000 hommes, fit tomber Coni et éparpilla l'armée, qui, chassée de la plaine, périt de misère dans ses bivouacs, sur les montagnes de la Rivière de Gênes.

2° Mais, si enfin Championnet voulait absolument livrer bataille, il fallait qu'il marchât sur une seule rive de la Stura et eût toujours ses

25,000 hommes dans la main; que la réunion de Duhesme au camp de Coni se fît par les derrières et non en face de l'ennemi.

Dans les trois mois qu'il a commandé l'armée des Alpes, Championnet a, par des manœuvres calculées sur de faux principes, trois fois ruiné son armée, même sans mettre la fortune en balance; et cependant il avait des forces supérieures à son ennemi, non sur le champ de bataille, où il eut l'art de n'être jamais qu'un contre trois, mais sur le théâtre d'opération. Ses manœuvres et ses mouvements doivent être observés comme une série de fautes. Il n'a pas fait un mouvement qui ne soit contraire à l'art de la guerre. Lorsqu'une armée a éprouvé des défaites, la manière de réunir ses détachements ou ses secours et de prendre l'offensive est l'opération la plus délicate de la guerre, celle qui exige le plus, de la part du général, la profonde connaissance des principes de l'art; c'est alors surtout que leur violation entraîne une défaite et produit une catastrophe.

18 BRUMAIRE[1].

I. Arrivée de Napoléon en France. — II. Sensation qu'elle produit. Napoléon à Paris. — III. Les directeurs Roger-Ducos, Moulins, Gohier, Sieyès. — IV. Conduite de Napoléon. Rœderer, Lucien et Joseph, Talleyrand, Fouché, Réal. — V. État des partis. — VI. Ils s'adressent tous à Napoléon. Napoléon d'accord avec Sieyès. — VII. Esprit des troupes de la capitale. — VIII. Dispositions adoptées pour le 18 brumaire. — IX. Journée du 18 brumaire. Décret du Conseil des Anciens qui transfère à Saint-Cloud le siége du Corps législatif. — X. Napoléon aux Anciens. — XI. Séance orageuse à Saint-Cloud. Ajournement des Conseils à trois mois.

Lorsqu'une déplorable faiblesse et une versatilité sans fin se manifestent dans les conseils du pouvoir; lorsque, cédant tour à tour à l'influence des partis contraires, et vivant au jour le jour, sans plan fixe, sans marche assurée, il a donné la mesure de son insuffisance, et que les citoyens les plus modérés sont forcés de convenir que l'état n'est plus gouverné; lorsque enfin à sa nullité au dedans l'administration joint le tort le plus grave qu'elle puisse avoir aux yeux d'un peuple fier, je veux dire l'avilissement au dehors, alors une inquiétude vague se répand dans la société, le besoin de sa conservation l'agite, et, promenant sur elle-même ses regards, elle semble chercher un homme qui puisse la sauver.

Ce génie tutélaire, une nation nombreuse le renferme toujours dans son sein; mais quelquefois il tarde à paraître. En effet, il ne suffit pas qu'il existe, il faut qu'il soit connu; il faut qu'il se connaisse lui-même. Jusque-là toutes les tentatives sont vaines, toutes les menées impuissantes; l'inertie du grand nombre protége le gouvernement nominal, et, malgré son impéritie et sa faiblesse, les efforts de ses ennemis ne prévalent point contre lui. Mais que ce sauveur impatiemment attendu

[1] Ce fragment est reproduit d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830. Nous n'en avons pas le manuscrit original.

donne tout à coup un signe d'existence, l'instinct national le devine et l'appelle, les obstacles s'aplanissent devant lui, et tout un grand peuple, volant sur son passage, semble dire : Le voilà!

I. Telle était la situation des esprits en France, en l'année 1799, lorsque, le 9 octobre (16 vendémiaire an VIII), les frégates *la Muiron*, *la Carrère*, les chebecs *la Revanche* et *la Fortune*, vinrent, à la pointe du jour, mouiller dans le golfe de Fréjus. Dès qu'on eut reconnu des frégates françaises, on soupçonna qu'elles venaient d'Égypte. Le désir d'avoir des nouvelles de l'armée fit accourir en foule les citoyens sur le rivage. Bientôt la nouvelle se répandit que Napoléon était à bord. L'enthousiasme fut tel, que même les soldats blessés sortirent des hôpitaux, malgré les gardes, pour se rendre au rivage. Tout le monde pleurait de joie. En un moment la mer fut couverte de canots. Les officiers des batteries, les douaniers, les équipages des bâtiments mouillés dans la rade, enfin tout le peuple, assaillirent les frégates; le général Perreimond, qui commandait sur la côte, aborda le premier : c'est ainsi qu'elles eurent l'entrée. Avant l'arrivée des préposés de la Santé, la communication avait eu lieu avec toute la côte.

L'Italie venait d'être perdue, la guerre allait être reportée sur le Var, et dès lors Fréjus craignait une invasion; le besoin d'avoir un chef à la tête des affaires était trop impérieux; l'impression de l'apparition soudaine de Napoléon agitait trop vivement tous les esprits pour laisser place à aucune des considérations ordinaires; les préposés de la Santé déclarèrent qu'il n'y avait pas lieu à la quarantaine, motivant leur procès-verbal sur ce que la pratique avait eu lieu à Ajaccio. Cependant cette raison n'était pas valable, c'était seulement un motif pour mettre la Corse en quarantaine; l'administration de Marseille en fit, quinze jours après, l'observation avec raison. Il est vrai que, depuis cinquante jours que les bâtiments avaient quitté l'Égypte, aucune maladie ne s'était déclarée à bord, et qu'avant leur départ la peste avait cessé depuis trois mois.

Sur les six heures du soir, Napoléon, accompagné de Berthier, monta en voiture pour se rendre à Paris.

II. Les fatigues de la traversée et les effets de la transition d'un climat sec à une température humide décidèrent Napoléon à s'arrêter six heures à Aix. Tous les habitants de la ville et des villages voisins accoururent en foule, et témoignaient le bonheur qu'ils éprouvaient de le revoir. Partout la joie était extrême : ceux qui des campagnes n'avaient pas le temps d'arriver sur la route sonnaient les cloches et plaçaient des drapeaux sur des clochers; la nuit ils les couvraient de feux. Ce n'était pas un citoyen qui rentrait dans sa patrie, ce n'était pas un général qui revenait d'une armée victorieuse : c'était déjà un souverain qui retournait dans ses états. L'enthousiasme d'Avignon, Montélimart, Valence, Vienne, ne fut surpassé que par les élans de Lyon.

Cette ville, où Napoléon séjourna douze heures, fut dans un délire universel. De tout temps les Lyonnais ont montré une grande affection à Napoléon, soit que cela tienne à cette générosité de caractère qui est propre aux Lyonnais, soit que, Lyon se considérant comme la métropole du Midi, tout ce qui était relatif à la sûreté des frontières du côté de l'Italie touchât vivement ses habitants, soit enfin que cette ville, composée en grande partie de Bourguignons et de Dauphinois, partageât les sentiments plus fortement existants dans ces deux provinces. Toutes les imaginations étaient encore exaltées par la nouvelle qui circulait depuis huit jours de la bataille d'Aboukir et des brillants succès des Français en Égypte, qui contrastaient tant avec les défaites de nos armées d'Allemagne et d'Italie. De toutes parts le peuple semblait dire : « Nous sommes nombreux, nous sommes braves, et cependant nous sommes vaincus; il nous manque un chef pour nous diriger; il arrive, nos jours de gloire vont revenir! »

Cependant la nouvelle du retour de Napoléon était parvenue à Paris: on l'annonça sur tous les théâtres; elle produisit une sensation extrême, une ivresse générale. Les membres du Directoire la durent partager. Quelques membres de la société du Manége en pâlirent; mais, ainsi que les partisans de l'étranger, ils dissimulèrent et se livrèrent au torrent de la joie générale. Baudin, député des Ardennes, homme de bien, vivement tourmenté de la fâcheuse direction qu'avaient prise les

affaires de la République, mourut de joie en apprenant le retour de Napoléon.

Napoléon avait déjà passé Lyon, lorsque son débarquement fut annoncé à Paris. Par une précaution bien convenable à sa situation, il avait indiqué à ses courriers une route différente de celle qu'il prit, de sorte que sa femme, sa famille, ses amis se trompèrent en voulant aller à sa rencontre; ce qui retarda de plusieurs jours le moment où il put les revoir. Arrivé ainsi à Paris, tout à fait inattendu, il était dans sa maison, rue Chantereine, qu'on ignorait encore son arrivée dans la capitale. Deux heures après il se présenta au Directoire: reconnu par des soldats de garde, des cris d'allégresse l'annoncèrent. Chacun des membres du Directoire semblait partager la joie publique; il n'eut qu'à se louer de l'accueil qu'il reçut.

La nature des événements passés l'instruisait de la situation de la France, et les renseignements qu'il s'était procurés sur la route l'avaient mis au fait de tout. Sa résolution était prise. Ce qu'il n'avait pas voulu tenter à son retour d'Italie, il était déterminé à le faire aujourd'hui. Son mépris pour le gouvernement du Directoire et pour les meneurs des Conseils était extrême. Résolu de s'emparer de l'autorité, de rendre à la France ses jours de gloire, en donnant une direction forte aux affaires publiques, c'était pour l'exécution de ce projet qu'il était parti d'Égypte: et tout ce qu'il venait de voir dans l'intérieur de la France avait accru ce sentiment et fortifié sa résolution.

III. De l'ancien Directoire, il ne restait que Barras; les autres membres étaient Roger-Ducos, Moulins, Gohier et Sieyès.

Ducos était un homme d'un caractère borné et facile.

Moulins, général de division, n'avait pas fait la guerre; il sortait des gardes françaises et avait reçu son avancement dans l'armée de l'intérieur. C'était un honnête homme, patriote chaud et droit.

Gohier était un avocat de réputation, d'un patriotisme exalté, jurisconsulte distingué, homme intègre et franc.

Sieyès était depuis longtemps connu de Napoléon. Né à Fréjus, en

Provence, il avait commencé sa réputation avec la révolution ; il avait été nommé à l'Assemblée constituante par les électeurs du tiers état de Paris, après avoir été repoussé par l'assemblée du clergé qui se tint à Chartres. C'est lui qui fit la brochure, *Qu'est-ce que le tiers état?* qui eut une si grande vogue. Il n'est pas homme d'exécution : connaissant peu les hommes, il ne sait pas les faire agir. Ses études ayant toutes été dirigées vers la métaphysique, il a les défauts des métaphysiciens, et dédaigne trop souvent les notions positives ; mais il est capable de donner des avis utiles et lumineux dans les circonstances et dans les crises les plus sérieuses. C'est à lui que l'on doit la division de la France en départements, qui a détruit l'esprit de province. Quoiqu'il n'ait jamais occupé la tribune avec éclat, il a été utile au succès de la révolution par ses conseils dans les comités. Il avait été nommé directeur lors de la création du Directoire; mais, ayant refusé alors, Revellière le remplaça. Envoyé depuis en ambassade à Berlin, il puisa dans cette mission une grande défiance de la politique de la Prusse. Il siégeait depuis peu au Directoire; mais il avait déjà rendu de grands services en s'opposant aux succès de la société du Manége, qu'il voyait prête à saisir le timon de l'état. Il était en horreur à cette faction ; et, sans craindre de s'attirer l'inimitié de ce puissant parti, il combattait avec courage les menées de ces hommes de sang, pour sauver la République du désastre dont elle était menacée.

A l'époque du 13 vendémiaire, le trait suivant avait mis Napoléon à même de le bien juger. Dans le moment le plus critique de cette journée, lorsque le comité des Quarante avait perdu la tête, Sieyès s'approcha de Napoléon, l'emmena dans une embrasure de croisée, pendant que le comité délibérait sur la réponse à faire à la sommation des sections : « Vous les entendez, général ; ils parlent quand il faudrait agir ! Les corps ne valent rien pour diriger les armées, car ils ne connaissent pas le prix du temps et de l'occasion. Vous n'avez rien à faire ici. Allez, général, prenez conseil de votre génie et de la position de la patrie : l'espérance de la République n'est qu'en vous ! »

IV. Napoléon accepta un dîner chez chaque directeur, sous la condi-

tion que ce serait en famille et sans aucun étranger. Un repas d'apparat lui fut donné par le Directoire. Le Corps législatif voulut suivre cet exemple. Lorsque la proposition en fut faite au comité général, il s'éleva une vive opposition, la minorité ne voulant rendre aucun hommage au général Moreau, que l'on proposait d'y associer; elle l'accusait de s'être mal conduit au 18 fructidor. La majorité eut recours, pour lever toute difficulté, à l'expédient d'ouvrir une souscription. Le festin fut donné dans l'église Saint-Sulpice; la table était de sept cents couverts. Napoléon y resta peu, y parut inquiet et fort préoccupé. Chaque ministre voulait lui donner une fête; il n'accepta qu'un dîner chez celui de la justice, qu'il estimait beaucoup; il désira que les principaux jurisconsultes de la République s'y trouvassent; il y fut gai, disserta longuement sur le code civil et criminel, au grand étonnement de Tronchet, de Treilhard, de Merlin, de Target. Il exprima le désir qu'un code simple et approprié aux lumières du siècle régît les personnes et les propriétés de la République.

Constant dans son système, il goûta peu ces fêtes publiques, et adopta le même plan de conduite qu'il avait suivi à son premier retour d'Italie. Toujours vêtu de l'uniforme de membre de l'Institut, il ne se montrait en public qu'avec cette société. Il n'admettait dans sa maison que les savants, les généraux de sa suite et quelques amis : Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely), qu'il avait employé en Italie, en 1797, et que depuis il avait placé à Malte; Volney, auteur d'un très-bon *Voyage en Égypte*; Rœderer, dont il estimait les nobles sentiments et la probité; Lucien Bonaparte, un des orateurs les plus influents du Conseil des Cinq-Cents; il avait soustrait la République au régime révolutionnaire, en s'opposant à la déclaration de la patrie en danger; Joseph Bonaparte, qui tenait une grande maison et qui était fort accrédité. Il fréquentait l'Institut; mais il ne se rendait aux théâtres qu'au moment où il n'y était pas attendu, et toujours dans des loges grillées.

Cependant toute l'Europe retentissait de l'arrivée de Napoléon; toutes les troupes, les amis de la République, l'Italie même, se livraient aux plus hautes espérances : l'Angleterre et l'Autriche frémirent. La rage

des Anglais se tourna contre Sidney-Smith et Nelson, qui commandaient les forces navales anglaises dans la Méditerranée. Un grand nombre de caricatures sur ce sujet tapissèrent les rues de Londres[1].

Talleyrand craignait d'être mal reçu de Napoléon. Il avait été convenu avec le Directoire et avec Talleyrand qu'aussitôt après le départ de l'expédition d'Égypte des négociations seraient ouvertes sur son objet avec la Porte. Talleyrand devait même être le négociateur, et partir pour Constantinople vingt-quatre heures après que l'expédition d'Égypte aurait quitté le port de Toulon. Cet engagement, formellement exigé et positivement consenti, avait été mis en oubli; non-seulement Talleyrand était resté à Paris, mais aucune négociation n'avait eu lieu. Talleyrand ne supposait pas que Napoléon en eût perdu le souvenir; mais l'influence de la société du Manége avait fait renvoyer ce ministre: sa position était une garantie. Napoléon ne le repoussa point. Talleyrand d'ailleurs employa toutes les ressources d'un esprit souple et insinuant pour se concilier un suffrage qu'il lui importait de captiver.

Fouché était ministre de la police depuis plusieurs mois; il avait eu, après le 13 vendémiaire, quelques relations avec Napoléon, qui connaissait son immoralité et la versatilité de son esprit. Sieyès avait fait fermer le Manége sans sa participation. Napoléon fit le 18 brumaire sans mettre Fouché dans le secret.

Réal, commissaire du Directoire près le département de Paris, inspirait plus de confiance à Napoléon. Zélé pour la révolution, il avait été, dans un temps d'orage et de troubles, substitut du procureur de la commune de Paris. Son cœur était ardent, mais pénétré de sentiments nobles et généreux.

V. Toutes les classes de citoyens, toutes les contrées de la France attendaient avec une grande impatience ce que ferait Napoléon. De toutes parts on lui offrait des bras et une soumission entière à ses volontés. Napoléon passait son temps à écouter les propositions qui lui étaient

[1] Dans l'une, on représentait Nelson s'amusant à draper lady Hamilton, pendant que la frégate *la Mairon* passait entre les jambes de l'amiral. (Note de l'éditeur de 1830.)

faites, à observer tous les partis, et enfin à se bien pénétrer de la vraie situation des affaires. Tous les partis voulaient un changement, et tous le voulaient faire avec lui, même les coryphées du Manége.

Bernadotte, Augereau, Jourdan, Marbot, etc. qui étaient à la tête des meneurs de cette société, offrirent à Napoléon une dictature militaire, lui proposèrent de le reconnaître pour chef et de lui confier les destinées de la République, pourvu qu'il secondât les principes de la société du Manége.

Sieyès, qui disposait au Directoire de la voix de Roger-Ducos et de la majorité du Conseil des Anciens, et seulement d'une petite minorité dans celui des Cinq-Cents, lui proposait de le placer à la tête du gouvernement, en changeant la constitution de l'an III, qu'il jugeait mauvaise, et d'adopter les institutions et la constitution qu'il avait méditées et qui étaient encore dans son portefeuille.

Régnier, Boulay, un parti nombreux du Conseil des Anciens et beaucoup de membres de celui des Cinq-Cents voulaient aussi remettre entre ses mains le sort de la République. Ce parti était celui des modérés et des hommes les plus sages de la législature; c'est celui qui s'était opposé avec Lucien Bonaparte à la déclaration de la patrie en danger.

Les directeurs Barras, Moulins, Gohier lui insinuaient de reprendre le commandement de l'armée d'Italie, de rétablir la république cisalpine et la gloire des armes françaises. Moulins et Gohier n'avaient point d'arrière-pensée : ils étaient de bonne foi dans le système du moment; ils croyaient que tout irait bien dès l'instant que Napoléon aurait donné de nouveaux succès à nos armées.

Barras était loin de partager cette sécurité; il savait que tout allait mal, que la République périssait; mais, soit qu'il eût contracté des engagements avec le prétendant, comme on l'a dit dans le temps, soit que, s'abusant sur sa situation personnelle (car de quelle erreur ne sont pas capables la vanité et l'amour-propre d'un homme ignorant!), il crût pouvoir se maintenir à la tête des affaires, Barras fit les mêmes propositions que Moulins et Gohier.

Cependant toutes les factions étaient en mouvement. Celle des fructi-

dorisés paraissait persuadée de son influence, mais elle n'avait aucun partisan dans les autorités existantes.

Napoléon pouvait choisir entre plusieurs partis à prendre :

Consolider la constitution existante, et donner de l'appui au Directoire en se faisant nommer directeur. Mais cette constitution était tombée dans le mépris, et une magistrature partagée ne pouvait conduire à aucun résultat satisfaisant. C'eût été s'associer aux préjugés révolutionnaires, aux passions de Barras et de Sieyès, et, par contre-coup, se mettre en butte à la haine de leurs ennemis.

Changer la constitution et parvenir au pouvoir par le moyen de la société du Manége. Elle renfermait un grand nombre des plus chauds jacobins; ils avaient la majorité dans le Conseil des Cinq-Cents et une minorité énergique dans celui des Anciens. En se servant de ces hommes, la victoire était assurée, on n'éprouverait aucune résistance. C'était la voie la plus sûre pour culbuter ce qui existait. Mais les jacobins ne s'affectionnent à aucun chef; ils sont exclusifs, extrêmes dans leurs passions. Il faudrait donc, après être arrivé par eux, s'en défaire et les persécuter : cette trahison était indigne d'un homme généreux.

Barras offrait l'appui de ses amis; mais c'étaient des hommes de mœurs suspectes et publiquement accusés de dilapider la fortune publique : comment gouverner avec de pareilles gens? car, sans une rigide probité, il était impossible de rétablir les finances et de faire rien de bien.

A Sieyès s'attachaient un grand nombre d'hommes instruits, probes et républicains par principes, ayant en général peu d'énergie, et fort intimidés de la faction du Manége et des mouvements populaires, mais qui pouvaient être conservés après la victoire et être employés avec succès dans un gouvernement régulier. Le caractère de Sieyès ne donnait aucun ombrage; dans aucun cas ce ne pouvait être un rival dangereux. Mais, en prenant ce parti, c'était se déclarer contre Barras et contre le Manége, qui avaient Sieyès en horreur.

Le 8 brumaire (30 octobre 1799), Napoléon dîna chez Barras; il y avait peu de monde. Une conversation eut lieu après le dîner. « La République périt, dit le directeur; rien ne peut plus aller; le gouvernement

est sans force; il faut faire un changement, nommer Hédouville président de la République. Quant à vous, général, votre intention est de vous rendre à l'armée; et moi, malade, dépopularisé, usé, je ne suis bon qu'à rentrer dans la classe privée. »

Napoléon le regarda fixement, sans lui rien répondre. Barras baissa les yeux et demeura interdit. La conversation finit là. Le général Hédouville était un homme d'une excessive médiocrité. Barras ne disait pas sa pensée; sa contenance trahissait son secret.

VI. Cette conversation fut décisive. Peu d'instants après, Napoléon descendit chez Sieyès. Il lui fit connaître que depuis dix jours tous les partis s'adressaient à lui; qu'il était résolu de marcher avec lui, Sieyès, et la majorité du Conseil des Anciens, et qu'il venait lui en donner l'assurance positive. On convint que, du 15 au 20 brumaire, le changement pourrait se faire.

Rentré chez lui, Napoléon y trouva Talleyrand, Fouché, Rœderer et Réal. Il leur raconta naïvement, avec simplicité, et sans aucun mouvement de physionomie qui pût faire préjuger son opinion, ce que Barras venait de lui dire.

Réal et Fouché, qui étaient attachés à ce directeur, sentirent tout ce qu'avait d'intempestif sa dissimulation. Ils se rendirent chez lui pour lui en faire des reproches. Le lendemain Barras vint à huit heures chez Napoléon, qui était encore au lit. Il voulut absolument le voir, entra, et lui dit qu'il craignait de s'être mal expliqué la veille; que lui seul, Napoléon, pouvait sauver la République; qu'il venait se mettre à sa disposition, faire tout ce qu'il voudrait, et prendre tel rôle qu'il lui donnerait. Il le pria de lui donner l'assurance que, s'il méditait quelque projet, il compterait sur lui, Barras.

Mais Napoléon avait déjà pris son parti : il répondit qu'il ne voulait rien; qu'il était fatigué, indisposé; qu'il ne pouvait s'accoutumer à l'humidité de l'atmosphère de la capitale, sortant du climat sec des sables de l'Arabie, et il termina l'entretien par de semblables lieux communs.

Cependant Moulins se rendait tous les matins, entre huit et neuf

heures, chez Napoléon, pour lui demander conseil sur les affaires du jour. C'étaient des nouvelles militaires ou des affaires civiles, sur lesquelles il désirait avoir une direction. Sur ce qui avait rapport au militaire, Napoléon répondait d'après son opinion; mais sur les affaires civiles, ne croyant pas devoir lui faire connaître toute sa pensée, il ne répondait que des choses vagues.

Gohier venait aussi de temps à autre faire visite à Napoléon, lui faire des propositions et demander des conseils.

VII. Le corps des officiers de la garnison, ayant à sa tête le général Morand, commandant la place de Paris, demanda à être présenté à Napoléon; il ne put l'être. Remis de jour en jour, les officiers commençaient à se plaindre du peu d'empressement qu'il montrait à revoir ses anciens camarades.

Les quarante adjudants de la garde nationale de Paris, qui avaient été nommés par Napoléon lorsqu'il commandait l'armée de l'intérieur, avaient sollicité la faveur de le voir. Il les connaissait presque tous; mais, pour cacher ses desseins, il différa l'instant de les recevoir.

Les 8e et 9e régiments de dragons, qui étaient en garnison dans Paris, étaient de vieux régiments de l'armée d'Italie; ils ambitionnaient de défiler devant leur ancien général. Napoléon accepta cette offre, et leur fit dire qu'il leur indiquerait le jour.

Le 21e des chasseurs à cheval, qui avait contribué au succès de la journée du 13 vendémiaire, était aussi à Paris. Murat sortait de ce corps, et tous les officiers allaient sans cesse chez lui pour lui demander quel jour Napoléon verrait le régiment. Ils n'obtenaient pas plus que les autres.

Les citoyens de Paris se plaignaient de l'incognito du général; ils allaient aux théâtres, aux revues où il était annoncé, et il n'y venait pas. Personne ne pouvait concevoir cette conduite; l'impatience gagnait tout le monde. On murmurait contre Napoléon. «Voilà quinze jours qu'il est arrivé, disait-on, et il n'a encore rien fait. Prétend-il agir comme à son retour d'Italie, et laisser périr la République dans l'agonie des factions qui la déchirent?»

Le moment décisif approchait.

VIII. Le 15 brumaire Sieyès et Napoléon eurent une entrevue, dans laquelle ils arrêtèrent toutes les dispositions pour la journée du 18. Il fut convenu que le Conseil des Anciens, profitant de l'article 102 de la Constitution, décréterait la translation du Corps législatif à Saint-Cloud, et nommerait Napoléon commandant en chef de la garde du Corps législatif, des troupes de la division militaire de Paris et de la garde nationale. Ce décret devant passer le 18, à sept heures du matin, à huit heures Napoléon devait se rendre aux Tuileries, où les troupes seraient réunies, et prendre là le commandement de la capitale.

Le 17 Napoléon fit prévenir les officiers qu'il les recevrait le lendemain à six heures du matin. Comme cette heure pouvait paraître indue, il prétexta un voyage. Il fit donner la même invitation aux quarante adjudants de la garde nationale, et il fit dire aux trois régiments de cavalerie qu'il les passerait en revue, aux Champs-Élysées, le même jour 18, à sept heures du matin. Il prévint en même temps les généraux qui étaient revenus d'Égypte avec lui, et tous ceux dont il connaissait les sentiments, qu'il serait bien aise de les voir à cette heure-là. Chacun d'eux crut que l'invitation était pour lui seul, et supposait que Napoléon avait des ordres à lui donner; car on savait que le ministre de la guerre, Dubois-Crancé, avait porté chez lui les états de l'armée, et prenait ses conseils sur tout ce qu'il fallait faire, tant sur les frontières du Rhin qu'en Italie.

Moreau, qui avait été du dîner du Corps législatif, et que Napoléon avait vu là pour la première fois, ayant appris par le bruit public qu'il se préparait un changement, déclara à Napoléon qu'il se mettait à sa disposition; qu'il n'avait besoin d'être mis dans aucun secret, et qu'il ne fallait que le prévenir une heure d'avance. Macdonald, qui se trouvait aussi à Paris, avait fait les mêmes offres de service. A deux heures du matin Napoléon leur fit dire qu'il désirait les voir à sept heures chez lui et à cheval. Il ne prévint ni Augereau ni Bernadotte; cependant Joseph amena ce dernier.

Le général Lefebvre commandait la division militaire; il était tout

dévoué au Directoire. Napoléon lui envoya, à minuit, un aide de camp pour lui dire de venir chez lui à six heures.

IX. Tout se passa comme il avait été convenu. Sur les sept heures du matin, le Conseil des Anciens s'assembla, sous la présidence de Lemercier. Cornudet, Lebrun, Fargues peignirent vivement les malheurs de la République, les dangers dont elle était environnée, et la conspiration permanente des coryphées du Manége pour rétablir le règne de la terreur. Régnier, député de la Meurthe, demanda, par motion d'ordre, qu'en conséquence de l'article 102 de la Constitution le siége des séances du Corps législatif fût transféré à Saint-Cloud, et que Napoléon fût investi du commandement en chef des troupes de la 17e division militaire et chargé de faire exécuter cette translation. Il développa alors sa motion : «La République est menacée, dit-il, par les anarchistes et le parti de l'étranger; il faut prendre des mesures de salut public; on est assuré de l'appui du général Bonaparte; ce sera à l'ombre de son bras protecteur que les Conseils pourront délibérer sur les changements que nécessite l'intérêt public.» Aussitôt que la majorité du Conseil se fut assurée que cela était d'accord avec Napoléon, le décret passa, mais non sans une forte opposition.

Il était conçu en ces termes :

«Le Conseil des Anciens, en vertu des articles 102, 103 et 104 de la Constitution, décrète ce qui suit :

«Art. Ier. Le Corps législatif est transféré à Saint-Cloud; les deux Conseils y siégeront dans les deux ailes du palais.

«II. Ils y seront rendus demain, 19 brumaire, à midi; toute continuation de fonctions, de délibérations, est interdite ailleurs et avant ce terme.

«III. Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret. Il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale. Le général commandant la 17e division militaire, les gardes du Corps législatif, les gardes nationales sédentaires, les troupes de ligne qui se trouvent dans la commune de Paris et dans toute

l'étendue de la 17e division militaire, sont mis immédiatement sous ses ordres et tenus de le reconnaître en cette qualité; tous les citoyens lui prêteront main-forte à sa première réquisition.

« IV. Le général Bonaparte est appelé dans le sein du Conseil pour y recevoir une expédition du présent décret, et prêter serment; il se concertera avec les commissions des inspecteurs des deux Conseils.

« V. Le présent décret sera transmis sur-le-champ par un messager d'état au Conseil des Cinq-Cents et au Directoire exécutif; il sera imprimé, affiché, promulgué et envoyé dans toutes les communes de la République par des courriers extraordinaires. »

Ce décret fut rendu à huit heures, et à huit heures et demie le messager d'état qui en était porteur arriva au logement de Napoléon. Il trouva les avenues remplies d'officiers de la garnison, d'adjudants de la garde nationale, de généraux et de trois régiments de cavalerie. Napoléon fit ouvrir les battants des portes, et, sa maison étant trop petite pour contenir tant de personnes, il s'avança sur le perron, reçut les compliments des officiers, les harangua, et leur dit qu'il comptait sur eux tous pour sauver la France. En même temps il leur fit connaître que le Conseil des Anciens, autorisé par la Constitution, venait de le revêtir du commandement de toutes les troupes; qu'il s'agissait de prendre de grandes mesures pour tirer la patrie de la position affreuse où elle se trouvait; qu'il comptait sur leurs bras et leur volonté; qu'il allait monter à cheval pour se rendre aux Tuileries. L'enthousiasme fut extrême: tous les officiers tirèrent leurs épées et promirent assistance et fidélité. Alors Napoléon se tourna vers Lefebvre, lui demandant s'il voulait rester près de lui ou retourner près du Directoire. Lefebvre, fortement ému, ne balança pas. Napoléon monta aussitôt à cheval et se mit à la tête des généraux et officiers et des 1,500 chevaux auxquels il avait fait faire halte sur le boulevard, au coin de la rue du Mont-Blanc. Il donna ordre aux adjudants de la garde nationale de retourner dans leurs quartiers, d'y faire battre la générale, de faire connaître le décret qu'ils venaient d'entendre, et d'annoncer qu'on ne devait plus reconnaître que les ordres émanés de lui.

X. Napoléon se rendit à la barre du Conseil des Anciens, environné de ce brillant cortége. Il dit :

« Vous êtes la sagesse de la nation; c'est à vous d'indiquer dans cette circonstance les mesures qui peuvent sauver la patrie. Je viens, environné de tous les généraux, vous promettre l'appui de tous leurs bras. Je nomme le général Lefebvre mon lieutenant.

« Je remplirai fidèlement la mission que vous m'avez confiée. Qu'on ne cherche pas dans le passé des exemples sur ce qui se passe : rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du XVIIIe siècle, rien dans la fin du XVIIIe siècle ne ressemble au moment actuel[1]. »

Toutes les troupes étaient réunies aux Tuileries; il en passa la revue aux acclamations unanimes des citoyens et des soldats. Il donna le commandement des troupes chargées de la garde du Corps législatif au général Lannes, et au général Murat le commandement de celles envoyées à Saint-Cloud. Il chargea le général Moreau de garder le Luxembourg; et, pour cet effet, il mit sous ses ordres 500 hommes du 86e régiment. Mais, au moment de partir, ces troupes refusèrent d'obéir; elles n'avaient pas de confiance en Moreau, qui, disaient-elles, n'était pas patriote. Napoléon fut obligé de les haranguer, en les assurant que Moreau marcherait. Moreau avait acquis cette réputation depuis sa conduite en fructidor.

Le bruit se répandit bientôt dans toute la capitale que Napoléon était aux Tuileries et que ce n'était qu'à lui seul qu'il fallait obéir. Le peuple y courut en foule : les uns, mus par la simple curiosité de voir un général si renommé; les autres, par élan patriotique et par zèle pour lui offrir leur assistance. La proclamation suivante fut affichée partout :

« Citoyens, le Conseil des Anciens, dépositaire de la sagesse nationale, vient de rendre un décret; il y est autorisé par les articles 102 et 103 de l'acte constitutionnel.

« Il me charge de prendre les mesures pour la sûreté de la représentation nationale. Sa translation est nécessaire et momentanée; le Corps

[1] Voir le texte complet de ce discours de Napoléon, t. VI, p. 1.

législatif se trouvera à même de tirer la République du danger imminent où la désorganisation de toutes les parties de l'administration nous conduit.

« Il a besoin, dans cette circonstance essentielle, de l'uniou et de la confiance. Ralliez-vous autour de lui : c'est le seul moyen d'asseoir la République sur les bases de la liberté civile, du bonheur intérieur, de la victoire et de la paix. »

Il dit aux soldats :

« Soldats, le décret extraordinaire du Conseil des Anciens est conforme aux articles 102 et 103 de l'acte constitutionnel. Il m'a remis le commandement de la ville et de l'armée.

« Je l'ai accepté pour seconder les mesures qu'il va prendre et qui sont tout entières en faveur du peuple.

« La République est mal gouvernée depuis deux ans; vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant de maux. Vous l'avez célébré avec une union qui m'impose des obligations que je remplis; vous remplirez les vôtres et vous seconderez votre général avec l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai toujours eue en vous.

« La liberté, la victoire et la paix, replaceront la République française au rang qu'elle occupait en Europe et que l'ineptie et la trahison ont pu seules lui faire perdre. »

En ce moment Napoléon envoya un aide de camp à la garde du Directoire pour lui communiquer le décret et lui prescrire de ne recevoir d'ordre que de lui. La garde sonna à cheval; le chef consulta ses soldats, ils répondirent par des cris de joie. A l'instant même venait d'arriver un ordre du Directoire contraire à celui de Napoléon; mais les soldats, n'obéissant qu'au sien, se mirent en marche pour le joindre. Sieyès et Roger-Ducos s'étaient déjà rendus dès le matin aux Tuileries. On dit que Barras, en voyant Sieyès monter à cheval, se moqua de la gaucherie du nouvel écuyer. Il était loin de se douter où il allait. Peu après, instruit du décret, il se réunit avec Gohier et Moulins : ils apprirent alors que toutes les troupes environnaient Napoléon; ils virent même leur garde les abandonner. Dès lors Moulins se rendit aux Tuileries, et

donna sa démission, comme l'avaient déjà fait Sieyès et Roger-Ducos. Bottot, secrétaire de Barras, se rendit près de Napoléon, qui lui témoigna toute son indignation sur les dilapidations qui avaient perdu la République, et insista pour que Barras donnât sa démission. Talleyrand se rendit chez ce directeur, et la rapporta. Barras se rendit à Gros-Bois, accompagné d'une garde d'honneur de dragons. Dès ce moment le Directoire se trouva dissous, et Napoléon seul chargé du pouvoir exécutif de la République.

Cependant le Conseil des Cinq-Cents s'était assemblé sous la présidence de Lucien. La Constitution était précise, le décret du Conseil des Anciens était dans ses attributions : il n'y avait rien à objecter. Les membres du Conseil, en traversant les rues de Paris et les Tuileries, avaient appris les événements qui se passaient; ils avaient été témoins de l'enthousiasme public. Ils étaient dans l'étonnement et la stupeur de tout le mouvement qu'ils voyaient. Ils se conformèrent à la nécessité, et ajournèrent la séance pour le lendemain, 19, à Saint-Cloud.

Bernadotte avait épousé la belle-sœur de Joseph Bonaparte. Il avait été deux mois au ministère de la guerre, et ensuite renvoyé par Sieyès : il n'y faisait que des fautes. C'était un des membres les plus chauds de la société du Manége, dont les opinions politiques étaient alors fort exaltées et réprouvées par tous les gens de bien. Joseph l'avait mené le matin chez Napoléon; mais, lorsqu'il vit ce dont il s'agissait, il s'esquiva et alla instruire ses amis du Manége de ce qui se passait.

Jourdan et Augereau vinrent trouver Napoléon aux Tuileries, lorsqu'il passait la revue des troupes. Il leur conseilla de ne pas retourner à Saint-Cloud à la séance du lendemain, de rester tranquilles, de ne pas compromettre les services qu'ils avaient rendus à la patrie, car aucun effort ne pouvait s'opposer au mouvement qui était commencé. Augereau l'assura de son dévouement et du désir qu'il avait de marcher sous ses ordres. Il ajouta même : « Eh quoi! général, est-ce que vous ne comptez pas toujours sur votre petit Augereau? »

Cambacérès, ministre de la justice, Fouché, ministre de la police, et tous les autres ministres, allèrent aux Tuileries, et reconnurent la nou-

velle autorité. Fouché fit de grandes protestations d'attachement et de dévouement. Extrêmement opposé à Sieyès, il n'avait pas été dans le secret de la journée; il avait ordonné de fermer les barrières, d'arrêter le départ des courriers et des diligences. «Eh! bon Dieu! lui dit le général, pourquoi toutes ces précautions? Nous marchons avec la nation et par sa seule force. Qu'aucun citoyen ne soit inquiété, et que le triomphe de l'opinion n'ait rien de commun avec ces journées faites par une minorité factieuse.»

Les membres de la majorité des Cinq-Cents, de la minorité des Anciens et les coryphées du Manége passèrent toute la journée et la nuit en conciliabules.

A sept heures du soir Napoléon tint un conseil aux Tuileries. Sieyès proposait d'arrêter les quarante principaux meneurs opposants. Cet avis était sage; mais Napoléon croyait avoir trop de force pour employer tant de prudence : «J'ai juré ce matin, dit-il, de protéger la représentation nationale; je ne veux point ce soir violer mon serment : je ne crains pas de si faibles ennemis.» Tout le monde se rangea au conseil de Sieyès; mais rien ne put vaincre cette obstination ou cette délicatesse du général. On verra bientôt qu'il eut tort.

C'est dans cette réunion que l'on convint de l'établissement de trois consuls provisoires, qui seraient Sieyès, Roger-Ducos et Napoléon, et de l'ajournement des Conseils à trois mois. Les meneurs des deux Conseils s'entendirent sur la manière dont ils devaient se conduire dans la séance de Saint-Cloud. Lucien, Boulay, Émile Gaudin, Chazal, Cabanis, étaient les meneurs du Conseil des Cinq-Cents; Régnier, Lemercier, Cornudet, Fargues, l'étaient de celui des Anciens.

Le général Murat, ainsi qu'on l'a dit, commandait la force publique à Saint-Cloud; Ponsard commandait le bataillon de la garde du Corps législatif; le général Serurier avait sous ses ordres une réserve placée au Point-du-Jour.

On travaillait avec activité pour préparer les salles du palais de Saint-Cloud. L'Orangerie fut destinée au Conseil des Cinq-Cents, et la galerie de Mars à celui des Anciens; les appartements devenus, depuis, le salon

des princes et le cabinet de l'Empereur, furent préparés pour Napoléon et son état-major. Les inspecteurs de la salle occupèrent les appartements de l'Impératrice. Il était deux heures après midi, et le local destiné au Conseil des Cinq-Cents n'était pas encore prêt. Ce retard de quelques heures devint funeste. Les députés, arrivés depuis midi, se formèrent en groupes dans le jardin; les esprits s'échauffèrent; ils se sondèrent réciproquement, se communiquèrent et organisèrent leur opposition. Ils demandaient au Conseil des Anciens ce qu'il voulait; pourquoi il les avait fait venir à Saint-Cloud. Était-ce pour changer le Directoire? Ils convenaient généralement que Barras était corrompu, Moulins sans considération; ils nommaient sans difficulté Napoléon et deux autres citoyens pour compléter le gouvernement. Le petit nombre d'individus qui étaient dans le secret laissèrent alors percer que l'on voulait régénérer l'État en améliorant la Constitution, et ajourner les Conseils. Ces insinuations ne réussissant pas, une hésitation se manifesta parmi les membres sur lesquels on comptait le plus.

XI. La séance s'ouvrit enfin. Émile Gaudin monta à la tribune, peignit vivement les dangers de la patrie, et proposa de remercier le Conseil des Anciens des mesures de salut public dont il avait pris l'initiative, et de lui demander, par un message, qu'il fît connaître sa pensée tout entière. En même temps il proposa de nommer une commission de sept personnes pour faire un rapport sur la situation de la République.

Les vents renfermés dans les outres d'Éole s'en échappant avec furie n'excitèrent jamais une plus grande tempête. L'orateur fut précipité avec fureur en bas de la tribune. L'agitation devint extrême.

Delbrel demanda que les membres prêtassent de nouveau serment à la Constitution de l'an III. Lucien, Boulay et leurs amis pâlirent. L'appel nominal eut lieu.

Pendant cet appel nominal, qui dura plus de deux heures, les nouvelles de ce qui se passait circulèrent dans la capitale. Les meneurs de l'assemblée du Manége, les tricoteuses, etc. accoururent. Jourdan et Augereau se tenaient à l'écart; croyant Napoléon perdu, ils s'empressèrent

d'arriver. Augereau s'approcha de Napoléon et lui dit : «Eh bien, vous voici dans une jolie position!» — «Augereau, reprit Napoléon, souviens-toi d'Arcole : les affaires paraissaient bien plus désespérées. Crois-moi, reste tranquille, si tu ne veux pas en être la victime. Dans une demi-heure tu verras comme les choses tourneront.»

L'assemblée paraissait se prononcer avec tant d'unanimité, qu'aucun député n'osa refuser de prêter serment à la Constitution; Lucien lui-même y fut contraint. Des hurlements, des bravos, se faisaient entendre dans toute la salle. Le moment était pressant. Beaucoup de membres, en prononçant ce serment, y ajoutèrent des développements, et l'influence de tels discours pouvait se faire sentir sur les troupes. Tous les esprits étaient en suspens; les zélés devenaient neutres; les timides avaient déjà changé de bannière. Il n'y avait pas un instant à perdre. Napoléon traversa le salon de Mars, entra au Conseil des Anciens, et se plaça vis-à-vis le président. (C'était la barre.)

«Vous êtes sur un volcan, leur dit-il[1] : la République n'a plus de gouvernement; le Directoire est dissous; les factions s'agitent; l'heure de prendre un parti est arrivée. Vous avez appelé mon bras et celui de mes compagnons d'armes au secours de votre sagesse; mais les instants sont précieux; il faut se prononcer. Je sais que l'on parle de César, de Cromwell, comme si l'époque actuelle pouvait se comparer aux temps passés. Non, je ne veux que le salut de la République, et appuyer les décisions que vous allez prendre..... Et vous, grenadiers, dont j'aperçois les bonnets aux portes de cette salle, dites-le : vous ai-je jamais trompés? Ai-je jamais trahi mes promesses, lorsque, dans les camps, au milieu des privations, je vous promettais la victoire, l'abondance, et lorsque, à votre tête, je vous conduisais de succès en succès? Dites-le maintenant : était-ce pour mes intérêts, ou pour ceux de la République?»

Le général parlait avec véhémence. Les grenadiers furent comme électrisés; et, agitant en l'air leur bonnets, leurs armes, ils semblaient tous dire : Oui, c'est vrai! il a toujours tenu parole!

[1] Voir un autre texte de ce discours, t. VI, p. 269.

Alors un membre (Linglet) se leva, et d'une voix forte dit : « Général, nous applaudissons à ce que vous dites : jurez donc avec nous obéissance à la Constitution de l'an III, qui peut seule maintenir la République. »

L'étonnement que causèrent ces paroles produisit le plus grand silence.

Napoléon se recueillit un moment; après quoi, il reprit avec force : « La Constitution de l'an III, vous n'en avez plus : vous l'avez violée au 18 fructidor, quand le gouvernement a attenté à l'indépendance du Corps législatif; vous l'avez violée au 30 prairial au VII, quand le Corps législatif a attenté à l'indépendance du gouvernement; vous l'avez violée au 22 floréal, quand, par un décret sacrilége, le gouvernement et le Corps législatif ont attenté à la souveraineté du peuple, en cassant les élections faites par lui. La Constitution violée, il faut un nouveau pacte, de nouvelles garanties. »

La force de ce discours, l'énergie du général, entraînèrent les trois quarts des membres du Conseil, qui se levèrent en signe d'approbation. Cornudet et Régnier parlèrent avec force dans le même sens; un membre s'éleva contre; il dénonça le général comme le seul conspirateur qui voulait attenter à la liberté publique. Napoléon interrompit l'orateur, déclara qu'il avait le secret de tous les partis; que tous méprisaient la Constitution de l'an III; que la seule différence qui existait entre eux était que les uns voulaient une république modérée, où tous les intérêts nationaux, toutes les propriétés, fussent garantis, tandis que les autres voulaient un gouvernement révolutionnaire, motivé sur les dangers de la patrie. En ce moment on vint prévenir Napoléon que, dans le Conseil des Cinq-Cents, l'appel nominal était terminé, et que l'on voulait forcer le président Lucien à mettre aux voix la mise hors la loi de son frère. Napoléon se rend aussitôt aux Cinq-Cents, entre dans la salle le chapeau bas, ordonne aux officiers et soldats qui l'accompagnent de rester aux portes; il voulait se présenter à la barre pour rallier son parti, qui était nombreux, mais qui avait perdu tout ralliement et toute audace. Mais, pour arriver à la barre, il fallait traverser la moitié de la salle, parce que le président siégeait sur un des côtés latéraux. Lorsque Napoléon se fut avancé seul

au tiers de l'Orangerie, deux ou trois cents membres se levèrent subitement en s'écriant, «Mort au tyran! à bas le dictateur!»

Deux grenadiers que l'ordre du général avait retenus à la porte, et qui n'avaient obéi qu'à regret et en lui disant : «Vous ne les connaissez pas, ils sont capables de tout,» culbutèrent, le sabre à la main, ceux qui s'opposaient à leur passage pour rejoindre leur général, l'investirent et le couvrirent de leurs corps. Tous les autres grenadiers suivirent cet exemple, et entraînèrent Napoléon en dehors de la salle. Dans ce tumulte, l'un d'eux, nommé *Thomé*, fut légèrement blessé d'un coup de poignard; un autre reçut plusieurs coups dans ses habits.

Le général descendit dans la cour du château, fit battre au cercle, monta à cheval et harangua les troupes :

«J'allais, dit-il, leur faire connaître les moyens de sauver la République et de nous rendre notre gloire. Ils m'ont répondu à coups de poignard. Ils voulaient ainsi réaliser le désir des rois coalisés. Qu'aurait pu faire de plus l'Angleterre?

«Soldats, puis-je compter sur vous?»

Des acclamations unanimes répondirent à ce discours. Napoléon aussitôt ordonna à un capitaine d'entrer avec dix hommes dans la salle des Cinq-Cents et de délivrer le président.

Lucien venait de déposer sa toge. «Misérables! s'écriait-il, vous exigez que je mette hors la loi mon frère, le sauveur de la patrie, celui dont le nom seul fait trembler les rois! Je dépose les marques de la magistrature populaire; je me présente à cette tribune comme défenseur de celui que vous m'ordonnez d'immoler sans l'entendre.» En disant ces mots, il quitte le fauteuil et s'élance à la tribune. L'officier de grenadiers se présente alors à la porte de la salle, en criant : «Vive la République!» On croit que les troupes envoient une députation pour exprimer leur dévouement aux Conseils. Ce capitaine est accueilli par un mouvement d'allégresse. Il profite de cette erreur, s'approche de la tribune, s'empare du président, en lui disant à voix basse : «C'est l'ordre de votre frère.» Les grenadiers crient en même temps : «A bas les assassins!»

A ces cris, la joie se change en tristesse; un morne silence témoigne

l'abattement de toute l'assemblée. On ne met aucun obstacle au départ du président, qui sort de la salle, se rend dans la cour, monte à cheval, et s'écrie de sa voix de stentor : « Général, et vous, soldats, le président du Conseil des Cinq-Cents vous déclare que des factieux, le poignard à la main, en ont violé les délibérations. Il vous requiert d'employer la force contre ces factieux. Le Conseil des Cinq-Cents est dissous! »

« Président, répondit le général, cela sera bientôt fait. » Il ordonna en même temps à Murat de se porter dans la salle en colonne serrée.

En cet instant, le général B*** osa lui demander cinquante hommes pour se placer en embuscade sur la route et fusiller les fuyards. Napoléon ne répondit à sa demande qu'en recommandant aux grenadiers de ne pas commettre d'excès. « Je ne veux pas, leur dit-il, qu'il y ait une goutte de sang versée. »

Murat se présente à la porte et somme le Conseil de se séparer. Les cris, les vociférations continuent. Le colonel Moulins, aide de camp de Brune, qui venait d'arriver de Hollande, fait battre la charge. Le tambour mit fin à ces clameurs. Les soldats entrent dans la salle, la baïonnette en avant. Les députés sautent par les fenêtres, et se dispersent en abandonnant les toges, les toques, etc. En un instant la salle fut vide. Les membres de ce Conseil qui s'étaient le plus prononcés s'enfuirent en toute hâte jusqu'à Paris.

Une centaine de députés des Cinq-Cents se rallièrent au bureau et aux inspecteurs de la salle. Ils se rendirent en corps au Conseil des Anciens. Lucien fit connaître que les Cinq-Cents avaient été dissous sur son réquisitoire; que, chargé de maintenir l'ordre dans l'assemblée, il avait été environné de poignards; qu'il avait envoyé des huissiers pour réunir de nouveau le Conseil; que rien n'était contraire aux formes et que les troupes n'avaient fait qu'obéir à son réquisitoire. Le Conseil des Anciens, qui voyait avec inquiétude ce coup d'autorité du pouvoir militaire, fut satisfait de cette explication.

A onze heures du soir, les deux Conseils se réunirent de nouveau; ils étaient en très-grande majorité. Deux commissions furent chargées de faire leur rapport sur la situation de la République. On décréta, sur le rapport

de Bérenger, des remercîments à Napoléon et aux troupes. Boulay de la Meurthe aux Cinq-Cents, Villetard aux Anciens, exposèrent la situation de la République et les mesures à prendre. La loi du 19 brumaire fut décrétée; elle ajournait les Conseils au 1er ventôse suivant; elle créait deux commissions de vingt-cinq membres chacune pour les remplacer provisoirement. Elles devaient aussi préparer un code civil. Une commission consulaire provisoire, composée de Sieyès, Roger-Ducos et Napoléon, fut chargée du pouvoir exécutif.

Cette loi mit fin à la Constitution de l'an III.

Les consuls provisoires se rendirent le 20, à deux heures du matin, dans la salle de l'Orangerie, où s'étaient réunis les deux Conseils. Lucien, président, leur adressa la parole en ces termes :

« Citoyens Consuls, le plus grand peuple de la terre vous confie ses destinées. Sous trois mois l'opinion vous attend. Le bonheur de trente millions d'hommes, la tranquillité intérieure, les besoins des armées, la paix, tel est le mandat qui vous est donné. Il faut sans doute du courage et du dévouement pour se charger d'aussi importantes fonctions; mais la confiance du peuple et des guerriers vous environne, et le Corps législatif sait que vos âmes sont tout entières à la patrie. Citoyens Consuls, nous venons, avant de nous ajourner, de prêter le serment que vous allez répéter au milieu de nous : « le serment sacré de fidélité inviolable à la « souveraineté du peuple, à la République française une et indivisible, « à la liberté, à l'égalité et au système représentatif. »

L'Assemblée se sépara et les consuls se rendirent à Paris, au palais du Luxembourg.

Ainsi fut consommée la révolution du 18 brumaire.

Sieyès, pendant le moment le plus critique, était resté dans sa voiture à la grille de Saint-Cloud, afin de pouvoir suivre la marche des troupes. Sa conduite dans le danger fut convenable; il fit preuve de fermeté, de résolution et de sang-froid.

CONSULS PROVISOIRES[1].

I. État de la capitale. Proclamation de Napoléon. — II. Première séance des consuls; Napoléon président. — III. Ministère : divers changements. Maret, Dubois-Crancé, Robert Lindet, Gaudin, Reinhard, Forfait, Laplace. École polytechnique. — IV. Premiers actes des consuls. — V. Mesures protectrices envers le clergé. — VI. Honneurs funèbres rendus au pape Pie VI. — VII. Naufragés de Calais. Napper-Tandy, Blackwell. — VIII. Suppression de la fête du 21 janvier. — IX. Entrevue de deux agents royalistes avec Napoléon. Châtillon, Bernier, d'Autichamp, Georges. Pacification de la Vendée. — X. Discussion sur la Constitution. Opinions de Sieyès et de Napoléon. — XI. Constitution. — XII. Nominatien des consuls Cambacérès et Lebrun.

On se peindrait difficilement les angoisses qu'avait éprouvées la capitale pendant cette révolution du 18 brumaire. Les bruits les plus sinistres circulaient partout : on disait Napoléon renversé; on s'attendait au règne de la terreur. C'était encore moins le danger de la chose publique qui effrayait, que celui où chaque famille allait se trouver.

Sur les neuf heures du soir, les nouvelles de Saint-Cloud se répandirent, et l'on apprit les événements arrivés; alors la joie la plus vive succéda aux plus cruelles alarmes. La proclamation suivante fut faite aux flambeaux.

« Citoyens!

« A mon retour à Paris, j'ai trouvé la division dans toutes les autorités, et l'accord établi sur cette seule vérité, « que la Constitution était à moitié « détruite et ne pouvait plus sauver la liberté. » Tous les partis sont venus à moi, m'ont confié leurs desseins, dévoilé leurs secrets, et m'ont demandé

[1] Ce fragment est reproduit d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830. Nous n'en avons pas le manuscrit original.

mon appui; j'ai refusé d'être l'homme d'un parti. Le Conseil des Anciens m'a appelé : j'ai répondu à son appel.

«Un plan de restauration générale avait été concerté par des hommes en qui la nation est accoutumée à voir des défenseurs de la liberté, de l'égalité, de la propriété. Ce plan demandait un examen calme, libre, exempt de toute influence et de toute crainte; en conséquence, le Conseil des Anciens a résolu la translation du Corps législatif à Saint-Cloud. Il m'a chargé de la disposition de la force nécessaire à son indépendance. J'ai cru devoir à mes concitoyens, aux soldats périssant dans nos armées, à la gloire nationale acquise au prix de leur sang, d'accepter le commandement.

«Les Conseils se rassemblent à Saint-Cloud; les troupes républicaines garantissent la sûreté au dehors; mais des assassins établissent la terreur au dedans. Plusieurs députés du Conseil des Cinq-Cents, armés de stylets et d'armes à feu, font circuler autour d'eux des menaces de mort.

«Les plans qui devaient être développés sont resserrés, la majorité désorganisée, les orateurs les plus intrépides déconcertés, et l'inutilité de toute proposition sage, évidente.

«Je porte mon indignation et ma douleur au Conseil des Anciens : je lui demande d'assurer l'exécution de mes généreux desseins; je lui représente les maux de la patrie qui les ont fait concevoir. Il s'unit à moi par de nouveaux témoignages de sa constante volonté.

«Je me présente au Conseil des Cinq-Cents, seul, sans armes, la tête découverte, tel que les Anciens m'avaient reçu et applaudi. Je venais rappeler à la majorité sa volonté et l'assurer de son pouvoir. Les stylets qui menaçaient les députés sont aussitôt levés sur leur libérateur. Vingt assassins se précipitent sur moi et cherchent ma poitrine. Les grenadiers du Corps législatif, que j'avais laissés à la porte de la salle, accourent et se mettent entre les assassins et moi. L'un de ces braves grenadiers[1] est frappé d'un coup de stylet, dont ses habits sont percés. Ils m'enlèvent.

«Au même moment, des cris de «hors la loi» se font entendre contre le défenseur de la loi. C'était le cri farouche des assassins contre la force

[1] Thomé.

destinée à les réprimer. Ils se pressent autour du président, la menace à la bouche, les armes à la main; ils lui ordonnent de prononcer la mise hors la loi. On m'avertit: je donne ordre de l'arracher à leur fureur, et dix grenadiers du Corps législatif entrent au pas de charge dans la salle et la font évacuer.

« Les factieux, intimidés, se dispersent et s'éloignent. La majorité, soustraite à leurs coups, rentre librement et paisiblement dans la salle de ses séances, entend les propositions qui devaient lui être faites pour le salut public, délibère et prépare la résolution salutaire qui doit devenir la loi nouvelle et provisoire de la République.

« Français! vous reconnaîtrez sans doute à cette conduite le zèle d'un soldat de la liberté, d'un citoyen dévoué à la République. Les idées conservatrices, tutélaires, libérales, sont rentrées dans leurs droits par la dispersion des factieux qui opprimaient les Conseils, et qui, pour être devenus les plus odieux des hommes, n'ont pas cessé d'être les plus misérables. »

II. Dans la matinée du 11 novembre, les consuls tinrent leur première séance. Il s'agissait d'abord de nommer à la présidence. La question devait être décidée par le suffrage de Roger-Ducos; l'opinion de celui-ci avait toujours été, dans le Directoire, subordonnée à celle de Sieyès; ce dernier s'attendait donc à lui voir tenir une pareille conduite dans le consulat. Il en fut tout autrement. Le consul Roger-Ducos, à peine entré dans le cabinet, dit, en se tournant vers Napoléon : « Il est bien inutile d'aller aux voix pour la présidence; elle vous appartient de droit. » Napoléon prit donc le fauteuil. Roger-Ducos continua de voter dans le sens de Napoléon. Il eut même avec Sieyès de vives explications à ce sujet; mais il resta inébranlable dans son système. Cette conduite était le résultat de la conviction où il était que Napoléon seul pouvait tout rétablir et tout maintenir. Roger-Ducos n'était pas un homme d'un grand talent, mais il avait le sens droit et était bien intentionné.

Le secrétaire du Directoire, Lagarde, ne jouissait pas d'une réputation à l'abri du reproche. Maret, depuis duc de Bassano, fut nommé à cette

place. Il était né à Dijon. Il montra de l'attachement aux principes de la révolution de 89. Il fut employé dans les négociations avec l'Angleterre avant le 10 août; depuis il traita avec lord Malmesbury à Lille. Maret est un homme très-habile, d'un caractère doux, de fort bonnes manières, d'une probité et d'une délicatesse à toute épreuve. Il avait échappé au règne de la terreur. Ayant été arrêté avec Semonville comme il traversait le pays des Grisons pour se rendre à Venise, devant de là se rendre à Naples en qualité d'ambassadeur, après le 9 thermidor il fut échangé contre Madame, fille de Louis XVI, qui était alors prisonnière au Temple.

La première séance des consuls dura plusieurs heures. Sieyès avait espéré quo Napoléon ne se mêlerait que des affaires militaires, et lui laisserait la conduite des affaires civiles; mais il fut très-étonné lorsqu'il reconnut que Napoléon avait des opinions faites sur la politique, sur les finances, sur la justice, même sur la jurisprudence, et enfin sur toutes les branches de l'administration; qu'il soutenait ses idées avec une logique pressante et serrée, et qu'il n'était pas facile à convaincre. Il dit le soir en rentrant chez lui, en présence de Chazal, Talleyrand, Boulay, Rœderer, Cabanis, etc. : « Messieurs, vous avez un maître. Napoléon veut tout faire, sait tout faire, et peut tout faire. Dans la position déplorable où nous nous trouvons, il vaut mieux nous soumettre que d'exciter des divisions qui amèneraient une perte certaine. »

III. Le premier acte du gouvernement fut l'organisation du ministère. Dubois-Crancé était ministre de la guerre; il était incapable de remplir de telles fonctions. C'était un homme de parti, peu estimé, et qui n'avait aucune habitude du travail et de l'ordre. Ses bureaux étaient occupés par des gens de la faction, qui, au lieu de faire leur besogne, passaient le temps en délibérations; c'était un vrai chaos. On aurait peine à croire que Dubois-Crancé ne put fournir au Consul un seul état de situation de l'armée. Berthier fut nommé ministre de la guerre. Il fut obligé d'envoyer aussitôt une douzaine d'officiers dans les divisions militaires et aux corps d'armée, pour obtenir les états de situation des corps, leur emplacement, l'état de leur administration. Le bureau de l'artillerie était le seul

où l'on eût des renseignements. Un grand nombre de corps avaient été créés, tant par les généraux que par les administrations départementales; ils existaient sans qu'on le sût au ministère. On disait à Dubois-Crancé : « Vous payez l'armée, vous pouvez du moins nous donner les états de la solde. — Nous ne la payons pas. — Vous nourrissez l'armée, donnez-nous les états du bureau des vivres. — Nous ne la nourrissons pas. — Vous habillez l'armée, donnez-nous les états du bureau de l'habillement. — Nous ne l'habillons pas. »

L'armée dans l'intérieur était payée au moyen des violations de caisse; elle était nourrie et habillée au moyen des réquisitions, et les bureaux n'exerçaient aucun contrôle. Il fallut un mois avant que le général Berthier pût avoir un état de l'armée, et ce ne fut qu'alors qu'on put procéder à sa réorganisation.

L'armée du Nord était en Hollande; elle venait d'en chasser les Anglais. Sa situation était satisfaisante. La Hollande, d'après les traités, fournissait à tous ses besoins.

Les armées du Rhin et de l'Helvétie souffraient beaucoup; le désordre y était extrême.

L'armée d'Italie, acculée sur la Rivière de Gênes, était sans subsistances et privée de tout. L'insubordination y était devenue telle, que des corps quittaient sans ordre leur position devant l'ennemi pour se porter sur des points où ils espéraient trouver des vivres.

L'administration ayant été améliorée, la discipline fut bientôt rétablie.

Le ministère des finances était occupé par Robert Lindet, qui avait été membre du Comité de salut public du temps de Robespierre. C'était un homme probe, mais n'ayant aucune des connaissances nécessaires pour l'administration des finances d'un grand empire. Sous le gouvernement révolutionnaire, il avait cependant obtenu la réputation d'un grand financier; mais, sous ce gouvernement, le vrai ministre des finances c'était le prote de la planche aux assignats.

Lindet fut remplacé par Gaudin, depuis duc de Gaëte, qui avait occupé pendant longtemps la place de premier commis des finances. C'était un homme de mœurs douces et d'une sévère probité.

Le trésor était vide, il ne s'y trouvait pas de quoi expédier un courrier. Toutes les rentrées se faisaient en bons de réquisitions, cédules, rescriptions, papiers de toute espèce avec lesquels on avait dévoré d'avance toutes les recettes de l'année. Les fournisseurs, payés avec des délégations, puisaient eux-mêmes directement dans la caisse des receveurs, au fur et à mesure des rentrées, et cependant ils ne faisaient aucun service. La rente était à 6 francs. Toutes les sources étaient taries, le crédit anéanti; tout était désordre, dilapidation, gaspillage. Les payeurs, qui faisaient en même temps les fonctions de receveurs, s'enrichissaient par un agiotage d'autant plus difficile à réprimer que tous ces papiers avaient des valeurs réelles différentes.

Le nouveau ministre Gaudin prit des mesures qui mirent un frein aux abus et rétablirent la confiance. Il supprima l'emprunt forcé et progressif.

Plusieurs citoyens offrirent au gouvernement des sommes considérables. Le commerce de Paris remplit un emprunt de 12 millions; ce qui, dans ce moment, était d'une grande importance. La vente des domaines de la Maison d'Orange, que la France s'était réservés par le traité de la Haye, fut négociée et produisit 24 millions. On créa pour 150 millions de bons de rescription de rachats de rente.

Les impositions directes ne rentraient pas à cause du retard qu'éprouvait la confection des rôles. Le ministre créa une commission des contributions publiques. L'Assemblée constituante, dont les principes en administration étaient fautifs, parce qu'ils étaient le résultat d'une vaine théorie, et non le fruit de l'expérience, avait chargé les municipalités de la formation des rôles, qui étaient rendus exécutoires par la décision des administrateurs de département. Cette organisation était désastreuse; on y fut peu sensible en 1792, 93, 94; les assignats pourvoyaient à tout. Lors de la Constitution de l'an III, cinq mille préposés furent chargés de la formation des rôles. On avait adopté en même temps une administration mixte, qui coûtait cinq millions d'extraordinaire, et n'atteignait pas plus le but que la loi de la Constituante. Gaudin, éclairé par l'expérience, confia la confection de ces rôles à cent directeurs généraux ayant sous

eux cent inspecteurs et huit cent quarante contrôleurs, qui ne coûtaient que 3 millions. L'économie était de 2 millions.

Il créa la caisse d'amortissement, soumit les receveurs des finances à un cautionnement du vingtième de leurs recettes, et organisa le système des obligations des receveurs généraux, payables par douzième, par mois, du montant de leurs recettes. Dès ce moment, toutes les contributions directes rentrèrent au trésor avant le commencement de l'exercice, et en masse; il put en disposer pour le service dans toutes les parties de la France. Il n'y eut plus aucune incertitude que les recouvrements éprouvassent plus ou moins de retard, ou s'opérassent avec plus ou moins d'activité; cela n'influait pas sur les opérations du trésor. Cette loi a été une des sources de la prospérité et de l'ordre qui ont depuis régné dans les finances.

La République possédait pour 40 millions de rente en forêts; mais elles étaient mal administrées. La régie de l'enregistrement, préposée pour recevoir ce revenu, celui du timbre, et exercer des droits domaniaux, ne convenait pas pour diriger une administration qui exigeait des connaissances particulières et de l'activité. Le ministre Gaudin établit une administration spéciale. Ce changement excita des réclamations. On craignit de voir se renouveler les abus attachés à l'ancienne administration des eaux et forêts. On rétablit, disait-on, l'administration: on ne tardera pas à rétablir sa juridiction, les tribunaux spéciaux; nous verrons renaître tous les abus qui ont excité nos réclamations en 1789. Ces craintes étaient chimériques : les abus de l'ancienne administration avaient disparu pour toujours. La nouvelle administration forestière soigna bien l'aménagement des forêts, leur vente, leur coupe, et porta une attention toute particulière aux semis et plantations. Elle fit aussi rentrer au Domaine une grande quantité de bois usurpés par les communes ou les particuliers; enfin elle n'eut que de bons effets et se concilia l'opinion publique.

Tout ce qu'il est possible de faire en peu de jours pour détruire les abus d'un régime vicieux et remettre en honneur les principes du crédit et de la modération, le ministre Gaudin le fit. C'était un administrateur de probité et d'ordre, qui savait se rendre agréable à ses subordonnés,

marchant doucement, mais sûrement. Tout ce qu'il fit et proposa dans ces premiers moments, il l'a maintenu et perfectionné pendant quinze années d'une sage administration. Jamais il n'est revenu sur aucune mesure, parce que ses connaissances étaient positives et le fruit d'une longue expérience.

Cambacérès conserva le ministère de la justice. Un grand nombre de changements furent faits dans les tribunaux.

Talleyrand avait été renvoyé du ministère des relations extérieures par l'influence de la société du Manége. Reinhard, qui l'avait remplacé, était natif de Wurtemberg. C'était un homme honnête et d'une capacité ordinaire. Cette place était naturellement due à Talleyrand; mais, pour ne pas trop froisser l'opinion publique, fort indisposée contre lui, surtout pour les affaires d'Amérique, Reinhard fut conservé dans les premiers moments; d'ailleurs ce poste était de peu d'importance dans la situation critique où la République se trouvait. On ne pouvait en effet entamer aucune espèce de négociations avant d'avoir rétabli l'ordre dans l'intérieur, réuni la nation et remporté des victoires sur les ennemis extérieurs.

Bourdon fut remplacé au ministère de la marine par Forfait, et nommé commissaire de la marine à Anvers. Forfait, né en Normandie, avait la réputation d'être le meilleur ingénieur-constructeur de vaisseaux; mais c'était un homme à système, et il n'a pas justifié ce que l'on attendait de lui. Le ministère de la marine était très-important par la nécessité où se trouvait la République de secourir l'armée d'Égypte, la garnison de Malte et les colonies.

A l'intérieur, le ministre Quinette fut remplacé par Laplace, géomètre du premier rang, mais qui ne tarda pas à se montrer administrateur plus que médiocre. Dès son premier travail, les consuls s'aperçurent qu'ils s'étaient trompés; Laplace ne saisissait aucune question sous son vrai point de vue; il cherchait des subtilités partout, n'avait que des idées problématiques, et portait enfin l'esprit des infiniment petits dans l'administration.

Les nominations furent faites par les consuls d'un commun accord; la première dissension d'opinions eut lieu pour Fouché, qui était ministre

de la police. Sieyès le haïssait, et croyait la sûreté du gouvernement compromise si la direction de la police restait dans ses mains. Fouché, né à Nantes, avait été oratorien avant la révolution; il avait ensuite exercé un emploi subalterne dans son département, et s'était distingué par l'exaltation de ses principes. Député à la Convention, il marcha dans la même direction que Collot d'Herbois. Après la révolution de thermidor, il fut proscrit comme terroriste. Sous le Directoire, il s'était attaché à Barras, et avait commencé sa fortune dans des compagnies de fournitures, où l'on avait imaginé de faire entrer un grand nombre d'hommes de la révolution, idée qui avait jeté une nouvelle déconsidération sur des hommes que les événements politiques avaient déjà dépopularisés. Fouché, appelé au ministère de la police depuis plusieurs mois, avait pris parti contre la faction du Manége, qui s'agitait encore et qu'il fallait détruire; mais Sieyès n'attribuait pas cette conduite à des principes fixes, mais seulement à la haine qu'il portait à ces sociétés, où sans aucune retenue on déclamait constamment contre les dilapidations et contre ceux qui avaient eu part aux fournitures. Sieyès proposait Alquier pour remplacer Fouché. Ce changement ne parut pas indispensable. Quoique Fouché n'eût pas été dans le secret du 18 brumaire, il s'était bien comporté. Napoléon convenait avec Sieyès qu'on ne pouvait en rien compter sur la moralité d'un tel ministre ni sur son esprit versatile, mais enfin sa conduite avait été utile à la République. « Nous formons une nouvelle époque, disait Napoléon; du passé, il ne faut nous souvenir que du bien, et oublier le mal. L'âge, l'habitude des affaires et l'expérience ont formé bien des têtes et modifié bien des caractères. » Fouché conserva son ministère.

La nomination de Gaudin au ministère des finances laissa vacante la place de commissaire du gouvernement près l'administration des postes, place de confiance, fort importante. Elle fut confiée à Laforest, qui alors était chef de la division des fonds aux relations extérieures. C'était un homme habile, qui avait été longtemps consul général de France en Amérique.

L'École polytechnique n'était qu'ébauchée; Monge fut chargé d'en rédiger l'organisation définitive, qui depuis a été sanctionnée par l'ex-

périence. Cette école est devenue la plus célèbre du monde. Elle a fourni une foule d'officiers, de mécaniciens, de chimistes, qui ont recruté les corps savants de l'armée, ou qui, répandus dans les manufactures, ont porté si haut la perfection des arts et donné à l'industrie française sa haute supériorité.

IV. Cependant le nouveau gouvernement était environné d'ennemis qui s'agitaient publiquement. La Vendée, le Languedoc et la Belgique étaient déchirés par les troubles et les insurrections. Le parti de l'étranger, qui depuis plusieurs mois faisait tous les jours des progrès, voyait avec dépit un changement qui détruisait ses espérances. Les anarchistes n'écoutaient que leur animosité contre Sieyès. La loi rendue le 19 brumaire à Saint-Cloud avait chargé le gouvernement de prendre les mesures qui seraient nécessaires pour rétablir la tranquillité de la République. Elle avait expulsé du Corps législatif cinquante-cinq députés. Un grand nombre d'autres étaient mécontents de l'ajournement des chambres; ils persistaient à rester à Paris et à s'y réunir. C'était la première fois, depuis la révolution, que la tribune était muette et le Corps législatif en vacances. Les bruits les plus sinistres agitaient l'opinion; le ministre de la police proposa en conséquence des mesures qui devaient réprimer l'audace du parti anarchiste. Un décret condamna à la déportation cinquante-neuf des principaux meneurs : trente-sept à la Guyane, et vingt-deux à l'île d'Oleron. Ce décret fut généralement désapprouvé; l'opinion répugnait à toute mesure violente; cependant il eut un effet salutaire. Les anarchistes, frappés à leur tour de terreur, se dispersèrent. C'était tout ce qu'on voulait, et peu de temps après le décret de déportation fut converti en une simple mesure de surveillance, qui cessa bientôt elle-même.

Le public s'attribua le rapport de ce décret. On crut que l'administration avait rétrogradé; on eut tort : elle n'avait voulu qu'épouvanter, elle avait atteint son but.

Bientôt l'esprit public changea dans toute la France. Les citoyens s'étaient réunis, les actes d'adhésion des départements arrivaient en foule, et les malveillants, de quelque parti qu'ils fussent, cessaient d'être dan-

gereux. La loi des otages, qui avait jeté un grand nombre de citoyens dans les prisons, fut rapportée. Des lois intolérantes avaient été rendues contre les prêtres par les gouvernements précédents; la persécution avait été poussée aussi loin que le pouvait faire la haine des théophilanthropes. Prêtres réfractaires ou prêtres assermentés, tous étaient compris dans la même proscription; les uns avaient été déportés à l'île de Ré, d'autres à la Guyane, d'autres à l'étranger, d'autres gémissaient dans les prisons. On adopta pour principe que la conscience n'était pas du domaine de la loi, et que le droit du souverain devait se borner à exiger obéissance et fidélité.

V. Si la question eût été ainsi posée à l'Assemblée constituante et qu'on n'eût point exigé un serment à la constitution civile du clergé, ce qui était entrer dans des discussions théologiques, aucun prêtre n'eût été réfractaire. Mais Talleyrand et d'autres membres de cette assemblée imposèrent ce serment, dont les conséquences ont été si funestes à la France.

La constitution civile du clergé devenue loi de l'État, il fallait protéger les prêtres, en assez grand nombre, qui s'y étaient conformés, et il est probable que ce clergé aurait formé l'église nationale; mais, quand l'Assemblée législative et la Convention firent fermer les églises, supprimèrent les dimanches, et traitèrent avec le même mépris les prêtres assermentés et les prêtres réfractaires, on donna gain de cause à ces derniers.

Napoléon, qui avait beaucoup médité sur les matières de la religion, en Italie et en Égypte, avait à cet égard des idées arrêtées; il se hâta de faire cesser les persécutions. Son premier acte fut d'ordonner la mise en liberté de tous les prêtres mariés ou assermentés qui étaient détenus ou déportés. L'emportement des factions avait été tel, que même ces deux classes avaient été persécutées en masse. On décréta que tout prêtre déporté, emprisonné, etc. qui ferait serment d'être fidèle au gouvernement établi serait sur-le-champ mis en liberté. Peu de temps après ce décret, plus de 20.000 vieillards rentrèrent dans leurs familles. Quelques prêtres ignorants persistèrent dans leur obstination; ils restèrent dans l'exil. Mais

alors ils se condamnaient eux-mêmes, car les préceptes du christianisme ne sont pas susceptibles d'interprétation, et le serment de fidélité au gouvernement ne peut être refusé sans crime.

Dans le même temps les lois sur les décades furent rapportées, les églises rendues au culte, et des pensions accordées aux religieux et religieuses qui prêteraient serment de fidélité au gouvernement. La plupart se soumirent, et, par là, des milliers d'individus furent arrachés à la misère. Les églises se rouvrirent dans les campagnes, les cérémonies intérieures furent permises, tous les cultes furent protégés, et le nombre des théophilanthropes diminua beaucoup.

VI. Le pape Pie VI était mort à l'âge de quatre-vingt-deux ans, à Valence, où il s'était retiré après les événements d'Italie. Napoléon, revenant d'Égypte, s'était entretenu quelques instants dans cette ville avec monsignor Spina, aumônier du pape, et que depuis il fit nommer cardinal et archevêque de Gênes. Il apprit qu'aucun honneur funèbre n'avait été rendu à ce pontife, et que son corps était déposé dans la sacristie de la cathédrale. Un arrêté des consuls ordonna que les honneurs accoutumés lui fussent décernés, et qu'un monument en marbre fût élevé sur sa tombe[1]. C'était un hommage à un souverain malheureux, et au chef de la religion du Premier Consul et de la pluralité des Français.

Chaque jour le gouvernement consulaire, par des actes de justice et de générosité, s'efforçait de réparer les fautes et les injustices des gouvernements précédents. Les membres de l'Assemblée constituante qui avaient reconnu la souveraineté du peuple furent rayés de la liste des émigrés par une décision adoptée comme principe. Cela excita beaucoup d'inquiétude : « Les émigrés vont rentrer en foule, disait-on; le parti royaliste va relever la tête comme en fructidor; les républicains vont être massacrés. » La Fayette, Latour-Maubourg, Bureaux de Pusy, etc. rentrèrent en France et dans la jouissance de leurs biens qui n'étaient pas aliénés.

[1] Voir cet arrêté consulaire, t. VI, p. 76.

Depuis le 18 fructidor un grand nombre d'individus restaient déportés à la Guyane, à Sinnamary, à l'île d'Oleron. Ils avaient été traités ainsi sans jugement. Plusieurs d'entre eux étaient plus distingués par leurs talents que par leur caractère; Napoléon voulut user d'indulgence à leur égard, mais le parti à prendre était difficile et fort contesté; c'était faire le procès au 18 fructidor. Les commissions législatives étaient composées de députés qui avaient pris part à la loi du 19 fructidor. Rapporter cette loi eût été une véritable réaction; Pichegru, Imbert-Colomès, Willot, rentreraient donc en France! D'ailleurs la révolution de fructidor, quelque injuste, quelque illégale qu'elle fût, avait évidemment sauvé la République, et dès lors on ne pouvait pas la condamner. On conçut l'idée de déclarer que les déportés seraient considérés comme émigrés. C'était les mettre à la disposition du gouvernement, qui ne tarda pas à laisser rentrer tous ceux qui n'avaient pas eu des intelligences coupables avec l'étranger. Leur conduite fut surveillée pendant quelque temps, et ils finirent par être définitivement rayés de la liste des émigrés. Plusieurs d'entre eux, tels que Portalis, Carnot, Barbé-Marbois, etc. furent même appelés à remplir des fonctions publiques. C'était le règne d'un gouvernement fort et au-dessus des factions. Napoléon disait : « J'ai ouvert un grand chemin : qui marchera droit sera protégé; qui se jettera à droite ou à gauche sera puni. »

VII. D'autres malheureux gémissaient entre la vie et la mort. Il y avait quelques années qu'un bâtiment parti d'Angleterre pour se rendre dans la Vendée, ayant à bord neuf personnes des plus anciennes familles de France, des Talmont, des Montmorency, des Choiseul, avait fait naufrage sur la côte de Calais; ces passagers étaient des émigrés. On les avait arrêtés, et, depuis lors, ils avaient été traînés de prison en prison, de tribunaux en tribunaux, sans que leur sort fût décidé. Le fait de leur arrivée en France n'était pas de leur volonté; c'étaient des naufragés : mais on arguait contre eux du lieu de leur destination. Ils disaient bien qu'ils allaient dans l'Inde, mais le bâtiment, ses provisions, tout témoignait qu'ils allaient dans la Vendée. Sans entrer dans ces discussions,

Napoléon vit que la position de ces hommes était sacrée; ils étaient sous les lois de l'hospitalité. Envoyer au supplice des malheureux qui avaient mieux aimé se livrer à la générosité de la France que de se jeter dans les flots eût été une singulière barbarie. Napoléon jugea que les lois contre les émigrés étaient des lois politiques, et que la politique de ces lois ne serait pas violée s'il usait d'indulgence envers des personnes qui se trouvaient dans un cas tout à fait extraordinaire[1].

Il avait déjà jugé une question pareille, lorsque, étant général d'artillerie, il armait les côtes du Midi. Des membres de la famille Chabrillant, se rendant d'Espagne en Italie, avaient été pris par un corsaire et amenés à Toulon; ils avaient été aussitôt jetés dans les prisons. Le peuple, sachant qu'ils étaient émigrés, voulait les massacrer. Napoléon profita de sa popularité; par le moyen des canonniers et des ouvriers de l'arsenal, qui étaient les plus exaltés, il préserva cette famille de tout malheur; mais, craignant une nouvelle insurrection du peuple, il la fit monter dans des caissons vides qu'il envoya aux îles d'Hyères, et la sauva.

Le gouvernement anglais ne montra pas une générosité pareille envers Napper-Tandy, Blackwell et autres Irlandais, qui, jetés par un naufrage sur les côtes de Norwége, traversaient le territoire de Hambourg pour retourner à Paris. Ils avaient été naturalisés Français et étaient officiers au service de la République. Le ministre anglais, à Hambourg, força le sénat de les arrêter à leur passage; et, qui le croirait? l'Europe entière s'ameuta contre ces malheureux! Les gouvernements russe et autrichien appuyaient les demandes de celui d'Angleterre, pour qu'ils lui fussent remis. Les citoyens de Hambourg avaient résisté quelque temps, mais, voyant la France déchue de sa considération et accablée de revers, tant en Allemagne qu'en Italie, ils avaient fini par céder.

La France avait d'autant plus de raisons de se trouver offensée de cette conduite que la ville de Hambourg avait été longtemps le refuge de vingt mille émigrés français, qui, de là, avaient organisé des armées et tramé des complots contre la République, tandis que deux malheureux officiers

[1] Voir l'arrêté des consuls relatif aux naufragés de Calais, t. VI, p. 30.

au service de la République, ayant le caractère sacré du malheur et du naufrage, étaient livrés à leurs bourreaux.

Un décret des consuls mit un embargo sur les bâtiments hambourgeois qui se trouvaient dans les ports de France, rappela de Hambourg les agents diplomatiques et commerciaux français, et renvoya ceux de cette ville.

Bientôt après ce temps, les armées françaises ayant eu des succès, et les heureux changements du 18 brumaire se faisant sentir chaque jour, le sénat se hâta d'écrire une longue lettre à Napoléon pour lui témoigner son repentir.

Napoléon répondit celle-ci :

« J'ai reçu votre lettre, Messieurs; elle ne vous justifie pas. Le courage et la vertu sont les conservateurs des états : la lâcheté et le crime sont leur ruine. Vous avez violé l'hospitalité, ce qui n'est jamais arrivé parmi les hordes les plus barbares du désert. Vos concitoyens vous le reprocheront à jamais. Les deux infortunés que vous avez livrés meurent illustres: mais leur sang fera plus de mal à leurs persécuteurs que ne le pourrait faire une armée. »

Une députation solennelle du sénat vint aux Tuileries faire des excuses publiques à Napoléon. Il leur témoigna de nouveau toute son indignation, et, lorsque ces envoyés alléguèrent leur faiblesse, il leur dit : « Eh bien! n'aviez-vous pas la ressource des états faibles? n'étiez-vous pas les maîtres de les laisser échapper? »

Le Directoire avait adopté le principe d'entretenir les prisonniers français en Angleterre, pendant que l'Angleterre entretenait les siens en France. Nous avions en Angleterre plus de prisonniers que cette puissance n'en avait en France; les vivres en Angleterre étaient plus chers qu'en France : dès lors cet état de choses était onéreux pour celle-ci. À cet inconvénient se joignait celui d'autoriser le gouvernement anglais à avoir, sous prétexte de comptabilité, des intelligences dans l'intérieur de la République. Le gouvernement consulaire s'empressa de changer cet arrangement. Chaque nation se trouva chargée du soin des prisonniers qu'elle gardait.

VIII. Dans la situation où se trouvaient les esprits, on avait besoin de rallier, de réunir les différents partis qui avaient divisé la nation, afin de pouvoir l'opposer tout entière à ses ennemis extérieurs.

Le serment de haine à la royauté fut supprimé comme inutile et contraire à la majesté de la République, qui, reconnue partout, n'avait pas besoin de pareils moyens. Il fut également décidé qu'on ne célébrerait plus le 21 janvier. Cet anniversaire ne pouvait être considéré que comme un jour de calamité nationale. Napoléon s'en était déjà expliqué au sujet du 10 août. «On célèbre une victoire, disait-il; mais on pleure sur les victimes, même ennemies. La fête du 21 janvier est immorale, continuait-il. Sans juger si la mort de Louis XVI fut juste ou injuste, politique ou impolitique, utile ou inutile, et même dans le cas où elle serait jugée juste, politique et utile, ce n'en serait pas moins un malheur. En pareille circonstance, l'oubli est ce qu'il y a de mieux.»

Les emplois furent donnés à des hommes de tous les partis et de toutes les opinions modérées. L'effet fut tel, qu'en peu de jours il se fit un changement général dans l'esprit de la nation. Celui qui hier prêtait l'oreille aux propositions de l'étranger et aux émissaires des Bourbons, parce qu'il craignait par-dessus tout les principes de la société du Manége et le retour de la terreur, prenant aujourd'hui confiance dans le gouvernement vraiment national, fort et généreux, qui venait de s'établir, rompait ses engagements, et se replaçait dans le parti de la nation et de la révolution. La faction de l'étranger en fut un moment étonnée; bientôt elle se consola, et voulut donner le change à l'opinion en cherchant à persuader que Napoléon travaillait pour les Bourbons.

IX. Un des principaux agents du corps diplomatique demanda et obtint une audience de Napoléon. Il lui avoua qu'il connaissait le comité des agents des Bourbons à Paris; que, désespérant du salut de la patrie, il avait pris des engagements avec eux, parce qu'il préférait tout au règne de la terreur; mais, le 18 brumaire venant de recréer un gouvernement national, non-seulement il renonçait à ses relations, mais il venait lui faire connaître ce qu'il savait, à condition toutefois que son honneur

ne serait pas compromis, et que ces individus pourraient s'éloigner en sûreté.

Il présenta même à Napoléon deux des agents, Hyde de Neuville et d'Andigné. Napoléon les reçut à dix heures du soir dans un des petits appartements du Luxembourg. « Il y a peu de jours, lui dirent-ils, nous étions assurés du triomphe; aujourd'hui tout a changé. Mais, Général, seriez-vous assez imprudent pour vous fier à de pareils événements? Vous êtes en possession de rétablir le trône, de le rendre à son maître légitime. Nous agissons de concert avec les chefs de la Vendée, nous pouvons les faire tous venir ici. Dites-nous ce que vous voulez faire, comment vous voulez marcher; et, si vos intentions s'accordent avec les nôtres, nous serons tous à votre disposition. » Hyde de Neuville parut un jeune homme spirituel, ardent, sans être passionné. D'Andigné parut un furibond. Napoléon leur répondit : « qu'il ne fallait pas songer à rétablir le trône des Bourbons en France; qu'ils n'y pourraient arriver qu'en marchant sur cinq cent mille cadavres; que son intention était d'oublier le passé et de recevoir les soumissions de tous ceux qui voudraient marcher dans le sens de la nation; qu'il traiterait volontiers avec Châtillon, Bernier, Bourmont, Suzannet, d'Autichamp, etc. mais à condition que ces chefs seraient désormais fidèles au gouvernement national et cesseraient toute intelligence avec les Bourbons et l'étranger. »

Cette conférence dura une demi-heure, et l'on se convainquit de part et d'autre qu'il n'y avait pas moyen de s'entendre sur uue pareille base.

Les nouveaux principes adoptés par les consuls et les nouveaux fonctionnaires firent disparaître les troubles de Toulouse, les mécontents du Midi et l'insurrection de la Belgique. La réputation de Napoléon était chère aux Belges, et influa heureusement sur les affaires publiques dans ces départements, que la persécution des prêtres avait mis en feu l'année précédente.

Cependant la Vendée et la chouannerie troublaient dix-huit départements de la République. Les affaires allaient si mal que Châtillon, chef des Vendéens, s'était emparé de Nantes; il est vrai qu'il n'avait pu s'y maintenir vingt-quatre heures. Mais les Chouans exerçaient leurs ravages

jusqu'aux portes de la capitale. Les chefs répondaient aux proclamations du gouvernement par d'autres proclamations, où ils disaient qu'ils se battaient pour le rétablissement du trône et de l'autel, et qu'ils ne voyaient dans le Directoire ou les consuls que des usurpateurs.

Un grand nombre de généraux et d'officiers de l'armée trahissaient la République et s'entendaient avec les chefs des Chouans. Le peu de confiance que leur avait inspiré le Directoire, l'ancien désordre qui régnait dans toutes les parties de l'administration, avaient porté ces officiers à oublier leur honneur et leur devoir pour se ménager un parti qu'ils croyaient au moment de triompher. Plusieurs furent assez éhontés pour en venir faire la confidence à Napoléon, en lui déclarant avoir obéi aux circonstances, et lui offrant de racheter ce moment d'incertitude par des services d'autant plus importants qu'ils étaient dans la confidence des Chouans et des Vendéens.

Des négociations furent ouvertes avec des chefs de la Vendée, en même temps que des forces considérables furent dirigées contre eux. Tout annonçait la destruction prochaine de leurs bandes; mais les causes morales agissaient davantage. La renommée de Napoléon, qui était grande dans la Vendée, fit craindre aux chefs que l'opinion du pays ne les abandonnât.

Le 17 janvier 1800, Châtillon, Suzannet, d'Autichamp, l'abbé Bernier, chefs de l'insurrection de la rive gauche de la Loire, se soumirent. Le général Hédouville négocia le traité, qui fut signé le 17 janvier, à Montluçon. Cette pacification n'avait rien de commun avec celles qui avaient précédé : c'étaient des Français qui rentraient dans le sein de la nation et se soumettaient avec confiance au gouvernement. Toutes les mesures administratives, financières, ecclésiastiques, consolidèrent de jour en jour davantage la tranquillité de ces départements.

Ces chefs vendéens furent reçus plusieurs fois à la Malmaison. La paix une fois faite, Napoléon n'eut qu'à se louer de leur conduite.

Bernier était curé de Saint-Laud[1]. C'était un homme de peu de taille

[1] Paroisse d'Angers.

et d'une mince apparence. Il était bon prédicateur, rusé, et savait inspirer le fanatisme à ses paysans, sans le partager. Il avait eu une grande influence dans la Vendée; son crédit avait un peu diminué, mais il était cependant encore assez considérable pour rendre des services au gouvernement. Il s'attacha au Premier Consul, et fut fidèle à ses engagements. Il fut chargé de négocier le Concordat avec la cour de Rome. Napoléon le nomma évêque d'Orléans.

Châtillon était un vieux gentilhomme de soixante ans, bon, loyal, ayant peu d'esprit, mais quelque vigueur. Il venait de se marier, ce qui contribua à le rendre fidèle à ses promesses. Il habitait alternativement Paris, Nantes et ses terres. Il obtint dans la suite plusieurs grâces du Premier Consul. Châtillon pensait qu'on aurait pu continuer la guerre de la Vendée quelques mois de plus; mais que, depuis le 18 brumaire, les chefs ne pouvaient plus compter sur la masse de la population. Il avouait aussi que, vers la fin des campagnes d'Italie, la réputation du général Bonaparte avait tant exalté l'imagination des paysans vendéens, qu'on avait été au moment de laisser là les droits des Bourbons, et d'envoyer une députation pour lui proposer de se mettre sous son influence.

D'Autichamp avait fait plusieurs campagnes comme simple hussard dans les troupes de la République pendant la grande terreur. C'était un homme d'un esprit borné, mais ayant le ton, les manières et l'élégance que comportaient son éducation et l'usage du grand monde.

Sur la rive droite de la Loire, Georges et La Prévalaye étaient à la tête des bandes de Bretagne; Bourmont commandait celles du Maine, Frotté celles de Normandie. La Prévalaye et Bourmont se soumirent et vinrent à Paris. Georges et Frotté voulurent continuer la guerre. C'était un état de licence qui leur permettait, sous des couleurs politiques, de se livrer à toute espèce de brigandages; de rançonner les riches, sous prétexte qu'ils étaient acquéreurs de domaines nationaux; de voler les diligences, parce qu'elles portaient les deniers de l'état; de piller les banquiers, parce qu'ils avaient des relations avec les caisses publiques, etc. Ils interceptaient les communications entre Brest et Paris. Ils entretenaient des intelligences avec tout ce que la capitale nourrit de plus vil,

avec les hommes qui vivent dans les antres du jeu et les mauvais lieux; ils y apportaient leurs rapines, y faisaient leurs enrôlements, y puisaient des renseignements pour rendre profitables les guet-apens qu'ils tendaient sur les routes.

Les généraux Chambarlhac et Gardanne entrèrent dans le département de l'Orne, à la tête de deux colonnes mobiles, pour se saisir de Frotté. Ce chef, jeune, actif, rusé, était redouté, et causait beaucoup de désordres. Il fut surpris dans la maison du nommé *Guidal*, général commandant à Alençon, qui avait des intelligences avec lui, qui jouissait de sa confiance et qui le trahit. Il fut jugé, et passa par les armes. Ce coup d'éclat rétablit la tranquillité dans cette province. Il ne resta plus que Bruslart et quelques chefs de peu de valeur, qui, profitant de la facilité que leur offrait la croisière anglaise, débarquaient sur les côtes, répandaient des libelles et exerçaient l'espionnage en faveur de l'Angleterre.

Georges se soutenait dans le Morbihan au moyen des secours d'armes et d'argent que lui fournissaient les Anglais. Attaqué, battu, cerné à Grand-Champ par le général Brune, il capitula, rendit ses canons, ses armes, et promit de vivre en bon et paisible sujet. Il demanda l'honneur d'être présenté au Premier Consul, et reçut la permission de se rendre à Paris. Napoléon chercha inutilement à faire sur lui l'impression qu'il avait faite sur un grand nombre de Vendéens, à faire parler la fibre française, l'honneur national, l'amour de la patrie : aucune de ces cordes ne vibra.

La guerre de l'Ouest se trouvait ainsi terminée; plusieurs bons régiments devinrent disponibles.

Pendant que tout s'améliorait, le travail de la Constitution touchait à sa fin; les deux consuls et les deux commissions s'en occupaient sans relâche. Le gouvernement s'occupa peu de politique extérieure. Toutes ses démarches se bornèrent à la Prusse. Le roi avait une armée sur pied au moment où le duc d'York avait débarqué en Hollande; cela avait donné de l'inquiétude. L'aide de camp Duroc fut envoyé à Berlin avec une lettre pour le roi; son but était de sonder les dispositions du cabinet. Il réussit dans sa mission, fut accueilli avec distinction, avec bienveillance par la

reine. Les courtisans de cette cour toute militaire se complaisaient dans le récit des guerres d'Italie et d'Égypte; ils étaient fort satisfaits du triomphe qu'avait obtenu le parti militaire en France, en arrachant aux avocats les rênes du gouvernement. On eut tout lieu d'être content des dispositions de la Prusse, qui peu après mit son armée sur le pied de paix.

X. La commission législative, intermédiaire des Cinq-Cents, fut successivement présidée par Lucien, Boulay de la Meurthe, Daunou, Jacqueminot; celle des Anciens, par Lemercier, Lebrun, Régnier.

Boulay fut depuis ministre d'état, président de la section de législation au Conseil d'état.

Daunou était oratorien, député du Pas-de-Calais, homme de bonnes mœurs, bon écrivain; il avait rédigé la Constitution de l'an III, il fut le rédacteur de celle de l'an VIII; il a été archiviste impérial.

Jacqueminot était de Nancy; il est mort sénateur.

Lebrun fut troisième consul.

Régnier devint grand juge et duc de Massa.

Les commissions législatives intermédiaires délibéraient en secret. Il eût été d'un mauvais effet de rendre publiques les discussions d'une assemblée qui ne se trouvait souvent formée que de quinze ou seize membres. Ces deux commissions, aux termes de la loi du 19 brumaire, ne pouvaient rien sans l'initiative du gouvernement, qui l'exerçait en provoquant l'attention de la commission des Cinq-Cents sur un objet déterminé; celle-ci rédigeait sa résolution, qui était convertie en loi par la commission des Anciens.

La première loi importante de cette session extraordinaire fut relative au serment. On ne pouvait le prêter qu'à la Constitution, qui n'existait plus; il fut conçu en ces termes : « Je jure fidélité à la République une et indivisible, fondée sur la souveraineté du peuple, le régime représentatif, le maintien de l'égalité, la liberté, et la sûreté des personnes et des propriétés. »

Les deux conseils se réunissaient de droit le 19 février 1800; le seul moyen de les prévenir était de promulguer une nouvelle constitution et

de la présenter à l'acceptation du peuple avant cette époque. Les trois consuls et les deux commissions législatives intermédiaires se réunirent à cet effet en comité, pendant le mois de décembre, dans l'appartement de Napoléon, depuis neuf heures du soir jusqu'à trois heures du matin. Daunou fut chargé de la rédaction. La confiance de l'assemblée reposait entièrement dans la réputation et les connaissances de Sieyès. On vantait depuis longtemps la constitution qu'il avait dans son portefeuille. Il en avait laissé percer quelques idées qui avaient germé parmi ses nombreux partisans, et qui, de là, s'étant répandues dans le public, avaient porté au plus haut point cette réputation que, dès la Constituante, Mirabeau s'était plu à lui faire, lorsqu'il disait à la tribune : «Le silence de Sieyès est une calamité nationale.» En effet, il s'était fait connaître par plusieurs écrits profondément pensés : il avait suggéré à la chambre du tiers état l'idée mère de se déclarer assemblée nationale; il avait proposé le serment du Jeu de Paume, la suppression des provinces et le partage du territoire de la République en départements; il avait professé une théorie du gouvernement représentatif et de la souveraineté du peuple pleine d'idées lumineuses et qui était passée en principes. Le comité s'attendait à prendre connaissance de son projet de constitution tant médité; il pensait n'avoir à s'occuper que de le reviser, le modifier et le perfectionner par des discussions profondes. Mais, à la première séance, Sieyès ne dit rien; il avoua qu'il avait beaucoup de matériaux en portefeuille, mais qu'ils n'étaient ni classés ni coordonnés.

A la séance suivante, il lut un rapport sur les listes de notabilité. La souveraineté était dans le peuple; c'était le peuple qui devait directement ou indirectement commettre à toutes les fonctions : or le peuple, qui est merveilleusement propre à distinguer ceux qui méritent sa confiance, ne l'est pas à assigner le genre de fonctions qu'ils doivent occuper. Il établissait trois listes de notabilité : 1° communale, 2° départementale, 3° nationale. La première se composait du dixième de tous les citoyens de chaque commune, choisis parmi les habitants eux-mêmes; la deuxième, du dixième des citoyens portés sur les listes communales du département; la troisième, du dixième des individus inscrits sur les listes départemen-

tales : cette liste se réduisait à 6,000 personnes, qui formaient la notabilité nationale. Cette opération devait se faire tous les cinq ans, et tous les fonctionnaires publics, dans tous les ordres, devaient être pris sur ces listes, savoir : le gouvernement, les ministres, la législature, le sénat ou grand jury, le conseil d'état, le tribunal de cassation et les ambassadeurs, sur la liste nationale; les préfets, les juges, les administrateurs, sur la liste départementale; les administrations communales, les juges de paix, sur la liste communale. Par là, tout fonctionnaire public, les ministres même, seraient représentants du peuple, auraient un caractère populaire. Ces idées eurent le plus grand succès : répandues dans le public, elles firent concevoir les plus heureuses espérances; elles étaient neuves, et l'on était fatigué de tout ce qui avait été proposé depuis 1789; elles venaient d'ailleurs d'un homme qui avait une grande réputation dans le parti républicain; elles paraissaient être une analyse de ce qui avait existé dans tous les siècles. Ces listes de notabilité étaient des espèces de listes de noblesse non héréditaire, mais de choix. Cependant les gens sensés virent tout d'abord le défaut de ce système, qui gênerait le gouvernement en l'empêchant d'employer un grand nombre d'individus propres aux fonctions, parce qu'ils ne seraient pas sur les listes nationale, départementale, communale. Cependant le peuple serait privé de toute influence directe dans la nomination de la législature; il n'y aurait qu'une participation fort illusoire et toute métaphysique.

Encouragé par ce succès, Sieyès fit connaître dans les séances suivantes la théorie de son jury constitutionnel, qu'il consentit à nommer *sénat conservateur*. Il avait cette idée dès la Constitution de l'an III, mais elle avait été repoussée par la Convention. «La Constitution, disait-il, n'est pas vivante, il faut un corps de juges en permanence, qui prennent ses intérêts, et l'interprètent dans tous les cas douteux. Quelle que soit l'organisation sociale, elle sera composée de divers corps : l'un aura le soin de gouverner, l'autre de discuter et de sanctionner les lois. Ces corps, dont les attributions seront fixées par la Constitution, se choqueront souvent, et l'interpréteront différemment; le jury national sera là pour les raccorder et faire rentrer chaque corps dans son orbite.» Le nombre

des membres fut fixé à quatre-vingts, au moins âgés de quarante ans. Ces quatre-vingts sages, dont la carrière politique était terminée, ne pourraient plus occuper aucune fonction publique. Cette idée plut généralement, et fut commentée de diverses manières. Les sénateurs étaient à vie; c'était une nouveauté depuis la révolution, et l'opinion souriait à toute idée de stabilité; elle était fatiguée des incertitudes et de la variété qui s'étaient succédé depuis dix ans.

Peu après il fit connaître sa théorie de la représentation nationale; il la composait de deux branches : un corps législatif de deux cent cinquante députés, ne discutant pas, mais qui, semblable à la Grand'Chambre du parlement, voterait et délibérerait au scrutin; un tribunat de cent députés, qui, semblable aux Enquêtes, discuterait, rapporterait, plaiderait contre les résolutions rédigées par un conseil d'état nommé par le gouvernement, qui se trouverait investi de la prérogative de rédiger les lois. Au lieu d'un corps législatif turbulent, agité par des factions et par ses motions d'ordre, si intempestives, on aurait un corps grave qui délibérerait après avoir écouté une longue discussion dans le silence des passions. Cependant le tribunat aurait la double fonction de dénoncer au sénat les actes inconstitutionnels du gouvernement, même les lois adoptées par le Corps législatif; et, à cet effet, le gouvernement ne pourrait les proclamer que dix jours après leur adoption par le Corps législatif.

Ces idées furent accueillies favorablement du comité et du public. On était si ennuyé des bavardages des tribunes, de ces intempestives motions d'ordre qui avaient fait tant de mal et si peu de bien, et d'où étaient nées tant de sottises et si peu de bonnes choses, qu'on se flatta de plus de stabilité dans la législation et de plus de tranquillité et de repos : c'était ce que l'on désirait.

Plusieurs séances furent employées à la rédaction, et à des objets de détail relatifs à la comptabilité et aux lois. Le moment vint enfin où Sieyès fit connaître l'organisation de son gouvernement; c'était le chapiteau, la portion la plus importante de cette belle architecture, et dont l'influence devait être le plus sentie par le peuple. Il proposa un grand électeur à

vie, choisi par le sénat conservateur, ayant un revenu de 6 millions, une garde de 3,000 hommes, et habitant le palais de Versailles. Les ambassadeurs étrangers seraient accrédités près de lui; il accréditerait les ambassadeurs et ministres français dans les cours étrangères. Les actes du gouvernement, les lois, la justice seraient rendus en son nom. Il serait le seul représentant de la gloire, de la puissance et de la dignité nationales; il nommerait deux consuls, un de la paix, un de la guerre; mais là se bornerait toute son influence sur les affaires. Il pourrait, il est vrai, destituer les consuls et les changer; mais aussi le sénat pourrait, lorsqu'il jugerait cet acte arbitraire et contraire à l'intérêt national, absorber le grand électeur. L'effet de cette absorption équivaudrait à une destitution: la place devenait vacante, le grand électeur prenait place dans le sénat pour le reste de sa vie.

XI. Napoléon avait peu parlé dans les séances précédentes; il n'avait aucune expérience des assemblées : il ne pouvait que s'en rapporter à Sieyès, qui avait assisté aux constitutions de 1791, 1793, 1795; à Daunou, qui passait pour un des principaux auteurs de cette dernière; enfin aux trente ou quarante membres des commissions, qui tous s'étaient distingués dans la législature et qui prenaient d'autant plus d'intérêt à l'organisation des corps qui devaient faire la loi, qu'ils étaient appelés à faire partie de ces corps. Mais le gouvernement le regardait; il s'éleva donc contre des idées si extraordinaires. « Le grand électeur, disait-il, s'il s'en tient strictement aux fonctions que vous lui assignez, sera l'ombre, mais l'ombre décharnée d'un roi fainéant. Connaissez-vous un homme d'un caractère assez vil pour se complaire dans une pareille singerie? S'il abuse de sa prérogative, vous lui donnez un pouvoir absolu. Si, par exemple, j'étais grand électeur, je dirais, en nommant le consul de la guerre et celui de la paix : Si vous faites un ministre, si vous signez un acte sans que je l'approuve, je vous destitue. Mais, dites-vous, le sénat, à son tour, absorbera le grand électeur : le remède est pire que le mal. Personne, dans ce projet, n'a de garantie. D'un autre côté, quelle sera la situation de ces deux premiers ministres? L'un aura sous ses ordres les ministres

de la justice, de l'intérieur, de la police, des finances, du trésor; l'autre, ceux de la marine, de la guerre, des relations extérieures. Le premier ne sera environné que de juges, d'administrateurs, de financiers, d'hommes en robes longues; le deuxième, que d'épaulettes et d'hommes d'épée : l'un voudra de l'argent et des recrues pour ses armées, l'autre n'en voudra pas donner. Un pareil gouvernement est une création monstrueuse, composée d'idées hétérogènes qui n'offrent rien de raisonnable. C'est une grande erreur de croire que l'ombre d'une chose puisse tenir lieu de la réalité. »

Sieyès répondit mal, fut réduit au silence, montra de l'indécision, de l'embarras; cachait-il quelque vue profonde? était-il dupe de sa propre analyse? C'est ce qui sera toujours incertain. Quoi qu'il en soit, cette idée fut trouvée insensée. S'il eût commencé le développement de tout son projet de constitution par le titre du gouvernement, rien n'eût passé : il eût été discrédité tout d'abord; mais déjà tout était adopté en partie, sur la foi qu'on avait en lui.

L'adoption des formes purement républicaines fut proposée : la création d'un président à l'instar des États-Unis le fut aussi. Celui-ci aurait le gouvernement de la République pour dix ans et aurait le choix de ses ministres, de son conseil d'état et de tous les agents de l'administration. Mais les circonstances étaient telles, que l'on pensa qu'il fallait encore déguiser la magistrature unique du président. On concilia les opinions diverses en composant un gouvernement de trois consuls, dont l'un serait le chef du gouvernement, aurait toute l'autorité, puisque seul il nommait à toutes les places et seul avait voix délibérative; et les deux autres, ses conseillers nécessaires. Avec un premier consul, on avait l'avantage de l'unité dans la direction; avec les deux autres consuls, qui devaient nécessairement être consultés et qui avaient le droit d'inscrire leurs noms au procès-verbal, on conserverait l'unité et l'on ménagerait l'esprit républicain. Il parut que les circonstances et l'esprit public du temps ne pouvaient alors rien suggérer de meilleur.

Le but de la révolution qui venait de s'opérer n'était pas d'arriver à une forme de gouvernement plus ou moins aristocratique, plus ou moins

démocratique; mais le succès dépendait de la consolidation de tous les intérêts, du triomphe de tous les principes pour lesquels le vœu national s'était prononcé unanimement en 1789.

Napoléon était convaincu que la France ne pouvait être que monarchique; mais, le peuple français tenant plus à l'égalité qu'à la liberté, et le principe de la révolution étant fondé sur l'égalité de toutes les classes, il y avait absence absolue d'aristocratie. Si une république était difficile à constituer fortement sans aristocratie, la difficulté était bien plus grande pour une monarchie. Faire une constitution dans un pays qui n'aurait aucune espèce d'aristocratie, ce serait tenter de naviguer dans un seul élément. La révolution française a entrepris un problème aussi insoluble que celui de la direction des ballons.

Sieyès eût pu, s'il l'eût voulu, obtenir la place de deuxième consul; mais il désira se retirer : il fut nommé sénateur, contribua à organiser ce corps, et en fut le premier président. En reconnaissance des services qu'il avait rendus en tant de circonstances importantes, les commissions législatives, par une loi, lui firent don de la terre de Crosne, à titre de récompense nationale. Il dit depuis à l'Empereur : «Je n'avais pas supposé que vous me traiteriez avec tant de distinction, et que vous laisseriez tant d'influence aux consuls, qui paraissaient devoir vous importuner et vous embarrasser.»

Sieyès était l'homme du monde le moins propre au gouvernement, mais essentiel à consulter, car quelquefois il avait des aperçus lumineux et d'une grande importance. Il aimait l'argent, mais il était d'une probité sévère, ce qui plaisait fort à Napoléon : c'était la qualité première qu'il estimait dans un homme public.

Pendant tout le mois de décembre, la santé de Napoléon fut fort altérée. Ces longues veilles, ces discussions où il fallait entendre tant de sottises, lui faisaient perdre un temps précieux, et cependant ces discussions lui inspiraient un certain intérêt. Il remarqua que des hommes qui écrivaient très-bien et qui avaient de l'éloquence étaient cependant privés de toute solidité dans le jugement, n'avaient pas de logique, et discutaient pitoyablement : c'est qu'il est des personnes qui ont reçu de la nature le

don d'écrire et de bien exprimer leurs pensées, comme d'autres ont le génie de la musique, de la peinture, de la sculpture, etc. Pour les affaires publiques, administratives et militaires, il faut une forte pensée, une analyse profonde, et la faculté de pouvoir fixer longtemps les objets sans être fatigué.

XII. Napoléon choisit pour deuxième consul Cambacérès, et pour troisième Lebrun. Cambacérès, d'une famille honorable de Languedoc, était âgé de cinquante ans : il avait été membre de la Convention, et s'était conservé dans une mesure de modération; il était généralement estimé. Sa carrière politique n'avait été déshonorée par aucun excès. Il jouissait, à juste titre, de la réputation d'un des premiers jurisconsultes de la République. Lebrun, âgé de soixante ans, était de Normandie. Il avait rédigé toutes les ordonnances du chancelier Maupeou; il s'était fait remarquer par la pureté et l'élégance de son style. C'était un des meilleurs écrivains de France. Député au conseil des Anciens par le département de la Manche, il était d'une probité sévère, n'approuvant les changements de la révolution que sous le point de vue des avantages qui en résultaient pour la masse du peuple; car il était né d'une famille de paysans.

La Constitution de l'an VIII, si vivement attendue de tous les citoyens, fut publiée et soumise à la sanction du peuple le 13 décembre 1799, et proclamée le 24 du même mois; la durée du gouvernement provisoire fut ainsi de quarante-trois jours.

Les idées de Napoléon étaient fixées; mais il lui fallait, pour les réaliser, le secours du temps et des événements. L'organisation du consulat n'avait rien de contradictoire avec elles; il accoutumait à l'unité, et c'était un premier pas. Ce pas fait, Napoléon demeurait assez indifférent aux formes et dénominations des différents corps constitués. Il était étranger à la révolution. La volonté des hommes qui en avaient suivi toutes les phases dut prévaloir dans des questions aussi difficiles qu'abstraites. La sagesse était de marcher à la journée sans s'écarter d'un point fixe, étoile polaire sur laquelle Napoléon va prendre sa direction pour conduire la révolution au port où il veut la faire aborder.

DÉFENSE DE GÊNES PAR MASSÉNA[1].

I. Positions respectives des armées en Italie. — II. Gênes. — III. Melas coupe l'armée française. — IV. Masséna tente inutilement de rétablir ses communications avec sa gauche. — V. Blocus de Gênes. Melas marche sur le Var, Suchet abandonne Nice. — VI. Masséna cherche à faire lever le blocus. — VII. Pressé par la famine, il entre en négociation. Reddition de Gênes. — VIII. Les Autrichiens repassent les Alpes pour se porter à la rencontre de l'armée de réserve. Suchet les poursuit. — IX. Effets de la victoire de Marengo. Suchet prend possession de Gênes. — X. Observations.

I. La principale armée de la Maison d'Autriche était celle d'Italie : le feld-maréchal Melas la commandait; son effectif était de 140,000 hommes, 130,000 sous les armes. Toute l'Italie était sous le commandement des Autrichiens, de Rome à Milan, de l'Isonzo aux Alpes cottiennes. Ni le grand-duc, ni le roi de Sardaigne, ni le pape, n'avaient pu obtenir la permission de rentrer dans leurs états; le ministre Thugut retenait le premier à Vienne, le second à Florence, et le troisième à Venise.

L'action de l'administration autrichienne s'étendait sur toute l'Italie; rien ne la contrariait. Toutes les richesses de ce beau pays étaient employées à raviver, améliorer le matériel de son armée, qui, fière des succès qu'elle avait obtenus dans la campagne précédente, avait à se rendre digne de fixer l'attention de l'Europe, d'être appelée à jouer le principal rôle dans la campagne qui allait s'ouvrir. Rien ne lui semblait au-dessus de ses destinées; elle se flattait d'entrer dans Gênes, dans Nice, de passer le Var, de se réunir à l'armée anglaise de Mahon dans le port de Toulon, de planter l'aigle autrichienne sur les tours de l'antique Marseille, et de prendre ses quartiers d'hiver sur le Rhône et la Durance.

[1] Ce fragment est reproduit d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830. Nous n'en avons pas le manuscrit original.

Dès le commencement de mars, le feld-maréchal Melas leva ses cantonnements. Il laissa toute sa cavalerie, ses parcs de réserve, sa grosse artillerie dans les plaines d'Italie; tout cela ne lui était utile que lorsqu'il aurait passé le Var. Il mit 30,000 hommes d'infanterie sous les ordres des généraux Vukassovich, Laudon, Hadick et Keim, pour garder les places et les débouchés du Splügen, du Saint-Gotbard, du Simplon, du Saint-Bernard, du mont Cenis, du mont Genèvre, de l'Argentière, et avec 70 à 80,000 hommes il s'approcha de l'Apennin ligurien. Sa droite, sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant Ott, se porta sur Bobbio, d'où il poussa une avant-garde sur Sestri-di-Levante, pour communiquer avec l'escadre anglaise, et attirer de ce côté l'attention du général français. Avec le centre et le quartier général il se porta à Acqui; il confia sa droite au feld-maréchal-lieutenant Elsnitz.

L'armée française voyait avec confiance à sa tête le vainqueur de Zurich. Elle était appelée à combattre sur un terrain où chaque pas lui retraçait un souvenir de gloire; il n'y avait pas encore quatre ans révolus qu'elle avait, quoique peu nombreuse et dans le plus grand dénûment, suppléant à tout par son courage et la force de sa volonté, remporté de nombreuses victoires, planté en cinquante jours ses drapeaux sur les rives de l'Adige, sur les confins du Tyrol, et porté si haut la gloire du nom français. L'administration avait été organisée pendant janvier, février et mars; la solde était au courant, et des convois considérables de subsistances avaient fait succéder l'abondance à la disette; les ports de Marseille, Toulon, Antibes, étaient encore pleins de bâtiments employés à son approvisionnement; elle commençait à perdre le souvenir des défaites qu'elle avait éprouvées l'année précédente; elle était aussi bien que le pouvait permettre la pauvreté du pays où elle se trouvait. Cette armée se montait à 40,000 hommes; mais elle avait des cadres pour une armée de 100,000. Toutes les nouvelles qui lui arrivaient de l'intérieur de la France pendant la dernière campagne excitaient l'esprit de faction, de division et de découragement; la République était alors dans les angoisses de l'agonie; mais aujourd'hui tout était propre à autoriser son émulation : la France était régénérée. Ces 30 millions de Français, réunis autour de

leur chef, si forts de la confiance réciproque qu'ils s'inspiraient, offraient le spectacle de l'Hercule gaulois armé de sa massue, prêt à terrasser les ennemis de sa liberté et de son indépendance.

Le quartier général était à Gênes; le général de brigade Oudinot était chef d'état-major; le général Lamartillière commandait l'artillerie. Masséna avait confié la gauche de son armée au lieutenant général Suchet, qui avait sous ses ordres quatre divisions : la première occupait Rocca-Barbena, la deuxième Settepani et Melogno, la troisième San-Giacomo et Madonna-della-Neve, la quatrième était en réserve à Finale et sur les hauteurs de San-Pantaleone; sa force était de 12,000 hommes. Le lieutenant général Soult commandait le centre, fort de 12,000 hommes et partagé en trois divisions : celle du général Gardanne défendait Cadibona, Vado, Montelegino, Savone; les flanqueurs, les hauteurs de Stella; le général Gazan défendait les débouchés en avant et en arrière, et sur les flancs de la Bocchetta; le général Marbot commandait la réserve; le lieutenant général Miollis commandait la droite, forte de 5,000 hommes; il barrait la Rivière du Levant, occupant Recco par sa droite, Monte-Cornua[1] par son centre, et par sa gauche le col de Torriglia, situé à la naissance de la vallée de la Trebbia. Une réserve de 5,000 hommes était dans la ville; l'armée entière était forte de 34 à 36,000 hommes. Les cols, depuis l'Argentière jusqu'aux sources du Tanaro, étaient encore obstrués de neige. Une division de 4,000 hommes, sous les ordres du général Garnier, était répartie pour les observer et fournir aux garnisons de Saorgio, de Nice, du fort Montalban, de Vintimille et des batteries de côte. L'approche de l'armée ennemie décida le général en chef à ordonner la levée des cantonnements; et, quoique la saison fût rigoureuse, qu'il y eût encore des neiges sur les hauteurs, les troupes prirent leurs camps et occupèrent des positions culminantes. Des escarmouches ne tardèrent pas à avoir lieu entre les avant-postes.

La situation de l'armée française était délicate; elle exigeait beaucoup de vigilance. Tous les jours elle poussait en avant de fortes reconnais-

[1] Aujourd'hui Monte-Riego.

sances, dans lesquelles elle avait toujours l'avantage; elle faisait des prisonniers, enlevait des magasins et des bagages. L'occupation de Sestri-Levante gênait l'arrivée des convois de blé; les paysans de la vallée de la Fontana-Buona, de tout temps dévoués à l'oligarchie, profitant du voisinage de l'armée autrichienne, s'étaient mis sous les armes et déclarés pour l'ennemi. Le lieutenant général Miollis y marcha sur deux colonnes: l'une entra dans la vallée, désarma les insurgés, brûla cinq de leurs villages, et prit des otages; l'autre longea la mer, chassa de Sestri l'avant-garde de Ott, la poussa au delà des Apennins, et se saisit d'un convoi de 6,000 quintaux de blé qu'elle fit entrer dans Gênes.

II. La ville de Gênes est située au bord de la mer, sur le revers d'une arête de l'Apennin qui se détache au-dessus de la Bocchetta. Cette arête est coupée à pic par deux torrents, la Polcevera à l'ouest, et le Bisagno à l'est, qui ont leur embouchure dans la mer, à 2,000 toises l'un de l'autre. Gênes a deux enceintes bastionnées. La première est un triangle de 9,000 toises de développement. Le côté du sud, bordé par la mer, s'étend depuis la Lanterne, à l'embouchure de la Polcevera, jusqu'au lazaret, à l'embouchure du Bisagno; les deux môles, le port, les quais, l'occupent dans toute son étendue. Le côté de l'ouest longe la rive gauche de la Polcevera, celui de l'est la rive droite du Bisagno; ils ont chacun 3,500 toises d'étendue, et se joignent, en formant un angle aigu, au fort de l'Éperon. Le plan qui passe par ces trois angles fait un angle de 15 degrés avec l'horizon. Cette enceinte est bien revêtue, bien tracée, bien flanquée; le terrain a été saisi avec art. Le côté de l'ouest domine toute la vallée de la Polcevera, où est le faubourg de San-Pier-d'Arena; le côté de l'est, au contraire, est dominé par les mamelons de Monte-Ratti et de Monte-Fascia, ce qui a obligé l'ingénieur à les occuper par les trois forts extérieurs de Quezzi sur le Monte-Valpura, de Richelieu sur le Manego, de Santa-Tecla entre le Monte-Albaro et la Madonna-del-Monte. Au delà de ces montagnes est le torrent de Sturla; au-dessus du fort de l'Éperon est le plateau des Deux-Frères, parallèle à la mer et dominé, pris à revers, par le fort du Diamant, situé à 1,200 toises du

fort de l'Éperon. La ville de Gênes est bâtie près de l'embouchure du Bisagno; elle est couverte par la deuxième enceinte, dessinée avec art et susceptible de quelque résistance. Elle ne peut être bombardée ni du côté du nord ni côté de l'ouest, puisqu'elle se trouve à plus de 2,000 toises du fort de l'Éperon et à 900 toises de la Lanterne; elle ne peut l'être du côté de l'est que par celui qui serait maître des trois forts extérieurs et qui occuperait la position de Madonna-del-Monte. La première enceinte a été bâtie en 1632; la deuxième est plus ancienne. Le port n'est précédé par aucune rade; la mer bat avec force dans l'intérieur; ce qui rend nécessaire la prolongation des môles, tel que cela avait été projeté en 1807. Les deux enceintes étaient parfaitement armées, l'arsenal abondamment fourni de toute espèce de munitions de guerre.

Le parti démocratique, qui gouvernait la république depuis la convention de Montebello, était exclusivement dévoué à la France. La répugnance du peuple pour les Autrichiens avait été soigneusement entretenue par le sénat depuis 1747. Gênes, par l'esprit de ceux qui la gouvernaient, par son opinion, par son dévouement, était une ville française.

Le vice-amiral Keith, commandant l'escadre anglaise dans la Méditerranée, notifia, en mars, aux consuls des diverses nations, le blocus de tous les ports et côtes de la république de Gênes, de Vintimille à Sarzana. Il interdisait aux neutres le commerce avec soixante lieues de côtes, qu'il ne pouvait cependant pas surveiller réellement; c'était, d'un coup de plume, les déclarer déchus de la protection du pavillon de leur souverain. Dans les premiers jours d'avril, il établit sa croisière devant Gênes; ce qui rendit difficiles les communications avec la Provence et l'arrivée des approvisionnements, qui étaient en abondance dans les magasins de Marseille, Toulon, Antibes, Nice, etc.

III. Le 6 avril, les grandes opérations commencèrent. Le feld-maréchal Melas, avec quatre divisions, attaqua à la fois Montelegino et Stella: le lieutenant général Soult accourut avec sa réserve au secours de la gauche. Le combat fut assez vif tout le jour; la division Palffy entra dans Cadibona et Vado; celles de Saint-Julien et de Lattermann entrèrent à

Montelegino et Albisola; Soult rallia sa gauche sur Savone, compléta la garnison de la citadelle et se retira sur Varazze pour couvrir Gênes. Trois vaisseaux de guerre anglais mouillèrent dans la rade de Vado. Melas porta son quartier général à la Madonna de Savone, et fit investir le fort; il trouva à Vado plusieurs pièces de 36 et de gros mortiers qui armaient les batteries de côte. Dès cette première journée, la ligne française se trouva coupée. Suchet, avec la gauche, fut séparé du reste de l'armée; mais il conserva sa communication avec la France.

Le même jour, Ott, avec la gauche, déboucha par trois colonnes sur Miollis : celle de gauche le long de la mer, celle du centre par Monte-Cornua, celle de droite par le col de Torriglia : il fut partout vainqueur, occupa le Monte-Fascia, le Monte-Ratti, et investit les trois forts de Quezzi, de Richelieu et de Santa-Tecla; il établit le feu de ses bivouacs à une portée de canon de cette ville; l'atmosphère jusqu'au ciel en était embrasée. Les Génois, hommes, femmes, vieillards, enfants, accoururent sur les murailles pour considérer un spectacle si nouveau et si important pour eux; ils attendaient le jour avec impatience. Ils allaient donc devenir la proie de ces Allemands que leurs pères avaient repoussés, chassés de leur ville avec tant de gloire! Le parti oligarchique souriait en secret et dissimulait mal sa joie; mais le peuple tout entier était consterné. Aux premiers rayons du soleil, Masséna fit ouvrir les portes; il sortit avec la division Miollis et la réserve, attaqua le Monte-Fascia, le Monte-Ratti, les prit à revers et précipita dans les ravins et les fondrières les divisions de l'imprudent Ott, qui s'était approché avec tant d'inconsidération, seul et si loin du reste de son armée. La victoire fut complète : le Monte-Cornua, Recco, le col de Torriglia, furent repris. Le soir, 1,500 prisonniers, un général, des canons et 7 drapeaux, trophées de cette journée, entrèrent dans Gênes au bruit des acclamations et des élans de joie de tout ce bon peuple

Pendant cette même journée du 7, Elsnitz, avec la droite de Melas, attaqua par cinq colonnes le lieutenant général Suchet; celle qui déboucha par le Tanaro et le Saint-Bernard fut battue, rejetée au delà du fleuve par la division française qui était à Rocca-Barbena; celles qui attaquèrent

Settepani, Melogno, Madonna-della-Neve, San-Giacomo, eurent des succès variés. Le général Seras se maintint à Melogno; mais San-Giacomo fut occupé par Elsnitz, comme les hauteurs de Vado l'avaient été la veille par le général Palffy. Suchet se retira sur Pietra et Loano; il prit la ligne de Borghetto, et renforça sa gauche pour assurer ses communications avec la France, sa seule retraite.

Le 9, le feld-maréchal-lieutenant Ott fit attaquer et occuper la Bocchetta par le général Hohenzollern. Melas avait obtenu son principal objet: il avait coupé l'armée française de la France, et en avait séparé un corps; mais il fallait prévenir le retour offensif des Français, marcher sur Gênes, cerner la ville, et concentrer son armée. L'intervalle de quatorze lieues qui existait entre sa gauche et son centre était bien périlleux. Il déboucha le 10, avec son centre, sur plusieurs colonnes : celle de droite, commandée par Lattermann, longea la mer par Varazze; celle du centre, conduite par Palffy, se porta sur les hauteurs de cette ville; celle de Saint-Julien partit de Sospello pour se porter sur Monte-Fajale, dans le temps que Hohenzollern, de la Bocchetta, se portait sur Ponte-Decimo, et dirigeait ses flanqueurs de droite par Marcarolo sur les hauteurs de la Madonna-dell'Acqua, près Voltri, pour effectuer sa jonction avec le centre.

IV. Masséna, le même jour, 9 avril, était à Varazze avec la moitié de ses forces; Soult, à Voltri, avec l'autre moitié; Miollis gardait Gênes; Suchet, prévenu par Napoléon, sortait des lignes de Borghetto, et se portait à l'attaque de San-Giacomo. Le but du général Masséna était de rétablir, à quelque prix que ce fût, ses communications avec sa gauche et la France. Soult devait se porter de Voltri sur Sassello, Masséna sur Stella, Suchet sur Cadibona : la jonction devait se faire sur Montenotte-Supérieur. A l'aube du jour Soult se mit en marche; mais, ses coureurs ayant eu connaissance que des flanqueurs de Hohenzollern s'approchaient de Voltri, il quitta sa route, fit un à-droite, marcha sur eux, les poussa de hauteurs en hauteurs, les précipita, le soir, dans la fondrière du torrent de Piota, tua, blessa ou prit 3,000 hommes. Le 11 il exécuta son mouvement sur Sassello, où il entra, et apprit que le général Saint-Julien en

était parti le matin pour se porter sur Monte-Fajale; il marcha aussitôt à lui, le défit et le rejeta sur Montenotte, après lui avoir fait grand nombre de prisonniers; de là, il se porta sur le mont Ermetta, dont il s'empara après des combats fort vifs, où l'audace, l'intrépidité et la nécessité de vaincre suppléèrent au nombre. Pendant ce temps Masséna avait été moins heureux; il attendit, le 10, avec impatience que Soult arrivât sur sa droite. Ne le voyant pas venir, il partit, le 11, de Varazze, et marcha sur Stella; mais Lattermann, qui longeait la mer, entra dans Varazze et menaça Voltri dans le temps que Palffy et Bellegarde l'attaquaient de front; il craignit d'être cerné : il battit en retraite sur Cogoleto. Le lendemain il détacha le général Fressinet par sa droite pour soutenir Soult; Fressinet arriva à propos; il décida de l'occupation du mont Ermetta. De son côté, Suchet attaqua et prit Settepani, Melogno, San-Pantaleone; mais il fut repoussé à San-Giacomo. Les 10, 11, 12, 13, 14 et 15 avril se passèrent en marches, manœuvres et combats. Souvent les colonnes des deux armées se côtoyèrent en sens inverse, séparées entre elles par des torrents, des fondrières qui les empêchaient de se combattre dans leurs marches, quoique très-près l'une de l'autre. Masséna reconnut l'impossibilité de rétablir ses communications. Le défaut de concert entre les attaques de Masséna et celles de Suchet empêcha qu'elles ne fussent simultanées; mais la perte de l'ennemi, dans les combats, fut double de celle des Français. Le 21 Masséna évacua Voltri pour s'approcher des remparts de Gênes, dans laquelle il fit défiler devant lui 5,000 prisonniers. Le colonel du 3e de ligne, Mouton, depuis comte de Lobau, se couvrit de gloire dans toutes ces attaques; il sauva l'arrière-garde au passage du pont de Voltri par sa bonne contenance. Le peuple de Gênes, témoin de l'intrépidité du soldat français, du dévouement, de la résolution des généraux, se prit d'enthousiasme et d'amour pour l'armée.

L'armée de Masséna, dès ce jour, 21 avril, cessa d'avoir l'attitude d'une armée en campagne; elle n'eut plus que celle d'une forte et courageuse garnison d'une place de premier ordre. Cette situation lui offrit encore des lauriers à cueillir; peu de positions étaient plus avantageuses

que celle que Masséna occupait. Maître d'un aussi grand camp retranché, qui barre toute la chaîne de l'Apennin, il pouvait en peu d'heures se porter de la droite à la gauche, en traversant la ville; ce que l'ennemi n'aurait pu faire qu'en plusieurs jours de marche. Le général autrichien ne tarda pas à sentir tous les avantages que donnait à son ennemi un pareil théâtre. Le 30, par une attaque combinée, il s'approcha des murailles de Gênes, dans le temps que l'amiral Keith engageait une vive canonnade avec les batteries des môles et des quais. La fortune sourit d'abord à toutes ses combinaisons : il s'empara du plateau des Deux-Frères, cerna le fort du Diamant, surprit le fort de Quezzi, bloqua celui de Richelieu, occupa tous les revers de Monte-Ratti, de Monte-Fascia et même de la Madonna-del-Monte. Il voulait mettre vingt mortiers en batterie, pendant la nuit, sur la position de San-Martino d'Albaro, brûler la superbe Gênes et y porter l'incendie et la révolte. Mais, dans l'après-midi, Masséna, ayant concentré toutes ses forces derrière les remparts, confia à Soult la garde de la ville, et déboucha sur Monte-Fascia, qu'il cerna de tous côtés, le reprit malgré la plus vive résistance; ses troupes rentrèrent dans le fort de Quezzi. Soult marcha alors par le plateau des Deux-Frères; il s'en rendit maître. L'ennemi perdit toutes les positions qu'il avait prises le matin. Le soir, le général en chef rentra dans Gênes, menant à sa suite 1,200 prisonniers, des drapeaux, les échelles dont l'armée autrichienne s'était munie pour l'escalade qu'elle avait voulu tenter au point de réunion des deux enceintes, du côté de Bisagno.

Suchet se maintint longtemps maître de San-Pantaleone et de Melogno; mais enfin il se retira dans la position de Borghetto, n'espérant plus rien de ses efforts pour rétablir la ligne de l'armée.

V. Après le désastre de cette journée, les généraux autrichiens renoncèrent à toute attaque de vive force sur un théâtre qui leur était si contraire. Gênes n'avait pas de vivres, et ne pouvait tarder à capituler. Conformément aux principes de la guerre de montagnes, ils occupèrent de fortes positions autour de cette place, pour empêcher les vivres d'y entrer par terre, comme l'escadre anglaise les interceptait par mer : ce

serait donc au général français à prendre l'offensive, à les déposter, s'il voulait communiquer avec la campagne, ouvrir les routes, pour se procurer les fourrages et les vivres qui lui étaient indispensables.

D'un autre côté, la cour de Vienne était alarmée de la grande supériorité de l'armée française du Rhin et des immenses préparatifs que faisait le Premier Consul pour porter la guerre sur le Danube; elle pressait une diversion sur la Provence. Melas se porta sur le Var, et laissa le feld-maréchal-lieutenant Ott avec 30,000 hommes pour bloquer Gênes de concert avec l'escadre anglaise. Ott occupa plusieurs camps déjà fortifiés par la nature, et auxquels il ajouta tous les secours de l'art, qui lui donnaient le double avantage de maîtriser les débouchés, de s'opposer ainsi à l'arrivée des convois, et de placer les troupes dans de fortes positions, où elles n'avaient rien à redouter de la *furie française*.

Tranquille sur le sort de Gênes, qui devait lui ouvrir ses portes sous quinze jours, Melas, avec 30,000 hommes, marchait à Suchet; il fit tourner la ligne de Borghetto par une division qui déboucha par Ormea, Ponte-di-Nava et Pieve. Il attaqua, le 7 mai, les hauteurs de San-Bartolomeo, espérant couper aux Français le chemin de la Corniche à Port-Maurice, et obliger ainsi Suchet à poser les armes. Mais le général Puget, qui était en position à San-Pantaleone, donna le temps à son général de faire sa retraite, bien qu'avec quelque désordre et une assez grande perte, derrière la Taggia, où il eût pu tenir quelques jours, si la brigade Gorupp, partie de Coni, ne s'était pas emparée dès le 6 du col de Tende; déjà ses avant-postes étaient au défilé de Saorgio. Suchet jugea avec raison devoir repasser la Roja et le Var en toute hâte. Il fit aussitôt travailler à retrancher la tête de pont, et fit venir de la grosse artillerie d'Antibes, et des canonniers de la côte. Il avait laissé garnison dans le fort Vintimille, dans le château de Villefranche et au fort Montalban, qui, situé sur la hauteur qui sépare le golfe de Villefranche de la rade de Nice, domine ces deux villes et tout le cours du Paglione. Il y fit établir un télégraphe, et eut ainsi sur les derrières de l'ennemi une vedette qui l'instruisait de tous ses mouvements, soit sur le chemin de Gênes par le col de Turbia, soit sur la chaussée de Turin par la vallée du Paglione.

Le général de division Saint-Hilaire commandait la 8e division militaire; il accourut sur le Var, ramassant à Marseille et à Toulon toutes les troupes disponibles; des compagnies de garde nationale se rangèrent aussi sous ses ordres. Les places de Colmars, Entrevaux, Antibes, étaient en bon état de défense. Dès le 15 mai, le corps de troupes réuni sur le Var était de 14,000 hommes.

Tous les courriers de Paris apportaient en Provence des nouvelles de la marche de l'armée de réserve; déjà l'avant-garde arrivait sur le Saint-Bernard. Le résultat de cette manœuvre était évident pour les soldats comme pour les citoyens; le moral des troupes, comme celui des habitants, était au plus haut degré d'espérance.

Le général Willot, qui se trouvait à la suite de l'armée autrichienne, formait une légion de déserteurs. Pichegru devait se mettre à la tête des mécontents du Midi. Willot avait commandé en Provence en 1797, avant le 18 fructidor, dans ce moment de réaction où les ennemis de la République exerçaient tant d'influence dans l'intérieur. Il correspondait avec eux; il avait organisé sous main, dans les départements du Var et des Bouches-du-Rhône, une espèce de chouannerie. Dans le Midi, les passions sont vives; les partisans de la République étaient exaltés; c'étaient les anarchistes les plus forcenés de France. Le parti opposé n'était pas plus modéré; il avait levé l'étendard de la révolte et de la guerre civile après le 31 mai, et livré Toulon, le principal arsenal de la France, à son plus mortel ennemi. Marseille ne vit que par le commerce; la supériorité maritime des Anglais l'avait réduite au simple cabotage, ce qui pesait beaucoup sur elle. C'est d'ailleurs le pays de la France où il s'est le moins vendu de domaines nationaux; les moines et les prêtres y avaient peu de biens-fonds, et, si l'on en excepte le district de Tarascon, les propriétés y ont éprouvé peu de changements. Cependant tous les efforts des partisans des Bourbons furent impuissants; les principes du 18 brumaire avaient réuni la très-grande majorité des citoyens, et enfin les mouvements de l'armée de réserve suspendaient les pensées, fixaient toutes les attentions, excitaient tous les intérêts.

Le 11 mai, Melas fit son entrée à Nice : l'ivresse des officiers autri-

chiens était extrême; ils arrivaient enfin sur le territoire de la République, après avoir vu les armées françaises aux portes de Vienne. Une croisière anglaise mouilla à l'embouchure du Var; elle annonçait l'arrivée de l'armée embarquée à Mahon, qui devait investir la place de Toulon. Pour cette fois, l'Angleterre voulait faire sauter les superbes bassins et détruire de fond en comble cet arsenal d'où était sortie l'armée qui menaçait son empire des Indes.

Le Var est un torrent guéable, mais qui en peu d'heures grossit. Les gués n'y sont pas sûrs; d'ailleurs la ligne que défendait Suchet était courte, la gauche s'appuyait à des montagnes difficiles, la droite à la mer, à 600 toises. Il avait eu le temps de couvrir de retranchements et de batteries de gros calibre la tête de pont qu'il occupait en avant du village de Saint-Laurent. Dès la première entrée des Français dans le comté de Nice, en 1792, le génie avait construit grand nombre de batteries sur la rive droite pour protéger le pont, qui a 300 toises de longueur; un défilé aussi considérable avait attiré toute la sollicitude des généraux français pendant les années 1792, 1793, 1794 et 1795. Le champ de bataille qu'allait défendre Suchet était préparé de longue main. Le 14, après quelques jours de repos, les divisions Elsnitz, Bellegarde et Lattermann attaquèrent la tête de pont avec opiniâtreté. La défense fut brillante; l'ennemi, écrasé par les batteries de la rive droite, reconnut l'impossibilité de réussir; il prit position, poussa par la gauche des postes jusqu'à la croisière anglaise, et appuya sa droite aux montagnes. Melas était résolu à passer le Var plus haut; le corps de Suchet, tourné, eût été obligé de se reployer sur Cagnes et les défilés de l'Esterel, lorsque, le 21 mai, il reçut enfin les nouvelles du passage du Saint-Bernard par l'armée de réserve et de l'arrivée de Napoléon à Aoste. Melas partit aussitôt avec deux divisions, passa le col de Tende, entra à Coni le 23; le 24 il apprit à Savigliano la prise d'Ivrée; il s'était fait précéder depuis quelques jours par la division Palffy. Il se flattait encore que toutes ces nouvelles étaient exagérées, que cette armée si redoutable ne serait qu'un corps de 15 à 20,0000 hommes au plus, qu'il pouvait facilement contenir avec les troupes qu'il amenait avec lui et ce qu'il avait réuni dans la plaine d'Italie,

sans renoncer à Gênes, ajournant seulement ses projets sur la Provence. Il ordonna à Elsnitz de conserver la ligne de la Roja, et de prendre position, appuyant sa droite au col de Tende, son centre sur les hauteurs de Breglio, sa gauche à Vintimille. Des officiers du génie, de nombreux corps de sapeurs se rendirent sur cette ligne de retraite pour y construire des retranchements. La Roja est effectivement la meilleure ligne pour couvrir Gênes du côté de la France, en même temps que la chaussée de Tende; car la Taggia, qui est en arrière, laisse à découvert la chaussée de Nice à Sospello, Tende et Turin.

VI. Aussitôt que Masséna fut instruit qu'il n'était plus bloqué que par 30 à 35,000 hommes, que Melas, avec une partie de l'armée, s'était porté sur le Var, il sortit de Gênes dans l'espérance fondée de culbuter le corps d'armée du blocus et de terminer la campagne. 15,000 Français dans sa position valaient mieux que 30,000 Autrichiens; l'ennemi fut effectivement repoussé de tous ses postes avancés.

Le 10 mai, le lieutenant général Soult, avec 6,000 hommes, se porta dans la Rivière du Levant, sur les derrières de la gauche de Ott, et rentra par Monte-Fascia dans Gênes, avec des vivres et des prisonniers. Les attaques furent renouvelées le 13 mai. Ott concentra ses troupes sur Monte-Creto. Le combat fut opiniâtre et sanglant; Soult, après avoir fait des prodiges de valeur, tomba grièvement blessé et resta au pouvoir de l'ennemi.

Masséna rentra dans Gênes, ayant perdu l'espoir de faire lever le blocus. Les vivres devenaient rares et fort chers; la population souffrait, la ration du soldat avait été diminuée. Cependant, malgré la vigilance des Anglais, quelques bâtiments de Marseille, de Toulon et de Corse parvinrent à entrer dans Gênes. Ce secours eût été suffisant pour l'armée, mais était bien faible pour une population de 50,000 âmes. On parlait de capituler lorsque, le 26 mai, arriva le chef d'escadron Franceschi, qui, le 24 avril, avait quitté Gênes pour se rendre à Paris; témoin du passage du Saint-Bernard, il annonçait la prochaine arrivée de Napoléon sous les murs de Gênes. Cet intrépide officier s'était embarqué à Antibes

sur un bâtiment léger; au moment d'entrer dans le port, sa felouque étant sur le point d'être prise, il n'eut d'autre ressource, pour sauver les dépêches, que de se jeter à la nage. Les nouvelles qu'il apportait remplirent d'allégresse l'armée et les Génois; l'idée d'une prompte délivrance fit endurer avec patience les maux présents. Les ennemis de la France furent consternés, leurs complots s'évanouirent; le peuple suivait sur les cartes exposées aux portes des boutiques le mouvement d'une armée en laquelle il avait placé sa confiance, et que conduisait un général qu'il aimait; il savait, par l'expérience des campagnes précédentes, tout ce qu'il devait en attendre.

VII. Cependant un convoi de blé, annoncé de Marseille, était attendu avec la plus grande impatience. Un des bâtiments qui en faisaient partie entra le 30 mai dans le port et annonça qu'il était suivi par le reste du convoi. La population tout entière se porta sur le quai, dès la pointe du jour, pour devancer l'arrivée de ce secours si ardemment attendu. Son espérance fut trompée, rien n'arriva, et le soir on annonça qu'il était tombé au pouvoir de l'ennemi. Le découragement devint extrême; les magistrats de la ville eurent recours aux magasins de cacao, dont il existait une grande quantité chez les négociants. Cette ville est l'entrepôt qui en fournit à toute l'Italie. Il s'y trouvait aussi des magasins de millet, d'orge, de fèves. Dès le 24 mai la distribution du pain avait cessé; on ne recevait plus que du cacao. Les denrées de première nécessité étaient hors de prix : une livre de mauvais pain coûtait 30 francs, la livre de viande 6 francs, une poule 32 francs. Dans la nuit du 1ᵉʳ au 2 juin, on crut entendre le canon. Les soldats, les habitants se portèrent avant le jour sur les remparts; vaine illusion! Ces espérances déchues accroissaient le découragement. La désertion était assez considérable, ce qui est rare dans les troupes françaises; mais les soldats n'avaient pas une nourriture suffisante. 8,000 prisonniers autrichiens étaient sur les pontons et dans les bagnes; ils avaient reçu jusqu'alors les mêmes distributions que les soldats, mais enfin il n'était plus possible de leur en délivrer. Masséna le fit connaître au général Ott; il demanda qu'il leur fît passer des vivres,

et donna sa parole qu'il n'en serait rien distrait. Ott pria l'amiral anglais d'en envoyer à ses prisonniers; celui-ci refusa, ce qui fut une première source d'aigreur entre eux. L'armée de blocus elle-même ne vivait que par le secours de la mer et dépendait en cela de la flotte. Le 2 juin la patience du peuple parut à bout; les femmes s'assemblèrent tumultueusement, demandant du pain ou la mort; il y avait tout à craindre du désespoir d'une aussi nombreuse population. Il n'y avait que dix jours que le commandant Franceschi était arrivé, mais dix jours sont longs pour des affamés! «Depuis qu'on nous annonce l'armée de réserve, disaient-ils, si elle devait venir, elle serait déjà arrivée; ce n'est point avec cette lenteur que marche Napoléon; il a été arrêté par des obstacles qu'il n'a pu surmonter; il a eu quatre fois le temps de faire le chemin. L'armée autrichienne est trop forte, la sienne trop faible; il n'a pu déboucher des montagnes; nous n'avons aucune chance; cependant la population entière de notre ville contracte des maladies qui vont nous faire tous périr. N'avons-nous donc pas montré assez de patience et d'attachement à la cause de nos alliés? N'y a-t-il pas de la férocité à exiger davantage d'une population si nombreuse, composée de vieillards, de femmes et d'enfants, de citoyens paisibles, peu accoutumés aux horreurs de la guerre?»

Masséna céda enfin à la nécessité : il promit au peuple que, si sous vingt-quatre heures il n'était pas secouru, il négocierait. Il tint parole. Le 3 juin il envoya l'adjudant général Andrieu au général Ott. Fatalité des choses humaines! Il se rencontra dans l'antichambre de ce général avec un officier d'ordonnance autrichien qui arrivait en poste du quartier général de Melas; il était porteur de l'ordre de lever le blocus et de se rendre en toute hâte sur le Pô; il lui annonçait que Napoléon était à Chivasso depuis le 26 mai, et marchait sur Milan. Il n'y avait plus un moment à perdre pour sauver l'armée.

Andrieu entra à son tour; il débuta, comme c'est l'usage, par déclarer que son général avait encore des vivres pour un mois pour son armée; mais que la population souffrait, que son cœur en était ému, et qu'il rendrait la place si l'on consentait qu'il sortît avec ses armes, bagages et canons, sans être prisonnier.

Ott accepta avec empressement, en déguisant sa surprise et sa joie. Les négociations commencèrent aussitôt; elles durèrent vingt-quatre heures. Masséna se rendit en personne aux conférences, au pont de Cornigliano, où se trouvèrent l'amiral Keith et le général Ott. L'embarras de ce dernier était extrême; d'un côté, le temps était bien précieux, il sentait toute la conséquence d'une heure de retard dans de pareilles circonstances. Le 4 juin, dans la journée, il apprit que l'armée de réserve avait forcé le passage du Tessin, était entrée à Milan, occupant Pavie, et que déjà les coureurs étaient sur l'Adda; cependant, s'il accédait aux demandes de Masséna, et qu'il le laissât sortir de Gênes sans être prisonnier de guerre, avec armes et canons, il n'aurait rien gagné. Le général avait encore 12,000 hommes, il se réunirait à Suchet, qui en avait autant, et, ainsi réunis, ils manœuvreraient contre lui, Ott, qui se serait affaibli d'une division qu'il fallait qu'il laissât à Gênes. Il ne pourrait donc se porter sur le Pô qu'avec environ trente bataillons, qui, réduits par les pertes de la campagne, fourniraient à peine 15,000 hommes.

Ott proposa que l'armée française se rendît à Antibes par mer, avec armes et bagages, et sans être prisonnière. Cela fut rejeté, et l'on convint que 8,500 hommes de la garnison sortiraient par terre et prendraient la chaussée de Voltri, et que le reste serait transporté par mer. Le surlendemain 6, la plus grande partie de la garnison sortit au nombre de 8,500 hommes avec armes et bagages, mais sans canons, et se rendit à Voltri; le général en chef s'embarqua à bord de cinq corsaires français avec 1,500 hommes et vingt pièces de campagne; les malades, les blessés restèrent dans les hôpitaux sous le soin des officiers de santé français. Ott confia Gênes au général Hohenzollern, auquel il laissa 10,000 hommes. L'amiral anglais prit possession du port et des établissements maritimes. Des convois de subsistances arrivèrent de tous côtés; en peu de jours la plus grande abondance remplaça la disette.

La conduite des Anglais indisposa le peuple; ils mirent la main sur tout : à les entendre, c'étaient eux qui avaient pris Gênes, puisqu'elle ne s'était rendue que par famine, et que c'était la croisière qui avait arrêté tous les convois de vivres.

VIII. Le général Elsnitz avait employé six jours à préparer sa retraite; il avait quitté Nice dans la nuit du 28 au 29 mai, avec l'intention de prendre la ligne de la Roja et de couvrir le blocus de Gênes. Avant de démasquer son mouvement de retraite, et conformément à un usage assez habituel des généraux autrichiens, il insulta deux fois, le 22 et le 26 mai, la tête de pont du Var. Il fut repoussé et eut 5 ou 600 hommes hors de combat. Le but de ces attaques était d'en imposer à Suchet, de lui masquer son véritable projet et de l'empêcher de détacher une colonne, par la crête supérieure des Alpes, sur le col de Tende. Suchet ne fut instruit que le 29, par le télégraphe du fort Montalban, de la retraite de son ennemi; il passa sur-le-champ le pont, et entra à Nice dans la journée. Les habitants envoyèrent une députation implorer sa clémence. Ils en avaient besoin; leur conduite avait été mauvaise.

Les généraux Menard et Rochambeau marchèrent avec rapidité par la chaussée de Nice à Turin pour joindre la droite de l'ennemi; ils rattrapèrent le temps perdu et rencontrèrent, sur les hauteurs de Breglio, de Breglio à Saorgio, les troupes du général Gorupp, qui formaient la droite autrichienne; ils le débordèrent, le battirent, et l'obligèrent à se jeter du côté de la mer, abandonnant ainsi la route du col de Tende, dont ils s'emparèrent. Cependant le général Elsnitz avait conservé longtemps la volonté de se maintenir sur la Roja. Il venait de recevoir l'ordre de se rendre en toute hâte sur le Pô par le col de Tende, ce qui ne lui était plus possible depuis la défaite du corps du général Gorupp. Il se décida à exécuter ce mouvement de retraite par le chemin de la Corniche. Arrivé à Oneille, il se porta sur Pieve, Ormea et Ceva. Cette marche était pleine de difficultés; il l'exécuta avec bonheur. Son arrière-garde, attaquée à Pieve, éprouva un échec; cependant, dans ce mouvement si difficile, il ne perdit que 1,500 à 2,000 hommes, quelques canons et quelques bagages. Suchet arriva le 6 juin à Savone; il y fut rejoint par le général Gazan, qui commandait les 8,500 hommes sortis de Gênes par terre. Il prit des cantonnements sur la Bormida, et cerna la citadelle de Savone, qui avait garnison autrichienne. Du 29 mai au 6 juin, où les troupes françaises poussèrent l'ennemi avec la plus grande activité, elles

firent de 1,500 à 2,000 prisonniers, et déployèrent dans plusieurs combats la plus grande intrépidité. Elles avaient un avantage inappréciable sur leur ennemi, la connaissance du pays; d'ailleurs les habitants leur étaient en tout favorables.

IX. Après la bataille de Marengo, Suchet eut ordre de se porter sur Gênes. Il établit son quartier général à Cornigliano, entra dans la place le 24 juin, conformément à la convention d'Alexandrie; cependant, dès le 20 juin, il signa une convention particulière avec le général Hohenzollern. Aussitôt que le peuple génois ne sentit plus les angoisses de la famine, il revint à ses sentiments naturels. L'avidité des Anglais excitait vivement son indignation; ils voulaient tout emporter. Ils convoitaient jusqu'aux marchandises en port franc. Il y eut des discussions vives, des voies de fait avec le peuple : plusieurs Anglais furent massacrés. Suchet, instruit de la conduite de l'amiral anglais, réclama les dispositions de la convention; ce qui donna lieu à une correspondance curieuse entre lui et le général Hohenzollern, qui s'opposa à toutes les entreprises des Anglais, mit des gardes à l'arsenal et au port pour les empêcher de rien enlever : il se comporta avec honneur.

La première nouvelle de la reddition de Gênes fut apportée à Napoléon par quelques patriotes milanais réfugiés dans cette ville, et qui avaient regagné leur patrie par les montagnes; ce ne fut que vingt-quatre heures plus tard qu'il en reçut la nouvelle officielle. Quand les Génois apprirent la victoire de Marengo, leur joie fut extrême : leur patrie était délivrée. Ils s'associèrent sincèrement à la gloire de leurs alliés. Le parti oligarchique rentra dans le néant. Les Anglais et les Autrichiens furent davantage en butte aux menaces et aux insultes de la populace; le sang coula; un régiment autrichien fut presque détruit entièrement. Hohenzollern fut obligé de s'adresser à Suchet pour demander justice et son intervention pour que, pendant le peu de jours qu'il avait à rester encore dans la place, jusqu'au moment désigné pour sa remise, le peuple restât tranquille. L'entrée de Suchet dans cette grande ville fut un triomphe : quatre cents demoiselles, habillées aux couleurs françaises et liguriennes,

accueillirent l'armée. Le général Hohenzollern remplit tous ses engagements; l'escadre anglaise prit le large. Les Génois se livrèrent au regret de n'avoir pas tenu plus longtemps; ils s'accusaient réciproquement d'avoir été pusillanimes, d'avoir eu peu de confiance dans la destinée du premier magistrat de la France; car, s'ils eussent été assurés qu'il ne fallait plus souffrir que cinq à six jours, ils eussent encore trouvé la force de le faire.

Pendant que ces importants événements se succédaient, Masséna débarquait à Antibes et y séjournait. Il arriva enfin à Milan avant le départ de Napoléon pour retourner à Paris, et prit le commandement de la nouvelle armée d'Italie.

X. *Première observation : Masséna.* — L'armée autrichienne était plus que double de l'armée française; mais les positions que pouvait occuper celle-ci étaient tellement fortes, qu'elle eût dû triompher. Masséna fit une faute essentielle dans sa défense.

Les deux armées étaient séparées par les Alpes et l'Apennin, dont les Autrichiens occupaient le revers du côté de l'Italie, depuis le pied du col de l'Argentière jusqu'à Bobbio; les Français, la crête supérieure et tout le revers du côté de la mer; leur quartier général était à Gênes : de Gênes à Nice il y a quarante lieues, tandis que la division Kuinel, qui était en avant de Coni, n'était qu'à dix-huit lieues de Nice; Oneille est à vingt lieues de Gênes, la division autrichienne qui occupait le Tanaro n'était qu'à neuf lieues; Savone est à dix lieues de Gênes, la division qui occupait la Bormida n'était qu'à trois lieues de Savone. L'armée autrichienne était plus nombreuse, elle prenait l'offensive, elle avait l'initiative et elle pouvait arriver à Nice, à Oneille, à Savone, avant le quartier général français. Le pays de Gênes à Nice est appelé du nom de *Rivière*, à cause de son peu de largeur. Ce pays est compris entre la crête des Apennins et la mer; par rapport à sa longueur, c'est un boyau qui n'a pas assez de profondeur ni de largeur pour être défendu dans toute cette longueur. Il fallait donc opter : ou porter son quartier général à Nice, en mettant la défensive sur la crête supérieure de l'Argentière à Tende, de là au Tana-

rello, à la Taggia ou à la Roja, ou bien concentrer la défense autour de Gênes; ce dernier parti était conforme au plan de campagne du Premier Consul. Gênes est une très-grande ville qui offre beaucoup de ressources: c'est une place forte; elle est en outre couverte par la petite place de Gavi, et a sur son flanc gauche la citadelle de Savone. Ce parti une fois adopté, le général Masséna eût dû agir comme s'il eût été général de la république ligurienne, et que son unique objet fût d'en défendre la capitale. La division de 3 à 4,000 hommes qu'il laissa dans Nice et pour l'observation des cols était suffisante. Le général Masséna ne sut pas opter, il voulut conserver les communications de son armée avec Nice et avec Gênes : cela était impossible; il fut coupé.

Il eût dû placer son armée d'une des trois manières suivantes :

1° Donner au général Suchet, qui commandait la gauche, 14,000 hommes, et l'établir avec ses principales forces sur les hauteurs de Montelegino, en les couvrant de retranchements; observer Settepani, la tour de Melogno, la Madonna-della-Neve, San-Giacomo, Cadibona, par des colonnes mobiles; retirer toute l'artillerie des forts de Vado; donner au lieutenant général Soult, qui commandait le centre, 10,000 hommes pour défendre la Bocchetta et Monte-Fajale; donner au général Miollis, qui commandait la droite, 3,000 hommes, qui se seraient retranchés derrière le torrent de Sturla, sur Monte-Ratti et Monte-Fascia; enfin garder 7,000 hommes de réserve dans la ville. L'attaque de Montelegino, de la Bocchetta, de Monte-Fascia eût été difficile; l'ennemi, obligé de se diviser en un grand nombre de colonnes, eût pu être attaqué et battu en détail; au lieu de vingt lieues d'étendue qu'avait la position qu'occupa Masséna, celle-ci n'en aurait eu que dix. L'armée ennemie eût coupé la route de la Corniche, eût tourné toute l'armée par sa gauche; elle se fût emparée de San-Giacomo, de Cadibona, de Vado; mais l'armée française fût restée entière et concentrée. Lorsque sa gauche aurait été forcée sur les hauteurs de Montelegino, elle se fût repliée sur Monte-Fajale, sous le canon de Voltri, et enfin sur Gênes.

2° Ou placer la gauche sur Voltri, à Madonna-dell'Acqua, le centre derrière la Bocchetta, et la droite derrière la Sturla. Cette ligne, beau-

coup moins étendue, pouvait être occupée par beaucoup moins de troupes; les fortifications eussent pu être faites avec plus de soin; plus de moitié de l'armée eût pu être tenue en réserve aux portes de Gênes. Masséna eût pu prendre l'offensive par la Rivière du Levant, par la vallée de Bisagno, par la Bocchetta, par les montagnes de Sassello, par la Rivière du Ponent, et écraser les colonnes ennemies, obligées de se diviser dans ce pays difficile.

3° Ou occuper, sur les hauteurs de Gênes, un camp retranché menaçant l'Italie; en appuyer les flancs à deux forts de campagne, en couvrir le front par des redoutes et une centaine de pièces de canon non attelées, indépendamment de l'équipage de campagne; enfin tenir une réserve en garnison à Gênes. Une armée française de 30,000 hommes, commandée par Masséna, placée dans cette formidable position, n'aurait pu être forcée par une armée de 60,000 Autrichiens. Si Melas respectait cette armée et manœuvrait pour la couper de Nice, cela n'était d'aucune conséquence; Masséna fût entré en Piémont. Si Melas eût manœuvré sur Gênes, les places de Gavi et de Serravalle, la nature du terrain, ne le lui eussent pas permis, ou eussent offert des occasions avantageuses de prendre l'initiative, de tomber sur le flanc de l'armée ennemie et de la défaire.

Deuxième observation. — 1° Gênes a ouvert ses portes lorsqu'elle était sauvée. Le général Masséna savait que l'armée de secours était arrivée sur le Pô; il était assuré qu'elle n'avait éprouvé depuis aucun échec, car l'ennemi se fût empressé de le lui faire connaître. Quand César assiégea Alise, il la bloqua avec tant de soin que cette place n'eut aucune nouvelle de ce qui se passait au dehors. L'époque où l'armée de secours avait promis d'arriver était passée; le conseil des Gaulois s'assembla sous la présidence de Vercingetorix; Critognat se leva et dit : «Vous n'avez pas de nouvelles de votre armée de secours; mais César ne vous en donne-t-il pas tous les jours? Croyez-vous qu'il travaillerait avec tant d'ardeur à élever retranchements sur retranchements, s'il ne craignait l'armée que les Gaulois ont réunie et qui s'approche? Ayez donc de la persévérance,

vous serez sauvés. » Effectivement l'armée gauloise arriva, forte de 200,000 hommes, et attaqua les légions de César.

2° La proposition admise par le général Ott et l'amiral Keith, de permettre à la garnison de sortir de la ville avec ses armes et sans être prisonnière de guerre, n'était-elle pas aussi explicative qu'une lettre même de Napoléon, qui eût annoncé son approche? Quand cette base fut acceptée par l'ennemi, quand il insista pour que la garnison se rendît à Nice par mer, ne décelait-il pas la position critique dans laquelle il se trouvait? Masséna eût dû rompre alors, bien certain que, sous quatre ou cinq jours, il serait débloqué; par le fait, il l'eût été douze heures après. Les généraux ennemis savaient l'extrême disette qui régnait dans la ville; ils n'eussent jamais accordé la capitulation à l'armée française d'en sortir sans être prisonnière de guerre, si déjà l'armée de secours n'eût été proche et en position de faire lever le siége.

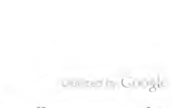
3° 8,500 hommes de la garnison sortirent de la ville de Gênes par terre, mais sans canons. Masséna s'embarqua avec vingt pièces de canon de campagne, 1,500 hommes, et débarqua à Antibes; il laissa 1,500 hommes dans la ville pour garder ses malades. Son devoir était de partager le sort de ses troupes, et il devait bien comprendre l'intérêt que mettait l'ennemi à l'en séparer. Effectivement, les troupes ne furent pas plutôt arrivées à Voltri, qu'elles apprirent l'approche de l'armée de secours et du corps de Suchet à Finale. Si Masséna eût été à leur tête, il eût renforcé Suchet, marché sur le champ de bataille de Marengo. Sa conduite, dans cette dernière circonstance, n'est point à imiter. C'est une faute bien fâcheuse et qui eut des suites funestes; ses motifs sont encore inconnus.

On a beaucoup parlé des flatteries que les généraux ennemis lui prodiguèrent pendant les conférences; mais elles eussent dû accroître sa méfiance. Lorsque Napoléon voulait accréditer le général autrichien Provera, officier très-médiocre, il le loua beaucoup et parvint à en imposer à la cour de Vienne, qui l'employa de nouveau. Il fut repris plus tard à la Favorite. Lorsque le général français qui commandait à Mantoue rendit cette place, le feld-maréchal Kray lui fit cadeau d'un drapeau, en vantant

beaucoup sa valeur. Les louanges des ennemis sont suspectes; elles ne peuvent flatter un homme d'honneur que lorsqu'elles sont données après la cessation des hostilités.

A Dieu ne plaise que l'on veuille comparer le héros de Rivoli et de Zurich à un homme sans énergie et sans caractère. Masséna était éminemment noble et brillant au milieu du feu et du désordre des batailles : le bruit du canon lui éclaircissait les idées, lui donnait de l'esprit, de la pénétration et de la gaieté.

On a fort exagéré le mauvais état de l'armée d'Italie; le mal avait été grand, mais il avait été en grande partie réparé pendant février, mars et avril. On a dit que l'armée n'avait que 25,000 hommes; elle était de 40,000 hommes sous les armes depuis le Var jusqu'à Gênes, et en outre la garde nationale de Gênes était dévouée, formée de la faction démocratique, et passionnément attachée à la France. Il y avait aussi à Gênes beaucoup de patriotes, d'Italiens réfugiés, qui furent formés en bataillons. Au moment de la reddition de Gênes, il s'y trouvait 12,000 Français sous les armes, 3,000 Italiens, Liguriens ou Sardes, qui ne suivirent pas l'armée; il y avait 6,000 hommes dans les hôpitaux; Suchet avait, à son arrivée à Savone, 10,000 hommes. C'étaient donc 25,000 hommes qui restaient sous les armes, de cette armée qui avait perdu en morts, blessés ou prisonniers, ou évacués sur la France, 17,000 hommes.



MARENGO[1].

I. Formation de l'armée de réserve. — II. Départ du Premier Consul. Le quartier général à Genève puis à Lausanne. — III. Passage du Saint-Bernard. — IV. L'armée française passe la Sesia, la Trebbia. Entrée à Milan. — V. Position de l'armée française. Elle apprend la capitulation de Gênes. — VI. Combat de Montebello. — VII. Arrivée du général Desaix au grand quartier général. — VIII. Bataille de Marengo. — IX. Armistice de Marengo. — X. Gênes est remise aux Français. — XI. Retour du Premier Consul en France.

I. Le 7 janvier 1800, un arrêté des Consuls ordonna la formation d'une armée de réserve. Un appel fut fait à tous les anciens soldats pour venir servir la patrie sous les ordres du Premier Consul. Une levée de 30,000 conscrits fut ordonnée pour recruter cette armée. Le général Berthier, ministre de la guerre, partit de Paris le 2 avril pour la commander; car les principes de la Constitution de l'an VIII ne permettaient pas au Premier Consul d'en prendre lui-même le commandement. La magistrature consulaire étant essentiellement civile, le principe de la division des pouvoirs et de la responsabilité des ministres ne voulait pas que le premier magistrat de la République commandât immédiatement en chef une armée; mais aucune disposition, comme aucun principe, ne s'opposait à ce qu'il y fût présent. Dans le fait, le Premier Consul commanda l'armée de réserve, et Berthier, son major général, eut le titre de général en chef.

Aussitôt que l'on eut des nouvelles du commencement des hostilités en Italie et de la tournure que prenaient les opérations de l'ennemi, le Premier Consul jugea indispensable de marcher directement au secours

[1] Ce fragment est reproduit d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830. Nous n'en avons pas le manuscrit original.

de l'armée d'Italie; mais il préféra déboucher par le grand Saint-Bernard, afin de tomber sur les derrières de l'armée de Melas, enlever ses magasins, ses parcs, ses hôpitaux, et enfin lui présenter la bataille après l'avoir coupé de l'Autriche. La perte d'une seule bataille devait entraîner la perte totale de l'armée autrichienne et opérer la conquête de toute l'Italie. Un pareil plan exigeait pour son exécution de la célérité, un profond secret et beaucoup d'audace. Le secret était le plus difficile à conserver; comment tenir caché aux nombreux espions de l'Angleterre et de l'Autriche le mouvement de l'armée? Le moyen que le Premier Consul jugea le plus propre fut de le divulguer lui-même, d'y mettre une telle ostentation qu'il devint un objet de raillerie pour l'ennemi, et de faire en sorte que celui-ci considérât toutes ces pompeuses annonces comme un moyen de faire une diversion aux opérations de l'armée autrichienne qui bloquait Gênes. Il était nécessaire de donner aux observateurs et aux espions un point de direction précis : on déclara donc par des messages au Corps législatif, au Sénat, et par des décrets, par la publication dans les journaux, et enfin par les insinuations de toute espèce, que le point de réunion de l'armée de réserve était Dijon; que le Premier Consul en passerait la revue, etc. Aussitôt tous les espions et les observateurs se dirigèrent sur cette ville : ils y virent, dans les premiers jours d'avril, un grand état-major sans armée, et, dans le courant de ce mois, 5 ou 6,000 conscrits et militaires retirés, dont même plusieurs, estropiés, consultaient plutôt leur zèle que leurs forces. Bientôt cette armée devint un objet de ridicule, et, lorsque le Premier Consul en passa lui-même la revue le 6 mai, on fut étonné de n'y voir que 7 ou 8,000 hommes, la plupart n'étant pas même habillés. On s'étonna que le premier magistrat de la République quittât son palais pour passer une revue que pouvait faire un général de brigade. Ces doubles rapports allèrent par la Bretagne, Genève, Bâle, à Londres, à Vienne et en Italie : l'Europe fut pleine de caricatures; l'une d'elles représentait un enfant de douze ans et un invalide avec une jambe de bois; au bas on lisait : *Armée de réserve de Bonaparte.*

Cependant la véritable armée s'était formée en route; sur divers points de rendez-vous les divisions s'étaient organisées. Ces lieux étaient isolés

et n'avaient point de rapports entre eux. Les mesures conciliantes qui avaient été employées par le gouvernement consulaire pendant l'hiver, jointes à la rapidité des opérations militaires, avaient pacifié la Vendée et la chouannerie. Une grande partie des troupes qui composaient l'armée de réserve avaient été retirées de ce pays. Le Directoire avait senti le besoin d'avoir à Paris plusieurs régiments pour sa garde et pour comprimer les factieux; le gouvernement du Premier Consul étant éminemment national, la présence de ces troupes dans la capitale devenait tout à fait inutile; elles furent dirigées sur l'armée de réserve. Bon nombre de ces régiments n'avaient pas fait la désastreuse campagne de 1799, et avaient tout entier le sentiment de leur supériorité et de leur gloire. Le parc d'artillerie s'était formé avec des pièces, des caissons envoyés partiellement d'un grand nombre d'arsenaux et de places fortes. Le plus difficile à cacher était le mouvement des vivres indispensables pour une armée qui doit faire un passage de montagnes arides, et où l'on ne peut rien trouver : l'ordonnateur Lambert fit confectionner à Lyon 2 millions de rations de biscuit. On en expédia sur Toulon une centaine de mille pour être envoyées à Gênes; mais 1,800,000 rations furent dirigées sur Genève, embarquées sur le lac et débarquées à Villeneuve, au moment où l'armée y arrivait.

En même temps que l'on annonçait avec la plus grande ostentation la formation de l'armée de réserve, on faisait faire à la main de petits bulletins où, au milieu de beaucoup d'anecdotes scandaleuses sur le Premier Consul, on prouvait que l'armée de réserve n'existait pas et ne pouvait pas exister; que, au plus, on pourrait réunir 12 à 15,000 conscrits. On en donnait la preuve par les efforts qui avaient été faits, la campagne précédente, pour former les diverses armées qui avaient été battues en Italie, par ceux qu'on avait faits pour compléter cette formidable armée du Rhin. Enfin, disait-on, laisserait-on l'armée d'Italie si faible, si l'on avait pu la renforcer? L'ensemble de tous ces moyens de donner le change aux espions fut couronné du plus heureux succès. On disait à Paris, comme à Dijon, comme à Vienne : «Il n'y a point d'armée de réserve.» Au quartier général de Melas, on ajoutait : «L'armée de réserve, dont

on nous menace tant, est une bande de 7 ou 8,000 conscrits ou invalides, avec laquelle on espère nous tromper pour nous faire quitter le siége de Gênes. Les Français comptent trop sur notre simplicité; ils voudraient nous faire réaliser la fable du chien qui quitte sa proie pour l'ombre. »

II. Le 6 mai 1800 le Premier Consul partit de Paris; il se rendit à Dijon pour passer, comme nous venons de le dire, cette revue des militaires isolés et des conscrits qui s'y trouvaient. Il arriva à Genève le 8. Le fameux Necker, qui était dans cette ville, brigua l'honneur d'être présenté au Premier Consul de la République française; il s'entretint une heure avec lui, parla beaucoup du crédit public, de la moralité nécessaire à un ministre des finances. Il laissa percer dans tout son discours le désir et l'espoir d'arriver à la direction des finances de la France, et il ne connaissait pas même de quelle manière on faisait le service avec des obligations du trésor. Il loua beaucoup l'opération militaire qu'il voyait faire sous ses yeux. Le Premier Consul fut médiocrement satisfait de sa conversation.

Le 13 mai le Premier Consul passa, à Lausanne, la revue de la véritable avant-garde de l'armée de réserve. C'était le général Lannes qui la commandait; elle était composée de six vieux régiments d'élite parfaitement habillés, équipés et munis de tout. Elle se dirigea aussitôt sur Saint-Pierre; les divisions suivaient en échelons; cela formait une armée de 36,000 combattants, en qui l'on pouvait avoir confiance; elle avait un parc de quarante bouches à feu. Les généraux Victor, Loison, Watrin, Boudet, Chambarlhac, Murat, Monnier, commandaient dans cette armée.

III. Le Premier Consul avait préféré le passage du grand Saint-Bernard à celui du mont Cenis : l'un n'était pas plus difficile que l'autre. Il y a de Lausanne à Saint-Pierre, village au pied du Saint-Bernard, un chemin praticable pour l'artillerie, et depuis le village de Saint-Remy à Aoste on trouve également un chemin praticable aux voitures. La difficulté ne consistait donc que dans la montée et dans la descente du Saint-

Bernard. Cette difficulté était la même pour le passage du mont Cenis; mais, en passant par le Saint-Bernard, on avait l'avantage de laisser Turin sur sa droite et d'agir dans un pays plus couvert et moins connu, et où les mouvements seraient plus cachés que sur la grande communication de la Savoie, où l'ennemi devait nécessairement avoir beaucoup d'espions.

Le passage prompt de l'artillerie paraissait une chose impossible. On s'était pourvu d'un grand nombre de mulets; on avait fabriqué une grande quantité de petites caisses pour contenir les cartouches d'infanterie et les munitions des pièces. Ces caisses devaient être portées par les mulets, ainsi que des forges de campagne; de sorte que la difficulté réelle à vaincre était le transport des pièces. Mais on avait préparé à l'avance une centaine de troncs d'arbre, creusés de manière à pouvoir recevoir les pièces, qui y étaient fixées par les tourillons : à chaque bouche à feu ainsi disposée cent soldats devaient s'atteler; les affûts devaient être démontés et portés à dos de mulet. Toutes ces dispositions se firent avec tant d'intelligence par les généraux de l'artillerie Gassendi et Marmont, que la marche de l'artillerie ne causa aucun retard. Les troupes mêmes se piquèrent d'honneur de ne point laisser leur artillerie en arrière et se chargèrent de la traîner. Pendant toute la durée du passage, la musique des régiments se faisait entendre; ce n'était que dans les pas difficiles que le pas de charge donnait une nouvelle vigueur aux soldats. Une division entière aima mieux, pour attendre son artillerie, bivouaquer sur le sommet de la montagne, au milieu de la neige et d'un froid excessif, que de descendre dans la plaine, quoiqu'elle en eût eu le temps avant la nuit. Deux demi-compagnies d'ouvriers d'artillerie avaient été établies dans les villages de Saint-Pierre et de Saint-Remy avec quelques forges de campagne, pour le démontage et le remontage de diverses voitures d'artillerie. On parvint à passer une centaine de caissons.

Le 16 mai, le Premier Consul alla coucher au couvent de Saint-Maurice, et toute l'armée passa le Saint-Bernard les 17, 18, 19 et 20 mai. Le Premier Consul passa lui-même le 20; il montait, dans les plus mauvais pas, le mulet d'un habitant de Saint-Pierre, désigné par le prieur

du couvent comme le mulet le plus sûr de tout le pays. Le guide du Premier Consul était un grand et vigoureux jeune homme de vingt-deux ans, qui s'entretint beaucoup avec lui, en s'abandonnant à cette confiance propre à son âge et à la simplicité des habitants des montagues; il confia au Premier Consul toutes ses peines, ainsi que les rêves de bonheur qu'il faisait pour l'avenir. Arrivé au couvent, le Premier Consul, qui jusque-là ne lui avait rien témoigné, écrivit un billet et le donna à ce paysan pour le remettre à son adresse : ce billet était un ordre[1] qui prescrivait diverses dispositions, qui eurent lieu immédiatement après ce passage et qui réalisaient toutes les espérances du jeune paysan, telles que la bâtisse d'une maison, l'achat d'un terrain, etc. Quelque temps après son retour, l'étonnement du jeune montagnard fut bien grand de voir tant de monde s'empresser de satisfaire ses désirs et la fortune lui arriver de tous côtés.

Le Premier Consul s'arrêta une heure au couvent des hospitaliers, et opéra la descente à la ramasse, sur un glacier presque perpendiculaire. Le froid était encore vif. La descente du grand Saint-Bernard fut plus difficile pour les chevaux que ne l'avait été la montée; néanmoins on n'eut que peu d'accidents. Les moines du couvent étaient approvisionnés d'une grande quantité de vin, pain, fromages, et, en passant, chaque soldat recevait de ces bons religieux une forte ration.

Le 16 mai, le général Lannes, avec les 6e demi-brigade légère, 28e et 44e de ligne, 11e, 12e régiments de hussards, et 21e de chasseurs, arriva à Aoste, ville qui fut pour l'armée d'une grande ressource. Le 17 cette avant-garde arriva à Châtillon, où un corps autrichien de 4 à 5,000 hommes, que l'on avait cru suffisant pour défendre la vallée, était en position : il fut aussitôt attaqué et culbuté; on lui prit trois pièces et quelques centaines de prisonniers.

L'armée française croyait avoir franchi tous les obstacles; elle suivait une vallée assez belle, où elle retrouvait des maisons, de la verdure et le printemps, lorsque tout à coup elle fut arrêtée par le canon du fort de Bard.

[1] Voir la décision du Premier Consul en faveur de ce guide, t. VII, p. 253.

Ce fort, entre Aoste et Ivrée, est situé sur un mamelon conique et entre deux montagnes, à 25 toises l'une de l'autre; au pied coule le torrent de la Dora, dont il ferme absolument la vallée; la route passe dans les fortifications de la ville de Bard, qui a une enceinte et est dominée par le feu du fort. Les officiers du génie attachés à l'avant-garde s'approchèrent pour reconnaître un passage, et firent le rapport qu'il n'en existait pas d'autre que celui de la ville. Le général Lannes ordonna, dans la nuit, une attaque pour tâter le fort; mais il était partout à l'abri d'un coup de main. Comme il arrive toujours en pareille circonstance, l'alarme se communiqua rapidement dans toute l'armée et reflua sur ses derrières. Des ordres même furent donnés pour arrêter le passage de l'artillerie sur le Saint-Bernard; mais le Premier Consul, déjà arrivé à Aoste, se porta aussitôt devant Bard : il gravit, sur la montagne de gauche, le rocher Albaredo, qui domine à la fois et la ville et le fort, et bientôt reconnut la possibilité de s'emparer de la ville. Il n'y avait pas un moment à perdre. Le 25, à la nuit tombante, la 58ᵉ demi-brigade, conduite par le chef Dufour, escalada l'enceinte et s'empara de la ville, qui n'est séparée du fort que par le torrent de la Dora. Vainement toute la nuit il plut une grêle de mitraille, à une demi-portée de fusil, sur les Français qui étaient dans la ville : ils s'y maintinrent; et enfin, par considération pour les habitants, le feu du fort cessa.

L'infanterie et la cavalerie passèrent un à un par le sentier de la montagne de gauche, qu'avait gravi le Premier Consul et où jamais n'avait passé aucun cheval : c'était un sentier connu seulement des chevriers.

Les nuits suivantes, les officiers d'artillerie, avec une rare intelligence, et les canonniers, avec la plus grande intrépidité, firent passer leurs pièces par la ville. Toutes les précautions avaient été prises pour en cacher la connaissance au commandant du fort : le chemin avait été couvert de matelas et de fumier; les pièces, couvertes de branchages et de paille, étaient traînées à la bricole, dans le plus grand silence. On traversait ainsi un espace de plusieurs centaines de toises, à portée de pistolet des batteries du fort. La garnison, ne se doutant de rien, faisait

cependant des décharges de temps en temps, qui tuèrent ou blessèrent bon nombre de canonniers; mais cela ne ralentit en rien leur zèle. Le fort ne se rendit que dans les premiers jours de juin. On était alors parvenu, avec des peines extrêmes, à monter plusieurs pièces sur le rocher Albaredo, d'où elles foudroyèrent les batteries du fort. S'il en eût fallu attendre la prise pour faire passer l'artillerie, tout l'espoir de la campagne eût été perdu.

Cet obstacle fut plus considérable que celui du grand Saint-Bernard lui-même, et cependant ni l'un ni l'autre ne retardèrent d'un seul jour la marche de l'armée. Le Premier Consul connaissait bien l'existence du fort de Bard; mais tous les plans et tous les renseignements à ce sujet permettaient de le supposer facile à enlever. Cette difficulté, une fois surmontée, eut un effet avantageux.

L'officier autrichien qui commandait le fort expédia lettre sur lettre à Melas pour l'instruire qu'il voyait passer plus de 30,000 hommes, au moins 3 ou 4,000 chevaux, et un nombreux état-major; que ces masses se dirigeaient sur sa droite par un escalier dans le rocher Albaredo; mais qu'il promettait que ni un caisson ni une pièce d'artillerie ne pourraient passer; qu'il pouvait tenir un mois, et qu'ainsi, jusqu'à cette époque, il n'était pas probable que l'armée française osât se hasarder en plaine. n'ayant pas encore reçu son artillerie. Lors de la reddition du fort, tous les officiers de la garnison furent étrangement surpris d'apprendre que toute l'artillerie française avait passé de nuit, à 30 ou 40 toises de leurs remparts.

S'il eût été tout à fait impossible de faire passer l'artillerie par la ville de Bard, l'armée française aurait-elle repassé le grand Saint-Bernard? Non : elle aurait également débouché jusqu'à Ivrée, mouvement qui eût nécessairement rappelé Melas de Nice. Elle n'avait rien à craindre, même sans artillerie, dans les excellentes positions que lui offrait l'entrée des gorges, d'où, protégeant le siége du fort de Bard, elle en eût attendu la prise. Ce fort est tombé naturellement au pouvoir des Français le 1er juin; mais il est probable qu'il eût été pris plus tôt, s'il avait arrêté le passage de l'armée, et qu'il en eût attiré tous les efforts, au lieu de ceux

d'une brigade de conscrits commandée par le général Chabran, qui avait été laissée pour en faire le siége. Ce dernier corps avait passé par le petit Saint-Bernard.

Cependant, depuis le 12 mai, Melas avait fait refluer des troupes sur Turin et renforcé les divisions qui gardaient la vallée d'Aoste et celle du mont Cenis; lui-même, de sa personne, était arrivé le 22 à Turin. Le même jour le général Turreau, qui commandait sur les Alpes, attaqua avec 3,000 hommes le mont Cenis, s'en empara, fit des prisonniers, et prit position entre Suse et Turin : diversion qui inquiéta Melas, et l'empêcha de porter tous ses efforts sur la Dora-Baltea.

Le 24 le général Lannes, avec l'avant-garde, arriva devant Ivrée; il y trouva une division de 5 ou 6,000 hommes. Depuis huit jours on avait commencé l'armement de cette place et de la citadelle; quinze bouches à feu étaient déjà en batterie; mais, sur cette division de 6,000 hommes, il y en avait 3,000 de cavalerie, qui n'étaient pas propres à la défense d'Ivrée, et l'infanterie était celle qui avait déjà été battue à Châtillon. La ville, attaquée avec la plus grande intrépidité, d'un côté par le général Lannes, et de l'autre par le général Watrin, fut bientôt enlevée ainsi que la citadelle, où l'on trouva de nombreux magasins de toute espèce. L'ennemi se retira derrière la Chiusella, et prit position à Romano pour couvrir Turin, d'où il reçut des renforts considérables.

Le 26 le général Lannes marcha contre l'ennemi, l'attaqua dans sa position, et, après un combat fort chaud, le culbuta et le rejeta en désordre sur Turin. L'avant-garde prit aussitôt la position de Chivasso, d'où elle intercepta le cours du Pô et s'empara d'un grand nombre de barques chargées de vivres, de blessés, et enfin de toute l'évacuation de Turin. Le Premier Consul passa, le 28 mai, la revue de l'avant-garde à Chivasso, harangua les troupes et distribua des éloges aux corps qui la composaient.

Cependant on disposa les barques prises sur le Pô pour la construction d'un pont; cette menace produisit l'effet qu'on en attendait : Melas affaiblit les troupes qui couvraient Turin sur la rive gauche, et envoya ses principales forces pour s'opposer à la construction du pont. C'était ce que

souhaitait le Premier Consul, afin de pouvoir opérer sur Milan sans être inquiété.

Un parlementaire autrichien, choisi parmi les officiers de l'armée autrichienne, qui avait l'honneur de connaître le Premier Consul, fut envoyé aux avant-postes par le général Melas. Son étonnement fut extrême en voyant le Premier Consul si près de l'armée autrichienne; cette nouvelle, rapportée par cet officier à Melas, le remplit de terreur et de confusion. Toute l'armée de réserve, avec son artillerie, arriva à Ivrée les 26 et 27 mai.

IX. Le quartier général de l'armée autrichienne était à Turin; mais la moitié des forces ennemies était devant Gênes, et l'autre moitié était supposée et était effectivement en chemin pour venir, par le col de Tende, renforcer les corps qui étaient à Turin. Dans cette circonstance, quel parti prendra le Premier Consul? Marchera-t-il sur Turin pour en chasser Melas, se réunir avec Turreau, et se trouver ainsi assuré de ses communications avec la France et avec ses arsenaux de Grenoble et de Briançon? Jettera-t-il un pont à Chivasso, profitant des barques que la fortune a fait tomber en son pouvoir, et se dirigera-t-il à tire-d'aile sur Gênes pour débloquer cette place importante? ou bien, laissant Melas sur ses derrières, passera-t-il la Sesia, le Tessin, pour se porter sur Milan et sur l'Adda, faire sa jonction avec le corps de Moncey, composé de 15,000 hommes, qui venait de l'armée du Rhin et qui avait débouché par le Saint-Gothard?

De ces trois partis, le premier était contraire aux vrais principes de la guerre, puisque Melas avait des forces assez considérables avec lui. L'armée française courait donc la chance de livrer une bataille, n'ayant pas de retraite assurée, le fort de Bard n'étant pas encore pris. D'ailleurs, si Melas abandonnait Turin et se portait sur Alexandrie, la campagne était manquée; chaque armée se trouvait dans une position naturelle, l'armée française appuyée au mont Blanc et au Dauphiné, et celle de Melas aurait eu sa gauche à Gênes et derrière elle les places de Mantoue, Plaisance et Milan.

Le deuxième parti ne paraissait pas praticable. Comment s'aventurer au milieu d'une armée aussi puissante que l'armée autrichienne, entre le Pô et Gênes, sans avoir aucune ligne d'opération, aucune retraite assurée?

Le troisième parti, au contraire, offrait tous les avantages. L'armée française maîtresse de Milan, on s'emparait de tous les magasins, de tous les dépôts, de tous les hôpitaux de l'armée ennemie; on se joignait à la gauche, que commandait le général Moncey; on avait une retraite assurée par le Simplon et le Saint-Gothard. Le Simplon conduisait sur le Valais et sur Sion, où l'on avait dirigé tous les magasins de vivres pour l'armée. Le Saint-Gothard conduisait sur la Suisse, dont nous étions en possession depuis deux ans et que couvrait l'armée du Rhin, alors sur l'Iller. Dans cette position, le général français pouvait agir selon sa volonté. Melas marchait-il avec son armée réunie de Turin sur la Sesia et le Tessin, l'armée française pouvait lui livrer bataille avec l'immense avantage que, si elle était victorieuse, Melas, sans retraite, serait poursuivi et jeté en Savoie, et, dans le cas où l'armée française serait battue, elle se retirait par le Simplon et le Saint-Gothard. Si Melas, comme il était naturel de le supposer, se dirigeait sur Alexandrie pour s'y réunir à l'armée qui venait de Gênes, on pouvait espérer, en se portant à sa rencontre en passant le Pô, de le prévenir et de lui livrer bataille, l'armée française ayant ses derrières assurés sur le fleuve et Milan, le Simplon et le Saint-Gothard; tandis que l'armée autrichienne, ayant sa retraite coupée et n'ayant aucune communication avec Mantoue et l'Autriche, serait exposée à être jetée sur les montagnes de la Rivière du Ponent et entièrement détruite ou prise au pied des Alpes, au col de Tende et dans le comté de Nice.

Enfin, en adoptant le troisième parti, si, une fois maître de Milan, il convenait au général français de laisser passer Melas et de rester entre le Pô, l'Adda et le Tessin, il avait ainsi, sans bataille, reconquis la Lombardie et le Piémont, les Alpes maritimes, la Rivière de Gênes et fait lever le blocus de cette ville : c'étaient des résultats assez beaux.

Un corps de 2.000 Italiens réfugiés, commandé par le général Lechi,

s'était porté, le 21 mai, de Châtillon sur la haute Sesia. Ce corps eut un combat avec la légion de Rohan, la battit et vint prendre position aux débouchés du Simplon, dans la vallée de Domo-d'Ossola, afin d'assurer les communications de l'armée par le Simplon.

Le 27, le général Murat se dirigea sur Verceil et passa la Sesia.

Le 31 mai, le Premier Consul se porta rapidement sur le Tessin. Les corps d'observation que le général Melas avait laissés contre les débouchés de la Suisse et les divisions de cavalerie et d'artillerie qu'il n'avait pas menées avec lui au siége de Gênes se réunirent pour défendre le passage du fleuve et couvrir Milan. Le Tessin est extrêmement large et rapide. L'adjudant général Girard, officier du plus haut mérite et de la plus rare intrépidité, passa le premier le fleuve. Le combat fut chaud toute la journée sur la rive gauche. L'armée française n'avait pas de pont; elle passait sur quatre nacelles. Mais, comme le pays est très-coupé et boisé, et que l'on était favorisé par la position du Naviglio de Milan, la cavalerie ennemie ne s'engagea qu'avec répugnance sur un tel terrain.

Le 2 juin, le Premier Consul entra dans Milan; il fit aussitôt cerner la citadelle. Le général Lannes, avec l'avant-garde, s'était mis en marche forcée le 30, et, laissant un corps d'observation sur la gauche de la Dora-Baltea et une garnison dans Ivrée, il marcha en toute hâte sur Pavie, où il entra le 1er juin. Il y trouva des magasins considérables et deux cents bouches à feu, dont trente de campagne.

Cependant, le 4, la division Duhesme entra à Lodi; le 15, elle cerna Pizzighettone, et sa cavalerie légère occupa Crémone. L'alarme fut bientôt dans Mantoue, désapprovisionnée et sans garnison. Le corps de Moncey, composé de 15,000 hommes de l'armée du Rhin, arriva à Bellinzona le 31 mai.

On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des Milanais en voyant arriver l'armée française. Le Premier Consul marchait avec l'avant-garde, de sorte qu'une des premières personnes qui s'offrit aux regards des Milanais, que l'enthousiasme et la curiosité faisaient arriver par tous les chemins détournés au-devant de l'armée française, fut le général Bonaparte. Le peuple de Milan ne voulait pas le croire : on avait

dit qu'il était mort dans la mer Rouge, et que c'était un de ses frères qui commandait l'armée française.

Du 2 au 8 juin, c'est-à-dire pendant six jours, le Premier Consul fut occupé à recevoir les députations et à se montrer aux peuples accourus de tous les points de la Lombardie pour voir leur libérateur. Le gouvernement de la république cisalpine fut réorganisé; mais un grand nombre des plus chauds patriotes italiens gémissaient dans les cachots de l'Autriche. Le Premier Consul adressa à l'armée la proclamation suivante[1] :

« Soldats,

« Un de nos départements était au pouvoir de l'ennemi; la consternation était dans tout le midi de la France.

« La plus grande partie du territoire du peuple ligurien, le plus fidèle ami de la République, était envahie.

« La république cisalpine, anéantie dès la campagne passée, était devenue le jouet du grotesque régime féodal.

« Soldats, vous marchez..... et déjà le territoire français est délivré! La joie et l'espérance succèdent, dans notre patrie, à la consternation et à la crainte.

« Vous rendrez la liberté et l'indépendance au peuple de Gênes; il sera pour toujours délivré de ses éternels ennemis.

« Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine. L'ennemi, épouvanté, n'aspire plus qu'à regagner les frontières. Vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs de réserve. Le premier acte de la campagne est terminé.

« Des millions d'hommes, vous l'entendez tous les jours, vous adressent des actes de reconnaissance.

« Mais aura-t-on donc impunément violé le sol français? Laisserez-vous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles? Vous courez aux armes!..... Eh bien! marchez à sa rencontre, opposez-vous à sa retraite; arrachez-lui les lauriers dont elle s'est parée,

[1] De Milan, le 17 prairial an VIII (6 juin 1800).

et par là apprenez au monde que la malédiction du destin est sur les insensés qui osent insulter le territoire du grand peuple!

« Le résultat de tous nos efforts sera : gloire sans nuage et paix solide. »

« Le Premier Consul, BONAPARTE. »

V. Les 15,000 hommes que conduisait le général Moncey arrivaient lentement; leur marche ne se faisait que par régiment; ce retard fut nuisible; le Premier Consul passa la revue de ces troupes les 6 et 7 juin. Le 9 il partit pour se rendre à Pavie.

Le général Murat s'était porté, le 6 mai, devant Plaisance; l'ennemi y avait un pont et une tête de pont; Murat eut le bonheur de surprendre la tête de pont et de s'emparer de la presque totalité des bateaux. Le même jour il intercepta une dépêche du ministère de Vienne à M. de Melas; cette dépêche contenait des renseignements curieux sur la prétendue armée de réserve de Bonaparte. Elle n'existait pas, et l'on prescrivait à Melas de continuer avec vigueur ses opérations offensives en Provence. Le ministre espérait que Gênes aurait capitulé, et que l'armée anglaise serait arrivée. On lui mandait également qu'il fallait des succès; que l'armée française du Rhin était au cœur de l'Allemagne, et que des succès forceraient à la rappeler au secours de la Provence; que des mouvements qui avaient eu lieu à Paris avaient obligé le Premier Consul à retourner promptement de Genève en cette capitale; que la cour de Vienne mettait toute sa confiance dans les talents du général Melas et dans l'intrépidité de sa victorieuse armée d'Italie.

Le corps d'observation que nous avions sur la rive gauche de la Dora-Baltea était tranquille, ainsi que la garnison d'Ivrée. Depuis le 1er juin, le fort de Bard était pris, et Ivrée se remplissait de toute espèce de munitions de guerre, de vivres, et des embarras de l'armée. Melas avait abandonné Turin, et paraissait se porter sur la rive droite du Pô.

Le Premier Consul envoya la division Lapoype, du corps du général Moncey, pour border le Pô depuis Pavie jusqu'à la Dora-Baltea, et éclairer le mouvement de l'ennemi vis-à-vis de Plaisance, et résolut de se porter

à Stradella, sur la rive droite du Pô, afin de couper à Melas la route de Mantoue et l'obliger à recevoir une bataille, ayant sa ligne d'opération coupée, de débloquer à la fois Gênes et poursuivre l'ennemi en l'acculant aux Alpes. Le général Lannes, avec l'avant-garde, passa le Pô vis-à-vis de Pavie, à Belgiojoso, dans la journée du 6. Le 7 le général Murat passa le Pô à Nocetta, et s'empara de Plaisance, où il trouva des magasins considérables. Le lendemain il battit un corps autrichien qui était venu l'attaquer, et lui fit 2,000 prisonniers. Le général Murat eut l'ordre de se porter sur Stradella pour s'y joindre à l'avant-garde; toute l'armée se réunissait sur ce point important.

Cependant, au milieu de si grands succès, et l'esprit livré aux plus belles espérances, on apprit une fâcheuse nouvelle : Gênes avait capitulé le 4, et les troupes autrichiennes du blocus revenaient à marches forcées se joindre à l'armée de Melas sur Alexandrie. Des réfugiés milanais, qui avaient été renfermés dans Gênes, donnèrent des détails sur les opérations de ce siége. Masséna, après la capitulation, avait commis la faute impardonnable de s'embarquer de sa personne sur un corsaire pour se rendre à Antibes. Une partie de son armée avait été également embarquée pour la même destination; seulement un corps de 8,500 hommes se dirigeait par terre. Les troupes avaient conservé leurs armes, munitions, etc. La capitulation ne pouvait pas être plus honorable; mais cette funeste disposition du général Masséna, d'autant moins excusable qu'il connaissait l'arrivée de l'armée du Premier Consul sur le Pô, annula tout ce que les conditions de la capitulation avaient d'avantageux. Si, après la capitulation, Masséna était sorti à la tête de toutes ses troupes (et il avait encore 12,000 hommes disponibles, armés, et son artillerie), et qu'arrivé à Voltri il eût repris ses opérations, il aurait contenu un pareil nombre de troupes autrichiennes; il eût été promptement joint par les troupes du général Suchet, qui étaient en marche sur Port-Maurice, et aurait alors manœuvré contre l'ennemi avec une vingtaine de mille hommes. Mais ces troupes sortirent sans leur général; elles se dirigèrent par la Rivière de Gênes : leur mouvement ne fut arrêté que lorsqu'elles furent rencontrées par le général Suchet. Trois ou quatre jours avaient

été ainsi perdus; ces troupes furent inutiles. La victoire de Marengo devait remédier à tout.

VI. Le Premier Consul vit alors qu'il ne pouvait compter que sur ses propres forces et qu'il allait avoir affaire à toute l'armée. Le 8 au soir, les coureurs ennemis vinrent observer les Français qui avaient passé le Pô et étaient bivouaqués sur la rive droite; ils les crurent peu nombreux, et une avant-garde de 4 à 5,000 Autrichiens vint les attaquer; mais toute l'avant-garde et une partie de l'armée française avaient déjà passé. Le général Lannes mena tambour battant cette avant-garde ennemie, et à la nuit il prit position devant l'armée autrichienne, qui occupait Montebello et Casteggio.

Cette armée était commandée par le général Ott, le même qui avait commandé le blocus de Gênes. Ce corps était venu en trois marches. L'observation des feux des bivouacs, le rapport des prisonniers et des déserteurs, faisaient monter cette partie de l'armée autrichienne à trente bataillons, formant 18,000 hommes. Les grenadiers d'Ott, l'élite de l'armée autrichienne, en faisaient partie.

Le général Lannes était en position, et, attendant à chaque instant des renforts, il n'avait pas intérêt d'attaquer; mais le général autrichien, à la pointe du jour, engagea la bataille. Le général Lannes n'avait avec lui que 8,000 hommes; mais la division Victor, qui avait passé le fleuve, n'était qu'à trois lieues. La bataille fut sanglante; Lannes s'y couvrit de gloire; ses troupes firent des prodiges d'intrépidité. Sur le midi, l'arrivée de la division Victor décida entièrement de la victoire. Les Autrichiens se battirent en désespérés : ils étaient encore fiers des succès qu'ils avaient obtenus la campagne précédente; ils sentaient que leur position les mettait dans la nécessité d'être vainqueurs.

Le Premier Consul, à la première nouvelle de l'attaque de l'ennemi contre l'avant-garde française, était accouru sur le champ de bataille; mais, à son arrivée, la victoire était déjà décidée. Les ennemis avaient perdu 3,000 hommes tués et 6,000 prisonniers; le champ de bataille était tout jonché de morts. Le général Lannes était couvert de sang; les

troupes, qui avaient le sentiment de s'être bien comportées, étaient exténuées de fatigue, mais ivres de joie.

Les 10, 11 et 12, le Premier Consul resta à la position de Stradella, employant ce temps à réunir son armée, à assurer sa retraite par l'établissement de deux ponts sur le Pô, avec des têtes de pont. Plus rien ne le pressait; Gênes était tombée. Il envoya par des affidés, à travers les montagnes, l'ordre au général Suchet de marcher sur la Scrivia par le débouché du col de Cadibona.

L'ennemi avait une cavalerie formidable et une artillerie très-nombreuse. Ni l'une ni l'autre de ces armes n'avaient souffert, tandis que notre cavalerie et notre artillerie étaient très-inférieures en nombre; il était donc hasardeux de s'engager dans la plaine de Marengo. Si l'ennemi voulait rouvrir ses communications et regagner Mantoue, c'était par Stradella qu'il fallait qu'il passât et qu'il marchât sur le ventre de l'armée française. Cette position de Stradella semblait avoir été faite exprès pour l'armée française : la cavalerie ennemie ne pouvait rien contre elle, et la très-grande supériorité de son artillerie était moindre là que partout ailleurs. La droite de l'armée du Premier Consul s'appuyait au Pô et aux plaines marécageuses et impraticables qui l'avoisinaient; le centre, placé sur la chaussée, était appuyé de gros villages ayant de grandes maisons en maçonnerie solide, et la gauche sur de belles hauteurs.

VII. Dans la journée du 11, Desaix, qui revenait d'Égypte et qui avait fait la quarantaine à Toulon, arriva au quartier général de Montebello avec ses aides de camp Rapp et Savary. La nuit entière se passa en longues conférences entre le Premier Consul et Desaix sur tout ce qui s'était passé en Égypte depuis que le Premier Consul en était parti, sur les détails de la campagne de la haute Égypte, sur les négociations d'El-A'rych et la composition de la grande armée turque du grand vizir, enfin sur la bataille d'Héliopolis et la situation actuelle de l'armée française. « Comment, dit le Premier Consul, avez-vous pu, vous, Desaix, attacher votre nom à la capitulation d'El-A'rych? — Je l'ai fait, répondit Desaix; je le ferais encore, parce que le général en chef ne voulait plus rester en

Égypte, et que, dans une armée éloignée et hors de l'influence du gouvernement, les dispositions du général en chef équivalent à celles des cinq sixièmes de l'armée. J'ai toujours eu le plus grand mépris pour l'armée du grand vizir, que j'ai observée de près; j'ai écrit à Kleber que je me faisais fort de la repousser avec ma seule division. Si vous m'aviez laissé le commandement de l'armée d'Égypte et que vous eussiez emmené Kleber, je vous aurais conservé cette belle province, et vous n'eussiez jamais entendu parler de capitulation. Mais enfin les choses ont bien tourné, et Kleber, à Héliopolis, a réparé les fautes qu'il avait faites depuis six mois. »

Desaix brûlait de se signaler. Son cœur était ulcéré des mauvais traitements que lui avait fait éprouver, à Livourne, l'amiral Keith; il avait soif de se venger. Le Premier Consul lui donna sur-le-champ le commandement de la division Boudet.

VIII. Melas avait son quartier général à Alexandrie; toute son armée y était réunie depuis deux jours: sa position était critique, parce qu'il avait perdu sa ligne d'opération. Plus il tardait à prendre un parti, plus sa position empirait, parce que, d'un côté, le corps de Suchet arrivait sur ses derrières, et que, d'un autre côté, l'armée du Premier Consul se fortifiait et se retranchait chaque jour davantage à sa position de Stradella.

Cependant le général Melas ne faisait aucun mouvement. Dans la situation où il se trouvait, il avait trois partis à prendre :

Le premier était de passer sur le ventre de l'armée du Premier Consul, l'armée autrichienne lui étant très-supérieure en nombre, de gagner Plaisance et de reprendre sa ligne d'opération sur Mantoue.

Le deuxième parti était de passer le Pô à Turin ou entre cette ville et l'embouchure de la Sesia, de se porter ensuite à grandes marches sur le Tessin, de le passer, et, arrivant à Milan avant l'armée du Premier Consul, de lui couper sa ligne et le jeter derrière l'Adda.

Le troisième parti était de se jeter d'Alexandrie sur Novi, de s'appuyer à Gênes et à l'escadre anglaise de l'amiral Keith, de ne point prendre l'offensive jusqu'à l'arrivée de l'armée anglaise, déjà réunie à Mahon. L'armée autrichienne était sûre de ne point manquer de vivres ni de

munitions et même de recevoir des renforts, puisque, par sa droite, elle eût communiqué avec Florence et Bologne, qu'en Toscane il y avait une division napolitaine, et qu'en outre les communications par mer étaient en son pouvoir. De cette position, le général Melas pouvait, quand il le voulait, regagner Mantoue, en faisant transporter par mer, en Toscane, une grande partie de sa grosse artillerie.

Le général Lapoype, qui était le long du Pô, avait l'ordre de se replier sur le Tessin dans le cas où l'ennemi se porterait sur la rive gauche; il y aurait été joint par 5 ou 6,000 hommes que pouvait réunir le général Moncey, qui commandait à Milan. Ces 10,000 hommes étaient plus que suffisants pour retarder le passage et donner le temps au Premier Consul de revenir par les deux ponts derrière le Tessin.

Le 12, dans l'après-midi, le Premier Consul, surpris de l'inaction du général Melas, conçut des inquiétudes, et craignit que l'armée autrichienne ne se fût portée sur Gênes ou sur le Tessin, ou bien qu'elle n'eût marché contre Suchet, pour l'écraser et revenir ensuite contre lui Premier Consul; il résolut donc de quitter Stradella, et de se porter sur la Scrivia en forme d'une grande reconnaissance, afin de pouvoir agir selon le parti que prendrait l'ennemi. Le soir l'armée française prit position sur la Scrivia; Tortone était cernée, le quartier général fut placé à Voghera. Dans ce mouvement, on n'obtint aucune nouvelle de l'ennemi; on n'aperçut que quelques coureurs de cavalerie, qui n'indiquaient pas la présence d'une armée dans les plaines de Marengo. Le Premier Consul ne douta plus que l'armée autrichienne ne lui eût échappé.

Le 13, à la pointe du jour, il passa la Scrivia, et se porta à San-Giuliano, au milieu de l'immense plaine de Marengo. La cavalerie légère ne reconnut pas d'ennemi; il n'y eut plus aucun doute qu'il ne fût en pleine manœuvre, puisque, s'il eût voulu attendre l'armée française, il n'eût pas négligé le bon champ de bataille que lui offrait la plaine de Marengo, si avantageuse au développement de son immense cavalerie. Il parut probable que l'ennemi marchait sur Gênes.

Le Premier Consul, dans cette pensée, dirigea en toute hâte le corps de Desaix en forme d'avant-garde sur son extrême gauche, avec ordre

d'observer la chaussée qui de Novi conduit à Alexandrie; il ordonna à la division Victor de se porter sur le village de Marengo, et d'envoyer des coureurs sur la Bormida pour s'assurer si l'ennemi n'y avait point de pont. Victor arriva à Marengo; il y trouva une arrière-garde de 3 à 4,000 Autrichiens; il l'attaqua, la mit en déroute, et s'empara du village. Ses coureurs arrivèrent sur la Bormida à la nuit tombante; ils mandèrent que l'ennemi n'y avait point de pont, et qu'il n'y avait qu'une simple garnison dans Alexandrie; ils ne donnèrent point de nouvelles de l'armée de Melas.

Le corps de Lannes bivouaqua diagonalement en arrière de Marengo sur la droite.

Le Premier Consul était fort inquiet. À la nuit, il résolut de se rendre à son quartier général de la veille, afin d'aller à la rencontre des nouvelles du général Moncey, du général Lapoype et des agents qui avaient été envoyés du côté de Gênes et qui avaient rendez-vous à ce quartier général; mais la Scrivia était débordée. Ce torrent en peu d'heures grossit considérablement, et peu d'heures lui suffisent aussi pour se remettre à son premier état. Cela décida le Premier Consul à arrêter son quartier général à Torre-dei-Garoffoli, entre Tortone et Alexandrie. La nuit se passa dans cette situation.

Cependant la plus horrible confusion régnait dans Alexandrie depuis le combat de Montebello. Les plus sinistres pressentiments agitaient le conseil autrichien; il voyait l'armée autrichienne coupée de sa ligne d'opération, de ses dépôts, et placée entre l'armée du Premier Consul et celle du général Suchet, dont les avant-postes avaient passé les montagnes et commençaient à se faire sentir sur les derrières du flanc droit des Autrichiens. La plus grande irrésolution agitait les esprits.

Après bien des hésitations, le 11, Melas se décida à faire un gros détachement sur Suchet, le reste de l'armée autrichienne restant couvert par la Bormida et la citadelle d'Alexandrie; mais, dans la nuit du 11 au 12, Melas apprit le mouvement du Premier Consul sur la Scrivia. Il rappela, le 12, son détachement, et passa tout le 13 et la nuit du 13 au 14 en délibération. Enfin, après de vives et orageuses discussions, le

conseil de Melas décida que l'existence de l'armée de réserve lui avait été inconnue; que les ordres et les instructions du conseil aulique n'avaient mentionné que l'armée de Masséna; que la fâcheuse position où l'on se trouvait devait donc être attribuée au ministère, et non au général; que, dans cette circonstance imprévue, de braves soldats devaient faire leur devoir; qu'il fallait donc passer sur le ventre de l'armée du Premier Consul, et rouvrir ainsi les communications avec Vienne; que, si l'on réussissait, tout était gagné, puisqu'on était maître de la place de Gênes, et qu'en retournant très-vite sur Nice on exécuterait le plan d'opérations arrêté à Vienne, et qu'enfin, si l'on échouait et que l'on perdît la bataille, la position serait affreuse sans doute, mais que la responsabilité en tomberait tout entière sur le ministère.

Ce raisonnement fixa toutes les opinions; il n'y eut plus qu'un cri : « Aux armes! aux armes! » et chacun alla faire ses dispositions pour la bataille du lendemain.

Toutes les chances pour le succès de la bataille étaient en faveur de l'armée autrichienne : cette armée était très-nombreuse, sa cavalerie était au moins triple de celle de l'armée française. On ne savait pas positivement quelle était la force de celle-ci; mais l'armée autrichienne, malgré la perte éprouvée à la bataille de Montebello, malgré celles essuyées du côté de Gênes et du côté de Nice depuis la retraite, devait être encore bien supérieure à l'armée de réserve. (Voyez le tableau ci-après.)

TABLEAU

FAISANT CONNAÎTRE LA COMPOSITION ET LA FORCE DE L'ARMÉE DE RÉSERVE AU 14 JUIN 1800.

BONAPARTE, PREMIER CONSUL,

COMMANDANT EN PERSONNE.

ALEX. BERTHIER, général en chef.
DUPONT, chef de l'état-major général.
MARESCOT, commandant le génie.
MARMONT, commandant l'artillerie.

EN LIGNE À MARENGO.

LIEUTENANTS GÉNÉRAUX.	GÉNÉRAUX de division.	GÉNÉRAUX de brigade.	NOMBRE des bataillons ou escadrons.	NOMBRE d'hommes par division.
		INFANTERIE.		
VICTOR...	Gardanne...	»	6	3,691
	Chambarlhac.	Herbin..... Rivaud.....	9	5,087
LANNES...	Watrin.....	Malher..... Gency...... Mainoni....	10	5,083
DESAIX...	Monnier....	Carra-St-Cyr. Schilt......	8	3,614
	Boudet,....	Musnier.... Guénand....	9	5,316
	Grenadiers et chasseurs de la garde du Consul, commandés par Soulès..........		1	800
		Total de l'infanterie...	45	23,791
		CAVALERIE.		
MURAT...	Gén. Berthier, adjudt général.	Kellermann..	6	470
		Champeaux..	11	998
		»	10	800
		Rivaud.....	8	759
		»	3	301
	Grenadiers et chasseurs de la garde du Consul, commandés par Bessières.........		2	360
		Total de la cavalerie...	40	3,688
		Artillerie et génie............		690

RÉCAPITULATION.

Infanterie................ 23,791 hommes.
Cavalerie................ 3,688
Artillerie et génie.......... 690

28,169

DEVANT LES PLACES ET EN POSITION SUR LES RIVES DU PÔ.

LIEUTENANTS GÉNÉRAUX.	GÉNÉRAUX de division.	GÉNÉRAUX de brigade.	NOMBRE des bataillons ou escadrons.	NOMBRE d'hommes par division.
		INFANTERIE.		
DUHESME..	Loison.....	Broussier... Gobert......	9	5,304
MONCEY...	Lapoype....	»	7	3,462
	Lorge..	Lechi......	6	4,400
	Gilly.....	»	4	3,300
	Chabran...	»	7	3,373
	Turreau.	Davin......	10	4,430
	Bethencourt..	»	1	695
		Total de l'infanterie...	44	24,964
		CAVALERIE.		
	Harville....	Dumoulin...	4	382
	Chabran.....	»	1	200
	»	»	10	930
	Loison.....	Broussier.... Gobert......	10	1,180
	Turreau ...	Kister......	6	700
		Total de la cavalerie...	31	3,312
		Artillerie et génie..............		1,400

RÉCAPITULATION.

Infanterie................ 24,964 hommes.
Cavalerie................ 3,312
Artillerie et génie.......... 1,400

29,676

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

En ligne à Marengo .... 28,169 hommes.
Devant les places........................ 29,676

TOTAL.................... 57,845

POSITIONS OCCUPÉES EN ITALIE

PAR LES ARMÉES

LE JOUR DE LA BATAILLE DE MARENGO.

ARMÉE FRANÇAISE.

Le fort de Bard........	
Ivrée................	
Chivasso.............	occupés par la division Chabran.
Crescentino...........	
Trino................	
Verceil..............	
Devant Arona.........	la division Bethencourt.
Devant le château de Milan.	la division Gilly.
A Crema.............	la division Lorge.
A Brescia............	la légion italique.
A Crémone...........	
Devant le château de Plaisance............	le lieutenant général Duhesme, avec la division Loison.
Devant Pizzighettone....	
A Castel San-Giovanni...	
A Pavie.............	la division Lapoype.
A Sale..............	la brigade de cavalerie Rivaud.
A Torre-dei-Garaffoli...	le quartier général de la division Monnier.
En avant de San-Giuliano	le lieutenant général Lannes, avec la division Watrin.
A Marengo...........	le lieutenant général Victor, avec les divisions Gardanne, Chambarlhac, et les brigades de cavalérie Kellermann et Champeaux.
A Rivalta............	le lieutenant général Desaix, avec la division Boudet.
A Cassino, Acqui, Spigno, Dego, et en avant de Savone.........	le général Masséna réuni avec le général Suchet.
A Bussolino, près Suse..	la division Turreau.

ARMÉE AUTRICHIENNE.

A Alexandrie.........	le général en chef Melas, avec une armée de 45,000 hommes, composée des divisions Ott, Elsnitz, Hadick et Keim.
Valence.............	
Casale..............	
Verrua..............	
Turin...............	
Ceva................	
Coni................	occupés par les troupes autrichiennes.
Savone..............	
Gênes...............	
Gavi................	
Tortone.............	
Bobbio..............	
Parme...............	
Mantoue.............	le général Vukassovich.
Peschiera...........	sa garnison.
Le haut Adige........	Dedovich.
Vessona, sur les frontières du Tyrol..........	le général Laudon.
Le château de Plaisance..	
Pizzighettone........	occupés par les Autrichiens et assiégés ou masqués par les Français.
Le château de Milan....	
Le fort d'Arona........	

Le 14, à l'aube du jour, les Autrichiens défilèrent sur les trois ponts de la Bormida, et attaquèrent avec fureur le village de Marengo. La résistance fut opiniâtre et longue.

Le Premier Consul, instruit par la vivacité de la canonnade que l'armée autrichienne attaquait, expédia sur-le-champ l'ordre au général Desaix de revenir avec son corps sur San-Giuliano. Il était à une demi-marche de distance, sur la gauche.

Le Premier Consul arriva sur le champ de bataille à dix heures du matin, entre San-Giuliano et Marengo.

L'ennemi avait enfin emporté Marengo; et la division Victor, après la plus vive résistance, ayant été forcée, s'était mise dans une complète déroute. La plaine sur la gauche était couverte de nos fuyards, qui répandaient partout l'alarme, et même plusieurs faisaient entendre ce cri funeste : «Tout est perdu!»

Le corps du général Lannes, un peu en arrière de la droite de Marengo, était aux mains avec l'ennemi, qui, après la prise de ce village, se déployant sur sa gauche, se mettait en bataille devant notre droite, qu'elle débordait déjà. Le Premier Consul envoya aussitôt son bataillon de la garde consulaire, composé de 800 grenadiers, l'élite de l'armée, se placer à 500 toises sur la droite de Lannes, dans une bonne position, pour contenir l'ennemi. Le Premier Consul se porta lui-même, avec la 72ᵉ demi-brigade, au secours du corps de Lannes, et dirigea la division de réserve Carra-Saint-Cyr sur l'extrême droite, à Castel-Ceriolo, pour prendre en flanc toute la gauche de l'ennemi.

Cependant, au milieu de cette immense plaine, l'armée reconnaît le Premier Consul, entouré de son état-major et de 200 grenadiers à cheval, avec leurs bonnets à poil; ce seul aspect suffit pour rendre aux troupes l'espoir de la victoire : la confiance renaît, les fuyards se rallient sur San-Giuliano, en arrière de la gauche du général Lannes. Celui-ci, attaqué par une grande partie de l'armée ennemie, opérait sa retraite au milieu de cette vaste plaine avec un ordre et un sang-froid admirables. Ce corps mit trois heures pour faire en arrière trois quarts de lieue, exposé en entier au feu de mitraille de quatre-vingts bouches à feu, dans le temps

que, par un mouvement inverse, Carra-Saint-Cyr marchait en avant sur l'extrême droite et tournait la gauche de l'ennemi.

Sur les trois heures après midi, le corps de Desaix arriva : le Premier Consul lui fit prendre position sur la chaussée, en avant de San-Giuliano.

Melas, qui croyait la victoire décidée, accablé de fatigue, repassa les ponts et rentra dans Alexandrie, laissant au général Zach, son chef d'état-major, le soin de poursuivre l'armée française. Celui-ci, croyant que la retraite de cette armée s'opérait sur la chaussée de Tortone, cherchait à arriver sur cette chaussée derrière San-Giuliano; mais, au commencement de l'action, le Premier Consul avait changé sa ligne de retraite, et l'avait dirigée entre Sale et Tortone, de sorte que la chaussée de Tortone n'était d'aucune importance pour l'armée française.

En opérant sa retraite, le corps de Lannes refusait constamment sa gauche, se dirigeant ainsi sur le nouveau point de retraite; et Carra-Saint-Cyr, qui était à l'extrémité de la droite, se trouvait presque sur la ligne de retraite, dans le temps que le général Zach croyait ces deux corps coupés.

Cependant la division Victor s'était ralliée et brûlait d'impatience d'en venir de nouveau aux mains. Toute la cavalerie de l'armée était massée en avant de San-Giuliano, sur la droite de Desaix et en arrière de la gauche du général Lannes. Les boulets et les obus tombaient sur San-Giuliano; une colonne de 6,000 grenadiers de Zach en avait déjà gagné la gauche. Le Premier Consul envoya l'ordre au général Desaix de se précipiter, avec sa division toute fraîche, sur cette colonne ennemie. Desaix fit aussitôt ses dispositions pour exécuter cet ordre; mais, comme il marchait à la tête de 200 éclaireurs de la 9[e] légère, il fut frappé d'une balle au cœur, et tomba roide mort au moment où il venait d'ordonner la charge. Ce coup enleva au Premier Consul l'homme qu'il jugeait le plus digne de devenir son lieutenant.

Ce malheur ne dérangea en rien le mouvement, et le général Boudet fit passer facilement dans l'âme de ses soldats ce vif désir dont il était lui-même pénétré, de venger à l'instant un chef tant aimé. La 9[e] légère, qui, là, mérita le titre d'*incomparable*, se couvrit de gloire. En même

temps le général Kellermann, avec 800 hommes de grosse cavalerie, faisait une charge intrépide sur le milieu du flanc gauche de la colonne : en moins d'une demi-heure ces 6,000 grenadiers furent enfoncés, culbutés, dispersés; ils disparurent. Le général Zach et tout son état-major furent faits prisonniers.

Le général Lannes marcha sur-le-champ en avant au pas de charge. Carra-Saint-Cyr, qui, à notre droite, se trouvait en potence sur le flanc gauche de l'ennemi, était beaucoup plus près des ponts sur la Bormida que l'ennemi lui-même. Dans un moment l'armée autrichienne fut dans la plus épouvantable confusion. 8 à 10,000 hommes de cavalerie qui couvraient la plaine, craignant que l'infanterie de Saint-Cyr n'arrivât au pont avant eux, se mirent en retraite au galop, en culbutant tout ce qui se trouvait sur leur passage. La division Victor se porta en toute hâte pour reprendre son champ de bataille au village de Marengo. L'armée ennemie était dans la plus horrible déroute; chacun ne pensait plus qu'à fuir. L'encombrement devint extrême sur les ponts de la Bormida, où la masse des fuyards était obligée de se resserrer, et à la nuit tout ce qui était resté sur la rive gauche tomba au pouvoir des troupes de la République.

IX. Il serait difficile de se peindre la confusion et le désespoir de l'armée autrichienne. D'un côté, l'armée française était sur les bords de la Bormida, et il était à croire qu'à la pointe du jour elle la passerait; d'un autre côté, le général Suchet, avec son armée, était sur ses derrières, dans la direction de sa droite.

Où opérer sa retraite? En arrière, elle se trouverait acculée aux Alpes et aux frontières de France; sur la droite, vers Gênes, elle eût pu faire ce mouvement avant la bataille, mais elle ne pouvait plus espérer pouvoir le faire après sa défaite et pressée par l'armée victorieuse. Dans cette position désespérée, le général Melas résolut de donner toute la nuit pour rallier et faire reposer ses troupes, de profiter pour cela du rideau de la Bormida et de la protection de la citadelle d'Alexandrie, et ensuite, s'il le fallait, de repasser le Tanaro et de se maintenir ainsi

dans cette position; que cependant on chercherait, en ouvrant des négociations, à sauver l'armée par une capitulation.

Le 15, à la pointe du jour, un parlementaire autrichien vint proposer une suspension d'armes, ce qui donna lieu le même jour à une convention[1], par laquelle la place de Gênes, toutes celles du Piémont, de la Lombardie, des Légations, furent remises à l'armée française; l'armée autrichienne obtint ainsi la permission de retourner derrière Mantoue sans être prisonnière de guerre. Par là toute l'Italie fut conquise.

Le général Melas agit conformément aux intérêts de son souverain, en sauvant le fond de l'armée autrichienne et rendant des places qui, mal approvisionnées, mal pourvues de garnisons, ne pouvaient pas faire de longues résistances et être d'ailleurs d'aucune utilité, l'armée étant détruite.

De l'autre part, le Premier Consul considérait qu'une armée de 20,000 Anglais allait arriver à Gênes, ce qui, avec les 10,000 Autrichiens qui étaient restés dans cette place, formait une armée; que, sans aucune place forte en Italie, la position des Français était chanceuse; qu'ils avaient beaucoup souffert aux batailles de Montebello et de Marengo; que l'armée française de Gênes et celle de Suchet avaient également fait de grandes pertes, tant avant le siége que pendant sa durée, tant pendant les mouvements sur Nice qu'à la poursuite des Autrichiens; que le général Melas, en passant le Tanaro, était pour plusieurs jours à l'abri de toute attaque; qu'il pouvait donc parfaitement se rallier, se remettre, et que, une fois l'armée autrichienne réorganisée, il suffirait qu'il surprît une marche d'avance pour se dégager, soit en se jetant sur Gênes, soit en gagnant par une marche de nuit Stradella; que sa grande supériorité en cavalerie lui donnait beaucoup d'avantages pour cacher ses mouvements, et qu'enfin, si l'armée autrichienne, perdant même son artillerie et ses bagages, parvenait à se dégager, il faudrait bien du temps et bien des peines pour reprendre tant de places fortes.

[1] Voir la convention conclue entre les généraux en chef des armées française et autrichienne, t. VI, p. 456.

X. Le général Suchet avec son corps se dirigea sur Gênes, et entra le 24 juin dans cette ville, que lui remit le prince Hohenzollern, au grand déplaisir des Anglais, dont l'avant-garde, venant de Mahon, était arrivée à la vue du port pour prendre possession de cette place. Les places de Tortone, Alexandrie, Coni, Fenestrelle, Milan, Pizzighettone, Peschiera, Urbano et Ferrare, furent successivement remises à l'armée française avec toute leur artillerie. L'armée de Melas traversa Stradella et Plaisance par divisions, et reprit sa position derrière Mantoue.

La joie des Piémontais, des Génois, des Italiens, ne peut s'exprimer : ils se voyaient rendus à la liberté, sans passer par les horreurs d'une longue guerre, que déjà ils voyaient reportée sur leurs frontières, et sans éprouver les inconvénients de siéges de places fortes, toujours si désastreux pour les villes et les campagnes environnantes.

En France, cette nouvelle parut d'abord incroyable. Le premier courrier arrivé à Paris fut un courrier du commerce : il portait la nouvelle que l'armée française avait été battue ; il était parti le 14 juin entre dix heures et midi, au moment où le Premier Consul arrivait sur le champ de bataille. La joie n'en fut que plus grande quand on apprit la victoire remportée par le Premier Consul et tout ce que ses suites avaient d'avantageux pour la République. Les soldats de l'armée du Rhin furent honteux du peu qu'ils avaient fait, et une noble émulation les poussa à ne conclure d'armistice que lorsqu'ils seraient maîtres de toute la Bavière.

Les troupes anglaises entassées sur le rocher de Mahon furent en proie à de nombreuses maladies et perdirent beaucoup de soldats.

Peu de jours après cette célèbre journée du 14 juin, tous les patriotes italiens sortirent des cachots de l'Autriche et entrèrent en triomphe dans la capitale de leur patrie, au milieu des acclamations de tous leurs compatriotes et des *Viva il liberatore dell' Italia!*

XI. Le Premier Consul partit le 17 juin de Marengo et se rendit à Milan, où il arriva de nuit : il trouva la ville illuminée et dans la plus vive allégresse. Il déclara le rétablissement de la république cisalpine ; mais, la constitution qui l'avait gérée étant susceptible de modification, il

établit un gouvernement provisoire, qui laissait plus de facilités pour terminer, à la paix, l'organisation complète et définitive de cette république. Il chargea l'ordonnateur Petiet, qui avait été ministre de la guerre en France, de remplir les fonctions de ministre de France près la république cisalpine, d'en diriger l'administration, et de pourvoir aux besoins de l'armée française, en surveillant et en s'opposant à tous les abus.

La république ligurienne fut aussi réorganisée et réacquit son indépendance.

Les Autrichiens, lorsqu'ils étaient maîtres du Piémont, n'y avaient pas rétabli le roi de Sardaigne, et avaient administré ce pays à leur profit. Ils avaient en cela différé de sentiment avec les Russes, qui auraient voulu le rétablissement du roi dans le Piémont. Ce prince, qui avait débarqué de la Sardaigne, était en Toscane et n'avait pas eu la permission de se rendre à Turin. Le Premier Consul établit un gouvernement provisoire en Piémont, et nomma le général Jourdan ministre de la République française près de ce gouvernement. Il était chargé de le diriger et de concilier les intérêts des peuples du Piémont avec ceux de la République française. Ce général, dont la conduite avait été douteuse lors du 18 brumaire, fut reconnaissant de voir que le Premier Consul, non-seulement avait oublié entièrement les événements passés, mais encore qu'il lui donnait une si haute marque de confiance. Il consacra tout son zèle au bien public.

Quoique le général Masséna eût commis une faute en s'embarquant à Gênes au lieu de conduire son armée par terre, il avait toutefois montré beaucoup de caractère et d'énergie; les services qu'il avait rendus dans les premières campagnes, et dernièrement à Zurich, parlaient aussi en sa faveur; le Premier Consul le nomma au commandement en chef de l'armée d'Italie.

Les affaires de la République française nécessitaient la présence du Premier Consul à Paris. Il partit le 5 messidor (24 juin), passa à Turin et ne s'y arrêta que deux heures pour en visiter la citadelle; il traversa le mont Cenis et arriva à Lyon, où il s'arrêta pour donner une consola-

tion à cette ville et poser la première pierre de la reconstruction de la place Bellecour. Cette cérémonie fut belle par le concours et l'enthousiasme d'un peuple immense. Il arriva à Paris le 13 messidor (2 juillet), au milieu de la nuit et sans être attendu; mais, aussitôt que le lendemain la nouvelle en fut répandue dans les divers quartiers de cette vaste capitale, toute la ville et les faubourgs accoururent dans les cours et les jardins du palais des Tuileries; les ouvriers quittaient leurs ateliers simultanément; toute la population se pressait sous les fenêtres, dans l'espoir de voir celui à qui la France devait tant. Dans le jardin, les cours et les quais, partout les acclamations de la joie se faisaient entendre. Le soir, riche ou pauvre, chacun à l'envi illumina sa maison. Ce fut un bien beau jour!

ULM. — MOREAU[1].

I. Défauts des plans de campagne suivis en 1795, 1796, 1797. — II. Position des armées françaises en 1800. — III. Position des armées autrichiennes. — IV. Plan du Premier Consul. — V. Ouverture de la campagne. — VI. Bataille d'Engen. Bataille de Mœsskirch. Bataille de Biberach. Manœuvres et combats autour d'Ulm. — VII. Kray quitte Ulm. Prise de Munich. Combat de Neuburg. — VIII. Armistice de Parsdorf (15 juillet 1800). — Remarques critiques.

I. La République française avait eu sur le Rhin trois armées pendant les campagnes de 1795, 1796 et 1797. L'une, désignée sous le nom d'*armée du Nord*, avait son quartier général à Amsterdam et était composée des troupes bataves, environ 20,000 hommes, et d'un pareil nombre de troupes françaises. Par les traités existant entre les deux républiques, celle de Hollande devait entretenir un corps de 25.000 Français pour protéger ce pays. Cette armée de 40 à 45,000 hommes était chargée de la garde des côtes de la Hollande depuis l'Escaut jusqu'à l'Ems, et, du côté de terre, des frontières jusque vis-à-vis Wesel. La deuxième armée, sous le nom d'*armée de Sambre-et-Meuse*, avait son quartier général à Düsseldorf, bloquait Mayence et Ehrenbreitstein. La troisième, sous le nom d'*armée du Rhin*, avait son quartier général à Strasbourg; elle s'appuyait à la Suisse et formait le blocus de Philippsburg.

L'armée du Nord n'était en réalité qu'une armée d'observation, qui n'avait plus pour but que de contenir les partisans de la Maison d'Orange et de s'opposer aux tentatives que l'Angleterre pourrait faire pour débarquer des troupes en Hollande. La paix conclue à Bâle avec la Prusse, les

[1] Ce fragment est reproduit d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon I*er, édition de 1830. Nous n'en avons pas le manuscrit original.

Maisons de Saxe et de Hesse, avait rétabli la tranquillité dans tout le nord de l'Allemagne.

L'armée de Sambre-et-Meuse, nécessaire tant que la Prusse faisait partie de la coalition, était devenue inutile du moment que la République française n'avait plus à soutenir la guerre que contre l'Autriche et l'Allemagne méridionale. Dans la campagne de 1796, cette armée, commandée par Jourdan, marcha sur le Main, s'empara de Würzburg et prit position sur la Regnitz, sa gauche appuyée au débouché de la Bohême par Egra, tandis que sa droite débouchait sur la vallée du Danube. L'armée du Rhin, commandée par Moreau, partit de Strasbourg, traversa les montagnes Noires et le Wurtemberg, passa le Lech et entra en Bavière. Pendant que ces deux armées manœuvraient sous le commandement de deux généraux indépendants l'un de l'autre, l'armée autrichienne, opposée à ces deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, était réunie sous le commandement unique de l'archiduc Charles. Elle se centralisa sur le Danube, à Ingolstadt et Ratisbonne, et se trouva placée entre les armées françaises, dont elle parvint à empêcher la jonction. L'archiduc battit Bernadotte, qui commandait la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, l'accula sur Würzburg, et enfin le rejeta au delà du Rhin. L'armée du Rhin resta spectatrice de cette marche de l'archiduc sur l'armée de Sambre-et-Meuse, et ce fut trop tard que Moreau ordonna à la division Desaix de passer sur la rive gauche du Danube pour secourir Jourdan. Ce défaut de résolution du général de l'armée du Rhin obligea bientôt cette même armée à se mettre en retraite; elle repassa le Rhin et reprit la première position sur la rive gauche. Ainsi l'armée autrichienne, en nombre très-inférieur aux armées françaises réunies, fit échouer, sans aucune bataille générale, le plan de campagne des Français, et reconquit toute l'Allemagne.

Le plan des Français était vicieux pour la défensive comme pour l'offensive. Du moment que l'on n'avait pour ennemi que l'Autriche, il ne fallait avoir qu'une seule armée, n'agissant que sur une seule ligne et conduite par une seule tête.

En 1799, la France était maîtresse de la Suisse. On forma deux ar-

mées : l'une appelée *armée du Rhin*, l'autre *armée d'Helvétie*. La première, qui prit ensuite le nom d'*armée du Danube*, sous le commandement de Jourdan, passa le Rhin, traversa les montagnes Noires, arriva à Stockach, où, ayant été battue par l'archiduc, elle fut obligée de repasser le Rhin, dans le temps même que l'armée d'Helvétie restait dans ses positions, maîtresse de toute la Suisse. On commit donc encore la même faute, d'avoir deux armées indépendantes au lieu d'une seule; et, lorsque Jourdan fut battu à Stockach, c'est sur la Suisse qu'il aurait dû se replier, et non sur Strasbourg et Brisach. Depuis, l'armée du Rhin fut chargée de la défense de la rive gauche du fleuve, vis-à-vis de Strasbourg, et l'armée d'Helvétie, qui devenait l'armée principale de la République, perdit une partie de la Suisse, et garda longtemps la Limmat; mais, à Zurich, conduite par Masséna, et profitant de la faute que firent les alliés en se divisant aussi en deux armées, elle battit les Russes et reprit toute la Suisse.

II. Au mois de janvier 1800, cette armée d'Helvétie était cantonnée en Suisse; celle du Bas-Rhin, sous le général Lecourbe, dans ses quartiers d'hiver, sur la rive gauche du Rhin; celle de Hollande, sous Brune, voyait s'embarquer la dernière division du duc d'York.

L'armée d'Italie, battue à Genola, se ralliait en désordre sur les cols des Apennins; Coni capitulait; Gênes était menacée, mais le lieutenant général Saint-Cyr repoussa un des corps de l'armée autrichienne au delà de la Bocchetta, ce qui lui mérita un sabre d'honneur : ce fut la première récompense nationale que Napoléon décerna comme chef de l'état.

Les deux armées entrèrent en quartiers d'hiver : les Autrichiens, sur les belles plaines du Piémont et du Montferrat; les Français, sur les revers de l'Apennin, de Gênes au Var. Ce pays, bloqué par mer depuis longtemps, sans communication avec la vallée du Pô, était épuisé. L'administration française, mal organisée, était confiée à des mains infidèles. La cavalerie, les charrois, périrent de misère; les maladies contagieuses et la désertion désorganisèrent l'armée; enfin le mal empira au point que des corps entiers, tambour battant, drapeau déployé, abandonnèrent

leurs positions et repassèrent le Var; ce qui donna lieu à divers ordres du jour de Napoléon aux soldats d'Italie. Il leur disait :

«Soldats, les circonstances qui me retiennent à la tête du gouvernement m'empêchent de me trouver au milieu de vous. Vos besoins sont grands; toutes les mesures sont prises pour y pourvoir. La première qualité du soldat est la constance à supporter la fatigue et la privation; la valeur n'est que la seconde.

«Plusieurs corps ont quitté leurs positions; ils ont été sourds à la voix de leurs officiers : la 17e légère est de ce nombre. Sont-ils donc morts les braves de Castiglione, de Rivoli, de Neumarkt? Ils eussent péri plutôt que de quitter leurs drapeaux, et ils eussent ramené leurs jeunes camarades à l'honneur et au devoir.

«Soldats, vos distributions ne sont pas régulièrement faites, dites-vous. Qu'eussiez-vous fait si, comme les 4e et 22e légères, les 18e et 32e de ligne, vous vous fussiez trouvés au milieu du désert, sans pain ni eau, mangeant du cheval et du chameau? La victoire nous donnera du pain, disaient-elles; et vous, vous désertez vos drapeaux!

«Soldats d'Italie, un nouveau général vous commande; il fut toujours à l'avant-garde dans les plus beaux moments de votre gloire; entourez-le de votre confiance, il ramènera la victoire dans vos rangs. Je me ferai rendre un compte journalier de la conduite de tous les corps, et spécialement de la 17e légère et de la 63e de ligne; elles se ressouviendront de la confiance que j'avais en elles.»

Ces paroles arrêtèrent le mal comme par enchantement : l'armée se réorganisa, les subsistances furent assurées, les déserteurs rejoignirent.

Napoléon rappela Masséna d'Helvétie et lui confia l'armée d'Italie : ce général, qui connaissait parfaitement les débouchés des Apennins, était plus propre que personne à cette guerre de chicane : il arriva le 10 février à son quartier général de Gênes.

Le général Brune, d'abord appelé au Conseil d'état, fut quelques semaines après envoyé sur la Loire pour commander l'armée de l'Ouest; le général Augereau le remplaça dans le commandement de la Hollande.

La proclamation suivante fut mise à l'ordre des armées[1] :

« Soldats, en promettant la paix au peuple français, j'ai été votre organe. Je connais votre valeur : vous êtes les mêmes hommes qui conquirent la Hollande, le Rhin, l'Italie, et donnèrent la paix sous les murs de Vienne.

« Soldats, ce ne sont plus vos frontières qu'il faut défendre, ce sont les états ennemis qu'il faut envahir. Il n'est aucun de vous qui n'ait fait campagne, qui ne sache que la qualité la plus essentielle d'un soldat, c'est de savoir supporter les privations avec constance. Plusieurs années d'une mauvaise administration ne peuvent être réparées dans un jour.

« Premier magistrat de la République, il me sera doux de faire connaître à la nation entière les corps qui mériteront, par leur discipline et leur valeur, d'être proclamés les soutiens de la patrie.

« Soldats, lorsqu'il en sera temps, je serai au milieu de vous, et l'Europe se souviendra que vous êtes de la race des braves. »

Telle était la position des armées. Le Premier Consul ordonna sur-le-champ la réunion de celles du Rhin et d'Helvétie en une seule, sous le nom d'*armée du Rhin;* il en donna le commandement au général Moreau, qui lui avait montré le dévouement le plus absolu dans la journée du 18 brumaire. Les troupes françaises manquaient de tout, leur dénûment était extrême; tout l'hiver fut employé à recruter, habiller, solder cette armée. Un détachement de l'armée de Hollande fut dirigé sur Mayence, et bientôt l'armée du Rhin devint une des plus belles qu'ait jamais eues la République; elle comptait 150,000 hommes, et était formée de toutes les vieilles bandes.

III. Paul Ier était mécontent de la politique de l'Autriche et de l'Angleterre; l'élite de son armée avait péri en Italie sous Souvarof, en Suisse sous Korsakof, en Hollande sous Hermann. Les prétentions anciennes et nouvelles des Anglais sur la navigation des neutres l'indisposaient tous les jours davantage; le commerce des neutres, surtout celui des puissances de la Baltique, était troublé; des convois escortés par des bâti-

[1] 4 nivôse an VIII (25 décembre 1799).

ments de guerre étaient insultés et soumis à des visites. D'un autre côté, les changements survenus dans les principes du gouvernement français depuis le 18 brumaire avaient neutralisé, suspendu sa haine contre la révolution : il estimait le caractère que le Premier Consul avait montré en Italie, en Égypte, et qu'il déployait tous les jours. Ces dernières circonstances déterminèrent sa conduite, et, s'il n'abandonna pas la coalition, du moins ordonna-t-il à ses armées de quitter le champ de bataille et de repasser la Vistule.

L'abandon de l'armée russe ne découragea pas l'Autriche; elle déploya tous ses moyens et mit deux grandes armées sur pied.

L'une en Italie, forte de 140,000 hommes, sous les ordres du feld-maréchal Melas, fut destinée à prendre l'offensive, s'emparer de Gênes, de Nice et de Toulon. Sous les murs de cette place, elle devait être rejointe par l'armée anglaise, de 18,000 hommes, qui devaient se rassembler à Mahon, et par l'armée napolitaine, de 20,000 hommes. Willot était au quartier général de Melas pour insurger le midi de la République, où les Bourbons pensaient avoir des partisans.

L'autre armée en Allemagne, commandée par le feld-maréchal Kray, forte de 120,000 hommes, y compris les troupes de l'empire et celles à la solde de l'Angleterre. Cette dernière armée était destinée à rester sur la défensive pour couvrir l'Allemagne. L'expérience de la campagne passée avait convaincu l'Autriche de toutes les difficultés attachées à la guerre de Suisse.

Le feld-maréchal Kray avait son quartier général à Donaueschingen, ses principaux magasins à Stockach, Engen, Mœsskirch, Biberach. Son armée était composée de quatre corps.

Celui de droite, commandé par le feld-maréchal-lieutenant Sztàray, était sur le Main.

Celui de gauche, sous les ordres du prince de Reuss, était en Tyrol.

Les deux autres corps étaient sur le Danube, tenant des avant-gardes : l'une sous le général Kienmayer, vis-à-vis de Kehl; l'autre sous les ordres du général-major Giulay, dans le Brisgau; une troisième sous les ordres du prince Ferdinand, dans les villes forestières, aux environs de Bâle;

une quatrième sous les ordres du prince de Vaudémont, vis-à-vis de Schaffhouse.

Dans ces circonstances, il devenait donc urgent que l'armée française du Rhin prît vigoureusement l'offensive; ses forces étaient presque doubles de celles de l'ennemi, tandis que l'armée autrichienne d'Italie était plus que double de l'armée française, qui, complétée à 40,000 hommes, gardait l'Apennin et les hauteurs de Gênes. Une armée de réserve de 35,000 hommes fut réunie sur la Saône pour se porter au soutien de l'armée d'Allemagne, si cela était nécessaire, déboucher par la Suisse sur le Pô et prendre l'armée autrichienne d'Italie à revers.

Le cabinet de Vienne comptait que ses armées seraient, au milieu de l'été, au cœur de la Provence; et celui des Tuileries avait calculé que son armée du Rhin serait avant ce temps-là sur l'Inn.

IV. Le Premier Consul ordonna au général Moreau de prendre l'offensive et d'entrer en Allemagne, afin d'arrêter le mouvement de l'armée autrichienne d'Italie, qui déjà était arrivée sur Gênes. Toute l'armée du Rhin devait se réunir en Suisse et passer le Rhin à la hauteur de Schaffhouse; le mouvement de la gauche de l'armée sur sa droite devant se faire derrière le rideau du Rhin, et d'ailleurs, étant préparé beaucoup à l'avance, l'ennemi n'en aurait aucune connaissance. En jetant quatre ponts à la fois à la hauteur de Schaffhouse, toute l'armée française passerait en vingt-quatre heures, arriverait sur Stockach et culbuterait la gauche de l'ennemi, prendrait par derrière tous les Autrichiens placés entre la rive droite du Rhin et les défilés de la forêt Noire. En six ou sept jours après l'ouverture de la campagne, l'armée serait devant Ulm; ce qui pourrait s'échapper de l'armée autrichienne se rejetterait en Bohême. Ainsi, le premier mouvement de la campagne aurait eu pour résultat de séparer l'armée autrichienne d'Ulm, Philippsburg et Ingolstadt, et de mettre en notre pouvoir le Wurtemberg, toute la Souabe et la Bavière. Ce plan d'opération [1] devait donner lieu à des événements plus ou moins

[1] Voir le développement de ce plan de campagne et les instructions envoyées ensuite par le Premier Consul au général Moreau, t. VI, p. 254 et 257.

décisifs, selon les chances de la fortune, l'audace et la rapidité des mouvements du général français.

Le général Moreau était incapable d'exécuter et même de comprendre un pareil mouvement; il envoya le général Dessolle à Paris présenter un autre projet au ministre de la guerre. Suivant la routine des campagnes de 1796 et 1797, il proposait de passer le Rhin à Mayence, Strasbourg et Bâle. Le Premier Consul, fortement contrarié, pensa un moment à aller lui-même se mettre à la tête de cette armée; il calculait qu'il serait sous les murs de Vienne avant que l'armée autrichienne d'Italie fût devant Nice. Mais l'agitation intérieure de la République s'opposa à ce qu'il quittât sa capitale et s'en éloignât pour autant de temps. Le projet de Moreau fut modifié, et le général fut autorisé à exécuter un projet mitoyen, qui consistait à faire passer le fleuve par sa gauche à Brisach, par son centre à Bâle, par sa droite au-dessus de Schaffhouse : il lui était surtout prescrit de n'avoir qu'une seule ligne d'opération; encore, dans l'exécution, ce dernier plan lui parut-il trop hardi, et il y fit des changements.

V. Moreau avait son quartier général à Bâle; son armée était composée de quatre corps d'infanterie, d'une réserve de grosse cavalerie et de deux divisions détachées, savoir :

Le lieutenant général Sainte-Suzanne, commandant la gauche : les divisions Souham et Legrand; le lieutenant général Saint-Cyr, commandant le centre : les divisions Baraguey d'Hilliers et Ney; le général en chef, commandant la réserve : les divisions Delmas, Leclerc et Richepance; le lieutenant général Lecourbe, commandant la droite : les divisions Vandamme, Montrichard et Lorge.

Le général d'Hautpoul, commandant la réserve de grosse cavalerie; le général Eblé, l'artillerie.

Les corps détachés étaient commandés par les généraux Collaud et Moncey, en Suisse.

Le 25 avril, Sainte-Suzanne, commandant la gauche, passa le Rhin à Strasbourg; Saint-Cyr, avec le centre, le passa le même jour à Bri-

sach; le général Moreau, à la tête d'un corps de réserve, passa le 27 à Bâle.

Le corps de Sainte-Suzanne culbuta un corps ennemi de 12 à 15,000 hommes, qui était en position en avant d'Offenburg; Saint-Cyr entra à Freyburg, que l'ennemi ne lui disputa pas; de là il se porta sur Saint-Blaise, où déjà la réserve, qui avait passé à Bâle, était arrivée. Richepance resta à Saint-Blaise; les deux autres divisions, remontant la rive droite du Rhin, se portèrent à l'embouchure de l'Alb. Le 26 et le 27 les trois divisions se réunirent sur la Wutach; le 28 elles prirent position à Neukirch; Saint-Cyr se porta de Saint-Blaise sur la Wutach à Stühlingen.

Cependant Moreau sentit la nécessité de rappeler Sainte-Suzanne, qui dut passer à Kehl le 27, pour venir, par la rive gauche du Rhin à Vieux-Brisach, passer de nouveau le fleuve, et se trouver en deuxième ligne du corps de Saint-Cyr; il marcha sur Freyburg, y traversa le Val-d'Enfer, et prit position à Neustadt.

Telle était la position de l'armée du centre et de la gauche française, lorsque le 1er mai la droite, sous Lecourbe, passa le Rhin près de Stein, sans presque aucun obstacle, et se porta sur le fort Hohentwiel, qui capitula. Il avait quatre-vingts bouches à feu; ainsi ce fut cinq jours après le signal de l'ouverture de la campagne que Lecourbe put entrer en opération. Le 2 mai l'armée resta inactive dans ses positions, où elle se trouvait en bataille sur une ligne de quinze lieues oblique au Danube, depuis le fort Hohentwiel jusqu'à Neustadt.

VI. Le feld-maréchal Kray eut ainsi le temps de réunir ses troupes; le 2 mai il était en position, avec 45,000 hommes, en avant de la petite ville d'Engen, ayant sur sa gauche, à Stockach, à six lieues, le prince de Vaudémont, avec un corps de 12,000 hommes, liant sa position d'Engen avec le lac de Constance, gardant ses magasins, et assurant sa retraite sur Mœsskirch. Le 3, à la pointe du jour, Lecourbe, avec ses trois divisions, se dirigea sur Stockach; Moreau, avec les trois divisions de la réserve, sur Engen; Saint-Cyr et Sainte-Suzanne, trop éloignés du champ

de bataille, ne purent y arriver à temps. Lecourbe marcha sur trois colonnes : Vandamme, à la droite, tourna Stockach; Montrichard, au centre, entra au pas de charge dans la ville; le général Lorge, à la gauche, coupa avec une brigade la communication de Stockach avec Engen, et seconda avec son autre brigade l'attaque de la réserve. Le prince de Vaudémont fut mis en déroute; il se retira en toute hâte sur Mœsskirch, laissant 3,000 prisonniers, cinq pièces de canon et des drapeaux au pouvoir de Lecourbe. Pendant ce temps les trois divisions de la réserve s'engagèrent avec les avant-gardes du feld-maréchal Kray sur le chemin d'Engen, aux approches de la rivière d'Aach. Le combat devint bientôt vif à Wetterdingen, à Mühlhausen; mais Moreau étendit bientôt sa ligne sur sa gauche; il fit attaquer par Richepance le mamelon de Hohenhœwen. Celui-ci s'y consuma en vains efforts toute la journée. Les trois divisions de la réserve, avec la brigade de la division Lorge et la réserve de grosse cavalerie, formaient une force de 40,000 hommes, c'est-à-dire un peu moins que l'ennemi n'avait devant Engen. La victoire penchait en faveur des Autrichiens, lorsque Kray fut instruit de la défaite du prince de Vaudémont, des grands succès de Lecourbe et de l'arrivée de Saint-Cyr sur Hohenhœwen; il battit en retraite. Saint-Cyr était parti le matin de Stühlingen; il avait remonté la rive droite de la Wutach, et il fut arrêté au défilé de Zollhauss; à la nuit, sa brigade d'avant-garde, commandée par le général Roussel, occupa le plateau de Hohenhœven. La perte fut de 6 à 7,000 hommes de chaque côté; les Autrichiens perdirent en outre quelques pièces de canon et 4,000 prisonniers, la plupart pris par Lecourbe à Stockach.

Pendant la journée du 4 mai, le feld-maréchal Kray joignit à Mœsskirch le prince de Vaudémont et fut rejoint par la division que commandait l'archiduc Ferdinand; il ordonna l'évacuation de ses magasins et fit ses dispositions pour se porter sur le Danube, qu'il voulait passer sur le pont de Sigmaringen. Pendant cette journée l'armée française ne fit aucun mouvement; mais le général Lecourbe se porta de Stockach sur Mœsskirch. Saint-Cyr, qui n'avait pas donné à Engen, se porta sur Liptingen; les trois divisions de la réserve marchèrent en deuxième ligne à l'appui de

Lecourbe. Celui-ci marcha sur Mœsskirch sur trois colonnes : Vandamme à la droite, sur Klosterwald; Montrichard au centre, appuyé par la réserve de grosse cavalerie; Lorge à la gauche, par Neuhausen : il couvrait ainsi un front de deux grandes lieues. La rencontre des troupes légères de l'ennemi ne tarda pas à lui indiquer la présence de l'armée. Bientôt les trois divisions furent aux mains contre toute l'armée autrichienne; elles étaient fort compromises lorsque, dans l'après-midi, elles furent soutenues par trois divisions de réserve. Le combat devint fort chaud: les armées se maintinrent sur leur champ de bataille. Saint-Cyr eût décidé la victoire; mais il n'arriva à Liptingen que la nuit, encore éloigné du champ de bataille de plusieurs lieues. Pendant la nuit, Kray battit en retraite; la moitié de ses troupes avaient passé le Danube à Sigmaringen, l'autre moitié était sur la rive droite, lorsque Saint-Cyr, qui avait suivi la rive droite du Danube, arriva le 6 mai sur les hauteurs qui dominent ce fleuve. Si Moreau eût marché de son côté à la suite de l'ennemi, une partie de l'armée autrichienne aurait été détruite. Mais Moreau ne connaissait pas le prix du temps; il le passait toujours, le lendemain des batailles, dans une fâcheuse indécision.

Quelques jours après la bataille de Mœsskirch, Lecourbe se porta sur Wurzach et envoya ses flanqueurs au pied des montagnes du Tyrol. Saint-Cyr se porta sur Buchau; Moreau, avec la réserve, marcha en deuxième ligne; Sainte-Suzanne continua son mouvement par la rive gauche du Danube et se porta à Geisingen. Séparé de l'armée par le fleuve, Kray avait fait sa retraite sans être inquiété; se trouvant le 7 mai à Riedlingen, et ayant eu avis du mouvement décousu de la droite de l'armée sur le Tyrol et de celui de Sainte-Suzanne sur la rive gauche du Danube, il passa ce fleuve au pont de Riedlingen et se porta derrière Biberach, plaçant une avant-garde de 10,000 hommes sur la route de Buchau, et toute son armée derrière la Riss, la gauche à Ochsenhausen, la droite sur le plateau de Mettenberg. Le 9 mai Saint-Cyr partit de Buchau, attaqua cette avant-garde, qui était séparée du corps de bataille par la Riss, la culbuta dans la rivière, lui fit 1,500 prisonniers et lui prit du canon; il la suivit sur la rive droite. Deux divisions de la réserve étant survenues

dans ces entrefaites, Kray se mit en route sur l'Iller; Lecourbe l'attaqua à Memmingen, lui fit 1,200 prisonniers et lui prit du canon; il se réfugia dans son camp d'Ulm.

Du 10 au 12 mai, l'armée française occupait les positions suivantes : la droite, sous Lecourbe, avait son quartier général à Memmingen; la réserve et le centre le long de l'Iller, jusqu'au Danube; le général Sainte-Suzanne sur la gauche du Danube, à une journée d'Ulm.

L'armée autrichienne était toute réunie dans le camp retranché d'Ulm, hormis le corps du prince de Reuss, de 20,000 hommes, qui était dans le Tyrol. Ulm avait une enceinte bastionnée; le Michelsberg, qui la domine, était occupé par des fortifications de campagne faites avec soin et armées d'une nombreuse artillerie; sur la rive droite, de forts retranchements protégeaient deux ponts. De grands magasins de fourrages, vivres et munitions de guerre y étaient réunis. Le général autrichien pouvait manœuvrer sur les deux rives du Danube, protégeant à la fois la Souabe et la Bavière, couvrant la Bohême comme l'Autriche; il recevait tous les jours des recrues, des vivres, et paraissait résolu à vouloir se maintenir dans cette position centrale, malgré l'infériorité bien constatée de ses forces et les échecs qu'il avait essuyés.

Moreau, pour le déposter, résolut de marcher en avant, la droite en tête. Lecourbe quitta Memmingen et s'approcha du Lech; le quartier général passa la Günz; Saint-Cyr, avec le centre, le suivit en échelons, longeant le Danube; Sainte-Suzanne s'approcha d'Ulm par la rive gauche; la division Legrand prit position à Erbach sur le Danube, à deux lieues de la place; la division Souham, à la même distance, sur la Blau; ces deux divisions couvraient ainsi une ligne de deux lieues. Sainte-Suzanne n'avait aucun pont sur le Danube; il affrontait avec son seul corps toute l'armée de Kray, qui s'était contenté d'envoyer le général Merveldt derrière le Lech, et continua à occuper en force toute la rive gauche du Danube, depuis Ulm jusqu'à l'embouchure du Lech, poussant des avant-gardes jusque sur la chaussée d'Augsburg, où elles escarmouchaient avec les flanqueurs de gauche de l'armée française.

Le 16, à la pointe du jour, l'archiduc Ferdinand déboucha sur le gé-

néral Legrand, ainsi qu'une autre colonne sur le général Souham. Les avant-postes des deux divisions françaises furent bientôt reployés, leurs communications coupées, le corps des divisions rejeté deux lieues en arrière; à mesure qu'elles reculaient, la distance qui les séparait s'augmentait. Sainte-Suzanne était percé; il ordonna au général Legrand d'abandonner le Danube, afin de se rapprocher de la division Souham. Ce mouvement de concentration, avantageux sous ce point de vue, avait le terrible inconvénient de l'éloigner de l'armée; mais Saint-Cyr, au bruit de la canonnade, rétrograda avec son arrière-garde, et plaça sur la rive droite du Danube des batteries qui battaient la route d'Ulm à Erbach et donnèrent de l'inquiétude à l'archiduc. Il crut que toute l'armée allait passer ce fleuve et le couper; il se reploya sur Ulm. La perte du corps de Sainte-Suzanne fut considérable en tués et blessés, moindre cependant qu'elle n'aurait dû l'être, vu la fausse position où on l'avait abandonné; l'intrépidité des troupes, l'habileté du général, sauvèrent ce corps d'une destruction totale.

Moreau, étonné de cet événement, contremanda la marche sur le Lech, ordonna à Saint-Cyr et à d'Hautpoul de passer le Danube à Erbach pour soutenir Sainte-Suzanne, se porta lui-même sur l'Iller, et rappela Lecourbe; Sainte-Suzanne passa la Blau, de sorte que, des onze divisions qui composaient son armée, cinq étaient sur la rive gauche et six étaient sur la rive droite du Danube, à cheval sur ce fleuve, occupant une ligne de quatorze lieues; il passa plusieurs jours dans cette position.

Attaquera-t-il Kray sur la rive gauche? Repassera-t-il sur la rive droite? Il se décida de nouveau pour ce dernier parti. Lecourbe se porta sur Landsberg, où il arriva le 27 mai; le 28, sur Augsburg, où il passa le Lech. Saint-Cyr se porta sur la Günz; Sainte-Suzanne passa sur la rive droite du Danube et prit position à cheval sur l'Iller. L'armée française se trouva en bataille, la gauche au Danube, la droite au Lech, occupant une ligne de vingt lieues. Le 24 mai, le feld-maréchal Kray fit passer une avant-garde sur la rive droite, qui attaqua à la fois les deux divisions de Sainte-Suzanne : le combat fut vif; il dura toute la journée.

La perte de part et d'autre fut considérable; mais, le soir, les Autrichiens repassèrent le Danube.

A cette nouvelle, le général Moreau changea encore de résolution : il arrêta son mouvement et se rapprocha du Danube. Lecourbe abandonna pour la deuxième fois le Lech. Mais, le 4 juin, le feld-maréchal Kray, ayant réuni une partie de ses forces, passa sur le pont d'Ulm et attaqua le corps de Sainte-Suzanne, conduit par Richepance. Sainte-Suzanne avait été prendre le commandement des troupes de Mayence, qui se trouvaient en position sur l'Iller. Richepance, environné par des forces supérieures, se reploya toute la journée. Sa position devenait des plus critiques, lorsque le général Grenier (il avait remplacé Saint-Cyr, renvoyé de l'armée par Moreau) fit déboucher par le pont de Kellmünz, sur l'Iller, la division Ney; le combat se rétablit. Le général Moreau se concentra tout à fait sur l'Iller. C'était justement ce que voulait Kray, qui, trop faible pour faire tête à l'armée française, voulait l'empêcher de cheminer et la consumer dans des combats de détail.

Après avoir séjourné plusieurs jours dans cette position, enhardi par l'attitude défensive de Kray, qui ne faisait aucun mouvement et restait dans son camp retranché, Moreau reprit pour la troisième fois son projet d'attaque sur la Bavière; il fit mine de passer le Lech. Lecourbe repassa de nouveau le Lech, et les 10, 11 et 12 juin toute l'armée se rapprocha de cette rivière.

Ainsi il y avait un mois que le combat de Biberach avait eu lieu, et l'armée était toujours dans la même position; elle avait perdu ce temps en marches et contre-marches qui l'avaient compromise et avaient donné lieu à des combats où les troupes françaises, en nombre inférieur, avaient perdu beaucoup de monde. L'arrière-garde de Lecourbe avait perdu 2,000 hommes en évacuant Augsburg, au combat de Schwabmünchen. Cette hésitation avait indisposé quelques généraux de l'armée. Moreau avait renvoyé Saint-Cyr, qu'il avait remplacé par le général Grenier; il reprochait à ce général les lenteurs de sa marche à Engen, surtout à Mœsskirch, et d'être mauvais camarade, de laisser écraser les divisions voisines lorsqu'il pouvait les secourir. De son côté, Saint-Cyr

critiquait amèrement la conduite de son général en chef et manifestait hautement la désapprobation des manœuvres qui avaient été faites depuis l'ouverture de la campagne. On voit dans les dépêches de Lecourbe plusieurs lettres pleines d'énergie et de plaintes sur ses lenteurs, ses incertitudes, ses hésitations, ses ordres et contre-ordres. Cela décida enfin le général en chef à se porter sur la rive gauche du Danube, en passant la rivière, du 19 au 20 juin, après être arrivé sur le fleuve à la hauteur d'Ulm.

VII. Lecourbe, avec la droite, se porta vis-à-vis Hochstætt; Moreau, avec la réserve, vis-à-vis Dillingen; Grenier, avec le centre, à Günzburg; Richepance, avec la gauche, resta en observation sur l'Iller, vis-à-vis Ulm. Le 19, à la pointe du jour, Lecourbe fit raccommoder le pont du Danube à Blindheim, sur lequel passa son corps d'armée, se porta avec une division sur Schwenningen, en descendant à deux lieues du côté de Donauwœrth et environ deux autres sur Lauingen, en remontant le Danube. A peine arrivée à Schwenningen, la division fut attaquée par une brigade de 4,000 hommes que commandait le général Devaux, qui avait son quartier général à Donauwœrth. Le combat fut assez vif, mais ce corps fut défait; la moitié resta sur le champ de bataille et entre les mains des Français. Peu après, l'ennemi attaqua les divisions placées sur Lauingen; après un combat fort vif, il fut repoussé. Moreau, avec la réserve, passa au pont de Dillingen. Grenier voulut rétablir le pont de Günzburg, mais il en fut empêché par le général Giulay, ce qui l'obligea à aller passer au pont de Dillingen. Aussitôt que Kray apprit que le passage était effectué, il résolut de se retirer, ce qu'il fit sous la protection d'un corps de cavalerie, qu'il plaça sur la Brenz. Mais, pendant les journées des 20, 21, 22 et 23, l'armée française resta immobile et ne fit rien. C'était perdre un temps précieux et qui, bien employé, pouvait devenir funeste à son ennemi. Le général autrichien en profita; il passa par Neresheim, Nœrdlingen, et arriva sur la Wœrnitz le 23 au soir. Le général Richepance cerna Ulm avec son corps. L'armée se mit trop tard à la suite de l'armée autrichienne, dont elle n'atteignit que l'arrière-

garde. La division Decaen fut dirigée sur Munich; après un léger combat contre le général Merveldt, elle entra dans cette capitale.

Lecourbe repassa sur la rive droite du Danube, se porta sur Rain et Neuburg. Kray était en position avec 25,000 hommes en avant de cette ville, sur la rive droite du Danube. Montrichard, qui osa l'y attaquer, fut vivement repoussé et ramené pendant deux lieues. Lecourbe rétablit le combat avec la division Grandjean; la valeur des troupes et l'énergie du général remédièrent au mal, qui eût pu être beaucoup plus grand. Le champ de bataille resta à l'ennemi; mais dans la nuit il sentit qu'il n'était plus à temps de gagner le Lech, et que le reste de l'armée française allait l'accabler; il repassa le Danube, se porta sur Ingolstadt, passa de nouveau le fleuve et porta son quartier général à Landshut, derrière l'Isar.

Le général Moreau entra à Augsburg et y plaça son quartier général; il envoya sur Freising la division Leclerc, qui y entra après un combat très-vif contre l'avant-garde autrichienne.

Dans ce temps Sainte-Suzanne sortit de Mayence avec deux divisions réunies de ce côté, et il entra dans la Franconie, se rapprochant du Danube.

Cependant le prince de Reuss occupant toujours Feldkirch, Füssen et tous les débouchés du Tyrol, Lecourbe repassa le Lech avec 20,000 hommes et se porta sur trois colonnes, la gauche sur Scharnitz, le centre sur Füssen et la droite sur Feldkirch. Le 14 juillet, Molitor entra dans cette place; l'ennemi lui abandonna le camp retranché. Le prince de Reuss se retira derrière les défilés et les retranchements qui couvraient le Tyrol.

VIII. Un armistice fut conclu le 15 juillet, à Parsdorf. Les trois places d'Ingolstadt, Ulm, Philippsburg, durent rester bloquées, mais approvisionnées jour par jour, pendant le temps de la suspension d'armes. Tout le Tyrol resta au pouvoir de l'Autriche, et la ligne de démarcation passa par l'Isar, au pied des montagnes du Tyrol. Dès le 24 juin, le feld-maréchal Kray avait proposé de se conformer à l'armistice conclu à

Marengo, dont il venait de recevoir la nouvelle. Le reste de juillet, août, septembre, octobre, novembre, les armées restèrent en présence, et les hostilités ne recommencèrent qu'en novembre. L'armistice disait :

« Art. Ier. Il y aura armistice et suspension des hostilités entre l'armée de Sa Majesté Impériale et de ses alliés, en Allemagne, dans la Suisse, le Tyrol et les Grisons, et l'armée française dans les mêmes pays. La reprise des hostilités devra être annoncée respectivement douze jours d'avance.

« II. L'armée française occupera tout le pays qui est compris dans la ligne de démarcation suivante : cette ligne s'étend depuis Balzers, dans les Grisons, sur la rive droite du Rhin, jusqu'aux sources de l'Inn, dont elle comprend toute la vallée; de là aux sources du Lech, par le revers des montagnes du Vorarlberg, jusqu'à Reuti, le long de la rive gauche du Lech. L'armée autrichienne reste en possession de tous les passages qui conduisent à la rive droite du Lech; elle forme une ligne qui comprend Reuti, s'étend au delà de Seebach, près de Breittenwang, le long de la rive septentrionale du lac d'où sort le Seebach, s'élève sur la gauche, dans le Lechthal, jusqu'à la source de l'Ammer; de là, par les frontières du comté de Werdenfels, jusqu'à la Loisach. Elle s'étend jusqu'à la rive gauche de cette rivière, jusqu'à Kochelsee, qu'elle traverse, jusqu'au Walchensee, où elle coupe le lac de ce nom, et se prolonge le long de la rive septentrionale de la Jacbenau, jusqu'à son embouchure dans l'Isar; et, traversant cette rivière, elle se dirige sur Kreut, sur le Tegernsee, au delà de la Mangfall, près de Gmünd, et sur la rive gauche de celle-ci, au delà de Valley; de là elle prend sa direction par Oberlans, Kulbing, Eichofen, Grafing, Exing, Ebersberg, Malskirchen, Hohenlinden, Kronacker, Veiding, Dading, Haidberg, Isen, Penzing, Gottenbach, le long de l'Isen, jusqu'à Furtern et Langdorf, où elle passe vers la source de la Vils, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le Danube, et ensuite sur la rive droite de la Vils jusqu'à Vilsbiburg, et au delà de cette rivière jusqu'à Binabiburg, où elle suit le cours de la Bina jusqu'à Dürreneich. Elle monte près de Seemaunshausen, s'étend vers la source du Kollbach, en suit la rive gauche jusqu'à son embou-

chure dans la Vils, et, se portant sur la droite, vers la Vils, se prolonge jusqu'à son embouchure dans le Danube. La même ligne s'étend sur la rive droite du Danube jusqu'à Kehlheim, où elle passe le fleuve, et se prolonge sur la rive droite de l'Altmühl jusqu'à Pappenheim; elle se dirige ensuite par la ville de Weissenburg, vers la Regnitz, dont elle longe la rive gauche jusqu'au point où elle se jette dans le Main; elle suit de là la rive gauche de cette dernière rivière jusqu'à son embouchure. La ligne de démarcation, sur la rive droite du Main, entre cette rivière et Düsseldorf, ne s'étendra plus vers Mayence jusqu'à la Nidda. Dans le cas où les troupes françaises auraient fait, dans l'intervalle, des progrès de ce côté, elles conserveront ou reprendront la même ligne qu'elles occupent aujourd'hui, 15 juillet.

« III. L'armée impériale occupera de nouveau la haute et la basse Engadine, c'est-à-dire la partie des Grisons dont les rivières se jettent dans l'Inn, et la vallée de Sainte-Marie, dans l'Adige. La ligne de démarcation française s'étendra depuis Balzers jusqu'au lac de Côme, par Coire, Thusis, Splügen, Chiavenna, y compris le Luziensteig. La partie des Grisons située entre cette ligne et l'Engadine sera évacuée par les deux parties. Ce pays conservera sa forme actuelle de gouvernement.

« IV. Les places qui sont dans la ligne de démarcation, telles que Ulm, Ingolstadt et Philippsburg, lesquelles sont occupées par les impériaux, resteront, sous tous les rapports, dans l'état où elles auront été trouvées par les commissaires nommés à cet effet par les généraux en chef; la garnison n'en sera pas augmentée, et elles ne troubleront point la navigation sur les rivières ni le passage sur les grandes routes. Le territoire de ces places fortes s'étend jusqu'à 2.000 toises des fortifications; elles s'approvisionneront tous les dix jours, et, pour ce qui regarde cet approvisionnement déterminé, elles ne seront pas censées comprises dans les pays occupés par l'armée française, laquelle, de son côté, ne pourra pas non plus empêcher les transports des munitions dans lesdites places.

« V. Le général commandant l'armée impériale est autorisé à envoyer dans chacune de ces places une personne chargée d'informer les commandants de la conduite qu'ils auront à tenir.

« VI. Il n'y aura pas de ponts sur les rivières qui séparent les deux armées, à moins que ces rivières ne soient coupées par la ligne de démarcation, et alors les ponts ne pourront être établis que derrière cette ligne, sans préjudice cependant des dispositions qui pourraient être faites à l'avenir pour l'utilité des armées et du commerce. Les chefs respectifs s'entendront sur cet article.

« VII. Partout où des rivières navigables séparent les deux armées, la navigation sera libre pour elles et pour les habitants. La même chose aura lieu pour les grandes routes comprises dans la ligne de démarcation, et cela pendant le temps de l'armistice.

« VIII. Les territoires de l'empire et des états autrichiens qui se trouvent dans la ligne de démarcation de l'armée française sont sous la sauvegarde de la loyauté et de la bonne foi. Les propriétés et les gouvernements actuels sont respectés, et aucun des habitants de ces contrées ne pourra être inquiété, soit pour services rendus à l'armée impériale, soit pour opinions politiques, soit pour avoir pris une part effective à la guerre.

« IX. La présente convention sera expédiée avec la plus grande célérité possible.

« X. Les avant-postes des deux armées ne communiqueront pas entre eux. »

Plan de campagne : Première remarque. — 1° Un plan de campagne doit avoir prévu tout ce que l'ennemi peut faire, et contenir en lui-même les moyens de le déjouer. La frontière d'Allemagne était, dans cette campagne, la frontière prédominante; la frontière de la Rivière de Gênes était la frontière secondaire. Effectivement, les événements qui auraient lieu en Italie n'auraient aucune action directe, immédiate et nécessaire sur les affaires du Rhin, tandis que les événements qui auraient lieu en Allemagne auraient une action nécessaire et immédiate sur l'Italie. En conséquence, le Premier Consul réunit toutes les forces de la République sur la frontière prédominante, savoir : l'armée d'Allemagne, qu'il renforça, l'armée de Hollande et du Bas-Rhin, l'armée de

réserve, qu'il réunit sur la Saône, à portée d'entrer en Allemagne, si cela était nécessaire.

Le conseil aulique réunit sa principale armée sur la frontière secondaire, en Italie. Ce contre-sens, cette violation de ce grand principe, fut la véritable cause de la catastrophe des Autrichiens dans cette campagne.

2° Le gouvernement avait ordonné au général Moreau de réunir son armée derrière le lac de Constance, par la Suisse; de dérober cette marche à l'ennemi, en interdisant toute communication de la rive gauche à la rive droite du Rhin; de jeter à la fin d'avril quatre ponts entre Schaffhouse, Stein et le lac de Constance; de passer sur la rive droite du Danube avec toute son armée; de se porter sur Stockach et Engen; d'appuyer sa droite au Danube, sa gauche au lac de Constance; de prendre à dos toutes les divisions ennemies qui se trouveraient en position sur les montagnes Noires et dans la vallée du Rhin, de les séparer de leurs magasins; de se porter ensuite sur Ulm avant l'ennemi. Moreau ne comprit pas ce plan; il envoya le général Dessolle au ministre de la guerre pour proposer de passer le Rhin à Mayence, Strasbourg et Bâle. Napoléon résolut alors de se mettre lui-même à la tête de cette armée; mais les événements exigèrent qu'elle entrât en opération en avril, et, les circonstances intérieures de la République ne lui permettant pas de quitter alors Paris, il se contenta de prescrire que l'armée du Rhin n'eût qu'une seule ligne d'opération.

Deuxième remarque : Moreau. — 1° Sainte-Suzanne passa le Rhin à Kehl, Saint-Cyr à Neuf-Brisach; ils devaient se joindre dans le Brisgau. Moreau en sentit le danger; il rappela Sainte-Suzanne sur la rive gauche, pour lui faire repasser le Rhin sur le pont de Neuf-Brisach; ce fut un faux mouvement, et non pas une ruse de guerre. La marche de trente lieues de Vieux-Brisach à Bâle et Schaffhouse, par la rive droite du Rhin, était fâcheuse; l'armée présentait son flanc droit au Rhin et son flanc gauche à l'ennemi; elle était dans un cul-de-sac, au milieu des ravins, des forêts et des défilés. Le feld-maréchal Kray fut ainsi prévenu

où voulait aller son ennemi; il eut huit jours pour se concerter; aussi fut-il réuni en bataille à Engen et Stockach, et en mesure de couvrir ses magasins et Ulm avant le général français, qui cependant avait l'initiative du mouvement. Si Moreau eût débouché par le lac de Constance avec toute l'armée, il eût surpris, défait et pris la moitié de l'armée autrichienne; les débris n'auraient pu se rallier que sur le Neckar : il fût arrivé à Ulm avant elle. Que de grands résultats! La campagne eût été décidée dans les quinze premiers jours.

2° L'armée française était beaucoup plus forte que celle de l'ennemi dans un arrondissement de quinze lieues, et cependant l'ennemi fut supérieur en nombre sur le champ de bataille d'Engen. Moreau éparpilla son armée et la compromit; il manœuvra par sa gauche pour se réunir à Saint-Cyr, qui était trop loin; il fit attaquer par Richepance seul le pic de Hohenhœwen, qui était une position forte. Il eût dû tenir ses troupes réunies, et manœuvrer par sa droite, s'appuyer à Lecourbe et couper la ligne de retraite de l'ennemi; là il n'eût été arrêté par aucune forte position.

3° Kray fit sa retraite, dans la nuit du 3 au 4, sur Mœsskirch; il en était éloigné de six lieues. Lecourbe n'en était éloigné que de trois lieues. Si celui-ci eût reçu l'ordre de marcher le 4, il eût coupé l'armée ennemie, l'eût attaquée en tête et en flanc, dans le temps que Saint-Cyr et la réserve eussent attaqué en queue; Kray eût été fort compromis; la bataille de Mœsskirch n'eût pas eu lieu. Moreau est resté, le 4, oisif sans aucune raison. Cette fatale indécision remit en question, le lendemain, ce qui avait été décidé à Engen, et rendit inutile le sang versé sur ce champ de bataille.

4° Sainte-Suzanne était à Donaueschingen pendant la bataille d'Engen; il eût pu au moins se trouver à la bataille de Mœsskirch : il n'y fut pas, non plus que Saint-Cyr. De sorte que les six divisions de Lecourbe et de la réserve s'y trouvèrent seules; ce qui faisait une force inférieure à celle de l'ennemi.

5° La conduite de Saint-Cyr a donné lieu à des plaintes; il n'est arrivé que la nuit à Liptingen, à plusieurs lieues du champ de bataille.

6° Si Moreau eût marché le 6, à la pointe du jour, à la poursuite de l'ennemi, qu'il eût appuyé Saint-Cyr le 6, il eût détruit une partie de l'armée ennemie pendant qu'elle était occupée au passage du Danube; mais, le 6 comme le 4, Moreau resta inactif sur son champ de bataille.

7° Que devait faire le général français pour déposter le feld-maréchal Kray de son camp retranché? Une seule chose : avoir une volonté, suivre un plan; car l'initiative était à lui; il était vainqueur, plus nombreux, et avait une meilleure armée. Le 14 mai il eût dû passer l'Iller, se mettre en marche sur trois colonnes, ne pas occuper plus de six lieues de terrain, passer le Lech et arriver en deux jours, ou trois au plus, à Augsburg. Le général autrichien eût aussitôt suivi le mouvement par la rive gauche du Danube, se fût porté, par Neuburg, derrière le Lech, pour couvrir la Bavière et les états héréditaires; il ne se fût pas exposé à suivre l'armée française sur la rive droite, puisqu'il aurait fallu qu'il s'avançât sous les murs d'Augsburg pour l'attendre, et que, faisant volte-face, elle l'aurait battu, coupé d'Ulm et rejeté dans les montagnes Noires. L'armée autrichienne pouvait avoir encore la prétention de combattre et de vaincre des divisions isolées, mais elle n'avait plus celle de lutter contre l'armée française réunie.

Les Français devaient être le 18 mai à Munich et maîtres de la Bavière. Kray se serait estimé fort heureux de regagner l'Inn à temps. On voit, par ses dépêches, qu'il juge parfaitement de l'irrésolution de son ennemi. Lorsque celui-ci poussa un corps sur Augsburg, il écrivit : « L'armée française fait une démonstration sur la Bavière qui n'est pas sérieuse, puisque ses divisions sont en échelons jusqu'à l'Iller et que sa ligne est déjà fort étendue. » Il avait raison.

8° Moreau a trois fois, en quarante jours, réitéré les mêmes démonstrations, mais toutes les trois fois sans leur donner un caractère de vérité; il n'a réussi qu'à enhardir son ennemi, et lui a offert des occasions de battre des divisions isolées. En effet, l'armée française avait, dans ses manœuvres, la gauche sur Ulm et la droite à vingt lieues, menaçant la Bavière : c'était défier l'armée ennemie et la fortune. Pendant cette campagne, l'armée française, qui était plus nombreuse, a presque tou-

jours été inférieure en nombre sur le champ de bataille. C'est ce qui arrive aux généraux qui sont irrésolus et agissent sans principes et sans plans. Les tâtonnements, le *mezzo termine*, perdent tout à la guerre.

9° Le projet de passer sur la rive gauche du Danube, au-dessus d'Ulm, était périlleux et fort hasardeux. Si Kray et le prince de Reuss réunis eussent manœuvré la gauche au Danube, la droite au Tyrol, l'armée française pouvait être prise en flagrant délit et être fort compromise. Mais, puisque le général français était résolu à cette opération inutile et téméraire, il la fallait faire avec résolution et d'un seul trait; il fallait que, le passage ayant été surpris le 19, le 20 toute l'armée se trouvât sur la rive gauche, laissant seulement quelques colonnes mobiles en observation sur la rive droite, et qu'elle se portât droit sur Ulm et Nœrdlingen, afin d'attaquer en flanc l'armée autrichienne et l'obliger, si Kray prenait le parti de la retraite, à recevoir la bataille, et afin de s'emparer de son camp retranché, si Kray se décidait à passer sur la rive droite pour marcher sur l'armée française. De cette manière, le général Moreau n'avait rien à redouter; son armée, supérieure comme elle l'était en force et en moral, si elle perdait la rive droite, s'établissait sur la rive gauche : toutes les chances étaient pour elle; elle profitait de son initiative pour marcher réunie, surprendre l'armée autrichienne pendant ses mouvements, dans le temps qu'elle ne laissait rien exposé aux coups de l'initiative de l'ennemi. C'est l'avantage de toute armée qui marche toujours réunie. Qu'eût pu faire le général Richepance, qui était le plus près d'Ulm, si Kray et le prince de Reuss l'eussent attaqué avec 60,000 hommes, et que fût devenue l'armée si le corps de Richepance eût été défait, qu'elle eût perdu sa ligne d'opération sur la rive droite, en y éprouvant un si grand échec lorsqu'elle n'avait pas encore pris pied sur la rive gauche?

10° La marche du général Decaen sur Munich, celle de Lecourbe sur Neuburg, celle de Leclerc sur Freising, étaient des mouvements isolés où les troupes françaises se sont trouvées en nombre inférieur à celui de l'ennemi; elles ont payé d'audace, atteint le point qu'elles voulaient occuper, ont obtenu peu de résultats et perdu autant que l'ennemi.

11° La marche rétrograde de Lecourbe sur le Vorarlberg était inutile; il fallait qu'il marchât sur Inspruck; il serait arrivé dix jours plus tôt avec moins de difficultés, en perdant moins de monde qu'il n'en a perdu à tous ces débouchés du Tyrol pour n'obtenir aucun résultat. La possession d'Inspruck était d'une tout autre importance : l'armée se fût alors trouvée en ligne sur l'Inn.

12° L'armistice ne remplit pas le but du gouvernement, qui voulait avoir les quatre places d'Ulm, Philippsburg, Ingolstadt et Inspruck, pour bien assurer la position des armées.

Troisième remarque : Kray. — 1° Le feld-maréchal Kray compromit son armée en la tenant disséminée à l'approche de l'ouverture de la campagne; son quartier général à Donaueschingen et surtout ses magasins de Stockach, Engen, Mœsskirch, étaient mal placés. Il agissait comme si la Suisse eût été neutre; son quartier général et ses magasins eussent alors été couverts par les défilés des montagnes Noires. Mais les Français étaient maîtres de la Suisse et de tout le cours du Rhin, de Constance à Bâle; ses magasins se trouvaient à une demi-journée d'eux et tout à fait aux avant-postes.

2° Le feld-maréchal Kray a montré de l'habileté autour d'Ulm; il a obtenu un grand succès, puisque, avec une armée battue trois fois en un mois et fort inférieure, il a retenu pendant quarante jours, sous le canon de son camp retranché, une armée supérieure et victorieuse : les marches, les manœuvres, les fortifications, n'ont pas d'autre but. Mais ce maréchal n'eût-il pas pu faire davantage? Lorsque Sainte-Suzanne, avec moins de 20,000 hommes, se trouvait, le 16 mai, séparé par le Danube du reste de l'armée, à une heure de marche de son camp retranché, pourquoi ne l'attaqua-t-il pas avec ses forces réunies? De si belles occasions sont rares : il fallait déboucher sur les deux divisions de Sainte-Suzanne avec 60,000 hommes et les détruire.

3° Lorsque, le 26 mai, l'armée française était disséminée sur une ligne de vingt lieues du Danube au Lech, pourquoi n'a-t-il pas débouché avec toutes ses forces sur les deux divisions Sainte-Suzanne et Riche-

pance? Il ne les a attaquées qu'avec 16,000 hommes. Son attaque sur l'Iller, le 4 juin, fut faite avec trop de circonspection et avec trop peu de troupes; le prince de Reuss aurait dû y concourir en descendant du Tyrol avec toutes ses forces. Si le général autrichien eût profité de ses avantages, de l'indécision de son adversaire, de ses fausses manœuvres, il l'eût, malgré ses succès et sa supériorité, rejeté en Suisse.

DIPLOMATIE. — GUERRE[1].

I. Préliminaires de paix avec l'Autriche signés par le comte de Saint-Julien. — II. Négociations avec l'Angleterre pour un armistice naval. — III. Commencement des négociations de Lunéville. — IV. Affaires d'Italie, invasion de la Toscane. — V. Force et positions des armées. — VI. Opérations de l'armée gallo-batave. Combat de Burgebrach. — VII. Opérations de l'armée du Rhin. Bataille de Hohenlinden. — VIII. Passage de l'Inn, de la Salza. Armistice de Steyer (25 décembre 1800). — IX. Observations. — X. Armée des Grisons; passage du Splügen; marche sur Botzen. Armée d'Italie; passage du Mincio. — XI. Passage de l'Adige; suspension d'armes de Trévise (16 janvier 1801); Mantoue cédée le 26 janvier. — XII. Corps d'observation du Midi. Armistice avec Naples, signé à Foligno (28 février 1801).

I. Le lieutenant général comte de Saint-Julien arriva à Paris le 21 juillet 1800, porteur d'une lettre de l'empereur d'Allemagne au Premier Consul. Il s'annonça comme plénipotentiaire chargé de négocier, conclure et signer des préliminaires de paix. La lettre de l'empereur était précise; elle contenait des pouvoirs, car il y était dit : « Vous ajouterez foi à tout ce que vous dira de ma part le comte de Saint-Julien, et je ratifierai tout ce qu'il fera. » Le Premier Consul chargea M. de Talleyrand de négocier avec le plénipotentiaire autrichien; en peu de jours les préliminaires furent arrêtés et signés. Par ces préliminaires, il était convenu que la paix serait établie sur les conditions du traité de Campo-Formio; que l'Autriche recevrait en Italie les indemnités que ce traité lui accordait en Allemagne; que, jusqu'à la signature de la paix définitive, les armées des deux puissances resteraient, tant en Italie qu'en Allemagne, dans leur situation actuelle; que la levée en masse des insurgés de la Tos-

[1] Ce fragment est reproduit d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830. Nous n'en avons pas le manuscrit original.

cane ne recevrait aucun accroissement, et qu'aucune troupe étrangère ne serait débarquée dans ce pays.

Le rang élevé du plénipotentiaire, la lettre de l'empereur dont il était porteur, les instructions qu'il disait avoir, son ton d'assurance, tout portait à regarder la paix comme signée; mais en août on reçut des nouvelles de Vienne. Le comte de Saint-Julien était désavoué et rappelé; le baron de Thugut, ministre des affaires étrangères d'Autriche, faisait connaître que, par un traité conclu entre l'Angleterre et l'Autriche, cette dernière s'était engagée à ne traiter de la paix que conjointement avec l'Angleterre, et qu'ainsi l'empereur ne pouvait ratifier les préliminaires du comte de Saint-Julien, mais que ce monarque désirait la paix; que l'Angleterre la désirait également, comme le constatait la lettre de lord Minto, ministre anglais à Vienne, au baron de Thugut. Ce lord disait que l'Angleterre était prête à envoyer un plénipotentiaire pour traiter, conjointement avec le ministre autrichien, de la paix définitive entre ces deux puissances et la France.

Dans une telle circonstance, ce que la République avait de mieux à faire, c'était de recommencer les hostilités. Cependant le Premier Consul ne voulut négliger aucune des chances qui pouvaient rétablir la paix avec l'Autriche et l'Angleterre; et, pour parvenir à ce but, il consentit, 1° à oublier l'affront que venait de faire à la République le cabinet de Vienne, en désavouant les préliminaires qui avaient été signés par le comte de Saint-Julien; 2° à admettre des plénipotentiaires anglais et autrichiens au congrès; 3° à prolonger l'armistice existant entre la France et l'Allemagne, pourvu que, de son côté, l'Angleterre consentît à un armistice naval, puisqu'il n'était pas juste que la France traitât avec deux puissances alliées, étant en armistice avec l'une et en guerre avec l'autre.

II. Un courrier fut expédié à M. Otto, qui résidait à Londres comme commissaire français, chargé de l'échange des prisonniers. Le 24 août il adressa une note à lord Grenville, en lui faisant connaître que, lord Minto ayant déclaré l'intention où était le gouvernement anglais de participer aux négociations qui allaient s'ouvrir avec l'Autriche pour le réta-

blissement de la paix définitive entre l'Autriche et la France, le Premier Consul consentait à admettre le ministre anglais aux négociations; mais que l'œuvre de la paix en devenait plus difficile; que, les intérêts à traiter étant plus compliqués et plus nombreux, les négociations en éprouveraient nécessairement des longueurs, et qu'il n'était pas conforme aux intérêts de la République que l'armistice conclu à Marengo et celui conclu à Parsdorf continuassent plus longtemps, à moins que, par compensation, on n'établit aussi un armistice naval.

Les dépêches de lord Minto n'étaient pas encore arrivées à Londres; lord Grenville, fort étonné de la note qu'il recevait, envoya le chef du *Transport-Office* prier M. Otto de remettre les pièces qui y avaient donné lieu, ce qu'il fit aussitôt; mais peu après le cabinet de Saint-James reçut son courrier de Vienne. Lord Grenville répondit à M. Otto que l'idée d'un armistice applicable aux opérations navales était neuve dans l'histoire des nations. Du reste, il déclara qu'il était prêt à envoyer un plénipotentiaire au lieu qui lui serait désigné pour la tenue du congrès; il fit connaître que ce plénipotentiaire serait son frère Thomas Grenville, et demanda les passe-ports nécessaires pour qu'il pût se rendre en France. C'était éluder la question. M. Otto, le 30 août, réclama une réponse catégorique avant le 3 septembre, vu que le 10 les hostilités devaient recommencer en Allemagne et en Italie. Lord Grenville, le 4 septembre, fit demander un projet par écrit, attendu qu'il avait peine à comprendre ce qu'on entendait par un armistice applicable aux opérations navales. M. Otto envoya le projet du gouvernement français rédigé. Les principales dispositions étaient celles-ci : 1° les vaisseaux de guerre et de commerce des deux nations jouiront d'une libre navigation, sans être soumis à aucune espèce de visite; 2° les escadres qni bloquent les ports de Toulon, Brest, Rochefort et Cadix, rentreront dans leurs ports respectifs; 3° les places de Malte, Alexandrie et Belle-Ile en mer seront assimilées aux places d'Ulm, Philippsburg et Ingolstadt; en conséquence, tous les vaisseaux français et neutres pourront y entrer librement.

Le 7 septembre M. Grenville répondit que Sa Majesté Britannique admettait le principe d'un armistice applicable aux opérations navales,

quoique cela fût contraire aux intérêts de l'Angleterre; que c'était un sacrifice que cette puissance voulait faire en faveur de la paix et de son alliée l'Autriche, mais qu'aucun des articles du projet français n'était admissible; et il proposa d'établir les négociations sur un contre-projet qu'il envoya. Ce contre-projet portait : 1° les hostilités cesseront sur mer; 2° on accordera aux places de Malte, Alexandrie, Belle-Île des vivres pour quatorze jours à la fois, et d'après le nombre d'hommes qu'elles ont pour garnison; 3° le blocus de Brest et des autres ports français ou alliés sera levé; mais aucun des vaisseaux de guerre qui y sont n'en pourra sortir pendant toute la durée de l'armistice, et les escadres anglaises resteront à la vue de ces ports.

Le commissaire français répondit, le 16 septembre, que son gouvernement offrait le choix à Sa Majesté Britannique que les négociations s'ouvrissent à Lunéville, que les plénipotentiaires anglais et autrichiens fussent admis à traiter ensemble, et que, pendant ce temps-là, la guerre eût lieu sur terre comme sur mer; ou bien qu'il y eût armistice sur terre et sur mer; ou enfin qu'il y eût armistice avec l'Autriche, et qu'on ne traitât à Lunéville qu'avec elle; qu'on traitât à Londres ou à Paris avec l'Angleterre, et que l'on continuât à se battre sur mer. Il observait que l'armistice naval devait offrir à la France des compensations pour ce qu'elle perdait par la prolongation de l'armistice sur le continent, pendant lequel l'Autriche réorganisait ses armées et son matériel, en même temps que l'impression des victoires de Marengo et de Mœsskirch s'effaçait du moral des soldats; que, pendant cette prolongation, le royaume de Naples, qui était en proie à toutes les dissensions et à toutes les calamités, se réorganisait et levait une armée; qu'enfin c'était à la faveur de l'armistice que des levées d'hommes se faisaient en Toscane et dans la Marche d'Ancône.

Le vainqueur n'avait accordé au vaincu tous ces avantages que sur sa promesse formelle de conclure sans délai une paix séparée. Ceux que la France pouvait trouver dans le principe d'un armistice naval ne pouvaient consister dans l'approvisionnement des ports de la République, qui certes ne manquait pas de moyens intérieurs de circulation, mais bien dans

le rétablissement de ses communications avec l'Égypte, Malte et l'Île-de-France.

M. Grenville fit demander, le 20 septembre, de nouvelles explications, et M. Otto lui fit savoir le lendemain que le Premier Consul consentait à modifier son premier projet; que les escadres françaises ou alliées ne pourraient changer de position pendant la durée de l'armistice; qu'il ne serait autorisé avec Malte que les communications nécessaires pour fournir à la fois pour quinze jours de vivres, à raison de 10,000 rations par jour; que, Alexandrie n'étant pas bloquée par terre et ayant des vivres en assez grande abondance pour pouvoir en envoyer même à l'Angleterre, la France aurait la faculté d'expédier six frégates, qui, partant de Toulon, se rendraient à Alexandrie, et en reviendraient sans être visitées, et ayant à bord un officier anglais parlementaire.

C'étaient là les deux seuls avantages que la République pût retirer d'une suspension d'armes maritime. Ces six frégates armées en flûte auraient pu porter 3,600 hommes de renfort; on n'y eût mis que le nombre de matelots strictement nécessaire pour leur navigation; elles auraient même pu porter quelques milliers de fusils et une bonne quantité de munitions de guerre et d'objets nécessaires à l'armée d'Égypte.

La négociation ainsi engagée, lord Grenville crut devoir autoriser M. Ammon, sous-secrétaire d'état, à conférer avec M. Otto, afin de voir s'il n'y aurait pas quelque moyen de conciliation. M. Ammon vit M. Otto, et lui proposa l'évacuation de l'Égypte par l'armée française, comme une conséquence du traité d'El-A'rych, conclu le 24 janvier, et rompu le 18 mars, au reçu de la décision du gouvernement britannique, qui s'était refusé à reconnaître cette convention.

Une telle proposition ne demandait aucune réponse; M. Ammon n'insista pas.

Les deux commissaires, après quelques jours de discussion, se mirent d'accord sur toutes les difficultés, excepté sur l'envoi de six frégates françaises à Alexandrie. Le 25 septembre M. Otto déclara que cet envoi de six frégates était le *sine qua non;* et le 9 octobre M. Ammon lui écrivit pour lui annoncer la rupture des négociations.

III. Dans les pourparlers qui avaient eu lieu, on n'avait pas tardé à s'apercevoir que le cabinet anglais ne voulait que gagner du temps, et que jamais il ne consentirait à faire à la République française aucun sacrifice, ou à lui accorder aucun avantage qui pût l'indemniser des pertes que lui faisait éprouver la prolongation de l'armistice avec l'empereur d'Allemagne. Les généraux en chef des armées du Rhin et d'Italie avaient donc reçu l'ordre de dénoncer l'armistice le 1er septembre et de reprendre sur-le-champ les hostilités. Brune avait remplacé, au commandement de l'armée d'Italie, Masséna, qui ne pouvait s'entendre avec le gouvernement de la république cisalpine. Le général Moreau, qui commandait l'armée du Rhin, avait son quartier général à Nymphenburg, maison de plaisance de l'électeur de Bavière, auprès de Munich. Le 19 septembre il commença les hostilités.

Cependant le comte de Lehrbach, arrivé sur l'Inn, sollicitait vivement la continuation de l'armistice; il promettait que son maître allait sincèrement entamer des négociations pour la paix, et, comme garantie de la sincérité de ses dispositions, il consentait à remettre les trois places d'Ulm, Philippsburg et Ingolstadt. En conséquence de ces propositions, une convention signée à Hohenlinden, le 20 septembre, prolongea l'armistice de quarante jours.

La mauvaise foi de la cour de Vienne était évidente; elle ne voulait que gagner la saison pluvieuse, afin d'avoir ensuite tout l'hiver pour rétablir ses armées. Mais la possession par l'armée française de ces trois places était regardée comme de la plus haute importance; elles assuraient cette armée en Allemagne, en lui donnant des points d'appui. D'ailleurs, si l'Autriche employait le temps de l'armistice à recruter et à rétablir ses armées, la France, de son côté, mettrait tout en œuvre pour lever de nouvelles armées; et les nombreuses populations de la Hollande, de la France et de l'Italie, permettraient de faire des efforts plus considérables que ceux que pouvait faire la Maison d'Autriche. Pendant ces quarante jours de trêve, l'armée d'Italie gagnerait la soumission de Rome, de Naples et de la Toscane, qui, n'étant pas comprises dans l'armistice, se trouvaient abandonnées à leurs propres forces. La soumission de ces

pays, qui pouvaient inquiéter les derrières et les flancs de l'armée, était également utile.

Le ministre Thugut, qui dirigeait le cabinet de Vienne, était sous l'influence anglaise. On lui reprochait des fautes politiques et des fautes militaires, qui avaient compromis et compromettaient encore l'existence de la monarchie. Sa politique avait mis obstacle au retour du pape, du grand-duc de Toscane et du roi de Sardaigne dans leurs états; ce qui avait achevé d'indisposer le czar. Ce ministre avait conclu avec le cabinet de Saint-James un traité de subsides, au moment où il était facile de prévoir que la Maison d'Autriche serait contrainte à faire une paix séparée. On attribuait à ses plans les désastres de la campagne, on le blâmait d'avoir fait de l'armée d'Italie l'armée principale; c'était sur le Rhin, disait-on, qu'il eût dû réunir les grandes forces de la monarchie. Il avait cherché en cela à complaire à l'Angleterre, qui voulait incendier Toulon, et par là faire tomber l'expédition d'Égypte; enfin il venait de compromettre la majesté de son souverain, en le faisant aller à ses armées sur l'Inn, pour y donner lui-même l'ordre déshonorant de livrer les trois boulevards de l'Allemagne. Thugut fut renvoyé du ministère. Le comte de Cobenzl, le négociateur de Campo-Formio, fut élevé à la dignité de vice-chancelier d'état, qui, à Vienne, équivaut à celle de premier ministre. Tout ce qui pouvait faire espérer le rétablissement de la paix était fort populaire à Vienne et sanctionné par l'opinion publique.

Le comte de Cobenzl s'annonçait comme l'homme de la paix, le partisan de la France; il se prévalait hautement de son titre de négociateur de Campo-Formio et de la confiance dont l'honorait le Premier Consul; c'est à cette même confiance qu'il devait le poste important qu'il occupait: l'état de 1756 allait renaître; ce temps de gloire, où Marie-Thérèse traîna la France après son char, est une des époques les plus brillantes de la monarchie autrichienne. Le comte de Cobenzl informa le cabinet des Tuileries que le comte de Lehrbach allait se rendre à Lunéville. Peu après il fit connaître qu'il ne voulait s'en rapporter à personne pour une mission aussi importante, et partit de Vienne avec une nombreuse légation; mais il voyagea lentement. Arrivé à Lunéville, il saisit le prétexte

que le plénipotentiaire français n'y était pas encore pour venir à Paris payer ses respects au premier magistrat de la République. Tout lui était bon pour gagner du temps. Il fut présenté aux Tuileries et traité de la manière la plus distinguée. Mais, interpellé le lendemain, par le ministre des affaires étrangères, de montrer ses pouvoirs, il balbutia. Il fut dès lors évident qu'il avait voulu amuser le cabinet français, et que sa cour, malgré le changement de ministère, persistait dans le même système. Le Premier Consul avait nommé Joseph Bonaparte plénipotentiaire au congrès de Lunéville, le comte de Laforest son secrétaire de légation, et le général Clarke commandant de Lunéville et du département de la Meurthe. Il exigea que les négociations s'ouvrissent sans délai. Les plénipotentiaires se rendirent à Lunéville, et le 6 novembre les pouvoirs furent échangés. Ceux du comte de Cobenzl étaient simples; ils furent admis. Mais, à l'ouverture du protocole, ce ministre déclara qu'il ne pouvait traiter sans le concours du ministre anglais. Or un ministre anglais ne pouvait être reçu au congrès qu'autant qu'il adhérerait au principe de l'application de l'armistice aux opérations navales. Quelques courriers furent échangés entre Paris et Vienne; et, aussitôt que la mauvaise foi du cabinet autrichien fut bien reconnue, les généraux en chef des armées de la République reçurent l'ordre de dénoncer l'armistice et de commencer aussitôt les hostilités; ce qui eut lieu le 17 novembre à l'armée d'Italie, et le 27 à celle du Rhin. Cependant les négociateurs continuèrent à se voir, signèrent tous les jours un protocole, et se donnèrent réciproquement des fêtes.

IV. L'évêque d'Imola, cardinal Chiaramonti, avait été placé par le sacré collége sur le siége de saint Pierre, à Venise, le 18 mars 1800. Mais la Maison d'Autriche, qui était alors maîtresse de toute l'Italie, avait suivi, à l'égard du pape, la même politique qu'envers le roi de Piémont; elle s'était constamment refusée à le remettre en possession de la ville de Rome, satisfaite de le tenir à Venise sous son influence immédiate. Ce ne fut qu'après Marengo que le baron de Thugut, voyant qu'il perdait son influence en Italie, se hâta de diriger le pape sur Rome; mais Ancône, la

Romagne, étaient restées au pouvoir de l'Autriche, qui y avait un corps de troupes.

L'armée de 20,000 Anglais, formée dans l'île de Mahon pour seconder les opérations de Melas en 1800, était enfin réunie dans cette ile; mais les victoires des Français avaient déjoué ce plan. La convention de Marengo, par laquelle Gênes fut remise aux Français, laissait dans une inaction absolue cette armée anglaise. Le traité qui unissait l'Angleterre et l'Autriche, et par lequel ces deux puissances étaient convenues de ne faire la paix avec la France que conjointement, maintenait leur état d'alliance. L'Autriche demanda donc le secours de l'armée de Mahon pour son armée d'Italie, et il fut convenu qu'elle débarquerait en Toscane et occuperait Livourne, ce qui obligerait les Français à une diversion considérable. Dans la convention de Marengo il n'avait pas été question de la Toscane, mais il avait été stipulé que les Autrichiens conserveraient Ferrare et sa citadelle. L'autorité du grand-duc avait été rétablie dans ce pays, et le général autrichien Sommariva y commandait une division autrichienne et toutes les troupes toscanes.

Les mois d'août et de septembre, en entier, furent employés à former l'armée toscane, ainsi que celle du pape. Des officiers autrichiens commandaient les différents bataillons, les Anglais accordaient des subsides, et une partie des émigrés qui étaient dans le corps anglais destiné à agir contre la Provence, et à la tête desquels était Willot, furent placés dans l'armée toscane. L'état d'armistice où se trouvaient les armées françaises et autrichiennes, pendant le courant de juillet, août et septembre, ne permit pas aux Anglais d'opérer leur débarquement en Toscane, puisque cela serait devenu une cause certaine de rupture, et qu'on aurait alors cessé d'espérer la paix. D'ailleurs, l'empereur avait grand intérêt à prolonger le plus possible la durée de l'armistice, pendant lequel ses armées se réorganisaient et perdaient le souvenir de leurs défaites en Italie et en Allemagne.

Le 7 septembre, Brune annonça la reprise des hostilités, et le 11 il porta son quartier général à Crémone; mais la suspension d'armes de Hohenlinden, du 20 septembre, s'étant étendue en Italie, le général

Brune signa de son côté, le 29, l'armistice de Castiglione. Cependant la concentration de toute l'armée d'Italie sur la rive gauche du Pô avait nécessité le rappel sur Bologne de la division du général Pino, qui occupait la ligne du Rubicon. Dans cet état de choses, les troupes du pape, celles de Toscane et les insurgés du Ferrarais, se répandirent dans la Romagne et établirent la communication entre Ferrare et la Toscane. Le général Dupont, instruit de cette invasion, repassa le Pô; les insurgés furent attaqués en Romagne, battus dans diverses directions par les généraux Pino et Ferrand, et poursuivis jusqu'auprès de Ferrare, d'Arezzo et des débouchés des Apennins. Les gardes nationales de Ravenne et des autres villes principales secondèrent les mouvements des troupes françaises et cisalpines.

Cependant les insurgés se maintenaient toujours en Toscane. Cet état de choses dura jusqu'en octobre, où, persuadé que la cour de Vienne ne voulait pas sincèrement la paix, et voyant qu'il n'y avait plus rien à espérer pour une suspension d'armes navale, Brune somma le général Sommariva de faire désarmer la levée en masse de Toscane. Sur son refus, le 10 octobre le général Dupont entra dans ce pays; le 15 il occupa Florence, et le 16 le général Clément entra à Livourne. Le général Monnier ne put réussir, le 18, à s'emparer d'Arezzo, foyer de l'insurrection; mais le lendemain, après une vive résistance, cette ville fut enlevée d'assaut. Presque tous les insurgés qui la défendaient furent passés au fil de l'épée. Le général Sommariva et les troupes autrichiennes se retirèrent sur Ancône. La levée en masse fut désarmée et dissoute, la Toscane entièrement conquise et soumise, et les marchandises anglaises confisquées partout où l'on en trouva. Dans cette expédition, de grandes dilapidations furent commises et donnèrent lieu à de vives réclamations.

Les otages toscans, qui étaient depuis un an en France, furent renvoyés dans leur patrie. Ils avaient été très-bien traités, et ne portèrent en Toscane que des sentiments favorables aux Français.

Cependant la cour de Naples continuait à réorganiser son armée; et, dans le mois de novembre, elle put envoyer, sous les ordres de M. Roger

de Damas, une division de 8 à 10,000 hommes pour couvrir Rome conjointement avec le corps autrichien du général Sommariva. La plus grande anarchie régnait dans les états du pape; ils étaient livrés à toute espèce de désordres.

V. Depuis cinq mois que la suspension d'armes existait, l'Autriche avait reçu de l'Angleterre 60 millions qu'elle avait bien employés. Elle comptait en ligne 400,000 hommes présents sous les armes, y compris les contingents de l'empire, du roi de Naples et de l'armée anglaise, savoir : 130,000 hommes en Allemagne, sous les ordres de l'archiduc Jean; l'insurrection mayençaise, le corps d'Albini et la division Simbschen, 20,000 hommes sur le Main; les corps sur le Danube et l'Inn, 80,000 hommes; celui du prince de Reuss, dans le Tyrol, 30,000 hommes. 120,000 étaient en Italie, sous les ordres du feld-maréchal Bellegarde, savoir : le corps de Davidovich, dans le Tyrol italien, 20,000; le corps cantonné derrière le Mincio, 70,000; dans Ancône et la Toscane, 10,000; les troupes napolitaines, l'insurrection de Toscane, etc. 20,000. Une armée anglaise de 30,000 hommes, sous les ordres des généraux Abercromby et Pulteney, était dans la Méditerranée, embarquée sur des transports et prête à se porter partout.

La France avait en ligne 175,000 hommes en Allemagne, savoir : l'armée gallo-batave, commandée par le général Augereau, 20,000 hommes; la grande armée d'Allemagne, commandée par le général Moreau, 140,000 hommes; l'armée des Grisons, commandée par le général Macdonald, 15,000. En Italie, elle avait 90,000 hommes sous le général Brune, et le corps d'observation du Midi sous le général Murat, 10,000. L'effectif des armées de la République s'élevait à 500,000 hommes; mais 40,000 se trouvaient en Orient, à Malte et aux colonies, 45,000 étaient gendarmes, vétérans ou gardes-côtes, et l'on comptait 140,000 hommes en Hollande, sur les côtes, dans les garnisons de l'intérieur, aux dépôts ou aux hôpitaux.

La cour de Vienne fut consternée lorsqu'elle apprit que les généraux français avaient dénoncé les hostilités. Elle se flattait qu'ils ne voudraient

pas entreprendre une campagne d'hiver dans un climat aussi âpre que celui de la haute Autriche. Le conseil aulique décida que l'armée d'Italie resterait sur la défensive, derrière le Mincio, la gauche appuyée à Mantoue, la droite à Peschiera; que l'armée d'Allemagne prendrait l'offensive et chasserait les Français au delà du Lech.

Le Premier Consul était résolu de marcher sur Vienne, malgré la rigueur de la saison. Il voulait profiter des brouilleries qui s'étaient élevées entre la Russie et l'Angleterre; le caractère inconstant de l'empereur Paul lui faisait craindre un changement pour la campagne prochaine. L'armée du Rhin, sous les ordres du général Moreau, était destinée à passer l'Inn et à marcher sur Vienne par la vallée du Danube. L'armée gallo-batave, commandée par le général Augereau, devait agir sur le Main et la Regnitz, tant pour combattre les insurgés de Mayence conduits par le baron d'Albini, que pour servir de réserve dans tous les cas imprévus, donner de l'inquiétude à l'Autriche sur la Bohême, dans le temps que l'armée du Rhin passerait l'Inn, et assurer les derrières de la gauche de cette dernière armée. Elle était composée de toutes les troupes qu'on avait pu tirer de la Hollande, que la saison mettait à l'abri de toute invasion.

C'était pour n'avoir pas ajouté foi à la force de l'armée de réserve que la Maison d'Autriche avait perdu l'Italie à Marengo; une nouvelle armée ayant des états-majors pour six divisions, quoique seulement de 15,000 hommes, fut réunie en juillet à Dijon, sous le nom d'armée de réserve. Le général Brune en eut le commandement. Plus tard, il passa au commandement de l'armée d'Italie et fut remplacé par le général Macdonald, qui, sur la fin d'août, se mit en marche, traversa la Suisse et se porta, avec l'armée de réserve, dans les Grisons, occupant le Vorarlberg par sa droite et l'Engadine par sa gauche. Tous les regards de l'Europe furent dirigés sur cette armée; on la crut destinée à porter quelque coup de Jarnac comme la première armée de réserve. On la supposa forte de 50,000 hommes; elle tint en échec deux corps d'armée autrichiens de 40,000 hommes.

L'armée d'Italie, sous les ordres du général Brune, qui, ainsi qu'on

l'a vu, avait remplacé dans le commandement le général Masséna, devait passer le Mincio et l'Adige et se porter sur les Alpes Noriques. Le corps d'armée commandé par le général Murat, qui avait d'abord porté le nom de *corps de grenadiers et éclaireurs*, ensuite de *troupes du camp d'Amiens*, de *grande armée de réserve*, prit enfin celui de *corps d'observation du Midi*. Il était destiné à servir de réserve à l'armée d'Italie et à flanquer sa droite.

Deux grandes armées et deux petites allaient ainsi se diriger sur Vienne, formant un ensemble de 250,000 combattants présents sous les armes; une cinquième était en réserve, en Italie, pour s'opposer aux insurgés et aux Napolitains. Les troupes françaises étaient bien habillées, bien armées, munies d'une nombreuse artillerie, et dans la plus grande abondance. Jamais la République n'avait eu un état militaire aussi réellement redoutable; il avait été plus nombreux en 1793; mais alors la plupart des troupes étaient des recrues mal habillées, non aguerries, et une partie était employée dans la Vendée et dans l'intérieur.

VI. L'armée gallo-batave était sous les ordres du général Augereau, qui avait le général Andréossy pour chef d'état-major. Le général Trelliard commandait la cavalerie, le général Macors l'artillerie. Cette armée était forte de deux divisions françaises, Barbou et Duhesme, et de la division hollandaise, Dumonceau; en tout 20,000 hommes. A la fin de novembre, le quartier général était à Francfort.

L'armée mayençaise, commandée par le baron d'Albini, était composée, 1° d'une division de 10,000 insurgés des états de l'électeur de Mayence et de l'évêché de Würzburg, troupes qui augmentaient ou diminuaient selon les circonstances et l'esprit public de ces contrées; 2° d'une division autrichienne de 10,000 hommes, sous les ordres du général Simbschen. L'armée gallo-batave avait donc 20,000 hommes, mais 20,000 hommes de mauvaises troupes, devant elle. Son général dénonça, le 2 novembre, les hostilités pour le 24. Le baron d'Albini, qui était à Aschaffenburg, voulut essayer, avant de se retirer, de surprendre le corps qui lui était opposé. Il passa le pont à deux heures du matin, mais, après un

moment de succès, il fut repoussé. Le quartier général français arriva à Aschaffenburg le 25; Albini se retira sur Fulda, Simbschen sur Schweinfurt; la division Dumonceau entra dans Würzburg le 28, et cerna la garnison, qui se renferma dans la citadelle. L'armée de Simbschen, réduite à 13,000 hommes, prit une belle position à Burgebrach pour couvrir Bamberg. Le 3 décembre Augereau se porta à sa rencontre. Le général Duhesme attaqua avec cette intrépidité dont il a donné tant de preuves, et, après une assez vive résistance, l'ennemi opéra sa retraite sur Forchheim. Le baron d'Albini resta sur la rive droite du Main, entre Schwein furt et Bamberg, afin d'agir en partisan. Le lendemain l'armée gallo-batave prit possession de Bamberg, passa la Regnitz, et poussa des partis sur Ingolstadt, pour se mettre en communication avec les flanqueurs de la grande armée. Ce même jour, 3 décembre, l'armée du Rhin était victorieuse à Hohenlinden. Le général Klenau, avec une division de 10,000 hommes, qui n'avait pas donné à la bataille, fut envoyé sur le Danube pour couvrir la Bohême; il se joignit, à Bamberg, au corps de Simbschen, et avec 20,000 hommes il marcha contre l'armée française pour la rejeter derrière la Regnitz. Il attaqua la division Barbou dans le temps que Simbschen attaquait celle de Duhesme; le combat fut vif. Toute la journée du 18 décembre, les troupes françaises suppléèrent au nombre par leur intrépidité, et rendirent vaines toutes les tentatives de l'ennemi; elles se maintinrent, sur la rive droite de la Regnitz, en possession de Nuremberg. Mais le 21, Klenau ayant continué son mouvement, le général Augereau repassa sans combat la Regnitz. Sur ces entrefaites, le corps de Klenau ayant été rappelé en Bohême, l'armée gallo-batave rentra dans Nuremberg et reprit ses anciennes positions, où elle reçut la nouvelle de l'armistice de Steyer.

Ainsi, avec 20,000 hommes, dont 8,000 Hollandais, le général Augereau occupa tout le pays entre le Rhin et la Bohême, et désarma l'insurrection mayençaise. Il contint, indépendamment du corps du général Simbschen, la division Klenau; ce qui affaiblit de 30,000 hommes l'armée de l'archiduc Jean, qui l'était aussi sur sa gauche de 20,000 hommes détachés dans le Tyrol, sous les ordres du général Hiller, pour

s'opposer à l'armée des Grisons. Ce furent donc 50,000 hommes de moins que la grande armée française eut à combattre; au lieu de 130,000 hommes, l'archiduc Jean n'en opposa à Moreau que 80,000.

VII. La grande armée du Rhin était divisée en quatre corps, chacun de trois divisions d'infanterie et d'une brigade de cavalerie; la grosse cavalerie formait une réserve. Le général Lecourbe commandait la droite, composée des divisions Montrichard, Gudin, Molitor; le général en chef commandait en personne la réserve, formée des divisions Grandjean (depuis Grouchy), Decaen, Richepance; le général Grenier commandait le centre, formé des divisions Ney, Legrand, Hardy (depuis Bastoul, depuis Bonet); le général Sainte-Suzanne commandait la gauche, formée des divisions Souham, Colaud, Delaborde; le général d'Hautpoul commandait toute la cavalerie, le général Eblé l'artillerie. L'effectif était de 150,000 hommes, y compris les garnisons et les hommes aux hôpitaux; 140,000 étaient disponibles et présents sous les armes. L'armée française était donc d'un tiers plus nombreuse que l'armée ennemie; elle était en outre fort supérieure par le moral et la qualité des troupes.

Les hostilités commencèrent le 28 novembre, l'armée marcha sur l'Inn. Le général Lecourbe laissa la division Molitor aux débouchés du Tyrol et se porta sur Rosenheim avec deux divisions. Les trois divisions de la réserve se dirigèrent par Ebersberg, savoir : le général Decaen sur Rott, le général Richepance sur Wasserburg, le général Grandjean en réserve sur la chaussée de Mühldorf. Les trois divisions du centre marchèrent : celle de Ney en rasant la chaussée de Mühldorf, celle de Hardy en réserve, et celle de Legrand par la vallée de l'Isen. Le colonel Durosnel, avec un corps de flanqueurs fort de deux bataillons d'infanterie et de quelques escadrons, prit position à Vilsbihurg, en avant de Landshut; les trois divisions de la gauche, sous le lieutenant général Sainte-Suzanne, se concentrèrent entre l'Altmühl et le Danube. Moreau s'avançait ainsi sur l'Inn avec huit divisions en six colonnes, et laissant ses quatre autres divisions pour observer ses flancs, le Tyrol et le Danube.

Le 28 novembre, tous les avant-postes de l'ennemi furent reployés;

Lecourbe entra à Rosenheim. Richepance rejeta sur la rive droite de l'Inn ou dans Wasserburg tout ce qu'il rencontra; mais il échoua dans sa tentative pour enlever cette tête de pont. La division Legrand déposta, de Dorfen au débouché de l'Isen, une avant-garde de l'archiduc. Le lieutenant général Grenier prit position sur les hauteurs d'Ampfing, Ney à la droite, Hardy au centre, Legrand à la gauche, un peu en arrière; le camp avait 3,000 toises. Ces huit divisions de l'armée française garnissaient, sur la rive gauche de l'Inn, une étendue de quinze lieues, depuis Rosenheim jusqu'auprès de Mühldorf. Ampfing est à quinze lieues de Munich, dont l'Inn s'approche à dix lieues. La gauche de l'armée française se trouvait donc prêter le flanc au fleuve pendant l'espace de cinq lieues. Il était bien délicat et fort dangereux d'en aborder ainsi le passage.

L'archiduc Jean avait porté son quartier général à Oetting; il avait chargé le corps de Condé, renforcé de quelques bataillons autrichiens, de défendre la rive droite depuis Rosenheim jusqu'à Kufstein, et de maintenir ses communications avec le général Hiller, qui était dans le Tyrol avec un corps de 20,000 hommes. Il avait placé le général Klenau avec 10,000 hommes à Ratisbonne, afin de soutenir l'armée mayençaise, insuffisante pour s'opposer à la marche d'Augereau. Son projet était, avec le reste de son armée (80,000 hommes), de déboucher par Wasserburg, Kraiburg, Mühldorf, Oetting et Braunau, qui avaient de bonnes têtes de pont; de prendre l'offensive et d'attaquer l'armée française. Il passa l'Inn, fit un quart de conversion à droite sur la tête de pont de Mühldorf et se plaça en bataille, la gauche à Mühldorf, la droite à Landshut sur l'Isar. Le général Kienmayer, avec ses flanqueurs de droite, attaqua le colonel Durosnel, qui se retira derrière l'Isar. Le quartier général autrichien fut successivement porté à Eggenfelden et à Neumarkt, sur la Rott, à mi-chemin de Mühldorf à Landshut. L'armée de l'archiduc occupa, par ce mouvement, une ligne perpendiculaire sur l'extrême gauche de l'armée française; son extrême droite se trouva à Landshut, à douze lieues de Munich, plus près de trois lieues que la gauche française, qui en était à quinze lieues. C'était par sa droite qu'il voulait manœuvrer, débouchant par les vallées de l'Isen, de la Rott et de l'Isar.

Le 1er décembre, à la pointe du jour, l'archiduc déploya 60,000 hommes devant les hauteurs d'Ampfing et attaqua de front le lieutenant général Grenier, qui n'avait que 25,000 hommes, dans le temps qu'une autre de ses colonnes, débouchant par le pont de Kraiburg, se porta sur les hauteurs d'Aschau, en arrière et sur le flanc droit de Grenier. Le général Ney, d'abord forcé de céder au nombre, se reforma, remarcha en avant et enfonça huit bataillons; mais l'ennemi, continuant à déployer ses grandes forces et débouchant par la vallée de l'Isen, le lieutenant général Grenier fut contraint à la retraite. La division Grandjean, de la réserve, s'avança pour le soutenir. Grenier prit position à la nuit sur les hauteurs de Haag. L'alarme fut grande dans l'armée française. Le général en chef fut déconcerté : il était pris en flagrant délit; l'ennemi attaquait avec une forte masse ses divisions séparées et éparpillées. Le général Legrand, après avoir soutenu un combat très-vif dans la vallée de l'Isen, avait évacué Dorfen.

Cette manœuvre de l'armée autrichienne était fort belle, et ce premier succès lui en promettait de bien importants. Mais l'archiduc ne sut pas tirer parti des circonstances; il n'attaqua pas avec vigueur le corps de Grenier, qui ne perdit que quelques centaines de prisonniers et deux pièces de canon. Le lendemain, 2 décembre, il ne fit que de petits mouvements, ne dépassa pas Haag, et donna le temps à l'armée française de se rallier et de revenir de son étonnement. Il paya cher cette faute, qui fut la première cause de la catastrophe du lendemain.

Moreau, ayant eu la journée du 2 pour se reconnaître, espéra avoir le temps de réunir son armée. Il envoya l'ordre à Sainte-Suzanne, qu'il avait mal à propos laissé sur le Danube, de se porter avec ses trois divisions sur Freising; elles ne pouvaient y être arrivées que le 5 : à Lecourbe, de marcher toute la journée du 3 pour s'approcher sur la droite et prendre, à Ebersberg, les positions qu'occupait Richepance, afin de masquer le débouché de Wasserburg; il ne pouvait y arriver que dans la journée du 4; à Richepance et à Decaen, de se porter au débouché de la forêt de Hohenlinden, au village de Mattenbett; ils devaient opérer ce mouvement dans la nuit pour y prévenir l'ennemi; le premier n'avait

que deux lieues à faire, le deuxième que quatre. Le corps de Grenier prit position sur la gauche de Hohenlinden; la division Ney appuya sa droite à la chaussée, la division Hardy au centre, la division Legrand observa Langdorf et les débouchés de l'Isen; la division Grandjean, dont le général Grouchy avait pris le commandement, coupa la chaussée, appuyant la gauche à Hohenlinden et refusant la droite le long de la lisière du bois. Par ces dispositions, le général Moreau devait avoir, le 4, huit divisions en ligne; le 5 il en aurait eu dix. Mais l'archiduc Jean, qui avait déjà commis cette grande faute de perdre la journée du 2, ne commit pas celle de perdre la journée du 3; à la pointe du jour, il se mit en mouvement, et les dispositions du général français pour réunir son armée devinrent inutiles. Ni le corps de Lecourbe ni celui de Sainte-Suzanne ne purent assister à la bataille; la division Richepance et celle de Decaen combattirent désunies; elles arrivèrent trop tard, le 3, pour défendre l'entrée de la forêt de Hohenlinden.

L'armée autrichienne marcha au combat sur trois colonnes: la colonne de gauche, de 10,000 hommes, entre l'Inn et la chaussée de Munich, se dirigeant sur Albaching et Saint-Christophe; celle du centre, forte de 40,000 hommes, suivit la chaussée de Mühldorf à Munich, par Haag, vers Hohenlinden; le grand parc, les équipages, les embarras, suivirent cette route, la seule qui fût ferrée; la colonne de droite, forte de 25,000 hommes, commandée par le général Latour, devait marcher sur Burgrhain; Kienmayer, qui, avec ses flanqueurs de droite, faisait partie de ce corps, devait se porter de Dorfen sur Schwaben, tourner tous les défilés et être en mesure de déboucher dans la plaine d'Anzing, où l'archiduc comptait camper le soir et attendre le corps de Klenau, qui s'y rendait en remontant la rive droite de l'Isar.

Les chemins étaient défoncés, comme ils le sont au mois de décembre; les colonnes de droite et de gauche cheminaient par des routes de traverse impraticables: la neige tombait à gros flocons. La colonne du centre, suivie par les parcs et les bagages, marchait sur la chaussée; elle devança bientôt les deux autres; sa tête pénétra sans obstacle dans la forêt. Richepance, qui la devait défendre à Mattenbett, n'était pas arrivé;

mais elle fut arrêtée au village de Hohenlinden, où s'appuyait la gauche de Ney et où était la division Grouchy. La ligne française, qui se croyait couverte, fut d'abord surprise; plusieurs bataillons furent rompus; il y eut du désordre. Ney accourut; le terrible pas de charge porta la mort et l'effroi dans une tête de colonne de grenadiers autrichiens; le général Spannocchi fut fait prisonnier. Dans ce moment, l'avant-garde de la droite autrichienne déboucha des hauteurs de Burgrhain; Ney fut obligé d'accourir sur sa gauche pour y faire face; il eût été insuffisant, si le corps de Latour eût appuyé l'avant-garde; mais il en était éloigné de deux lieues. Cependant les divisions Richepance et Decaen, qui auraient dû arriver avant le jour au débouché de la forêt, au village de Mattenbett, engagées, au milieu de la nuit, dans des chemins horribles et par un temps affreux, errèrent sur la lisière de la forêt une partie de la nuit. Richepance, qui marchait en tête, n'arriva qu'à sept heures du matin à Saint-Christophe, encore à deux lieues de Mattenbett. Convaincu de l'importance du mouvement qu'il opérait, il activa sa marche avec sa première brigade, laissant fort en arrière la deuxième. Lorsque la colonne autrichienne de gauche atteignit le village de Saint-Christophe, elle le coupa de cette deuxième brigade; le général Drouet, qui la commandait, se déploya.

La position de Richepance devenait affreuse; il était à mi-chemin de Saint-Christophe à Mattenbett; il se décida à continuer son mouvement, afin d'occuper le débouché de la forêt, si l'ennemi n'y était pas encore, ou de retarder sa marche et de concourir à l'attaque générale en se jetant sur son flanc, si déjà, comme tout semblait l'annoncer, l'archiduc avait pénétré dans la forêt. Arrivé au village de Mattenbett avec la 8e, la 48e de ligne et le 1er de chasseurs, il se trouva sur les derrières des parcs et de toute l'artillerie ennemie, qui avaient défilé. Il traversa le village, et se mit en bataille sur les hauteurs. Huit escadrons de cavalerie ennemie, qui formaient l'arrière-garde, se déployèrent; la canonnade s'engagea; le 1er de chasseurs chargea et fut ramené. La situation du général Richepance était toujours très-critique; il ne tarda pas à être instruit qu'il ne devait pas compter sur Drouet, qui était arrêté par des forces considé-

rables et n'avait aucune nouvelle de Decaen. Dans cette horrible position, il prit conseil de son désespoir : il laissa le général Walther avec la cavalerie pour contenir les cuirassiers ennemis, et, à la tête des 48e et 8e de ligne, il entra dans la forêt de Hohenlinden. Trois bataillons de grenadiers hongrois, qui composaient l'escorte des parcs, se formèrent; ils s'avancèrent à la baïonnette contre Richepance, qu'ils prenaient pour un partisan. La 48e les culbuta. Ce petit combat décida de toute la journée. Le désordre et l'alarme se mirent dans le convoi; les charretiers coupèrent leurs traits et se sauvèrent, abandonnant quatre-vingt-sept pièces de canon et trois cents voitures. Le désordre de la queue se communiqua à la tête. Ces colonnes, profondément entrées dans les défilés, se désorganisèrent; elles étaient frappées des désastres de la campagne d'été, et d'ailleurs composées d'un grand nombre de recrues. Ney et Richepance se réunirent. L'archiduc Jean fit sa retraite en désordre et en toute hâte sur Haag, avec les débris de son corps.

Le général Decaen avait dégagé le général Drouet. Il avait contenu, avec une de ses brigades, la colonne de gauche de l'ennemi à Saint-Christophe, et s'était porté dans la forêt avec la seconde brigade, pour achever la déroute des bataillons qui s'y étaient réfugiés. Il ne restait plus de l'armée autrichienne que la colonne de droite, commandée par le général Latour, qui fût entière; elle s'était réunie avec Kienmayer, qui avait débouché sur sa droite par la vallée de l'Isen, ignorant ce qui s'était passé au centre. Elle marcha contre le lieutenant général Grenier, qui avait dans la main les divisions Legrand et Bastoul et la cavalerie du général d'Hautpoul. Le combat fut fort opiniâtre; le général Legrand rejeta le corps de Kienmayer dans le défilé de Langdorf, sur l'Isen; le général Latour fut repoussé et perdit du canon; il se mit en retraite et abandonna le champ de bataille aussitôt qu'il fut instruit du désastre du principal corps de son armée. La gauche de l'armée autrichienne repassa l'Inn sur le pont de Wasserburg, le centre sur les ponts de Kraiburg et de Mühldorf, la droite sur le pont d'Oetting. Le général Klenau, qui s'était mis en mouvement pour s'approcher de l'Inn, se reporta sur le Danube pour couvrir la Bohême, menacer et combattre l'armée gallo-

batave. Le soir de la bataillo, le quartier général de l'armée française fut porté à Haag.

Dans cette journée, qui décida du sort de la campagne, six divisions françaises, la moitié de l'armée, combattirent seules contre presque toute l'armée autrichienne. Les forces se trouvèrent à peu près égales sur le champ de bataille, 70,000 hommes de chaque côté; mais il était impossible à l'archiduc Jean d'avoir plus de troupes réunies, et Moreau pouvait en avoir le double. La perte de l'armée française fut do 10,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, soit au combat de Dorfen, soit à celui d'Ampfing, soit à la bataille; celle de l'ennemi fut de 25,000 hommes, sans compter les déserteurs. 7,000 prisonniers, parmi lesquels deux généraux, cent pièces de canon et une immense quantité de voitures, furent les trophées de cette journée.

VIII. Lecourbe, qui n'était pas arrivé à temps pour prendre part à la bataille, se reporta sur Rosenheim; il n'en était qu'à peu de lieues. Decaen marcha sur la tête de pont de Wasserburg, qu'il bloqua étroitement; Grouchy resta en réserve à Haag; Richepance se porta à Rammering, vis-à-vis du pont de Kraiburg; Grenier, avec ses trois divisions, passa l'Isen et se dirigea sur la Rott, à la poursuite de Latour et de Kienmayer, qui s'étaient retirés sur le bas Inn. Le général Kienmayer occupa les retranchements de Mühldorf, sur la gauche de l'Inn; le général Baillet-Latour s'établit derrière Wasserburg et Riesch, sur la route de Rosenheim à Salzburg.

Le 9 décembre, six jours après la bataille, Lecourbe jeta un pont à deux lieues au-dessus de Rosenheim, au village de Neubeuern, descendit la rive droite avec les divisions Montrichard et Gudin, se porta vis-à-vis de Rosenheim, où le corps de Condé, qui avait été complété à 12,000 hommes par des bataillons autrichiens, se trouvait en position en avant de Rohrdorf, appuyant la droite à l'Inn, vis-à-vis de Rosenheim, la gauche au lac de Chiemsee. La division Gudin manœuvra sur Endorf, pour tourner cette gauche; ce qui décida la retraite de ce corps derrière l'Alz. Les divisions Decaen et Grouchy, qui avaient passé l'Inn au pont

qu'avait jeté Lecourbe, arrivèrent en ligne au milieu de la journée; Decaen prit la gauche de la ligne, Grouchy resta en réserve. Lecourbe continua à suivre l'ennemi par la route de Seebruck, Traunstein et Teisendorf; Grouchy suivit son mouvement. Richepance et Decaen marchèrent d'abord sur la grande route de Wasserburg, et par un à-droite se portèrent sur Laufen, où ils passèrent la Salza le 14 décembre. Richepance avait jeté un pont de bateaux vis-à-vis de Rosenheim, et passé l'Inn dans la journée du 11. Grenier entra dans la tête de pont de Wasserburg, que l'ennemi évacua, passa l'Inn et se dirigea sur Altenmarkt. Les parcs, la réserve de cavalerie, les deux divisions de la gauche, passèrent sur le pont de Mühldorf, dans les journées des 10, 11 et 12; car, aussitôt que l'ennemi vit que la barrière de l'Inn était forcée, il en abandonna en toute hâte les rives, pour se concentrer entre l'Enns et Vienne.

Le 13 décembre, Lecourbe se porta à Seebruck, passa l'Alz et s'avança aux portes de Salzburg. Il rencontra vis-à-vis de Salzburg l'arrière-garde ennemie, forte de 20,000 hommes, la plus grande partie cavalerie, l'attaqua, fut repoussé avec perte de 2,000 hommes et obligé de se replier sur la rive gauche de la Saala. Les Autrichiens se disposaient à le suivre; mais, le général Decaen ayant passé la Salza à Laufen, Moreau marcha sur Salzburg par la rive droite; ce qui obligea l'ennemi à abandonner cette rivière et à se retirer en hâte pour couvrir la capitale. Le 15 le général Decaen entra dans Salzburg; le général Richepance, de Laufen, se dirigea, le 16, sur Endorf, et gagna, par une grande marche, la chaussée de Vienne. Le lieutenant général Grenier marcha sur la chaussée de Braunau et de Ried. Lecourbe, continuant à former la droite, s'avança par les montagnes. Le 17 Richepance rencontra, à Frankenmarkt, l'arrière-garde de l'archiduc; il se battit toute la soirée. Le 18 on se battit aussi à Schwannenstadt. L'arrière-garde ennemie n'avait fait qu'une lieue et demie dans cette journée, et prétendait passer la nuit dans cette position; mais elle fut attaquée avec la plus grande impétuosité et culbutée; elle perdit 200 prisonniers. Le 19 le général Decaen, ayant pris l'avant-garde, attaqua le général Kienmayer à Lambach, le culbuta, fit prisonnier le général Mecséry et 1,200 hommes. Les ba-

gages, les parcs eurent beaucoup de peine à passer le pont, et furent longtemps exposés au feu des batteries françaises. L'ennemi fut poussé avec une telle activité qu'il n'eut pas le temps de brûler le pont, qui était en bois et déjà couvert d'artifices. La division Decaen se porta dans la nuit sur Wels, où elle atteignit un corps ennemi qui se retirait sur Linz, et fit quelques centaines de prisonniers; la division Richepance passa la Traun à Lambach et marcha sur Kremsmünster, où Lecourbe et Decaen arrivèrent dans la soirée du 20. La division Grouchy et le grand quartier général se portèrent à Wels; le corps de Grenier, après avoir passé la Salza à Laufen et à Burghausen et bloqué Braunau par la division Ney, arriva à Eggelsberg. Le prince Charles venait de prendre le commandement de l'armée : l'opinion des peuples et du soldat l'appelait à grands cris au secours de la monarchie, mais il était trop tard.

Pendant ce temps, le général Decaen battait à Kremsmünster l'arrière-garde, commandée par le prince de Schwarzenberg, et lui faisait un millier de prisonniers. Le 21 il entra à Steyer, le général Grouchy à Enns. L'armée passa l'Enns le même jour; les avant-postes furent placés sur l'Ips et l'Erlaf; la cavalerie légère s'avança jusqu'à Mœlk. Le grand quartier général fut établi à Kremsmünster.

Le 25 décembre 1800 on signa une suspension d'armes; elle était conçue en ces termes :

«Art. Ier. La ligne de démarcation entre la portion de l'armée gallo-batave en Allemagne, sous les ordres du général Augereau, dans les cercles de Westphalie, du Haut-Rhin et de Franconie jusqu'à Baiersdorf, sera déterminée particulièrement entre ce général et celui de l'armée impériale et royale qui lui est opposée. De Baiersdorf, cette ligne passe à Erlangen, Nuremberg, Neumarkt, Parsberg, Laber, Stadtamhof et Ratisbonne, où elle passe le Danube, dont elle longe la rive droite jusqu'à l'Erlaf, qu'elle remonte jusqu'à sa source; passe à Gaming, Kogelsbach, Gœssling, Hammer, Mendling, Leopoldstein, Eisenarzt, Vordernberg et Leoben; suit la rive gauche de la Mur jusqu'au point où cette rivière coupe la route de Salzburg à Klagenfurt, qu'elle suit jusqu'à Spital, remonte la chaussée de Vérone par Lienz et Brixen jusqu'à Botzen, de là

passe à Meran, Glurns et Sainte-Marie, et arrive par Bormio dans la Valteline, où elle se lie avec l'armée d'Italie.

«II. La carte d'Allemagne par Chauchard servira de règle dans les discussions qui pourraient s'élever sur la ligne de démarcation ci-dessus.

«III. Sur les rivières qui sépareront les deux armées, la section ou la conservation des ponts sera réglée par des arrangements particuliers, suivant que cela sera jugé utile, soit pour le besoin des armées, soit pour ceux du commerce; les généraux en chef des armées respectives s'entendront sur ces objets, ou en délégueront le droit aux généraux commandant les troupes sur ces points. La navigation des rivières restera libre, tant pour les armées que pour le pays.

«IV. L'armée française non-seulement occupera exclusivement tous les points de la ligne de démarcation ci-dessus déterminée; mais encore, pour mettre un intervalle continu entre les deux armées, la ligne des avant-postes de l'armée impériale et royale sera, dans toute son étendue, à l'exception du Danube, à un mille d'Allemagne au moins de distance de celle de l'armée française.

«V. A l'exception des sauvegardes ou gardes de police, qui seront laissées ou envoyées dans le Tyrol par les deux armées respectives et en nombre égal, mais qui sera le moindre possible (ce qui sera réglé par une convention particulière), il ne pourra rester aucune troupe de S. M. l'Empereur dans l'enceinte de la ligne de démarcation. Celles qui se trouvent en ce moment dans les Grisons, le Tyrol et la Carinthie, devront se retirer immédiatement par la route de Klagenfurt sur Bruck, pour rejoindre l'armée impériale d'Allemagne, sans qu'aucune puisse être dirigée sur l'Italie. Elles se mettront en route des points où elles sont, aussitôt l'avis donné de la présente convention, et leur marche sera réglée sur le pied d'une poste et demie d'Allemagne par jour. Le général en chef de l'armée française du Rhin est autorisé à s'assurer de l'exécution de cet article par des délégués chargés de suivre la marche des armées impériales jusqu'à Bruck. Les troupes impériales qui pourraient avoir à se retirer du haut Palatinat, de la Souabe ou de la Franconie, se dirigeront par le chemin le plus court au delà de la ligne de

démarcation. L'exécution de cet article ne pourra être retardée sous aucun prétexte au delà du temps nécessaire, eu égard aux distances.

« VI. Les forts de Kufstein, de Scharnitz, et tous les autres points de fortifications permanentes dans le Tyrol, seront remis en dépôt à l'armée française, pour être rendus, dans le même état où ils se trouvent, à la conclusion et ratification de la paix, si elle suit cet armistice sans reprise d'hostilités. Les débouchés de Finstermünz, Nauders et autres fortifications de campagne dans le Tyrol seront remis à la disposition de l'armée française.

« VII. Les magasins appartenant dans ce pays à l'armée impériale seront laissés à sa disposition.

« VIII. La forteresse de Würzburg, en Franconie, et la place de Braunau, dans le cercle de Bavière, seront également remises à l'armée française, pour être rendues aux mêmes conditions que les forts de Kufstein et de Scharnitz.

« IX. Les troupes, tant de l'empire que de Sa Majesté Impériale et Royale, qui occupent les places les évacueront, savoir : la garnison de Würzburg, le 6 janvier 1801 (16 nivôse an IX); celle de Braunau, le 4 janvier (14 nivôse), et celle des forts du Tyrol, le 8 janvier (18 nivôse).

« X. Toutes les garnisons sortiront avec les honneurs de la guerre, et se rendront avec armes et bagages, par le plus court chemin, à l'armée impériale. Il ne pourra rien être distrait par elles de l'artillerie, munitions de guerre et de bouche et approvisionnements en tout genre de ces places, à l'exception des subsistances nécessaires pour leur route jusqu'au delà de la ligne de démarcation.

« XI. Des délégués seront respectivement nommés pour constater l'état des places dont il s'agit, mais sans que le retard qui serait apporté à cette mission puisse en entraîner dans l'évacuation.

« XII. Les levées extraordinaires ordonnées dans le Tyrol seront immédiatement licenciées, et les habitants renvoyés dans leurs foyers. L'ordre et l'exécution de ce licenciement ne pourront être retardés sous aucun prétexte.

«XIII. Le général en chef de l'armée du Rhin voulant, de son côté, donner à Son Altesse l'archiduc Charles une preuve non équivoque des motifs qui l'ont déterminé à demander l'évacuation du Tyrol, déclare qu'à l'exception des forts de Kufstein, de Scharnitz, de Finstermünz, il se bornera à avoir dans le Tyrol les sauvegardes ou gardes de police déterminées dans l'article V, pour assurer les communications. Il donnera en même temps aux habitants du Tyrol toutes les facilités qui seront en son pouvoir pour leurs subsistances, et l'armée française ne s'immiscera en rien dans le gouvernement de ce pays.

«XIV. La portion du territoire de l'empire et des états de Sa Majesté Impériale dans le Tyrol est mise sous la sauvegarde de l'armée française, pour le maintien du respect des propriétés et des formes actuelles du gouvernement des peuples. Les habitants de ce pays ne seront point inquiétés pour raison de services rendus à l'armée impériale, ni pour opinions politiques, ni pour avoir pris une part active à la guerre.

«XV. Au moyen des dispositions ci-dessus, il y aura entre l'armée gallo-batave, en Allemagne, celle du Rhin, et l'armée de Sa Majesté Impériale et de ses alliés dans l'empire germanique, un armistice et suspension d'armes qui ne pourra être moindre de trente jours. A l'expiration de ce délai, les hostilités ne pourront recommencer qu'après quinze jours d'avertissement, comptés de l'heure où la signification de rupture sera parvenue, et l'armistice sera prolongé indéfiniment jusqu'à cet avis de rupture.

«XVI. Aucun corps ni détachement, tant de l'armée du Rhin que de celle de Sa Majesté Impériale, en Allemagne, ne pourront être envoyés aux armées respectives en Italie, tant qu'il n'y aura pas d'armistice entre les armées française et impériale dans ce pays. L'inexécution de cet article sera regardée comme une rupture immédiate de l'armistice.

«XVII. Le général en chef de l'armée du Rhin fera parvenir le plus promptement possible la présente convention aux généraux en chef de l'armée gallo-batave, des Grisons et de l'armée d'Italie, avec la plus pressante invitation, particulièrement au général en chef de l'armée d'Italie, de conclure de son côté une suspension d'armes. Il sera donné en même

temps toute facilité pour le passage des officiers et courriers que Son Altesse Royale l'archiduc Charles croira devoir envoyer, soit dans les places à évacuer, soit dans le Tyrol, et en général dans le pays compris dans la ligne de démarcation durant l'armistice.

« A Steyer, le 25 décembre 1800 (4 nivôse an IX).

« Signé V. F. Lahorie, le comte de Grünne,
« Weyrother de Vetal. »

L'armée resta dans ses positions jusqu'à la ratification de la paix de Lunéville, signée le 9 février 1801. Elle évacua, en exécution de ce traité, les états héréditaires dans les dix jours qui suivirent la ratification, et l'empire dans l'espace de trente jours après l'échange desdites ratifications.

IX. Observations. — *Plan de campagne.* — Le plan de campagne adopté par le Premier Consul réunissait tous les avantages. Les armées d'Allemagne et d'Italie étaient chacune dans une seule main; l'armée gallo-batave devait être indépendante, parce qu'elle n'était qu'un corps d'observation, qui ne devait pas se laisser séparer de la France, et devait toujours se tenir en arrière de la gauche de la grande armée, afin de permettre au général Moreau de concentrer toutes ses divisions et de réunir d'assez grandes forces pour pouvoir manœuvrer, indépendamment des bons ou mauvais succès de ce corps d'observation.

L'armée des Grisons, deuxième armée de réserve, menaçait à la fois le Tyrol allemand et italien. Elle fixa toute l'attention des généraux Hiller et Davidovich, et permit au général Moreau d'attirer à lui sa droite, et au général Brune d'attirer à lui sa gauche. Il importait aussi qu'elle fût indépendante, parce qu'elle devait raccorder les armées d'Allemagne et d'Italie, menacer la gauche de l'armée de l'archiduc et la droite de celle du maréchal Bellegarde.

Ces deux corps d'observation, qui n'étaient ensemble que de 35,000 hommes, occupèrent l'armée mayençaise et les corps de Simbschen, Klenau, Reuss et Davidovich, 70,000 hommes, lorsque, par un effet opposé,

ils permirent aux deux grandes armées françaises qui étaient destinées à entrer dans les états héréditaires de tenir réunies toutes leurs forces.

Augereau. — Le général Augereau a rempli le rôle qui lui avait été assigné. Ses instructions lui ordonnaient de se tenir toujours en arrière, afin de ne pas s'exposer à être attaqué par un détachement de l'armée de l'archiduc. Au reste, son combat de Burgebrach, le 3 décembre, jour même de la bataille de Hohenlinden, est fort honorable, ainsi que les combats qu'il a soutenus plus tard en avant de Nuremberg, où il a eu à lutter contre des forces supérieures. Mais, s'il se fût mieux pénétré du rôle qu'il avait à remplir, il eût évité des engagements, ce qui lui devenait facile en ne passant pas la Regnitz. Cependant son ardeur a été utile, puisqu'elle a obligé l'archiduc à détacher le corps de Klenau pour soutenir l'armée mayençaise.

Moreau. — La marche du général Moreau sur l'Inn est défectueuse: il ne devait pas aborder cette rivière sur six points et sur une ligne de quinze à vingt lieues.

Lorsque l'armée qui vous est opposée est couverte par un fleuve sur lequel elle a plusieurs têtes de pont, il ne faut pas l'aborder de front: cette disposition dissémine votre armée et vous expose à être coupé. Il faut s'approcher de la rivière que vous voulez passer par des colonnes en échelons, de sorte qu'il n'y ait qu'une seule colonne, la plus avancée, que l'ennemi puisse attaquer sans prêter lui-même le flanc. Pendant ce temps vos troupes légères borderont la rive, et, lorsque vous serez fixé sur le point où vous voulez passer, point qui doit toujours être éloigné de l'échelon de tête, pour mieux tromper votre ennemi, vous vous y porterez rapidement et jetterez votre pont.

L'observation de ce principe était très-importante sur l'Inn, le général français ayant fait de Munich son point de pivot. Or il n'y a de Munich à l'endroit le plus près de cette rivière que dix lieues; elle court obliquement, en s'éloignant toujours davantage de cette capitale, de sorte que, lorsque l'on veut jeter un pont plus bas, on prête le flanc à l'ennemi.

Aussi le général Grenier se trouva-t-il fort exposé dans le combat du 1er décembre; il fut obligé de lutter deux jours un contre trois.

Si le général français voulait occuper les hauteurs d'Ampfing, et il ne le pouvait faire qu'avec toute son armée, il fallait qu'il y réunît les trois divisions de Grenier, les trois divisions de la réserve et la cavalerie du général d'Hautpoul, plaçant Lecourbe en échelons sur la droite. Ainsi rangée, l'armée française n'aurait couru aucun risque; elle eût battu et précipité dans l'Inn l'archiduc. Avec une armée qui eût été même supérieure en nombre, les dispositions prises eussent été dangereuses. C'est de Landshut qu'il faut partir pour marcher sur l'Inn.

Pendant que le sort de la campagne se décidait aux champs d'Ampfing et de Hohenlinden, les trois divisions de Sainte-Suzanne et les trois divisions de Lecourbe, c'est-à-dire la moitié de l'armée, n'étaient pas sur le champ de bataille. A quoi bon avoir des troupes lorsqu'on n'a pas l'art de s'en servir dans les occasions importantes? L'armée française était de 140,000 hommes sur le champ d'opération; celle de l'archiduc de 80,000 hommes, parce qu'elle était affaiblie des deux détachements qu'elle avait faits contre l'armée gallo-batave et celle des Grisons. Néanmoins l'armée autrichienne se trouva égale en nombre sur le champ de Hohenlinden et triple au combat d'Ampfing.

La bataille de Hohenlinden a été une rencontre heureuse; le sort de la campagne y a été joué sans aucune combinaison. L'ennemi a eu plus de chances de succès que les Français, et cependant ceux-ci étaient tellement supérieurs en nombre et en qualité, que, menés sagement et conformément aux règles, ils n'eussent eu aucune chance contre eux.

On a dit que Moreau avait ordonné la marche de Richepance et de Decaen sur Mattenbett pour prendre en flanc l'ennemi; cela n'est pas exact : tous les mouvements de l'armée française pendant la journée du 3 décembre étaient défensifs. Moreau avait intérêt à rester le 3 sur la défensive, puisque le 4 le général Lecourbe devait arriver sur le champ de bataille, et que le 5 il devait recevoir un autre puissant renfort, celui de Sainte-Suzanne.

Le but de ce mouvement de Decaen et de Richepance était d'empê-

cher l'ennemi de déboucher dans la forêt pendant la journée du 3; il était purement défensif.

Si la manœuvre de ces deux divisions avait eu pour but de tomber sur le flanc gauche de l'ennemi, elle eût été contraire à la règle, qui veut que l'on ne fasse pas de gros détachements la veille d'une bataille. L'armée française n'avait de réunies que six divisions; c'était beaucoup hasarder que d'en détacher deux la veille de l'action. Il était possible que ce détachement ne rencontrât pas les ennemis, parce que ceux-ci auraient manœuvré sur leur droite ou auraient déjà emporté Hohenlinden avant son arrivée à Mattenbett. Dans ce cas, les divisions Richepance et Decaen, isolées, n'eussent été d'aucun secours aux quatre autres, qui eussent été rejetées au delà de l'Isar, ce qui eût entraîné la perte de ces deux divisions détachées.

Si l'archiduc eût fait marcher en avant son échelon de droite, et ne fût entré dans la forêt que lorsque le général Latour aurait été aux prises avec le lieutenant général Grenier, il n'eût trouvé à Hohenlinden que la division Grouchy. Il se fût emparé de la forêt, eût coupé l'armée par le centre, et tourné la droite de Grenier, qu'il eût jetée au delà de l'Isar; les deux divisions Richepance et Decaen, isolées dans des pays difficiles, au milieu des glaces et des boues, eussent été acculées à l'Inn; un grand désastre eût frappé l'armée française. C'était mal jouer que d'en courir les chances; Moreau était trop prudent pour s'exposer à un pareil hasard.

Le mouvement de Richepance et de Decaen devait s'achever dans la nuit; mais il eût fallu que ces deux divisions marchassent réunies. Elles étaient au contraire séparées et fort éloignées l'une de l'autre, dans des pays sans chemins et en décembre; elles errèrent toute la nuit. À sept heures du matin, le 3, lorsque Richepance, avec la première brigade, arriva en avant de Saint-Christophe, il se trouva coupé de sa deuxième brigade; l'ennemi s'était placé à Saint-Christophe. Ce général devait-il poursuivre sa marche ou rétrograder au secours de sa seconde brigade? Cette question ne peut être douteuse, il devait rétrograder. Il l'eût dégagée, se fût joint au général Decaen, et eût pu dès lors marcher en avant avec de grandes forces. Il devait s'attendre à trouver au village de

Mattenbett une des colonnes de l'archiduc fort supérieure à lui. Quel espoir pouvait-il avoir? Il eût été attaqué en tête et en queue, ayant l'Inn sur son flanc droit. Dans sa position, les règles de la guerre voulaient qu'il marchât réuni, non-seulement avec sa deuxième brigade, mais même avec la division Decaen. 20,000 hommes ont toujours des moyens d'influer sur la fortune; et au pis aller, surtout en décembre, ils ont toujours le temps de gagner la nuit et de se tirer d'affaire. Le général Richepance fit donc une imprudence; cette imprudence lui réussit, et c'est à elle que doit spécialement être attribué le succès de la bataille, car, de part et d'autre, il n'a tenu à rien; et le sort de deux grandes armées a été décidé par le choc de quelques bataillons.

Archiduc Jean. — L'archiduc Jean a eu tort de prendre l'offensive et de passer l'Inn. Son armée était trop démoralisée; elle avait trop de recrues; enfin elle avait à combattre des forces trop considérables, et opérait dans une saison où tous les avantages sont pour celui qui reste sur la défensive.

Il a fort bien engagé le combat du 1er décembre, mais il n'y a pas mis de vigueur; il a passé toute la journée à se déployer. Ces mouvements exigent beaucoup de temps, et les jours sont bien courts en décembre; ce n'était pas le cas de parader. Il fallait attaquer par la gauche et par le centre, par la droite en colonnes et au pas de charge, tête baissée. En profitant ainsi de sa grande supériorité, il eût entamé et mis en déroute les divisions Ney et Hardy.

Il eût dû, dès le lendemain, pousser les Français l'épée dans les reins et à grandes journées; il fit la faute de se reposer, ce qui donna le temps à Moreau de se rasseoir et de réunir ses forces. Son mouvement avait complétement surpris l'armée française; elle était disséminée; il ne fallait pas lui donner le temps de respirer et de se reconnaître. Mais, à moins que l'archiduc n'eût eu le bonheur de remporter un grand avantage, l'armée française, rejetée au delà de l'Isar, s'y fût ralliée, et n'eût pas moins fini par le battre complétement.

Ses dispositions pour la bataille de Hohenlinden sont fort bien enten-

dues; mais il a commis des fautes dans l'exécution. La nature de son mouvement voulait que son armée marchât en échelons, la droite en avant; que la droite, commandée par le général Latour, et les flanqueurs du général Kienmayer, fussent réunis et aux mains avec le corps du lieutenant général Grenier, avant que le centre entrât dans la forêt. Pendant ce mouvement, l'archiduc devait se tenir en bataille avec le centre, à hauteur de Mattenbett, faisant fouiller la forêt par une division, pour favoriser la marche du général Latour. Les trois divisions de Grenier, commandées par Legrand, Bastoul et Ney, étant occupées par Latour, l'archiduc n'eût trouvé à Hohenlinden que Grouchy, qui ne pouvait pas tenir une demi-heure. Au lieu de cela, il marcha le centre en avant, sans faire attention que sa droite et sa gauche, qui s'avançaient par des chemins de traverse, dans des pays couverts de glaces, ne pouvaient pas le suivre; de sorte qu'il se trouva seul engagé dans une forêt, où la supériorité du nombre est de peu d'importance. Cependant il repoussa, mit en désordre la division Grouchy; mais le général Latour était à deux lieues en arrière. Ney, qui n'avait personne devant lui, accourut au soutien de Grouchy; et lorsque, plusieurs heures après, les ailes de l'archiduc arrivèrent à sa hauteur, il était trop tard. Il était contraire à l'usage de la guerre d'engager sans utilité plus de troupes que le terrain ne permettait d'en déployer, et surtout de faire entrer ses parcs et sa grosse artillerie dans un défilé dont il n'avait pas l'extrémité opposée. En effet, ils l'ont embarrassé pour opérer sa retraite, et il les a perdus. Il aurait dû les laisser en position, au village de Mattenbett, sous une escorte convenable, jusqu'à ce qu'il fût maître du débouché de la forêt.

Ces fautes d'exécution font présumer que l'armée de l'archiduc était mal organisée. Mais la pensée de la bataille était bonne; il eût réussi le 2 décembre, il eût encore réussi le 3 sans ces fautes d'exécution.

On a voulu persuader que la marche de l'armée française sur Ampfing et sa retraite sur Hohenlinden étaient une ruse de guerre : cela ne mérite aucune réfutation sérieuse. Si le général Moreau eût médité cette marche, il eût tenu à portée les six divisions de Lecourbe et de Sainte-Suzanne: il eût tenu réunis Richepance et Decaen dans un même camp; il eût.....

Sans doute la bataille de Hohenlinden fut très-glorieuse pour le général Moreau, pour les généraux, pour les officiers, pour les troupes françaises. C'est une des plus décisives de la guerre; mais elle ne doit être attribuée à aucune manœuvre, à aucune combinaison, à aucun génie militaire.

Dernière observation. — Le général Lecourbe, qui formait la droite, n'avait pas donné à la bataille; il eût dû jeter un pont sur l'Inn, et passer cette rivière au plus tard le 5 décembre. Toute l'armée eût dû se trouver, dans la journée du 6, sur la rive droite; elle n'y a été que le 12. Le quartier général, qui eût pu arriver le 12 à Steyer, n'y a été que le 22. Cette perte de sept jours a permis à l'archiduc de se rallier, de prendre position derrière l'Alz et la Salza, d'organiser une bonne arrière-garde et de défendre le terrain pied à pied jusqu'à l'Enns. Sans cette lenteur impardonnable, Moreau eût évité plusieurs combats, pris une quantité énorme de bagages, de prisonniers isolés, et coupé des divisions non ralliées. Il était beaucoup plus près de Salzburg, le lendemain de la bataille de Hohenlinden, que l'archiduc, qui s'était retiré par le bas Inn; en marchant avec activité et dans la vraie direction, Moreau l'eût acculé au Danube, et fût arrivé à Vienne avant les débris de son armée.

Le petit échec qu'a essuyé Lecourbe devant Salzburg et la résistance de l'ennemi dans la plaine de Vœcklabruck proviennent du peu de cavalerie qui se trouvait à l'avant-garde. C'était cependant le cas d'y faire marcher la réserve du général d'Hautpoul, et non de la tenir en arrière. C'est à la cavalerie à poursuivre la victoire et à empêcher l'ennemi battu de se rallier.

X. L'armée des Grisons avait attiré l'attention du cabinet de Vienne; elle le devait spécialement à sa première dénomination d'*armée de réserve*. Melas et son état-major avaient reproché au conseil aulique de s'être laissé tromper sur la formation, la marche de la première armée de réserve, qui avait coupé les derrières de l'armée autrichienne et lui avait enlevé à Marengo toute l'Italie. On s'occupa donc avec une scrupuleuse

saison la plus défavorable pour le passage des montagnes élevées. Alors la neige y est ferme, le temps bien établi, et l'on n'a rien à craindre des avalanches, véritable et unique danger à redouter sur les Alpes. En décembre, il y a sur ces hautes montagnes de très-belles journées d'un froid sec pendant lequel règne un grand calme dans l'air.

Ce ne fut que le 6 décembre que l'armée des Grisons passa enfin le Splügen et arriva à Chiavenna. Mais, au lieu de se diriger, par la haute Engadine, sur Botzen, cette armée vint se mettre en deuxième ligne derrière la gauche de l'armée d'Italie. Elle ne fit aucun effet et ne participa en rien au succès de la campagne; car le corps de Baraguey d'Hilliers, détaché dans la haute Engadine, était trop faible. Il fut arrêté dans sa marche par l'ennemi, et ne pénétra à Botzen que le 9 janvier, c'est-à-dire quatorze jours après les combats qui avaient été livrés par l'armée d'Italie sur le Mincio, et six jours après le passage de l'Adige par cette armée. Le général Macdonald arriva à Trente le 7 janvier, lorsque déjà l'ennemi en était chassé par la gauche de l'armée d'Italie, qui se portait sur Roveredo, sous les ordres de Moncey et de Rochambeau. L'armistice de Trévise, conclu le 16 janvier 1801, par l'armée d'Italie, comprit également l'armée des Grisons; elle prit position dans le Tyrol italien; son quartier général resta à Trente.

Dans le courant de novembre 1800, le général Brune, qui commandait l'armée française en Italie, dénonça l'armistice au général Bellegarde, et les hostilités commencèrent le 22 novembre. La rivière de la Chiese, jusqu'à son embouchure dans l'Oglio, et cette dernière, depuis ce point jusqu'à son embouchure dans le Pô, formaient la ligne de l'armée française. Cette armée était très-belle et très-nombreuse; elle était composée de l'armée de réserve et de l'ancienne armée d'Italie réunies. Pendant cinq mois qu'elle s'était rétablie dans les belles plaines de la Lombardie, elle avait été renforcée considérablement, tant par des recrues venant de France que par de nombreuses troupes italiennes. Le général Moncey commandait la gauche, Suchet le centre, Dupont la droite, Delmas l'avant-garde, et Michaud la réserve; Davout commandait la cavalerie, et Marmont l'artillerie, qui avait deux cents bouches à

feu bien attelées et approvisionnées. Chacun de ces corps était composé de deux divisions, ce qui faisait un total de dix divisions d'infanterie et deux de cavalerie. Une brigade de l'avant-garde était détachée au quartier général, et portait le titre de *réserve du quartier général;* ainsi l'avant-garde était de trois brigades.

Le général Miollis commandait en Toscane; il avait sous ses ordres 5 ou 6,000 hommes, dont la plus grande partie était des troupes italiennes. Soult commandait en Piémont; il avait 6 ou 7,000 hommes, la plupart Italiens. Dulauloy commandait en Ligurie, et Lapoype dans la Cisalpine. Le général en chef Brune avait près de 100,000 hommes sous ses ordres; il lui en restait, réunis sur le champ de bataille, plus de 80,000. L'armée des Grisons, que commandait Macdonald, occupait des corps autrichiens dans l'Engadine et dans la Valteline. Cette armée peut donc être comptée comme faisant partie de celle d'Italie. Elle augmentait la force de celle-ci de 15,000 hommes; c'était donc à peu près 100,000 hommes présents sous les armes qui agissaient sur le Mincio et l'Adige.

Lors de la reprise des hostilités, le 22 novembre, le général Brune restait sur la défensive; il attendait sa droite, qui, sous les ordres de Dupont, était en Toscane. Elle passa le Pô à Sacca le 24, vint se placer derrière l'Oglio, ayant son avant-garde à Marcaria. L'ennemi restait également sur la défensive. Quelque ordre que reçût Brune d'agir avec vigueur, il hésitait à prendre l'offensive.

Le général Bellegarde, qui commandait l'armée autrichienne, n'était pas un général redoutable. Il avait pour instruction de défendre la ligne du Mincio. La Maison d'Autriche attachait de l'importance à conserver cette rivière, tant pour communiquer avec Mantoue qu'afin de l'avoir pour limite à la paix. L'armée autrichienne, forte de 60 à 70,000 hommes, avait sa gauche appuyée au Pô; elle était soutenue par Mantoue, et couverte par le lac, sur lequel il y avait des chaloupes armées. La droite s'appuyait à Peschiera et au lac de Garda, dont une nombreuse flottille lui assurait la possession. Un corps détaché était dans le Tyrol, occupant les positions du mont Tonal et celles opposées aux débouchés

de l'Engadine et de la Valteline. Le Mincio, qui, de Peschiera à Mantoue, a vingt milles, ou sept petites lieues de cours, est guéable en plusieurs endroits dans les temps de sécheresse; mais, dans la saison où l'on se trouvait, il ne l'est nulle part. Le général autrichien avait d'ailleurs fermé toutes les prises d'eau qui appauvrissent cette rivière. Toutefois c'était une faible barrière; elle n'a pas plus d'une vingtaine de toises de largeur, et ses deux rives se dominent alternativement. Le point de Monzambano domine la rive gauche, ainsi que celui de Molino-della-Volta; les positions de Salionze et de Valeggio, sur la rive gauche, ont un grand commandement sur la droite. Le général Bellegarde avait fait occuper fortement les hauteurs de Valeggio; il y avait fait rétablir un reste de château fort antique qui pouvait servir de réduit; il commande toute la campagne sur les deux rives. Borghetto avait été fortifié, et était, comme tête de pont, sous la protection de Valeggio. L'enceinte de la petite ville de Goito avait été rétablie, et sa défense augmentée par les eaux. Bellegarde avait aussi fait élever quatre redoutes fraisées et palissadées sur les hauteurs de Salionze; elles étaient aussi rapprochées que possible de Valeggio. Lorsqu'il eut pourvu à ces principales défenses sur la rive gauche, il les étendit sur la rive droite. Il fit occuper les hauteurs de Volta, position qui domine tout le pays par de forts ouvrages; mais ils étaient à près d'une lieue du Mincio et à une et demie de Goito et de Valeggio. Ainsi, sur un espace de quinze milles, le général autrichien avait cinq points fortement retranchés : Peschiera, Salionze, Valeggio, Volta et Goito.

Le 18 décembre l'armée française passa la Chiese; le quartier général se porta à Carpenedolo. Les 19 et 21 toute l'armée marcha sur le Mincio en quatre colonnes; la droite, sous les ordres de Dupont, se dirigea sur l'extrémité du lac de Mantoue; le centre, conduit par Suchet, marcha sur Volta; l'avant-garde, ayant pour but de masquer Peschiera, se porta sur Ponti; la réserve et l'aile gauche se dirigèrent sur Monzambano. Dupont, à l'aile droite, rejeta, avec sa division de droite, la garnison de Mantoue au delà du lac. La deuxième division (Watrin) chassa l'ennemi dans Goito. Suchet, au centre, marcha sur Volta avec circons-

pection. Il s'attendait à un mouvement de l'armée autrichienne pour soutenir la tête de sa ligne. Mais l'ennemi ne fit contenance nulle part; il craignait probablement d'être coupé du Mincio: il abandonna ses positions. La belle hauteur de Monzambano, qui commande le Mincio, ne fut pas disputée. Les Français s'emparèrent de toutes les positions sur la rive droite, excepté de Goito et de la tête de pont de Borghetto. Lorsque l'ennemi s'était aperçu qu'il avait affaire à toute l'armée française, il avait craint un engagement général, et il s'était reployé sur la rive gauche du Mincio, ne conservant sur la droite que Goito et Borghetto. Le résultat des pertes des Autrichiens sur toute la ligne fut de 5 à 600 hommes prisonniers. Le quartier général des Français fut placé à Monzambano.

Il fallait, le jour même, jeter des ponts sur le Mincio, le franchir et poursuivre l'ennemi. Une rivière d'aussi peu de largeur est un léger obstacle lorsqu'on a une position qui domine la rive opposée, et que de là la mitraille des batteries dépasse au loin l'autre rive. A Monzambano, à Molino-della-Volta, l'artillerie peut battre l'autre rive à une grande distance, sans que l'ennemi puisse trouver une position avantageuse pour l'établissement de ses batteries. Alors le passage n'est réellement rien: l'ennemi ne peut pas même voir le Mincio, qui, semblable à un fossé de fortification, couvre les batteries de toute attaque.

Dans la guerre de siége, comme dans celle de campagne, c'est le canon qui joue le principal rôle; il a fait une révolution totale. Les hauts remparts en maçonnerie ont dû être abandonnés pour les feux rasants, et recouverts par des masses de terre. L'usage de se retrancher chaque jour, en établissant un camp, et de se trouver en sûreté derrière de mauvais pieux plantés à côté les uns des autres, a dû être aussi abandonné.

Du moment que l'on est maître d'une position qui domine la rive opposée, si elle a assez d'étendue pour que l'on puisse y placer un bon nombre de pièces de canon, on acquiert bien des facilités pour le passage de la rivière. Cependant, si la rivière a de 200 à 300 toises de large, l'avantage est bien moindre, parce que, votre mitraille n'arrivant plus sur l'autre rive, et l'éloignement permettant à l'ennemi de se défiler facilement, les troupes qui défendent le passage ont la faculté de s'enterrer

dans des boyaux qui les mettent à l'abri du feu de la rive opposée. Si les grenadiers chargés de passer pour protéger la construction du pont parviennent à surmonter cet obstacle, ils sont écrasés par la mitraille de l'ennemi, qui, placé à 200 toises du débouché du pont, est à portée de faire un feu très-meurtrier, et est cependant éloigné de 4 ou 500 toises des batteries de l'armée qui veut passer; de sorte que l'avantage du canon est tout entier pour lui. Aussi, dans ce cas, le passage n'est-il possible que lorsqu'on parvient à surprendre complétement l'ennemi, et qu'on est favorisé par une île intermédiaire, ou par un rentrant très-prononcé, qui permet d'établir des batteries croisant leurs feux sur la gorge. Cette île ou ce rentrant forme alors une tête de pont naturelle, et donne tout l'avantage de l'artillerie à l'armée qui attaque.

Quand une rivière a moins de 60 toises, les troupes qui sont jetées sur l'autre bord, protégées par une grande supériorité d'artillerie et par le grand commandement que doit avoir la rive où elle est placée, se trouvent avoir tant d'avantages, que, pour peu que la rivière forme un rentrant, il est impossible d'empêcher l'établissement du pont. Dans ce cas, les plus habiles généraux se sont contentés, lorsqu'ils ont pu prévoir le projet de leur ennemi et arriver avec leur armée sur le point de passage, de s'opposer au passage du pont, qui est un vrai défilé, en se plaçant en demi-cercle alentour, et en se défilant du feu de la rive opposée, à 3 ou 400 toises de ses hauteurs. C'est la manœuvre que fit Vendôme pour empêcher Eugène de profiter de son pont de Cassano.

Le général français décida de passer le Mincio le 24 décembre, et il choisit pour points de passage ceux de Monzambano et de Molino-della-Volta, distants de deux lieues l'un de l'autre. Sur ces deux points, le Mincio n'étant rien, il ne faut considérer que le plan général de la bataille. Était-il à propos de se diviser entre Monzambano et Molino? L'ennemi occupait la hauteur de Valeggio et la tête de pont de Borghetto. La jonction des troupes qui auraient effectué les deux passages pouvait donc éprouver des obstacles et être incertaine. L'ennemi pouvait lui-même sortir par Borghetto et mettre de la confusion dans l'une de ces attaques. Ainsi il était plus conforme aux règles de la guerre de passer sur un seul

point, afin d'être sûr d'avoir toujours ses troupes réunies. Dans ce cas, lequel des deux passages fallait-il préférer?

Celui de Monzambano avait l'avantage d'être plus près de Vérone; la position était beaucoup meilleure. L'armée ayant donc passé à Monzambano, sur trois points éloignés l'un de l'autre de 2 à 300 toises, ne devait point avoir d'inquiétude pour sa retraite, parce que sa droite et sa gauche étaient constamment appuyées au Mincio et flanquées par les batteries qu'on pouvait établir sur la rive droite. Mais Bellegarde, qui l'avait parfaitement senti, avait occupé, par une forte redoute, les deux points de Valeggio et de Salionze. Ces deux points, situés au coude du Mincio, forment, avec le point de passage, un triangle équilatéral de 3,000 toises de côté. L'armée autrichienne venant à appuyer sa gauche à Valeggio, sa droite à Salionze, se trouvait occuper la corde, et sa droite et sa gauche étaient parfaitement appuyées. Elle ne pouvait pas être tournée; mais sa ligne de bataille était de 3,000 toises. Brune ne pouvait donc espérer que de percer son centre, opération souvent difficile et qui exige une grande vigueur et beaucoup de troupes réunies.

Le point de Molino-della-Volta était moins avantageux. Si l'on eût été battu, il y aurait eu plus de difficultés pour la retraite; car Pozzolo domine la rive droite. Mais, dans cette position, l'ennemi n'aurait pas eu l'avantage d'avoir ses ailes appuyées par des ouvrages de fortification.

En faisant un passage à Monzambano, le général français trouvait sur sa droite les hauteurs de Valeggio, qui étaient fortement retranchées, et, sur sa gauche, celles de Salionze, occupées également par de bons ouvrages. L'armée française, en voulant déboucher, se trouvait dans un rentrant, en butte aux feux convergents de l'artillerie ennemie, et ayant devant elle l'armée autrichienne, appuyée par sa droite et sa gauche à ces deux fortes positions. D'un autre côté, le corps qui passait à Molino-della-Volta avait sa droite à une lieue et demie de Goito, place fortifiée sur la rive droite, et, à une lieue sur sa gauche, Borghetto et Valeggio.

Il fut cependant résolu que l'aile droite passerait à Molino-della-Volta, tandis que le reste de l'armée passerait à Monzambano.

Le général Dupont, arrivé à Molino-della-Volta à la pointe du jour,

construisit des ponts et fit passer ses divisions. Il s'empara du village de Pozzolo, où il établit sa droite; et sa gauche, appuyée au Mincio, fut placée vis-à-vis de Molino, et protégée par le feu de l'artillerie des hauteurs de la rive droite, qui dominent toute la plaine. Une digue augmentait encore la force de cette gauche. Lors du passage, l'ennemi était peu nombreux. Sur les dix heures, le général Dupont apprit que le passage que le général Brune devait effectuer devant Monzambano était remis au lendemain. Le général Dupont aurait dû sur-le-champ faire repasser sur la rive droite la masse de ses troupes, en ne laissant sur la rive gauche que quelques bataillons pour y établir une tête de pont, sous la protection de ses batteries. D'ailleurs la position était telle, que l'ennemi ne pouvait approcher jusqu'au pont. Cette opération aurait eu tout l'avantage d'une fausse attaque, aurait partagé l'attention de l'ennemi. On aurait pu, à la pointe du jour, avoir forcé la ligne de Valeggio à Salionze, avant que toute l'armée ennemie y eût été réunie. Le général Dupont resta cependant dans sa position sur la rive gauche. Bellegarde, profitant de l'avantage que lui donnait son camp retranché de Valeggio et de Salionze. marcha avec ses réserves contre l'aile droite. On se battit sur ce point avec beaucoup d'opiniâtreté; les généraux Suchet et Davout accoururent au secours du général Dupont, et un combat très-sanglant, où les troupes déployèrent la plus grande valeur, eut lieu sur ce point, entre 20 à 25,000 Français et 40 à 45,000 Autrichiens, dans l'arrondissement d'une armée qui, sur un champ de bataille de trente lieues carrées, avait 80,000 Français contre 60,000 Autrichiens. C'est au village de Pozzolo que se passa l'action la plus vive; la gauche, protégée par le feu de l'artillerie de la rive droite et par la digue, était plus difficile à attaquer. Pozzolo, pris et repris alternativement par les Autrichiens et par les Français, resta enfin à ces derniers. Mais il leur en coûta bien cher : ils y perdirent l'élite de trois divisions, et éprouvèrent au moins autant de mal que l'ennemi.

La bravoure des Français fut mal employée, et le sang de ces braves ne servit qu'à réparer les fautes du général en chef et celles qu'avait causées l'ambition inconsidérée de ses lieutenants généraux. Le général

en chef, dont le quartier général était à deux lieues du champ de bataille, laissa se battre toute son aile droite, qu'il savait avoir passé sur la rive gauche, sans faire aucune disposition pour la secourir. Une telle conduite n'a besoin d'aucun commentaire.

Il est impossible d'expliquer comment Brune, qui savait que sa droite avait passé et était aux mains avec l'ennemi, ne se porta pas à son secours, n'y dirigea pas ses pontons pour y construire un autre pont. Pourquoi du moins, puisqu'il avait adopté le plan de passer sur deux points, ne choisit-il pas Monzambano, en profitant du mouvement où était l'armée autrichienne, pour s'emparer de Salionze, Valeggio, et tomber sur les derrières des ennemis? Suchet et Davout ne vinrent au secours de Dupont que de leur propre mouvement, ne prenant conseil que de la force des événements.

Le 25 le général Marmont plaça ses batteries de réserve sur les hauteurs de Monzambano, pour protéger la construction des ponts; c'était bien inutile. L'ennemi n'avait garde de venir se placer dans un rentrant de 3,000 toises de corde, pour disputer le passage d'une rivière de 20 toises, commandée par une hauteur, vis-à-vis de laquelle son artillerie, quelque nombreuse qu'elle fût, n'aurait pas pu se maintenir plus d'un quart d'heure en batterie. Le passage effectué, Delmas avec l'avant-garde marcha sur Valeggio; Moncey avec la division Boudet, Michaud avec la réserve, le soutinrent. Suchet resta en réserve devant Borghetto, et Dupont avec l'aile droite resta à Pozzolo. Les troupes eurent à souffrir des feux croisés de Valeggio et de Salionze; mais le général autrichien avait déjà calculé sa retraite, considérant la rivière comme passée, et, après l'affront qu'il avait reçu la veille malgré l'immense supériorité de ses forces, il cherchait à gagner l'Adige. Il avait seulement conservé des garnisons dans les ouvrages de Salionze et de Valeggio, afin de pouvoir opérer sûrement sa retraite et évacuer tous ses blessés. Brune lui en laissa le temps. Dans la journée du 25 il ne dépassa pas Salionze et Valeggio, c'est-à-dire qu'il fit 3,000 toises. Le lendemain les redoutes de Salionze furent cernées, et l'on y prit quelques pièces de canon et 1,200 hommes. Il faut croire que c'est par une faute de l'état-major autrichien que ces

garnisons n'ont pas reçu l'ordre de se retirer sur Peschiera. Il est difficile toutefois de justifier la conduite de ce général.

Les Français firent une attaque inutile en voulant enlever Borghetto; la brave 72ᵉ demi-brigade, qui en fut chargée, y perdit l'élite de ses soldats. Il suffisait de canonner vivement ce poste et d'y jeter des obus; car on ne peut pas entrer dans Borghetto si l'on n'est pas maître de Valeggio; et, une fois maître de ce dernier point, tout ce qui est dans Borghetto est pris. Effectivement, peu après l'attaque de la 72ᵉ, la garnison de Borghetto se rendit prisonnière; mais on avait sacrifié en pure perte 4 ou 500 hommes de cette brave demi-brigade.

XI. Les jours suivants l'armée se porta en avant, la gauche à Castelnovo, la droite entre Legnago et Vérone. Elle avait envoyé un détachement pour masquer Mantoue; et deux régiments avaient été placés sur les bords du lac de Garda pour couper toute communication, par le Mincio, entre Mantoue et Peschiera, que devait investir la division Dombrowski.

L'armée française passa l'Adige le 1ᵉʳ janvier, c'est-à-dire six jours après le passage du Mincio; un général habile l'eût passé le lendemain. Cette opération se fit à Bussolengo, sans éprouver aucun obstacle. Dans cette saison le bas Adige est presque impraticable. Le lendemain l'ennemi évacua Vérone, laissant une garnison dans le château. La division Rochambeau s'était portée de Lodrone sur l'Adige, par Riva, Torbole et Mori. Ce mouvement avait obligé les Autrichiens d'évacuer la Corona. Le 6 janvier ils furent chassés des hauteurs de Caldiero; les Français entrèrent à Vicence. Le corps de Moncey était à Roveredo. Le 11 l'armée française passa la Brenta devant Fontaniva. Pendant ces mouvements, le corps d'armée d'observation du Midi entrait en Italie; le 13 il arriva à Milan. D'un autre côté, Macdonald, avec l'armée des Grisons, était entré à Trente le 7 janvier, avait poursuivi les Autrichiens dans la vallée de la Brenta, et dès le 9 il se trouvait en communication avec l'armée d'Italie, par Roveredo. L'armée autrichienne, au contraire, s'affaiblissait de plus en plus. Inférieure d'un tiers, dès l'ouverture de la campagne, à l'armée

française, elle avait depuis éprouvé de grandes pertes. Le combat de Pozzolo lui avait coûté beaucoup de morts et de blessés, et ses pertes en prisonniers s'élevaient de 5 à 6,000 hommes. Les garnisons qu'elle avait laissées dans Mantoue, Peschiera, Vérone, Ferrare, Porto-Legnago, l'avaient beaucoup réduite. Toutes ces pertes la mettaient hors d'état de tenir aucune ligne devant l'armée française. L'Adige une fois passé, l'armée autrichienne fut obligée d'envoyer une partie de ses forces pour garder les débouchés du Tyrol; et ces troupes se trouvèrent occupées par l'armée des Grisons, qui arrivait en ligne. Le général Baraguey d'Hilliers était à Botzen. A tous ces motifs de découragement se joignit la nouvelle de l'arrivée de l'armée du Rhin aux portes de Vienne. En un mot, il fallait que l'armée autrichienne fût bien faible et bien découragée, puisqu'elle ne garda pas les hauteurs de Caldiero, et laissa franchir à l'armée française tous les points qu'elle lui pouvait disputer. Aussitôt que cette dernière eut passé la Brenta, le général Bellegarde renouvela la demande d'un armistice.

Le général Marmont et le colonel Sebastiani furent chargés par le général en chef de le négocier. Les ordres les plus positifs du Premier Consul portaient de n'en faire aucun, que lorsque l'armée française serait sur l'Isonzo, afin de bien couper l'armée autrichienne de Venise: ce qui l'eût obligée de laisser une forte garnison dans cette ville, dont les habitants n'étaient pas bien disposés pour les Autrichiens. Cette circonstance pouvait procurer de nouveaux avantages à l'armée française. Mais le Premier Consul avait insisté surtout pour ne rien conclure avant qu'on eût la place de Mantoue. Le général français montra, dans cette négociation, peu de caractère, et il signa le 16 janvier l'armistice à Trévise.

Brune renonça de lui-même à demander Mantoue: c'était la seule question politique. Il se contenta d'obtenir Peschiera, Porto-Legnago, Ferrare, etc. Les garnisons n'en étaient pas prisonnières de guerre; elles emmenaient avec elles leur artillerie et la moitié des vivres, des approvisionnements de ces places. La flottille de Peschiera, qui appartenait de droit à l'armée française, ne fut pas même livrée.

La convention de Trévise porta le cachet de la faiblesse des négocia-

teurs qui la conclurent. Il est évident que toutes les conditions étaient à l'avantage de l'Autriche. Par suite des succès que l'armée française avait obtenus, et en raison de sa supériorité numérique et morale, Peschiera, Ferrare, etc. étaient des places prises; c'étaient donc des garnisons formant un total de 5 ou 6,000 hommes, de l'artillerie, des vivres et une flottille que l'on rendait à des ennemis vaincus. La seule place qui pût tenir assez longtemps pour aider l'Autriche à soutenir une nouvelle campagne était Mantoue, et non-seulement cette place restait au pouvoir des ennemis, mais on lui accordait un arrondissement de 800 toises, et la faculté de recevoir des approvisionnements au delà de ceux nécessaires à la garnison et aux habitants.

Au mécontentement que le Premier Consul avait éprouvé de toutes les fautes militaires commises dans cette campagne, se joignit celui de voir ses ordres transgressés, les négociations compromises et sa position en Italie incertaine. Il fit sur-le-champ connaître à Brune qu'il désavouait la convention de Trévise, lui enjoignant d'annoncer que les hostilités allaient recommencer, à moins qu'on ne remît Mantoue. Le Premier Consul fit faire la même déclaration au comte de Cobenzl à Lunéville. Ce ministre, qui commençait enfin à être persuadé de la nécessité de traiter de bonne foi, et dont l'orgueil avait plié devant la catastrophe qui menaçait son maître, signa le 26 janvier l'ordre de livrer Mantoue à l'armée française; ce qui eut lieu le 17 février. A cette condition l'armistice fut maintenu. Pendant les négociations, le château de Vérone avait capitulé, et sa garnison, de 1,700 hommes, avait été prise.

Cette campagne d'Italie donna la mesure de la capacité de Brune, et le Premier Consul ne l'employa plus dans des commandements importants. Ce général, qui avait montré la plus brillante bravoure et beaucoup de décision à la tête d'une brigade, ne paraissait pas fait pour commander en chef.

Néanmoins les Français avaient toujours été victorieux dans cette campagne: toutes les places fortes d'Italie étaient entre leurs mains. Ils étaient maîtres du Tyrol et des trois quarts de la terre ferme du territoire de Venise, puisque la ligne de démarcation de l'armée française suivait

la gauche de la Livenza, depuis Sacile jusqu'à la mer, la crête des montagnes entre la Piave et le torrent de Zelline, et redescendait la Drave jusqu'à Liutz, où elle rencontrait la ligne de l'armistice d'Allemagne.

XII. Le général Miollis, qui était resté en Toscane, commandait un corps de 5 ou 6,000 hommes de toutes armes; la majorité de ces troupes était des troupes italiennes. Les garnisons qu'il était obligé de mettre à Livourne, à Lucques, au château de Florence et sur divers autres points, ne lui laissaient de disponible qu'un corps de 3,500 ou 4,000 hommes. Le général de Damas, avec une force de 16,000 hommes dont 8,000 Napolitains, était venu prendre position sur les confins de la Toscane, après avoir traversé les états du pape. Il devait combiner ses opérations, dans la Romagne et le Ferrarais, avec des troupes d'insurgés chassés de Toscane par la garde nationale de Bologne et par une colonne mobile qu'avait envoyée le général Brune sur la droite du Pô. La retraite de l'armée autrichienne, qui successivement avait été obligée de passer le Pô, le Mincio, l'Adige, la Brenta, avait déconcerté tous les projets des ennemis sur la rive droite du Pô. Le général Miollis, établi à Florence, maintenait le bon ordre dans l'intérieur, et les batteries élevées à Livourne tenaient en respect les bâtiments anglais. Les Autrichiens, qui s'étaient montrés en Toscane, s'étaient retirés, partie sur Venise pour en renforcer la garnison, et partie sur Ancône.

Le 14 janvier, le général Miollis, instruit qu'une division de 5 ou 6,000 hommes du corps de Damas s'était portée sur Sienne, dont elle avait insurgé la population, sentit la nécessité de frapper un coup qui prévînt et arrêtât les insurrections prêtes à éclater sur plusieurs autres points. Il profita de la faute que venait de commettre le général de Damas, officier sans talent ni mérite militaire, de détacher aussi loin de lui une partie de ses forces, et marcha contre ce corps avec 3,000 hommes. Le général Miollis rencontra les Napolitains et les insurgés en avant de Sienne, les culbuta aussitôt sur cette ville, dont il força les portes à coups de canon et de hache; il passa au fil de l'épée tous ceux qu'il y rencontra les armes à la main. Il fit poursuivre pendant plusieurs jours les restes

de ces bandes et les rejeta au delà de la Toscane, dont il rétablit ainsi et maintint la tranquillité.

Cependant de nouvelles forces étaient parties de Naples pour venir renforcer l'armée du général de Damas.

Le général Murat, commandant en chef la troisième armée de réserve, qui venait de prendre la dénomination d'*armée d'observation d'Italie*, et dont le quartier général était à Genève dans les premiers jours de janvier, passa le petit Saint-Bernard, le mont Genèvre, le mont Cenis, et arriva le 13 janvier à Milan. Cette armée continua sa route sur Florence; elle était composée des divisions Turreau et Mathieu, et d'une division de cavalerie. Un des articles de la convention de Trévise portait que la place d'Ancône serait remise à l'armée française. Le général Murat, en conséquence, eut ordre de prendre possession de cette place, de chasser les troupes napolitaines des états du pape et de les menacer, même dans l'intérieur du royaume de Naples. Ce général, arrivé à Florence le 20 janvier, expédia le général Paulet, avec une brigade de 3,000 hommes de toutes armes, pour prendre possession d'Ancône et de ses forts. Ce dernier passa à Cesena le 23 janvier, et le 27 il prit possession des forts et de la ville d'Ancône. Cependant le Premier Consul avait ordonné qu'on eût pour le pape les plus grands égards. Le général Murat avait même écrit de Florence, le 24 janvier, au cardinal premier ministre de Sa Sainteté, pour l'informer des intentions du Premier Consul et de l'entrée de l'armée d'observation dans les états du Saint-Père, afin d'occuper Ancône, d'après la convention du 16, et de rendre à Sa Sainteté le libre gouvernement de ses états, en obligeant les Napolitains à évacuer le château Saint-Ange, ainsi que le territoire de Rome. Il prévint aussi le cardinal qu'il avait ordre de ne s'approcher de Rome que dans le cas où Sa Sainteté le jugerait nécessaire.

Dès son arrivée en Toscane, le général français avait écrit à M. de Damas pour lui demander les motifs de son mouvement offensif en Toscane, et lui signifier qu'il eût à évacuer sur-le-champ le territoire romain. M. de Damas lui avait répondu, de Viterbe, que les opérations du corps sous ses ordres avaient toujours dû se combiner avec celles de

l'armée du général Bellegarde; que, le général Miollis ayant attaqué son avant-garde à Sienne, à vingt-six milles de son corps d'armée, il allait se retirer sur Rome, imitant le mouvement de l'armée autrichienne sur la Brenta; mais que, puisqu'un armistice avait été conclu avec les Autrichiens, les troupes qu'il commandait, étant celles d'une cour alliée de l'Empereur, se trouvaient aussi en armistice avec les Français.

Le général Murat lui répondit sur-le-champ que l'armistice conclu avec l'armée autrichienne ne concernait en rien l'armée napolitaine; qu'il était donc nécessaire qu'elle évacuât le château de Saint-Ange et les états du pape; que la considération du Premier Consul pour l'empereur de Russie pouvait seule protéger le roi de Naples; mais que ni l'armistice ni le cabinet de Vienne ne pouvaient en rien le protéger. En même temps le général Murat mit sa petite armée en mouvement. Les deux divisions d'infanterie furent dirigées le 28 janvier, par la route d'Arezzo, sur Perugia et Foligno, où elles arrivèrent le 4 février. Le général Paulet eut ordre de se rendre d'Ancône, avec deux bataillons, à Foligno, en passant par Macerata et Tolentino. Pendant ces mouvements, l'artillerie, qui se dirigeait sur Florence par le débouché de Pistoja, eut ordre de continuer sa route par Bologne et Ancône. Ainsi le corps d'observation marchait sans son artillerie, faute qui ne peut jamais être excusée que lorsque les chemins par où passe l'armée sont absolument impraticables au canon. Or celui de Bologne à Florence n'est pas dans ce cas, les voitures peuvent y passer. Aussitôt que l'armée napolitaine fut instruite de la marche du corps d'observation, elle se replia en toute hâte sous les murs de Rome.

Le général Paulet, dès son arrivée à Ancône, y avait fait rétablir les autorités et placer les couleurs du pape, ce qui excita la reconnaissance de ce pontife, qui se hâta de faire écrire au général Murat, par le cardinal Consalvi, le 31 janvier, pour lui exprimer le vif sentiment dont il était pénétré pour le Premier Consul, «auquel, dit-il, est attachée la tranquillité de la religion ainsi que le bonheur de l'Europe.»

Le 9 février l'armée française était placée sur la Nera, jusqu'à son embouchure dans le Tibre et jusqu'aux confins des états du roi de Naples. Enfin, après quelques pourparlers, le général Murat consentit, par égard

pour la Russie, à signer, le 18 février, à Foligno, un armistice de trente jours entre son corps d'armée et les troupes napolitaines. D'après cet armistice, elles durent évacuer Rome et les états du pape. Le 1er mars, à la suite de l'arrivée à Naples du colonel Beaumont, aide de camp du général Murat, l'embargo fut mis sur tous les bâtiments anglais qui se trouvaient dans les ports de ce royaume. Tous les Anglais en furent expulsés, et l'armée napolitaine rentra dans son territoire. Le 28 mars suivant, un traité de paix fut signé à Florence, entre la République française et la cour de Naples, par le citoyen Alquier et le chevalier Micheroux. D'après l'un des articles, un corps français pouvait, sur la demande du roi de Naples, être mis à sa disposition pour garantir ce royaume des attaques des Anglais et des Turcs. En vertu de ce même article, le général Soult fut envoyé le 2 avril, avec un corps de 10 à 12,000 hommes, pour occuper Otrante, Brindisi, Tarente et tout le bout de la presqu'île, afin d'établir des communications plus faciles avec l'armée d'Égypte. Ce corps arriva à sa destination vers le 25 avril. Dans le courant de ce mois, la Toscane fut remise au roi d'Étrurie, conformément au traité de Lunéville et à celui conclu entre la France et l'Espagne.

Cependant les Anglais occupaient encore l'île d'Elbe. Le 1er mai le colonel Marietti, parti de Bastia avec 600 hommes, débarqua près de Marciana, dans cette île, pour en prendre possession, d'après le traité conclu avec le roi de Naples. Le lendemain il entra à Porto-Longone, après avoir chassé un rassemblement considérable de paysans insurgés, d'Anglais et de déserteurs. Il fut joint dans cette place le même jour par le général de division Turreau, qui s'était embarqué à Piombino avec un bataillon français et 300 Polonais. Ces troupes réunies marchèrent aussitôt pour cerner Porto-Ferrajo, qui fut sommé de se rendre. Ainsi toute la partie de l'île cédée par le traité de Florence fut remise au pouvoir des Français.

NEUTRES[1].

I. Du droit des gens observé par les puissances dans la guerre de terre, et du droit des gens observé par elles dans la guerre de mer. — II. Des principes du droit maritime des puissances neutres. — III. De la neutralité armée de 1780, dont les principes, reconnus par la France, l'Espagne, la Hollande, la Russie, la Prusse, le Danemark, la Suède, étaient en opposition avec ceux de l'Angleterre à cette époque. — IV. Nouvelles prétentions de l'Angleterre formulées successivement dans le cours de la guerre de la révolution, de 1793 à 1800. L'Amérique reconnaît ces prétentions; discussion qui en résulte avec la France. — V. Opposition à ces prétentions de la part de la Russie, de la Suède, du Danemark, de la Prusse; événements qui en sont la suite. Convention de Copenhague, où, malgré la présence d'une flotte anglaise, le Danemark ne reconnaît aucun des prétendus droits de l'Angleterre. — VI. Traité de Paris, entre la République française et les États-Unis d'Amérique, qui termine les différends survenus entre ces deux puissances. La France et l'Amérique proclament solennellement les principes du droit maritime des neutres. — VII. Causes qui indisposent l'empereur Paul I[er] contre l'Angleterre. — VIII. La Russie, le Danemark, la Suède, la Prusse, adhèrent aux principes reconnus par le traité de Paris entre la France et l'Amérique. Convention, dite *quadruple alliance*, signée le 16 décembre 1800. — IX. Guerre entre l'Angleterre, d'un côté, la Russie, le Danemark, la Suède et la Prusse, de l'autre. — X. Bataille de Copenhague (2 avril 1801). — XI. Assassinat de l'empereur Paul I[er]. La Russie, la Suède, le Danemark, abandonnent les principes de la neutralité armée. Nouveaux principes des droits des neutres reconnus momentanément par ces puissances. Traité du 17 juin 1801.

I. Le droit des gens, dans les siècles de barbarie, était le même sur terre que sur mer. Les individus des nations ennemies étaient faits prisonniers, soit qu'ils eussent été pris les armes à la main, soit qu'ils fussent de simples habitants; et ils ne sortaient d'esclavage qu'en payant une rançon. Les propriétés mobilières et même foncières étaient con-

[1] Ce fragment est reproduit d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon I[er]*, édition de 1830. Nous n'en avons pas le manuscrit original.

fisquées en tout ou en partie. La civilisation s'est fait sentir rapidement, et a entièrement changé le droit des gens dans la guerre de terre, sans avoir eu le même effet dans celle de mer; de sorte que, comme s'il y avait deux raisons et deux justices, les choses sont réglées par deux droits différents. Le droit des gens, dans la guerre de terre, n'entraîne plus le dépouillement des particuliers ni un changement dans l'état des personnes. La guerre n'a action que sur le gouvernement. Ainsi les propriétés ne changent pas de mains, les magasins de marchandises restent intacts, les personnes restent libres. Sont seulement considérés comme prisonniers de guerre les individus pris les armes à la main et faisant partie de corps militaires. Ce changement a beaucoup diminué les maux de la guerre; il a rendu la conquête d'une nation plus facile, la guerre moins sanglante et moins désastreuse. Une province conquise prête serment, et, si le vainqueur l'exige, donne des otages, rend les armes; les contributions se perçoivent au profit du vainqueur, qui, s'il le juge nécessaire, établit une contribution extraordinaire, soit pour pourvoir à l'entretien de son armée, soit pour s'indemniser lui-même des dépenses que lui a causées la guerre. Mais cette contribution n'a aucun rapport avec la valeur des marchandises en magasins, c'est seulement une augmentation proportionnelle plus ou moins forte de la contribution ordinaire. Rarement cette contribution équivaut à une année de celles que perçoit le prince, et elle est imposée sur l'universalité de l'état; de sorte qu'elle n'entraîne jamais la ruine d'aucun particulier.

Le droit des gens qui régit la guerre maritime est resté dans toute sa barbarie: les propriétés des particuliers sont confisquées; les individus non combattants sont faits prisonniers. Lorsque deux nations sont en guerre, tous les bâtiments de l'une ou de l'autre naviguant sur les mers ou existants dans les ports sont susceptibles d'être confisqués, et les individus à bord de ces bâtiments sont faits prisonniers de guerre. Ainsi, par une contradiction évidente, un bâtiment anglais (dans l'hypothèse d'une guerre entre la France et l'Angleterre) qui se trouvera dans le port de Nantes, par exemple, au moment de la déclaration de guerre, sera confisqué; les hommes à bord seront prisonniers de guerre, quoique

non combattants et simples citoyens; tandis qu'un magasin de marchandises anglaises, appartenant à des Anglais, existant dans la même ville, ne sera ni séquestré ni confisqué, et que les négociants anglais voyageant en France ne seront point prisonniers de guerre, et recevront leur itinéraire et les passe-ports nécessaires pour quitter le territoire. Un bâtiment anglais naviguant et saisi par un vaisseau français sera confisqué, quoique sa cargaison appartienne à des particuliers; les individus trouvés à bord de ce bâtiment seront prisonniers de guerre, quoique non combattants; et un convoi de 100 charrettes de marchandises, appartenant à des Anglais et traversant la France, au moment de la rupture entre les deux puissances, ne sera pas saisi.

Dans la guerre de terre, les propriétés, même territoriales, que possèdent des sujets étrangers, ne sont point soumises à la confiscation: elles le sont tout au plus au séquestre. Les lois qui régissent la guerre de terre sont donc plus conformes à la civilisation et au bien-être des particuliers; et il est à désirer qu'un temps vienne où les mêmes idées libérales s'étendent sur la guerre de mer, et que les armées navales de deux puissances puissent se battre sans donner lieu à la confiscation des navires marchands et sans faire constituer prisonniers de guerre les simples matelots du commerce ou les passagers non militaires. Le commerce se ferait alors sur mer, entre les nations belligérantes, comme il se fait sur terre au milieu des batailles que se livrent les armées.

II. La mer est le domaine de toutes les nations; elle s'étend sur les trois quarts du globe et établit un lien entre les divers peuples. Un bâtiment chargé de marchandises, naviguant sur les mers, est soumis aux lois civiles et criminelles de son souverain, comme s'il était dans l'intérieur de ses états. Un bâtiment qui navigue peut être considéré comme une colonie flottante, dans ce sens que toutes les nations sont également souveraines sur les mers. Si les navires de commerce des puissances en guerre pouvaient naviguer librement, il n'y aurait, à plus forte raison, aucune enquête à exercer sur les neutres. Mais, comme il est passé en principe que les bâtiments de commerce des puissances belligérantes sont

susceptibles d'être confisqués, il a dû en résulter le droit, pour tous les bâtiments de guerre belligérants, de s'assurer du pavillon du bâtiment neutre qu'ils rencontrent; car, s'il était ennemi, ils auraient le droit de le confisquer. De là le droit de visite, que toutes les puissances ont reconnu par divers traités; de là, pour les bâtiments belligérants, celui d'envoyer leurs chaloupes à bord des bâtiments neutres de commerce pour demander à voir leurs papiers et à s'assurer ainsi de leur pavillon. Tous les traités ont voulu que ce droit s'exerçât avec tous les égards possibles; que le bâtiment armé se tînt hors de la portée de canon, et que deux ou trois hommes seulement pussent débarquer sur le navire visité, afin que rien n'eût l'air de la force et de la violence. Il a été reconnu qu'un bâtiment appartient à la puissance dont il porte le pavillon, lorsqu'il est muni de passe-ports et d'expéditions en règle, et lorsque le capitaine et la moitié de l'équipage sont des nationaux. Toutes les puissances se sont engagées, par les divers traités, à défendre à leurs sujets neutres de faire avec les puissances en guerre le commerce de contrebande, et elles ont désigné sous ce nom le commerce des munitions de guerre, telles que poudre, boulets, bombes, fusils, selles, brides, cuirasses, etc. Tout bâtiment ayant de ces objets à bord est censé avoir transgressé les ordres de son souverain, puisque ce dernier s'est engagé à défendre ce commerce à ses sujets; et ces objets de contrebande sont confisqués.

La visite faite par les bâtiments croiseurs ne fut donc plus une simple visite pour s'assurer du pavillon, et le croiseur exerça, au nom même du souverain dont le pavillon couvrait le bâtiment visité, un nouveau droit de visite, pour s'assurer si ce bâtiment ne contenait pas des effets de contrebande. Les hommes de la nation ennemie, mais seulement les hommes de guerre, furent assimilés aux objets de contrebande. Ainsi cette inspection ne fut pas une dérogation au principe que le pavillon couvre la marchandise.

Bientôt il s'offrit un troisième cas: des bâtiments neutres se présentèrent pour entrer dans des places assiégées et qui étaient bloquées par des escadres ennemies. Ces bâtiments neutres ne portaient pas des

munitions de guerre, mais des vivres, des bois, des vins et d'autres marchandises, qui pouvaient être utiles à la place assiégée et prolonger sa défense. Après de longues discussions entre les puissances, elles sont convenues par divers traités que, dans le cas où une place serait réellement bloquée, de manière qu'il y eût danger évident pour un bâtiment de tenter d'y entrer, le commandant du blocus pourrait interdire au bâtiment neutre l'entrée de cette place, et le confisquer, si, malgré cette défense, il employait la force ou la ruse pour s'y introduire.

Ainsi les lois maritimes sont basées sur ces principes : 1° le pavillon couvre la marchandise; 2° un bâtiment neutre peut être visité par un bâtiment belligérant, pour s'assurer de son pavillon et de son chargement, dans ce sens qu'il n'a pas de contrebande; 3° la contrebande est restreinte aux munitions de guerre; 4° des bâtiments neutres peuvent être empêchés d'entrer dans une place, si elle est assiégée, pourvu que le blocus soit réel et qu'il y ait danger évident en y entrant. Ces principes forment le droit maritime des neutres, parce que les différents gouvernements se sont librement, et par des traités, engagés à les observer et à les faire observer par leurs sujets. Les diverses puissances maritimes, la Hollande, le Portugal, l'Espagne, la France, l'Angleterre, la Suède, le Danemark et la Russie, ont à plusieurs époques et successivement contracté l'une avec l'autre ces engagements, qui ont été proclamés aux traités généraux de pacification, tels que ceux de Westphalie, en 1649, et d'Utrecht, en 1712.

III. L'Angleterre, dans la guerre d'Amérique, en 1778, prétendit: 1° que les marchandises propres à construire les vaisseaux, telles que bois, chanvre, goudron, etc. étaient de contrebande: 2° qu'un bâtiment neutre avait bien le droit d'aller d'un port ami dans un port ennemi, mais qu'il ne pouvait pas trafiquer d'un port ennemi à un port ennemi; 3° que les bâtiments neutres ne pouvaient pas naviguer de la colonie à la métropole ennemie; 4° que les puissances neutres n'avaient pas le droit de faire convoyer par des bâtiments de guerre leurs bâtiments de commerce, ou que dans ce cas ils n'étaient pas affranchis de la visite.

Aucune puissance indépendante ne voulut reconnaître ces injustes prétentions. En effet, la mer étant le domaine de toutes les nations, aucune n'a le droit de régler la législation de ce qui s'y passe. Si les visites sont permises sur un bâtiment qui arbore un pavillon neutre, c'est parce que le souverain l'a permis lui-même par ses traités. Si les marchandises de guerre sont contrebande, c'est parce que les traités l'ont réglé ainsi. Si les puissances belligérantes peuvent les saisir, c'est parce que le souverain dont le pavillon est arboré sur le bâtiment neutre s'est lui-même engagé à ne point autoriser ce genre de commerce. «Mais vous ne pouvez pas étendre la liste des objets de contrebande à votre volonté, disait-on aux Anglais; et aucune puissance neutre ne s'est engagée à défendre le commerce des munitions navales, telles que bois, chanvre, goudron, etc.

«Quant à la deuxième prétention, elle est contraire, ajoutait-on, à l'usage reçu. Vous ne devez vous ingérer dans les opérations de commerce des neutres que pour vous assurer du pavillon et qu'il n'y a pas de contrebande. Vous n'avez pas le droit de savoir ce que fait un bâtiment neutre, puisque en pleine mer ce bâtiment est chez lui, et en droit hors de votre puissance. Il n'est pas couvert par les batteries de son pays, mais il l'est par la puissance morale de son souverain.

«La troisième prétention n'est pas plus fondée. L'état de guerre ne peut avoir aucune influence sur les neutres; ils doivent donc pouvoir faire en guerre ce qu'ils peuvent faire pendant la paix. Or, dans l'état de paix, vous n'avez pas le droit d'empêcher, et vous ne trouveriez pas mauvais qu'ils fissent le commerce des colonies avec la métropole. Si les bâtiments étrangers sont empêchés de faire ce commerce, ils ne le sont pas d'après le droit des gens, mais par une loi municipale; et toutes les fois qu'une puissance a voulu permettre à des étrangers le commerce de ses colonies, personne n'a eu le droit de s'y opposer.»

Quant à la quatrième prétention, on répondait que, comme le droit de visite n'existait que pour s'assurer du pavillon et de la contrebande, un bâtiment armé, commissionné par le souverain, constatait bien mieux le pavillon et la cargaison des bâtiments marchands de son convoi, ainsi que les règlements relatifs à la contrebande arrêtés par son maître, que ne le

faisait la visite des papiers d'un navire marchand; qu'il résulterait de la prétention dont il s'agit qu'un convoi escorté par une flotte de huit ou dix vaisseaux de 74 d'une puissance neutre serait soumis à la visite d'un brick ou d'un corsaire d'une puissance belligérante.

Lors de la guerre d'Amérique (1778), M. de Castries, ministre de la marine de France, fit adopter un règlement relatif au commerce des neutres. Ce règlement fut dressé d'après l'esprit du traité d'Utrecht et des droits des neutres. On y proclama les quatre principes ci-dessus énoncés, et l'on y déclara qu'il aurait son exécution pendant six mois, après lesquels il cesserait d'avoir lieu envers les nations neutres qui n'auraient pas fait reconnaître leurs droits par l'Angleterre. Cette conduite était juste et politique; elle satisfit toutes les puissances neutres et jeta un nouveau jour sur cette question.

Les Hollandais, qui faisaient alors le plus grand commerce, chicanés par les croiseurs anglais et les décisions de l'amirauté de Londres, firent escorter leurs convois par des bâtiments de guerre. L'Angleterre avança cet étrange principe, que les neutres ne pouvaient escorter leurs convois marchands, ou que du moins cela ne pouvait les dispenser d'être visités. Un convoi, escorté par plusieurs bâtiments de guerre hollandais, fut attaqué, pris et conduit dans les ports anglais. Cet événement remplit la Hollande d'indignation. Peu de temps après, elle se joignit à la France et à l'Espagne, et déclara la guerre à l'Angleterre.

Catherine, impératrice de Russie, prit fait et cause dans ces grandes questions. La dignité de son pavillon, l'intérêt de son empire, dont le commerce consistait principalement en marchandises propres à des constructions navales, lui firent prendre la résolution de se constituer, avec la Suède et le Danemark, en neutralité armée. Ces puissances déclarèrent qu'elles feraient la guerre à la puissance belligérante qui violerait ces principes : 1° que le pavillon couvre la marchandise (la contrebande exceptée); 2° que la visite d'un bâtiment neutre par un bâtiment de guerre doit se faire avec tous les égards possibles; 3° que les munitions de guerre, canons, poudre, boulets, etc. seulement, sont objets de contrebande; 4° que chaque puissance a le droit de convoyer ses bâtiments

marchands, et que, dans ce cas, la déclaration du commandant du bâtiment de guerre est suffisante pour justifier le pavillon et la cargaison des bâtiments convoyés; 5° enfin qu'un port n'est bloqué par une escadre que lorsqu'il y a danger évident d'y entrer; mais qu'un bâtiment neutre ne pourrait être empêché d'entrer dans un port précédemment bloqué par une force qui ne serait plus présente devant le port au moment où le bâtiment se présenterait, quelle que fût la cause de l'éloignement de la force qui bloquait, soit qu'elle provînt des vents ou du besoin de se réapprovisionner.

Cette neutralité du Nord fut signifiée aux puissances belligérantes le 15 août 1780. La France et l'Espagne, dont elle consacrait les principes, s'empressèrent d'y adhérer. L'Angleterre seule témoigna son extrême déplaisir; mais, n'osant pas braver la nouvelle confédération, elle se contenta de se relâcher dans l'exécution de toutes ses prétentions, et ne donna lieu à aucune plainte de la part des puissances neutres confédérées. Ainsi, par cette non-mise à exécution de ses principes, elle y renonça réellement. Quinze mois après, la paix de 1783 mit fin à la guerre maritime.

IV. La guerre entre la France et l'Angleterre commença en 1793. L'Angleterre devint bientôt l'âme de la première coalition. Dans le temps que les armées autrichiennes, prussiennes, espagnoles et piémontaises envahissaient nos frontières, elle employait tous les moyens pour arriver à la ruine de nos colonies. La prise de Toulon, où notre escadre fut brûlée, le soulèvement des provinces de l'Ouest, où périt un si grand nombre de marins, anéantirent notre marine. L'Angleterre alors ne mit plus de bornes à son ambition. Désormais prépondérante sur mer et sans rivale, elle crut le moment arrivé où elle pourrait, sans danger, proclamer l'asservissement des mers. Elle reprit les prétentions auxquelles elle avait tacitement renoncé dans la guerre de 1780, savoir : 1° que les marchandises propres à la construction des vaisseaux sont de contrebande; 2° que les neutres n'ont pas le droit de faire convoyer leurs bâtiments de commerce, ou du moins que la déclaration du commandant de l'escorte n'ôte pas le droit de visite; 3° qu'une place est bloquée non-seulement par la

présence d'une escadre, mais même lorsque l'escadre est éloignée de devant le port par les tempêtes ou par le besoin de faire de l'eau, etc. Elle alla plus loin, et mit en avant ces trois nouvelles prétentions : 1° que le pavillon ne couvre pas la marchandise, que la marchandise et la propriété ennemies sont confiscables sur un bâtiment neutre; 2° qu'un bâtiment neutre n'a pas le droit de faire le commerce de la colonie avec la métropole; 3° qu'un bâtiment neutre peut bien entrer dans un port ennemi, mais non pas aller d'un port ennemi à un port ennemi.

Le gouvernement d'Amérique, voyant la puissance maritime de la France anéantie, et craignant pour lui l'influence du parti français, qui se composait des hommes les plus exagérés, jugea nécessaire à sa conservation de se rapprocher de l'Angleterre, et reconnut tout ce que cette puissance voulut lui prescrire pour nuire au commerce français. Les altercations entre la France et les États-Unis furent vives. Les envoyés de la République française, Genet, Adet, Fauchet, réclamèrent fortement l'exécution du traité de 1778; mais ils eurent peu de succès. En conséquence, diverses mesures législatives, analogues à celles des Américains, furent prises en France; diverses affaires de mer eurent lieu, et les choses s'aigrirent à un tel point que la France était comme en guerre avec l'Amérique.

Cependant la première de ces deux nations sortit enfin triomphante de la lutte qui menaçait son existence; l'ordre et un gouvernement régulier firent disparaître l'anarchie. Les Américains éprouvèrent alors le besoin de se rapprocher de la France. Le président lui-même sentait toute la raison qu'avait cette puissance de réclamer contre le traité qu'il avait conclu avec l'Angleterre; et au fond de son cœur il rougissait d'un acte que la force des circonstances l'avait seule porté à signer. MM. Pinkeney, Marshall et Gerry, chargés des pleins pouvoirs du gouvernement américain, arrivèrent à Paris à la fin de 1797. Tout faisait espérer un prompt rapprochement entre les deux républiques; mais la question restait tout entière indécise. Le traité de 1794 et l'abandon des droits des neutres lésaient essentiellement les intérêts de la France; et l'on ne pouvait espérer de faire revenir les États-Unis à l'exécution du

traité de 1778, à ce qu'ils devaient à la France et à eux-mêmes, qu'en opérant un changement dans leur organisation intérieure.

Par suite des événements de la révolution, le parti fédéraliste l'avait emporté dans ce pays, mais le parti démocratique était cependant le plus nombreux. Le Directoire pensa lui donner plus de force en refusant de recevoir deux des plénipotentiaires américains, parce qu'ils tenaient au parti fédéraliste, et en ne reconnaissant que le troisième, qui était du parti opposé. Il déclara d'ailleurs ne pouvoir entrer dans aucune négociation tant que l'Amérique n'aurait pas fait réparation des griefs dont la République française avait à se plaindre. Le 18 janvier 1798, il sollicita une loi des Conseils portant que la neutralité d'un bâtiment ne se déterminerait pas par son pavillon, mais par la nature de sa cargaison; et que tout bâtiment chargé, en tout ou en partie, de marchandises anglaises, pourrait être confisqué. La loi était juste envers l'Amérique, dans ce sens qu'elle n'était que la représaille du traité que cette puissance avait signé avec l'Angleterre en 1794, mais elle n'en était pas moins impolitique et déplacée; elle était subversive de tous les droits des neutres. C'était déclarer que le pavillon ne couvrait plus la marchandise, ou, autrement, proclamer que les mers appartenaient au plus fort. C'était agir dans le sens et conformément à l'intérêt de l'Angleterre, qui vit avec une secrète joie la France elle-même proclamer ses principes et autoriser son usurpation. Sans doute les Américains n'étaient plus que les facteurs de l'Angleterre; mais des lois municipales, réglementaires du commerce en France avec les Américains, auraient détruit un ordre de choses contraire aux intérêts de la France; la République aurait pu déclarer tout au plus que les marchandises anglaises seraient marchandises de contrebande pour les pavillons qui auraient reconnu les nouvelles prétentions de l'Angleterre.

Le résultat de cette loi fut désastreux pour les Américains. Les corsaires français firent de nombreuses prises; et, aux termes de la loi, toutes étaient bonnes, car il suffisait qu'un navire américain eût quelques tonneaux de marchandises anglaises à son bord pour que toute la cargaison fût confiscable.

Dans le même temps, comme s'il n'y avait pas déjà assez de causes d'irritation et de désunion entre les deux pays, le Directoire fit demander aux envoyés américains un emprunt de 48 millions de francs, se fondant sur celui que les États-Unis avaient fait autrefois à la France pour se soustraire au joug de l'Angleterre. Les agents d'intrigues dont le ministère des relations extérieures était rempli à cette époque insinuèrent qu'on se désisterait de l'emprunt pour une somme de 1,200,000 francs, qui devait se partager entre le directeur Barras et le ministre Talleyrand.

Ces nouvelles arrivèrent en Amérique dans le mois de mars; le président en informa la chambre le 4 avril. Tous les esprits se rallièrent autour de lui; on crut même l'indépendance de l'Amérique menacée. Toutes les gazettes, toutes les nouvelles étaient pleines des préparatifs qui se faisaient en France pour l'expédition d'Égypte; et, soit que le gouvernement américain craignît réellement une invasion, soit qu'il feignît de le croire pour donner plus de mouvement aux esprits et renforcer le parti fédéraliste, il fit proposer le commandement de l'armée de défense au général Washington. Le 26 mai un acte du congrès autorisa le président à enjoindre aux commandants des vaisseaux de guerre américains de s'emparer de tout vaisseau qui serait trouvé près des côtes et dont l'intention serait de commettre des déprédations sur les navires appartenant à des citoyens des États-Unis, et de reprendre ceux de ces vaisseaux qui auraient été capturés. Le 9 juin un nouveau bill suspendit toutes les relations commerciales avec la France. Le 25 un troisième bill déclara nuls les traités de 1778 et la convention consulaire du 4 novembre 1788, portant que les États-Unis sont délivrés et exonérés des stipulations desdits traités. Ce bill fut motivé: 1° sur ce que la République française avait itérativement violé les traités conclus avec les États-Unis, au grand détriment des citoyens de ce pays, en confisquant, par exemple, des marchandises ennemies à bord des bâtiments américains, tandis qu'il était convenu que le bâtiment sauverait la cargaison; en équipant des corsaires, contre les droits de la neutralité, dans les ports de l'Union; en traitant les matelots américains trouvés à bord des navires ennemis comme des pirates, etc. 2° sur ce que la France, malgré le désir des

États-Unis d'entamer une négociation amicale, et au lieu de réparer le dommage causé par tant d'injustices, osait, d'un ton hautain, demander un tribut, en forme de prêt ou autrement. Vers la fin du mois de juillet, le dernier plénipotentiaire américain, M. de Gerry, qui était resté jusqu'alors à Paris, partit pour l'Amérique.

La France venait d'être humiliée; la deuxième coalition s'était emparée de l'Italie et avait attaqué la Hollande. Le gouvernement français fit faire quelques démarches par son ministre en Hollande, M. Pichon, près de l'envoyé américain auprès de cette puissance. Des ouvertures furent faites au président des États-Unis, M. Adams. Celui-ci, annonçant, à l'ouverture du congrès, les tentatives faites par le gouvernement français pour rouvrir les négociations, disait que, bien que le désir du gouvernement des États-Unis fût de ne pas rompre entièrement avec la France, il était cependant impossible d'y envoyer de nouveaux plénipotentiaires sans dégrader la nation américaine, jusqu'à ce que le gouvernement français eût donné les assurances convenables que le droit sacré des ambassadeurs serait respecté. Il termina son discours en recommandant de faire de grands préparatifs pour la guerre. Mais la nation américaine était loin de partager les opinions de M. Adams sur la guerre avec la France. Le président céda à l'opinion générale, et, le 25 février 1799, nomma ministres plénipotentiaires près la République française, pour terminer tous les différends entre les deux puissances, MM. Ellsworth, Henry et Murray. Ils débarquèrent en France au commencement de 1800.

La mort de Washington, qui eut lieu le 15 décembre 1799, fournit au Premier Consul une occasion de faire connaître ses sentiments pour les États-Unis d'Amérique. Il porta le deuil de ce grand citoyen et le fit porter à toute l'armée par l'ordre du jour suivant, en date du 9 février 1800:

« Washington est mort! Ce grand homme s'est battu contre la tyrannie; il a consolidé la liberté de sa patrie. Sa mémoire sera toujours chère au peuple français, comme à tous les hommes libres des deux mondes, et spécialement aux soldats français, qui, comme lui et les soldats américains, se battent pour l'égalité, la liberté. »

Le Premier Consul ordonna en outre que, pendant six jours, des crêpes noirs seraient suspendus à tous les drapeaux et guidons de la République. Le 9 février une cérémonie eut lieu à Paris, au Champ de Mars. On y porta en grande pompe les trophées conquis par l'armée d'Orient; on y rendit un nouvel hommage au héros américain, dont M. de Fontanes prononça l'oraison funèbre devant toutes les autorités civiles et militaires de la capitale. Ces circonstances ne laissèrent plus aucun doute dans l'esprit des envoyés des États-Unis sur le succès de leur négociation.

V. Le traité de 1794, entre l'Angleterre et l'Amérique, avait été un vrai triomphe pour l'Angleterre; mais il avait été désapprouvé par les puissances neutres de l'Europe. En toute occasion, le Danemark, la Suède, la Russie, proclamaient avec affectation les principes de la neutralité armée de 1780.

Le 4 juillet 1798 la frégate suédoise *la Troya*, escortant un convoi, fut rencontrée par une escadre anglaise, qui l'obligea de se rendre à Margate avec les navires qu'elle accompagnait. Aussitôt que le roi de Suède en fut informé, il donna ordre au commandant du convoi de se rendre à sa destination. Mais, quelque temps après, un deuxième convoi, sorti des ports de Suède sous l'escorte d'une frégate, *la Hulla Fersen*, commandée par M. de Cederstrom, éprouva le même sort que la première. Le roi de Suède fit traduire devant un conseil de guerre les deux officiers commandant les frégates d'escorte; M. de Cederstrom fut condamné à mort.

A la même époque, un vaisseau anglais s'empara d'un navire suédois et le conduisit à Elseneur; mais bientôt, bloqué dans ce port par plusieurs frégates danoises, il fut obligé de rendre sa prise. Pendant les deux années suivantes, les esprits s'aigrirent encore. La destruction de l'escadre française à Aboukir, les malheurs de la France dans la campagne de 1799, accrurent la superbe anglaise.

A la fin de décembre 1799, la frégate danoise *la Hanfenen*, capitaine Van Dockum, escortait des bâtiments marchands de cette nation, et

entrait dans le détroit, lorsqu'elle fut rencontrée par plusieurs frégates anglaises. L'une d'elles envoya un canot pour faire connaître au capitaine danois qu'on allait visiter son convoi. Celui-ci répondit que ce convoi était de sa nation, qu'il était sous son escorte, qu'il en garantissait le pavillon et le chargement, et qu'il ne souffrirait pas qu'on le visitât. Aussitôt un canot anglais se dirigea sur un navire du convoi pour le visiter. La frégate danoise fit feu, blessa un Anglais et s'empara du canot; mais le capitaine Van Dockum le relâcha sur la menace des Anglais de commencer aussitôt les hostilités. Le convoi fut conduit à Gibraltar.

Dans une note par laquelle M. Merry, envoyé anglais à Copenhague, demanda, le 10 avril 1800, le désaveu, l'excuse et la réparation qu'était en droit d'attendre le gouvernement britannique, il dit : «Le droit de visiter et d'examiner les vaisseaux marchands en pleine mer, de quelque nation qu'ils soient et quelle que soit leur cargaison ou destination, le gouvernement britannique le regarde comme le droit incontestable de toute nation en guerre, droit qui est fondé sur celui des gens et qui a été généralement admis et reconnu.»

A cette note, M. Bernstorff, ministre de Danemark, répondit que le droit de faire visiter les bâtiments convoyés n'avait été reconnu par aucune puissance maritime indépendante, et qu'elles ne pourraient le faire sans avilir leur propre pavillon; que le droit conventionnel de visiter un bâtiment marchand neutre avait été attribué aux puissances belligérantes, seulement pour s'assurer de la sincérité du pavillon; que cette vérité était bien mieux constatée quand c'était un bâtiment de guerre de la nation neutre qui le certifiait; que, s'il en était autrement, il s'ensuivrait que les plus grandes escadres escortant un convoi seraient soumises à l'affront de le laisser visiter par un brick ou même par un corsaire. Il termina en disant que le capitaine danois qui avait repoussé une violence à laquelle il ne devait pas s'attendre n'avait fait que son devoir.

La frégate danoise *la Freya*, escortant un convoi marchand, se trouva, le 25 juillet 1800, à l'entrée de la Manche, en présence de quatre frégates anglaises, sur les onze heures du matin. L'une d'elles envoya à

bord de la frégate danoise un officier pour demander où elle allait et prévenir qu'il allait visiter le convoi. Le capitaine Krapp répondit que son convoi était danois; il montra à l'officier anglais les papiers et les certificats qui constataient sa mission, et fit connaître qu'il s'opposerait à toute visite. Alors une frégate anglaise se dirigea sur le convoi, qui reçut ordre de se rallier à *la Freya*. En même temps une autre frégate s'approcha de cette dernière et tira sur un bâtiment marchand. Le danois répondit à son feu, mais de façon que le boulet passât par-dessus la frégate anglaise. Sur les huit heures, le commodore anglais arriva avec son vaisseau près de *la Freya*, et réitéra la demande de visiter le convoi sans aucune opposition. Sur le refus du capitaine Krapp, une chaloupe anglaise se dirigea sur le vaisseau marchand le plus voisin. Le capitaine danois donna ordre de tirer sur la chaloupe; alors le commodore anglais, qui prenait en flanc *la Freya*, lui envoya toute sa bordée. Cette dernière riposta, se battit une heure contre les quatre frégates anglaises, et, perdant l'espoir de vaincre des forces si supérieures, amena son pavillon. Elle avait reçu trente boulets dans sa coque et un grand nombre dans ses mâts et agrès. Elle fut conduite avec le convoi aux Dunes, où on la fit mouiller à côté du vaisseau amiral. Les Anglais firent hisser, à bord de *la Freya*, le pavillon danois, et y mirent une garde de soldats anglais sans armes.

Cependant les esprits étaient fort aigris. Le Danemark, la Suède, la Russie, armaient leurs escadres et annonçaient hautement l'intention de soutenir leurs droits par les armes. Lord Withworth fut envoyé à Copenhague, où il arriva le 11 juillet, avec les pouvoirs nécessaires pour aviser à un moyen d'accommodement. Ce négociateur fut appuyé par une flotte de vingt-cinq vaisseaux de ligne, sous les ordres de l'amiral Dickson, qui parut le 19 août devant le Sund. Tout était en armes sur la côte de Danemark; on s'attendait à chaque instant au commencement des hostilités; mais les flottes alliées de la Suède et de la Russie n'étaient pas prêtes. Ces puissances avaient espéré que les menaces seraient suffisantes. Comme elles n'avaient pas prévu une attaque si subite, aucun traité n'avait été contracté entre elles à ce sujet. Après de longues con-

férences, lord Withworth et le comte de Bernstorff signèrent une convention le 31 août. Il y fut stipulé : 1° que le droit de visiter les bâtiments allant sans convoi était renvoyé à une discussion ultérieure; 2° que Sa Majesté Danoise, pour éviter les événements pareils à celui de la frégate *la Freya*, se dispenserait de convoyer aucun de ses bâtiments marchands. jusqu'à ce que des explications ultérieures sur cet objet eussent pu effectuer une convention définitive; 3° que *la Freya* et le convoi seraient relâchés; que la frégate trouverait, dans les ports de Sa Majesté Britannique, tout ce dont elle aurait besoin pour se réparer, et ce suivant l'usage entre les puissances amies et alliées.

On voit que l'Angleterre et le Danemark cherchaient également à gagner du temps. Par cette convention, faite sous le canon d'une flotte anglaise supérieure, le Danemark échappa au danger imminent qui le menaçait. Il ne reconnut aucune des prétentions de l'Angleterre; seulement il sacrifia son juste ressentiment et les réparations qu'il était en droit de demander pour les outrages faits à son pavillon.

Aussitôt que l'empereur de Russie, Paul Iᵉʳ, fut informé de l'entrée d'une flotte anglaise dans la Baltique avec des intentions hostiles, il fit mettre le séquestre sur tous les bâtiments anglais qui se trouvaient dans ses ports; il y en avait plusieurs centaines. Il fit délivrer à tous les capitaines des navires qui partaient des ports russes une déclaration portant que la visite de tout bâtiment russe par un bâtiment anglais serait considérée comme une déclaration de guerre.

VI. Le Premier Consul nomma, pour traiter avec les ministres des États-Unis, les conseillers d'état Joseph Bonaparte, Rœderer et Fleurieu. Les conférences eurent lieu successivement à Paris et à Mortefontaine: on éprouva beaucoup de difficultés. Les deux républiques avaient-elles été en guerre ou en paix? Ni l'une ni l'autre n'avaient fait de déclaration de guerre, mais le gouvernement avait, par le bill du 7 juillet 1798, déclaré les États-Unis exonérés des droits que la France avait acquis par le traité du 6 février 1778. Les envoyés ne voulaient pas revenir sur ce bill; cependant on ne peut perdre des droits acquis par des traités que

de deux manières : par son propre consentement ou par l'effet de la guerre. Les Américains demandaient à être indemnisés de toutes les pertes que leur avaient fait éprouver les corsaires français et, en dernier lieu, la loi du 18 janvier 1798. Ils convenaient que, de leur côté, ils dédommageraient le commerce français de celles qu'il avait essuyées. Mais la balance de ces indemnités était de beaucoup à l'avantage de l'Amérique. Les plénipotentiaires français firent aux ministres américains le dilemme suivant : « Nous sommes en guerre ou en paix. Si nous sommes en paix et que notre état actuel ne soit qu'un état de mésintelligence, la France doit liquider tout le tort que ses corsaires vous auront fait. Vous avez évidemment perdu plus que nous, nous devons solder la différence. Mais alors les choses doivent être établies comme elles étaient auparavant, et nous devons jouir de tous les priviléges dont nous jouissions en 1778. Si, au contraire, nous sommes en état de guerre, vous n'avez pas droit d'exiger des indemnités pour vos pertes, tout comme nous n'avons pas le droit d'exiger les priviléges des traités que la guerre a rompus. » Les ministres américains se trouvèrent fort embarrassés. Après de longues discussions, on adopta le mezzo-termine de déclarer qu'une convention ultérieure statuerait sur l'une ou l'autre de ces situations.

Cette difficulté une fois écartée, il ne restait plus qu'à stipuler pour l'avenir, et l'on aborda franchement les principes des droits des neutres. L'aigreur qui existait entre les puissances du Nord et l'Angleterre, les divers combats qui avaient déjà eu lieu, plusieurs causes qui avaient influé sur le caractère de l'empereur Paul, la victoire de Marengo, qui avait changé la face de l'Europe, tout faisait sentir de quelle utilité, pour les affaires générales, serait une déclaration claire et libérale des principes du droit maritime.

Il fut expressément reconnu dans le nouveau traité : 1° que le pavillon couvre la marchandise; 2° que les objets de contrebande ne doivent s'entendre que des munitions de guerre, canons, fusils, poudre, boulets, cuirasses, selles, etc. 3° que la visite qui serait faite d'un navire neutre, pour s'assurer de son pavillon et des objets de contrebande, ne pourrait avoir lieu que hors de la portée du canon du bâtiment de guerre visitant;

que deux ou trois hommes au plus monteraient à bord du neutre; que, dans aucun cas, on ne pourrait obliger le navire neutre d'envoyer à bord du bâtiment visitant; que chaque bâtiment serait porteur d'un certificat qui justifierait de son pavillon; que l'aspect seul de ce certificat serait suffisant; qu'un bâtiment qui porterait de la contrebande ne serait soumis qu'à la confiscation de cette contrebande; qu'aucun bâtiment convoyé ne serait soumis à la visite; que la déclaration du commandant de l'escorte du convoi suffirait; que le droit de blocus ne devait s'appliquer qu'aux places réellement bloquées, où l'on ne peut entrer sans un danger évident, et non à celles qui sont censées bloquées par des croisières; que les propriétés ennemies étaient couvertes par le pavillon neutre, tout comme les marchandises neutres trouvées à bord des bâtiments ennemis suivaient le sort de ces bâtiments, excepté toutefois pendant les deux premiers mois après la déclaration de guerre; que les vaisseaux et corsaires des deux nations seraient traités, dans les ports respectifs, comme ceux de la nation la plus favorisée.

Ce traité fut signé par les ministres plénipotentiaires des deux puissances à Paris, le 30 septembre 1800. Le 3 octobre suivant, M. Joseph Bonaparte, président de la commission chargée de la négociation, donna une fête, dans sa terre de Mortefontaine, aux envoyés américains : le Premier Consul y assista. Des emblèmes ingénieux, des inscriptions heureuses, rappelaient les principaux événements de la guerre de l'indépendance américaine; partout on voyait réunies les armes des deux républiques. Pendant le dîner, le Premier Consul porta le toast suivant : «Aux mânes des Français et des Américains morts sur le champ de bataille pour l'indépendance du Nouveau Monde.» Celui-ci fut porté par le consul Cambacérès : «Au successeur de Washington.» Et le consul Lebrun porta le sien ainsi : «A l'union de l'Amérique avec les puissances du Nord pour faire respecter la liberté des mers.» Le lendemain, 4 octobre, les ministres américains prirent congé du Premier Consul. On remarqua dans leur discours la phrase suivante : «Qu'ils espéraient que la convention signée le 30 septembre serait la base d'une amitié durable entre la France et l'Amérique, et que les ministres américains n'omettraient rien

pour concourir à ce but.» Le Premier Consul répondit «que les différends qui avaient existé étaient terminés; qu'il n'en devait pas plus rester de trace que de démêlés de famille; que les principes libéraux consacrés dans la convention du 30 septembre, sur l'article de la navigation, devaient être la base du rapprochement des deux républiques comme ils l'étaient de leurs intérêts; et qu'il devenait, dans les circonstances présentes, plus important que jamais pour les deux nations d'y adhérer.»

Le traité fut ratifié, le 18 février 1801, par le président des États-Unis, qui en supprima l'article 2, ainsi conçu :

«Les ministres plénipotentiaires des deux parties ne pouvant pour le présent s'accorder relativement au traité d'alliance du 6 février 1778, au traité d'amitié et de commerce de la même date et à la convention en date du 4 novembre 1788, non plus que relativement aux indemnités mutuellement dues ou réclamées, les parties négocieront ultérieurement sur ces objets dans un temps convenable, et, jusqu'à ce qu'elles se soient accordées sur ces points, lesdits traités et convention n'auront point d'effet, et les relations des deux nations seront réglées ainsi qu'il suit, etc.»

La suppression de cet article faisait cesser à la fois les priviléges qu'avait la France par le traité de 1778, et annulait les justes réclamations que pouvait faire l'Amérique pour des torts éprouvés en temps de paix. C'était justement ce que le Premier Consul s'était proposé en établissant ces deux objets l'un comme la balance de l'autre. Sans cela, il eût été impossible de satisfaire le commerce des États-Unis, et de lui faire oublier les pertes qu'il avait éprouvées. La ratification que donna le Premier Consul le 31 juillet 1801 portait que, bien entendu, la suppression de l'article 2 annulait toute espèce de réclamation d'indemnité, etc.

Il n'est pas d'usage de faire des modifications aux ratifications. Rien n'est plus contraire au but de tout traité de paix, qui est de rétablir la bonne harmonie. Les ratifications doivent toujours être pures et simples; le traité doit y être transcrit sans qu'il y soit opéré de changement, afin d'éviter d'embrouiller les questions. Si cet événement avait pu être prévu, les plénipotentiaires auraient fait deux copies, l'une avec l'article 2 et l'autre sans cet article : tout alors aurait été suivant les règles.

VII. L'empereur Paul avait succédé à l'impératrice Catherine II. Ennemi jusqu'au délire de la révolution française, ce que sa mère s'était contentée de promettre, il l'avait effectué : il avait pris part à la deuxième coalition. Le général Souvarof, à la tête de 60,000 Russes, s'avança en Italie, tandis qu'une autre armée russe entrait en Suisse et qu'un corps de 15,000 hommes était mis par le czar à la disposition du duc d'York pour conquérir la Hollande. C'était tout ce que l'empire russe avait de troupes disponibles. Vainqueur aux batailles de Cassano, de la Trebbia, de Novi, Souvarof avait perdu la moitié de son armée dans le Saint-Gothard et dans les différentes vallées de la Suisse, après la bataille de Zurich, où Korsakof avait été pris. Paul sentit alors toute l'imprudence de sa conduite, et en 1800 Souvarof retourna en Russie, ramenant avec lui à peine le quart de son armée. L'empereur Paul se plaignait amèrement d'avoir perdu l'élite de ses troupes, qui n'avaient été secondées ni par les Autrichiens ni par les Anglais. Il reprochait au cabinet de Vienne de s'être refusé, après la conquête du Piémont, à remettre sur son trône le roi de Sardaigne, de n'être point animé d'idées grandes et généreuses, mais de se laisser entièrement dominer par des vues de calcul et d'intérêt. Il se plaignait aussi de ce que les Anglais, maîtres de Malte, au lieu de rétablir l'ordre de Saint-Jean et de restituer cette île aux chevaliers, se l'étaient appropriée.

Le Premier Consul ne négligeait rien pour faire fructifier ces germes de mécontentement. Peu après la bataille de Marengo, il trouva le moyen de flatter l'imagination vive et impétueuse du czar en lui envoyant l'épée que le pape Léon X avait donnée à L'Isle-Adam comme un témoignage de sa satisfaction pour avoir défendu Rhodes contre les infidèles.

8 à 10,000 soldats russes avaient été faits prisonniers en Italie, à Zurich, en Hollande; le Premier Consul proposa leur échange aux Anglais et aux Autrichiens. Les uns et les autres refusèrent : les Autrichiens, parce qu'ils avaient encore beaucoup de leurs prisonniers en France, et les Anglais, quoiqu'ils eussent un grand nombre de prisonniers français, parce que, suivant eux, cette proposition était contraire à leurs principes. « Quoi! disait-on au cabinet de Saint-James, vous refusez d'échan-

ger même les Russes qui ont été pris en Hollande en combattant dans vos propres rangs sous le duc d'York! Comment! disait-on au cabinet de Vienne, vous ne voulez pas rendre à leur patrie ces hommes du Nord à qui vous devez les victoires de la Trebbia, de Novi, vos conquêtes en Italie, et qui ont laissé chez vous une foule de Français qu'ils ont faits prisonniers! Tant d'injustice m'indigne, dit le Premier Consul. Eh bien, je les rendrai au czar sans échange; il verra l'estime que je fais des braves. » Les officiers russes prisonniers reçurent sur-le-champ des épées, et les troupes de cette nation furent réunies à Aix-la-Chapelle, où bientôt elles furent habillées complétement à neuf et armées de belles armes de nos manufactures. Un général russe fut chargé de les organiser en bataillons, en régiments. Ce coup retentit à la fois à Londres et à Saint-Pétersbourg.

Attaqué par tant de points différents, Paul s'exalta et porta tout le feu de son imagination, toute l'ardeur de ses vœux, vers la France. Il expédia un courrier au Premier Consul avec une lettre, où il disait : « Citoyen Premier Consul, je ne vous écris point pour entrer en discussion sur les droits de l'homme ou du citoyen; chaque pays se gouverne comme il l'entend. Partout où je vois à la tête d'un pays un homme qui sait gouverner et se battre, mon cœur se porte vers lui. Je vous écris pour vous faire connaître le mécontentement que j'ai contre l'Angleterre, qui viole tous les droits des nations et qui n'est jamais guidée que par son égoïsme et son intérêt. Je veux m'unir avec vous pour mettre un terme aux injustices de ce gouvernement. »

Au commencement de décembre 1800, le général Sprengporten, Finlandais, qui avait passé au service de la Russie et qui de cœur était attaché à la France, arriva à Paris. Il portait des lettres de l'empereur Paul: il était chargé de prendre le commandement des prisonniers russes et de les ramener dans leur patrie. Tous les officiers de cette nation qui retournaient en Russie se louaient sans cesse des bons traitements et des égards qu'ils avaient reçus en France, surtout depuis l'arrivée du Premier Consul. Bientôt la correspondance entre l'empereur Paul et ce dernier devint journalière; ils traitaient directement des plus grands intérêts et des moyens d'humilier la puissance anglaise. Le général

Sprengporten n'était pas chargé de traiter de la paix, il n'en avait pas les pouvoirs. Il n'était pas non plus ambassadeur, la paix n'existait pas. C'était donc une mission extraordinaire, ce qui permit d'accorder sans conséquence à ce général toutes les distinctions propres à flatter le souverain qui l'avait envoyé.

VIII. L'expédition de l'amiral Dickson et la convention de Copenhague, qui en avait été la suite, avaient déconcerté le projet des trois puissances maritimes du Nord d'opposer une ligue à la tyrannie des Anglais. Ceux-ci continuaient de violer tous les droits des neutres; ils disaient que, puisqu'ils avaient pu attaquer, prendre et conduire en Angleterre la frégate *la Freya* avec son convoi, sans que, malgré cet événement, le Danemark eût cessé d'être allié et ami de l'Angleterre, la conduite de la croisière anglaise avait été légitime, et que le Danemark avait, par cela même, reconnu le principe qu'il ne pouvait convoyer ses bâtiments. Néanmoins cette dernière puissance était loin d'approuver l'insolence des prétentions de l'Angleterre. Prise isolément et au dépourvu, elle avait cédé; mais elle espérait qu'à la faveur des glaces qui allaient fermer le Sund et la Baltique, elle pourrait, agissant de concert avec la Suède et la Russie, faire reconnaître les droits des puissances neutres.

La Suède était indignée de la conduite du cabinet de Saint-James; quant à la Russie, nous avons déjà fait connaître ses motifs de haine contre les Anglais. Le traité du 30 septembre, entre la France et l'Amérique, venait de proclamer de nouveau les principes de l'indépendance des mers; l'hiver était arrivé; le czar se déclara ouvertement pour ces principes, que, dès le 15 août, il avait proposé aux puissances du Nord de reconnaître.

Le 17 novembre 1800, l'empereur Paul ordonna par un ukase que tous les effets et marchandises anglaises qui étaient arrêtés dans ses états par suite de l'embargo qu'il avait mis sur les navires de cette nation fussent réunis en une masse pour liquider tout ce qui serait dû aux Russes par les Anglais. Il nomma une commission de négociants, qu'il chargea de cette opération. Les équipages des bâtiments furent considé-

rés comme prisonniers de guerre et envoyés dans l'intérieur de l'empire. Enfin, le 16 décembre, une convention fut signée entre la Russie, la Suède et le Danemark pour soutenir les droits de la neutralité; peu après la Prusse y adhéra. Cette convention fut appelée *la quadruple alliance*. Ses principales dispositions sont : 1° le pavillon couvre la marchandise; 2° tout bâtiment convoyé ne peut être visité; 3° ne peuvent être considérés comme effets de contrebande que les munitions de guerre, telles que canons, etc. 4° le droit de blocus ne peut être appliqué qu'à un port réellement bloqué; 5° tout bâtiment neutre doit avoir son capitaine et la moitié de son équipage de la nation dont il porte le pavillon; 6° les bâtiments de guerre de chacune des puissances contractantes protégeront et convoieront les bâtiments de commerce des deux autres; 7° une escadre combinée sera réunie dans la Baltique pour assurer l'exécution de cette convention.

Le 17 décembre le gouvernement anglais ordonna la course sur les bâtiments russes; et le 14 janvier 1801, en représailles de la convention du 16 décembre 1800, qu'il appelait attentatoire à ses droits, il ordonna un embargo général sur tous les bâtiments appartenant aux trois puissances qui avaient signé la convention.

Aussitôt qu'elle avait été ratifiée, l'empereur Paul avait expédié un officier au Premier Consul pour la lui faire connaître. Cet officier lui fut présenté à la Malmaison le 20 janvier 1801, et lui remit les lettres de son souverain. Le même jour parut un arrêté des consuls qui défendit la course sur les bâtiments russes. Il n'y fut pas question des bâtiments danois et suédois, parce que la France était en paix avec ces puissances.

Le 12 février la cour de Berlin fait connaître au gouvernement anglais qu'elle accède à la convention des puissances du Nord. Elle le somme de révoquer et de lever l'embargo mis en Angleterre sur les bâtiments danois et suédois, en haine d'un principe général, distinguant ce qui est relatif à ces deux puissances de ce qui est relatif à la Russie seule.

Le ministre de Suède en Angleterre remet, le 4 mars, au cabinet britannique une note dans laquelle il donne connaissance du traité du

6 décembre 1800. «Il s'étonne de l'assertion de l'Angleterre, que la Suède et les puissances du Nord veulent innover, tandis qu'elles ne soutiennent que les droits établis et reconnus par toutes les puissances dans les traités antérieurs, et notamment par l'Angleterre elle-même, dans ceux de 1780, 1783 et 1794. Une convention pareille lia la Suède et le Danemark; l'Angleterre ne protesta pas et même resta spectatrice des préparatifs de guerre de ces puissances pour soutenir ce traité. Elle ne prétendit pas alors que ce traité et ces préparatifs fussent un acte d'hostilité; aujourd'hui elle se conduit autrement; mais cette différence ne vient pas de ce que les puissances ont ajouté à leurs demandes; elle n'est que la suite d'un principe maritime que l'Angleterre a adopté et voudrait faire adopter dans la présente guerre. Ainsi une puissance qui s'est vantée d'avoir pris les armes pour la liberté de l'Europe médite aujourd'hui l'asservissement des mers.

«Sa Majesté Suédoise récapitule les offenses impunies que les commandants des escadres anglaises se sont permises, même dans les ports de la Suède, les visites inquisitoriales que les croiseurs anglais ont fait subir aux navires suédois, l'arrestation des convois en 1798, l'outrage fait au pavillon suédois devant Barcelone, et le déni de justice dont se sont rendus coupables les tribunaux anglais. Sa Majesté Suédoise ne cherche pas à se venger; elle ne cherche qu'à assurer le respect dû à son pavillon. Cependant, en représailles de l'embargo mis par les Anglais, elle en a fait mettre un sur les navires de ceux-ci dans ses ports. Elle le lèvera lorsque le gouvernement anglais donnera satisfaction sur l'arrestation des convois en 1798, sur l'affaire devant Barcelone, et enfin sur l'embargo du 14 janvier 1801.»

La teneur de la convention du 16 décembre fait assez voir qu'il n'est question, pour la Suède, que des droits des neutres, et qu'elle reste étrangère à toute autre querelle. Le ministre suédois termine en demandant ses passe-ports.

Lord Hawkesbury répondit à cette note «que Sa Majesté Britannique avait proclamé plusieurs fois son droit invariable de défendre les principes maritimes qu'une expérience de plusieurs années avait fait con-

naître comme les meilleurs pour garantir les droits des puissances belligérantes. Rétablir les principes de 1780 est un acte d'hostilité dans ce temps-ci. L'embargo sur les bâtiments suédois sera maintenu tant que Sa Majesté Suédoise continuera à faire partie d'une confédération tendante à établir un système de droits incompatible avec la dignité, l'indépendance de la couronne d'Angleterre, les droits et l'intérêt de ses peuples. » L'on voit, par cette réponse de lord Hawkesbury, que le droit que réclame l'Angleterre est postérieur au traité de 1780. Il eût donc fallu qu'il citât les traités par lesquels, depuis cette époque, les puissances ont reconnu les nouveaux principes de la Grande-Bretagne sur les neutres.

IX. La guerre se trouvait ainsi déclarée entre l'Angleterre, d'une part, la Russie, la Suède, le Danemark, de l'autre. Les glaces rendaient la Baltique impraticable; des expéditions anglaises furent envoyées pour s'emparer des colonies danoises et suédoises dans les Indes occidentales. Dans le courant de mars 1800, les îles de Sainte-Croix, Saint-Thomas, Saint-Barthélemy, tombèrent sous la domination britannique.

Le 29 mars le prince de Hesse, commandant les troupes danoises, entra dans Hambourg, afin d'intercepter l'Elbe au commerce anglais. Dans la proclamation de ce général, le Danemark se fonde sur la nécessité de prendre tous les moyens qui peuvent nuire à l'Angleterre, et l'obliger à respecter enfin les droits des nations et surtout ceux des neutres.

De son côté, le cabinet de Berlin fit prendre possession du Hanovre, et ferma ainsi aux Anglais les bouches de l'Ems et du Weser. Le général prussien, dans son manifeste, motive cette mesure sur les outrages dont les Anglais abreuvent constamment les nations neutres, sur les pertes qu'ils leur font supporter, enfin sur les nouveaux droits maritimes que l'Angleterre prétend faire reconnaître.

Une convention eut lieu, le 3 avril, entre la régence et les ministres prussiens, par laquelle l'armée hanovrienne fut licenciée et les places livrées aux troupes prussiennes. La régence s'engageait, de plus, à obéir

aux autorités de cette nation. Ainsi le roi d'Angleterre avait perdu ses états de Hanovre; mais, ce qui était d'une plus grande conséquence pour lui, la Baltique, l'Elbe, le Weser, l'Ems, lui étaient fermés comme la Hollande, la France et l'Espagne. C'était un coup terrible porté au commerce des Anglais, et dont les effets étaient tels, que sa prorogation seule les eût obligés de renoncer à leur système.

Cependant les puissances maritimes du Nord armaient avec activité. Douze vaisseaux de ligne russes étaient mouillés à Revel, sept vaisseaux suédois étaient prêts à Carlscrona; ce qui, joint à un pareil nombre de vaisseaux danois, eût formé une flotte combinée de vingt-deux à vingt-quatre vaisseaux de ligne, qui aurait été successivement augmentée, les trois puissances pouvant la porter jusqu'à trente-six et quarante vaisseaux.

Quelque grandes que fussent les forces navales de l'Angleterre, une pareille flotte était respectable. L'Angleterre était obligée d'avoir une escadre dans la Méditerranée pour empêcher la France d'envoyer des forces en Égypte et pour protéger le commerce anglais. Le désastre d'Aboukir était en partie réparé, et il y avait en rade à Toulon une escadre de plusieurs vaisseaux. Les Anglais étaient également forcés d'avoir une escadre devant Cadix pour l'opposer aux vaisseaux espagnols et empêcher les divisions françaises de passer le détroit. Une flotte française et espagnole était dans Brest. Il leur fallait, en outre, une escadre devant le Texel; mais, au commencement d'avril, les flottes russe, danoise et suédoise n'étaient pas encore réunies, quoiqu'elles eussent pu l'être au commencement de mars. C'est sur ce retard que le gouvernement anglais basa son plan d'opérations pour attaquer successivement les trois puissances maritimes de la Baltique, en portant d'abord tous ses efforts sur le Danemark, et en obligeant cette puissance à renoncer à la convention du 16 décembre 1800 et à recevoir les vaisseaux anglais dans ses ports.

X. Une flotte anglaise, forte de cinquante voiles, dont dix-sept vaisseaux de ligne, sous le commandement des amiraux Parker et Nelson,

partit d'Yarmouth le 12 mars; elle avait 10,000 hommes de troupes de débarquement. Le 15 elle essuya une violente tempête, qui la dispersa. Un vaisseau de 74, *l'Invincible*, fut jeté sur un banc, le Hammont-Bank, et périt corps et biens. Le 20 mars la flotte fut signalée dans le Cattegat. Le même jour une frégate conduisit à Elseneur le commissaire Vansittart, chargé, conjointement avec M. Drummond, de remettre l'ultimatum du gouvernement anglais. Le 24 ils revinrent à bord de la flotte et donnèrent des nouvelles de tout ce qui se passait à Copenhague et dans la Baltique. La flotte russe était encore à Revel et la flotte suédoise à Carlscrona; les Anglais craignaient leur réunion. Le cabinet anglais avait donné pour instructions à l'amiral Parker de détacher le Danemark de l'alliance des deux puissances en agissant par la crainte ou par l'effet d'un bombardement. Le Danemark ainsi neutralisé, la flotte combinée se trouvait de beaucoup diminuée, et les Anglais avaient l'entrée libre de la Baltique. Il paraît que le conseil hésita sur la question de savoir s'il devait passer le Sund ou le grand Belt. Le Sund, entre Kronborg et la côte suédoise, a 2,300 toises; la plus grande profondeur est à 1,500 toises des batteries d'Elseneur et à 800 de la côte de Suède. Si donc les deux côtes avaient été également armées, les vaisseaux anglais auraient été obligés de passer à la distance de 1,100 toises de ces batteries. A Elseneur et à Kronborg on comptait plus de cent pièces ou mortiers en batterie. On conçoit les dommages qu'une escadre doit éprouver dans un pareil passage, tant par la perte des mâts, vergues, que par les accidents des bombes. D'un autre côté, le passage par les Belts était très-difficile, et les officiers opposés à ce projet annonçaient que l'escadre danoise pouvait alors sortir de Copenhague pour aller se joindre aux flottes française et hollandaise.

Cependant l'amiral Parker se décida pour ce passage, et, le 26 mars, toute la flotte fit voile pour le grand Belt. Mais quelques bâtiments légers, qui éclairaient la flotte, ayant touché sur les roches, elle revint le même jour à son ancrage. L'amiral prit alors la résolution de passer par le Sund; et, après s'être assuré des intentions qu'avait le commandant de Kronborg de défendre le pasage, la flotte, profitant d'un vent favo-

rable, se dirigea le 30 dans le Sund. La flottille de bombardes s'approcha d'Elseneur pour faire diversion, en bombardant la ville et le château; mais bientôt la flotte, s'étant aperçue que les batteries de la Suède ne tiraient pas, appuya sur cette côte et passa le détroit hors de la portée des batteries danoises, qui firent pleuvoir une grêle de bombes et de boulets. Tous les projectiles tombèrent à plus de 100 toises de la flotte, qui ne perdit pas un seul homme.

Les Suédois, pour se justifier de la déloyauté de leur conduite, ont allégué que, pendant l'hiver, il n'avait pas été possible d'élever des batteries, ni même d'augmenter celle de six canons qui existait; que, d'ailleurs, le Danemark n'avait pas paru le désirer, dans la crainte probablement que la Suède ne fît de nouveau valoir ses anciennes prétentions, en voulant prendre la moitié du droit que le Danemark perçoit sur tous les bâtiments qui passent le détroit. Leur nombre est annuellement de 10 à 12,000; ce qui rapporte à cette puissance de 2,500,000 francs à 3 millions. On voit combien ces raisons sont futiles. Il ne fallait que peu de jours pour placer une centaine de bouches à feu en batterie; les préparatifs que l'Angleterre faisait depuis plusieurs mois pour cette expédition, et, en dernier lieu, la station de plusieurs jours de la flotte dans le Cattegat, avaient donné à la Suède bien au delà du temps qu'il lui fallait.

Le même jour, 30 mars, la flotte mouilla entre l'île de Hven et Copenhague. Aussitôt les amiraux anglais et les principaux officiers s'embarquèrent dans un schooner pour reconnaître la position des Danois.

Lorsque l'on a passé le Sund, on n'est pas encore dans la Baltique. A dix lieues d'Elseneur est Copenhague. Sur la droite de ce port se trouve l'île d'Amager, et, à deux lieues de cette île, en avant, est le rocher de Saltholm. Il faut passer dans ce détroit, entre Saltholm et Copenhague, pour entrer dans la Baltique. Cette passe est encore divisée en deux canaux par un banc appelé *le Middel-Grund*, qui est situé vis-à-vis de Copenhague; le canal royal est celui qui passe sous les murs de cette ville. La passe entre l'île d'Amager et Saltholm n'est bonne que pour des vaisseaux de 74; ceux à trois ponts la franchissent difficilement et sont

même obligés de s'alléger d'une partie de leur artillerie. Les Danois avaient placé leur ligne d'embossage entre le banc et la ville, afin de s'opposer au mouillage des bombardes et chaloupes canonnières qui auraient pu passer au-dessus du banc. Les Danois croyaient ainsi mettre Copenhague à l'abri du bombardement.

La nuit du 30 mars fut employée par les Anglais à sonder le banc, et, le 31, les amiraux montèrent sur une frégate avec les officiers d'artillerie, afin de reconnaître de nouveau la ligne ennemie et l'emplacement pour le mouillage des bombardes. Il fut reconnu que, si l'on pouvait détruire la ligne d'embossage, des bombardes pourraient se placer pour bombarder le port et la ville; mais que, tant que la ligne d'embossage existerait, cela serait impossible. La difficulté pour attaquer cette ligne était très-grande. On en était séparé par le banc du Middel-Grund, et le peu d'eau qui restait au-dessus de ce banc ne permettait pas aux vaisseaux de haut bord de le franchir. Il n'y avait donc de possibilité qu'en le doublant et venant ensuite, en le rasant par tribord, se placer entre lui et la ligne danoise, opération fort hasardeuse, car, 1° on ne connaissait pas bien le gisement et la longueur du banc, et l'on n'avait que des pilotes anglais qui n'avaient navigué dans ces mers qu'avec des bâtiments de commerce : on sait d'ailleurs que les pilotes les plus habiles ne peuvent se guider, en pareille circonstance, que par des bouées; mais les Danois, avec raison, les avaient ôtées ou mal placées exprès; 2° les vaisseaux anglais, en doublant le banc, étaient exposés à tout le feu des Danois, jusqu'à ce qu'ils eussent pris leur ligne de bataille; 3° chaque vaisseau désemparé serait un vaisseau perdu, parce qu'il s'échouerait sur le banc, et cela sous le feu de la ligne et des batteries danoises.

Les personnes les plus prudentes croyaient qu'il ne fallait pas entreprendre une attaque qui pouvait entraîner la ruine de la flotte. Nelson pensa différemment et fit adopter le projet d'attaquer la ligne d'embossage et de s'emparer des batteries de la Couronne au moyen de 900 hommes de troupes. Appuyé à ces îles, le bombardement de Copenhague devenait facile, et le Danemark pouvait être considéré comme soumis. Le commandant en chef, ayant approuvé cette attaque, détacha, le

1er avril, Nelson avec douze vaisseaux de ligne et toutes les frégates et bombardes. Celui-ci mouilla le soir à la pointe de Dragor, près du banc qui le séparait de la ligne ennemie, et si près d'elle que les mortiers de l'île d'Amager, qui tirèrent quelques coups, envoyèrent leurs bombes au milieu de l'escadre mouillée. Le 2, les circonstances du temps étant favorables, l'escadre anglaise doubla le banc, et, le rangeant à tribord, vint prendre la ligne entre lui et les Danois. Un vaisseau anglais de 74 toucha avant d'avoir doublé le banc, et deux autres s'échouèrent après l'avoir doublé. Ces trois vaisseaux, dans cette position, étaient exposés au feu de la ligne ennemie, qui leur envoya bon nombre de boulets.

La ligne d'embossage des Danois était appuyée, à la gauche, aux batteries de la Couronne, îles factices à 600 toises de Copenhague, armées de soixante et dix bouches à feu et défendues par 1,500 hommes d'élite, et la droite se prolongeait sur l'île d'Amager. Pour défendre l'entrée du port, sur la gauche des Trois-Couronnes, on avait placé quatre vaisseaux de ligne, dont deux entièrement armés et équipés. Le but de la ligne d'embossage étant de garantir le port et la ville d'un bombardement et de rester maître de toute la rade comprise entre le Middel-Grund et la ville, cette ligne avait été placée le plus près possible du banc. La droite était très en avant de l'île d'Amager; la ligne entière avait plus de 3,000 toises d'étendue et était formée par vingt bâtiments. C'étaient de vieux vaisseaux rasés, ne portant que la moitié de leur artillerie, ou des frégates et autres bâtiments installés en batteries flottantes, portant une douzaine de canons. Pour l'effet qu'elle devait produire, cette ligne était suffisamment forte et parfaitement placée; aucune bombarde ou chaloupe canonnière ne pouvait l'approcher. Pour les raisons ci-dessus énoncées, les Danois ne craignaient pas d'être attaqués par les vaisseaux de haut bord. Lors donc qu'ils virent la manœuvre de Nelson et qu'ils prévirent ce qu'il allait entreprendre, leur étonnement fut grand. Ils comprirent que leur ligne n'était pas assez forte et qu'il aurait fallu la former, non de carcasses de bâtiments, mais, au contraire, des meilleurs vaisseaux de leur escadre; qu'elle avait trop d'étendue pour le nombre

de bâtiments qui y étaient employés; qu'enfin la droite n'était pas suffisamment appuyée; que, s'ils eussent rapproché cette ligne de Copenhague, elle n'eût eu que 1,500 à 1,800 toises; qu'alors la droite aurait pu être soutenue par de fortes batteries élevées sur l'île d'Amager, qui auraient battu en avant de la droite et flanqué toute la ligne. Il est probable que, dans ce cas, Nelson eût échoué dans son attaque, car il lui aurait été impossible de passer entre la ligne et la terre, ainsi garnie de canons. Mais il était trop tard, ces réflexions étaient inutiles, et les Danois ne songèrent plus qu'à se défendre avec vigueur. Les premiers succès qu'ils obtinrent en voyant échouer trois des plus forts vaisseaux ennemis leur permettaient de concevoir les plus hautes espérances. Le manque de ces trois vaisseaux obligea Nelson, pour ne point trop disséminer ses forces, à dégarnir son extrême droite. Dès lors le principal objet de son attaque, qui était la prise des Trois-Couronnes, se trouva abandonné.

Aussitôt que Nelson eut doublé le banc, il s'approcha jusqu'à 100 toises de la ligne d'embossage, et, se trouvant par quatre brasses d'eau, ses pilotes mouillèrent. La canonnade était engagée avec une extrême vigueur. Les Danois montrèrent la plus grande intrépidité; mais les forces des Anglais étaient doubles en canons.

Une ligne d'embossage présente une force immobile contre une force mobile : elle ne peut donc surmonter ce désavantage qu'en tirant appui des batteries de terre, surtout pour les flancs. Mais, ainsi qu'on l'a dit plus haut, les Danois n'avaient pas flanqué leur droite.

Les Anglais appuyèrent donc sur la droite et sur le centre, qui n'étaient pas flanqués, en éteignirent le feu et obligèrent cette partie de la ligne d'amener après une vive résistance de plus de quatre heures. La gauche de la ligne, étant bien soutenue par les batteries de la Couronne, resta entière. Une division de frégates, espérant à elle seule remplacer les vaisseaux qui avaient dû attaquer ces batteries, osa s'engager avec elles, comme si elle était soutenue par le feu des vaisseaux. Mais elle souffrit considérablement, et, malgré tous ses efforts, fut obligée de renoncer à cette entreprise et de s'éloigner.

L'amiral Parker, qui était resté avec l'autre partie de la flotte au dehors du banc, voyant la vive résistance des Danois, comprit que la plupart des bâtiments anglais seraient dégréés par suite d'un combat aussi opiniâtre; qu'ils ne pourraient plus manœuvrer, et s'échoueraient tous sur le banc, ce qui eut lieu en partie. Il fit le signal de cesser le combat et de prendre une position en arrière; mais cela même était très-difficile. Nelson aima mieux continuer l'action. Il ne tarda pas à être convaincu de la sagesse du signal de l'amiral, et il se décida enfin à lever l'ancre et à s'éloigner du combat. Mais, voyant qu'une partie de la ligne danoise était réduite, il eut l'idée, avant de prendre ce parti extrême, d'envoyer un parlementaire proposer un arrangement. Il écrivit, à cet effet, une lettre adressée «aux braves frères des Anglais, les Danois,» et conçue en ces termes : «Le vice-amiral Nelson a ordre de ménager le Danemark, ainsi il ne doit pas résister plus longtemps. La ligne de défense qui couvrait ses rivages a amené au pavillon anglais. Cessez donc le feu, qu'il puisse prendre possession de ses prises, ou il les fera sauter en l'air avec leurs équipages, qui les ont si noblement défendues. Les braves Danois sont les frères et ne seront jamais les ennemis des Anglais.» Le prince de Danemark, qui était au bord de la mer, reçut ce billet, et, pour avoir des éclaircissements à ce sujet, il envoya l'adjudant général Lindholm auprès de Nelson, avec qui il conclut une suspension d'armes. Le feu cessa bientôt partout, et les Danois blessés furent remis sur le rivage. Cette suspension avait à peine eu lieu que trois vaisseaux anglais, y compris celui que montait Nelson, s'échouèrent sur le banc. Ils furent en perdition, et ils n'auraient jamais pu s'en relever si les batteries avaient continué le feu. Ils durent donc leur salut à cet armistice.

Cet événement sauva l'escadre anglaise. Nelson se rendit le 4 avril à terre. Il traversa la ville au milieu des cris et des menaces de toute la populace; et, après plusieurs conférences avec le prince régent, on signa la convention suivante : «Il y aura un armistice de trois mois et demi entre les Anglais et le Danemark, mais uniquement pour la ville de Copenhague et le Sund. L'escadre anglaise, maîtresse d'aller où elle voudra,

est obligée de se tenir à la distance d'une lieue des côtes du Danemark, depuis sa capitale jusqu'au Sund. La rupture de l'armistice devra être dénoncée quinze jours avant la reprise des hostilités. Il y aura *statu quo* parfait sur tous les autres rapports, en sorte que rien n'empêche l'escadre de l'amiral Parker de se porter vers quelque autre point des possessions danoises, vers les côtes du Jutland, vers celles de la Norwége; la flotte anglaise qui doit être entrée dans l'Elbe peut attaquer la forteresse danoise de Glükstadt; le Danemark continue à occuper Hambourg et Lubeck, etc. -

Les Anglais perdirent, dans cette bataille, 943 hommes tués ou blessés. Deux de leurs vaisseaux furent tellement maltraités, qu'il ne fut plus possible de les réparer; l'amiral Parker fut obligé de les renvoyer en Angleterre. La perte des Danois fut évaluée un peu plus haut que celle des Anglais. La partie de la ligne d'embossage qui tomba au pouvoir de ces derniers fut brûlée, au grand déplaisir des officiers anglais, dont cela lésait les intérêts. Lors de la signature de l'armistice, les bombardes et chaloupes canonnières étaient en position de prendre une ligne pour bombarder la ville.

XI. L'événement de Copenhague ne remplit pas entièrement les intentions du gouvernement britannique; il avait espéré détacher et soumettre le Danemark, et il n'était parvenu qu'à lui faire signer un armistice qui paralysait les forces danoises pendant quatorze semaines. L'escadre suédoise et l'escadre russe s'armaient avec la plus grande activité et présentaient des forces considérables. Mais l'appareil militaire était désormais devenu inutile; la confédération des puissances du Nord se trouvait dissoute par la mort de l'empereur Paul, qui en était à la fois l'auteur, le chef et l'âme. Paul I[er] avait été assassiné dans la nuit du 23 au 24 mars, et la nouvelle de sa mort arriva à Copenhage au moment où l'armistice venait d'être signé!

Lord Withworth était ambassadeur à sa cour; il était fort lié avec le comte de Pahlen, le général Benningsen, les Soubow, les Orlof et autres personnes authentiquement reconnues pour être les auteurs et acteurs de cet horrible parricide. Ce monarque avait indisposé contre lui, par un

caractère irritable et très-susceptible, une partie de la noblesse russe. La haine de la révolution française avait été le caractère distinctif de son règne. Il considérait comme une des causes de cette révolution la familiarité du souverain et des princes français et la suppression de l'étiquette à la cour. Il établit donc à la sienne une étiquette très-sévère; il exigea des marques de respect peu conformes à nos mœurs et qui révoltaient généralement. Être habillé d'un frac, avoir un chapeau rond, ne point descendre de voiture quand le czar ou un des princes de sa Maison passait dans les rues ou promenades, enfin la moindre violation des moindres détails de son étiquette excitait toute son animadversion, et, par cela seul, on était jacobin. Depuis qu'il s'était rapproché du Premier Consul, il était revenu sur une partie de ces idées; il est probable que, s'il eût vécu encore quelques années, il eût reconquis l'opinion et l'amour de sa cour, qu'il s'était aliénée. Les Anglais, mécontents et même extrêmement irrités du changement qui s'était opéré en lui depuis un an, n'oublièrent rien pour encourager ses ennemis intérieurs. Ils parvinrent à accréditer l'opinion qu'il était fou, et enfin nouèrent une conspiration pour attenter à sa vie. L'opinion générale est que . . . . [1]

La veille de sa mort, Paul, étant à souper avec sa maîtresse et son favori, reçut une dépêche où on lui détaillait toute la trame de la conspiration; il la mit dans sa poche, en ajournant la lecture au lendemain. Dans la nuit il périt.

L'exécution de cet attentat n'éprouva aucun obstacle : Pahlen avait tout crédit au palais; il passait pour le favori et le ministre de confiance du souverain. Il se présenta à deux heures du matin à la porte de l'appartement de l'empereur, accompagné de Benningsen, Soubow et Orlof. Un cosaque affidé, qui était à la porte de sa chambre, fit des difficultés pour les laisser pénétrer chez lui; ils le massacrèrent aussitôt. L'empereur s'éveilla au bruit et se jeta sur son épée; mais les conjurés se précipitèrent sur lui, le renversèrent et l'étranglèrent : Benningsen fut celui qui lui donna le dernier coup; il marcha sur son cadavre. L'impératrice,

[1] Lacune dans le texte des *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Iᵉʳ*, édition de 1830.

femme de Paul, quoiqu'elle eût beaucoup à se plaindre des galanteries de son mari, témoigna une vraie et sincère affliction; et tous ceux qui avaient pris part à cet assassinat furent constamment dans sa disgrâce.....[1]

Bien des années après, le général Benningsen commandait encore.....[2]

Quoi qu'il en soit, cet horrible événement glaça d'horreur toute l'Europe, qui fut surtout scandalisée de l'affreuse franchise avec laquelle les Russes en donnaient des détails dans toutes les cours. Il changea la position de l'Angleterre et les affaires du monde.....[3]

Les embarras d'un nouveau règne donnèrent une autre direction à la politique de la cour de Russie. Dès le 5 avril, les matelots anglais qui avaient été faits prisonniers de guerre par suite de l'embargo, et envoyés dans l'intérieur de l'empire, furent rappelés. La commission qui avait été chargée de la liquidation des sommes dues par le commerce anglais fut dissoute. Le comte Pahlen, qui continua à être le principal ministre, fit connaître aux amiraux anglais, le 20 avril, que la Russie accédait à toutes les demandes du cabinet anglais; que l'intention de son maître était que, d'après la proposition du gouvernement britannique de terminer le différend à l'amiable par une convention, on cessât toute hostilité jusqu'à la réponse de Londres. Le désir d'une prompte paix avec l'Angleterre fut hautement manifesté, et tout annonça le triomphe de cette puissance. Après l'armistice de Copenhague, l'amiral Parker s'était porté vers l'île de Hven pour observer les flottes russe et suédoise. Mais la déclaration du comte de Pahlen le rassura à cet égard: et il revint à son mouillage de Kiœge, après avoir fait connaître à la Suède qu'il laisserait passer librement ses bâtiments de commerce.

Le Danemark cependant continuait à se mettre en état de défense. Sa flotte restait tout entière et n'avait éprouvé aucune perte; elle consistait en seize vaisseaux de guerre. Les détails de cet armement et les travaux nécessaires pour mettre les batteries de la Couronne et celles de l'île d'Amager dans le meilleur état de défense occupaient entièrement le

[1] Lacune dans le texte de l'édition de 1830. — [2] *Idem.* — [3] *Idem.*

prince royal. Mais à Londres et à Berlin les négociations étaient dans la plus grande activité, et lord Saint-Helens était parti d'Angleterre, le 4 mai, pour Saint-Pétersbourg. Bientôt l'Elbe fut ouvert au commerce anglais. Le 20 mai Hambourg fut évacué par les Danois, et le Hanovre par les Prussiens.

Nelson avait succédé à l'amiral Parker dans le commandement de l'escadre, et, dès le 8 mai, il s'était porté vers la Suède, et avait écrit à l'amiral suédois que, s'il sortait de Carlscrona avec la flotte, il l'attaquerait. Il s'était ensuite dirigé avec une partie de l'escadre sur Revel, où il arriva le 12. Il espérait y rencontrer l'escadre russe, mais elle avait quitté ce port dès le 9. Il n'est pas douteux que, si Nelson eût trouvé la flotte russe dans ce port, dont les batteries étaient en très-mauvais état, il ne l'eût attaquée et détruite. Le 16 Nelson quitta Revel, et se réunit à toute sa flotte sur les côtes de Suède. Cette puissance ouvrit ses ports aux Anglais le 19 mai. L'embargo sur leurs bâtiments fut levé en Russie le 20 mai. La Prusse se trouvait déjà en communication avec l'Angleterre depuis le 16. Cependant lord Saint-Helens était arrivé à Saint-Pétersbourg le 29 mai; le 17 juin il signa le fameux traité qui mit fin aux différends survenus entre les puissances maritimes du Nord et l'Angleterre. Le 15 le comte de Bernstorff, ambassadeur extraordinaire de la cour de Copenhague, était arrivé à Londres pour y traiter des intérêts de son souverain, et le 17 le Danemark leva l'embargo sur les navires anglais.

Ainsi, trois mois après la mort de Paul, la confédération du Nord fut dissoute et le triomphe de l'Angleterre assuré.

Le Premier Consul avait envoyé son aide de camp Duroc à Saint-Pétersbourg, où il était arrivé le 24 mai; il avait été parfaitement accueilli et reçu avec toute espèce de protestations de bienveillance. Il avait cherché à faire comprendre la conséquence qui résulterait, pour l'honneur et l'indépendance des nations et pour la prospérité future des puissances de la Baltique, du moindre acte de faiblesse, acte que la circonstance ne pourrait justifier. «L'Angleterre, disait-il, avait en Égypte la plus grande partie de ses forces de terre et avait besoin de plusieurs escadres pour les couvrir et empêcher celles de Brest, de Cadix, de Tou-

lon, d'aller porter des secours à l'armée française d'Orient. Il fallait que l'Angleterre eût une escadre de quarante à cinquante vaisseaux pour observer Brest, et plus de vingt-cinq vaisseaux dans la Méditerranée; en outre, elle devait tenir des forces considérables devant Cadix et le Texel. » Il ajoutait « que la Russie, la Suède et le Danemark pouvaient lui opposer plus de trente-six vaisseaux de haut bord bien armés; que le combat de Copenhague n'avait eu pour résultat que la destruction de quelques carcasses, mais n'avait en rien diminué la puissance des Danois; que même, loin de changer leurs dispositions, il n'avait fait que porter l'irritation au dernier point; que les glaces allaient obliger les Anglais à quitter la Baltique; que, pendant l'hiver, il serait possible d'arriver à une pacification générale; que, si la cour de Russie était décidée, comme il paraissait par les démarches déjà faites, à conclure la paix, il fallait au moins ne faire que des sacrifices temporaires, mais se garder d'altérer en rien les principes reconnus sur les droits des neutres et l'indépendance des mers; que déjà le Danemark, menacé par une escadre nombreuse et luttant seul contre elle, avait, au mois d'août de l'année dernière, consenti à ne point convoyer ses bâtiments jusqu'à ce que cette affaire eût été discutée; que la Russie pourrait suivre la même marche, gagner du temps en concluant des préliminaires et en renonçant au droit de convoyer, jusqu'à ce qu'on eût trouvé des moyens définitifs de conciliation. »

Ces raisonnements, exprimés dans plusieurs notes, avaient paru faire de l'effet sur le jeune empereur; mais il était lui-même sous l'influence d'un parti qui avait commis un grand crime, et qui, pour faire diversion, voulait, à quelque prix que ce fût, faire jouir la Baltique des bienfaits de la paix, afin de rendre plus odieuse la mémoire de leur victime et donner le change à l'opinion.

L'Europe vit avec étonnement le traité ignominieux que signa la Russie et que, par contre, durent adopter le Danemark et la Suède. Il équivalait à une déclaration de l'esclavage des mers et à la proclamation de la souveraineté du parlement britannique. Ce traité fut tel, que l'Angleterre n'avait rien à souhaiter de plus et qu'une puissance du troisième ordre eût rougi de le signer. Il causa d'autant plus de surprise que l'Angleterre,

dans l'embarras où elle se trouvait, se fût contentée de toute autre convention qui l'en eût tirée. Enfin la Russie eut la honte, qui lui sera éternellement reprochée, d'avoir consenti la première au déshonneur de son pavillon. Il y fut dit : 1° que le pavillon ne couvrait plus la marchandise, que la propriété ennemie était confiscable sur un bâtiment neutre; 2° que les bâtiments neutres convoyés seraient également soumis à la visite des croiseurs ennemis, hormis par les corsaires et les armateurs; ce qui, loin d'être une concession faite par l'Angleterre, était dans ses intérêts et demandé par elle; car les Français, étant inférieurs en force, ne parcouraient plus les mers qu'avec des corsaires. Ainsi l'empereur Alexandre consentit à ce qu'une de ses escadres de cinq ou six vaisseaux de 74, escortant un convoi, fût détournée de sa route, perdît plusieurs heures et souffrît qu'un brick anglais lui enlevât une partie de ses bâtiments convoyés.

Le droit de blocus se trouva seul bien défini; les Anglais attachaient peu d'importance à empêcher les neutres d'entrer dans un port lorsqu'ils avaient le droit de les arrêter partout en déclarant que la cargaison appartenait en tout ou en partie à un négociant ennemi. La Russie voulut faire valoir comme une concession en sa faveur que les munitions navales n'étaient pas comprises parmi les objets de contrebande. Mais il n'y a plus de contrebande lorsque tout peut le devenir par la suspicion du propriétaire, et tout est contrebande quand le pavillon ne couvre plus la marchandise.

Nous avons dit dans ce chapitre que les principes du droit des neutres sont : 1° que le pavillon couvre la marchandise; 2° que le droit de visite ne consiste qu'à s'assurer du pavillon et qu'il n'y a point d'objets de contrebande; 3° que les objets de contrebande sont les seules munitions de guerre; 4° que tout bâtiment marchand convoyé par un bâtiment de guerre ne peut être visité; 5° que le droit de blocus ne peut s'entendre que des ports réellement bloqués. Nous avons ajouté que ces principes avaient été défendus par tous les jurisconsultes et par toutes les puissances, et reconnus dans tous les traités. Nous avons prouvé qu'ils étaient en vigueur en 1780 et furent respectés par les Anglais; qu'ils l'étaient

encore en 1800 et furent l'objet de la quadruple alliance, signée le 16 décembre de cette année. Aujourd'hui il est vrai de dire que la Russie, la Suède, le Danemark, ont reconnu des principes différents.

Nous verrons, dans la guerre qui suivit la rupture du traité d'Amiens, que l'Angleterre alla plus loin, et que ce dernier principe, qu'elle avait reconnu, elle le méconnaissait en établissant celui du blocus appelé *blocus sur le papier*.

La Russie, la Suède et le Danemark, ont déclaré, par le traité du 17 janvier 1801, que les mers appartenaient à l'Angleterre, et par là ils ont autorisé la France, partie belligérante, à ne reconnaître aucun principe de neutralité sur les mers. Ainsi, dans le temps même où les propriétés particulières et les hommes non combattants sont respectés dans les guerres de terre, on poursuit, dans les guerres de mer, les propriétés des particuliers, non-seulement sous le pavillon ennemi, mais encore sous le pavillon neutre; ce qui donne lieu de penser que, si l'Angleterre seule eût été législateur dans les guerres de terre, elle eût établi les mêmes lois qu'elle a établies dans les guerres de mer. L'Europe serait alors retombée dans la barbarie, et les propriétés particulières auraient été saisies comme les propriétés publiques.

NOTES[1]

SUR

LE PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

OU ESSAIS HISTORIQUES

SUR LES CAMPAGNES DE 1799 À 1814[2].

Cet ouvrage est écrit avec facilité; ce n'est ni un ouvrage militaire, ni un ouvrage politique; aucune partie n'y est approfondie; mais il justifie son titre. Sa lecture a été l'objet d'un grand nombre d'observations. Dans les quatre notes que nous mettons ici, nous ne traiterons que de ce qui est relatif, 1° à la politique de Pitt; 2° au général Moreau; 3° à l'armistice naval; 4° aux différentes assertions sur la guerre d'Égypte.

PREMIÈRE NOTE. — POLITIQUE DE PITT.

(Campagne de 1800, t. I, p. 1.)

«....... Ce célèbre ministre, fidèle au principe de la vieille politique insulaire, n'admettait aucune garantie tant que la France conserverait, avec la Belgique et la disposition des ressources maritimes de la Hollande, une situation toujours hostile contre l'Angleterre.

«Depuis la cession des Pays-Bas à la France, consentie par la Maison d'Autriche au traité de Campo-Formio, le but de la guerre échappait au gouvernement anglais; tous ses efforts tendaient à le ressaisir. M. Pitt était convaincu que, pour arracher aux Français cette belle conquête, il fallait épuiser les ressources de la France et la consumer

[1] Ces *Notes* sont reproduites d'après une copie communiquée par Mme la comtesse de Montholon.

[2] Par le général Mathieu-Dumas. Paris, 1816-1826. 19 vol. in-8°.

en portant dans son sein une guerre que la fureur des partis comprimés et l'indignation des puissances humiliées devaient lui rendre à jamais funeste si elle en devenait le théâtre.

«La conquête de l'Italie et tous les avantages remportés par les alliés pendant la campagne de 1799 ne suffisaient plus pour remettre en question la rétrocession de la Belgique, parce que ces avantages étaient balancés sur le Rhin par la victoire de Zurich, et dans le Nord par le mauvais succès de l'expédition sur les côtes de Hollande.

«La continuation de la guerre était donc invariablement résolue par le ministère anglais avant les ouvertures faites par Bonaparte; elles donnèrent lieu à de vifs débats dans le parlement. Les principaux orateurs du parti de l'opposition remontèrent jusqu'aux premières causes de la guerre; ils en attribuèrent l'explosion, les malheurs, la perpétuité, à ceux qui voulaient établir l'immutabilité des gouvernements et l'aliénation irrévocable de la souveraineté comme base fondamentale d'un pacte social pour le maintien duquel toutes les puissances devraient être à jamais solidaires.

«MM. Erskine, Fox et Sheridan se distinguèrent dans cette discussion mémorable; ils opposèrent à la doctrine des gouvernements de l'Europe moderne les plus forts arguments que purent leur fournir les principes du droit naturel et du droit politique, l'esprit et la marche du siècle, les exemples tirés de leur propre histoire, le changement de système en France, qu'ils trouvaient favorable au rétablissement de la paix...»

1° Le ministère anglais a-t-il pu se refuser aux ouvertures que lui a faites le Premier Consul en 1800, sans se rendre responsable des malheurs de la guerre? Ce refus était-il politique et conforme à l'intérêt de l'Angleterre? La paix était-elle alors à désirer pour la France? Quels étaient dans cette circonstance les intérêts de Napoléon?

Pitt se refusa à entrer en négociation dans l'espérance qu'en continuant la guerre il obligerait la France à rappeler les princes de la Maison de Bourbon et à rétrocéder la Belgique à la Maison d'Autriche. Si ces deux prétentions étaient légitimes et justes, il a pu légitimement et en justice se refuser à la paix; mais, si l'une et l'autre sont illégitimes et injustes, il a rendu son pays responsable de tous les malheurs de la guerre. Or la République avait été reconnue par toute l'Europe; l'Angleterre elle-même l'avait reconnue en chargeant, en 1796, lord Malmesbury de ses pouvoirs pour traiter avec le Directoire. Ce plénipotentiaire s'était rendu successivement à Paris et à Lille; il avait négocié avec

Charles Delacroix, Le Tourneur et Maret, ministres du Directoire. D'ailleurs, la guerre présente n'avait pas pour but le retour des Bourbons. Les provinces de la Belgique avaient été cédées par l'empereur d'Autriche au traité de Campo-Formio, en 1797; l'Angleterre avait reconnu leur réunion à la France par les négociations de lord Malmesbury à Lille. Elles faisaient donc légitimement partie de la République; vouloir les en séparer, c'était vouloir usurper, déchirer, démembrer un état reconnu. Ces deux prétentions étaient injustes et illégitimes.

2° Cette politique du ministre Pitt était-elle bien conforme à l'intérêt de l'Angleterre? Pouvait-il raisonnablement se flatter d'obtenir la Belgique par le résultat de la continuation de la guerre? N'eût-il pas été plus sage de donner la paix au monde, en s'assurant des avantages réels et très-considérables qu'il pouvait obtenir? Les rois de Sardaigne et de Naples, le grand-duc de Toscane, le pape, eussent été rétablis et consolidés sur leurs trônes; le Milanais eût été assuré à la Maison d'Autriche; les troupes françaises eussent évacué la Hollande, la Suisse et Gênes; l'influence anglaise eut pu s'établir dans ces pays; l'Égypte eût été restituée au Grand Seigneur, l'île de Malte au grand maître; Ceylan, le cap de Bonne-Espérance, eussent consolidé la puissance anglaise aux deux Indes. Quel magnifique résultat de la campagne de 1799! Ces avantages étaient certains, et les espérances auxquelles on les sacrifiait étaient-elles au moins probables? En 1799, la coalition avait été victorieuse en Italie, mais battue en Suisse, en Hollande et en Orient. La France venait de changer son gouvernement. A cinq personnes, divisées et peu habiles, succédait un homme dont les connaissances et les talents militaires n'étaient pas douteux; il avait été élevé par l'assentiment de la nation. A son nom seul la Vendée s'était déjà soumise. Les armées de la Russie étaient en marche pour repasser la Vistule; lord Grenville lui-même convenait que, quand le Premier Consul voudrait céder la Belgique, le peuple français en masse s'y opposerait : ainsi l'objet de la guerre était populaire en France. Les cours de Berlin, de Vienne et de Londres se trompèrent en 1792: les circonstances étaient si nouvelles! Mais, en 1800, les hommes d'état d'Angleterre étaient-ils excusables de tomber dans la même erreur? Il était

donc probable que la campagne de 1800 serait favorable à la France, que cette puissance reprendrait l'Italie, et que si, enfin, contre toute probabilité, le succès de la campagne était douteux, il ne remplirait pas du moins le but que se proposait le ministère anglais; il lui faudrait donc continuer pendant plusieurs années d'immenses subsides, car il ne pouvait espérer d'arracher la Belgique à la France que par la réunion de la Russie et de la Prusse, ou du moins d'une des ces deux puissances, à la coalition. Or ce résultat politique ne pouvait pas être obtenu par la campagne de 1800; il ne fallait donc pas courir les chances de cette campagne.

3° L'intérêt de la République était l'opposé de celui de l'Angleterre : si elle eût fait la paix dans cette circonstance, elle l'eût faite après une campagne malheureuse, elle eût rétrogradé par l'effet d'une seule campagne; cela eût été un déshonneur, et un encouragement aux puissances de se coaliser de nouveau contre elle. Toutes les chances de la campagne de 1800 lui étaient favorables : les armées russes quittaient le théâtre de la guerre; la Vendée, pacifiée, rendait disponible une nouvelle armée; les factions étaient comprimées dans l'intérieur, et la confiance était entière dans le chef de l'état. La République ne devait faire la paix qu'après avoir rétabli l'équilibre de l'Italie; elle ne pouvait, sans compromettre ses destins, signer une paix moins avantageuse que celle de Campo-Formio.

A cette époque la paix eût perdu la République : la guerre lui était nécessaire pour maintenir l'énergie et l'unité dans l'état, qui était mal organisé; le peuple eût exigé une grande réduction dans l'impôt et le licenciement d'une partie de l'armée, de sorte qu'après deux ans de paix la France se fût présentée avec un grand désavantage sur le champ de bataille.

4° Napoléon avait alors besoin de guerre : les campagnes d'Italie, la paix de Campo-Formio, les campagnes d'Égypte, la journée du 18 brumaire, l'opinion unanime du peuple pour l'élever à la suprême magistrature, l'avaient sans doute placé bien haut; mais un traité de paix qui eût dérogé à celui de Campo-Formio et eût annulé toutes ses créations

d'Italie eût flétri les imaginations et lui eût ôté ce qui lui était nécessaire pour terminer la révolution, établir un système définitif et permanent: il le sentait. Il attendait avec impatience la réponse du cabinet de Londres. Cette réponse le remplit d'une secrète satisfaction. Plus les Grenville et les Chatham se complaisaient à outrager la révolution et à montrer ce mépris qui est l'apanage héréditaire de l'oligarchie, plus ils servaient les intérêts secrets de Napoléon, qui dit à son ministre : «Cette réponse ne pouvait pas nous être plus favorable.» Il pressentait dès lors qu'avec des politiques si passionnés il éprouverait peu d'obstacles à remplir ses hautes destinées. Pitt, si distingué d'ailleurs par ses talents parlementaires et ses connaissances de l'administration intérieure, était dans la plus parfaite ignorance de ce qu'on appelle politique; en général, les Anglais n'entendent rien aux affaires du continent, surtout à celles de France.

La gloire de la France a été portée au plus haut point; toute l'Europe lui était soumise, et le ministère anglais a été obligé, peu de mois après s'être dilaté dans des déclarations si injurieuses au peuple et à la nation française, de signer la paix d'Amiens. La France, reconnue maîtresse de toute l'Italie, a fait une paix plus avantageuse que celle de Campo-Formio, puisqu'elle y a gagné le Piémont et la Toscane; et il a fallu le poignard d'un fanatique qui fit tomber le commandement de l'armée d'Orient entre les mains d'un homme, distingué sous bien des points de vue, mais absolument dépourvu de talent et de génie militaires, pour que l'Égypte ne fût pas à jamais réunie à la France. Car il n'est pas un militaire anglais, turc ou français, qui ne convienne que l'armée d'Abercromby eût été battue et détruite si Kleber eût vécu. Déjà la Porte avait montré des dispositions favorables pour faire la paix, indépendamment de l'Égypte. De quel poids un jeune fanatique de vingt-quatre ans, sur la foi d'un passage douteux du Coran, a-t-il pesé dans la balance du monde!

DEUXIÈME NOTE. — MOREAU.

(Campagne de 1800; t. I, p. 87.)

«... Mais le nom de Moreau était plus populaire, et la nation l'eût préféré. Si la

dictature l'avait séduit, ou si la noble et secrète ambition de se faire le Monck des Français l'avait excité, il aurait pu, bien avant cette époque, faire intervenir l'armée et devancer son rival; il avait plus que lui l'affection du soldat : on le connaissait davantage. Il avait eu partout de grands succès, en Flandre, en Allemagne et en Italie, où sa retraite devant Souvarof ne l'illustra pas moins que celle qu'il avait faite devant l'archiduc. Moreau n'avait pas la résolution d'esprit nécessaire pour de telles entreprises; il crut, en secondant l'élévation du Premier Consul, se réserver le rôle de généralissime, qui lui convenait mieux; mais ce partage parut trop inégal à ce brillant et farouche amant de la gloire, qui se montra toujours si jaloux de ses moindres faveurs et n'en connut jamais le véritable prix. . . »

(Page 82.)

« Son plan de campagne ne fut point d'abord adopté par le gouvernement; il voulait agir par son aile droite, et se borner à observer le Saint-Gothard et les principaux passages depuis le haut Valais jusqu'aux Grisons; il pensait que les premiers mouvements de l'armée de réserve suffiraient pour dégager Masséna; qu'il ne fallait rien entreprendre de plus jusqu'à ce que l'offensive contre le général Kray eût pleinement réussi, et qu'on l'eût mis hors d'état de tenir campagne; que jusque-là il fallait bien se garder d'affaiblir l'aile droite de l'armée du Rhin, et qu'on devait, au contraire, la soutenir en portant en avant, à la naissance des plus hautes vallées, aux débouchés de l'Engadine et du Vorarlberg, une partie de l'armée de réserve, et qu'elle s'y trouverait également bien placée pour fermer l'entrée de la Suisse du côté du Tyrol, si le général Kray tentait d'y opérer une diversion, ou pour prendre à revers la nouvelle ligne d'opération du général Melas en Lombardie, et couvrir d'autant mieux celle de l'armée française du Rhin, agissant dans le bassin du Danube.

« Bonaparte, au contraire, ne songeait qu'à reconquérir l'Italie et ses premiers trophées. Il avait, à la vérité, porté d'abord sur l'armée de Moreau toutes les ressources disponibles et le plus à portée, pour la mettre plus promptement en état d'agir, pendant qu'il rassemblait avec peine, à de grandes distances, le personnel, le matériel et le grand nombre de chevaux nécessaires pour son expédition; mais il considérait cette grande armée du Rhin comme une masse qui devait seulement paralyser les principales forces de l'Autriche, après que les premiers mouvements auraient rompu tout concert entre l'armée impériale d'Allemagne et celle d'Italie. Il suffisait donc au Premier Consul que la Suisse fût bien gardée et la chaîne des Alpes rendue impénétrable; Moreau devait rester en observation et détacher toute son aile droite pour renforcer l'armée de réserve dans les plaines de la Lombardie, afin que lui seul pût frapper les grands coups sur le théâtre où il lui convenait de remporter d'éclatantes victoires. »

Le général Moreau n'a jamais commandé en Flandre, ni en Hollande: il a fait les campagnes de 1794 et 1795 sous les ordres des généraux Pichegru et Jourdan, comme Souham, Taponier, Michaud, etc. Il commanda en chef pour la première fois au mois de mai 1796, à l'armée du Rhin; il passa ce fleuve au mois de juillet. Napoléon était alors maître de toute l'Italie.

La campagne en Allemagne de 1796 ne fait honneur ni aux talents militaires de ceux qui en ont conçu le plan, ni au général qui en a eu la principale direction et qui a commandé la principale armée : 1° il passa sur la rive droite du Danube et du Lech après la bataille de Neresheim, le 11 août, tandis qu'en marchant devant lui sur l'Altmühl, par la rive gauche du Danube, il se fût joint en trois marches avec l'armée de Sambre-et-Meuse, qui était sur la Regnitz, et eût par ce mouvement décidé de la campagne; 2° il resta inactif six semaines, pendant août et septembre, en Bavière, pendant que l'archiduc battait l'armée de Sambre-et-Meuse et la rejetait au delà du Rhin; 3° il laissa assiéger Kehl pendant plusieurs mois par une armée inférieure, à la vue de la sienne, et le laissa prendre.

Dans la campagne de 1799 il servit d'abord en Italie, sous Scherer, comme général de division; il y montra autant de bravoure que d'habileté à la tête d'une ou de deux divisions; mais, appelé au commandement en chef de cette même armée, à la fin d'avril, par le rappel de Scherer, il ne fit que des fautes, et ne montra pas plus de connaissance du grand art de la guerre qu'il n'en avait montré dans la campagne de 1796. 1° Il se fit battre à Cassano par Souvarof; il y perdit la plus grande partie de son artillerie, et laissa cerner et prendre la division Serurier. 2° Il fit sa retraite sur le Tessin, tandis qu'il eût dû la faire sur la rive droite du Pô, par le pont de Plaisance, afin de se réunir à l'armée de Naples, que commandait Macdonald, et qui était en marche pour s'approcher du Pô: cette réunion faite, il était maître de l'Italie. 3° Du Tessin il fit sa retraite sur Turin, laissant Souvarof maître de se porter sur Gênes et de le couper entièrement de l'armée de Naples : il s'aperçut à temps de cette faute et revint en toute hâte, par la rive droite du Pô, sur Alexandrie; mais quel-

ques jours après il commit la même faute en marchant sur Coni et abandonnant entièrement l'armée de Naples et les hauteurs de Gênes. 4° Pendant qu'il marchait à l'ouest, Macdonald arrivait avec l'armée de Naples sur la Spezia; au lieu d'opérer sa jonction avec ce général sur Gênes, derrière l'Apennin, et de déboucher, réunis, par la Bocchetta, pour faire lever le siége de Mantoue, Moreau prescrivit à Macdonald de passer l'Apennin et d'entrer dans la vallée du Pô pour opérer sa jonction sur Tortone; il arriva ce qui devait arriver : l'armée de Naples seule eut à supporter tous les efforts de l'ennemi aux champs de la Trebbia, et l'Italie alors fut véritablement perdue.

En 1799, Moreau ne jouissait d'aucun crédit ni dans l'armée ni dans la nation. Sa conduite en fructidor 1797 l'avait discrédité dans tous les partis; il avait gardé pour lui les papiers trouvés dans le fourgon de Klinglin, qui prouvaient les correspondances de Pichegru avec le duc d'Enghien et les Autrichiens, et les trames des factions de l'intérieur, et cela pendant que Pichegru, masqué par la réputation qu'il avait acquise en Hollande, exerçait une grande influence sur la législature. Moreau trahit son serment et viola ses devoirs envers son gouvernement en lui dérobant la connaissance de papiers d'une si haute importance et auxquels pouvait être attaché le salut de la République. Si c'était son amitié pour Pichegru qui le portait à ce coupable ménagement, il fallait alors ne pas communiquer ces papiers au moment où leur connaissance n'était plus utile à l'état, puisque, après la journée du 18 fructidor, le parti était abattu et Pichegru dans les fers. La proclamation de Moreau à l'armée et sa lettre à Barthelemy[1] furent un coup mortel qui priva Pichegru et ses malheureux compagnons de la seule consolation qui reste aux malheureux, l'intérêt public.

Moreau n'avait aucun système, ni sur la politique, ni sur le militaire; il était excellent soldat, brave de sa personne, capable de bien remuer sur un champ de bataille une petite armée, mais absolument étranger aux connaissances de la grande tactique. S'il se fût mêlé dans quelques

[1] Voir cette lettre, t. XXIX, p. 359 et 360.

intrigues pour faire un 18 brumaire, il eût échoué; il se serait perdu ainsi que le parti qui se serait attaché à lui. Lorsqu'au mois de novembre 1799 le Corps législatif donna un diner à Napoléon, un grand nombre de députés ne voulaient point y assister, parce que Moreau devait y occuper un rang distingué et qu'ils ne voulaient rendre aucun témoignage de considération au général qui avait trahi la République en fructidor. Ce fut dans cette circonstance que ces deux généraux se virent pour la première fois. Quelques jours avant le 18 brumaire, pressentant qu'il se tramait quelques changements, Moreau se mit à la disposition de Napoléon et lui dit qu'il suffisait qu'il le prévînt une heure d'avance, qu'il viendrait à cheval près de lui avec ses officiers et ses pistolets, sans autre condition. Il ne fut pas dans le secret du 18 brumaire. Il se rendit, le 18, à la pointe du jour, chez Napoléon, comme un grand nombre d'autres généraux et officiers qu'on avait prévenus dans la nuit, et sur l'attachement desquels on avait droit de compter.

Le 18 brumaire, à midi, après que Napoléon eut pris le commandement de la 17e division militaire et des troupes qui étaient à Paris, il donna celui des Tuileries à Lannes, celui de Saint-Cloud à Murat, celui de la chaussée de Paris à Saint-Cloud à Serurier, celui de Versailles à Macdonald, et celui du Luxembourg à Moreau; 400 hommes de la 96e furent destinés à marcher sous ses ordres pour garder ce palais; ils s'y refusèrent, disant qu'ils ne voulaient pas marcher sous les ordres d'un général qui n'était pas patriote. Napoléon dut s'y rendre lui-même et les haranguer pour lever ces difficultés [1].

Après brumaire, les jacobins continuèrent à remuer et à chercher des appuis dans les armées de Hollande et d'Helvétie, et, comme personne n'était plus opposé à ce parti que Moreau, il fut choisi pour prendre le commandement de l'armée d'Helvétie. Masséna était plus propre que personne pour commander dans la Rivière de Gênes, où il n'y avait pas un sentier qu'il ne connût. Brune, qui commandait en Hollande, fut envoyé dans la Vendée; on rompit ainsi toutes les trames qui pouvaient exister

[1] Voir ci-dessus, p. 375.

dans ces armées. D'ailleurs le Premier Consul n'eut jamais qu'à se louer de Moreau jusqu'au moment de son mariage, qui eut lieu pendant l'armistice de Parsdorf, en juillet 1800.

Ce serait avoir des idées bien fausses de l'état de l'esprit public d'alors que de supposer qu'il y eût eu aucun partage dans l'autorité. La République était une : Napoléon, premier magistrat, était l'homme de la France; il était tout. Les autorités constituées, le Sénat, le Tribunat, le Corps législatif, avaient leur influence; tout individu qui n'exerçait pas d'influence sur ces corps n'était rien. Moreau ne commandait pas d'armée; elles étaient toutes entre les mains d'hommes d'une faction opposée. Masséna, qui venait de sauver la France à Zurich, Brune, qui venait de battre le duc d'York et de sauver la Hollande, jouissaient alors d'une plus haute réputation. Moreau, qui à la tache de fructidor joignit celle des défaites de Cassano et de la Trebbia, auxquelles on attribuait la perte de l'Italie, était peu en faveur; mais c'est justement parce qu'il était alors peu accrédité que le danger ne pouvait venir, s'il y en avait du côté des armées, que de la part du parti opposé, que le gouvernement consulaire accorda une grande confiance à ce général et lui confia une armée de 140,000 hommes, dont le commandement s'étendit de la Suisse au bord du Main.

Il n'y eut aucune discussion sur le plan de campagne de 1800 entre Moreau et le ministre de la guerre. Napoléon, en considérant la position de la France, reconnut que, des deux frontières sur lesquelles on allait se battre, celle d'Allemagne, celle d'Italie, la première était la frontière prédominante[1]; l'autre, celle d'Italie, était la frontière secondaire. En effet, si l'armée de la République eût été battue sur le Rhin et victorieuse en Italie, l'armée autrichienne eût pu entrer en Alsace, en Franche-Comté ou en Belgique, et poursuivre ses succès sans que l'armée française, victorieuse en Italie, pût opérer aucune diversion capable de l'arrêter, puisque, pour s'asseoir dans la vallée du Pô, il lui fallait prendre Alexandrie, Tortone et Mantoue, ce qui exigeait toute la campagne; toute

[1] Voir ci-dessus, page 485.

diversion qu'elle eût voulu opérer sur la Suisse eût été sans effet. Du dernier col des Alpes on peut entrer en Italie sans obstacle; mais des plaines d'Italie on eût trouvé à tous les pas des positions si on eût voulu pénétrer dans la Suisse. Si l'armée française était victorieuse sur la frontière prédominante, tandis que celle sur la frontière secondaire d'Italie serait battue, tout ce qu'on pouvait craindre était la prise de Gênes, une invasion en Provence ou peut-être le siége de Toulon; mais un détachement de l'armée d'Allemagne qui descendrait de Suisse dans la vallée du Pô arrêterait court l'armée ennemie victorieuse en Italie et en Provence. Il conclut de là qu'il ne fallait pas envoyer à l'armée d'Italie au delà de ce qui était nécessaire pour la porter à 40,000 hommes, et qu'il fallait réunir toutes les forces de la République à portée de la frontière prédominante; en effet, 140,000 hommes furent réunis depuis la Suisse jusqu'à Mayence, et une deuxième armée, celle de réserve, fut réunie entre la Saône et le Jura en deuxième ligne. L'intention du Premier Consul était de se porter avec ces deux armées réunies en Allemagne, au mois de mai, et de porter d'un trait la guerre sur l'Inn; mais les événements arrivés à Gênes au commencement d'avril le décidèrent à faire commencer les hostilités sur le Rhin, lorsque l'armée de réserve se réunissait à peine. Le succès sur cette frontière n'était pas douteux; tous les efforts de l'Autriche avaient été dirigés sur l'Italie. Le maréchal Kray avait une armée très-inférieure en nombre, et surtout en qualité, à l'armée française, puisqu'il avait beaucoup de troupes de l'empire.

Le plan de campagne que le Premier Consul dicta au ministre de la guerre, et que celui-ci envoya à Moreau, fut le suivant : réunir les quatre corps d'armée par des mouvements masqués sur la rive gauche du Rhin, entre Schaffhouse et Stein; jeter quatre ponts sur le Rhin et passer à la fois dans le même jour sur la rive droite, de manière à se mettre en bataille la gauche au Rhin et la droite au Danube; acculer le maréchal Kray dans les défilés de la forêt Noire et dans la vallée du Rhin; saisir tous ses magasins, empêcher ses divisions de se rallier; arriver avant lui sur Ulm, lui couper la retraite de l'Inn et ne laisser à ses débris, pour tout refuge, que la Bohême. Ce mouvement eût en quinze

jours décidé de la campagne; il ne pouvait y avoir aucune circonstance plus favorable, car il ne fut jamais un meilleur rideau qu'une rivière aussi large que le Rhin pour masquer des mouvements; le succès était infaillible. Mais Moreau ne le comprenait pas; il voulait que sa gauche débouchât par Mayence, ce à quoi le Premier Consul ne voulut pas consentir. Mais, les circonstances de la République ne lui ayant pas permis de se rendre à l'armée, il dit alors à son ministre qu'il était impossible d'obliger un général en chef à exécuter un plan qu'il n'entendait pas; qu'il fallait donc laisser Moreau diriger ses colonnes à sa volonté, pourvu qu'il n'eût qu'une seule ligne d'opération et ne manœuvrât que sur la rive droite du Danube.

Moreau ouvrit la campagne, sa gauche commandée par Sainte-Suzanne, par le pont de Kehl; Saint-Cyr passa le pont de Neuf-Brisach; la réserve passa à Bâle, et Lecourbe, cinq jours après, passa à Stein. A peine Sainte-Suzanne eut-il passé, que Moreau s'aperçut que ce corps était compromis; il le fit repasser à Neuf-Brisach. Cette ouverture de campagne est contraire aux premières notions de la guerre; il fit manœuvrer son armée dans le cul-de-sac du Rhin, dans le défilé des montagnes Noires, devant une armée qui était en position. Moreau manœuvra comme si la Suisse eût été occupée par l'ennemi ou eût été neutre; il ne sentit pas le parti que l'on pouvait tirer de cette importante possession, en débouchant par le lac de Constance. Le maréchal Kray, ainsi prévenu, réunit ses troupes à Stockach et à Engen, avant l'armée française; il n'éprouva aucun mal; il eût été perdu sans ressource si Moreau eût pu comprendre qu'il fallait que toute son armée débouchât par où déboucha Lecourbe. Le détail d'opérations si mal conduites faisait souvent dire au Premier Consul : «Que voulez-vous? ils n'en savent pas davantage; ils ne connaissent pas les secrets de l'art, ni les ressources de la grande tactique!»

Nous n'avons pas besoin de réfuter l'assertion que le Premier Consul voulait déboucher des montagnes de la Suisse en Italie, sans prendre l'offensive sur le Rhin; cela est trop absurde. Bien loin de là, il ne croyait pas que la diversion par le Saint-Gothard fût possible, si, au préalable.

on n'avait battu et rejeté l'armée autrichienne au delà du Lech: car l'opération de l'armée de réserve eût été une insigne folie si, au moment où elle fût arrivée sur le Pô, l'armée autrichienne d'Allemagne eût pris l'offensive et battu l'armée française. S'il eût voulu à toute force, et conduit par la passion, prendre tout d'abord l'Italie, qui l'eût empêché de laisser l'armée d'Helvétie dans la situation où elle se trouvait en janvier 1800, et d'envoyer à Gênes les 40,000 hommes dont il la renforçait, ce qui aurait permis à Masséna de s'avancer sur le Pô? Napoléon savait bien que l'Italie n'était que la conséquence d'une victoire en Allemagne, que c'était le corollaire des succès obtenus sur la frontière prédominante.

Reubell, ayant eu occasion d'entretenir le Premier Consul en février 1800, lui dit: «Vous réunissez une belle armée sur le Rhin; vous avez là toutes les troupes de la France: ne craignez-vous pas les inconvénients de mettre tant de troupes dans une seule main? Cette considération politique m'a toujours fait maintenir les deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse. Peut-être cet inconvénient est-il moindre vis-à-vis de vous, que le soldat regarde comme le premier général? Cependant, croyez-moi, allez à cette armée vous-même, sans cela vous en éprouverez de grands inconvénients. Je sais que Moreau n'est pas dangereux; mais les factieux, les intrigants de ce pays-ci, quand ils s'attachent à un homme, suppléent à tout.»

Pendant l'armistice de Parsdorf, Moreau, ayant fait un voyage à Paris, descendit aux Tuileries; il n'était pas attendu. Comme il était avec le Premier Consul, le ministre de la guerre Carnot arriva de Versailles avec une paire de pistolets couverts de diamants d'un très-haut prix; ils étaient destinés pour le Premier Consul, qui les prit et les remit à Moreau en disant: «Ils viennent fort à propos.» Cette scène n'était pas arrangée; cette générosité frappa le ministre.

L'Impératrice Joséphine maria Moreau avec mademoiselle Hulot, créole de l'île de France. Cette demoiselle avait une mère ambitieuse; elle dominait sa fille et bientôt domina son gendre. Elle changea son caractère; ce ne fut plus le même homme: il se mêla dans les intrigues; sa maison fut le rendez-vous de tous les malveillants; non-seulement il s'opposa.

mais il conspira contre le rétablissement du culte et contre le concordat en 1801; il tourna en ridicule la Légion d'honneur. Plusieurs fois le Premier Consul voulut ignorer ces inadvertances; mais enfin il dit : «Je m'en lave les mains, qu'il se casse le nez contre les piliers du palais des Tuileries.» Cette conduite de Moreau était contraire à son caractère : il était Breton, détestait les Anglais, avait les chouans en horreur, une grande répugnance pour la noblesse, un grand mépris pour les Bourbons. Incapable d'une grande contention de tête, il était naturellement loyal et bon vivant; la nature ne l'avait pas fait pour les premiers rôles. S'il eût fait un autre mariage, il eût été maréchal, duc, eût fait les campagnes de la Grande Armée, eût acquis une nouvelle gloire, et, si sa destinée était de tomber sur le champ de bataille, il eût été frappé par un boulet russe, prussien ou autrichien; il ne devait pas mourir par un boulet français.

Au mois d'octobre 1813, lorsque plusieurs corps de l'armée française descendirent de Dresde vis-à-vis Wittenberg et passèrent l'Elbe, un courrier du quartier général de l'armée de Bohême, se rendant en Angleterre, fut intercepté, et tous les papiers de Moreau furent pris. Le général Rapatel, son aide de camp et son compatriote, renvoyait à Mᵐᵉ Moreau ces papiers. Elle était très-bourboniste : elle lui reprochait dans toutes ses lettres son éloignement pour les Bourbons, son laisser-aller, ses préjugés révolutionnaires, son défaut d'intrigue, et lui donnait des conseils sur la manière dont il devait se faire valoir à la cour de Russie et d'Autriche. Moreau répondait à toutes : «Vous êtes folle avec vos Bourbons; nous ne les connaissons plus en France que par le mal qu'ils nous ont fait. Au surplus, vous connaissez mes sentiments; quant à moi, je ne demande pas mieux que de les aider, mais, au fond de mon cœur, je vous assure que je crois cet ordre de choses fini à jamais, etc.»

La première pensée de l'Empereur fut de faire imprimer cette correspondance; mais il se reprochait d'avoir laissé exister des phrases dans un bulletin relatif à la mort de ce général : il lui semblait que des mots de regret qu'il avait prononcés en apprenant cette nouvelle eussent dû être recueillis de préférence; il jugea inconvenant de troubler sa cendre

en dévoilant de secrets sentiments, écrits sans prétention à sa propre femme, et dans une correspondance confidentielle.

Moreau avait rendu des services et avait de belles pages dans l'histoire de la guerre de la révolution. Ses opinions politiques avaient toujours été fort sages, et quelquefois Napoléon a laissé percer des regrets de sa fin déplorable « ..... *Ces méchantes femmes l'ont perdu!* » C'est l'inconvénient naturellement attaché aux caractères faibles et indécis.

TROISIÈME NOTE. — ARMISTICE NAVAL.

(Campagne de 1801; t. I, p. 8 à 11.)

« Tant que Bonaparte avait pu se flatter de dicter la paix continentale sans l'accession de l'Angleterre, il avait évité de faire des ouvertures dont la cour de Londres n'eût pas manqué de se prévaloir; mais, aussitôt que la note de lord Minto, qui avait exigé le refus de la ratification des préliminaires de M. de Saint-Julien, eut été transmise par le baron de Thugut au gouvernement français, le Premier Consul fit expédier à M. Otto, employé à Londres comme commissaire pour l'échange des prisonniers, des pleins pouvoirs pour négocier un armistice naval. Cette mission délicate ne pouvait être confiée à un agent plus sage et plus capable de la remplir.

« C'était une idée nouvelle, une forme de procéder tout à fait inusitée que le ministère anglais n'avait pas prévue et dont il fut embarrassé. Lord Grenville ne voulut d'abord traiter avec M. Otto que par l'intermédiaire de commissaires secrets, et parut craindre l'éclat des ouvertures et l'effet qu'il eût pu produire sur l'opinion et sur les fonds publics. La demande d'un armistice naval, appuyée du motif spécieux de vouloir traiter d'une manière entièrement semblable avec les deux cours alliées, cachait l'arrière-pensée de Bonaparte : comme son but était de secourir et de conserver les places de Malte et d'Alexandrie, il voulait les assimiler à celles d'Ulm et d'Ingolstadt...

« Bonaparte persista à faire de l'armistice naval la condition *sine qua non* de l'admission du plénipotentiaire anglais, et fixa pour terme fatal, après lequel il refuserait lui-même d'y consentir, le 11 septembre, jour de la reprise des hostilités en Allemagne et en Italie. M. Otto présenta, le 5 septembre, un projet dont les articles 2 et 4 stipulaient la libre navigation des bâtiments de guerre et de commerce sans qu'ils pussent être visités, et l'admission des vaisseaux neutres dans les ports de Malte, d'Alexandrie et de Belle-Île. »

(Pages 12 et 13.)

« Nous avons cru devoir rapporter avec quelques détails cette première négociation pour la paix générale entre le cabinet de Londres et le Premier Consul : elle fut con-

duite par lord Grenville avec beaucoup de circonspection, mais avec le désir de la voir échouer. M. de Talleyrand, qui en espérait une meilleure issue, y mit beaucoup d'adresse; on y vit à découvert cette politique impérieuse et tranchante de Bonaparte, qui lui réussit longtemps, mais qui le perdit. Y avait-il donc une assez grande différence entre les deux projets d'armistice naval pour rallumer la guerre? Le fol espoir de conserver les résultats incertains d'une expédition avortée, et cette colonie d'Égypte qu'il regardait comme son plus beau trophée, devaient-ils l'emporter sur les intérêts de la France, l'affranchissement du commerce et le repos de l'Europe?»

La France avait fait des propositions de paix au mois de janvier 1800 : ses démarches loyales et conciliatrices avaient été repoussées avec mépris; mais six mois s'étaient à peine écoulés que lord Grenville était obligé de chanter la palinodie. Lord Minto, ambassadeur à Vienne, remit une note dans laquelle il témoigna le désir du cabinet de Saint-James d'entrer en négociation de paix avec la France conjointement avec l'Autriche. Cette ouverture n'était pas sincère; l'Angleterre ne voulait intervenir dans les négociations que pour les faire traîner en longueur et y trouver des prétextes pour rattacher la Russie à la coalition. En effet, si l'Angleterre voulait la paix, qui l'empêchait de conclure directement en autorisant l'Autriche à conclure de son côté?

En se présentant à Lunéville et faisant cause commune avec l'empereur, l'Angleterre voulait donc sacrifier une partie de ses conquêtes d'outre-mer pour racheter les pays conquis par la France en Allemagne et en Italie? L'égoïsme de la politique insulaire était trop connu pour que l'on pût se bercer de pareilles illusions. La paix était facile à conclure avec l'Autriche : il y avait un antécédent auquel on pourrait se rapporter, le traité de Campo-Formio. La paix avec l'Angleterre était au contraire hérissée de difficultés : le dernier état de choses était le traité de 1783, et depuis ce temps le monde avait changé. Admettre un négociateur anglais à Lunéville, c'était lui mettre en mains la navette et les fils pour tramer une nouvelle coalition.

Cependant le cabinet des Tuileries, pour mieux se convaincre de la vérité de ses conjectures, proposa d'ouvrir les négociations de Lunéville avec les ministres d'Autriche et d'Angleterre, mais que, pendant ce temps,

les hostilités continuassent sur terre et sur mer, ce qui était conforme à l'usage de tous les temps. Les traités de Westphalie, d'Utrecht, d'Aix-la-Chapelle, etc. avaient été conclus ainsi. La supériorité des armées françaises était trop constatée pour que les intrigues de l'Angleterre pussent retarder la marche des négociations; chaque victoire aurait été un puissant stimulant qui aurait forcé les coalisés à en finir : aussi cette proposition fut-elle rejetée. On proposa alors d'admettre les plénipotentiaires à Lunéville, de continuer l'armistice sur terre à condition qu'il serait étendu à la mer, afin que les puissances alliées fussent toutes les deux sur le même pied en état d'armistice. Était-il en effet convenable que l'Autriche exigeât, pour continuer à négocier, la prolongation de la suspension d'armes, et que l'Angleterre exigeât d'être admise à ce congrès et cependant continuât à être en état d'hostilité? Si le ministère anglais était sincère dans ses protestations, quel inconvénient pouvait-il trouver à faire quelques légers sacrifices qui indemnisassent la France du tort qu'elle éprouvait par la prolongation de l'armistice sur terre? et enfin, si on se refusait à cette deuxième proposition, à ce qu'on mît en avant celle de traiter séparément et à la fois avec l'Autriche et l'Angleterre, avec l'Autriche en prolongeant l'armistice, avec l'Angleterre en continuant les hostilités?

Le ministre anglais montra beaucoup d'étonnement et se récria sur l'étrange proposition d'un armistice naval : elle était nouvelle dans l'histoire des deux peuples, mais enfin il admit le principe. M. Otto, qui était à Londres, suivit les négociations avec lord Grenville; il ne tarda pas à s'apercevoir qu'en adoptant le principe l'Angleterre voulait se refuser aux conséquences et rédiger les conditions de cet armistice de manière qu'il n'offrît aucun avantage à la France. Les trois places allemandes bloquées recevaient des vivres; l'Angleterre consentit à ce que l'on en fît entrer dans les trois places bloquées de Belle-Île, de Malte et d'Alexandrie; mais Belle-Île et Alexandrie n'avaient pas besoin de vivres, elles pouvaient au contraire en fournir à l'Angleterre. Le seul avantage que la France pût tirer d'un armistice naval était que les relations commerciales fussent rétablies de tous ses ports avec toutes ses colonies:

l'Angleterre s'y refusait pour Malte et l'Égypte. La France proposa enfin pour ultimatum que, pour tenir lieu de la levée du blocus d'Alexandrie, six frégates armées en flûte pussent y pénétrer comme parlementaires : c'était un secours de 4,000 hommes qu'on pourrait ainsi faire passer à l'armée d'Égypte, bien faible avantage pour compenser ceux qu'obtenait l'Autriche par la prolongation de l'armistice, et qui lui permettrait d'employer, pour lever des troupes et accroître ses moyens de résistance, les nombreux subsides que lui payait l'Angleterre.

C'était cependant un spectacle assez satisfaisant pour un vrai Français que les changements qui s'étaient opérés en si peu de mois. En janvier et en février 1800, la France sollicitait la paix, lord Grenville y répondait par un torrent d'injures, se permettant les plus étranges insinuations; il désirait que les princes de cette race de rois remontassent sur le trône de France; il exhortait le Premier Consul à constater par des preuves la légitimité de son gouvernement; et aujourd'hui c'était le même lord Grenville qui sollicitait comme une grâce d'être admis à traiter avec la République; il proposait même d'acheter cette grâce par des concessions navales.

Les négociations pour un armistice naval furent rompues; les places d'Ulm, de Philippsburg, d'Ingolstadt, furent livrées par l'empereur à la France, pour prix d'une prolongation de trêve de six semaines. Peu de mois après, la paix de Lunéville sauva la Maison d'Autriche et rétablit le calme sur le continent, et enfin, peu après, le ministère signa les préliminaires de Londres, par lesquels l'oligarchie anglaise, confondue, reconnut la République française démocratique, non-seulement accrue des provinces belges, mais encore du Piémont, de Gênes et de toute l'Italie. Et cependant de combien de millions ne s'était pas accrue la dette anglaise! Tel fut le résultat de la politique passionnée de Pitt.

QUATRIÈME NOTE. — ÉGYPTE.

(Campagne de 1800; t. II, p. 106.)

« . . . Ses talents (Kleber), qui n'étaient inférieurs à aucune élévation, avaient excité la jalousie de Bonaparte. La fermeté et l'indépendance de ses opinions avaient refroidi leurs communications et bientôt éteint toute confiance entre eux. Aussi n'en

trouve-t-on aucune trace, ni dans l'instruction de Bonaparte à Kleber, ni dans la lettre de celui-ci au Directoire républicain, dont il ne croyait pas la chute si prochaine. »

(Pages 128 à 131.)

« Ne voit-on pas, dans le testament militaire et politique du conquérant de l'Égypte, la conviction secrète et même l'aveu d'une vérité que sans doute il ne s'était jamais dissimulée, et que le général Kleber se hâta de dévoiler pour l'intérêt de sa propre gloire? C'est que, sans l'appui mutuel des forces de terre et de mer, aucune expédition lointaine ne peut avoir un succès durable, un véritable résultat, aucun établissement colonial ne peut être soutenu, et bien moins encore au milieu d'une population immense et toute armée, et d'une nation dont l'éternelle inimitié est un sentiment inséparable de la croyance religieuse, et chez laquelle, au sein même de la paix et de la possession la moins contestée, ne pouvant changer la religion ni faire concevoir à ces peuples d'autres lois que celles qu'il a consacrées, ne pouvant adopter leurs mœurs et leurs coutumes, on ne parviendrait jamais à associer les vainqueurs aux vaincus.

La perte irréparable de la flotte française avait décidé du sort d'une armée qui ne pouvait plus être recrutée ni secourue par la métropole; elle devait périr par ses propres succès; ainsi donc, dès son entrée dans le Delta, Bonaparte dut, comme à la porte de l'*Enfer* de Dante, laisser toute espérance. Après ce désastre, qui rallia tous les Musulmans, releva leur courage et doubla les difficultés, il ne put douter un instant du dénoûment funeste qui l'attendait : inévitable écueil de sa fortune et de sa gloire. Mais aussi quelle force et quelle habileté ne mit-il pas à soutenir le dévouement de ses soldats! Quelle activité dans ses opérations! Et faut-il s'étonner si, ne pouvant partager l'espoir et les illusions qu'il prodiguait, après avoir usé la moitié de ses moyens, il ait saisi, après ses revers de Syrie et sa victoire d'Aboukir, le seul instant propice pour fuir sa perte certaine et tenter d'autres hasards et de plus hautes destinées?

Le départ de Bonaparte fut un coup de foudre et jeta l'inquiétude dans tous les esprits. Il fut d'abord vivement regretté; mais la réputation de Kleber, digne en tout de la confiance générale, ses ménagements pour la vie du soldat, dissipèrent cette espèce de terreur, calmèrent bientôt les agitations et rallièrent toutes les opinions. Les Égyptiens, frappés d'étonnement par les résultats de la bataille d'Aboukir, se regardaient comme destinés à vivre désormais sous la domination française; ils n'osaient plus croire qu'il fût jamais possible de les chasser des bords du Nil. Les Mameluks, toujours errants dans la haute Égypte, n'étaient point détruits. Mourad-Bey, qui venait de voir anéantir en un seul jour toutes les espérances qu'il caressait depuis longtemps, avait repris tristement le chemin de Girgeh. Ibrahim-Bey était à Gaza avec environ 2,000 des siens. Il attendait impatiemment le grand vizir, dont 30,000 hommes de

sa grande armée étaient déjà arrivés devant Saint-Jean-d'Acre. Mais ces masses nombreuses, entravées par une immense quantité de bagages, s'avançaient lentement.»

(Page 152.)

«... Il avait à choisir entre le général Menou, vieil et brave officier, mais tout neuf au commandement, et le général Reynier, dont les talents, éprouvés à l'armée du Rhin, dont il avait été chef d'état-major, inspiraient plus de confiance. La passion dicta le choix de Bonaparte; le secret orgueil, la vaine satisfaction de faire prédominer ce qu'il appelait son parti, l'emportèrent sur le salut de l'armée, sur l'intérêt même de sa gloire ..»

(Pages 171-172.)

«... Quels qu'aient été les motifs qui déterminèrent Bonaparte à l'entreprendre (l'expédition d'Égypte), il se mêla de grandes vues à l'esprit aventureux qui l'entraîna toujours hors des routes ordinaires et au delà des bornes de la raison. Ni la situation dans laquelle il laissait l'intérieur de la France, ni l'état de la marine, ne pouvaient lui permettre d'espérer les secours sans lesquels et la colonie et le fondateur devaient nécessairement périr : ils eussent été, comme au temps des croisades, tôt ou tard dévorés par le climat ou par des peuples à demi barbares, que le fer ne pouvait soumettre et qu'aucun lien religieux ni politique ne pouvait unir au vainqueur. Mais frapper au cœur le commerce de l'Angleterre en attirant en Égypte celui de l'Orient, rouvrir la route des trésors de l'ancien monde, dédommager la France de la perte de ses colonies occidentales par de nouveaux et nombreux établissements sur les côtes d'Afrique, rendre au berceau des sciences et des arts sa première splendeur, explorer un pays si riche de grands souvenirs, aller marquer sa place entre les plus illustres conquérants, quels plus brillants prestiges séduisirent jamais les favoris de la fortune?»

(Campagne de 1802; t. I, p. 97 à 99.)

«... La sortie de l'amiral Ganteaume fut une résolution aussi audacieuse que l'entreprise de conduire la flotte à Alexandrie était téméraire. C'était hasarder de livrer aux Anglais la meilleure partie de ce qui restait de la marine française; mais ce secours pouvait sauver la colonie d'Égypte et déterminer la paix maritime. Si l'escadre échappait à la flotte anglaise de la Manche, elle devait, en entrant dans la Méditerranée, rencontrer celle de l'amiral Keith; et, si elle parvenait à l'éviter, il n'était pas probable que les escadres de Warren et de Bickerton, qui croisaient ou à l'ouverture du détroit, ou dans le canal de Malte et dans la mer de Libye, ne coupassent sa route avant l'atterrage à la côte d'Égypte. Il fallait donc autant de bonheur que d'habileté pour remplir cette glorieuse mission; l'un et l'autre ne manquèrent pas à l'amiral français. Son

escadre, dispersée, se trouva tout entière réunie au cap de Gata le 10 février, dix-huit jours après sa sortie de Brest, sans que les Anglais en eussent eu connaissance.

L'amiral Harvey, qui commandait la flotte de la Manche en l'absence de l'amiral Cornwallis, fut informé de la sortie de l'escadre de Brest par la frégate qui avait combattu contre *la Bravoure*; mais, ne pouvant croire que Ganteaume eût osé se hasarder à entrer dans la Méditerranée pour y naviguer au milieu des trois flottes ennemies (environ trente vaisseaux de ligne et cinquante frégates ou moindres bâtiments), il ne doutait pas que l'escadre, dérobée à sa vigilance pendant le dernier coup de vent, n'eût fait voile pour les Indes occidentales. Il supposa qu'elle était destinée, soit à reprendre Saint-Domingue, soit à attaquer la Jamaïque; et, comme cette expédition, partie de Brest, pouvait se combiner avec les mouvements et les tentatives qu'on avait remarqués dans les autres ports français de l'Océan, et qu'une entière sécurité avait fait négliger de renforcer la station anglaise aux Îles-sous-le-vent, l'amiral Harvey détacha sur-le-champ dans cette direction, à la poursuite de l'escadre française, sir Robert Calder avec sept vaisseaux de ligne et deux frégates bien approvisionnés pour quatre mois, et lui ordonna de forcer les voiles pour atteindre l'ennemi. »

(Pages 101-102.)

« . . . Certain d'être devancé par des forces triples des siennes, et poursuivi par l'escadre de Warren, l'amiral Ganteaume dut renoncer à son entreprise; car, s'il persistait à suivre ses premières instructions, il tombait inévitablement aux atterrages d'Égypte dans la flotte réunie de Keith et de Bickerton, et ne pouvait se flatter ni d'exécuter un débarquement en leur présence, ni de se retirer après un combat inégal et d'échapper à l'amiral Warren. Il ne songea donc plus qu'à dégager son escadre d'un péril si pressant, et, changeant de route, il cingla vers les côtes de Provence et entra heureusement à Toulon avec les diverses prises qu'il avait faites. »

(Page 107.)

« . . . L'amiral Ganteaume reçut bientôt à Toulon l'ordre de remettre à la voile. S'il trouvait le port d'Alexandrie bloqué par les forces supérieures de Keith et de Bickerton, ce dont il n'était plus permis de douter, il devait débarquer les troupes à l'ouest de cette ville, entre Tripoli et le cap Râzat[1], les approvisionner d'eau et de biscuit, et les diriger vers l'Égypte à travers le désert de Barca. Cette tentative désespérée exposait 5,000 Français à périr de faim; car, si l'armée anglaise avait opéré son débarquement et s'était réunie à celle du grand vizir, ce corps isolé, errant dans le désert, eût été coupé du Caire et d'Alexandrie, et ne pouvait plus ni se réunir à l'armée d'Orient, ni se rembarquer pour retourner en Europe. »

[1] Râs el-Baretoun.

Le général Kleber n'avait jamais commandé en chef; il avait servi à l'armée de Sambre-et-Meuse comme général de division sous les ordres de Jourdan. Tombé dans la disgrâce du Directoire, il vivait obscurément à Chaillot quand Napoléon, en novembre 1797, arriva de Rastadt, après avoir conquis l'Italie, dicté la paix sous Vienne et pris possession de la place de Mayence. Kleber s'attacha à son sort et le suivit en Égypte. Il s'y comporta avec autant de talent que de bravoure; il s'acquit l'estime du général en chef, qui, après Desaix, le tenait pour le meilleur officier de son armée; il s'y montra des plus subordonnés, ce qui étonna les officiers de son état-major, accoutumés à l'entendre fronder et critiquer les opérations à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il témoigna une grande admiration de la belle manœuvre de la bataille du mont Thabor, où le général en chef lui sauva l'honneur et la vie. Quelques semaines après, il marchait, à la tête de sa division, à l'assaut de Saint-Jean-d'Acre; Napoléon lui envoya l'ordre de venir le joindre, ne voulant pas risquer une vie si précieuse dans une occasion où son général de brigade pouvait le remplacer.

Quand le général en chef prit le parti d'accourir en Europe au secours de la République, il pensa d'abord à laisser le commandement à Desaix, ensuite à amener avec lui en France Desaix et Kleber, et enfin il résolut d'emmener le premier et d'investir du commandement le second. Ce serait une singulière marque de jalousie que d'élever un général de division au poste de général en chef! Il est fâcheux de lire une assertion de libelle dans un ouvrage estimable; car, enfin, de quoi aurait pu être jaloux le vainqueur de tant de batailles? et quelle preuve en a-t-il donnée?

L'armée d'Égypte pouvait se maintenir et même se perpétuer dans le pays sans recevoir aucun secours de France : les vivres, les objets d'habillement, tout ce qui est nécessaire à une armée se trouvait en abondance en Égypte. Il y avait des munitions de guerre pour plusieurs campagnes. D'ailleurs Champy et Conté avaient établi des poudrières; l'armée avait des cadres pour 80,000 hommes; elle pouvait faire autant de recrues qu'elle voulait, spécialement parmi les jeunes gens coptes, grecs, syriens et noirs du Darfour et du Sennaar. La 21e demi-brigade

a recruté 500 Coptes, dont plusieurs ont été faits sous-officiers et ont obtenu la Légion d'honneur; il en existe sans doute encore en France.

Mais quelle était la puissance qui pouvait attaquer l'Égypte? La Porte ottomane? Elle avait perdu ses deux armées de Syrie et de Rhodes; les batailles des Pyramides, du mont Thabor et d'Aboukir avaient décelé toute la faiblesse des armées ottomanes. Le grand vizir avec un ramassis de canaille asiatique n'était pas un épouvantail, même pour les habitants. La Russie? C'était un fantôme dont on menaçait l'armée. Le czar désirait que l'armée française se consolidât en Égypte; elle jouait son jeu, et lui ouvrait les portes de Constantinople. Restait donc l'Angleterre. Mais il fallait une armée d'au moins 36,000 hommes pour réussir dans une pareille opération, et l'Angleterre n'avait pas cette armée disponible. Il était évident, puisque l'Angleterre était parvenue à former une seconde coalition, qu'elle conquerrait l'Égypte en Italie, en Suisse ou en France.

Mais d'ailleurs l'armée d'Orient pouvait recevoir des secours de France pendant les hivers; rien ne pouvait l'empêcher.

La destruction de l'escadre d'Aboukir fut un grand malheur sans doute; mais la perte de onze bâtiments, dont trois étaient très-vieux, n'était pas irréparable. Dès le mois d'août 1799, l'amiral Bruix dominait dans la Méditerranée avec quarante vaisseaux de guerre; s'il eût voulu jeter 15,000 hommes en Égypte, il en était le maître; il ne le fit pas, parce que la guerre allumée sur le continent rendait nécessaires toutes les troupes françaises en Italie, en Suisse et sur le Rhin. Dans le mois de janvier 1800, immédiatement après le 18 brumaire, on eût pu faire passer autant d'hommes que l'on eût voulu, en les embarquant sur l'escadre de Brest, sur celle de Rochefort; mais les hommes étaient nécessaires en France pour dissoudre la deuxième coalition. Ce ne fut qu'après Marengo, où l'état militaire de la République changea, qu'on songea à envoyer des renforts considérables à cette armée.

Ganteaume partit avec sept vaisseaux de guerre de Brest, portant 5,000 hommes. Quarante vaisseaux devaient appareiller au moment où les premiers coups de canon seraient tirés dans la Baltique, ce qui obligerait l'Angleterre d'y envoyer trente vaisseaux de guerre de renfort.

Ces quarante vaisseaux de Brest auraient donc dominé dans la Méditerranée pendant une partie de l'été; ils auraient embarqué à Tarente les troupes nécessaires pour l'Égypte.

Dans le mois d'octobre 1800, des avisos, des frégates, des bâtiments de commerce, arrivèrent fréquemment en Égypte; le vin et les marchandises d'Europe y furent en grande abondance, et l'armée reçut des nouvelles tous les mois de l'Europe. Il n'y avait aucun moyen d'empêcher des frégates et des corvettes partant de Toulon, d'Ancône, de Tarente, de Brindisi, d'arriver à Damiette ou à Alexandrie, dans les mois de novembre, décembre, janvier, février et mars : *l'Égyptienne* et *la Justice*, parties de Toulon, arrivèrent dans le mois de janvier en dix jours; *la Régénérée* y arriva en dix-sept jours de Rochefort. Concluons : 1° l'armée d'Orient n'avait pas besoin de secours; 2° elle pouvait rester plusieurs années sans faire de nouvelles recrues; 3° elle pouvait faire des recrues tant qu'elle voudrait, en choisissant des chrétiens, même de jeunes musulmans, et enfin en achetant des noirs du Darfour et du Sennaar; 4° les soldats pouvaient même s'y marier (il n'y manquait pas de femmes) et recruter l'armée avec leurs enfants. L'Égypte n'est pas une forteresse, ce n'est pas une île stérile, c'est un immense royaume qui a une côte de 120 lieues; appliquer à un pays aussi riche, aussi étendu, les principes qui conviennent à une citadelle, c'est étrangement se tromper et se fourvoyer. Les croisés furent maîtres plus de cent ans de la Syrie : c'était une guerre de religion.

Les instructions détaillées que le général en chef fit remettre au général Kleber, et la lettre datée d'Aboukir du 5 fructidor, qui est imprimée, et qu'il lui écrivait au moment de son départ, font assez connaître ses projets sur l'Égypte, ses espérances de retour pour compléter son expédition, et la sécurité parfaite où il était que Kleber consoliderait sa colonie. Tant que la France aurait la guerre et que la deuxième coalition ne serait pas dissoute, on ne pouvait que rester stationnaire en Éygpte et seulement conserver le pays, et pour ce but Kleber ou Desaix étaient plus que suffisants. Napoléon obéit au cri de la France, qui le rappelait en Europe. Il avait reçu du Directoire, en partant, carte

blanche pour toutes ses opérations, soit pour les affaires de Malte, soit pour celles de la Sicile, soit pour l'Égypte, soit pour Candie. Il avait des pouvoirs en règle pour faire des traités avec la Russie, la Porte, les régences et les princes de l'Inde; il pouvait ramener l'armée, nommer son successeur, revenir quand cela lui conviendrait.

Quand il reçut la nouvelle de l'assassinat de Kleber, et que le général Menou, comme le plus ancien lieutenant général, avait pris le commandement, il pensa à rappeler le général Menou et le général Reynier, et à donner le commandement au général Lanusse. Le général Menou avait toutes les qualités nécessaires pour le commandement: très-instruit, bon administrateur, intègre. Il s'était fait musulman, ce qui était assez ridicule, mais fort agréable au pays. On était en doute sur ses talents militaires; on savait qu'il était extrêmement brave, il s'était bien comporté dans la Vendée et à l'assaut d'Alexandrie. Le général Reynier avait plus d'habitude de la guerre, mais il manquait de la première qualité pour un chef. Bon pour occuper le deuxième rang, il paraissait impropre au premier. Il était d'un caractère silencieux, aimant la solitude, ne sachant pas électriser, dominer, conduire les hommes. Le général Lanusse avait le feu sacré; il s'était distingué par des actions d'éclat aux Pyrénées, en Italie; il avait l'art de communiquer ses sentiments aux deux premiers. Mais ce qui décida le Premier Consul à laisser les choses comme elles étaient, c'est la crainte que le décret de nomination ne fût intercepté par les croisières ennemies, et que les Anglais ne s'en servissent comme d'un moyen pour mettre de la division, du trouble dans l'armée, qui paraissait déjà disposée à se diviser. Il était impossible alors de prévoir à quel point Menou avait d'incapacité pour la direction des affaires de guerre, puisqu'il avait été militaire toute sa vie, qu'il avait beaucoup lu, qu'il avait fait plusieurs campagnes, qu'il connaissait parfaitement le théâtre où il se trouvait.

Napoléon n'avait en Égypte aucun parti; il était chef de l'armée. Berthier, Desaix, Kleber, Menou, Reynier, étaient également ses subordonnés; et, en supposant qu'il y eût des partis, comment l'homme qui, dans toute son administration, a toujours fait taire tout esprit de

parti, qui, pour premier acte de son autorité, a rapporté la loi du 19 fructidor, a rempli le ministère, le Conseil d'état et toutes les grandes places de l'administration par des fructidorisés, tels que Portalis, Benezech, Carnot, au ministère; Dumas, etc. au Conseil d'état; Barthelemy, Fontanes, Pastoret, etc. au Sénat, aurait-il pu se déterminer par des vues petites et étroites? Si cela est absurde, pourquoi donc en entacher un ouvrage estimable?

Ganteaume est parti de Brest le 25 janvier; il a passé le détroit le 6 février. S'il avait continué sa route, il aurait été le 20 février à Alexandrie, et il n'y aurait trouvé personne que la croisière ordinaire, composée de trois voiles; il eût débarqué 5,000 soldats, qu'il portait, et un millier d'hommes formant l'équipage des trois frégates ou corvettes, qu'il eût laissées à Alexandrie. En soixante et douze heures il eût débarqué tous les objets dont il était chargé et serait retourné à Toulon. Il n'y avait aucune escadre dans la Méditerranée que celle de l'amiral Keith, de neuf vaisseaux de guerre, qui était dans la baie de Macri, embarrassée d'un convoi de cent quatre-vingts voiles. Le contre-amiral Warren était à Gibraltar avec quelques vaisseaux dégréés; ce ne fut que longtemps après qu'il put prendre la mer. L'amiral Calder, avec sept vaisseaux, s'était mis à la poursuite de l'amiral Ganteaume et était allé le chercher en Amérique, tant on avait mis d'adresse à donner le change aux espions anglais. Effectivement, des agents de l'administration de la Guadeloupe et de Saint-Domingue, et grand nombre d'habitants, hommes et femmes, s'embarquèrent à Brest, comptant aller en Amérique.

La frégate *la Régénérée* est partie de Rochefort, elle a passé le détroit le 19 février, et elle est arrivée à Alexandrie le 1er mars; ce qui est une preuve matérielle que l'amiral Ganteaume, qui avait passé le détroit le 6 février, y serait arrivé avant cette époque; et ce n'est que le 1er mars que l'amiral Keith, embarrassé d'un convoi de cent quatre-vingts voiles, mouilla à Aboukir et débarqua l'armée d'Abercromby. Le général Friant, qui commandait à Alexandrie, aurait donc eu 8,000 hommes pour s'opposer au débarquement; les Anglais eussent échoué et l'Égypte était

sauvée. L'armée et la flotte anglaises étaient divisées par la guerre que la France et l'Espagne faisaient au Portugal, et par la quadruple alliance, qui exigeait une flotte dans la Baltique. Depuis que l'on avait réussi à donner le change à l'amiral Calder, il n'y avait plus rien à craindre dans la Méditerranée.

L'amiral français, ayant manqué de résolution après avoir pris une frégate et une corvette anglaises, mouilla vers la mi-février dans le port de Toulon. Le Premier Consul fut très-mécontent; il le fit repartir; mais l'amiral ne put appareiller que le 19 mars. Il se rencontra sur les côtes de Sardaigne avec l'escadre de l'amiral Warren, qui s'était formée à Gibraltar : elle lui était inférieure; mais, comme son objet n'était pas de combattre, il manœuvra fort habilement et pendant la nuit fit fausse route. Warren, ne le voyant plus au point du jour, fit route sur Alexandrie, pour se ranger sous les ordres de l'amiral Keith. Ganteaume eût dû également faire route, reconnaître le mont Carmel ou le mont Cassin, et débarquer sa petite armée à Damiette; il y fût arrivé en avril; nous occupions encore Damiette, il eût encore sauvé l'Égypte. Au lieu de cela, il retourna à Toulon. Le Premier Consul fut encore mécontent : il le fit repartir une troisième fois, avec l'ordre de débarquer sa petite armée à Damiette en atterrant par les côtes de Syrie, ou de débarquer à El-Baretoun en atterrant sur la côte d'Afrique. El-Baretoun est un bon port, il y a beaucoup d'eau; d'El-Baretoun à Alexandrie on trouve tous les jours de l'eau et des pâturages. Il eût débarqué, avec les 5,000 hommes, deux mois de vivres, des outres et de l'argent. En cinq ou six jours de marche, ces 5,000 hommes seraient arrivés à Alexandrie. Ganteaume atteignait cette troisième fois les parages d'Égypte le 8 juin : ces 5,000 hommes seraient donc arrivés du 15 au 20 juin, dans le moment le plus propice; les secours venant d'Angleterre n'étaient pas encore arrivés à l'armée anglaise. En juin, le général Coote n'avait plus que 4,000 hommes au camp des Romains, vis-à-vis Alexandrie; Hutchinson, avec 5,000 hommes, était près de Gyzeh. Le général Menou, renforcé de ce secours, eût pu attaquer le général Coote avec 10,000 hommes, l'eût battu et eût dégagé Belliard au Caire; l'Égypte eût été sauvée. Ainsi, toutes les trois

fois l'amiral français a pu sauver l'Égypte; il s'en est laissé imposer par de faux rapports. S'il eût eu la décision de Nelson, son escadre étant une escadre légère très-bonne marcheuse, très-bien équipée, il pouvait se moquer de l'escadre de Keith, non pour la combattre, mais pour lui échapper. Ganteaume connaissait parfaitement toutes les côtes de Syrie, toutes les côtes d'Égypte, et les circonstances étaient uniques. Toutes les flottes anglaises étaient nécessaires dans la Baltique. Une petite escadre, bonne marcheuse et bien équipée, peut entreprendre tout ce qu'elle veut. Trois frégates, pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, sous les ordres du contre-amiral Perrée, ont couru toutes les mers entre Rhodes et Acre, ont plusieurs fois communiqué, à deux lieues de Sidney-Smith, derrière le mont Carmel, et ont intercepté plusieurs bâtiments de l'armée de Rhodes, qui se rendaient à Acre, chargés de vivres, de canons et de munitions pour l'armée assiégée; cependant *l'Alceste*, *la Courageuse*, *la Junon*, ne marchaient que médiocrement. Si le contre-amiral eût eu trois frégates comme *la Justice* et *la Diane*, il eût manœuvré avec beaucoup plus de hardiesse, il eût joué aux barres avec *le Tigre* et *le Thésée*, les deux vaisseaux de 80 de Sidney-Smith.

En résumé, l'expédition d'Égypte a parfaitement réussi : débarqué le 1er juillet 1798 à Alexandrie, Napoléon était le 1er août maître du Caire et de toute la basse Égypte; au 1er janvier 1799 il était maître de toute l'Égypte; au 1er juillet 1799 il avait détruit l'armée turque de Syrie et lui avait pris son équipage de campagne de quarante-deux pièces et 150 caissons. Enfin, au mois d'août, il détruisit l'élite de l'armée de la Porte et prit à Aboukir son équipage de campagne de trente-deux pièces de canon. Kleber se laissa imposer par le grand vizir : il lui remit toutes les places fortes et consentit à une convention fort étrange, celle d'El-A'rych. Cependant, le colonel Latour-Mauhourg étant arrivé le 1er mars 1800 avec des lettres du Premier Consul, avant que le Caire fût livré, Kleber battit le grand vizir, le chassa dans le désert et reconquit l'Égypte. Au mois de mars 1801, les Anglais débarquèrent une armée de 18,000 hommes, sans attelages d'artillerie et sans chevaux de cavalerie : elle dedevait être détruite; mais Kleber avait été assassiné, et, par une fatalité

désolante, cette brave armée avait pour chef un homme bon à beaucoup de choses, mais détestable pour la guerre.

L'armée, vaincue après six mois de fausses manœuvres, débarqua sur les côtes de Provence au nombre de 24,000 hommes. L'armée d'Égypte, lors de son arrivée à Malte en 1798, était de 32,000 hommes : elle y reçut un renfort de 2,000 hommes, mais elle y laissa une garnison de 4,000 hommes, et elle arriva à Alexandrie au nombre de 30,000. Elle reçut 3,000 hommes des débris de l'escadre d'Aboukir, ce qui la porta à 33,000 hommes; 24,000 hommes rentrèrent en France; 1,000 y étaient rentrés précédemment comme blessés, aveugles, sur les deux frégates *la Muiron* et *la Carrère*, qui portèrent Napoléon; mais un pareil nombre de troupes était arrivé sur *la Justice*, *l'Égyptienne* et *la Régénérée* : la perte a donc été de 9,000 hommes, dont 4,000 morts en 1798 et 1799, et 5,000 en 1800 et 1801, morts aux hôpitaux ou sur le champ de bataille. Quand Napoléon a quitté à la fin d'août 1799, l'effectif de l'armée était de 28,500 Français, compris les malades, les vétérans, les hommes de dépôt et les non-combattants à la suite de l'armée.

L'armée anglaise, en 1801, n'était d'abord que de 18,000 hommes; mais elle reçut, dans les mois de juillet et d'août, 7,000 hommes partis de Londres, Malte et Mahon, et 8,000 hommes partis des Indes, qui débarquèrent à Coseyr, ce qui la porta à 32 ou 34,000 hommes, et, avec les forces alliées employées contre l'Égypte, à près de 60,000 hommes. Sans doute que, si elles eussent attaqué ensemble et réunies, il eût été impossible de leur résister; mais, comme elles entrèrent en action à plusieurs mois de distance, la victoire eût été immanquable pour les Français si Desaix ou Kleber eussent été à la tête de l'armée, ou même tout autre général que Menou, qui cependant n'avait qu'à imiter la manœuvre qu'avait faite Napoléon en 1799, lorsque Mustafa-Pacha débarqua à Aboukir. Le fanatisme religieux, qui avait été considéré comme le plus grand obstacle à l'établissement des Français en Égypte, avait été levé; tous les ulemas et les grands cheiks étaient affectionés à l'armée française.

Au volume IV (Campagne de 1800; t. II, page 107 du *Précis des évé-*

nements militaires) est la lettre de Napoléon au général Kleber, datée du 5 fructidor, au moment de son embarquement; elle est en grande partie exacte. Quatre passages sont tronqués, ce qui dénature le sens dans quelques idées importantes.

Même volume, page 116, se trouve la lettre du général Kleber au Directoire; elle est datée du 26 septembre 1799. Nous la mettons ici avec des observations propres à la faire apprécier.

LETTRE DU GÉNÉRAL KLEBER AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

Au quartier général du Caire, le 4 vendémiaire an VIII (26 septembre 1799.)

Citoyens Directeurs,

A. Le général en chef Bonaparte est parti pour la France le 6 fructidor au matin, sans en avoir prévenu personne. Il m'avait donné rendez-vous à Rosette le 7, je n'y ai trouvé que ses dépêches. Dans l'incertitude si le général a eu le bonheur de passer, je crois devoir vous envoyer copie, et de la lettre par laquelle il me donne le commandement de l'armée, et de celle qu'il adresse au grand vizir à Constantinople, quoiqu'il sût parfaitement que ce pacha était déjà arrivé à Damas.

A. Le grand vizir était à la fin d'août à Érivan, dans la haute Arménie; il n'avait avec lui que 5,000 hommes. Le 22 août, on ignorait en Égypte que ce premier ministre eût quitté Constantinople; l'aurait-on su, qu'on y aurait attaché fort peu d'importance. Au 26 septembre, lorsque cette lettre était écrite, le grand vizir n'était ni à Damas ni à Alep, il était au delà du Taurus.

B. Mon premier soin a été de prendre une connaissance exacte de la situation actuelle de l'armée.

Vous savez, Citoyens Directeurs, et vous êtes à même de vous faire représenter l'état de sa force lors de son arrivée en Égypte; elle est réduite de moitié, et nous occupons tous les points capitaux du triangle des Cataractes à El-A'rych, d'El-A'rych à Alexandrie et d'Alexandrie aux Cataractes.

B. L'armée française était forte de 30,000 hommes au moment de son débarquement en Égypte, en 1798. Puisque le général Kleber déclare qu'elle était réduite de moitié au 27 septembre 1799, elle était donc de 15,000 hommes : ceci est une fausseté évidente, puisque les états

de situation de tous les chefs de corps envoyés au ministre de la guerre, datés du 1er septembre, portaient la force de l'armée à 28,500 hommes, sans compter les gens du pays. Les états de l'ordonnateur Daure faisaient monter la consommation à 35,000 hommes, y compris les abus, les auxiliaires, les rations doubles, les femmes et les enfants. Les états du payeur Estève, envoyés à la trésorerie, faisaient monter l'armée à 28,500 hommes. Comment, dira-t-on, la conquête de la haute et basse Égypte, de la Syrie, les maladies, la peste n'avaient fait périr que 1,500 hommes! Non, il en a péri 4,500; mais après son débarquement l'armée fut augmentée de 3,000 hommes, provenant des débris de l'escadre de l'amiral Brueys.

Voulez-vous une autre preuve tout aussi forte? c'est qu'aux mois d'octobre et de novembre 1801, deux ans après, il a débarqué en France 27,500 hommes venant d'Égypte, sur lesquels 24,000 appartenaient à l'armée; les autres étaient des marins, des Mameluks ou des gens du pays. Or l'armée n'avait reçu aucun renfort, si ce n'est un millier d'hommes portés par les trois frégates *la Justice*, *l'Égyptienne* et *la Régénérée*, et une douzaine de corvettes ou avisos qui y arrivèrent dans cet intervalle.

En 1800 et 1801, l'armée a perdu 4,800 hommes, soit de maladie, soit à la campagne contre le grand vizir en 1800, soit à celle contre les Anglais en 1801; 2,300 hommes ont, en outre, été faits prisonniers dans les forts d'Aboukir, Julien, d'El-Rahmânyeh, dans le désert avec le colonel Cavalier, sur le convoi de djermes, au Marabout; mais ces troupes, ayant été envoyées en France, sont comprises dans le nombre des 27,500 qui ont opéré leur retour.

Il résulte donc de cette seconde preuve qu'au mois de septembre 1799 l'armée était de 28,500 hommes éclopés, vétérans, hôpitaux, etc. tout compris.

C. Cependant il ne s'agit plus aujourd'hui, comme autrefois, de lutter contre quelques hordes de Mameluks découragés, mais de combattre et de résister aux efforts réunis de trois grandes puissances : la Porte, les Anglais et les Russes.

Le dénûment d'armes, de poudre de guerre, de fer coulé et de plomb, présente un

tableau aussi alarmant que la grande et subite diminution d'hommes dont je viens de parler. Les essais de fonderie faits n'ont point réussi; la manufacture de poudre établie à Roudah n'a pas encore donné et ne donnera probablement pas le résultat qu'on se flattait d'en obtenir; enfin la réparation des armes à feu est lente, et il faudrait pour activer ces établissements des fonds et des moyens que nous n'avons pas.

C. Les fusils ne manquaient pas plus que les hommes; il résulte des états des chefs de corps, de septembre 1799, qu'ils avaient 7,000 fusils et 11,000 sabres aux dépôts, et des états de l'artillerie qu'il y en avait 5,000 neufs et 3,000 en pièces de rechange au parc; cela fait donc 15,000 fusils.

Les pièces de canon ne manquaient pas davantage : il y avait, comme le constatent les états de l'artillerie, 1,426 bouches à feu, dont 180 de campagne, 225,000 projectiles, 1,100 milliers de poudre, 3 millions de cartouches d'infanterie, 27,000 cartouches à canon confectionnées: et ce qui prouve l'exactitude de ces états, c'est que, deux ans après, les Anglais trouvèrent 1,375 bouches à feu, 190,000 projectiles et 900 milliers de poudre.

D. Les troupes sont nues, et cette absence de vêtements est d'autant plus fâcheuse qu'il est reconnu que, dans ce pays, elle est une des causes les plus actives des dyssenteries et des ophthalmies, qui sont les maladies constamment régnantes; la première surtout a agi cette année puissamment sur des corps affaiblis et épuisés par la fatigue. Les officiers de santé remarquent et rapportent constamment que, quoique l'armée soit si considérablement diminuée, il y a cette année un nombre beaucoup plus grand de malades qu'il n'y en avait l'année dernière à la même époque.

D. Les draps ne manquaient pas plus que les munitions, puisque les états de situation des magasins des corps portaient qu'il existait du drap en dépôt, que l'habillement était en confection; et qu'effectivement au mois d'octobre l'armée était habillée de neuf. D'ailleurs, comment manquer d'habillement dans un pays qui habille 3 millions d'hommes, les populations de l'Afrique, de l'Arabie? qui fabrique des cotonnades, des toiles, des draps de laine en si grande quantité?

E. Le général Bonaparte avait effectivement, avant son départ, donné des ordres pour habiller l'armée en drap; mais, pour cet objet comme pour beaucoup d'autres,

il s'en est tenu là; et la pénurie des finances, qui est un nouvel obstacle à combattre, l'eût mis dans la nécessité sans doute d'ajourner l'exécution de cet utile projet. Il faut parler de cette pénurie. Le général Bonaparte a épuisé toutes les ressources extraordinaires dans les premiers mois de notre arrivée; il a levé alors autant de contributions de guerre que le pays pouvait en supporter; revenir aujourd'hui à ces moyens, alors que nous sommes au dehors entourés d'ennemis, serait préparer un soulèvement à la première occasion favorable. Cependant Bonaparte, à son départ, n'a pas laissé un sou en caisse ni aucun objet équivalent : il a laissé au contraire un arriéré de près de 12 millions; c'est plus que le revenu d'une année dans la circonstance actuelle : la solde arriérée pour toute l'armée se monte seule à 4 millions.

E. Depuis longtemps la solde était au courant; il y avait 1,500,000 francs d'arriéré, mais cela datait de longue main; les contributions dues étaient de 16 millions, comme le prouvent les états du payeur Estève, datés du 1er septembre.

F. L'inondation rend impossible en ce moment le recouvrement de ce qui reste dû sur l'année qui vient d'expirer, et qui suffirait à peine pour la dépense d'un mois : ce ne sera donc qu'au mois de frimaire qu'on pourra en recommencer la perception; et alors, il n'en faut pas douter, on ne pourra pas s'y livrer, parce qu'il faudra combattre.

Enfin, le Nil étant cette année très-mauvais, plusieurs provinces, faute d'inondation, offriront des non-valeurs auxquelles on ne pourra se dispenser d'avoir égard.

Tout ce que j'avance ici, Citoyens Directeurs, je puis le prouver, et par des procès-verbaux et par des états certifiés des différents services.

Quoique l'Égypte soit tranquille en apparence, elle n'est rien moins que soumise : le peuple est inquiet, et ne voit en nous, quelque chose que l'on puisse faire, que des ennemis de sa propriété : son cœur est sans cesse ouvert à l'espoir d'un changement favorable.

F. La conduite de ce peuple pendant la guerre de Syrie ne laisse aucun doute sur ses bonnes dispositions; mais il ne faut lui donner aucune inquiétude sur sa religion, et se concilier les ulemas.

G. Les Mameluks sont dispersés, mais ils ne sont pas détruits. Mourad-Bey est toujours dans la haute Égypte avec assez de monde pour occuper sans cesse une partie de nos forces. Si on l'abandonnait un moment, sa troupe se grossirait bien vite, et il viendrait nous inquiéter sans doute jusque dans la capitale, qui, malgré la plus grande surveillance, n'a cessé jusqu'à ce jour de lui procurer des secours en argent et en armes.

Ibrahim est à Gaza avec environ 2,000 Mameluks, et je suis informé que 30,000 hommes de l'armée du grand vizir et de Djezzar-Pacha y sont déjà arrivés.

G. Mourad-Bey, réfugié dans les oasis, ne possédait plus un seul point dans la vallée; il n'y possédait plus un magasin ni une barque; il n'avait plus un canon; il était suivi par ses plus fidèles esclaves. Ibrahim-Bey était à Gaza avec 450 Mameluks; comment pouvait-il en avoir 2,000, puisqu'il n'en a jamais eu que 950, et qu'il a fait des pertes dans tous les combats de la Syrie?

Il n'y avait pas, à la fin de septembre, un seul homme de l'armée du grand vizir en Syrie; au contraire, Djezzar-Pacha avait retiré ses propres troupes de Gaza pour les concentrer sur Acre. Il n'y avait à Gaza que les 400 Mameluks d'Ibrahim-Bey.

H. Le grand vizir est parti de Damas il y a environ vingt jours; il est actuellement campé auprès d'Acre.

H. Le grand vizir n'était point en Syrie le 26 septembre, il n'était pas même à Damas, pas même à Alep : il était au delà du mont Taurus.

I. Telle est, Citoyens Directeurs, la situation dans laquelle le général Bonaparte m'a laissé l'énorme fardeau de l'armée d'Orient. Il voyait la crise fatale s'approcher. Vos ordres, sans doute, ne lui ont pas permis de la surmonter. Que cette crise existe, ses lettres, ses instructions, sa négociation entamée, en font foi : elle est de notoriété publique, et nos ennemis semblent aussi peu l'ignorer que les Français qui sont en Égypte.

« Si cette année, me dit le général Bonaparte, malgré toutes les précautions, la peste était en Égypte, et que vous perdiez plus de 1,500 soldats, perte considérable, puisqu'elle serait en sus de celle que les événements de la guerre occasionneraient journellement, je dis que, dans ce cas, vous ne devez pas vous hasarder à soutenir la campagne prochaine; et vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte Ottomane, quand même l'évacuation de l'Égypte en serait la condition principale[1]. »

Je vous fais remarquer ce passage, Citoyens Directeurs, parce qu'il est caractéristique sous plus d'un rapport, et qu'il indique surtout la situation critique dans laquelle je me trouve.

[1] « Ce passage de la lettre du 5 fructidor est tronqué ». (Note de l'Empereur à Saint-Hélène.) Voir. t. V, p. 734-738, le texte complet de la lettre adressée par Napoléon au général Kleber en lui remettant le commandement de l'armée d'Orient.

Que peuvent être 1,500 hommes de plus ou de moins dans l'immensité de terrain que j'ai à défendre, et aussi journellement à combattre?

I. Cette crise fatale était dans l'imagination du général et des intrigants qui voulaient l'exciter à quitter le pays.

Napoléon avait commencé les négociations avec Constantinople dès le surlendemain de son arrivée à Alexandrie; il les a continuées en Syrie. Il avait plusieurs buts : d'abord d'empêcher la Porte de déclarer la guerre: puis de la désarmer, ou au moins de rendre ses hostilités moins actives: enfin de connaître ce qui se passait par les allées et venues des agents turcs et français, qui le tenaient au courant de ce qui se passait en Europe.

Où était la *crise fatale?* L'armée russe, qui soi-disant était aux Dardanelles, était un premier fantôme; l'armée anglaise, qui déjà avait passé le détroit, en était un second; enfin le grand vizir, à la fin de septembre, était encore bien éloigné de l'Égypte. Quand il aurait passé le mont Taurus et le Jourdain, il aurait à lutter contre la jalousie de Djezzar; il n'avait avec lui que 5,000 hommes; il devait former son armée en Asie; il pourrait réunir 40 à 50,000 hommes, qui n'avaient jamais fait la guerre, et qui seraient aussi peu redoutables que l'armée du mont Thabor. C'était donc en réalité un troisième fantôme.

Les troupes de Mustafa-Pacha étaient les meilleures troupes ottomanes; elles occupaient à Aboukir une position redoutable. Cependant elles n'avaient opposé aucune résistance. Le grand vizir n'aurait jamais osé passer le désert devant l'armée française, ou, s'il l'avait osé, il aurait été très-facile de le battre.

L'Égypte ne courait donc de danger que par le mauvais esprit qui s'était mis dans l'état-major.

La peste, qui avait affligé l'armée en 1799, lui avait fait perdre 700 hommes. Si celle qui l'affligerait en 1800 lui en faisait perdre 1,500, elle serait donc double en malignité. Dans ce cas, le général partant voulait prévenir les seuls dangers que pouvait courir l'armée, et diminuer la responsabilité de son successeur, l'autorisant à traiter, s'il ne recevait pas de nouvelles du gouvernement avant le mois de mai 1800,

à condition que l'armée française resterait en Égypte jusqu'à la paix générale.

Mais enfin le cas n'était point arrivé; on n'était pas encore au mois de mai, puisqu'on n'était qu'au mois de septembre; on avait donc tout l'hiver à passer, pendant lequel il était probable que l'on recevrait des nouvelles de France; enfin la peste n'affligea pas l'armée en 1800 ni en 1801.

L. Le général dit ailleurs : «Alexandrie et El-A'rych, voilà les deux clefs de l'Égypte.»

El-A'rych est un méchant fort à quatre journées dans le désert. La grande difficulté de l'approvisionner ne permet pas d'y jeter une garnison de plus de 250 hommes : 600 Mameluks ou Arabes pourront, quand ils le voudront, intercepter sa communication avec Qatyeh : et comme, lors du départ de Bonaparte, cette garnison n'avait pas pour quinze jours de vivres en avance, il ne faudrait pas plus de temps pour l'obliger à se rendre sans coup férir.

Les Arabes seuls étaient dans le cas de faire des convois soutenus dans les brûlants déserts; mais, d'un côté, ils ont été tant de fois trompés, que, loin de nous offrir leurs services, ils s'éloignent et se cachent; d'un autre côté, l'arrivée du grand vizir, qui enflamme leur fanatisme et leur prodigue des dons, contribue tout autant à nous en faire abandonner.

L. Le fort d'El-A'rych, qui peut contenir 5 ou 600 hommes de garnison, est construit en bonne maçonnerie; il domine les puits et la forêt de palmiers de l'oasis de ce nom. C'est une vedette située près de la Syrie, la seule porte par où toute armée qui veut attaquer l'Égypte par terre doit passer. Les localités offrent beaucoup de difficultés aux assiégeants. C'est donc à juste titre qu'il peut être appelé une des clefs du désert.

M. Alexandrie n'est point une place, c'est un vaste camp retranché; il était, à la vérité, assez bien défendu par une nombreuse artillerie de siége; mais, depuis que nous avons perdu cette artillerie dans la désastreuse campagne de Syrie, depuis que le général Bonaparte a retiré toutes les pièces de marine pour armer au complet les deux frégates avec lesquelles il est parti, ce camp ne peut plus offrir qu'une faible résistance.

M. Il y avait dans Alexandrie quatre cent cinquante bouches à feu de tout calibre. Les vingt-quatre bouches à feu que l'on avait perdues

en Syrie appartenaient à l'équipage de siége et n'avaient jamais été destinées à faire partie de l'armement de cette place. Les Anglais y ont trouvé en 1801 plus de quatre cents pièces de canon, indépendamment des pièces qui armaient les frégates et autres bâtiments.

N. Le général Bonaparte, enfin, s'était fait illusion sur l'effet que devait produire le succès qu'il a obtenu au poste d'Aboukir. Il a, en effet, détruit la presque totalité des Turcs qui avaient débarqué; mais qu'est-ce qu'une perte pareille pour une grande nation, à laquelle on a ravi la plus belle portion de son empire, et à qui la religion, l'honneur et l'intérêt prescrivent également de se venger et de reconquérir ce qu'on avait pu lui enlever? Aussi cette victoire n'a-t-elle pas retardé d'un instant ni les préparatifs ni la marche du grand vizir.

N. L'armée de Mustafa, pacha de Roumélie, qui débarqua à Aboukir, était de 18,000 hommes; c'était l'élite des troupes de la Porte qui avaient fait la guerre contre la Russie. Ces troupes étaient incomparablement meilleures que celles du mont Thabor et que toutes les troupes asiatiques dont devait se composer l'armée du grand vizir.

Le grand vizir n'a reçu la nouvelle de la défaite d'Aboukir qu'à Érivan, dans l'Arménie, près de la mer Caspienne.

P. Dans cet état de choses, que puis-je, que dois-je faire? Je pense, Citoyens Directeurs, que c'est de continuer les négociations entamées par Bonaparte; quand elles ne donneraient d'autres résultats que celui de gagner du temps, j'aurais déjà lieu d'être satisfait. Vous trouverez ci-jointe la lettre que j'écris en conséquence au grand vizir, en lui envoyant duplicata de celle de Bonaparte. Si ce ministre répond à ces avances, je lui proposerai la restitution de l'Égypte aux conditions suivantes :

Le Grand Seigneur y établira un pacha comme par le passé; on lui abandonnerait le myry, que la Porte a toujours perçu de droit et jamais de fait.

Le commerce sera ouvert réciproquement entre l'Égypte et la Syrie.

Les Français demeureraient dans le pays, occuperaient les places et les forts, et percevraient tous les autres droits, avec ceux des douanes, jusqu'à ce que le gouvernement eût fait la paix avec l'Angleterre.

Si ces conditions préliminaires et sommaires étaient acceptées, je croirais avoir fait plus pour la patrie qu'en obtenant la plus éclatante victoire; mais je doute que l'on veuille prêter l'oreille à ces dispositions : si l'orgueil des Turcs ne s'y opposait pas, j'aurais à combattre l'influence des Anglais. Dans tous les cas, je me guiderai d'après les circonstances.

P. Ceci est bien projeté, mais a été mal exécuté; il y a loin de là à la capitulation d'El-A'rych.

Tout traité avec la Porte, s'il avait ces deux résultats de lui faire tomber les armes des mains et de conserver l'armée en Égypte, était bon.

Q. Je connais toute l'importance de la possession de l'Égypte; je disais en Europe qu'elle était pour la France le point d'appui par lequel elle pouvait remuer le système du commerce des quatre parties du monde. Mais, pour cela, il faut un puissant levier; ce levier, c'est la marine. La nôtre a existé; depuis lors tout est changé, et la paix avec la Porte peut seule, ce me semble, nous offrir une voie honorable pour nous tirer d'une entreprise qui ne peut plus atteindre l'objet qu'on avait pu s'en proposer.

Je n'entrerai point, Citoyens Directeurs, dans le détail de toutes les combinaisons diplomatiques que la situation actuelle de l'Europe peut offrir; elles ne sont point de mon ressort.

Dans la détresse où je me trouve, et trop éloigné du centre des mouvements, je ne puis guère m'occuper que du salut et de l'honneur de l'armée que je commande. Heureux si, dans mes sollicitudes, je réussis à remplir vos vœux! Plus rapproché de vous, je mettrai toute ma gloire à vous obéir.

Je joins ici, Citoyens Directeurs, un état exact de ce qui nous manque en matériel pour l'artillerie et un tableau sommaire de la dette contractée et laissée par Bonaparte.

Salut et respect.

Signé Kleber.

Q. La destruction de onze vaisseaux de guerre, dont trois étaient hors de service, ne changeait rien à la situation de la République, qui était en 1800 tout aussi inférieure sur mer qu'en 1798. Si l'on eût été maître de la mer, on eût marché à la fois droit sur Londres, sur Dublin et sur Calcutta : c'était pour le devenir que la République voulait posséder l'Égypte. Cependant la République avait assez de vaisseaux pour pouvoir envoyer des renforts en Égypte lorsque cela serait nécessaire. Au moment où le général écrivait cette lettre, l'amiral Bruix, avec quarante-quatre vaisseaux de haut bord, était maître de la Méditerranée; il eût secouru l'armée d'Orient, si les troupes n'eussent été nécessaires en Italie, en Suisse et sur le Rhin.

R. Au moment, Citoyens Directeurs, où je vous expédie cette lettre, quatorze ou quinze voiles turques sont mouillées devant Damiette, attendant la flotte du capitan

pacha, mouillée à Jaffa et portant, dit-on, 15 à 20,000 hommes de débarquement: 15,000 sont toujours réunis à Gaza, et le grand vizir s'achemine de Damas. Il nous a renvoyé ces jours derniers un soldat de la 25e demi-brigade fait prisonnier du côté d'El-A'rych. Après lui avoir fait voir tout le camp, il lui a intimé de dire à ses compagnons ce qu'il avait vu et à leur général de trembler. Ceci paraît annoncer ou la confiance que le grand vizir met dans ses forces, ou un désir de rapprochement. Quant à moi, il me serait de toute impossibilité de réunir plus de 5,000 hommes en état d'entrer en campagne; nonobstant ce, je tenterai la fortune, si je ne puis parvenir à gagner du temps par des négociations. Djezzar a retiré ses troupes de Gaza et les a fait revenir à Acre.

Signé Kleber.

R. Cette apostille peint l'état d'agitation du général Kleber : il avait servi huit ans, comme officier, dans un régiment autrichien. Il avait fait les campagnes de Joseph II, qui s'était laissé battre par les Ottomans; il avait conservé une opinion fort exagérée de ceux-ci. Sidney-Smith, qui avait déjà fait perdre à la Porte l'armée de Mustafa, pacha de Roumélie, qu'il avait débarquée à Abonkir, vint mouiller à Damiette avec soixante transports, sur lesquels étaient embarqués 7,000 janissaires, de très-bonnes troupes : c'était l'arrière-garde de l'armée de Mustafa-Pacha: au 1er novembre, il la débarqua sur les plages de Damiette. L'intrépide général Verdier marcha à eux avec 1,000 hommes, les prit, tua ou jeta dans la mer; six pièces de canon furent ses trophées.

Le capitan-pacha n'était pas à Jaffa, le grand vizir n'était point entré en Syrie; il n'y avait donc point 30,000 hommes à Gaza. Les armées russe et anglaise ne songeaient point à attaquer l'Égypte.

Cette lettre est donc pleine de fausses assertions. On croyait que Napoléon n'arriverait point en France: on s'était décidé à évacuer le pays, on voulait justifier cette évacuation. Quand cette lettre arriva à Paris, le 12 janvier, le général Berthier la mit sous les yeux du Premier Consul. Elle était accompagnée des rapports et des comptes de l'ordonnateur Daure, du payeur Estève et de vingt-huit rapports de colonels et de chefs de corps d'artillerie, infanterie, cavalerie, dromadaires, etc. Tous ces états, que fit dépouiller le ministre de la guerre, présentaient des rapports qui contredisaient le général en chef. Mais heureusement pour

l'Égypte qu'un duplicata de cette lettre tomba entre les mains de l'amiral Keith, qui l'envoya aussitôt à Londres. Le ministre anglais écrivit sur-le-champ pour qu'on ne reconnût aucune capitulation qui eût pour but de ramener l'armée d'Égypte en France, et que, si déjà elle était en mer, il la fallait prendre et conduire dans la Tamise.

Par un second bonheur, le colonel Latour-Maubourg, parti de France à la fin de janvier avec la nouvelle de l'arrivée de Napoléon en France, celle du 18 brumaire, la Constitution de l'an VIII et la lettre du ministre de la guerre, du 12 janvier, en réponse à celle ci-dessus de Kleber, arriva au Caire le 4 mai, dix jours avant le terme fixé pour la remise de cette capitale au grand vizir. Kleber comprit qu'il fallait vaincre ou mourir : il n'eut qu'à marcher.

Ce ramassis de canaille qui se disait l'armée du grand vizir fut rejeté au delà du désert, sans faire aucune résistance. L'armée française n'eut pas 100 tués et blessés, en tua 15,000, leur prit leurs tentes, leurs bagages et leur équipage de campagne.

Kleber changea alors entièrement; il s'appliqua sérieusement à améliorer le sort de l'armée et du pays; mais, le 14 juin 1800, il périt sous le poignard d'un misérable fanatique.

S'il eût vécu lorsqu'à la campagne suivante l'armée anglaise débarqua à Aboukir, elle eût été perdue : peu d'Anglais se fussent rembarqués, et l'Égypte eût été à la France.

QUATRE NOTES[1]

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

MÉMOIRES POUR SERVIR À L'HISTOIRE

DE LA RÉVOLUTION DE SAINT-DOMINGUE[2].

Cet ouvrage, intéressant sous plusieurs points de vue, est écrit par un officier général[3] qui a fait la campagne de Saint-Domingue, en 1802, sous les ordres du capitaine général Leclerc. S'il contient quelques jugements hasardés, c'est que l'auteur a manqué de renseignements; un bon nombre de pièces officielles importantes sont encore secrètes.

PREMIÈRE NOTE.

(Vol. I, ch. x.)

C'est dans ce chapitre que commence le récit des événements qui ont eu lieu à Saint-Domingue depuis le 18 brumaire. Toussaint-Louverture, général de division, commandant en chef la partie du nord de Saint-Domingue, avait méconnu l'autorité du général Hédouville, commissaire du Directoire exécutif; il traitait en sa présence, directement et secrètement, avec les Anglais, et couvrait ce représentant de la métropole de tant d'outrages, qu'il l'avait obligé à retourner en France. Mais le général Hédouville, inquiet sur les vues de Toussaint-Louverture, donna, avant d'abandonner la colonie, des pouvoirs indépendants de ce chef de noirs

[1] Ces *Notes* sont reproduites d'après les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon Ier*, édition de 1830. Nous n'avons pas le manuscrit original de cette dictée.

[2] Paris, 1819, 2 vol. in-8°.

[3] C'est le général vicomte P. de Lacroix.

au général Rigaud, chef des hommes de couleur. Il lui confia l'autorité sur toute la partie du sud de Saint-Domingue, qui se trouva ainsi divisée en deux : le nord, sous Toussaint, où dominaient les noirs; le sud, sous Rigaud, où dominaient les hommes de couleur. Une guerre civile effroyable ne tarda pas à éclater entre les deux partis.

Le Directoire parut y sourire et mettre dans sa durée la garantie des droits de la métropole. Cette guerre était dans toute sa force au commencement de 1800.

La première question dont eut à s'occuper le Premier Consul en arrivant au gouvernement fut de savoir s'il convenait aux intérêts de la métropole de nourrir, d'alimenter cette guerre civile, ou s'il fallait la faire cesser. Après de mûres réflexions, mais sans hésitation, il se décida pour ce dernier parti : 1° parce qu'une politique fallacieuse, ayant pour but d'entretenir la guerre civile, était indigne de la grandeur et de la générosité de la nation, et finirait par indisposer également les deux partis contre la métropole; 2° parce que les guerres civiles, au lieu d'affaiblir, retrempent et aguerrissent les peuples, et, lorsque le moment serait arrivé de rétablir l'autorité de la métropole, on aurait en affaire à des hommes plus redoutables; 3° parce que, si cette guerre civile continuait, les habitants perdaient toute espèce d'habitude du travail, et la colonie le peu qui lui restait de son ancienne prospérité.

Ainsi la morale et la politique étaient ici d'accord pour arrêter l'effusion du sang français; mais quel moyen fallait-il employer? Le Directoire avait tenté d'établir le *statu quo* entre les deux partis; les passions qui animaient les noirs et les hommes de couleur étaient trop violentes pour être contenues, lorsque la métropole n'avait aucun moyen de répression. Les hommes de couleur étaient sans doute plus braves, plus aguerris que les noirs; mais ils étaient si inférieurs en nombre, qu'il était facile de prévoir l'époque où ils succomberaient. Le triomphe des noirs aurait été marqué par l'égorgement et la destruction totale des hommes de couleur, perte irréparable pour la métropole, qui ne pouvait espérer de rétablir son autorité qu'en se servant de l'influence de ceux-ci contre les noirs.

Le Premier Consul résolut donc d'appuyer le parti plus fort, de retirer les pouvoirs qu'avait le général Rigaud, de le rappeler en France, de désarmer les hommes de couleur, d'étendre les pouvoirs de Toussaint sur toute la colonie, de le nommer général en chef de Saint-Domingue, et de donner toute sa confiance aux noirs.

Le colonel Vincent, directeur des fortifications de Saint-Domingue, était fort avant dans la confiance de Toussaint, dont il était le chargé d'affaires; il se trouvait alors à Paris. Le Premier Consul le fit appeler, lui fit connaître sa partialité pour les noirs, sa confiance entière dans le caractère de Toussaint, et le renvoya dans la colonie, porteur : 1° du décret qui nommait Toussaint-Louverture général en chef de Saint-Domingue; 2° de la Constitution de l'an VIII; 3° d'une proclamation aux noirs, où il leur disait : «Braves noirs, souvenez-vous que la France seule reconnaît votre liberté!» Il joignit au colonel Vincent deux autres commissaires. Cette commission fut chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir le calme et faire cesser les hostilités. Cette sage politique eut les plus heureux effets : Rigaud repassa en France; les hommes de couleur posèrent les armes; l'autorité des noirs fut reconnue sans contradiction dans toute la colonie; ils se livrèrent à l'agriculture. La colonie parut un moment renaître de ses cendres; les blancs furent protégés; les hommes de couleur même, garantis par l'influence morale de la métropole, respirèrent et se remirent des pertes qu'ils avaient faites. Les années 1800 et 1801 furent deux années de prospérité pour la colonie; l'agriculture, les lois, le commerce, refleurirent sous le gouvernement de Toussaint-Louverture. L'autorité de la métropole fut reconnue et respectée, au moins en apparence : Toussaint-Louverture rendait compte exactement tous les mois au ministre de la marine.

Cependant les vraies dispositions des chefs des noirs ne pouvaient pas échapper au gouvernement français. Toussaint continuait à avoir des intelligences secrètes à la Jamaïque et à Londres; il se permettait dans son administration des irrégularités qui ne pouvaient pas être attribuées à l'ignorance. Il avait constamment éludé l'ordre réitéré de faire écrire en lettres d'or sur les drapeaux ces termes de la proclamation du Premier

Consul : «Braves noirs, souvenez-vous que la France seule reconnaît votre liberté!»

Lorsque l'amiral Ganteaume appareilla de Brest, au commencement de 1801, avec une division de troupes sous les ordres du général Sahuguet, il embarqua à son bord un bon nombre de noirs et d'hommes de couleur, de créoles, destinés pour Saint-Domingue. Toussaint en parut vivement inquiet; on sut que dès lors il avait résolu de refuser l'entrée aux troupes françaises, si elles étaient au-dessus de 2,000 hommes, et d'incendier le Cap, si l'armée de Sahuguet était assez forte pour qu'il ne pût pas défendre la ville; mais l'amiral Ganteaume donna dans la Méditerranée : il était destiné pour l'Égypte.

La situation prospère où se trouvait la République dans le courant de 1801, après la paix de Lunéville, faisait déjà prévoir le moment où l'Angleterre serait obligée de poser les armes, et où l'on serait maître d'adopter un parti définitif sur Saint-Domingue. Il s'en présenta alors deux aux méditations du Premier Consul : le premier, de revêtir de l'autorité civile et militaire et du titre de gouverneur général de la colonie le général Toussaint-Louverture; de confier le commandement aux généraux noirs; de consolider, de légaliser l'ordre de travail établi par Toussaint, qui était déjà couronné par d'heureux succès; d'obliger les fermiers noirs à payer un cens ou redevance aux anciens propriétaires français; de conserver à la métropole le commerce exclusif de toute la colonie, en faisant surveiller les côtes par de nombreuses croisières. Le deuxième parti consistait à reconquérir la colonie par la force des armes, à rappeler en France tous les noirs qui avaient occupé des grades supérieurs à celui de chef de bataillon, à désarmer les noirs en leur assurant la liberté civile et en restituant les propriétés aux colons. Ces projets avaient chacun des avantages et des inconvénients. Les avantages du premier étaient palpables : la République aurait une armée de 25 à 30,000 noirs, qui ferait trembler toute l'Amérique; ce serait un nouvel élément de puissance qui ne lui coûterait aucun sacrifice ni en hommes ni en argent. Les anciens propriétaires perdraient sans doute les trois quarts de leur fortune, mais le commerce français n'y perdrait rien, puisqu'il

jouirait toujours du privilége exclusif. Le deuxième projet était plus avantageux aux propriétaires colons, il était plus conforme à la justice; mais il exigeait une guerre qui entraînerait la perte de beaucoup d'hommes et d'argent; les prétentions contraires des noirs, des hommes de couleur, des propriétaires blancs, seraient toujours un objet de discorde, d'embarras pour la métropole; Saint-Domingue serait toujours sur un volcan : aussi le Premier Consul inclinait pour le premier parti, parce que c'était celui que paraissait lui conseiller la politique, celui qui donnerait le plus d'influence à son pavillon dans l'Amérique. Que ne pouvait-il pas entreprendre avec une armée de 25 à 30,000 noirs sur la Jamaïque, les Antilles, le Canada, sur les États-Unis mêmes, sur les colonies espagnoles? Pouvait-on mettre en compensation de si grands intérêts politiques avec quelques millions de plus ou de moins qui rentreraient en France? Mais un pareil projet avait besoin du concours des noirs; il fallait qu'ils montrassent de la fidélité à la mère patrie et à la République, qui leur avait fait tant de bien. Les enfants des chefs noirs, élevés en France dans les écoles coloniales établies à cet effet, resserraient tous les jours davantage les liens de ces insulaires avec la métropole.

Tels étaient l'état de Saint-Domingue et la politique adoptée par le gouvernement français à son égard, lorsque le colonel Vincent arriva à Paris. Il était porteur de la constitution qu'avait adoptée de sa pleine autorité Toussaint-Louverture, qu'il avait fait imprimer et mise à exécution, et qu'il notifiait à la France. Non-seulement l'autorité, mais même l'honneur et la dignité de la République étaient outragés. De toutes les manières de proclamer son indépendance et d'arborer le drapeau de la rébellion, Toussaint-Louverture avait choisi la plus outrageante, celle que la métropole pouvait le moins tolérer. Dès ce moment, il n'y eut plus à délibérer; les chefs des noirs furent des Africains ingrats et rebelles, avec lesquels il était impossible d'établir aucun système : l'honneur, comme l'intérêt de la France, voulut qu'on les fît rentrer dans le néant. Ainsi la ruine de Toussaint-Louverture, les malheurs qui pesaient sur les noirs, furent l'effet de cette démarche insensée, inspirée sans doute par les agents de l'Angleterre, qui déjà avaient pressenti tout le mal

qu'éprouverait sa puissance si les noirs se contenaient dans la ligne de modération et de soumission et s'attachaient à la mère patrie. Il suffit, pour se faire une idée de l'indignation que dut éprouver le Premier Consul, de dire que Toussaint non-seulement s'attribuait l'autorité sur la colonie pendant sa vie, mais qu'il s'investissait du droit de nommer son successeur, et voulait tenir son autorité, non de la métropole, mais de lui-même, et d'une soi-disant assemblée coloniale qu'il avait créée. Comme Toussaint-Louverture était le plus modéré des généraux noirs, que Dessalines, Christophe, Clairvaux, etc. étaient plus exagérés, plus désaffectionnés et plus opposés encore à l'autorité de la métropole, il n'y eut plus à délibérer : le premier parti n'était plus praticable, il fallut se résoudre à adopter le deuxième et à faire le sacrifice qu'il exigeait.

DEUXIÈME NOTE.

(Vol. II, ch. xi.)

Les liaisons du colonel Vincent avec les noirs et la grande confiance qu'avait en lui Toussaint-Louverture l'avaient rendu depuis longtemps suspect à l'administration, qui cependant employait cet officier pour convaincre, autant que possible, les noirs de ses bonnes dispositions à leur égard. Mais, lorsqu'il se présenta porteur de la déclaration de l'indépendance des noirs, et qu'il parut vouloir la justifier, il inspira un sentiment de dégoût que l'on dissimula pour ne pas donner l'éveil à Toussaint, et pour recueillir les renseignements précieux que ce colonel avait sur la position militaire des noirs et sur les fortifications qu'ils avaient élevées dans les mornes; cela fait, on lui ordonna de se tenir désormais étranger aux affaires de Saint-Domingue : il fut mis à la disposition du ministre de la guerre pour être employé dans son grade. Il désira être dans un pays chaud, et il obtint la direction des fortifications de la Toscane. Il a depuis assisté, plusieurs années de suite, comme directeur des fortifications, au conseil de travaux du mois de janvier, qui se tenait en présence de l'Empereur; il y a fait adopter ses plans pour les châteaux des présides de Florence, de Livourne et de Porto-Ferrajo. Il se plaisait à Florence, où il maria une de ses filles. Tout cela ne devait

pas donner lieu à des assertions de libelles qui déshonorent un ouvrage historique. Le Premier Consul n'a pas pu faire part de ses projets sur Saint-Domingue, qui devaient rester secrets et pouvaient être exécutés quelques mois après, à une personne qui était l'agent de Toussaint et dont les machinations secrètes n'étaient plus un mystère; il n'a pas pu non plus lui communiquer ses négociations avec la cour de Londres, et cela pour l'expédition de Saint-Domingue, par une notion préparatoire, puisqu'il n'y a eu ni notes, ni pourparlers, ni négociations avec l'Angleterre pour l'expédition de Saint-Domingue.

TROISIÈME NOTE.

(Vol. II, ch. XIII.)

Ce chapitre contient le départ de France de l'armée du capitaine général Leclerc, son arrivée à Saint-Domingue et ses premières opérations. Il y est dit :

1° Que Napoléon avait, dans son cabinet particulier, plusieurs fonctionnaires de la colonie qui rédigeaient des instructions secrètes, sans que l'homme de mer expérimenté qui tenait, à cette époque, le portefeuille de la marine, eût été appelé à donner son avis, même sur les détails nautiques de l'expédition : il n'avait eu qu'à signer, pour copie conforme, les instructions déjà revêtues de l'approbation et de la signature du Premier Consul; que le temps que les flottes de Brest, de Rochefort, de Lorient, ont mis à se rallier au cap Samana, empêcha l'expédition de surprendre Toussaint-Louverture; 2° que les négociations entamées par le cabinet de Saint-Cloud auprès des cabinets étrangers, relativement à l'expédition, en avaient ébruité les détails; 3° que les instructions secrètes sur l'expédition de Saint-Domingue renfermaient l'ordre positif de ne souffrir aucune vacillation dans les principes de leur exécution, ce qui fut la cause que le général Leclerc dut perdre un jour pour opérer la descente et surprendre le Cap... que l'à-propos fait tout à la guerre. . et qu'il est toujours dangereux de prescrire des mesures de détail, etc.

Le Premier Consul n'agissait, dans toutes les parties, que par l'intermédiaire de ses ministres. S'il n'eût pas eu confiance dans le ministre de la marine Decrès, qui l'empêchait de le renvoyer et d'en prendre un autre? Était-ce l'influence dont il jouissait dans les autorités constituées et dans la nation, les victoires navales qu'il avait remportées, ou le

grand amour que lui portait le corps de la marine? Tout cela est donc absurde. Ce ministre a rédigé toutes les instructions navales. S'il a jugé à propos de donner trois points de ralliement aux escadres de Brest, Lorient et Rochefort, le premier au cap Finistère, le deuxième aux Canaries, le troisième au cap Samana, c'est que cela était en usage de son temps, et surtout dans la guerre de 1778. Si un ministre signait des instructions contraires à son opinion et à son expérience, ce serait le plus bas et le plus vil de tous les hommes. Pourquoi donc, dans un ouvrage historique, déshonorer un ancien ministre, officier général, en voulant le justifier? Un ami maladroit est plus dangereux qu'un ennemi.

L'amiral Villaret-Joyeuse a mis quarante-six jours pour faire la traversée de Brest au Cap, c'est-à-dire quatre ou cinq jours de plus que la traversée moyenne d'un convoi; mais cette circonstance n'influa en rien sur l'incendie du Cap et la destinée de Saint-Domingue. Il était impossible de surprendre Toussaint-Louverture; les armements qui se faisaient dans les ports de France fixaient les regards du monde, et les noirs avaient des agents et des amis à Paris, à Nantes, à Bordeaux, à Rochefort, à Anvers, à Amsterdam et à Londres. Les bâtiments américains couvraient l'Océan; il ne se passait pas un seul jour qu'il n'en arrivât plusieurs dans les ports de la colonie. Les bâtiments américains sont bons marcheurs; d'ailleurs, un navire qui navigue seul a un grand avantage de marche sur un convoi.

L'armement du général Ganteaume dans Brest, en janvier 1801, avait éveillé les noirs; ils avaient dès lors élevé des fortifications dans l'intérieur; ils avaient réuni des magasins de poudre et de vivres, et pris la résolution de brûler le Cap et les villes, s'ils ne les pouvaient défendre, et de se retirer dans les mornes. Ce sont des officiers du génie blancs qui ont dirigé et tracé ces ouvrages. Tous les amiraux et les généraux commandant les troupes de débarquement et les escadres, soit celles de Brest, de Lorient, de Rochefort, de Cadix, de Toulon, avaient des ordres du ministre de la marine. Il était nécessaire pour leur exécution que le général de terre et l'amiral se concertassent; en outre, l'amiral Villaret-Joyeuse, commandant en chef toutes les escadres, avait un

ordre général pour les affaires de mer, comme le capitaine général Leclerc pour les affaires de terre. Ces ordres n'étaient pas faits pour être publics, mais n'étaient pas non plus ce qu'on appelle ordres secrets. L'escadre et la division qui devaient prendre possession de Port-au-Prince étaient, après celles du Cap, les plus importantes. L'amiral Villaret-Joyeuse et le capitaine général Leclerc furent chargés de débarquer au Cap. La Touche-Tréville, commandant l'escadre de Rochefort, et le général de division Boudet, furent destinés à débarquer à Port-au-Prince.

L'amiral La Touche-Tréville était le plus habile officier de notre marine et le plus ancien après l'amiral en chef. Le général Boudet avait fait la guerre des colonies; il était estimé des hommes de couleur, qui sont nombreux dans la partie du sud. L'escadre de Rochefort, destinée pour Port-au-Prince, put embarquer les hommes et les choses qui lui étaient utiles pour cette opération. Ces ordres du ministre ne pouvaient être changés qu'en conséquence d'un concert du capitaine général et de l'amiral. Il paraît que le capitaine général eut un moment l'idée de faire débarquer la division Boudet pour prendre possession du Cap et en parla à l'amiral, qui lui en fit sentir les inconvénients : « L'amiral La Touche et le général Boudet, ayant su, en partant de France, qu'ils allaient au Port-au-Prince, s'y sont préparés en conséquence. Si nous changeons ces dispositions du gouvernement arbitrairement et que l'expédition du Port-au-Prince vienne à manquer, vous et moi en serons responsables. » Le capitaine général Leclerc se rendit sur-le-champ à ces considérations si sages, ne pouvant alléguer aucune nécessité, aucune urgence, pour détourner les troupes du général Boudet de leur destination.

Si l'amiral se fût rendu aux premiers désirs du capitaine général, le général Boudet ne fût pas arrivé au Cap une heure plus tôt; le Cap eût été également incendié, et il est probable que l'expédition du Port-au-Prince aurait manqué, que cette ville aurait eu le même sort que la capitale. C'est le défaut de pilotes qui a mis du retard dans l'occupation du Cap, négligence impardonnable de la part de la marine, de ne s'en

être pas pourvue avant de partir de Brest. Mais, quand l'amiral Villaret-Joyeuse eût été muni de pilotes, en arrivant, il eût donné tout d'abord et à toutes voiles dans la rade du Cap. Qu'il eût débarqué sur-le-champ ses troupes, le Cap n'en eût pas moins été incendié, puisqu'il ne fallait aux noirs que cinq ou six heures pour y parvenir, qu'ils avaient tout préparé, et que leur résolution, prise depuis longtemps, était irrévocable.

Le Premier Consul hésita un moment s'il devait ordonner au capitaine général de n'effectuer son débarquement et de ne commencer les hostilités que lorsque sa lettre à Toussaint-Louverture, dont étaient porteurs ses enfants, lui aurait été remise. Mais cela eût eu de grands inconvénients; Toussaint eût fait courir ses enfants et la lettre après lui, autant que cela lui aurait été convenable. On avait plusieurs exemples de ce genre d'astuce. Cela eût donc exposé l'armée à perdre un temps bien précieux et donné le temps aux noirs de revenir de leur première surprise. Ce fut sans doute une contrariété que les enfants de Toussaint-Louverture eussent éprouvé quelques jours de retard à débarquer, mais cela n'a été d'aucune conséquence. Lorsqu'on réfléchit sur la conduite de Toussaint-Louverture pendant tout le règne du Directoire, sur celle qu'il a tenue en 1800 et 1801, on voit que sa résolution était de périr ou d'arriver à l'indépendance, c'est-à-dire de ne souffrir dans la colonie la présence d'aucune force blanche de plus de 2,000 hommes. Toussaint savait bien qu'en proclamant sa constitution il avait jeté le masque et tiré l'épée du fourreau pour toujours.

QUATRIÈME NOTE.

(Vol. II, ch. XVII et XVIII.)

Ces deux chapitres contiennent l'arrestation et le renvoi en France de Toussaint-Louverture, l'insurrection des noirs et la mort du capitaine général Leclerc.

Le capitaine général Leclerc était un officier du premier mérite, propre à la fois au travail du cabinet et aux manœuvres du champ de bataille. Il avait fait les campagnes de 1796 et 1797, comme adjudant général auprès de Napoléon; celle de 1799, sous Moreau, comme général

de division; il commandait au combat de Freising, où il battit l'archiduc Ferdinand. Il conduisit en Espagne un corps d'observation de 20,000 hommes, destiné à agir contre le Portugal; enfin, dans cette expédition de Saint-Domingue, il déploya du talent et de l'activité. En moins de trois mois il battit et soumit cette armée noire qui s'était illustrée par la défaite d'une armée anglaise.

Le capitaine général Leclerc avait reçu effectivement, en partant, de la propre main de Napoléon, des instructions secrètes sur la direction politique à suivre dans le gouvernement de la colonie. Ces instructions sont restées inconnues; à la mort du général Leclerc, elles furent remises cachetées à son successeur. L'officier général auteur des *Révolutions de Saint-Domingue* a connu leur existence, mais n'en a jamais pu pénétrer le contenu. Le capitaine général Leclerc eût épargné bien des malheurs et se fût évité bien des chagrins, s'il eût suivi scrupuleusement l'esprit de ces instructions. Elles lui prescrivaient de mettre la plus grande confiance dans les hommes de couleur, de les traiter à l'égal des blancs, de favoriser les mariages des hommes de couleur avec les blanches, et des mulâtresses avec les blancs; mais de suivre un système tout opposé avec les chefs des noirs. Il devait, dans la semaine même où la colonie serait pacifiée, faire notifier à tous les généraux, adjudants généraux, colonels et chefs de bataillons noirs, des ordres de service, dans leurs grades, dans les divisions continentales de la France; il devait les faire embarquer sur huit ou dix bâtiments dans tous les ports de la colonie, et les diriger sur Brest, Rochefort et Toulon; il devait désarmer tous les noirs, en conservant dix bataillons, chacun de 600 hommes, commandés par un tiers d'officiers et sous-officiers noirs, un tiers d'officiers et sous-officiers de couleur, un tiers d'officiers et sous-officiers blancs; enfin il devait prendre toutes les mesures pour assurer et faire jouir les noirs de la liberté civile, en confirmant l'ordre de classement et de travail qu'avait établi Toussaint-Louverture.

Mais le capitaine général Leclerc se laissa prévenir contre les mulâtres; il partagea contre eux les préventions des créoles, qui leur en veulent davantage qu'aux noirs mêmes; il renvoya Rigaud, leur chef, de

la colonie; les mulâtres furent aliénés et se rallièrent aux noirs. Il accorda de la confiance aux généraux noirs, tels que Dessalines, Christophe, Clairvaux: non-seulement il les garda dans la colonie, mais il les investit de commandements importants. Il consentit que Toussaint-Louverture séjournât dans la colonie; cependant, ayant surpris, depuis, une correspondance secrète de ce général qui le compromettait, il le fit arrêter et transporter en France; mais l'état-major noir, généraux, adjudants généraux, colonels, chefs de bataillon, restèrent en place.

Lorsque le Premier Consul fut instruit de cette conduite, il en fut vivement affligé. L'autorité de la métropole dans la colonie ne pouvait se consolider que par l'influence des hommes de couleur; en différant de faire sortir les chefs noirs de la colonie, il était à craindre que l'on en eût perdu l'occasion. Il était impossible que les individus qui avaient gouverné en souverains, dont la vanité égalait l'ignorance, pussent vivre tranquilles et soumis aux ordres de la métropole : la première condition pour la sûreté de Saint-Domingue était donc d'en éloigner 150 à 200 chefs. En agissant ainsi, on ne violait aucun principe moral, puisque tous les généraux et officiers sont tenus de servir dans toutes les parties de l'état où on veut les employer, puisque tous ces chefs noirs avaient eu des correspondances avec la Jamaïque, avec les croiseurs anglais. C'était tout à la fois priver la population de ses chefs militaires et couper tous canaux avec l'étranger. Enfin il eût été plus convenable que Toussaint fût venu en France comme général de division que d'y venir comme un criminel contre lequel la métropole avait à venger, outre les anciennes félonies pardonnées, des crimes nouveaux.

Le décret du 28 floréal 1801, qui ordonnait que l'esclavage des noirs serait maintenu à la Martinique et à l'Île-de-France, comme la liberté des noirs serait maintenue pour Saint-Domingue, la Guadeloupe et Cayenne, était juste, politique, nécessaire. Il fallait assurer la tranquillité de la Martinique, qui venait d'être rendue par les Anglais. La loi générale de la République était la liberté des noirs : si on ne l'eût pas rapportée pour cette colonie et pour l'Île-de-France, les noirs de cette colonie l'eussent relevée; le contre-coup eût été bien plus fâcheux sur les

noirs de Saint-Domingue. Si le gouvernement n'eût rien dit, et que les noirs fussent restés esclaves à la Martinique, ils se fussent demandé comment, malgré la loi, les hommes de leur couleur à la Martinique étaient esclaves. Il fallut donc que le gouvernement dît : Les noirs seront esclaves à la Martinique, aux îles de France et de Bourbon, et ils seront libres à Saint-Domingue, à la Guadeloupe et à Cayenne; et qu'il proclamât le *statu quo* comme principe.

On ne supposa pas qu'il y eût des hommes assez insensés, après l'expérience de ce qui s'était passé, pour vouloir que le Premier Consul donnât *ex abrupto* la liberté des noirs à la Martinique, à l'Île-de-France et à l'île Bourbon; il fût arrivé que ces deux dernières îles se fussent soulevées et eussent continué leur état de séparation avec la métropole; et la colonie de la Martinique, qui venait d'être restituée par les Anglais, tranquille et prospérante, eût péri. Bien des milliers de Français blancs fussent devenus la proie de la féroce population africaine. Quant à la continuation de la traite des nègres, cela ne put pas affecter les noirs de Saint-Domingue, qui la désiraient pour se recruter et s'augmenter en nombre; ils l'avaient encouragée pour leur propre compte.

La question de la liberté des noirs est une question fort compliquée et fort difficile. En Afrique et en Asie, elle a été résolue, mais elle l'a été par la polygamie. Les blancs et les noirs font partie d'une même famille. Le chef de famille ayant des femmes blanches, noires et de couleur, les enfants blancs et mulâtres sont frères, sont élevés dans le même berceau, ont le même nom et la même table. Serait-il donc impossible d'autoriser la polygamie dans nos îles, en restreignant le nombre de femmes à deux, une blanche et une noire? Le Premier Consul avait eu quelques entretiens avec des théologiens pour préparer cette grande mesure. Les patriarches avaient plusieurs femmes dans les premiers siècles de la chrétienté. L'Église permit et toléra une espèce de concubinage, dont l'effet donne à un homme plusieurs femmes. Le pape, le concile, ont l'autorité et le moyen d'autoriser une pareille institution, puisque son but est la conciliation, l'harmonie de la société, et non d'étendre les jouissances de la chair. L'effet de ces mariages serait borné aux colonies; on pren-

drait les mesures convenables pour qu'ils ne portassent pas le désordre dans l'état présent de notre société.

Au fait, le décret relativement aux noirs n'a été qu'un prétexte : ils se sont insurgés par l'effet des menées de l'Angleterre; ils ont repris les armes, parce que cette cruelle maladie qui moissonna l'élite de nos troupes leur rendit l'espérance. Ce fut alors que le capitaine général se repentit d'avoir été trop indulgent, de ne pas avoir exécuté les ordres du Premier Consul : tout se fût passé bien différemment s'il eût débarrassé la colonie de 150 à 200 chefs de noirs. En politique, comme à la guerre, le moment perdu ne revient plus.

SIX NOTES[1]

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

LES QUATRE CONCORDATS[2].

I. Concordat de 1801. — II. Pièces imprimées à Londres. — III. Enlèvement du Pape. — IV. Concile de 1801. — V. Bulles d'institution. — VI. Prisons d'état.

Cet ouvrage n'est pas un libelle : s'il contient quelques idées erronées, il en contient un plus grand nombre qui sont saines et dignes d'être méditées.

PREMIERE NOTE, CONCORDAT DE 1801.

(Vol. II, p. 90.)

« Lorsqu'il (Napoléon) se sentit enlacé dans les querelles religieuses toujours croissantes; lorsqu'après avoir travaillé en vue de tout pacifier, il se trouva avoir semé des germes de discorde; lorsqu'après avoir compté sur l'appui du clergé, il le trouva hérissé d'ombrages contre lui, il chercha d'où provenait un résultat aussi différent de celui qu'il croyait avoir préparé; et, recueillant les tristes fruits de son inexpérience, il reconnut avec douleur la faute qu'il avait faite en se mêlant de la religion autrement que comme garant de la liberté de tous les cultes, etc. »

Napoléon avait porté, en 1796 et 1797, en Italie, une attention particulière aux affaires de religion; ces connaissances étaient nécessaires au conquérant et au législateur des républiques transpadane et cispa-

[1] Ces *Notes* sont reproduites d'après une copie communiquée par Mme la comtesse de Montholon.

[2] *Les quatre Concordats, suivis de considérations sur le gouvernement de l'Église en général et sur l'église de France en particulier depuis 1515*, par M. de Pradt, ancien archevêque de Malines. Paris, 1818, 3 vol. in-8°.

dane. En 1798 et 1799, il dut étudier le Coran; il fallait qu'il connût les principes de l'islamisme, le gouvernement, les opinions des quatre sectes et leurs rapports avec Constantinople et la Mecque; il fallait bien qu'il se fût rendu habile dans la connaissance de l'une et l'autre religion, car cela contribua à lui captiver l'affection du clergé d'Italie et des ulemas en Égypte.

Il ne s'est jamais repenti d'avoir fait le concordat de 1801, et les propos qu'on lui prête à cette occasion sont faux; il n'a jamais dit «que le Concordat fût la plus grande faute de son règne.» Les discussions qu'il a eues depuis avec Rome proviennent de l'abus que faisait cette cour du mélange du spirituel et du temporel. Cela peut lui avoir occasionné quelques mouvements d'impatience; c'était le lion qui se sentait piqué par des mouches, mais ils n'ont jamais altéré ses dispositions, ni pour les principes de sa religion, ni pour ce grand œuvre, qui a eu des résultats si importants. Il n'a jamais dit «que les malheurs qui lui arrivaient provenaient de ce qu'il avait blessé les idées libérales ou de ce qu'il avait offensé les peuples.» Toutes ses lois ont été libérales, celle même de la conscription, même les règlements sur les prisons d'état. Ce ne sont pas les peuples qui ont été ses ennemis, mais l'oligarchie, car son gouvernement a été éminemment populaire.

Le Concordat de 1801 était nécessaire à la religion, à la République, au gouvernement: les temples étaient fermés: les prêtres étaient persécutés; ils étaient divisés en trois sectes : celle des constitutionnels, celle des vicaires apostoliques, celle des évêques émigrés à la solde de l'Angleterre. Le Concordat mit fin à toutes ces divisions et fit sortir de ses ruines l'Église catholique, apostolique et romaine. Napoléon releva les autels : il fit cesser les discordes et prescrivit aux fidèles de prier pour la République. Il dissipa tous les scrupules des acquéreurs de domaines nationaux, rompit le dernier fil par lequel les Bourbons communiquaient encore avec le pays, en destituant les évêques qui leur étaient restés fidèles : il les signalait comme des rebelles qui avaient préféré les affaires du monde et les intérêts terrestres aux affaires du ciel et à la cause de Dieu.

On a dit : «Napoléon eût dû ne pas se mêler des affaires religieuses,

mais tolérer la religion en pratiquant le culte, en lui restituant ses temples.» Pratiquer le culte... mais lequel? Restituer les temples... mais à qui? Aux constitutionnels, au clergé anglais ou aux vicaires papistes?

Il fut question dans les conférences pour la négociation du Concordat d'assigner un délai à l'exercice du droit conféré au Pape d'instituer les évêques; mais il avait déjà fait de grandes concessions; il consentait à la suppression de soixante diocèses, dont les siéges dataient de la naissance du christianisme, destituait de sa seule autorité un grand nombre d'anciens évêques et consommait la vente, sans aucune indemnité, de 400 millions des biens du clergé. Il fut jugé que, même dans l'intérêt de la République, il ne fallait pas exiger de stipulations nouvelles qui auraient favorisé les ultras. Ce fut dans une de ces conférences que Napoléon dit: «Si le Pape n'avait pas existé, il aurait fallu le créer pour cette occasion, comme les consuls romains faisaient un dictateur dans les circonstances difficiles.» Il est vrai que le Concordat reconnaissait dans l'état un pouvoir étranger, propre à le troubler un jour, mais il ne l'introduisait pas, il existait de tout temps. Maître de l'Italie, Napoléon se considérait comme maître de Rome, et cette influence italienne lui servait à détruire l'influence anglaise.

DEUXIÈME NOTE, PIECES IMPRIMÉES À LONDRES.

(Vol. II, p. 249.)

«Il faut distinguer, dans sa carrière d'affaires religieuses, deux époques diverses et, si j'ose parler ainsi, deux éducations différentes: la première fut celle dans laquelle il agit par lui-même, indépendamment de tout conseil éclairé dans cette matière; la seconde, celle dans laquelle il consulta et forma un conseil ecclésiastique.»

Les pièces imprimées à Londres sur les discussions entre la cour des Tuileries et celle de Rome sont apocryphes, elles n'ont jamais été avouées; on a espéré, par leur publication, exalter les imaginations espagnoles et celles des béats de toute la chrétienté; la Petite église les a colportées avec fureur; quelques-unes de ces pièces sont fausses, les autres sont toutes plus ou moins falsifiées. Il est fâcheux qu'elles aient place dans un ouvrage important; il n'était pas difficile de constater leur fausseté.

1° La cour des Tuileries n'a jamais promis directement ni indirectement les Légations, et le Pape n'a jamais mis cette condition pour prix de son voyage à Paris; il se peut qu'il se soit flatté d'obtenir la Romagne, où est Cesena, sa patrie, de la reconnaissance impériale; il se peut que, pendant son séjour à Paris, il en ait témoigné quelque chose directement à l'Empereur, mais bien légèrement et sans espérance de succès.

2° Comment supposer qu'on ait demandé à la cour de Rome d'instituer un patriarche? Un patriarche n'eût eu de l'influence qu'en France; le Pape, qui était celui du grand Empire, étendait la sienne sur l'univers : on eût donc perdu au change.

3° Comment l'Empereur eût-il demandé l'acceptation du Code civil? Le Code Napoléon ne régissait-il pas la France et l'Italie? Avait-il donc besoin de la cour de Rome pour faire des lois chez lui?

4° Comment aurait-il demandé la liberté des cultes? La liberté des cultes n'était-elle pas une loi fondamentale de la constitution française? Cette loi avait-elle donc plus besoin de la sanction du Pape que de celle du ministre Marron et du consistoire de Genève?

5° Comment aurait-il demandé la réforme des évêchés trop nombreux en Italie? Le concordat d'Italie n'y avait-il donc pas pourvu? Il y eut, il est vrai, quelques négociations pour les évêchés de Toscane et de Gênes, mais dans les formes établies pour ces sortes d'affaires.

6° Quel intérêt pouvait-il avoir à ce que les bulles pontificales pour les évêchés et les cures, en Italie, fussent abolies? Tout cela n'était-il pas réglé par le concordat d'Italie?

7° Pourquoi aurait-il demandé l'abolition des ordres religieux? Ces ordres n'étaient-ils donc pas abolis en France et en Italie? La vente de leurs biens n'avait-elle donc pas été consommée et ratifiée par le Concordat?

8° Comment supposer que, brouillé avec la cour de Rome, il ait demandé le mariage des prêtres; ce qui eût été de gaieté de cœur donner beau jeu à ses ennemis? Que lui importait le célibat des prêtres? Avait-il du temps à perdre en discussions théologiques?

9° Quel intérêt pouvait-il avoir que Joseph Bonaparte fût sacré par

le Pape roi de Naples? Si le Pape l'eût voulu, il s'y fût refusé de crainte qu'il n'en voulût prendre acte pour constituer sa suzeraineté sur Naples.

La correspondance directe de l'Empereur et du Pape, de 1805 à 1809, est restée secrète; elle ne roulait que sur des affaires temporelles, sur lesquelles il n'avait besoin ni du consentement ni de l'avis de ses évêques: mais en 1809, losque, par le bref de Savone adressé au chapitre de Florence et à celui de Paris, le Pape, s'appuyant d'un passage du concile de Lyon, prétendit troubler l'exercice des vicaires capitulaires pendant les vacances des siéges, les discussions entrèrent dans la spiritualité. Alors il sentit le besoin du conseil et de l'intervention du clergé: il établit un conseil de théologiens : le choix qu'il fit fut heureux; l'évêque de Nantes, qui était depuis un demi-siècle un des oracles de la chrétienté, en était l'âme. Depuis cette époque, toutes les discussions sont devenues publiques.

Fox, causant avec Napoléon après le traité d'Amiens, lui reprocha de n'avoir pas obtenu le mariage des prêtres; il lui répondit : « J'avais et j'ai besoin de pacifier; c'est avec de l'eau et non avec de l'huile qu'on calme les volcans théologiques. J'aurais eu moins de peine à établir la confession d'Augsburg dans mon Empire. »

Depuis le couronnement, il y eut des discussions pour les chapeaux de cardinaux, pour des réticences que le Pape s'était permises dans ses allocutions sur les lois organiques, sur des brefs de pénitencerie, pour quelques circonscriptions des évêchés de Toscane et de Gênes, pour quelques affaires secrètes relatives au royaume d'Italie; mais aucune de ces discussions n'occupa directement les deux souverains; elles furent constamment abandonnées aux soins des chancelleries, qui traitèrent toutes ces affaires avec modération et sagesse.

TROISIÈME NOTE, ENLÈVEMENT DU PAPE.

(Vol. II, p. 415.)

« Il importe peu, pour le fond de la chose, quel ait été l'auteur de l'enlèvement du Pape. De quelque main qu'il soit parti, il n'en est pas moins odieux. Ici tout l'intérêt est du côté de l'histoire. »

L'origine de la querelle qui dura cinq ans entre l'Empereur et le Pape

se termina par la réunion à l'Empire, en 1810, des états temporels du Saint-Siége : elle date de 1805. La cour de Vienne, la Russie et l'Angleterre venaient de conclure la troisième coalition contre la France; une armée autrichienne s'empara de Munich, en chassa le roi de Bavière et prit position sur l'Iller, où elle devait être jointe par deux armées russes; l'archiduc Jean, à la tête de la principale armée de la Maison d'Autriche, se porta sur l'Adige, menaçant d'envahir toute l'Italie; un corps d'observation de 15 à 20,000 Français, sous les ordres du général Saint-Cyr, occupait la presqu'île d'Otrante; il était séparé de l'armée de l'Adige par les états du Pape; une escadre anglaise se faisait voir dans la Méditerranée, et avait des croisières dans l'Adriatique; une armée anglo-russe était attendue à Naples : le corps d'observation d'Otrante était compromis; la citadelle d'Ancône, appartenant au Pape, était sur la ligne de communication avec l'armée française d'Italie; elle n'était pas armée; un débarquement de 1,200 hommes pouvait se saisir de ce poste important.

Napoléon pria le Pape, dans une communication directe, d'armer Ancône, d'y mettre 3,000 hommes de garnison, et d'en confier le commandement à un homme sûr, ou de permettre qu'il y envoyât une garnison française : il fut refusé. Alors il insista et exigea de nouvelles garanties : il demanda catégoriquement, 1° que le Pape conclût un traité offensif avec le roi d'Italie et le roi de Naples pour la défense de l'Italie; la cour de Naples, qui dissimulait, y avait consenti; 2° que les ports des états romains fussent fermés aux Anglais; 3° qu'une garnison de 3,000 Français fût reçue dans la citadelle d'Ancône. A ces demandes le Pape répondit que, père des fidèles, il ne pouvait entrer dans aucune ligue contre aucun de ses enfants; que ce serait, d'ailleurs, compromettre les catholiques romains sujets des puissances contre lesquelles il se déclarerait; qu'il n'avait à se plaindre d'aucune, et qu'il ne voulait ni ne pouvait faire la guerre à personne. L'Empereur lui répondit que, lorsque Charlemagne avait investi le Pape d'une souveraineté temporelle au milieu de l'Italie, c'était pour le bien de l'Italie et de l'Europe, et non pour y introduire les infidèles et les hérétiques; que l'histoire des papes était pleine de

ligues, de contre-ligues, tant avec les empereurs qu'avec les rois d'Espagne ou les rois de France; que Jules II avait commandé des armées; qu'en 1797 le général Bonaparte avait eu son quartier général dans le palais épiscopal de l'évêque Chiaramonti, lorsqu'il marchait contre l'armée du cardinal Busca, que Pie VI avait levée pour faire une diversion en faveur des Autrichiens, guerre qui fut terminée par le traité de Tolentino; qu'ainsi, puisque, de nos jours, la bannière de saint Pierre avait marché contre la France, à côté de l'aigle autrichienne, elle pouvait aujourd'hui marcher avec l'aigle française; que cependant, voulant témoigner toute sa condescendance pour le Saint-Père, il consentait que ce traité ne s'étendît pas contre l'Autriche et l'Espagne, et qu'il fût uniquement applicable aux infidèles et aux hérétiques. A ce prix, il s'engageait à protéger les côtes et le pavillon de l'Église contre les Barbaresques.

La correspondance roula sur ces matières pendant 1805 et 1806. Les lettres du Pape étaient écrites avec la plume de Grégoire VII; elles contrastaient avec la douceur et l'aménité de son caractère; il n'en était que le signataire. Il parlait sans cesse de sa juridiction, de sa suprématie sur les puissances terrestres; «parce que, disait-il, le ciel est au-dessus de la terre, l'âme au-dessus de la matière.»

Cependant, après la paix de Presburg, une armée française était entrée dans Naples; le roi Ferdinand s'était réfugié en Sicile, tout le royaume avait été conquis; un prince français était monté sur le trône, qui se trouvait séparé par les états du Pape de l'armée de la haute Italie, les agents de la cour de Palerme, de celle de Cagliari, les intrigants que l'Angleterre soudoie toujours sur le continent, avaient établi le centre de leurs intrigues à Rome; des soldats étaient souvent assassinés, en parcourant isolément la partie de la route qui passe sur les états de l'Église, entre Milan et Naples. Cet ordre de choses n'était pas tolérable: l'Empereur en prévint le Pape, et lui fit connaître que, par la nature des choses, il fallait que la cour de Rome fît une ligue offensive et défensive avec la France; qu'elle fermât ses ports à l'Angleterre; qu'elle chassât de Rome tous les intrigants étrangers, ou qu'elle s'attendît à perdre la partie de son territoire située entre les Apennins et l'Adriatique, c'est-

à-dire la Marche d'Ancône, qui, réunie au royaume d'Italie, assurerait la communication entre Naples et Milan. Le Saint-Siége répondit par d'impuissantes menaces. Il était évident que la longanimité de l'Empereur, qui contrastait avec son caractère, avait accrédité à Rome l'idée qu'il redoutait les foudres de l'Église. Pour détruire cette folle croyance, il ordonna à un corps de 6,000 hommes d'entrer à Rome, sous prétexte de se rendre à Naples, mais d'y séjourner. Il donna pour instruction particulière au général qui commandait cette expédition de montrer le plus grand respect pour la cour du Vatican et de ne se mêler de rien; il fit en même temps insinuer que, lorsqu'il faisait occuper Rome, c'est qu'il était décidé à tout, et ne serait pas arrêté dans des affaires temporelles par des menaces spirituelles; qu'il fallait que le faible eût recours à la protection du fort.

La cour de Rome était en délire : les monitoires, les prières, les sermons, les notes circulaires au corps diplomatique, tout fut mis en œuvre pour accroître le mal; elle déploya toutes ses armes spirituelles pour la défense de son temporel, mais la portée de toutes avait été calculée par le cabinet de Saint-Cloud. Enfin, au commencement de 1808, l'Empereur écrivit au Pape qu'il fallait que cela finît, et que si, sous deux mois, il n'avait pas adhéré au traité de fédération avec les puissances d'Italie, il regarderait la donation de Charlemagne comme non avenue, et confisquerait le patrimoine de saint Pierre, sans que cela portât aucune atteinte au respect et à la liberté de sa personne sacrée, comme chef de la catholicité. Aucune notification ne pouvait être plus claire; on n'en tint pas compte. Ainsi bravé et poussé à bout, il décréta, en 1808, la réunion des Marches au royaume d'Italie, laissant au Pape Rome et toute la partie de ses états située entre les Apennins et la Méditerranée. Les agents français firent connaître en même temps que les troupes françaises quitteraient Rome et les états de l'Église aussitôt que cette cour aurait reconnu le démembrement des Marches. Mais, à cette nouvelle, elle envoya l'ordre à son ministre à Paris de demander ses passe-ports et de partir sans prendre congé. Les passe-ports furent accordés sur-le-champ, et la guerre déclarée. C'était la puissance faible, qui ne pouvait

opposer aucune résistance, qui rompait toute mesure, et déclarait la guerre à la puissance forte et victorieuse du monde. Mais le système était, à Rome, de porter tout à l'extrême, d'opposer les armes spirituelles aux temporelles; on s'y flattait encore de voir renaître le temps où tout se prosternait à la vue des foudres sacrées. Napoléon les redoutait peu; mais il était enchaîné par les sentiments qu'il portait au Pape: il laissa les choses encore *in statu quo*.

Mais, au commencement de 1809, la quatrième coalition se déclara: la cour de Vienne annonça les hostilités; le général qui commandait à Rome demanda un renfort de troupes pour pouvoir contenir la population de cette grande ville et le pays, et, si cela était impossible, que l'on mît un terme à l'anarchie du gouvernement pontifical. Il reçut l'ordre de s'emparer du gouvernement, d'incorporer les troupes papales dans l'armée française, de maintenir une bonne police, et d'avoir soin que le Pape continuât à recevoir les sommes qu'il avait eu l'habitude de prendre au trésor pour l'entretien de sa maison.

La circonstance de la guerre dans laquelle la France se trouvait engagée avec l'Autriche et l'Espagne parut favorable au Saint-Siége: il lança sa bulle d'excommunication. L'occupation de ses états avait été le résultat de la guerre qu'il avait déclarée à la France; mais il n'avait été troublé en rien dans la direction des affaires spirituelles, et il avait reçu l'assurance que sa personne n'en serait pas moins sacrée, pourvu qu'il ne fît rien pour troubler l'exercice du gouvernement établi à Rome. Il ne voulut point profiter de cette ouverture, regardant que sa qualité de souverain de Rome était confondue et inhérente avec son caractère spirituel : ce système n'était pas soutenable. Les troupes françaises dans ses états étaient peu nombreuses, et, la bataille d'Essling ayant jeté quelques doutes sur l'issue de la guerre, la population était agitée; le Saint-Père, renfermé au fond de son palais, avait fait élever des barricades autour; elles étaient gardées par quelques centaines d'hommes armés, qui exerçaient la plus grande surveillance. Les troupes françaises qui occupaient les postes extérieurs se prirent de querelle avec eux; elles se crurent bravées; tout cela excitait leurs sarcasmes. La situation du

Pape était dangereuse; il était à craindre que, d'un moment à l'autre, on n'en vînt aux mains; les balles ne respectent personne. Le général commandant à Rome fit les plus vives remontrances; il ne put faire comprendre que le Pape serait beaucoup plus en sûreté gardé par la sainteté de son caractère, et que d'opposer la force à la force pouvait avoir les effets les plus funestes. N'étant pas écouté, il prit alors conseil des circonstances; il adopta le parti de faire transférer le Pape à Florence; il le devait au Saint-Père, il le devait à la nation française, il le devait à l'Europe; qu'eût-elle dit si un sang si précieux eût été versé dans une rixe? Il le devait aux troupes qu'il commandait. Son devoir n'était-il pas de veiller au maintien de la tranquillité publique? Elle fut sur-le-champ rétablie. Mais la grande-duchesse de Toscane, surprise qu'on eût envoyé le Pape à Florence sans un ordre de l'Empereur, et ayant elle-même peu de troupes, fit continuer le voyage, et le dirigea sur Turin. Le même motif porta le prince gouverneur général du Piémont à lui faire continuer sa route jusqu'à Grenoble.

Un courrier de Rome instruisit l'Empereur, à Schœnbrunn, de ce qui venait de se passer : il expédia aussitôt des ordres à Florence, pour que, si le Pape y était arrivé, on le plaçât dans une maison de campagne du grand-duché, et qu'on l'environnât de tous les honneurs et de tous les respects dus à son saint caractère; à Turin, que, si le Pape y était arrivé, il fût dirigé sur Savone; enfin à Paris, d'envoyer à la rencontre du Pape, pour le reconduire à Florence, s'il n'avait pas dépassé l'Apennin, et à Savone, s'il avait dépassé ces montagnes. Quoique mécontent de ce qui était arrivé, il ne pouvait pas désavouer son général à Rome; sa conduite avait été obligée. Il était impossible de renvoyer le Pape à Rome sans s'exposer à des événements dont le résultat pouvait être encore plus fâcheux. On était alors à la veille de la bataille de Wagram, qui devait décider de la paix; et il serait temps alors de négocier avec le Saint-Siége et de mettre un terme à ces fâcheuses affaires.

Toute la maison impériale de Turin fut mise à la disposition du Pape; à Savone, il fut logé à l'archevêché, où il était convenablement. L'intendant de la liste civile, le comte Salmatoris, pourvut abondamment à tout

ce qui était nécessaire. Il resta ainsi plusieurs mois, pendant lesquels on lui offrit de retourner à Rome s'il consentait à ne point y troubler la tranquillité publique, à reconnaître le gouvernement établi dans cette capitale et à ne s'occuper que d'affaires spirituelles. Mais, s'apercevant qu'on voulait le prendre par lassitude, et que le monde continuait à marcher sans lui, il adressa des brefs aux chapitres métropolitains de Florence et de Paris pour troubler l'administration des diocèses pendant les vacances des siéges, en même temps que le cardinal di Pietro expédiait des vicaires apostoliques dans les diocèses vacants. Alors, pour la première fois, la discussion qui existait depuis cinq ans cessa d'être temporelle et devint spirituelle; ce qui donna lieu à la première et seconde réunion des évêques au concile de Paris, à la bulle de 1811, et enfin au concordat de Fontainebleau, en 1813.

Rien n'était décidé encore sur l'état temporel de Rome; cette incertitude encourageait la résistance du Pape. Tracassé depuis cinq ans par les plus pitoyables arguments provenant de ce mélange de puissance temporelle et spirituelle, l'Empereur se décida enfin à en faire pour toujours la séparation et à ne plus souffrir que le Pape fût souverain temporel. Jésus-Christ avait dit : « Mon empire n'est pas de ce monde. » Héritier du trône de David, il avait voulu être pontife et non roi. Le sénatus-consulte du 17 février 1810[1] réunit les états de Rome à l'Empire et fixa ce qui était relatif au temporel du Pape.

[1] Titre Ier. *De la réunion des états de Rome à l'Empire.* — 1° l'état de Rome est réuni à l'Empire français, et en fait partie intégrante. — 2° Il formera deux départements, le département de Rome et le département du Trasimène. — 3° Le département de Rome aura sept députés au Corps législatif, le département du Trasimène en aura quatre. — 4° Le département de Rome sera classé dans la première série, le département du Trasimène dans la seconde. — 5° Il sera établi une sénatorerie dans les départements de Rome et du Trasimène. — 6° La ville de Rome est la seconde ville de l'Empire. Le maire de Rome est présent au serment de l'Empereur à son avénement; il prend rang, ainsi que les députations de la ville de Rome, dans toutes les occasions, immédiatement après les maires et les députations de la ville de Paris. — 7° Le Prince Impérial porte le titre et reçoit les honneurs de *Roi de Rome.* — 8° Il y aura à Rome un prince du sang ou un grand dignitaire de l'Empire, qui tiendra la cour de l'Empereur. — 9° Les biens qui composeront la dotation de la couronne impériale, conformément au sénatus-consulte du 30 janvier dernier, seront réglés par un sénatus-consulte spécial. — 10° Après avoir été couronnés dans l'église Notre-Dame, à Paris, les empereurs seront couronnés

À toutes les époques, les députations des évêques ont toujours eu l'instruction d'offrir au Pape son retour à Rome, pourvu qu'il reconnût le gouvernement temporel qui y avait été établi et s'occupât exclusivement des affaires spirituelles; mais il s'y refusa constamment. Amené dans le palais de Fontainebleau pour mettre sa personne à l'abri d'une tentative qui devait avoir lieu par mer, il y occupa le logement qu'il avait occupé précédemment. Il y eut toujours près de lui sept ou huit évêques français pour lui faire les honneurs du palais, plusieurs cardinaux, parmi lesquels Doria et Ruffo, sa maison de santé et sa maison ecclésiastique, aumônier, maître de chapelle, etc. il réglait lui-même ses dépenses à sa volonté. Grand nombre d'équipages de la cour étaient à ses ordres; le mot d'ordre lui était demandé tous les jours, et le grand maréchal Duroc veillait avec le plus grand soin à tous ses besoins et à ceux de sa cour. Pie VII n'a aucun besoin : le couvert du réfectoire d'un couvent lui eût été suffisant. Le grand maréchal du palais n'avait donc qu'un soin à prendre, non de réduire la dépense, mais de l'étendre et de veiller à ce qu'elle fût convenable et sur le même pied que celle des Tuileries; enfin sa cour était aussi bien qu'au Vatican. L'Empereur ne le vit qu'en janvier 1813, en compagnie de l'Impératrice : l'un et l'autre lui firent la première visite; il la leur rendit sur-le-champ, selon l'usage.

Pendant les trois jours qu'ils passèrent dans ce palais et qui furent employés à la négociation du concordat de Fontainebleau, tous les rap-

dans l'église de Saint-Pierre de Rome, avant la dixième année de leur règne. — 11° La ville de Rome jouira des priviléges et immunités particuliers qui seront déterminés par l'empereur Napoléon.

Titre II. *De l'indépendance du trône impérial de toute autorité sur la terre.* — 12° Toute souveraineté étrangère est incompatible avec l'exercice de toute autorité spirituelle dans l'intérieur de l'Empire. — 13° Lors de leur exaltation, les papes prêteront serment de ne jamais rien faire contre les quatre propositions de l'église gallicane arrêtées dans l'assemblée du clergé de 1682. — 14° Les quatre propositions de l'Église gallicane sont déclarées communes à toutes les Églises catholiques de l'Empire.

Titre III. *De l'existence temporelle des papes.* — 15° Il sera préparé pour le Pape des palais dans les différents lieux de l'Empire où il voudrait résider : il en aura nécessairement un à Paris et un à Rome. — 16° Deux millions de revenu en biens ruraux, francs de toute imposition et sis dans les différentes parties de l'Empire, seront assignés au Pape. — 17° Les dépenses du Sacré Collége et de la Propagande sont déclarées impériales. — 18° Le présent sénatus-consulte organique sera transmis par un message à S. M. l'Empereur et Roi.

ports furent dans une forme amicale et gracieuse. Le concordat fut signé devant plusieurs cardinaux, un grand nombre d'évêques de France et d'Italie et une partie de la cour impériale.

Napoléon a montré, dans cette circonstance, plus de patience que ne comportaient sa position et son caractère; et si, dans sa correspondance avec le Pape, il employa quelquefois le sarcasme, il y fut toujours provoqué par le style âcre de la chancellerie romaine, qui s'exprimait comme au temps de Louis le Débonnaire ou des empereurs de la Maison de Souabe, style d'autant plus déplacé qu'il était adressé à un homme éminemment instruit des guerres et des affaires d'Italie, qui savait par cœur toutes les campagnes, toutes les ligues, toutes les intrigues temporelles des papes. La cour de Rome eût pu tout éviter en se liant franchement au système de la France, fermant ses ports aux Anglais, appelant elle-même quelques bataillons français à la défense d'Ancône, enfin en maintenant la tranquillité en Italie.

Quant aux questions spirituelles, l'Empereur n'en a eu d'autres avec le Pape que celles consignées dans les procès-verbaux des deux commissions ecclésiastiques et du concile de Paris; la seule importante est celle des évêques.

QUATRIÈME NOTE, CONCILE DE 1811.

(Vol. II, p. 493.)

« La déclaration de la non-compétence du concile équivalait à sa dissolution. Qu'est un concile sans compétence? Qu'aller faire auprès du Pape en commençant par lui déclarer qu'on était les députés d'une assemblée sans pouvoir? C'était déclarer au Pape que lui seul était le maître dans l'Église, et qu'il n'y avait pas de remède possible à ses maux, vinssent-ils de lui, que par lui-même, etc. »

(Page 500.)

« Que signifie d'assembler un concile pour emprisonner ceux qui ne sont pas de notre avis? Interroger les hommes, c'est reconnaître en eux jusqu'au droit d'errer. Mais ce n'était pas tout que de dissoudre le concile; les embarras n'étaient point dissous avec lui; au contraire, ils redoublaient : le parti de l'opposition triomphait. Le coup frappé, Napoléon ne se trouva que plus embarrassé, etc. »

Napoléon voulait recréer la patrie italienne, réunir les Vénitiens, les Milanais, les Piémontais, les Génois, les Toscans, les Parmesans, les Modénais, les Romains, les Napolitains, les Siciliens, les Sardes, dans une seule nation indépendante, bornée par les Alpes, les mers Adriatique, d'Ionie et Méditerranée : c'était le trophée immortel qu'il élevait à sa gloire. Ce grand et puissant royaume aurait contenu la Maison d'Autriche sur terre; et, sur mer, ses flottes, réunies à celles de Toulon, auraient dominé la Méditerranée et protégé l'ancienne route du commerce des Indes par la mer Rouge et Suez. Rome, capitale de cet état, était la ville éternelle : couverte par les trois barrières des Alpes, du Pô, des Apenuins, plus à portée que tout autre des trois grandes îles. Mais Napoléon avait bien des obstacles à vaincre! Il avait dit à la consulte de Lyon : « Il me faut vingt ans pour rétablir la nation italienne. »

La configuration géographique de l'Italie a influé sur ses destinées. Si la mer d'Ionie eût baigné le pied du mont Velino; si toutes les terres qui forment le royaume de Naples, la Sicile et la Sardaigne eussent été jetées entre la Corse, Livourne et Gênes, quelle influence cela n'eût-il pas eue sur les événements? Avant les Romains, les Gaulois s'emparèrent de tout le nord de l'Italie, depuis les Alpes jusqu'à la Magra à l'ouest, le Rubicon à l'est, dans le temps que les peuples de la Grèce s'emparaient de Tarente, de Reggio, de tout le midi de la presqu'île; les Italiens furent refoulés en Toscane et dans le Latium.

Cependant, sans la politique des papes, l'esprit public des Italiens, peuple éclairé et passionné, eût surmonté ces difficultés locales; mais le Vatican, trop faible pour réunir sous sa domination toute l'Italie, eut constamment assez de puissance pour empêcher aucune république, aucun prince, de la réunir sous son autorité. Trois choses s'opposaient à ce grand dessein : 1° les possessions qu'avaient les puissances étrangères; 2° l'esprit de localité; 3° le séjour des papes à Rome.

Dix ans s'étaient à peine écoulés depuis la consulte de Lyon, que le premier obstacle était entièrement levé; aucune puissance étrangère ne possédait plus rien en Italie; elle était tout entière sous l'influence immédiate de l'Empereur. La destruction de la république de Venise, du roi

de Sardaigne, du grand-duc de Toscane, la réunion à l'Empire du patrimoine de saint Pierre, avaient fait disparaître le second obstacle. Comme ces habiles fondeurs qui, ayant à transformer plusieurs pièces de petit calibre en une seule de 48, les jettent d'abord dans le haut fourneau pour les décomposer, les réduire en fusion; de même les petits états avaient été réunis à l'Autriche ou à la France pour être réduits en éléments, perdre leurs souvenirs, leurs prétentions et se trouver préparés au moment de la fonte. Les Vénitiens, réunis pendant plusieurs années à la monarchie autrichienne, avaient senti toute l'amertume d'être soumis aux Allemands; lorsque ces peuples rentrèrent sous la domination italienne, ils ne s'inquiétèrent pas si leur ville serait la capitale, si leur gouvernement serait plus ou moins aristocratique. La même révolution s'opéra en Piémont, à Gênes, à Rome; brisés par le grand mouvement de l'Empire français, il n'y avait plus de Vénitiens, de Piémontais, de Toscans; tous les habitants de la péninsule n'étaient plus qu'Italiens : tout était prêt pour créer la grande patrie italienne. Le grand-duché de Berg était vacant. L'Empereur attendait avec impatience la naissance de son second fils pour le mener à Rome, le couronner roi d'Italie et proclamer l'indépendance de la belle péninsule, sous la régence du prince Eugène... *Italiam! Italiam*[1]!...

Le troisième obstacle, le séjour des papes, avait aussi disparu; le Saint-Père était à Fontainebleau; le Sacré Collége, la Daterie, les Archives, la Propagande, tous les papiers des missions étaient à Paris; plusieurs millions avaient été dépensés au palais archiépiscopal; la pharmacie de l'Hôtel-Dieu avait été déplacée et son local avait été donné à la Daterie; l'Hôtel-Dieu lui-même devait être transporté dans les quatre nouveaux hôpitaux, et son local consacré tout entier aux établissements de la cour de Rome; le quartier de Notre-Dame et l'île Saint-Louis devaient être le chef-lieu de la chrétienté. Le grand Empire comprenait les

[1] Allusion à ces vers de Virgile (*Énéide*, livre III, v. 522-525) :

Jamque rubescebat stellis Aurora fugatis,
Cum procul obscuros colles humilemque videmus
Italiam. Italiam! primus conclamat Achates,
Italiam læto socii clamore salutant.

cinq sixièmes de l'Europe chrétienne : la France, l'Italie, l'Espagne, la confédération du Rhin, la Pologne; il était donc convenable que le Pape, pour l'intérêt de la religion, établît sa demeure à Paris, et réunît le siége de Notre-Dame à celui de Saint-Jean-de-Latran.

Le moyen qui parut le plus naturel pour accélérer cette révolution et faire désirer ce séjour par les papes mêmes fut de relever l'autorité des conciles, qui, composés des évêques de France, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, de Pologne, seraient, par le fait, des conciles généraux; le Pape sentirait l'importance de se mettre à leur tête, dès lors de demeurer dans la capitale du grand Empire; et ce fut le but réel du concile de 1811, dont le but apparent fut de pourvoir aux moyens de conférer l'institution canonique aux évêques. L'énergie et la résistance du concile furent agréables à l'Empereur; l'esprit d'opposition pouvait seul donner de la considération à ces assemblées si contraires à l'esprit du siècle. Il prescrivit en secret qu'on y adoptât les formes du concile d'Embrun, qui avait été une assemblée contre les jansénistes, et toutes dans l'esprit de la cour de Rome. Ce concile dicta le bref de Savone, qui satisfit au but apparent de la convocation en suppléant aux articles qu'on n'avait pas cru devoir insérer au concordat de 1801.

Par suite de ce système, l'Empereur n'avait jamais voulu que l'on publiât rien de ce qui était relatif aux discussions avec Rome. Comme il ne voulait pas découvrir ses vues secrètes, il préférait que tout restât dans le vague; il n'était pas fâché que l'opinion s'égarât et lui supposât des projets anti-religieux; ayant ainsi dépassé le but, elle y reviendrait volontairement. Les évêques du conseil ecclésiastique, spécialement l'évêque de Nantes, avaient fait toutes espèces d'instances pour l'engager à permettre la publication des pièces officielles, et ne pouvaient pas pénétrer les véritables raisons qui l'empêchaient d'adhérer à une vue si légitime. Et pourquoi ce prince ne voulait-il pas faire tomber tout l'échafaudage de la Petite église? Cette obstination leur paraissait inexplicable.

Lorsque l'Empereur apprit qu'une partie des évêques avait voté pour l'incompétence, il ordonna sur-le-champ la dissolution du concile; il avait en cela plusieurs buts : 1° empêcher qu'il ne lui notifiât officiellement sa

non-compétence, ce qui l'eût avili et rendu ridicule aux yeux du monde, et lui eût ôté tout moyen de retour; 2° lui donner, en le frappant par l'autorité, l'intérêt que l'imbécillité et le cagotisme d'un bon nombre d'évêques français lui ôteraient. Mais, au même moment que le concile était dissous, les évêques italiens se réunissaient autour du prince Eugène, du ministre Marescalchi et du ministre des cultes à Milan. Ils étaient indignés de l'ignorance d'une partie des évêques de France; ils déclarèrent unanimement qu'ils se considéraient comme compétents, et demandèrent à former un concile italien pour pourvoir à l'institution épiscopale. En même temps les prélats qui avaient composé le conseil ecclésiastique présentèrent une adresse dans laquelle ils se déclarèrent compétents. L'archevêque de Malines[1] accourut à Trianon; il était fort indigné de cette conduite ridicule de ses collègues. L'Empereur ne se laissa pas pénétrer; il témoigna de l'humeur et du mécontentement. L'archevêque s'employa avec activité et contribua à persuader un grand nombre d'évêques. Enfin, soit réunis en synode métropolitain, soit par des déclarations particulières, en moins de huit jours de temps tous les évêques eurent adhéré à la compétence du concile pour l'objet de la convocation; il fut alors réuni de nouveau, et fit les décrets suivants :

PREMIER DÉCRET.

5 août 1811.

« Le concile national est compétent pour statuer sur l'institution des évêques, en cas de nécessité. . . . . »

DEUXIÈME DÉCRET.

5 août 1811.

« 1° Les siéges épiscopaux, d'après l'esprit des canons, ne peuvent rester vacants plus d'un an, pendant lequel la nomination, l'institution et la consécration doivent avoir lieu.

« 2° Le concile suppliera l'Empereur de continuer à nommer aux

[1] M. l'abbé de Pradt, l'auteur même des *Quatre Concordats*

évêchés, d'après les concordats; les nommés aux évêchés s'adresseront au Pape pour obtenir l'institution canonique.

« 3° Six mois après la notification de la nomination, faite dans la forme ordinaire, Sa Sainteté sera tenue de donner l'institution d'après la forme des concordats.

« 4° Les six mois écoulés sans que le Pape ait accordé l'institution, le métropolitain y procédera, et, à défaut du métropolitain, le plus ancien évêque de la province, qui fera la même chose s'il s'agit de l'institution du métropolitain.

« 5° Le présent décret sera soumis à l'approbation du Pape: à cet effet, l'Empereur sera supplié de permettre à une députation de six évêques de se rendre auprès du Pape pour en obtenir la confirmation d'un décret qui peut seul mettre un terme aux maux des églises de France et d'Italie. »

Une députation le porta à Savone au Pape, et en rapporta le bref suivant, du 20 septembre 1811 :

« Pie VII, souverain pontife, à nos chers fils les cardinaux de la sainte Église romaine et à nos vénérables frères les archevêques et évêques assemblés à Paris, salut et bénédiction en Notre-Seigneur.

« Depuis le moment où, malgré l'insuffisance de nos mérites, la Providence nous a élevé à la dignité de souverain pontife, nous avons toujours cherché avec une sollicitude paternelle à donner de dignes et bons pasteurs aux églises qui avaient eu le malheur de perdre leur évêque. Nous regrettions et nous éprouvions une grande anxiété de cœur de n'avoir pu, dans ces derniers temps, pour des raisons qu'il est inutile de rapporter ici, remplir entièrement nos vœux comme nous l'aurions désiré. Dieu, dans sa bonté, a permis qu'avec l'agrément de notre très-cher fils Napoléon Ier, empereur des Français et roi d'Italie, quatre évêques vinssent nous visiter et nous supplier respectueusement de pourvoir aux églises de France et du royaume d'Italie qui sont privées de leurs propres pasteurs, et de fixer nous-même le mode et les conditions convenables pour arriver à la conclusion d'une affaire si importante. Nous avons reçu

ces vénérables frères avec la bienveillance et l'affection paternelle qu'ils avaient droit d'attendre de notre part. Nous leur avons fait connaître nos intentions, et nous les avons laissés partir d'auprès de nous dans l'espoir que, de retour à Paris, ils pourraient, en se conformant à nos instructions, ménager un accommodement général. Nous rendons d'humbles actions de grâces au Dieu tout-puissant qui a daigné exaucer nos prières et favoriser, dans sa miséricorde, l'heureux accomplissement de nos vœux. D'après une autorisation de notre très-cher fils Napoléon Ier, cinq cardinaux de la sainte Église romaine et notre vénérable frère l'archevêque d'Édesse, notre aumônier, se sont rendus auprès de nous; en outre, trois archevêques et cinq évêques, députés par vous, nous ont remis la lettre que vous nous avez écrite le 5 des ides du mois d'août de la présente année, laquelle était signée par un grand nombre de cardinaux de la sainte Église romaine, d'archevêques et d'évêques; ils nous ont rendu un compte exact de ce qui s'est passé dans l'assemblée générale tenue à Paris le 5 août 1811, et nous ont respectueusement supplié d'y donner notre approbation. Après un mûr examen, nous avons éprouvé une véritable joie en voyant que, d'un commun accord, vous vous étiez conformés à nos vues et à nos intentions, et que vous aviez renfermé en cinq articles ce que nous avions précédemment approuvé et déterminé. A l'exemple de tant d'illustres évêques qui vous ont précédés, et qui étaient dignes de vous servir de modèles, vous nous avez adressé de nouvelles prières, soit dans votre assemblée générale, soit par vos députés, pour nous engager à confirmer le tout d'une manière solennelle. On ne peut douter de vos sentiments en lisant la lettre que nous venons de citer; vous êtes entrés avec nous dans les plus grands détails sur toute l'affaire, en nous témoignant, avec une affection filiale, votre inviolable attachement à la chaire de saint Pierre et au Saint-Siége, et ce respectueux dévouement que vous ont transmis, comme à titre d'héritage, vos plus anciens prédécesseurs. Nous trouvons convenable de transcrire ici littéralement les cinq articles que vous nous avez soumis, et dont la teneur suit :

« Art. Ier. Les archevêchés et évêchés, conformément aux saints canons, ne pourront rester vacants plus d'une année, dans lequel espace de

temps la nomination, l'institution et la consécration devront avoir leur pleine et entière exécution.

«II. Le concile suppliera l'Empereur de continuer, en vertu des concordats, à nommer aux siéges vacants; les évêques nommés par l'Empereur auront recours, dans la forme accoutumée, au souverain pontife pour obtenir l'institution canonique.

«III. Dans les six mois qui suivront la notification faite, selon l'usage ordinaire, au souverain pontife, Sa Sainteté donnera l'institution, conformément aux concordats.

«IV. Si, au bout de six mois, Sa Sainteté n'a pas donné l'institution, le métropolitain sera chargé d'y procéder, et, à son défaut, le plus ancien évêque de la province ecclésiastique: ce dernier, s'il s'agit de l'institution d'un métropolitain, la donnera également.

«V. Le présent décret sera soumis à l'approbation de Sa Sainteté; et, en conséquence, S. M. l'Empereur et Roi sera humblement supplié d'accorder à six évêques, qui seront députés, la permission de se rendre auprès du Saint-Père pour lui demander respectueusement la confirmation d'un décret qui offre le seul moyen de remédier aux maux des églises de France et d'Italie.

«Voulant donc venir au secours de l'Église, et éloigner, autant qu'il est en notre pouvoir et avec l'aide de Dieu, les grandes calamités qui la menacent, après en avoir mûrement délibéré avec nos vénérables frères, les cinq cardinaux de la sainte Église romaine, et notre vénérable frère l'archevêque d'Édesse, notre aumônier, et en nous attachant à la teneur des concordats, en vertu de notre autorité apostolique, nous approuvons et nous confirmons les articles rapportés ci-dessus, lesquels, comme nous venons de le remarquer, sont conformes à nos vues et à notre volonté.

«Mais, dans le cas où, après l'expiration des six mois, et en supposant qu'il ne se trouvât aucun empêchement canonique, le métropolitain ou l'évêque le plus ancien de la province ecclésiastique aurait à procéder à l'institution conformément à l'article IV, nous voulons que ledit métropolitain, ou le plus ancien évêque de la province ecclésiastique, fasse les informations d'usage; qu'il exige de celui qui doit être institué et con-

sacré la profession de foi, et tout ce que l'on a coutume de demander, en observant les règles ordinaires et ce qui est prescrit par les canons; enfin qu'il l'institue expressément en notre nom ou au nom du souverain pontife alors existant, et qu'il ait soin de transmettre le plus tôt possible au Saint-Siége les actes authentiques qui constatent que toutes ces choses ont été fidèlement accomplies.

« Nous avons déjà, nos très-chers fils et nos vénérables frères, donné des éloges à votre conduite et à vos sentiments; mais nous ne pouvons nous empêcher de vous louer de nouveau de ce que, dans une affaire aussi importante, où il s'agit, entre autres choses, de matières qui regardent la discipline universelle, vous nous témoignez, comme il convient à nous et à l'Église romaine, qui est la mère et la maîtresse de toutes les autres, une soumission filiale et une véritable obéissance. Il nous reste, nos très-chers fils et nos vénérables frères, à vous exhorter et à vous conjurer, par la grande miséricorde de notre Dieu, de donner tous vos soins et de faire tous vos efforts pour continuer à édifier l'Église de Jésus-Christ par vos bonnes mœurs, vos bons exemples et la pratique de toutes les vertus, et de tâcher, à l'aide d'une foi agissante par amour, de diriger, de soutenir et de rendre de plus en plus parfait le peuple fidèle. Dieu vous accordera sans doute les grâces nécessaires pour parvenir à un si noble but; car le même Dieu qui a jeté en vous le fondement d'une aussi bonne œuvre daignera la perfectionner, afin que les progrès du saint troupeau dans la voie du salut deviennent pour les pasteurs le sujet d'une récompense éternelle. Continuez aussi, nos très-chers fils et nos vénérables frères, continuez à donner à la sainte Église romaine, au siége apostolique, de nouvelles preuves de votre amour et de votre respect filial, à le consulter, à lui être soumis et inviolablement attachés. « C'est à lui (pour terminer par les paroles de saint Irénée, la « plus brillante lumière de l'église de Lyon et même de toutes les églises « de la Gaule), c'est à lui qu'à raison de sa supériorité éminente doivent « recourir toutes les églises, c'est-à-dire les fidèles de tous les pays, comme « ayant toujours conservé la tradition qui vient des Apôtres. » En tenant une pareille conduite, et en vous attachant à la pierre immuable, vous serez

utiles à l'assemblée des fidèles, à la société civile et à S. M. l'Empereur et Roi, auquel nous souhaitons en Notre-Seigneur Jésus-Christ toutes sortes de biens; et vous recevrez dans les cieux, pour avoir dignement rempli votre ministère, la couronne éternelle.

«Plein d'amour pour vous, nos très-chers frères, nous vous bénissons. et, avec les sentiments d'une affection paternelle, nous donnons également notre bénédiction apostolique au clergé et aux fidèles confiés à vos soins.

«Donné à Savone, le 20 septembre 1811, la douzième année de notre pontificat.

«Signé PIE VII, S. P.»

L'abbé de Boulogne, l'abbé de Broglie et l'évêque de Tournay furent arrêtés (les deux premiers étaient aumôniers de la chapelle), parce qu'ils étaient entrés dans des intrigues et des correspondances avec les agents du cardinal di Pietro pour établir des vicaires apostoliques; ce qui était un attentat contre les libertés de l'Église gallicane et contre l'état.

Par le retour de la députation de Savone avec le bref, tout était terminé. Toutefois le but secret n'était pas seulement l'institution canonique, mais l'établissement de l'autorité des conciles, et le Pape, dans sa bulle, ne parlait pas de cette assemblée, quoique l'Empereur en eût fait une condition *sine qua non* dans les instructions qu'il donna à ses plénipotentiaires, qui étaient en ces termes:

«Monsieur l'Archevêque... nous vous avons nommé pour porter au Pape le décret du concile et lui demander son approbation. Cette approbation doit être pure et simple; le décret s'étend sur tous les évêchés de l'Empire, dont Rome fait partie, et sur tous les évêchés de notre royaume d'Italie, dont Ancône, Urbino et Fermo font partie; il comprend également la Hollande, Hambourg, Münster, le grand-duché de Berg, l'Illyrie et tous les pays réunis à la France et qui y seraient réunis. Vous refuserez de recevoir l'approbation du Pape, si le Pape veut la donner avec des réserves, hormis celles qui regarderont l'évêché de Rome, qui n'est point compris dans le décret. Nous n'accepterons non plus aucune cons-

titution ni bulle desquelles il résulterait que le Pape referait en son nom ce qu'a fait le concile. Nous avons déclaré que le Concordat a cessé d'être loi de l'Empire et du Royaume; nous y avons été autorisé par la violation de cet acte pendant plusieurs années de la part du Pape. Nous sommes rentré dans le droit commun des canons, qui confèrent au métropolitain le droit d'instituer les évêques. Nous rentrons donc dans le Concordat. Nous approuvons le décret du concile à condition qu'il n'aura éprouvé ni modification, ni restriction, ni réserve quelconque, et qu'il sera purement et simplement accepté par Sa Sainteté; à défaut de quoi vous déclarerez que nous sommes rentré dans l'ordre commun de l'Église, et que l'institution canonique est dévolue au métropolitain, sans l'intervention du Pape, comme il était d'usage avant le concordat de François I[er] et de Léon X.

« Aussitôt que Sa Sainteté aura approuvé le décret sans réserve ni modification, nous nous entendrons pour la circonscription des diocèses des départements de Rome et du Trasimène, de la Toscane, de Hambourg, de la Hollande, du grand-duché de Berg et de l'Illyrie. Nous n'entendons pas conserver plus d'un évêché pour 100,000 âmes de population dans les départements de Rome et du Trasimène; dans le reste de la France, il y a un évêché par 500,000 âmes. Vous pouvez, d'ailleurs, si le Pape est disposé à faire cesser les querelles qui existent, lui faire connaître que nous sommes animé des mêmes principes qui nous ont dicté les instructions données aux évêques lors de leur dernière mission.

« Aussitôt que le Pape aura donné son approbation au décret, vous l'enverrez par estafette à notre ministre des cultes, et vous resterez à Savone jusqu'à nouvel ordre, pour servir au Pape de conseil dans les affaires ultérieures que nous aurions à traiter. Si le Pape refuse l'approbation pure et simple du décret, vous lui déclarerez que les concordats ne seront plus lois de l'Empire et du Royaume, qui rentrent dans le droit commun pour l'institution canonique des évêques; c'est-à-dire qu'il y sera pourvu par les synodes et les métropolitains. Nous nous reposons sur votre zèle pour la religion, pour notre service et le bien de votre pays; nous comptons que vous ne montrerez aucune faiblesse, et que vous n'ac-

cepterez rien que nous n'accepterions pas et qui serait contraire à la teneur des présentes; ce qui embarrasserait les affaires au lieu de les arranger et de les simplifier.»

Napoléon jugea donc devoir tout suspendre, se proposant de réunir un nouveau concile en 1813. Celui de 1811 n'était que préparatoire, il avait rempli son but; l'opinion était réconciliée avec ces assemblées ecclésiastiques. Les choses eussent été menées à ce second concile de manière que le Pape eût demandé lui-même à se mettre à la tête; et, comme déjà il était à Fontainebleau, on lui eût aussi fait prendre possession de son palais archiépiscopal de Paris. Tout avait été préparé pour que ce palais fût meublé avec plus de magnificence que les Tuileries mêmes; tout devait y être or, argent ou tapisseries des Gobelins, retraçant des événements tirés de l'Histoire sainte. L'issue inattendue de la campagne de Russie, en 1812, détermina l'Empereur à signer, en janvier 1813, le concordat de Fontainebleau[1].

Une action qui eût honoré le concile et l'eût accrédité dans l'opinion eût été une démarche solennelle de cette assemblée en faveur du Pape. L'Empereur eût reçu l'adresse sur son trône, environné de sa cour, du Sénat, du Conseil d'état; il eût déclaré que le Pape était et avait toujours été libre dans l'évêché de Savone; qu'il était maître de retourner à Rome pour y exercer ses fonctions spirituelles, s'il voulait y reconnaître le gouvernement temporel existant; et que, soit qu'il retournât à Rome, soit qu'il restât à Savone, soit qu'il choisît toute autre ville de l'Empire, il ne serait mis aucun empêchement à sa libre correspondance avec les fidèles, pourvu qu'il promît, ainsi que les cardinaux, de ne rien faire, en France, de contraire aux quatre propositions de Bossuet, et, en Italie, de contraire aux usages et prérogatives de l'église de Venise. Mais cela parut prématuré et plus convenablement placé en 1813, lors des discussions qui précéderaient l'établissement du Pape au palais archiépiscopal de Paris.

Ainsi Napoléon avait établi la puissance spirituelle du Pape en France;

[1] Voir le texte du concordat de Fontainebleau, t. XXIV, p. 524.

il n'avait voulu profiter des circonstances ni pour créer un patriarche ni pour altérer les croyances de ses peuples; il respectait les choses spirituelles et les voulait dominer sans y toucher, sans s'en mêler; il les voulait faire cadrer à ses vues, à sa politique, mais par l'influence des choses temporelles. Il y eut à Rome des personnes avisées qui le pressentirent et dirent en italien : « C'est sa manière de faire la guerre; n'osant l'attaquer de front, il tourne l'Église comme il a tourné les Alpes en 1796, Melas en 1800. »

Pour exécuter ce vaste plan approprié au siècle, il avait mis sa confiance dans l'évêque de Nantes; elle était entière dans la théologie de ce saint prélat; il était résolu à ne jamais perdre de vue dans sa marche ce flambeau. Toutes les fois que l'évêque de Nantes lui disait: « Cela attaque la foi des catholiques et l'Église, » il s'arrêtait. Assuré ainsi de ne pouvoir s'égarer dans ce dédale, il était sûr de la réussite, avec du temps et ses grands moyens d'influence; car, à la religion près, il était en mesure de tout exiger des évêques. En 1813, sans les événements de Russie, le Pape eût été évêque de Rome et de Paris, logé à l'archevêché; le Sacré Collége, la Daterie, la Pénitencerie, les Missions, les Archives, eussent été placés autour de Notre-Dame et dans l'île Saint-Louis; Rome eût été transportée dans l'ancienne Lutèce.

L'établissement de la cour de Rome dans Paris eût été fécond en grands résultats politiques; cette influence, sur l'Espagne, l'Italie, la Confédération du Rhin, la Pologne, aurait resserré les liens fédératifs du grand Empire, et celle que le chef de la chrétienté avait sur les fidèles d'Angleterre, d'Irlande, de Russie, de Prusse, d'Autriche, de Hongrie, de Bohême, fût devenue l'héritage de la France; cela seul explique ce discours qu'avait retenu, mais que ne pouvait s'expliquer l'évêque de Nantes. Un jour, à Trianon, il représentait avec énergie l'utilité et l'importance dont était le chef visible de l'Église de Jésus-Christ pour l'unité de la foi. « Monsieur l'évêque, soyez sans inquiétude; la politique de mes états est intimement liée avec le maintien et la puissance du Pape; il me faut qu'il soit plus puissant que jamais; il n'aura jamais autant de pouvoir que ma politique me porte à lui en désirer. » L'évêque parut étonné, branla la

tête et se tut. Quelques semaines après il voulut relever ce propos, mais il ne put y parvenir : Napoléon n'avait que trop parlé.

C'est un fait constant, qui deviendra démontré tous les jours davantage, que Napoléon aimait sa religion, qu'il voulait la faire prospérer, l'honorer, mais en même temps s'en servir comme d'un moyen social pour réprimer l'anarchie, consolider sa domination en Europe, accroître la considération de la France et l'influence de Paris, objet de toutes ses pensées : à ce prix il eût tout fait pour la Propagande, les Missions étrangères, et pour étendre, accroître la puissance du clergé. Déjà il avait reconnu les cardinaux comme les premiers de l'état ; ils avaient le pas dans le palais sur tout le monde. Tous les agents de la cour papale eussent été dotés avec magnificence, de manière qu'ils n'eussent rien à regretter de leur existence passée.

C'est par une suite de tout cela que Napoléon était sans cesse occupé de l'amélioration, de l'embellissement de Paris ; ce n'était pas seulement par amour des arts, mais aussi par une suite de son système. Il fallait que Paris fût la ville unique, sans comparaison avec toutes les autres capitales, que les chefs-d'œuvre des sciences et des arts, les musées, tout ce qui avait illustré les siècles passés s'y trouvât réuni : les palais, les théâtres, devaient être au-dessus de tout ce qui existe. Napoléon regrettait de ne pouvoir y transporter l'église de Saint-Pierre de Rome ; il était choqué de la mesquinerie de Notre-Dame.

CINQUIÈME NOTE, BULLES D'INSTITUTION.

(Vol. II, p. 145.)

« Les contestations du Pape avec Napoléon datent de la fin de 1805 : j'en dirai la cause ailleurs. Pendant qu'elles duraient jusqu'en 1809, des bulles furent données à plusieurs évêques dans la forme ordinaire. Les différends s'aggravant, le Pape commença à omettre le nom de Napoléon dans ses bulles : une bulle fut délivrée dans cette forme. Sur l'observation qui en fut faite au Conseil d'état, Napoléon ordonna de passer outre et de publier la bulle. Il s'exprima avec légèreté sur cette omission, en disant que, son nom y fût ou n'y fût point, la bulle n'en était pas moins bonne, et que cela ne lui faisait rien du tout. En quoi il avait tort ; car ici il ne s'agissait point de lui personnellement, mais d'un droit de souveraineté, chose qui ne doit jamais être traitée légèrement. »

Les formes établies par le concordat de 1801 étaient les mêmes que les formes établies par le concordat de François Ier. Ces formes étaient d'elles-mêmes une chose insignifiante; cependant Napoléon n'eût pas été fâché de les changer, et, s'étant aperçu que la cour de Rome affectait de ne plus prononcer son nom, il fit proposer que désormais les bulles ne fussent plus demandées directement par lui au Pape, mais le fussent par le ministre des cultes, et qu'en conséquence il ne fût plus fait mention de son nom dans les bulles d'institution; bien entendu que du reste il ne serait rien changé à la formule qui constatait que la cour de Rome ne nommait pas les évêques *motu proprio*. Le Pape comprit parfaitement le piége. Cela n'avait pour but que de faire descendre le Saint-Siége en le faisant correspondre avec un ministre, comme les autres évêques; il se refusa d'adopter cet expédient, qui empirait sa position; il fit fort bien. Dans l'état de splendeur où était le trône impérial, le Pape ne pouvait faire rejaillir rien sur lui, tandis que l'étiquette du palais impérial, les communications directes avec le souverain, distinguaient l'évêque de Rome et maintenaient sa splendeur et son rang.

Cette proposition eut ce bon effet, qu'elle fit sentir à la cour de Rome combien les temps étaient changés. L'Empereur avait fait offrir de lever la difficulté en rétablissant la Pragmatique; que lui renoncerait à nommer aux évêchés, pourvu que l'institution canonique fût donnée par le synode métropolitain. Mais ce n'était pas à la cour de Rome qu'il fallait apprendre que la couronne n'aurait perdu aucune de ses prérogatives, puisque les chapitres, qui avaient tant besoin du gouvernement, lui eussent eux-mêmes accordé la nomination, tandis que le Saint-Siége eût réellement perdu toute intervention dans l'Église de France.

SIXIÈME NOTE, PRISONS D'ÉTAT.

(Vol. II, p. 259.)

« Napoléon a appesanti sa main sur un grand nombre de membres du clergé, surtout en 1813. Les Mémoires de Saint-Hélène, que je crois sincères sur cet article, articulent qu'il y a eu plus de 500 captifs parmi le clergé. Sûrement cela est bien déplorable : un seul serait trop. Mais est-ce seulement sur des prêtres, ou sur des hommes pris en flagrant délit de contraventions à leurs engagements et aux lois de leur pays,

que les coups sont tombés? En quel pays cela serait-il toléré ou resterait-il impuni? Ici la vérité force à des aveux pénibles. »

Il est singulier de voir citer le *Manuscrit de Saint-Hélène* comme une autorité; cet ouvrage est sans doute l'œuvre d'un homme d'esprit, mais qui est parfaitement ignorant des matières qu'il traite. Il dit que le nombre des prêtres arrêtés a été de 500; le fait est qu'il n'y a jamais eu plus de 53 prêtres retenus par suite des discussions avec Rome; ils l'ont été légitimement : le cardinal di Pietro, parce qu'il était à la tête de la correspondance avec la Petite église pour établir des vicaires apostoliques, ce qui était contraire aux principes de l'Église gallicane et à la sûreté de l'état; le cardinal Pacca, parce qu'il avait signé la bulle d'excommunication, dont on ne sut aucun mauvais gré au Pape, mais dont on fit retomber la responsabilité sur le ministre qui l'avait signée. L'intention était, si quelque individu eût été assassiné à Rome par suite de cette bulle, de prendre ce cardinal à partie; mais elle excita partout le plus grand mépris; ce qui fut un grand bonheur pour les cardinaux et les prélats de la cour de Rome. Le vicaire de Paris, d'Astros, était en correspondance avec le cardinal di Pietro; il avait reçu et colporté clandestinement des bulles inconnues et non reçues en France; ce qui était contre les principes de l'Église gallicane et caractérisé comme délit par le Code pénal.

Mais comment 500 prêtres auraient-ils été arrêtés pour les affaires de l'Église, lorsque, dans les huit prisons d'état, il n'y avait à cette époque que 243 individus en tout, qui se composaient, 1° de prêtres qui étaient dans le cas ci-dessus; 2° d'émigrés définitivement maintenus sur la liste, ayant porté les armes contre la nation, agents de l'Angleterre ou des puissances étrangères, qui avaient violé leur ban, et qui, s'ils eussent été traduits devant les tribunaux, auraient été sur-le-champ condamnés à mort, rigueur que l'on ne voulait pas exercer; 3° de chefs de chouans ou agents de la guerre civile, condamnés à mort, mais qu'on retenait parce qu'ils avaient fait des révélations, et qu'on avait besoin de leurs connaissances, soit pour les confronter avec les nouveaux Vendéens que l'on arrêtait, soit pour obtenir des renseignements sur les localités et les

événements passés qu'il était utile d'approfondir; 4° des émigrés amnistiés, mais soumis à la surveillance, qui avaient tramé des conspirations contre l'état et le gouvernement; si on les eût traduits devant les tribunaux, ils eussent été condamnés à mort, mais l'instruction du procès eût contribué à entretenir l'inquiétude publique sur le danger que courait la France de perdre son chef; d'ailleurs, quelques-uns de ces complots étaient criminels, mais si bêtes, tels que celui du baron de la Rochefoucauld et du commissaire des guerres de l'armée de Condé, Vaudricourt, qu'il était suffisant de garder ces individus dans les prisons d'état jusqu'à la paix; 5° d'hommes de basse classe, convertis de crimes prévôtaux, mais tenant à des bandes encore existantes, que les jurés n'avaient pas osé condamner, quoiqu'ils fussent convaincus de leur culpabilité, dans la crainte de leurs complices : un procès-verbal signé des juges du tribunal qui avaient présidé aux débats constatait ces faits; un autre procès-verbal du préfet et du conseil de préfecture était à l'appui, et demandait que ces personnes ne fussent pas mises en liberté; ce qui eût eu du danger pour la tranquillité publique.

Tels étaient les gens qui composaient le nombre des 243 détenus dans les huit prisons d'état, pour un empire de 40 millions de population, qui était agité par des guerres étrangères, sortait d'une terrible révolution, qui avait soulevé toutes les bases de la société, et qui avait été en proie à la guerre civile.

Un pareil résultat est sans exemple dans l'histoire des nations, puisque, dans le cours ordinaire des choses, il n'est pas d'état, en Europe, qui n'ait un nombre plus considérable de personnes arrêtées, écrouées dans les prisons par diverses autorités, sous des formes approuvées par les lois. Ces 243 individus, nombre qui depuis a toujours diminué, étaient retenus dans huit maisons; Vincennes en était une : c'était donc, l'une portant l'autre, 30 à 40 individus.

Ces prisons d'état furent instituées par un décret délibéré en Conseil d'état, le 3 mars 1810. C'était un règlement libéral et un acte d'administration bienfaisant, mais qui, mal compris, a fait naître les plus étranges idées dans les pays étrangers : Sir Francis Burdett a reproché

à Napoléon, dans une assemblée de Westminster, d'avoir établi six bastilles.

Le décret était conçu en ces termes :

« Au palais des Tuileries, le 3 mars 1810.

« Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, médiateur de la Confédération suisse, etc. etc.

« Sur le rapport de notre ministre de la police générale :

« Considérant qu'il est un certain nombre de nos sujets détenus dans les prisons de l'état, sans qu'il soit convenable ni de les faire traduire devant les tribunaux, ni de les faire mettre en liberté ;

« Que plusieurs ont, à différentes époques, attenté à la sûreté de l'état ; qu'ils seraient condamnés par les tribunaux à des peines capitales, mais que des considérations supérieures s'opposent à ce qu'ils soient mis en jugement ;

« Que d'autres, après avoir figuré comme chefs de bandes dans les guerres civiles, ont été repris de nouveau en flagrant délit, et que des motifs d'intérêt général défendent également de les traduire devant les tribunaux ;

« Que plusieurs sont ou des voleurs de diligences, ou des hommes habitués au crime, que nos cours n'ont pu condamner, quoiqu'elles eussent la certitude de leur culpabilité, et dont elles ont reconnu que l'élargissement serait contraire à l'intérêt et à la sûreté de la société ;

« Qu'un certain nombre, ayant été employés par la police en pays étranger, et lui ayant manqué de fidélité, ne peuvent être ni élargis, ni traduits devant les tribunaux sans compromettre le salut de l'état ;

« Enfin que quelques-uns appartenant aux différents pays réunis sont des hommes dangereux qui ne peuvent être mis en jugement, parce que leurs délits sont ou politiques ou antérieurs à la réunion, et qu'ils ne pourraient être mis en liberté sans compromettre les intérêts de l'état ;

« Considérant cependant qu'il est de notre justice de nous assurer que ceux de nos sujets qui sont détenus dans les prisons d'état le sont pour causes légitimes, en vue d'intérêt public, et non par des considérations et des passions privées :

«Qu'il convient d'établir, pour l'examen de chaque affaire, des formes légales et solennelles;

«Et qu'en faisant procéder à cet examen, rendre les premières décisions dans un conseil privé et revoir de nouveau chaque année les causes de la détention pour reconnaître si elle doit être prolongée, nous pourvoirons également à la sûreté de l'état et à celle des citoyens:

«Notre Conseil d'état entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

TITRE PREMIER.

DES FORMALITÉS À OBSERVER POUR LA DÉTENTION DANS LES PRISONS D'ÉTAT.

«Art. Ier. Aucun individu ne pourra être détenu dans une prison d'état qu'en vertu d'une décision rendue sur le rapport de notre grand juge, ministre de la justice, ou de notre ministre de la police, dans un conseil privé, composé comme il est établi dans les dispositions de l'acte des constitutions du 16 thermidor an x, titre X, article 86.

«II. La détention autorisée par le conseil privé ne pourra se prolonger au delà d'une année qu'autant qu'elle aura été autorisée dans un nouveau conseil privé, ainsi qu'il va être expliqué.

«III. A cet effet, dans le cours du mois de décembre de chaque année, le tableau de tous les prisonniers d'état sera mis sous nos yeux, dans un conseil privé spécial.

«IV. Le tableau contiendra les noms des prisonniers d'état, leurs prénoms, âge, domicile, profession, le lieu de leur détention, son époque, ses causes, la date de la décision du conseil ou des conseils privés qui l'auront autorisée.

«V. Une colonne d'observations contiendra l'analyse des motifs pour faire cesser ou prolonger la détention de chaque prisonnier.

«VI. Chaque année, avant le 1er janvier, la décision du conseil privé sur chaque prisonnier, expédiée par le ministre secrétaire d'état, et certifiée par notre grand juge, ministre de la justice, sera envoyée par lui au ministre de la police et au procureur général de la cour d'appel du ressort.

«VII. Le ministre de la police enverra au commandant de chaque prison d'état une expédition en forme, de lui certifiée, des décisions concernant ceux qui y sont détenus.

«VIII. Chacune de ces décisions sera transcrite sur un registre tenu à cet effet dans les formes voulues par les lois et notifiée à chaque détenu.

TITRE II.

DE L'INSPECTION DES PRISONS D'ÉTAT.

«Art. IX. Chaque prison sera inspectée au moins une fois par an, avant le rapport du conseil privé dont il est parlé à l'article V, par un ou plusieurs conseillers d'état par nous désignés, sur le rapport de notre grand juge, ministre de la justice, avant le 1er septembre de chaque année.

«X. Nos commissaires visiteront toutes les parties de la prison pour s'assurer si nul n'est détenu sans les formalités prescrites; si la sûreté, l'ordre, la propreté, la salubrité sont maintenus dans la prison.

«XI. Ils entendront séparément les réclamations de chaque détenu, leurs observations sur le changement des circonstances qui ont pu les motiver, et leurs demandes à fin d'être mis en jugement ou en liberté.

«XII. Ils feront mettre en liberté tout individu détenu sans les autorisations exigées par les dispositions du titre Ier.

«XIII. Ils feront un rapport de leur mission et donneront leur avis sur chaque prisonnier.

«XIV. Cet avis sera toujours mis sous les yeux du conseil privé dont il est parlé au titre Ier, article III ci-dessus.

«XV. Avant le 15 février de chaque année, le procureur général de la cour impériale du ressort vérifiera, par un de ses substituts ou des procureurs impériaux sous ses ordres, si nul n'est détenu dans les prisons d'état situées dans son ressort sans les formalités ci-dessus prescrites; si les registres sont tenus régulièrement. Il sera dressé de cette visite un rapport, lequel sera envoyé à notre grand juge, ministre de la justice, et, en cas de contravention ou de détentions faites ou prolon-

gées illégalement, le commissaire chargé de la visite fera mettre les prisonniers détenus en liberté.

TITRE III.

DES INDIVIDUS MIS EN SURVEILLANCE.

« Art. XVI. Le tableau de tous les individus mis en surveillance sera mis sous nos yeux par notre ministre de la police dans le conseil privé spécial et annuel dont il est parlé à l'article III.

« XVII. Ce tableau sera dressé dans la forme prescrite pour les prisonniers d'état à l'article IV, et, au lieu de la décision du conseil privé exigée pour ces prisonniers, la décision qui aura ordonné la surveillance sera mentionnée.

« XVIII. Il sera statué, dans le conseil privé, sur la prolongation ou la cessation de la surveillance.

TITRE IV.

DU RÉGIME ET DE L'ADMINISTRATION DES PRISONS D'ÉTAT.

SECTION PREMIÈRE.

DE LA SURVEILLANCE DES PRISONS.

« Art. XIX. La garde et l'administration de chaque prison d'état seront confiées à un officier de gendarmerie, qui aura sous ses ordres la troupe affectée à la garde de la prison, et déterminera les mesures de précaution et de sûreté pour empêcher l'évasion.

« XX. Il y aura un concierge pour la surveillance intérieure et la tenue des registres. Le conseil aura sous ses ordres un nombre suffisant de gardiens.

« XXI. Le commandant militaire sera choisi par nous, sur la présentation de notre ministre de la police générale, lequel sera chargé exclusivement de tout ce qui est relatif à l'administration des prisons d'état, à l'entretien des bâtiments y affectés, à la nourriture, habillement et garde des prisonniers.

- XXII. Le concierge sera nommé et révocable par notre ministre de la police générale.

- XXIII. Les commandant, concierge et gardiens seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de la garde des détenus.

- XXIV. Si, par négligence, ou par quelque cause que ce soit, ils favorisent l'évasion d'un détenu, ils seront destitués et poursuivis conformément aux lois.

SECTION II.

DES RELATIONS DES PRÉPOSÉS AVEC L'AUTORITÉ.

- XXV. Le concierge sera subordonné au commandant; il recevra ses ordres.

- XXVI. Le commandant correspondra avec notre ministre de la police générale et le conseiller d'état de l'arrondissement. Il sera sous la surveillance du préfet.

- XXVII. Le concierge pourra être provisoirement suspendu et remplacé par le préfet.

SECTION III.

DU RÉGIME INTÉRIEUR.

- XXVIII. Le concierge tiendra un registre exact des détenus entrants et sortants, et y transcrira les ordres en vertu desquels ils sont détenus.

- XXIX. Aucun ordre de sortie ne pourra être exécuté sans notification au commandant de la décision du conseil privé qui l'aura ordonnée.

- XXX. Tout concierge ou gardien qui favoriserait la correspondance clandestine d'un détenu mis au secret sera destitué et puni de six mois de prison.

- XXXI. Le commandant ne pourra, sous peine de destitution, se permettre, sous quelque prétexte que ce soit, de faire sortir avec lui, avec le concierge ou avec des surveillants, les détenus confiés à sa garde.

- XXXII. En cas de maladie d'un détenu, le commandant désignera l'officier de santé qui le visitera et le traitera.

- XXXIII. Il est accordé à chaque détenu qui le requerra une somme de deux francs par jour, outre la nourriture ordinaire, à titre de secours, pour son entretien.

« XXXIV. Les détenus conserveront la disposition de leurs biens, s'il n'en est autrement ordonné.

« XXXV. A cet effet, ils donneront, sous la surveillance du commandant, tous pouvoirs et quittances nécessaires. Les sommes qu'ils recevront ne pourront leur être remises qu'en sa présence et avec son autorisation.

TITRE V.

DU NOMBRE DES PRISONS D'ÉTAT.

« Art. XXXVI. Il n'y aura de prison d'état que dans les lieux ci-après désignés.

« XXXVII. Nul prisonnier d'état ne pourra être détenu, si ce n'est en dépôt, ou pour passage, dans d'autres lieux que les prisons d'état désignées par nous.

« XXXVIII. Les prisons d'état sont établies dans les châteaux de Saumur, Ham, If, Landskroon, Pierre-Châtel, Fenestrelle, Compiano, Vincennes.

« XXXIX. Notre grand juge, ministre de la justice, nos ministres de la guerre, de la police générale et du trésor public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*. »

La France entière eût été révoltée si l'on eût rétabli des lettres de cachet; les quarante magistrats du Conseil d'état n'eussent pas délibéré un pareil règlement. Il faudrait que Napoléon fût bien insensé, s'il voulait attenter à la liberté civile, d'avoir proclamé, inséré au *Bulletin des lois*, des règlements contraires à toutes nos constitutions, même à celle existant avant 1789 et réclamée par les parlements.

Sous la Convention, les lois des suspects et de l'émigration avaient donné naissance à un grand nombre de prisons d'état : il y en eut plus de deux mille, contenant jusqu'à 60,000 personnes. Pendant la première partie du règne du Directoire, ce nombre diminua beaucoup. Toutes ces prisons cessèrent successivement d'exister; le nombre des prisonniers d'état fut à peu près réduit à 3,000; ils furent écroués dans les

prisons ordinaires; l'inspection en était entre les mains de l'administration, surtout de la police. Les commissaires de police et le ministre étaient magistrats de sûreté; ils avaient autorité pour faire écrouer; un article spécial des constitutions donnait ce droit au ministre de la police ou à l'administration, en cas de complot contre l'état. Ce nombre de prisonniers augmenta en 1799, après la révolution de prairial, par l'exécution de la loi des otages. Il y avait aussi 9,000 personnes arrêtées lors du 18 brumaire; elles furent mises en liberté pour la plupart : il en restait à peine 1,200 appartenant aux catégories ci-dessus au moment de l'Empire.

La police exerçait le plus déplorable arbitraire. On sentit la nécessité de rendre la surveillance des prisons aux tribunaux, d'autoriser les procureurs impériaux à les visiter et à mettre en liberté tout ce qui n'était pas dans les mains de la justice. La police des prisons fut rendue aux tribunaux; la police ne put retenir personne dans les maisons ordinaires; les prisonniers d'état, dont il est parlé ci-dessus, furent placés sous l'administration immédiate du ministre de la police, avec faculté aux procureurs impériaux de visiter, d'examiner les écrous mêmes de ces prisonniers d'état, et de faire mettre en liberté tous les individus qui ne seraient pas arrêtés en vertu des décisions du conseil privé, ordonnant moins d'un an de détention, contre-signées du grand juge. Dès ce moment la liberté fut assurée en France : tout prisonnier put s'adresser aux magistrats. Le ministre de la police et ses agents furent ainsi dépouillés de cet effroyable arbitraire d'arrêter de leur propre volonté un individu et de le conserver dans leurs mains sans que la justice pût s'en saisir, *ipso facto*. Ainsi, au lieu d'un écrou émané d'un simple commissaire de police, il fallait une délibération du conseil privé pour retenir un prisonnier dans les mains de la justice. Ce conseil privé se composait de l'Empereur, des cinq grands dignitaires, de deux ministres, outre le ministre de la police et le grand juge, de deux sénateurs, de deux conseillers d'état, du premier président et du procureur impérial de la cour de cassation. Seize personnes, la tête de l'état, qui décident de l'arrestation des individus portés dans les cas d'exception : fut-il jamais donné plus de

garantie aux citoyens? Ce décret disait qu'un individu prisonnier d'état ne pouvait l'être que pour uu an, et qu'au bout de l'année il devait être mis en liberté si le conseil privé ne prolongeait pas, par une nouvelle délibération, sa captivité. A cet effet, deux conseillers d'état parcouraient tous les ans les prisons, examinaient chaque prisonnier, écoutaient ses réclamations, examinaient les rapports à charge et à décharge, faisaient leur rapport au grand juge, qui, au conseil privé, en présence des deux conseillers d'état qui y prenaient séance, proposaient la mise en liberté ou la prolongation de la captivité pour l'année. Le conseil privé votait, en commençant par le vote du premier président du tribunal de cassation.

Ce décret était donc un bienfait, c'était une loi libérale, un diapason pour établir l'harmonie de la société, moyennant lequel aucun arbitraire n'était laissé ni à la magistrature, ni à l'administration, ni à la police, et qui donnait une garantie aux citoyens. Il n'y avait pas de conseiller d'état inspectant les prisonniers qui ne mît sa gloire à en faire relâcher le plus grand nombre possible. Toutes les personnes qui ont assisté aux conseils privés peuvent attester que ces conseillers d'état agissaient comme s'ils eussent été les avocats des prisonniers. Les prisons eussent disparu avec les circonstances qui les avaient créées, avec cette race de brigands nourris dans la guerre civile, ces petits prêtres intrigants de la Petite église, ces hommes qui, exaspérés par la Révolution, les pertes qu'ils avaient faites, les préjugés, tramaient des assassinats ou des complots pour renverser l'état. Il y avait en France 200,000 individus qui avaient émigré, ou avaient été déportés, ou avaient figuré comme officiers dans la guerre civile, et auxquels Napoléon avait rendu leur patrie et leurs propriétés, mais avec la clause d'être soumis à une surveillance spéciale. C'est de cette classe d'hommes qu'étaient tirés les prisonniers d'état; c'est ce droit de surveillance qui avait été soustrait à l'arbitraire et légalisé conformément à l'esprit libéral et de justice qui animait tous les actes du conseil.

Lorsque, dans le conseil privé, un quart des membres était d'avis que le prisonnier fût relâché, sa sortie était sur-le-champ ordonnée. Les pri-

sonniers ainsi arrêtés, indépendamment du recours au Conseil d'état et au conseil privé, avaient une garantie constitutionnelle dans la commission du Sénat pour la liberté individuelle; tous ne manquaient pas de s'y adresser : la commission délibérait, demandait des éclaircissements au ministre de la police. Elle en a fait mettre un grand nombre en liberté. On était obligé de faire droit à sa demande, parce qu'une fois que cette commission avait prononcé son opinion, si l'administration ne l'eût pas écoutée, elle en eût fait un rapport au Sénat. Ainsi il ne faut pas croire que, parce que cette commission de la liberté individuelle n'a jamais fait de bruit, n'a jamais débité de grandes harangues, n'a pas voulu faire parler d'elle, elle n'ait pas été d'une grande utilité. Si les prisons d'état eussent contenu, comme une Bastille, des citoyens victimes de quelques intrigues ou l'objet du mécontentement du prince, cette seule intervention eût été suffisante pour faire cesser ces abus. C'est également une erreur de croire que le Corps législatif n'ait eu aucune intervention dans la confection des lois; les commissions législatives discutaient avec les conseillers d'état et méditaient les projets de lois : cette influence n'était pas tumultueuse, mais n'en était pas moins réelle.

Un fait arrivé à Danzig donna lieu à l'Empereur de méditer le décret sur les prisons d'état. Un vieillard était retenu depuis cinquante ans dans une tour de Weichselmünde; il avait perdu la mémoire : il était impossible de connaître ni qui il était ni les raisons qui l'avaient fait retenir prisonnier.

Napoléon voulait la stricte exécution de la loi qui prescrivait que, dans tous les cas ordinaires, les individus fussent mis entre les mains d'un magistrat dans les vingt-quatre heures de l'arrestation; que, dans les cas extraordinaires tenant à la nature des circonstances, il ne pût y avoir d'exception que pour un an, et que la détention, dans ce cas, fût prononcée par un conseil privé de seize personnes, sur le rapport du chef de la justice. Ce règlement d'administration peut avoir excité de vaines réclamations; on bavarde dans les sociétés sans rien approfondir; le titre était peut-être un tort : il fallait appeler ces huit maisons *prisons d'exécution pour les individus soumis à la surveillance générale*.

Aucun peuple n'a joui d'une liberté civile plus étendue que le peuple français sous Napoléon : il n'est aucun état en Europe qui n'ait un plus grand nombre d'individus arrêtés, écroués dans les prisons sous divers titres ou formules, qui ne sont pas sous un procès pendant aux tribunaux. Un pays où le brigandage de la *presse* sur les quais et les places publiques est autorisé par la loi ne doit pas se vanter de jouir d'une vraie liberté civile; elle n'existe pas pour le bas peuple en Angleterre, quoiqu'elle soit réelle pour le *gentleman*. Si on comparait la législation criminelle d'Angleterre avec celle de la France, on verrait les abus de la première et son imperfection comparativement à la seconde. Quant à la législation criminelle de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie et des autres états de l'Europe, il suffit de dire qu'il n'y a publicité ni dans l'instruction ni dans les débats et les confrontations : aussi les lois de Napoléon sont fort chères aux Italiens, et, dans tous les pays où elles ont été mises en vigueur, les habitants ont obtenu, comme une grâce, qu'elles continuassent à être la loi du pays.

FIN DU TRENTIÈME VOLUME

SOMMAIRE DU TOME XXX.

CAMPAGNES D'ÉGYPTE ET DE SYRIE.

CHAPITRE VIII.

SYRIE.

CHAPITRE IX.

CONQUÊTE DE LA PALESTINE.

CHAPITRE X.

SIÉGE DE SAINT-JEAN-D'ACRE.

CHAPITRE XI.

BATAILLE D'ABOUKIR.

CHAPITRE XII.

RETOUR DE NAPOLÉON EN FRANCE.

CHAPITRE XIII.

L'ÉGYPTE SOUS KLEBER.

CHAPITRE XIV.

L'ÉGYPTE SOUS MENOU.

RÉVOLUTION DE HOLLANDE.

POLITIQUE DU DIRECTOIRE.

ADMINISTRATION INTÉRIEURE DU DIRECTOIRE.

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

ARRIVÉS PENDANT L'ANNÉE 1798.

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

ARRIVÉS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE 1799.

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES

ARRIVÉS PENDANT LES SIX DERNIERS MOIS DE 1799.

18 BRUMAIRE.

CONSULS PROVISOIRES.

DÉFENSE DE GÊNES PAR MASSÉNA.

MARENGO.

ULM. — MOREAU.

DIPLOMATIE. — GUERRE.

NEUTRES.

NOTES SUR LE PRÉCIS DES ÉVÈNEMENTS MILITAIRES

OU ESSAIS HISTORIQUES SUR LES CAMPAGNES DE 1799 À 1814

QUATRE NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ MÉMOIRES POUR SERVIR À L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION DE SAINT-DOMINGUE.

SIX NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ LES QUATRE CONCORDATS






FIRENZE

